

RECUEIL DES TEXTES JURIDIQUES



**RELATIFS AUX ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLES**

TUNISIE ÉLECTIONS 2014

Equipe d'assistance technique électorale de l'Union européenne en Tunisie



Avertissement

Tous les textes en arabe sont officiels comme reproduits du Journal Officiel de la République Tunisienne. En revanche, les consolidations en arabe et en français ainsi que les traductions des textes juridiques en français répertoriées dans le présent recueil sont officieuses – à l'exception des traductions reproduites du Journal Officiel de la République Tunisienne qui sont indiquées par « JORT ». Les consolidations sont mentionnées en italique et mises entre crochets.

Sommaire

Lois 7

Loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 44-2013 du 1^{er} novembre 2013 et par la loi organique n° 52-2013 du 28 décembre 2013 9

Loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et au référendum 27

Loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014, fixant les dates des premières élections législatives et présidentielle suivant l'adoption de la Constitution 79

Arrêtés républicains, Décrets et Décisions du président de l'ANC 80

Décret n° 2011-1088, du 03 août 2011, fixant les circonscriptions électORALES et le nombre des sièges qui leur sont réservés pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale constituante 81

Décision du président de l'Assemblée nationale constituante du 31 janvier 2014, portant publication des décisions de la séance plénière réunie les 8 et 9 janvier 2014 pour l'élection du conseil de l'instance supérieure indépendante pour les élections 83

Arrêté Républicain n° 2014-163 du 24 juillet 2014, portant convocation des électeurs à élire un Président de la République 84

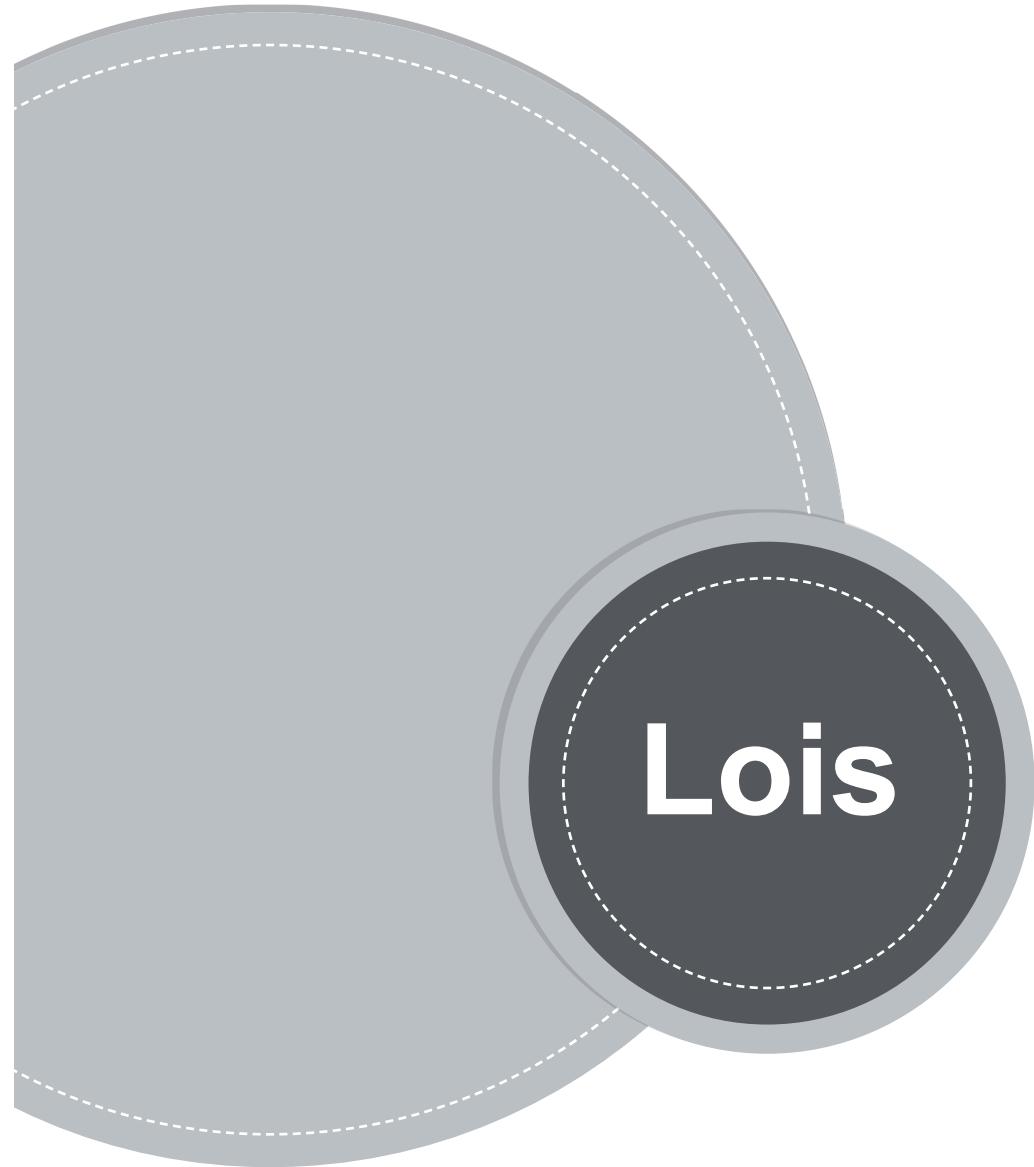
Arrêté Républicain n° 2014-164 du 24 Juillet 2014, portant convocation des électeurs à élire les membres de l'assemblée des représentants du peuple 85

Décret n° 2014-2761 du 1er août 2014, fixant le plafond global des dépenses de la campagne électorale et le plafond du financement privé ainsi que le plafond du financement public et ses conditions et procédures, pour les élections législatives de l'année 2014 86

Décret n° 2014-3038 du 29 août 2014, fixant le plafond global des dépenses de la campagne électorale et le plafond du financement privé ainsi que le plafond du financement public et ses conditions et procédures, pour l'élection présidentielle de l'année 2014 92

Décret n° 2014-3272 du 07 août 2014, relatif à la mise à disposition des agents publics auprès de l'Instance supérieure indépendante pour les élections à l'occasion des élections et du référendum	97	Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-18 du 04 août 2014, relative aux règles et procédures de candidature à l'élection présidentielle	164
<i>Décisions de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle</i>	99	Accréditation	173
<i>Organisation et fonctionnement de l'ISIE et de ses structures</i>	100	Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-09 du 09 juin 2014, fixant les conditions et les procédures d'accréditation des observateurs nationaux et étrangers pour les élections et le referendum	174
Décision n° 2014-5 du 24 avril 2014, portant règlement intérieur de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée par la décision n° 2014-12 du 16 juillet 2014	101	Code de bonne conduite des observateurs nationaux et étrangers pour les élections et le referendum	179
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-8 du 04 juin 2014, portant création des instances régionales pour les élections et fixant leurs prérogatives et les modalités de leur fonctionnement	115	Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-10 du 09 juin 2014, fixant les conditions et les procédures d'accréditation des journalistes nationaux et étrangers pour les élections et le referendum.....	182
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-23 du 29 août 2014, relative à l'organisation des réunions des instances régionales et aux modalités de prise de leurs décisions	122	Code de bonne conduite des journalistes nationaux et étrangers pour les élections et le referendum	186
<i>Calendrier électoral</i>	124	Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-29 du 13 septembre 2014, relative à l'accréditation des hôtes de l'Instance à l'occasion des élections et du referendum	189
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-14 du 18 juin 2014, relative au calendrier des élections législatives et présidentielle pour l'année 2014, telle que modifiée et complétée par la décision n° 2014-17 du 1er août 2014	125	Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-31 du 06 octobre 2014, fixant les conditions et les procédures d'accréditation des représentants des listes candidates, candidats et partis	191
<i>Inscription des électeurs</i>	130	Code de bonne conduite relatif aux listes candidates, aux candidats, aux partis et à leurs représentants lors des élections et du référendum	195
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-7 du 03 juin 2014, relative aux règles et procédures d'inscription des électeurs pour les élections et le référendum, telle que modifiée par la décision n° 2014-11 du 16 juillet 2014	131	<i>Campagne électorale et référendaire</i>	201
<i>Candidature aux élections</i>	148	Décision conjointe entre l'Instance supérieure indépendante pour les élections et la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle du 05 juillet 2014, fixant les règles et procédures relatives à la campagne électorale et à la campagne référendaire dans les médias audiovisuels.....	202
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-16 du 1er août 2014, relative aux règles et procédures de candidature aux élections législatives, telle que modifiée et complétée par la décision n° 2014-22 du 13 août 2014	149	Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-20 du 08 août 2014, fixant les règles, les procédures et les modalités de financement de la campagne électorale	210

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-28 du 15 septembre 2014, fixant les règles relatives à l'organisation et aux procédures de la campagne électorale et de la campagne référendaire	230
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-25 du 08 septembre 2014, fixant les règles et les conditions générales auxquelles les médias doivent se conformer durant la campagne électorale et la campagne référendaire	244
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-26 du 08 septembre 2014, fixant les règles de la campagne relatives aux médias écrits et électroniques	251
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-27 du 08 septembre 2014, fixant les règles relatives à l'utilisation des médias étrangers par les listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger	258
Décision de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle n° 6 du 22 octobre 2014, fixant les règles relatives à la période de silence électoral pour les élections législatives de l'année 2014.....	261
<i>Vote, dépouillement et calcul des résultats</i>	263
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-19 du 05 août 2014, fixant les conditions et les modalités de désignation et de remplacement des membres des bureaux de vote	264
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-30 du 08 septembre 2014, relative aux règles et procédures de vote et de dépouillement	270
Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-32 du 14 octobre 2014, relative aux règles et procédures de calcul et de proclamation des résultats, telle que modifiée et complétée par la décision n° 2014-33 du 06 novembre 2014	285



Loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'instance supérieure indépendante pour les élections¹, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 44-2013 du 1^{er} novembre 2013 et par la loi organique n° 52-2013 du 28 décembre 2013 (La consolidation et la traduction des amendements ne sont pas officielles)

Au nom du peuple,

L'Assemblée nationale constituante ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi organique dont la teneur suit :

Article premier- Est créée une instance publique indépendante et permanente dénommée «l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections» dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière, ayant son siège à Tunis.

Art. 2 - L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections veille à assurer des élections et référendums démocratiques, libres, pluralistes, honnêtes et transparents.

Art. 3 - L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections est chargée de toutes les opérations liées à l'organisation, l'administration et la supervision des élections et référendums conformément à la présente loi et à la législation électorale; dans ce cadre elle est chargée notamment de ce qui suit:

1 - tenir le registre des électeurs et le mettre à jour de manière permanente.

2 - arrêter les listes électorales pour chaque élection ou référendum, les réviser le cas échéant; et les publier notamment sur le site électronique officiel de l'instance, et ce, dans les délais fixés par la loi électorale.

3 - veiller à garantir le droit de scrutin pour tout électeur.

4 - garantir l'égalité de traitement entre tous les électeurs, candidats et intervenants durant les opérations électorales et référendaires.

¹ JORT n° 111 du 21 décembre 2012, p. 3276.

5 - arrêter, publier et mettre en exécution le calendrier des élections et des référendums, et ce, en conformité avec les mandats prévus par la constitution et la loi électorale.

6 - recevoir et statuer sur les dossiers de candidature pour les élections conformément à la législation électorale.

7 - mettre en place les mécanismes d'organisation, d'administration et de contrôle garantissant la sincérité et la transparence des élections et référendums.

8 - procéder au dépouillement des voix et annoncer les résultats préliminaires et définitifs des élections et référendums.

9 - établir les codes de bonne conduite électorale garantissant le respect des principes de sincérité, transparence, neutralité, bonne gestion des deniers publics, et absence de conflit d'intérêts.

10 - accréditer les représentants des candidats dans les bureaux de vote, les observateurs, les hôtes, et les journalistes nationaux et étrangers pour le suivi des étapes du processus électoral. L'instance fixe par décision de son conseil les critères et les conditions d'accréditation des observateurs, des hôtes, des journalistes étrangers et des interprètes les assistant.

11-former les superviseurs des différentes composantes du processus électoral.

12 - fixer les programmes de sensibilisation et d'éducation électorale et collaborer dans ce domaine avec toutes les composantes de la société civile œuvrant en matière d'élections à l'échelle nationale et internationale.

13 - contrôler l'observation des règles et des moyens des campagnes électorales fixés par la législation électorale, et imposer en collaboration avec les organismes publics, leur respect conformément à la loi.

14 - contrôler le financement des campagnes électorales et prendre les décisions nécessaires s'y rapportant, tout en garantissant l'égalité d'accès de tous les candidats au financement public.

15 - formuler des propositions pour le développement du système électoral.

16 - émettre des avis sur tous les projets de texte en rapport avec les élections et référendums.

17 - élaborer un rapport spécial sur le déroulement de chaque opération électorale ou référendaire dans un délai maximum de trois(3) mois à compter de la date de l'annonce des résultats définitifs, lequel est soumis au président de la République, au président de l'assemblée législative et au chef du gouvernement et publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'instance.

18 - élaborer un rapport annuel sur l'activité de l'instance durant l'année écoulée et son programme d'action pour l'année à venir lequel est soumis à l'assemblée législative en séance plénière à l'occasion du vote du budget annuel de l'instance et publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'instance.

Art. 4 - L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections se compose du conseil de l'instance ayant pouvoir décisionnel et d'un organe exécutif.

Chapitre Premier Le Conseil de l'Instance

Art. 5 - Le conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections se compose de neuf (9) membres choisis comme suit :

1/ un juge judiciaire.

2/ un juge administratif.

3/ un avocat.

4/ un notaire ou un huissier de justice.

5/ un professeur universitaire : assistant, maître-assistant, maître de conférences ou professeur d'enseignement supérieur.

6/ un ingénieur spécialisé en matière des systèmes et de la sécurité informatique.

7/ un spécialiste en communication.

8/ un spécialiste en finances publiques.

Ayant tous une expérience de dix (10) ans au moins.

1/ un membre représentant les Tunisiens à l'étranger.

Art. 6 (nouveau) - Les membres de l'instance supérieure indépendante pour les élections sont élus conformément aux procédures suivantes :

Une commission spéciale est créée au sein de l'assemblée législative chargée de l'examen et du dépouillement des dossiers de candidature.

La commission spéciale est constituée à la représentation proportionnelle au plus fort reste à raison d'un membre pour chaque dix(10) députés, en cas d'égalité de restes entre un groupe parlementaire et des membres n'appartenant pas à un groupe, le groupe parlementaire est prévalant.

La commission spéciale est présidée par le président de l'assemblée législative ou l'un de ses vice-présidents sans prendre part au vote lors de la prise des décisions.

La candidature au conseil de l'instance est ouverte par décision du président de la commission spéciale publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne fixant le délai et les modalités de dépôt des candidatures, les conditions légales à remplir et les pièces constitutives du dossier de candidature conformément à l'article 7 de la présente loi .

[La commission spéciale prépare une grille d'évaluation qui sera considérée lors de la sélection et du classement des candidats. Ladite grille est adoptée par voie de consensus entre les membres de la commission spéciale et publiée au journal officiel de la République tunisienne au moment de l'ouverture des candidatures.

La commission spéciale procède à l'examen des dossiers de candidature et délibère à la lumière du dossier de chaque candidat, en se basant sur les conditions de candidature déterminées dans l'article 7 de la présente

loi. Pour chacune des catégories citées à l'article 5, la commission procède au classement des candidats remplissant lesdites conditions par ordre de mérite conformément à la grille d'évaluation. En cas d'égalité entre deux candidats ou plus, ces derniers seront classés au même rang et par ordre alphabétique. La liste finale des candidats classés par ordre de mérite est publiée sur le site électronique de l'Assemblée législative. Tout retrait de candidature survenu après la publication de ladite liste est irrecevable et sans effet sur le reste des procédures d'élection du Conseil de l'Instance.]

Le président de la commission spéciale transmet à la séance plénière de l'assemblée législative [la liste finale des candidats classés par ordre de mérite] pour chaque catégorie, à fin d'élire les neuf (9) membres du conseil de l'instance supérieure indépendante pour les [élections dans un délai maximum de deux (2) jours à compter de la date d'expiration des délais de recours.]

[L'élection des neufs (9) membres du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections se fait par l'Assemblée législative réunie en session plénière] à la majorité des deux-tiers des membres de l'Assemblée législative, au scrutin secret et uninominal, [catégorie par catégorie], et à des tours successifs jusqu'à l'accomplissement de la composition.

[Chaque membre de l'Assemblée législative choisit neufs (9) membres parmi les candidats mentionnés au paragraphe 8 du présent article en considérant la composition prévue dans l'article 5 de la présente loi.

En cas de démission d'un des membres élus avant la fin de l'élection du reste des membres de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, il sera procédé à l'élection de son remplaçant parmi les candidats restant de la même catégorie.]

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est élu par l'Assemblée plénière parmi ceux qui se portent candidats des neufs (9) membres élus.

L'élection du président se fait en séance plénière en premier tour à la majorité absolue des membres de l'assemblée ; si aucun des candidats n'obtient la majorité requise, le vote se fait en un second tour pour l'élection du président et ce, à la même majorité parmi les deux candidats ayant obtenu le plus de voix au premier tour.

Art. 7 - Les conditions requises pour la candidature au Conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections sont les suivantes :

- avoir la qualité d'électeur.
- être âgé de 35 ans au moins.
- l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité.
- la compétence et l'expérience.
- ne pas être membre élu dans un ordre professionnel.
- ne pas avoir adhéré à un parti politique ni y avoir exercé une activité durant les cinq (5) dernières années précédant la date d'ouverture des candidatures.
- ne pas avoir assumé de responsabilité au sein du parti du rassemblement constitutionnel démocratique dissout ni avoir appelé le président de la République déchu à se porter candidat pour un nouveau mandat présidentiel.
- ne pas avoir assumé une responsabilité au sein du gouvernement ni avoir occupé le poste de gouverneur ou de secrétaire général de gouvernorat ou de délégué ou de chef de district durant le gouvernement du président déchu.
- Chaque candidat doit fournir dans son dossier de candidature une déclaration sur l'honneur attestant du respect des conditions susvisées.
- Est punie de 6 mois de prison et d'une amende de mille dinars toute personne qui a sciement, fait de fausses déclarations ou a dissimulé l'existence de l'un des empêchements à la candidature prévus par la loi et ce, sans préjudice des poursuites dont elle peut faire l'objet conformément aux dispositions du code pénal.

Art. 8 - Les membres élus se réunissent en première séance pour choisir un vice président par consensus, et à défaut, à la majorité absolue des membres.

Art. 9 - Le mandat de chaque membre du conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections est fixé à une durée de six (6) ans non renouvelable.

Le renouvellement de la composition du conseil de l'instance se fait par tiers tous les deux (2) ans conformément aux procédures prévues par les articles 5, 6 et 7 de la présente loi. Le président de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections notifie au président de l'assemblée législative la liste des membres concernés par le renouvellement et de la date de la fin de leur mandat, et ce, trois mois avant l'expiration de leur mandat.

Les membres dont le mandat est expiré continuent à exercer leurs fonctions au sein du conseil de l'instance jusqu'à la prise de fonctions des membres nouveaux.

Art. 10 - Lors de leurs nominations, Le président et les membres du conseil de l'instance prêtent le serment suivant devant le président de la République : « Je jure par Dieu le tout-puissant d'accomplir mes fonctions avec dévouement, honnêteté et sincérité, de m'employer à assurer des élections libres et honnêtes, d'accomplir mes devoirs en toute indépendance et neutralité et de respecter la constitution et la loi, et que Dieu en soit témoin».

Art. 11 - Le président de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections est son représentant légal. Il est le président de son conseil et l'ordonnateur de son budget.

Art. 12 - Le président de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections et les membres du conseil sont tenus notamment par les obligations suivantes :

- l'obligation de neutralité,
- l'obligation de réserve,
- l'obligation d'assister aux réunions du conseil de l'Instance,
- l'exercice à plein temps des fonctions au sein de l'Instance,
- ne pas se porter candidat à toute élection durant leur mandat au conseil et après son expiration et ce pour une durée d'au moins cinq (5) ans.
- la déclaration sur l'honneur des biens conformément aux procédures prévues par la loi relative à la déclaration sur l'honneur des biens des membres du gouvernement et de certaines catégories d'agents publics.

Art. 13 - Le président de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections et les membres du conseil sont tenus de déclarer tout conflit d'intérêts durant leur mandat à l'instance.

Est considéré conflit d'intérêts tout intérêt personnel direct ou indirect ou relation personnelle directe ou indirecte affectant l'engagement du membre concerné à respecter les conditions et obligations lui incombant et affectant le bon exercice des missions de l'instance.

Le membre concerné par le conflit d'intérêts doit le déclarer au conseil de l'instance et s'abstenir ensuite de participer aux réunions, délibérations ou prise de décisions y afférant jusqu'à ce que le conseil de l'instance statue sur la question dans les dix (10) jours qui suivent la date de la déclaration.

Le conseil de l'instance, excepté le membre concerné, se réunit suite à la déclaration du conflit d'intérêts et délibère à la majorité de ses membres. Lorsqu'il est établi que le conflit d'intérêts est temporaire, une notification en est faite au membre concerné, lequel doit s'abstenir d'assister aux réunions, de participer aux délibérations ou à la prise de décisions y afférant jusqu'à extinction de l'empêchement .Lorsqu'il est établi que le conflit d'intérêts est permanent, une notification en est faite au membre concerné lequel doit présenter sa démission au président de l'instance dans les quarante huit (48) heures qui suivent ladite notification .

En cas de prise de connaissance ou d'information sérieuse sur l'existence d'un conflit d'intérêts, le conseil de l'instance, après audition du membre concerné, procède à l'instruction de l'affaire. Au cas où une dissimulation délibérée du conflit d'intérêts est établie, le membre concerné est démis de ses fonctions conformément aux procédures de révocation prévues par l'article 15 de la présente loi.

Art. 14 - Ni le président de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections ni aucun membre du conseil ne peuvent être poursuivis ou arrêtés pour des faits liés à leurs activités ou relatifs à l'exercice de leurs fonctions au sein de l'instance qu'après la levée de l'immunité par l'assemblée législative en séance plénière à la majorité absolue de ses membres, et ce, à la demande du membre concerné, ou des deux tiers des membres du conseil de l'instance, ou de l'autorité judiciaire.

La demande de levée de l'immunité émanant de l'autorité judiciaire est examinée lorsqu'elle est accompagnée du dossier de l'affaire.

Art. 15 - Outre le cas prévu par le paragraphe 5 de l'article 13 de la présente loi, le président de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections ou l'un des membres du conseil sont démis de leurs fonctions en cas de faute lourde dans l'accomplissement des obligations leur incombant en vertu de la présente loi ou en cas de condamnation par un jugement irrévocable pour un délit intentionnel ou un crime, ou dans les cas où ils ne répondent plus à l'une des conditions exigées pour être membre au conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections.

La demande de révocation est présentée par au moins la moitié des membres du conseil de l'Instance. Elle est soumise à l'assemblée législative réunie en séance plénière pour approbation à la majorité absolue de ses membres.

Art. 16 - En cas de vacance fortuite dans la composition du conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections pour décès, démission , révocation , invalidité ou abandon, le conseil de l'Instance constate la vacance et en dresse un procès verbal spécial qu'il transmet joint par tout le dossier à l'assemblée législative . Celle-ci, à la demande du président de l'Instance ou de la moitié des membres du conseil, comble la vacance conformément aux procédures prévues par l'article 6 de la présente loi.

Est considéré en situation d'abandon de poste, le président ou le membre qui s'absente sans motif à trois réunions successives du conseil de l'Instance en dépit de sa convocation et de son avertissement par tout moyen laissant une trace écrite.

Art. 17 - Le président de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections et les membres du conseil perçoivent des salaires imputés sur le budget de l'Instance. Ils sont indexés sur le salaire d'un ministre pour le président et fixés par décret pour les membres.

Art. 18 - Le conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections se réunit à la demande de son président ou de la moitié de ses membres. Ses réunions ne se tiennent qu'en présence des deux tiers des membres.

Le président de l'instance fixe la date des réunions, convoque aux réunions, en assure la présidence, en fixe l'ordre du jour, en assure la direction, en maintient l'ordre, et prend les mesures nécessaires à l'exécution des délibérations du conseil conformément aux dispositions de la présente loi et au règlement intérieur de l'Instance. En cas d'empêchement il est suppléé par le vice président.

Les délibérations du conseil de l'instance sont publiées sur son site électronique et au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Les décisions du conseil de l'Instance sont prises à la majorité absolue des membres et sont signées par le président.

Art. 19 - Le conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections adopte les règlements nécessaires à l'exécution de la législation électorale et des missions confiées à l'instance. Les dits règlements sont signés par le président de l'instance et publiés au Journal Officiel de la République Tunisienne.

L'instance supérieure indépendante pour les élections prend les mesures nécessaires pour faire respecter la législation électorale par l'ensemble des intervenants dans le processus électoral y compris les sanctions non pénales des infractions électorales.

Les règlements pris par le conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections sont susceptibles de recours devant les juridictions compétentes conformément aux conditions et procédures fixées par la loi.

Art. 20 - Les ressources de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections sont constituées de fonds annuels imputés sur le budget de l'Etat.

Les dépenses de l'instance sont constituées de :

- dépenses de fonctionnement,
- dépenses d'équipement,
- dépenses électorales et référendaires.

Le budget de l'Instance est fixé sur proposition du conseil. Il est soumis à l'avis du gouvernement avant d'être transmis à l'assemblée législative

pour approbation conformément aux procédures relatives au budget de l'Etat.

Art. 21 - L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections peut, à l'occasion des élections ou référendums, créer des sections chargées de l'assister dans l'accomplissement de ses missions prévues par la présente loi.

Le conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections fixe la composition des sections qui ne peut dépasser quatre membres au plus pour chaque section.

Les candidats sont choisis par le conseil de l'Instance à la majorité absolue des membres conformément aux conditions et aux obligations prévues par les articles 7 et 12 de la présente loi et en tenant compte des spécialités prévues par l'article 5.

Le conseil de l'instance peut déléguer certaines de ses attributions aux sections qu'elles exercent sous son autorité et conformément à ses décisions.

Chaque section établit à la fin de ses missions, et à chaque fois qu'on le lui demande, un rapport d'activité qui sera soumis au conseil de l'Instance.

Art. 22 - Toutes les administrations publiques sont appelées, dans la limite du possible, à mettre à la disposition de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections, tous les moyens matériels et humains, toutes les bases de données et bases informatisées y compris les statistiques et les données en rapport avec les opérations électorales, afin d'aider l'Instance à bien mener ses missions. En cas de refus non justifié de la part de l'administration concernée, une ordonnance peut être obtenue à cet effet, du tribunal administratif.

A l'occasion des élections et référendums, les services de la présidence du gouvernement œuvrent à faciliter la collaboration de l'ensemble des administrations publiques avec l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections.

Art. 23 - Il est interdit d'utiliser les données personnelles collectées auprès de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections en

dehors des opérations électorales, et ce, conformément à la législation relative à la protection des données personnelles.

Art. 23 (bis) - [Seule la liste des candidats est susceptible de recours devant le Tribunal administratif. Les recours sont introduits exclusivement par les candidats, dans un délai d'un (1) jour à compter de la date de publication de la liste finale des candidats sur le site électronique de l'Assemblée législative. Le recours ne peut porter que sur les conditions prévues à l'article 7 de la présente loi.

Dans ce cas, le requérant doit notifier à l'Assemblée législative par huissier de justice une copie de la requête accompagnées des moyens de preuve. Le recours est obligatoirement introduit par un avocat inscrit auprès de la Cour de cassation. La requête est motivée et accompagnée des moyens de preuve et d'une copie du procès-verbal de la notification du recours à l'Assemblée législative.

L'Assemblée législative répond à la requête dans un délai d'un (1) jour à compter de la date de la notification.

Le greffe du Tribunal administratif inscrit la requête et la transmet immédiatement au Premier président qui la confie dans l'immédiat à l'Assemblée plénière juridictionnelle, laquelle se prononce dans un délai maximum de deux (2) jours à partir de la date de la réplique de la partie défenderesse. L'Assemblée plénière juridictionnelle peut ordonner l'exécution sur minute.

Le Tribunal administratif notifie sa décision aux parties par n'importe quel moyen qui laisserait une trace écrite, et ce dans un délai maximum de deux (2) jours à compter de la date du prononcé.

La décision de l'Assemblée plénière du Tribunal administratif est irrévocable et n'est susceptible d'aucune voie de recours y compris le pourvoi en cassation.

Dans le cas où le Tribunal rend une décision d'annulation, la commission spéciale se réunit dans un délai maximum de deux (2) jours à compter de la date du prononcé de la décision pour réviser la liste finale des candidats. Après révision, la liste est publiée sur le site électronique de l'Assemblée législative et transmise directement par le président de la commission spéciale à l'Assemblée plénière pour l'élection des membres du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections. Dans ce cas,

la décision de la commission spéciale est définitive et n'est susceptible d'aucune voie de recours y compris le recours pour excès de pouvoir.]

Chapitre II L'Organe exécutif

Art. 24 - L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections est dotée d'un organe exécutif chargé sous l'autorité du conseil, des affaires administratives financières et techniques. Il est dirigé par un directeur exécutif.

Sont créées des sous-directions relevant de l'organe exécutif de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections. Elles sont chargées de l'accomplissement des fonctions confiées à l'Instance dans les limites du périmètre territorial qui lui est fixé conformément aux décisions du conseil de l'Instance.

Art. 25 - Le conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections recrute le directeur exécutif parmi les candidats sur dossiers qui répondent aux conditions de l'article 7 de la présente loi et à celles d'expérience et de compétence dans le domaine de la gestion administrative, financière et technique. La nomination ou la révocation du directeur exécutif est approuvée par le conseil de l'instance à la majorité absolue des ses membres.

Lors de sa nomination, le directeur exécutif prête le serment suivant devant le conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections : « je jure par Dieu tout-puissant d'accomplir mes fonctions avec dévouement, sincérité et honnêteté, et de respecter la loi, et que Dieu en soit témoin ».

Art. 26 - Le directeur exécutif assiste aux réunions du conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections. Il a le droit d'émettre son avis sans disposer d'un droit de vote.

Le directeur exécutif est tenu de respecter toutes les obligations prévues par l'article 12 de la présente loi.

Art. 27 - Le directeur exécutif veille, sous l'autorité du conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections et sous le contrôle

du président, au bon fonctionnement de l'administration de l'Instance dans les domaines administratif, financier et technique. Il est chargé dans ce cadre notamment :

- 1)** d'élaborer l'organisation administrative, financière et technique de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections et de la soumettre au conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres ;
- 2)** d'élaborer le règlement intérieur de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections, le soumettre au conseil de l'instance pour approbation à la majorité des membres et le publier au Journal Officiel de la République Tunisienne,
- 3)** d'élaborer le programme des ressources humaines de l'Instance et le soumettre au conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres,
- 4)** d'élaborer le projet de budget annuel de l'Instance et le soumettre au conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres,
- 5)** d'élaborer le programme d'exécution des missions de l'Instance sur la base de l'article 3 de la présente loi et selon son plan d'action pour les périodes des élections et référendums avant de le soumettre au conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres,
- 6)** d'élaborer un rapport sur la gestion financière et administrative qui sera soumis avec le rapport annuel au commissaire aux comptes et au conseil de l'Instance pour approbation à la majorité des membres,
- 7)** de l'exécution des décisions prises par le conseil de l'Instance relatives à l'ensemble du processus électoral,
- 8)** de la direction des différents services administratifs de l'Instance et de leur coordination,
- 9)** de la tenue et la conservation des différents registres, dossiers et documents administratifs,
- 10)** du suivi de l'exécution du budget et la préparation des dossiers des marchés de l'instance et des différents contrats,
- 11)** de l'administration du site électronique de l'Instance.

Art. 28 - Tous les marchés de l'Instance supérieure Indépendante pour les Elections sont conclus et exécutés conformément aux procédures relatives aux marchés des entreprises publiques sauf dispositions contraires prévues par la présente loi.

Les dépenses de L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections sont dispensées du contrôle à priori des dépenses publiques.

Art. 29 - L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections veille à la mise en place d'un système de contrôle interne des procédures administratives, financières et comptables qui garantit la régularité, la sincérité et la transparence des états financiers et leur conformité aux lois en vigueur. Elle crée à cet effet une unité d'audit et de contrôle interne présidée par un expert comptable.

L'unité d'audit exerce ses fonctions selon les normes professionnelles internationales d'audit interne et suivant un plan annuel approuvé par le conseil de l'Instance qui vise l'amélioration de la performance, la gestion des risques et le contrôle de tous les actes de l'Instance.

L'unité d'audit et de contrôle interne soumet, directement et de façon périodique, ses rapports au conseil de l'Instance.

Art.30-Les comptes financiers de L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections sont soumis au contrôle de deux commissaires aux comptes inscrits à l'ordre des experts comptables lesquels sont désignés par le conseil de l'Instance pour une durée de trois ans renouvelable une seule fois, et ce, conformément à la législation en vigueur relative aux établissements et entreprises publics.

Les comptes financiers annuels de l'Instance sont approuvés par le conseil à la lumière du rapport des deux commissaires aux comptes lequel est soumis à l'Assemblée législative pour approbation et publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'instance dans un délai ne dépassant pas le 30 juin de l'année suivant celle de l'exercice.

En cas de non approbation du rapport financier par l'Assemblée législative, celle-ci procède à la création d'une commission d'enquête composée de trois experts comptables inscrits à l'ordre des experts comptables qu'elle choisit.

Les comptes financiers de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections sont soumis au contrôle à postériori de la Cour des comptes.

La Cour des comptes établit un rapport spécial sur la gestion financière de l'Instance au titre de chaque opération électorale ou référendaire. Ledit rapport est publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Art. 31 - Le statut particulier des agents de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections est fixé par décret sur proposition du conseil.

L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections peut, à l'occasion des élections ou référendums, recruter des agents contractuels pour une durée déterminée.

Les agents administratifs de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections sont tenus de respecter le code de bonne conduite notamment les obligations de neutralité, de réserve et de secret professionnel.

Chapitre III Dispositions transitoires

Art. 32 - Le tiers du Conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections est renouvelé tous les deux ans. Lors des deux premiers renouvellements, les membres du conseil de l'instance qui en sont concernés sont désignés par tirage au sort parmi les membres faisant partie du premier conseil. Le président de l'instance n'est pas concerné par les deux premiers renouvellements.

Art. 32 (bis) - [Le délai de soumission des candidatures peut être prolongé par décision du Président de la Commission spéciale conformément aux procédures prévues dans l'article 6. Cette mesure s'applique avec effet rétroactif.]

Art. 33 - Contrairement aux dispositions du tiret 5 de l'article 3 de la présente loi, l'Assemblée nationale constituante fixe à titre exceptionnel la date des prochaines élections et référendums en vertu de laquelle l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections propose un calendrier électoral.

Art. 34 - Jusqu'à promulgation de la loi électorale, la qualité d'électeur mentionnée au premier tiret de l'article 6 de la présente loi organique, est définie conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 5 du décret-loi n° 2011-35 du 10 mai 2011 relatif à l'élection de l'Assemblée nationale constituante.

Art. 34 (bis) : [Dès l'adoption de la présente loi², toutes les affaires en instance devant le Tribunal administratif, concernant les recours contre les travaux de la Commission de sélection relatifs à l'élection des membres de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, sont transmises à l'Assemblée plénière du Tribunal administratif pour être tranchées dans un délai de trois (3) jours à compter de la date d'adoption.]

Art. 35 - A titre exceptionnel, un membre supplémentaire ou deux (2) selon le cas , de la commission centrale de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections créée en vertu du décret-loi n° 2011-27 du 18 avril 2011, seront élus conformément aux procédures et conditions prévues par les articles 5, 6 et 7 de la présente loi et ce , si aucun d'entre eux n'est élu parmi les candidats au conseil de la nouvelle instance.

Les fonctions du ou des deux membres ajoutés en vertu du présent article au conseil de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections créée en vertu de la présente loi prennent fin dès l'annonce des résultats définitifs des premières élections législatives et présidentielles.

Art. 36 - Les agents ayant exercé au sein de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections créée en vertu du décret-loi n° 2011-27 du 18 avril 2011 et qui sont restés sans emploi, bénéficient de la priorité de recrutement au sein de l'instance créée en vertu de la présente loi et ce, dans la limite de ses besoins. Avant l'ouverture des candidatures, le conseil de l'Instance définit avec précision les conditions requises selon un barème d'évaluation qui prend en considération l'expérience des anciens agents.

Art. 37 - Les missions de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections créée par le décret-loi n° 2011-27 du 18 avril 2011 sont réputées finies à la date du 31 décembre 2011. Ladite Instance est dissoute à compter de la prise par l'instance créée en vertu de la présente loi de ses

² Erreur de rédaction dans le texte arabe, il s'agit de la date d'adoption de la loi n° 44-2013 du 1er novembre 2013 modifiant et complétant la loi n° 23-2012.

fonctions. Elle transfère obligatoirement à la nouvelle Instance tous les locaux, équipements, archives et documents.

Art. 38 - La présente loi entrera en vigueur dès son approbation par l'Assemblée Nationale Constituante.

La présente loi organique sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sera exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 20 décembre 2012

Le Président de la République
Mohamed Moncef El Marzougui

Loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum³ (traduction non-officielle)

Au nom du peuple,

L'assemblée nationale constituante ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi organique dont la teneur suit :

Titre premier
Dispositions générales

Article Premier: La présente loi porte sur l'organisation des élections et des référendums.

Article 2: Le suffrage est universel, libre, direct, secret, intègre et transparent.

Article 3: Au sens de la présente loi, les termes suivants s'entendent comme suit :

- L'Instance : l'Instance supérieure indépendante pour les élections. Elle comprend le conseil de l'Instance, les instances régionales pouvant être créées et l'organe exécutif.
- Registre électoral : la base de données des personnes habilitées à voter lors des élections et des référendums.
- La liste candidate, le candidat ou le parti : la liste candidate aux élections législatives, le candidat aux élections présidentielles ou le parti lors d'un référendum.
- La neutralité : le traitement de l'ensemble des candidats avec objectivité et intégrité, sans favoriser une liste candidate, un candidat ou un parti, ni entraver la campagne électorale d'une liste candidate ou d'un candidat, ou la campagne référendaire

³ Publiée dans sa version arabe au Journal officiel de la République tunisienne n° 42 du 27 mai 2014, pp. 1382-1398.

d'un parti, et en évitant tout ce qui pourrait influencer la volonté des électeurs.

- La campagne électorale et la campagne référendaire : l'ensemble des activités menées par les candidats, les listes candidates, leurs partisans ou les partis durant la période définie par la loi, pour faire connaître le programme électoral ou le programme relatif au référendum en utilisant les différents moyens de propagande et les modalités légalement autorisées, en vue d'inciter les électeurs à voter en leur faveur le jour du scrutin.
- Période de silence : la période englobant le jour du silence électoral et le jour du scrutin jusqu'à la clôture du dernier bureau de vote.
- La phase de la précampagne électorale ou de la précampagne référendaire : la période précédant la campagne électorale ou précédant la campagne référendaire, conformément à ce qui est déterminé par la présente loi.
- La période électorale ou la période référendaire : la période englobant la phase de la précampagne électorale ou référendaire, la campagne et la période de silence. Pour les élections présidentielles, cette période s'étend jusqu'à la proclamation des résultats définitifs du premier tour.
- Les dépenses électorales : la somme des dépenses en numéraire et en nature engagée par le candidat, la liste ou le parti, ou pour leur compte, durant la période électorale ou référendaire, et consommée ou effectuée en vue d'honorer les frais de la campagne électorale ou référendaire et afin de gagner la confiance de l'électeur et d'obtenir sa voix.
- La publicité politique : toute opération publicitaire ou de propagande moyennant une contrepartie matérielle ou gratuitement, utilisant les méthodes et techniques du marketing commercial, destinée au public, et visant à faire la promotion d'une personne, d'une opinion, d'un programme ou d'un parti politique, en vue d'attirer les électeurs ou d'influencer leur comportement et leur choix, à travers les médias audiovisuels, écrits ou électroniques, ou à travers des supports publicitaires

fixes ou mobiles, installés sur des lieux ou des biens publics ou privés.

- Médias audiovisuels nationaux : les entreprises audiovisuelles publiques, privées et associatives exerçant l'activité de diffusion telle que réglementée par le décret-loi n° 2011-116.
- Bulletin de vote : le bulletin conçu par l'Instance pour être mis à la disposition de l'électeur le jour du scrutin, qui lui sert à exprimer son choix et qu'il dépose par la suite dans l'urne.
- Bulletin nul : tout bulletin de vote n'exprimant pas clairement le choix de l'électeur ou comprenant des éléments contraires aux principes prévus à l'article 2 de la présente loi.
- Bulletin blanc : tout bulletin de vote ne contenant aucun signe de quelque genre que ce soit. Le bulletin blanc est comptabilisé parmi les suffrages exprimés, sans être pris en compte dans le calcul du quotient électoral.
- Bulletin détérioré : tout bulletin destiné au vote et devenu inutilisable. Il est échangé avant le dépôt du bulletin dans l'urne conformément à ce que sera fixé par l'Instance.

Article 4 : Les observateurs se chargent de suivre le processus électoral et sa transparence. L'Instance détermine les conditions et les procédures de leur accréditation.

Titre II
L'électeur
Chapitre 1 : Des conditions pour être électeur

Article 5 : Est électeur toute tunisienne ou tout tunisien, inscrit(e) au registre électoral, âgé(e) de dix-huit (18) ans révolus le jour précédent le scrutin, jouissant de ses droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévus par la présente loi.

Article 6 : Ne peuvent être inscrites au registre électoral :

- Les personnes condamnées à une peine complémentaire au sens de l'article 5 du Code pénal, les privant d'exercer le droit de vote.

- Les militaires, tels que définis dans la loi portant statut général des militaires, et les agents des forces de sécurité intérieure.
- Les personnes pourvues d'un conseil judiciaire pour démence manifeste et ce durant toute la durée de la mise sous conseil judiciaire.

Chapitre 2 : Le registre électoral

Article 7 : L'Instance se charge de la tenue et de l'établissement du registre électoral à partir de sa dernière mise à jour. L'inscription au registre électoral est volontaire.

L'Instance œuvre en vue que le registre électoral soit précis, transparent, complet et mis à jour.

L'inscription est personnelle. Il est permis d'inscrire le conjoint, les ascendants et les descendants jusqu'au deuxième degré, selon des procédures fixées par l'Instance.

L'Instance peut recourir à l'inscription à distance, et peut utiliser des bureaux mobiles d'inscription.

Il est interdit aux agents chargés d'inscrire les électeurs de les influencer ou d'orienter leurs choix. Toute atteinte à ce principe expose son auteur à la révocation.

Article 8 : L'Instance procède à la radiation du registre électoral des noms :

- des électeurs décédés, dès l'enregistrement du décès.
- des personnes ayant perdu le droit de vote et celles concernées par l'un des cas d'interdiction prévus à l'article 6 de la présente loi.

Article 9 : Tous les organismes administratifs concernés doivent, chacun en ce qui le concerne, fournir à l'Instance, dans des délais raisonnables, les données mises à jour relatives aux personnes interdites de l'exercice du droit de vote, et de façon générale, toutes les données nécessaires à l'établissement et la mise à jour du registre électoral.

L'Instance est tenue de préserver la confidentialité des données personnelles.

Chapitre 3 : Les listes électorales

Article 10 : L'Instance établit une liste électorale dans chaque circonscription électorale, et ce pour chaque commune et délégation ou secteur pour les régions non communales. L'Instance procède également avec l'aide des missions diplomatiques ou consulaires tunisiennes à l'étranger à l'établissement et à la révision des listes électorales en ce qui concerne les Tunisiens de l'étranger, conformément aux conditions et procédures prévues par la présente loi et par les textes d'application adoptés par l'Instance.

Article 11 : Il n'est pas permis de s'inscrire sur plus d'une liste électorale ou plus d'une fois sur la même liste.

Article 12 : Les listes électorales sont établies selon un calendrier fixé par l'Instance.

Article 13 : Les listes électorales sont mises à la disposition du public dans les sièges de l'Instance et ceux des communes, des délégations ou des secteurs (Imadas), ainsi que les sièges des missions diplomatiques ou des consultas tunisiens à l'étranger. Ces listes sont publiées sur le site électronique de l'Instance ou par tout autre moyen garantissant l'information du public.

L'Instance fixe les délais de la mise des listes électorales à la disposition du public et de la durée de leur publication. Elle annonce le début de ces délais moyennant les médias écrits et audiovisuels, tout en veillant à fournir des traducteurs spécialisés en langage des signes.

Chapitre 4 : Le contentieux relatif à l'inscription sur les listes électorales

Article 14 : Les réclamations introduites devant l'Instance, relativement aux listes électorales dans une circonscription, peuvent

avoir pour objet une demande de radiation ou d'inscription d'un nom, ou de correction d'une erreur sur une liste électorale.

La réclamation est présentée dans les trois (3) jours suivant l'expiration du délai de la mise des listes à la disposition du public, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

Article 15 : L'Instance statue sur les demandes de réclamation dans un délai n'excédant pas trois (3) jours à compter de la date de leur réception.

L'Instance notifie sa décision aux parties concernées dans un délai n'excédant pas 48 heures à compter de la date de son adoption, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

Article 16 : Les recours contre les décisions de l'Instance peuvent être introduits par les parties concernées par lesdites décisions devant les tribunaux de première instance territorialement compétents, statuant en collège de trois juges, et devant le Tribunal de première instance de Tunis 1 pour les décisions relatives aux réclamations des Tunisiens de l'étranger.

Le recours est introduit dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de notification de la décision, sans obligation de ministère d'avocat.

La requête doit comporter un exposé sommaire des faits, des motifs et des demandes. Elle est obligatoirement accompagnée d'une copie de la décision contestée et du justificatif de la notification du recours à l'Instance.

Article 17 : Le tribunal statue sur la requête dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de son introduction.

Le tribunal de première instance saisi de l'affaire statue sur les recours conformément aux procédures prévues par les articles 43, 46, 47, 48 in fine, 49 et 50 du Code des procédures civiles et commerciales, sans exiger d'autres procédures.

Le tribunal ordonne l'exécution sur minute et informe les parties concernées de son jugement dans un délai n'excédant pas 48 heures à compter de la date du prononcé, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

Article 18 : Les jugements rendus par les tribunaux de première instance sont susceptibles d'appel par les parties concernées devant les cours d'appel territorialement compétentes.

Le recours est introduit par une requête écrite et obligatoirement accompagnée d'une copie du jugement contesté, des motifs du recours et du justificatif de la notification à l'Instance, et ce dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de la notification du jugement de première instance, sans obligation de ministère d'avocat.

La cour statue sur la requête dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de son introduction.

La cour, statuant en collège de trois juges, procède à l'examen des recours suivant les procédures relatives à la justice en référé. La cour peut ordonner que l'affaire soit plaidée séance tenante sans exiger d'autres procédures. Sa décision est irrévocable et ne peut faire l'objet daucun recours, y compris le pourvoi en cassation.

La cour ordonne l'exécution sur minute et informe les parties concernées de sa décision dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date du prononcé, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

Titre III
Le candidat
Chapitre 1 : Elections législatives
Section 1 : Conditions d'éligibilité

Article 19 : A le droit de se porter candidat à l'Assemblée des représentants du peuple tout :

- électrice ou électeur de nationalité tunisienne depuis au moins dix ans,
- âgé (e) d'au moins vingt-trois ans révolus à la date de la candidature,
- n'étant dans aucun des cas d'interdiction légale.
- Article 20 : Ne peuvent être candidats à l'Assemblée des

représentants du peuple, sous réserve de démission ou de mise en disponibilité conformément à la législation en vigueur, les électeurs suivants :

- les magistrats,
- les chefs des missions et des postes diplomatiques et consulaires,
- les gouverneurs,
- les premiers délégués, les secrétaires généraux des gouvernorats, les délégués et les chefs de secteurs.

Ils ne peuvent être candidats dans la dernière circonscription électorale dans laquelle ils ont exercé leurs fonctions susmentionnées pour la période d'une année au moins précédant le dépôt de leur candidature.

Section 2 : Dépôt des candidatures

Article 21 : La candidature aux élections législatives est déposée auprès de l'Instance par la tête de liste candidate ou par un de ses membres, conformément au calendrier et procédures fixés par l'Instance.

La demande de candidature et ses pièces jointes doivent obligatoirement inclure :

- Les noms des candidats et leur classement sur la liste ;
- Une déclaration signée par tous les candidats ;
- Une copie des cartes d'identité nationales ou des passeports ;
- Le nom de la liste ;
- Le symbole du parti, de la liste de coalition ou de la liste indépendante ;
- La nomination d'un représentant de la liste parmi les candidats ;
- Une liste complémentaire dont le nombre de candidats ne peut pas être inférieur à deux (2), et n'excède pas dans tous les cas le nombre des candidats de la liste principale, sous réserve des

dispositions des articles 24 et 25 ;

- Tout justificatif de la déclaration annuelle d'impôt sur le revenu pour l'année écoulée.

L'Instance délivre un récépissé contre réception de la demande de candidature.

L'Instance détermine les procédures et les cas de régularisation des demandes de candidature.

Article 22 : Il est interdit de se présenter comme candidat sur plus d'une liste électorale et dans plus d'une circonscription. L'Instance fixe les procédures de remplacement du candidat.

Le nombre de candidats sur chaque liste doit être égal au nombre de sièges réservés à la circonscription concernée.

Il est interdit que plusieurs listes appartiennent à un même parti, ou à une même coalition dans une même circonscription électorale.

Article 23 : Il est interdit d'attribuer la même appellation ou le même symbole à plus d'une liste électorale.

L'instance identifie les appellations ou les symboles similaires et prend les mesures nécessaires permettant d'éviter les cas entraînant la confusion pour l'électeur.

Article 24 : Les candidatures sont présentées sur la base du principe de parité entre femmes et hommes et de la règle de l'alternance entre eux sur la liste. Sous réserve de ce qu'impose le nombre impair des sièges réservés à certaines circonscriptions, toute liste ne respectant pas ce principe est rejetée.

Article 25 : Dans les circonscriptions électorales où le nombre de sièges est égal ou supérieur à quatre (4), chaque liste doit inclure, parmi les quatre (4) premiers, un candidat ou une candidate âgé (e) de trente-cinq (35) ans au plus. En cas d'inobservation de la présente condition, la liste est privée de la moitié de la valeur totale de l'indemnité de financement public.

Section 3 : Procédures d'examen des candidatures

Article 26 : L'Instance statue sur les demandes de candidatures dans un délai n'excédant pas sept (7) jours à compter de la date d'expiration du délai de dépôt des candidatures. Elle prend la décision d'accepter ou de rejeter la candidature. Le rejet de candidature doit être motivé.

L'Instance peut, pendant l'examen des candidatures, considérer un groupe de listes indépendantes ayant une même appellation et un même symbole, comme étant une seule et unique coalition électorale.

La décision d'acceptation ou de refus de la candidature est notifiée à la tête de liste ou au représentant de la liste dans un délai de 24 heures à compter de son adoption. Les listes acceptées sont affichées au siège de l'Instance et publiées sur son site électronique le jour suivant l'expiration du délai d'examen des demandes de candidature. En cas de refus, la notification se fait par tout moyen laissant une trace écrite.

Section 4 : Les procédures de recours relatifs aux candidatures

Article 27 : Les décisions de l'Instance relatives aux candidatures peuvent faire l'objet de recours par la tête de liste ou un de ses membres ou le représentant légal du parti ou les membres des autres listes candidates dans la même circonscription, devant le tribunal de première instance territorialement compétent, et devant le Tribunal de première instance de Tunis 1 pour les décisions de l'Instance relatives aux listes candidates à l'étranger. Le recours est introduit sans obligation de ministère d'avocat, au moyen d'une requête écrite et accompagnée des moyens de preuve et du justificatif de la notification du recours à l'Instance et aux parties concernées, et ce, dans un délai n'excédant pas trois (3) jours à compter de la date de l'affichage ou de la notification de la décision.

Article 28 : Le tribunal de première instance saisi de l'affaire statuera conformément aux procédures prévues par les articles 43, 46, 47, 48 in fine, 49, et 50 du Code des procédures civiles et commerciales. Le tribunal peut ordonner que l'affaire soit plaidée séance tenante.

Le tribunal statue sur le recours dans un délai n'excédant pas trois (3) jours ouvrables à compter de la date de la saisine et notifie son jugement aux parties concernées dans un délai n'excédant pas 48 heures à compter de la date du prononcé, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

Article 29 : Les jugements rendus par les tribunaux de première instance sont susceptibles d'appel par les parties concernées ou par le président de l'Instance devant les chambres d'appel du Tribunal administratif dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de notification du jugement. L'appel est interjeté moyennant une requête écrite, motivée et accompagnée des moyens de preuve ainsi que du procès-verbal de la notification du recours et de tout justificatif de notification à la partie défenderesse par huissier de justice, sous d'irrecevabilité.

Article 30 : Le greffe du Tribunal procède à l'enregistrement de la requête et la transmet immédiatement au Premier Président du Tribunal administratif qui la confie dans l'immédiat à une chambre d'appel.

Le président de la chambre chargée de l'affaire fixe une audience de plaidoirie dans un délai n'excédant pas (3) trois jours à compter de la date de l'enregistrement de la requête et convoque les parties, par tout moyen laissant une trace écrite, afin qu'elles présentent leurs conclusions.

La chambre saisie de l'affaire met l'affaire en délibéré pour le prononcé du jugement dans un délai de 48 heures à compter de la date de l'audience de plaidoirie. Elle peut ordonner l'exécution sur minute. Le Tribunal administratif notifie la décision aux parties, par tout moyen laissant une trace écrite, dans un délai n'excédant pas 48 heures à compter de la date du prononcé.

Le jugement est irrévocable et n'est susceptible d'aucune voie de recours, y compris le pourvoi en cassation.

Article 31 : Les listes ayant fait l'objet d'un jugement irrévocable sont acceptées. Une fois les recours épuisés, l'Instance procède à l'annonce des listes définitivement acceptées.

Section 5 : Retrait des candidatures et remplacement des candidats

Article 32 : Les candidatures peuvent être retirées dans un délai maximum de quinze (15) jours avant le début de la campagne électorale. Le candidat dépose auprès de l'Instance un avis de retrait, par écrit, suivant les mêmes procédures prévues pour le dépôt de candidature.

L'Instance se charge d'informer immédiatement le représentant de la liste ou le représentant légal du parti, par tout moyen laissant une trace écrite, du retrait du candidat. Dans le cas où le candidat qui s'est retiré est le représentant de la liste, l'Instance procède également à l'information de tous les autres membres de la liste. La tête de liste procède, dans un délai de 24 heures, au remplacement du membre manquant à partir de la liste complémentaire. Il peut également reprendre le classement des candidats sur la liste, sous réserve des dispositions des articles 24 et 25.

La demande de retrait de candidature présentée après l'expiration du délai n'a aucun effet sur la liste et le candidat qui s'est retiré n'est pas pris en compte dans les résultats.

Article 33 : En cas de décès ou d'incapacité totale de l'un des candidats, il est remplacé conformément aux procédures mentionnées dans l'article 32.

Section 6 : Le remplacement des sièges vacants à l'Assemblée des représentants du peuple

Article 34 : Lors d'une vacance définitive d'un siège à l'Assemblée des représentants du peuple, le député concerné est remplacé par un candidat de la liste principale, tout en tenant compte du classement, dans un délai n'excédant pas quinze-cinq (15) jours à compter de la date de la constatation de la vacance par le Bureau de l'Assemblée.

Est considérée vacance définitive :

- Le décès ;
- L'incapacité totale ;
- La démission de la fonction de membre de l'Assemblée ;

- La perte de la qualité de membre en vertu d'une décision juridictionnelle irrévocable privant des droits civils et politiques ;
- La perte de la qualité de membre en vertu des dispositions des articles 98 et 163 de la présente loi

Dans le cas où la liste principale est épuisée, il est procédé à l'organisation d'élections partielles dans un délai n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de la vacance. Les cas prévus aux articles 98 et 163 sont considérés comme des cas d'épuisement de la liste principale.

Section 7 : Les cas de non-cumul

Article 35 : Nul ne peut cumuler la qualité de membre de l'Assemblée des représentants du peuple et les fonctions suivantes, que ce soit de manière permanente ou provisoire et avec ou sans rémunération :

- Membre du gouvernement ;
- Fonctionnaire de l'Etat, des établissements publics, des entreprises publiques, des collectivités locales ou auprès des sociétés à participation publique directe ou indirecte ;
- Dirigeant d'un établissement public, d'une entreprise publique ou d'une société à participation publique directe ou indirecte ;
- Membre de conseils élus des collectivités locales ;
- Fonctionnaire d'un Etat étranger ;
- Fonctionnaire dans une organisation internationale gouvernementale ou non gouvernementale.

Article 36 : Aucun membre de l'Assemblée des représentants du peuple ne peut être désigné pour représenter l'Etat ou les collectivités locales dans les structures des entreprises publiques ou les sociétés à participation publique directe ou indirecte.

Article 37 : Il est interdit à tout membre de l'Assemblée des représentants du peuple d'user de sa qualité dans toute publicité relative à des projets financiers, industriels, commerciaux ou professionnels.

Article 38 :Tout membre de l'Assemblée des représentants du peuple qui était au moment de son élection dans un des cas d'incompatibilité mentionnés dans la présente section de la loi, est révoqué d'office de ses fonctions après proclamation des résultats définitifs des élections.

Il est mis en disponibilité, notamment s'il occupe un des postes dans la fonction publique. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux agents contractuels.

Est considéré démissionnaire d'office de ses fonctions, tout membre de l'Assemblée des représentants du peuple ayant été chargé durant son mandat d'une responsabilité, d'une fonction ou d'un poste prévus dans la présente section de la loi, ou ayant accepté une responsabilité incompatible avec sa qualité de député, s'il ne présente pas sa démission dans un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle il a été investi de la responsabilité, de la fonction ou du poste. La démission est annoncée par l'Assemblée.

Article 39 : Si un membre de l'Assemblée des représentants du peuple démissionne du parti ou de la liste candidate ou de la coalition électorale sous le nom desquels il a présenté sa candidature, il perd automatiquement sa qualité de membre des commissions parlementaires ainsi que toute responsabilité assumée au sein de l'Assemblée suite à son appartenance.

La vacance est dans ce cas comblée par le parti ou la coalition desquels il y a eu démission.

Chapitre 2 : Les élections présidentielles

Section 1 : Conditions d'éligibilité

Article 40 : Toute électrice et tout électeur de religion musulmane et jouissant de la nationalité tunisienne par la naissance, a le droit de se porter candidat à la présidence de la République.

Le candidat doit être âgé de trente-cinq (35) ans minimum le jour de la présentation de sa candidature. S'il est titulaire d'une autre nationalité que la nationalité tunisienne, il doit présenter dans son dossier de candidature un engagement d'abandon de l'autre nationalité au

moment où il est proclamé Président de la République.

Article 41 : Le candidat aux élections présidentielles est parrainé par dix (10) députés de l'Assemblée des représentants du peuple, ou par quarante (40) présidents de conseils de collectivités locales élus, ou par dix milles (10.000) électeurs inscrits et répartis sur au moins dix (10) circonscriptions électorales, à condition que leur nombre ne soit pas inférieur à cinq cent (500) électeurs par circonscription.

Il est interdit à tout parrain de parrainer plus d'un candidat.

L'Instance fixe les procédures de parrainage et procède à la vérification de la liste des parrains.

L'Instance informe, dans le délai mentionné à l'article 45 de la présente loi et par tout moyen laissant une trace écrite, les candidats parrainés par un même électeur ou par une personne n'ayant pas la qualité d'électeur, afin de procéder au remplacement dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la date de la notification, sous peine de rejet de leurs demandes de candidature.

Article 42 : Le candidat dépose à la Trésorerie générale de Tunisie une caution financière d'une valeur de dix mille (10.000) dinars qui ne lui sera restituée que s'il obtient trois pour cent (3%) au moins des suffrages exprimés.

Section 2 : Dépôt des candidatures

Article 43 : L'Instance fixe le calendrier et les procédures de dépôt, d'acceptation et d'examen des candidatures.

Article 44 : Les candidatures sont déposées par le candidat ou son représentant au siège central de l'Instance contre récépissé.

Article 45 : L'Instance statue, par décision de son conseil, sur les demandes de candidature, et fixe la liste des candidats acceptés dans un délai de quatre (4) jours à compter de la date d'expiration du délai de candidature. La liste des candidats acceptés est affichée au siège de l'Instance et publiée sur son site électronique ou par tout autre moyen.

L'Instance notifie ses décisions aux candidats dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) heures, par tout moyen laissant une trace écrite. Les décisions de rejet doivent être motivées.

Section 3 : Procédures de recours contre les décisions de l'Instance

Article 46 : Les décisions de l'Instance peuvent faire l'objet d'un recours par les candidats devant les chambres d'appel du Tribunal administratif dans un délai ne dépassant pas 48 heures à compter de la date de l'affichage ou de la notification.

La partie désirant introduire un recours doit notifier par huissier de justice à l'Instance et aux parties concernées un avis de recours qui doit être accompagné d'une copie de la requête et des moyens de preuve.

Le recours est introduit au moyen d'une requête déposée par le candidat ou son représentant au greffe du Tribunal, sans obligation de ministère d'avocat. La requête doit être motivée et accompagnée des moyens de preuves, d'une copie de la décision contestée et du procès-verbal de la notification, sous peine d'irrecevabilité.

Le greffe du Tribunal procède à l'enregistrement de la requête et la transmet immédiatement au Premier Président du Tribunal administratif qui la confie dans l'immédiat à une des chambres d'appel.

Le président de la chambre chargée de l'affaire désigne une audience de plaidoirie dans un délai n'excédant pas trois jours à compter de la date de l'enregistrement de la requête, convoque les parties, par tout moyen laissant une trace écrite, et enjoint la partie défenderesse de présenter ses conclusions par écrit et d'apporter le justificatif de la notification d'une copie de ses conclusions à la partie adverse, et ce dans un délai n'excédant pas deux (2) jours avant l'audience de plaidoirie.

La chambre met l'affaire en délibéré pour le prononcé du jugement dans le délai des trois (3) jours suivants l'audience de plaidoirie.

Le Tribunal ordonne l'exécution sur minute.

Le greffe du Tribunal procède à la notification du jugement aux parties par tout moyen laissant une trace écrite, et ce dans un délai ne

dépassant pas 48 heures à compter de la date du prononcé.

Article 47 : L'Instance ou les candidats concernés par les jugements rendus par les chambres d'appel peuvent introduire un recours devant l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif dans un délai de 48 heures à compter de la date de la notification du jugement.

La partie désirant introduire un recours doit notifier par huissier de justice à l'Instance et aux parties concernées un avis de recours qui doit être accompagné d'une copie de la requête et des moyens de preuve.

Le recours est introduit moyennant une requête déposée par le candidat ou son représentant au greffe du Tribunal, et ce par l'intermédiaire d'un avocat inscrit auprès de la Cour de cassation. La requête doit être motivée et accompagnée des moyens de preuves, d'une copie de la décision contestée et du procès-verbal de la notification, sous peine d'irrecevabilité.

Le greffe du Tribunal procède à l'enregistrement de la requête dès sa réception et la transmet immédiatement au Premier Président qui la confie dans l'immédiat à l'Assemblée plénière.

Le Premier Président fixe une audience de plaidoirie dans un délai n'excédant pas trois jours à compter de la date de l'enregistrement de la requête et convoque les parties, par tout moyen laissant une trace écrite, et enjoint la partie défenderesse de présenter ses conclusions par écrit et d'apporter la preuve de l'envoi d'une copie à la partie adverse, et ce dans un délai n'excédant pas 48 heures avant l'audience de plaidoirie.

L'Assemblée plénière met l'affaire en délibéré pour le prononcé de la décision dans le délai des cinq (5) jours suivants l'audience de plaidoirie.

La Tribunal ordonne l'exécution sur minute.

Ses décisions sont irrévocables et ne sont susceptibles d'aucune voie de recours, y compris le pourvoi en cassation.

Le greffe du Tribunal procède à la notification de la décision aux parties par tout moyen laissant une trace écrite, et ce dans un délai ne dépassant pas 48 heures à compter de la date du prononcé.

Section 4 : L'annonce des candidatures acceptées

Article 48 : L'Instance annonce les noms des candidats définitivement retenus et publie la liste au Journal officiel de la République tunisienne et par tout autre moyen de son choix.

Article 49 : Dans le cas où un des candidats au premier tour se retire après annonce des noms des candidats définitivement retenus, ou en cas de retrait de l'un des deux candidats au second tour, le retrait n'est pris en compte dans aucun des deux tours.

En cas de décès de l'un des candidats lors du premier tour, ou de l'un des deux candidats au second tour, il est procédé à la réouverture des candidatures et les dates des élections sont fixées de nouveau, et ce dans un délai ne dépassant pas les quarante-cinq (45) jours. Dans ce cas, les délais prévus par la présente loi sont réduits comme suit :

- Contrairement aux dispositions de l'article 45, l'Instance examine les demandes de candidature dans un délai n'excédant pas les deux (2) jours.
- Contrairement aux dispositions de l'article 46, le président de la chambre chargée de l'affaire fixe une audience de plaidoirie dans un délai maximum de deux (2) jours. La partie défenderesse présente ses conclusions par écrit dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) heures avant l'audience de plaidoirie.
- Contrairement aux dispositions de l'article 46, les chambres d'appel du Tribunal administratif prononcent leurs jugements dans un délai n'excédant pas les deux (2) jours à compter de l'audience de plaidoirie.
- Contrairement aux dispositions de l'article 47, le Premier Président fixe une audience de plaidoirie dans un délai n'excédant pas les deux (2) jours. La partie défenderesse présente ses conclusions par écrit dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures avant l'audience de plaidoirie.
- Contrairement aux dispositions de l'article 47, l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif prononce le jugement dans un délai n'excédant pas les deux jours (2) à

compter de l'audience de plaidoirie.

- Contrairement aux dispositions des articles 46 et 47, le greffe du Tribunal procède à la notification de la décision aux parties dans un délai de 24 heures à compter de la date du prononcé.
- Contrairement aux dispositions de l'article 50, la campagne électorale relative aux élections présidentielles est déclarée ouverte treize (13) jours avant la date du scrutin.

Ces délais s'appliquent aux élections organisées conformément aux articles 86, 89 et 99 de la Constitution.

Titre IV

La période électorale et la période référendaire

Chapitre 1 : Organisation et contrôle de la campagne électorale

Article 50 : La campagne électorale ou référendaire est déclarée ouverte vingt-deux (22) jours avant la date du scrutin. Elle est précédée par la phase de la précampagne électorale ou référendaire qui s'étend sur trois mois.

Lorsqu'un second tour de scrutin est organisé relativement aux élections présidentielles, la campagne électorale est ouverte le jour suivant la proclamation des résultats définitifs du premier tour.

Dans tous les cas, la campagne prend fin vingt-quatre (24) heures avant le jour du scrutin.

Article 51 : L'Instance fixe les règles et procédures d'organisation de la campagne conformément à la présente loi.

Section 1 : Les principes régissant la campagne

Article 52 : La campagne est soumise aux principes fondamentaux suivants :

- la neutralité de l'administration et des lieux de culte ;
- la neutralité des médias nationaux ;

- la transparence de la campagne au niveau de ses sources de financement et des modalités d'utilisation des fonds qui lui sont affectés ;
- l'égalité et la garantie de l'égalité des chances entre tous les candidats ;
- le respect de l'intégrité physique, de l'honneur et de la dignité des candidats et des électeurs ;
- La non-atteinte à l'intégrité de la vie privée et des données personnelles des candidats ;
- la non-incitation à la haine, à la violence, au fanatisme et à la discrimination.

Article 53 : Il est interdit au chef de l'administration, à ses agents, à ses administrés ou aux personnes qui s'y trouvent présentes, de distribuer des documents ou de diffuser des slogans ou des discours liés à la propagande électorale ou référendaire quelle qu'en soit la forme ou la nature.

Cette interdiction s'applique aux entreprises privées non ouvertes au public.

Il est interdit d'utiliser les moyens et ressources publics au profit d'une liste candidate, d'un candidat ou d'un parti.

Article 54 : La propagande électorale et référendaire est interdite sous toutes ses formes au sein des établissements éducatifs, universitaires et de formation, ainsi que dans les lieux de culte. Il est également interdit de faire des prêches ou des conférences, de distribuer des tracts ou des documents, ou d'exercer n'importe quelle activité de propagande dans ces lieux.

Article 55 : L'autorité compétente doit prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect de l'obligation de neutralité.

Lorsqu'un chef d'administration constate une infraction à l'obligation de neutralité, il est tenu de rédiger un rapport à son sujet, de l'accompagner des preuves requises et d'en transmettre une copie à l'Instance.

Article 56 : Est interdite toute propagande électorale ou référendaire appelant à la haine, à la violence, l'intolérance et à la discrimination.

Article 57 : La publicité politique est dans tous les cas interdite durant la période électorale.

Il est permis aux journaux partisans de faire de la propagande durant la campagne électorale, sous forme d'annonces publicitaires, uniquement au profit du parti dont ils sont porte-paroles et des candidats ou des listes candidates au nom du parti.

Le candidat aux élections présidentielles peut utiliser des supports publicitaires selon les conditions fixées par l'Instance.

Article 58 : Il est interdit, durant la période électorale, d'annoncer à travers les médias l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel au profit d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti.

Section 2 : Réglementation de la propagande durant la campagne

Article 59 : Constituent des moyens de propagande électorale et référendaire, les annonces, les réunions publiques, les défilés, les cortèges, les rassemblements, toutes les activités publicitaires dans les différents médias audiovisuels, écrits et électroniques, ainsi que tout autre moyen de propagande.

Article 60 : Constituent des annonces électorales et référendaires, les affiches, les tracts, les programmes et l'information sur les dates des réunions.

Article 61 : Il est interdit d'utiliser le drapeau ou la devise de la République Tunisienne dans les affiches électorales ou référendaires.

Article 62 : Les communes, les délégations et les secteurs réservent pendant la durée de la campagne électorale et référendaire, et sous le contrôle de l'Instance, des emplacements spéciaux et des surfaces égales pour l'apposition des affiches électorales de chaque liste candidate, chaque candidat ou parti. L'Instance fixe, en collaboration avec les

consulats et les missions diplomatiques et dans la limite de ce qui est permis par les pays hôtes, les emplacements d'apposition à l'étranger.

Est interdit tout affichage en dehors de ces emplacements ou sur les surfaces réservées aux autres listes candidates, aux candidats ou aux partis. Il est également interdit de retirer une affiche apposée dans le lieu qui lui est réservé, de la déchirer, de la couvrir, de la déformer ou de la rendre illisible de quelque manière que ce soit ou de manière à en modifier le contenu.

L'Instance œuvre pour faire respecter ces dispositions.

Article 63 : Aucune liste candidate, aucun candidat ou parti n'a le droit d'utiliser ou de permettre à un tiers d'utiliser les emplacements réservés aux affiches à des fins non électorales, ni de concéder les emplacements qui lui sont attribués à autrui.

Article 64 : Les réunions publiques, les défilés, les cortèges et les rassemblements électoraux ou référendaires, sont libres.

L'Instance doit en être informée, par écrit, au moins deux (2) jours avant leur tenue. La déclaration doit indiquer notamment le lieu, l'horaire et les noms des membres du bureau de la réunion publique, du défilé, du cortège ou du rassemblement.

Le bureau veille au maintien de l'ordre et au bon déroulement de la réunion, du défilé, du cortège ou du rassemblement.

Article 65 : La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle garantit le droit d'accès aux médias audiovisuels pour tous les groupes politiques durant la période de la précampagne électorale ou référendaire, sur la base du pluralisme.

La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle garantit également le pluralisme et la diversité des médias audiovisuels durant la campagne électorale, et l'élimination des obstacles contraires au principe d'accès aux médias audiovisuels, sur la base de l'équité entre tous les candidats, listes candidates ou partis.

Article 66 : Dans le cadre de la campagne électorale ou référendaire, les candidats, les listes candidates et les partis pour les référendums, peuvent utiliser les médias nationaux et les médias électroniques. Il leur

est interdit d'utiliser les médias étrangers.

A titre exceptionnel, il est permis aux listes candidates à l'étranger durant la campagne électorale des élections législatives, d'utiliser les médias étrangers conformément aux principes et règles régissant la campagne électorale.

L'Instance fixe, en concertation avec la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle, les règles relatives à l'utilisation des médias audiovisuels étrangers par les listes de candidats dans les circonscriptions à l'étranger.

L'Instance fixe les règles relatives à l'utilisation des médias étrangers, écrits et électroniques, par les listes de candidats dans les circonscriptions à l'étranger.

Article 67 : L'Instance fixe, en concertation avec la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle, les règles et les conditions générales auxquelles doivent se conformer les médias durant la campagne électorale.

L'Instance fixe les règles de la campagne relatives aux médias écrits et électroniques.

L'Instance et la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle, déterminent par décision conjointe, les règles et procédures de la campagne relatives aux médias audiovisuels, ainsi que les conditions relatives à la production des programmes, des reportages et des séquences concernant les campagnes électorales. Les deux instances fixent la durée des émissions et des programmes réservés aux différents candidats, listes candidates ou partis, ainsi que leurs répartitions, leurs horaires de passage dans les différents médias audiovisuels, sur la base du respect des principes de pluralité, d'équité et de transparence. Sont pris en considération les besoins spécifiques des candidats porteurs d'un handicap.

Article 68 : L'ensemble des principes régissant la campagne s'applique à tout média électronique et à tout message adressé au public à travers des supports électroniques et ayant pour but de faire de la propagande électorale ou référendaire.

Ces principes s'appliquent également aux sites électroniques officiels des établissements audiovisuels, sous le contrôle de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle.

Article 69 : Toute forme de propagande est interdite durant la période du silence électoral.

Article 70 : Il est interdit, durant la campagne électorale ou référendaire et pendant la période du silence électoral, de diffuser et de publier à travers les différents médias les résultats de sondages d'opinion directement ou indirectement liés aux élections et référendums, ainsi que les études et commentaires journalistiques qui s'y rapportent.

Section 3 : Contrôle de la campagne

Article 71 : L'Instance se charge d'office ou à la demande de quelque partie que ce soit, de procéder au contrôle du respect des principes, règles et procédures de la campagne par le candidat, la liste candidate ou le parti. Elle prend les mesures et engage les procédures permettant de mettre fin immédiatement aux infractions. Elle peut à cet effet procéder à la saisie des annonces électorales ou référendaires, et faire appel, le cas échéant, à la force publique pour disperser les réunions, les défilés, les cortèges ou les rassemblements.

Article 72 : L'Instance recrute des agents sur la base de la neutralité, de l'indépendance et de la compétence, qu'elle charge de constater et de relever les infractions. Ces agents prêtent le serment suivant devant le juge cantonal territorialement compétent: «Je jure par Dieu tout puissant d'effectuer ma mission avec dévouement et en toute neutralité et indépendance, et je m'engage à veiller à la garantie de l'intégrité d'opération électorale».

Article 73 : La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle s'assure du respect par les candidats, les listes candidates ou des partis, durant la campagne, de l'interdiction de la propagande électorale à travers les médias audiovisuels étrangers non soumis au droit tunisien et qui diffusent à l'attention du public tunisien.

La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle informe l'Instance de toutes les violations commises, ainsi que des décisions qu'elle a prises en vertu des dispositions du troisième chapitre du décret-loi n° 2011-116 du 2 novembre 2011, et ce dans un délai de 24 heures à compter de leur adoption. En cas d'infraction commise par les candidats, l'Instance prend les décisions nécessaires conformément aux dispositions de la présente loi.

Article 74 : Les dispositions de l'article 46 du décret-loi 2011-116 du 2 novembre 2011 relatif à la liberté de communication audiovisuelle et à la création de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle, s'appliquent aux correspondants et aux bureaux des chaînes étrangères, ainsi qu'aux agences et aux sociétés de production ayant une relation contractuelle avec lesdites chaînes sur le territoire de la République tunisienne. La sanction prononcée par la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle ne peut pas avoir une portée dans le temps allant au-delà du jour du scrutin.

Chapitre 2 : Financement de la campagne

Section 1 : Modes de financement

Article 75 : Le financement de la campagne électorale des candidats et des listes candidates, ainsi que le financement de la campagne référendaire se fait par l'autofinancement, le financement privé et le financement public, et ce conformément aux dispositions de la présente loi.

Article 76 : Est considéré autofinancement, tout financement de la campagne, en numéraire ou en nature, moyennant les ressources propres de la liste candidate, du candidat ou du parti pour ses listes candidates ou pour le référendum.

Article 77 : Est considéré financement privé, tout financement en numéraire ou en nature dont la provenance est autre que la liste candidate, le candidat ou le parti.

Pour chaque liste candidate ou candidat ou parti, le financement de la campagne ne peut provenir que des personnes physiques, à hauteur de vingt (20) fois le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les

secteurs non agricoles pour les élections législatives, et de trente (30) fois le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles pour les élections présidentielles ou le référendum.

Article 78 : Une indemnité à titre d'aide publique au financement de la campagne électorale est attribuée à chaque candidat ou liste candidate, dont la moitié est versée avant le début de la campagne.

La deuxième moitié de l'indemnité est versée dans un délai d'une semaine à compter de l'annonce des résultats définitifs des élections, à condition d'apporter la preuve de la dépense de la première tranche au titre des dépenses de la campagne, ainsi que du dépôt des comptes auprès de la Cour des comptes.

Tout candidat ayant recueilli moins de trois pour cent (3%) des suffrages exprimés au niveau national ou toute liste ayant recueilli moins de trois pour cent (3%) des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale et n'ayant pas obtenu un siège à l'Assemblée des représentants du peuple, doit restituer l'intégralité de l'indemnité publique. Toute liste ou tout candidat doit également restituer les sommes qui s'avèrent ne pas avoir la nature de dépenses électorales. L'Etat recouvre toute somme non consommée de l'indemnité publique.

Tout candidat ou toute liste qui ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 3 du présent article ne peut bénéficier de l'indemnité à titre de financement public lors des élections suivantes.

Les candidats d'une même liste sont considérés solidaires des obligations relatives à l'indemnité publique.

Article 79 : Une indemnité à titre d'aide publique au financement de la campagne référendaire est attribuée à tous les partis parlementaires participant au référendum. Elle est répartie entre eux équitablement.

L'indemnité est attribuée à titre de remboursement de dépenses après la proclamation des résultats du référendum. Seules les dépenses effectuées et ayant le caractère de dépenses référendaires sont remboursables.

Tout parti ayant fait l'objet d'un arrêt irrévocable prononcé par la Cour des comptes pour violation des dispositions relatives au financement public du référendum, ne peut bénéficier de l'indemnité de financement

public lors du référendum suivant.

Article 80 : Il est interdit de financer la campagne à travers des sources étrangères y compris les gouvernements, les individus et les personnes morales. Sont considérés financements étrangers, tous les fonds sous forme de donation, de don ou de subvention en numéraire, en nature ou publicitaire, d'origine étrangère au sens de la législation fiscale, quelle que soit la nationalité du bailleur de fonds.

N'est pas considéré financement étranger, le financement par les Tunisiens à l'étranger des listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger.

L'Instance fixe des règles, des procédures et des modes de financement qui tiennent compte des spécificités du financement des listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger.

Article 81 : Le plafond global des dépenses pour la campagne électorale ou référendaire, le plafond du financement privé, ainsi que le plafond et les conditions du financement public sont fixés par des décrets gouvernementaux sur avis de l'Instance, et ce sur la base notamment des critères de la taille de la circonscription électorale, le nombre de ses électeurs et le niveau de vie.

Section 2 : Des obligations des listes, des candidats et des partis

Article 82 : Toute liste candidate, tout candidat ou parti doit ouvrir un compte bancaire unique réservé à la campagne électorale ou à la campagne référendaire. L'Instance fixe, en coordination avec la Banque centrale de Tunisie, les procédures d'ouverture et de clôture du compte, ou la désignation d'un compte commun pour la campagne électorale, tout en tenant compte de la spécificité de l'ouverture des comptes à l'étranger.

Le candidat, la tête de liste ou le représentant légal du parti désigne un mandataire pour gérer le compte bancaire unique ainsi que les affaires financières et comptables de la campagne. Le mandataire doit obligatoirement déclarer le compte auprès de l'Instance.

Article 83 : Chaque liste candidate, candidat ou parti doit :

- ouvrir un compte bancaire unique sur lequel sont versés les fonds affectés à la campagne, conformément aux dispositions de l'article précédent, et duquel sont débitées toutes les dépenses ;
- fournir à l'Instance l'identifiant du compte bancaire unique ainsi que l'identité du mandataire responsable du décaissement des fonds déposés dans le compte bancaire unique au nom de la liste candidate, du candidat ou du parti ;
- tenir un registre coté et paraphé par l'Instance pour y inscrire toutes les recettes et dépenses de manière chronologique, selon la date de leur réalisation, sans rature ni modification, tout en mentionnant la référence du justificatif ;
- tenir une liste, visée par l'Instance, des manifestations, activités et rencontres réalisées ;
- établir une liste synthétique des recettes et des dépenses électorales, signée par la tête de liste, le candidat ou le représentant légal du parti, en se basant sur le registre desdites opérations.

Article 84 : Tout parti politique présentant plus d'une liste candidate aux élections législatives doit tenir une comptabilité synthétique rassemblant toutes les opérations réalisées dans les différentes circonscriptions où il a présenté des listes candidates. Les écritures comptables ne doivent contenir aucune rature et doivent être établies dans un ordre chronologique. Les registres doivent être signés par la liste candidate, le candidat ou le parti, et ce outre l'obligation pour toute liste partisane concernée d'établir une comptabilité spécifique pour chaque circonscription.

Article 85 : Les dépenses relatives à la campagne doivent être justifiées par des documents authentiques et crédibles.

Les dépenses électorales sont payées par chèque ou par virement bancaire lorsque le montant de la dépense dépasse cinq cents (500) dinars. Ces dépenses ne peuvent être fractionnées dans le but de ne pas dépasser le montant mentionné.

Article 86 : Chaque candidat, liste candidate ou parti doit :

- transmettre à la Cour des comptes, les originaux des listes prévues aux articles 83 et 84 et de la comptabilité de chaque circonscription électorale ainsi que la comptabilité synthétique, dans un délai n'excédant pas quarante-cinq (45) jours à compter de la date de la proclamation définitive des résultats des élections, accompagnés du relevé bancaire du compte unique réservé à la campagne,
- délivrer ces documents en une seule fois et directement au secrétariat général de la Cour des comptes ou au secrétariat de l'une de ses structures régionales territorialement compétentes, contre la remise d'un récépissé.

Article 87 : Les listes candidates aux élections législatives ou les candidats aux élections présidentielles ou les partis aux référendums publient leurs comptes financiers dans un des journaux quotidiens édités en Tunisie dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs des élections ou du référendum.

Article 88 : Tout candidat, parti ou tête de liste candidate doit conserver les documents comptables et les justificatifs dont il dispose, y compris les documents bancaires, pendant une période de cinq (5) ans. Pour les listes candidates partisanes, le parti se substitue aux têtes des listes.

Tout parti politique dissout ou toute liste candidate dissoute avant l'expiration du délai précité doit déposer lesdits documents, contre la remise d'un récépissé, au secrétariat général de la Cour des comptes ou au secrétariat de l'une de ses structures régionales territorialement compétentes.

Section 3 : Contrôle du financement de la campagne

Article 89 : Pendant la campagne, l'Instance contrôle et impose le respect par la liste candidate, le candidat ou le parti, des règles et moyens de financement de la campagne électorale ou du référendum, et

ce, en collaboration avec les différentes structures publiques, y compris la Banque centrale de Tunisie, la Cour des comptes et le Ministère des finances.

Article 90 : La Banque centrale de Tunisie supervise l'ouverture des comptes bancaires susvisés et veille à ce que chaque candidat, parti ou liste candidate n'ouvre pas plus d'un compte bancaire. Elle communique à l'Instance et à la Cour des comptes les relevés desdits comptes.

La Banque centrale de Tunisie et le Ministère des finances doivent prendre les mesures nécessaires pour empêcher tout financement étranger des élections et du référendum.

Article 91 : La Cour des comptes procède au contrôle des recettes et des dépenses de chaque liste candidate, candidat ou parti, affectées à la campagne. Elle s'assure du respect de la condition du compte unique et contrôle les ressources et les dépenses sur le compte bancaire unique.

Article 92 : Les procédures prévues par la loi portant organisation de la Cour des comptes s'appliquent au contrôle du financement de la campagne des candidats, des partis politiques et des listes candidates, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi.

Ce contrôle peut être un contrôle sur pièce ou sur place, intégral ou sélectif, et au moment de la campagne ou ultérieurement. Le contrôle est obligatoire pour les candidats et les listes candidates qui remportent les élections. Concernant les partis et les listes vainqueurs, ce contrôle est effectué concomitamment au contrôle financier du parti.

Article 93 : Le contrôle de la Cour des comptes sur le financement de la campagne tend à s'assurer:

- de la réalisation de toutes les dépenses relatives à la campagne par les candidats, les partis politiques ou les listes candidates à travers le compte bancaire unique ouvert à cet effet et déclaré auprès de l'Instance ;
- de la tenue, par chaque candidat, parti politique ou liste candidate, d'une comptabilité fiable incluant des données exhaustives et précises sur toutes les opérations d'encaissement et de décaissement liées au financement de la campagne ;

- que les recettes proviennent de sources légales ;
- du caractère électoral de la dépense ;
- du respect par les candidats, les listes candidates ou les partis du plafond des dépenses électorales ;
- que les candidats n'aient pas commis d'infractions électorales.

Article 94 : L'Instance fournit à la Cour des comptes, dans un délai ne dépassant pas trois (3) jours à compter du début de la campagne :

- la liste des partis politiques, les listes des candidats et les listes candidates ;
- la liste des comptes bancaires ouverts par les listes candidates aux élections législatives, la liste des candidats aux élections présidentielles ou la liste des partis politiques pour le référendum ;
- la liste des personnes habilitées à gérer les comptes bancaires au nom de chaque parti politique ou liste candidate.

L'Instance doit informer la Cour des comptes de tout changement pouvant survenir au niveau des listes susmentionnées.

Article 95 : La Cour des comptes peut :

- demander aux autorités administratives compétentes de lui fournir un rapport détaillé des déclarations qui avaient été faites en vue d'organiser les événements et les activités réalisés durant la campagne ;
- demander à n'importe quelle partie, tout document en rapport avec le financement de la campagne et pouvant être utile à la réalisation des opérations de contrôle relevant dans ce cadre de la compétence de la Cour.

Article 96 : Il est interdit aux établissements bancaires concernés ou à toute structure publique d'opposer le secret bancaire à la Cour des comptes et à l'Instance pour justifier le refus de leur fournir les informations et documents requis pour la réalisation de leur travail.

Article 97 : La Cour des comptes établit un rapport général sur les résultats de son contrôle sur le financement de la campagne dans un

délai maximum de six (6) mois à compter de la date de proclamation des résultats définitifs des élections.

Le rapport de la Cour des comptes est publié sans délai au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de la Cour.

Section 4 : Les infractions financières et électorales

Article 98 : Si les comptes financiers de la liste, du candidat ou du parti ne sont pas déposés, la Cour des comptes met en demeure la partie en infraction et lui donne un délai de trente (30) jours pour s'exécuter. Si les comptes n'ont pas été déposés dans ce délai, la Cour des comptes prononce à l'encontre de la partie en infraction une amende d'un montant égal à vingt-cinq (25) fois le plafond des dépenses.

Si la Cour des comptes décide de refuser l'approbation des comptes financiers de la liste, du candidat ou du parti, sans qu'il y ait eu dépassement du plafond des dépenses, elle prononce à son encontre une amende d'un montant équivalant à 10% du plafond des dépenses.

En cas de dépassement du plafond des dépenses électorales dans l'une des circonscriptions, la Cour des comptes prononce une des sanctions suivantes à l'encontre de la liste, du candidat ou du parti :

- Une sanction pécuniaire égale au montant excédant le plafond si l'excédent est de l'ordre de 10%.
- Une sanction pécuniaire égale à dix (10) fois le montant excédant le plafond si l'excédent est entre 10% et 30%.
- Une sanction pécuniaire égale à vingt (20) fois le montant excédant le plafond si l'excédent est entre 30% et 75%.
- Une sanction pécuniaire égale à vingt cinq (25) fois le montant excédant le plafond si l'excédent est supérieur à 75%.

Dans le cas où les comptes financiers ne sont pas déposés conformément au premier alinéa du présent article, ou si le montant dépassant le plafond des dépenses est supérieur à 75%, la Cour des comptes déchoit de son mandat tout membre de l'Assemblée des

représentants du peuple qui était candidat sur l'une de ces listes.

Ces arrêts sont rendus en première instance. Ils sont susceptibles d'appel suivant les procédures prévues par la loi portant organisation de la Cour des comptes.

Article 99 : Une sanction pécuniaire allant de cinq cents (500) dinars à deux mille cinq cents (2.500) dinars est prononcée par la Cour des comptes à l'encontre des candidats, des listes candidates ou des partis politiques qui, délibérément, entravent le travail de la Cour en lui communiquant avec du retard les documents requis pour l'accomplissement des opérations de contrôle dont elle est en charge.

La Cour des comptes peut également condamner à une sanction pécuniaire d'un montant allant de mille (1.000) dinars à cinq mille (5.000) dinars les candidats, les listes candidates ou les partis politiques en infraction des dispositions prévues à l'article 78 et aux articles 84 à 86 de la présente loi.

Ces arrêts sont rendus en première instance. Ils sont susceptibles d'appel suivant les procédures prévues par la loi portant organisation de la Cour des comptes.

Article 100 : Les sanctions pécuniaires prévues dans la présente section sont prononcées à l'encontre du parti politique concerné lorsqu'il est l'auteur de l'infraction commise, et à l'encontre des membres de la liste candidate, solidairement, lorsque l'infraction est commise par une liste candidate.

Titre V

Vote, dépouillement et proclamation des résultats

Chapitre 1: Dispositions générales relatives au scrutin

Article 101 : La convocation du corps électoral se fait par décret présidentiel dans un délai minimum de trois (3) mois avant le jour du scrutin pour les élections législatives et présidentielles, et dans un délai minimum de deux (2) mois pour le référendum.

Article 102 : Le scrutin dure un seul jour. Il a lieu un jour de congé ou un jour de repos hebdomadaire.

Le scrutin au second tour des élections présidentielles intervient dans les deux semaines qui suivent la proclamation des résultats définitifs du premier tour.

Participant au scrutin, les électeurs inscrits sur les listes électorales établies pour le premier tour.

Article 103 : Outre les dispositions relatives à la date du scrutin prévues à l'article 102, le vote des Tunisiens à l'étranger, pour les élections et le référendum, a lieu durant trois jours successifs dont le dernier est le jour du scrutin sur le territoire de la République.

Article 104 : En cas d'impossibilité d'organiser les élections à la date prévue pour cause de péril imminent, conformément à l'article 80 de la Constitution, il est procédé à l'annonce de leur report.

Si le report nécessite une prorogation du mandat présidentiel ou parlementaire, l'Assemblée des représentants du peuple procède par une loi à la prorogation, et ce conformément aux articles 56 et 75 de la Constitution.

Suite à la prorogation, la convocation aux élections se fait par décret présidentiel sur avis conforme de l'Instance.

Article 105 : L'Instance peut reporter le scrutin dans un ou plusieurs bureaux de vote s'il s'avère impossible d'y organiser les élections. Dans ce cas, elle décide d'y refaire le scrutin conformément aux procédures mentionnées à l'article 142 de la présente loi.

Chapitre 2 : Mode de scrutin

Section 1 : Elections législatives

Article 106 : Le découpage des circonscriptions électorales et la détermination du nombre de sièges qui leur sont réservés se font par une loi adoptée une année au moins avant l'échéance périodique des élections législatives.

Article 107 : Le scrutin a lieu sur des listes en un seul tour. Les sièges sont alloués au niveau des circonscriptions sur la base de la représentation proportionnelle au plus forts restes.

Article 108 : L'électeur choisit une liste parmi les listes candidates, sans rayer ni changer le classement des candidats.

Article 109 : Si dans une circonscription électorale une seule liste se présente aux élections, elle est déclarée élue, quel que soit le nombre de suffrages qu'elle a obtenus.

Article 110 : Si plus d'une liste sont en compétition au niveau de la circonscription, les sièges sont alloués dans un premier temps sur la base du quotient électoral.

Le quotient électoral est déterminé en divisant le nombre de voix exprimées par le nombre de sièges réservés à la circonscription.

Est attribué à la liste autant de sièges que le nombre des fois qu'elle obtient le quotient électoral.

Les bulletins blancs ne sont pas pris en compte dans le calcul du quotient électoral.

Les sièges sont attribués aux listes en tenant compte du classement des candidats sur lesdites listes.

Les sièges non alloués sur la base du quotient électoral sont répartis, dans un deuxième temps, sur la base du plus fort reste au niveau de la circonscription. En cas d'égalité des restes de deux ou plusieurs listes, le candidat le moins âgé est privilégié.

Section 2 : Elections présidentielles

Article 111 : Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Article 112 : Si au premier tour aucun candidat n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, un second tour est organisé dans les deux (2) semaines suivant la proclamation des résultats définitifs du premier tour. Se présentent au second tour les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour.

Est proclamé vainqueur au second tour le candidat ayant obtenu la majorité des voix.

En cas d'égalité entre les candidats, le candidat le plus âgé est privilégié ou proclamé vainqueur lorsqu'il s'agit d'égalité au second tour.

Section 3 : Référendum

Article 113 : La convocation des électeurs au référendum se fait par décret présidentiel auquel est annexé le projet du texte qui sera soumis au référendum. Ledit décret et son annexe sont publiés au Journal officiel de la République tunisienne.

Article 114 : Les Tunisiens à l'étranger répondant aux conditions prévues par les articles 5 et 6 de la présente loi, participent au référendum.

Article 115 : La question soumise au référendum est formulée comme suit : « Acceptez-vous la proposition de révision constitutionnelle ou le projet de loi qui vous est soumis ? ». La réponse ne peut être que par « oui » ou par « non ».

Article 116 : L'Instance œuvre pour la garantie de l'utilisation égale des moyens de propagande par les partis parlementaires participant au référendum.

Article 117 : Les résultats du référendum sont proclamés sur la base de la règle de la majorité des suffrages exprimés.

Chapitre 3 : Opération de vote

Article 118 : Le vote est personnel. Est interdit le vote par procuration.

L'électeur exerce son droit de vote moyennant sa carte d'identité nationale ou son passeport.

Article 119 : L'Instance fixe la liste des bureaux de vote dans chaque circonscription électorale, commune, délégation ou secteur (Imada). Elle œuvre pour que le nombre d'électeurs par bureau de vote ne dépasse pas les 600 électeurs.

La décision fixant la liste des bureaux de vote est affichée aux sièges et locaux de l'Instance, des gouvernorats, des délégations, des chefs de secteurs (Omda) et des communes, ainsi que dans les locaux des

missions diplomatiques et des consulats. Elle est également publiée sur le site électronique de l'Instance et par tout autre moyen.

Article 120 : Les bureaux de vote ne peuvent être installés dans des locaux appartenant à un parti politique, à une association ou à une organisation non gouvernementale.

Article 121 : L'Instance désigne les présidents et les membres des bureaux de vote parmi des personnes répondant aux conditions d'intégrité, de neutralité et d'indépendance. Elle fixe les conditions et les modalités de leur nomination et, le cas échéant, de leur remplacement.

L'Instance publie sur son site électronique, dans des délais raisonnables qu'elle fixe, la liste des membres et présidents des bureaux de vote.

Les candidats, les représentants des listes candidates ou les partis peuvent présenter à l'Instance une requête en récusation contre un membre du bureau, au niveau de la circonscription dans laquelle le membre concerné a été nommé, et ce dans un délai raisonnable fixé par l'Instance.

Aucun membre de bureau de vote ne doit être conjoint, ascendant ou descendant du premier ou du second degré, gendre ou employé de l'un des candidats. Il ne doit pas non plus être adhérent d'un parti politique.

Ne peut être membre ou président d'un bureau de vote, toute personne ayant assumé une responsabilité au sein des structures du Rassemblement constitutionnel démocratique dissout, conformément aux dispositions du décret n° 2011-1089 du 3 août 2011.

Article 122 : L'Instance informe le public des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote à travers son site électronique et par tout autre moyen.

Article 123 : Chaque liste candidate, candidat ou parti peut désigner des représentants pour être présents dans les bureaux de vote.

Les demandes d'accréditation des représentants des candidats pour les élections présidentielles, des représentants des listes pour les élections législatives et des représentants des partis participant au référendum, ainsi que celles des observateurs sont présentées selon un calendrier fixé par l'Instance.

Article 124 : Les représentants des listes, des candidats ou des partis, ainsi que les observateurs, peuvent consigner leurs observations sur le déroulement du vote dans une note qui sera obligatoirement annexée au procès-verbal de l'opération de vote.

Il est interdit aux membres du bureau de vote, aux observateurs et aux représentants des candidats, des listes candidates ou des partis, de porter des insignes indiquant leur appartenance politique. Le président du bureau de vote veille au respect de cette interdiction.

Article 125 : Le président du bureau de vote veille au maintien de l'ordre dans le bureau. Il est tenu de prendre les mesures nécessaires à la garantie du bon déroulement de l'opération électorale ou référendaire, et d'interdire tout comportement susceptible de l'affecter. Il peut, le cas échéant, faire appel à la force publique.

Le port d'armes est interdit dans les centres et les bureaux de vote, excepté pour les agents des forces de la sécurité nationale et de l'armée nationale qui y sont présents avec l'accord du président du centre ou du bureau de vote.

Article 126 : Les élections présidentielles et législatives, ainsi que les référendums, s'effectuent au moyen de bulletins de vote uniques, conçus et imprimés par l'Instance sous une forme claire et précise pour éviter d'induire l'électeur en erreur.

Le bulletin de vote doit être en couleur. Pour éviter tout embrouillement ou toute confusion, l'Instance œuvre pour que les noms des candidats ou des listes soient classés de façon verticale.

Avant le début de la campagne électorale, l'Instance procède à la publication sur son site électronique d'un prototype de bulletin de vote.

Article 127 : Est affiché à l'entrée de chaque centre ou bureau de vote une copie officielle de la liste des électeurs qui y sont inscrits.

Article 128 : Toute activité électorale ou publicitaire est interdite à l'intérieur et dans le périmètre de chaque centre ou bureau de vote.

Les présidents des centres ou bureaux de vote doivent, avant le début de l'opération de vote ou pendant son déroulement, retirer les photos, les slogans, les symboles et autres formes de publicités.

Article 129 : Avant le début de l'opération de vote, le président du bureau vérifie, devant les représentants des listes, des candidats ou des partis, ou les observateurs présents, que l'urne est vide, avant de la sceller conformément aux procédures et modalités fixées par l'Instance.

Le président du bureau doit mentionner dans le procès-verbal de l'opération de vote le nombre des bulletins de vote reçus, les numéros des cadenas de l'urne et le nombre d'électeurs inscrits au bureau.

Les membres du bureau de vote, les représentants des listes candidates, les représentants des candidats et les représentants des partis signent le procès-verbal de l'opération de vote. S'ils refusent de signer, il est fait mention du refus et, le cas échéant, de ses motifs sur le procès-verbal.

Article 130 : A l'entrée de l'électeur dans le bureau de vote, il est procédé à la vérification de son nom et prénom, du numéro de sa carte d'identité nationale ou de son passeport, et de l'inscription de son nom sur la liste électorale relative au bureau de vote. L'électeur appose sa signature devant ses nom et prénom.

L'électeur reçoit le bulletin de vote tamponné par le président du bureau de vote et entre obligatoirement dans l'isoloir. A sa sortie de l'isoloir, l'électeur introduit le bulletin de vote dans l'urne dédiée à cet effet au vu des personnes présentes dans le bureau de vote.

L'Instance peut recourir à l'usage de l'encre indélébile pour l'électeur et l'accompagnateur.

Tout électeur se trouvant à l'intérieur du centre de vote avant l'heure fixée pour la clôture du scrutin a le droit de voter.

Article 131 : Les bureaux de vote sont aménagés de façon à permettre aux électeurs ayant un handicap d'exercer leur droit de vote, et ce conformément aux règlements pris par l'Instance.

L'électeur ayant un handicap exerce son droit de vote conformément aux mesures adoptées par l'Instance en observant le principe du scrutin personnel et celui du secret de vote, et dans les limites de ce qu'exige le handicap.

Bénéficie des mesures et procédures relatives aux personnes ayant un handicap, tout électeur qui, le jour du scrutin, présente une carte de handicap.

Article 132 : Les électeurs porteurs de handicap mentionnés ci-dessous peuvent se faire assister d'un accompagnateur de leur choix ayant lui-même la qualité d'électeur, et à condition qu'il soit un conjoint, un ascendant ou un descendant :

- le non-voyant,
- la personne ayant une déficience motrice qui l'empêche d'écrire.

En cas d'absence d'accompagnateur, le président du bureau de vote charge, à la demande de l'électeur porteur d'un handicap, un des électeurs présents au bureau de vote de l'assister dans l'exercice de son droit de vote.

L'accompagnateur ou l'électeur désigné par le président du bureau de vote ne peut assister plus d'un électeur.

L'accompagnateur ne doit pas influencer le choix de l'électeur porteur de handicap. Son rôle se limite à l'assister dans l'accomplissement des opérations dont il est incapable d'effectuer tout seul.

Article 133 : Le président du bureau de vote examine les réserves émises par les représentants des candidats, des listes candidates ou des partis, concernant l'application de la réglementation et des procédures relatives au vote, conformément à la loi et aux textes d'application adoptés par l'Instance à cet effet. Ses décisions sont exécutoires dès leur adoption. Les réserves et les décisions doivent être consignées au procès-verbal de l'opération de vote.

Chapitre 4 : dépouillement et proclamation des résultats

Section 1 : Le dépouillement

Article 134 : L'opération de dépouillement est publique. Elle est effectuée en présence des observateurs et des représentants des listes aux élections législatives, des représentants des candidats aux élections présidentielles et des représentants des partis participant au

référendum.

Article 135 : A la clôture des opérations de vote, les membres du bureau de vote procèdent immédiatement au dépouillement des suffrages.

Les membres du bureau de vote comptent le nombre de signatures sur la liste électorale et le mentionnent dans le procès-verbal relatif à l'opération de dépouillement. Ensuite, ils procèdent à l'ouverture de l'urne et au décompte des bulletins de vote qu'elle contient. Si le nombre des bulletins de vote recensés est supérieur ou inférieur au nombre de signatures, il est procédé à un nouveau recensement. Si la non-concordance entre le nombre des bulletins de vote et le nombre de votant est confirmée, mention doit en être faite dans le procès-verbal. Il sera alors procédé à une enquête sur la non-concordance. Ensuite, le président du bureau de vote ordonne le début des opérations de dépouillement.

A la fin du dépouillement des suffrages, les membres du bureau de vote consignent sur la feuille de dépouillement le nombre de voix obtenues par chaque liste candidate ou chaque candidat ou les deux réponses au référendum, puis ils apposent leurs signatures au bas de ladite feuille et la remettent au président du bureau accompagnée des bulletins de vote.

Article 136: Est annulé et non comptabilisé parmi les voix exprimées, tout bulletin nul au sens de l'article 3 de la présente loi, notamment :

- Le bulletin de vote non tamponné par le président du bureau de vote ;
- Le bulletin de vote contenant un signe ou une mention permettant d'identifier l'électeur ;
- Le bulletin de vote portant remplacement ou ajout d'un ou de plusieurs candidats ou l'ajout d'un nom de personne non candidate ;
- Le bulletin de vote comportant un vote pour plus d'une liste candidate ou plus d'un candidat aux élections présidentielles ;
- Le bulletin de vote contenant des réponses contradictoires au référendum.

Les membres du bureau recensent les bulletins blancs qui ne seront pas comptabilisés dans le résultat du scrutin.

Article 137 : Le bureau de vote arrête le résultat du scrutin en additionnant les résultats des feuilles de dépouillement rédigées par les scrutateurs.

Article 138 : Le procès-verbal de l'opération de dépouillement est rédigé en plusieurs exemplaires. Il doit inclure notamment les informations suivantes :

- Les numéros des cadenas à l'ouverture et à la fermeture de l'urne ;
- Le nombre d'électeurs inscrits au bureau de vote ;
- Le nombre d'électeurs ayant voté ;
- Le nombre des bulletins de vote détériorés ;
- Le nombre des bulletins restants ;
- Le nombre des bulletins de vote extraits de l'urne,
- Le nombre de bulletins de vote annulés ;
- Le nombre de bulletins de vote blancs ;
- Le nombre total des suffrages exprimés et obtenus par chaque liste, chaque candidat, ou chaque vote par « oui » ou par « non » au référendum.

Article 139 : Les représentants des listes candidates, des candidats ou des partis, et les observateurs peuvent demander que toutes les observations et réserves relatives à l'opération de dépouillement soient consignées dans une note qui sera annexée au procès-verbal de l'opération de dépouillement. Le président du bureau de vote répond auxdites observations et réserves et mentionne sa réponse dans la note.

Article 140 : A la fin de l'opération de dépouillement, les membres du bureau de vote et les représentants des listes, des candidats ou des partis, signent le procès-verbal de dépouillement. S'ils refusent de signer, il est fait mention du refus et, le cas échéant, de ses motifs sur le procès-verbal.

Le procès-verbal des opérations de dépouillement est affiché par le président du bureau ou par le membre qui le remplace devant le bureau de vote concerné. Un exemplaire du procès-verbal est mis dans l'urne.

Les procès-verbaux des opérations de dépouillement sont publiés sur le site électronique de l'Instance.

Article 141 : L'Instance désigne dans chaque circonscription électorale un bureau centralisateur chargé de collecter les résultats du scrutin. Elle peut, le cas échéant, désigner un ou plusieurs centres de collecte dans chaque circonscription électorale.

L'Instance fixe la composition et les missions du bureau centralisateur et des centres de collecte.

Section 2 : Proclamation des résultats

Article 142 : L'Instance contrôle les décisions des bureaux de vote, des bureaux centralisateurs et des centres de collecte concernant le vote et le dépouillement. Elle enquête, le cas échéant, sur les causes de non-concordance entre le nombre des bulletins de vote et le nombre de votants, et corrige les éventuelles erreurs matérielles et erreurs de calcul dans les procès-verbaux de dépouillement. L'Instance peut refaire le dépouillement pour un ou plusieurs bureaux de vote. Elle peut annuler les résultats d'un bureau de vote ou de la circonscription électorale, si elle constate l'existence d'irrégularités substantielles et déterminantes entachant les opérations de vote et de dépouillement.

L'Instance informe le ministère public de toute suspicion d'infractions ou de crimes lors des élections ou du référendum.

Si les résultats annulés sont susceptibles d'avoir un effet sur la répartition des sièges entre les vainqueurs pour les élections législatives, ou sur le candidat vainqueur pour les élections présidentielles ou les deux candidats pour le second tour, ou sur le résultat du référendum, l'Instance procède à l'organisation d'un nouveau scrutin ou référendum dans les circonscriptions électorales dont les résultats ont été annulés, conformément aux dispositions prévues aux chapitres relatifs au vote, dépouillement et proclamation des résultats, et ce dans un délai ne dépassant pas les trente (30) jours suivant l'expiration du délai de

recours contre les résultats préliminaires des élections et du référendum, ou suivant la notification des décisions de l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif.

Seuls les candidats, les listes et les partis ayant déjà participé aux élections et référendums dont les résultats ont été annulés, sont en droit de participer au nouveau scrutin.

Article 143 : L'Instance vérifie le respect par les vainqueurs aux élections des dispositions relatives à la période électorale et à son financement. Elle peut décider d'annuler les résultats des vainqueurs s'il lui est avéré que les violations desdites dispositions ont affecté les résultats électoraux d'une manière substantielle et déterminante. Ses décisions doivent être motivées. Dans ce cas, il est procédé de nouveau au calcul des résultats des élections législatives sans tenir compte de la liste ou du candidat dont les résultats ont été annulés. Pour les élections présidentielles, il est procédé uniquement au reclassement des candidats sans recourir à un nouveau calcul des résultats.

Article 144 : L'Instance procède à l'annonce des résultats préliminaires des élections et du référendum, y compris les décisions d'annulation des résultats des vainqueurs, dans un délai n'excédant pas les trois (3) jours suivant le scrutin et la fin du dépouillement. Les résultats sont affichés aux sièges de l'Instance et publiés sur son site électronique, accompagnés des copies des procès-verbaux des opérations de dépouillement et des décisions rectificatives prises par l'Instance.

Article 145 : Les résultats préliminaires des élections et du référendum peuvent faire l'objet d'un recours devant les chambres d'appel du Tribunal administratif, dans un délai maximum de trois (3) jours à compter de la date de leur affichage aux sièges de l'Instance.

La partie désirant exercer un recours contre les résultats préliminaires doit notifier à l'Instance par huissier de justice un avis de recours accompagné d'une copie de la requête et des moyens de preuve.

Le recours est obligatoirement introduit, à l'aide d'un avocat auprès de la Cour de cassation, par la tête de liste candidate ou un de ses membres ou par le représentant légal du parti concernant les résultats proclamés au niveau de la circonscription électorale dans laquelle ils étaient candidats pour les élections législatives, par tout candidat pour les élections présidentielles, et par tout représentant légal d'un parti

participant pour les référendums.

La requête doit être motivée. Elle doit mentionner les noms et domiciles des parties ainsi qu'un exposé sommaire des faits. Elle doit être accompagnée des moyens de preuve et du procès-verbal de la notification du recours.

L'Instance est représentée par son président. Le président de l'Instance peut désigner quelqu'un pour le représenter.

Le greffe du Tribunal administratif procède à l'enregistrement de la requête et la transmet immédiatement au Premier Président du Tribunal administratif qui la confie dans l'immédiat à l'une des chambres d'appel.

Le président de la chambre chargée de l'affaire fixe une audience de plaidoirie dans un délai n'excédant pas trois (3) jours à compter de la date de la présentation du recours et convoque, par tout moyen laissant une trace écrite, les parties afin qu'elles présentent leurs conclusions.

La chambre met l'affaire en délibéré pour le prononcé du jugement dans un délai ne dépassant pas trois (3) jours à compter de la date de l'audience de plaidoirie, et ordonne l'exécution sur minute.

Le Tribunal notifie son jugement aux parties par tout moyen laissant une trace écrite dans un délai ne dépassant pas 48 heures à compter de la date du prononcé.

Article 146 : L'Instance ou les candidats concernés par les jugements rendus par les chambres d'appel peuvent introduire un recours devant l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date de notification dudit jugement.

La partie désirant exercer un recours doit notifier par huissier de justice à l'Instance et aux parties concernées par le recours, un avis de recours accompagné d'une copie de la requête et des moyens de preuve.

Le recours est introduit moyennant une requête déposée par le candidat ou son représentant au greffe du Tribunal, et ce par l'intermédiaire d'un avocat inscrit auprès de la Cour de cassation.

La requête doit être, sous peine d'irrecevabilité, motivée et accompagnée d'une copie du jugement contesté et du procès-verbal de la notification.

Dès la réception de la requête, le greffe du Tribunal administratif procède à son enregistrement et la transmet immédiatement au Premier Président qui la confie dans l'immédiat à l'Assemblé plénière juridictionnelle.

Le Premier Président fixe une audience de plaidoirie dans un délai n'excédant pas trois (3) jours à compter de la date de la présentation du recours. Il convoque les parties par tout moyen laissant une trace écrite et appelle la partie défenderesse à présenter ses conclusions par écrit et à apporter la preuve de la notification d'une copie de ses conclusions à la partie adverse, et ce dans un délai maximum de 48 heures avant l'audience de plaidoirie.

L'Instance est représentée par son président. Le président de l'Instance peut désigner quelqu'un pour le représenter.

L'Assemblée plénière met l'affaire en délibéré pour le prononcé de la décision dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours à compter de la date de l'audience de plaidoirie, et ordonne l'exécution sur minute.

Le Tribunal notifie sa décision aux parties par tout moyen laissant une trace écrite dans un délai ne dépassant pas deux (2) jours à compter de la date du prononcé.

La décision de l'Assemblée plénière est irrévocable. Elle n'est susceptible d'aucune voie de recours, y compris le pourvoi en cassation.

Article 147 : Seuls les candidats ayant participé au premier tour des élections présidentielles ont le droit d'agir contre les résultats du second tour. Les mêmes délais et procédures prévus aux articles 145 et 146 s'appliquent.

Article 148 : L'Instance proclame les résultats définitifs des élections dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la dernière décision prononcée par l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif concernant les recours relatifs aux résultats préliminaires des élections et du référendum , ou après expiration des délais de recours, et ce par une décision qui sera publiée sur le site électronique de l'Instance et au Journal officiel de la République tunisienne.

Titre VI Des infractions électorales

Article 149 : Est puni d'une amende de cinq cent (500) dinars quiconque divulgue délibérément un secret lié au choix de l'électeur dans le cadre des dispositions de l'article 132 de la présente loi.

Article 150 : Toute violation des dispositions de l'article 61 et du deuxième alinéa de l'article 62 de la présente loi entraîne la condamnation à une amende allant de cinq cent (500) dinars à mille (1.000) dinars.

Article 151 : Est puni d'une amende de mille (1.000) dinars :

- tout président ou membre de bureau de vote qui, sans motif légal, ne se présente pas au bureau de vote le jour du scrutin;
- tout membre du bureau de vote qui, sans motif légal, cause un retard dans le démarrage de l'opération de vote à l'heure prévue ou l'interrompt avant l'heure prévue pour sa clôture en vertu des dispositions de la présente loi et des textes d'application adoptées par l'Instance à cet effet, ou tarde à prendre l'une des mesures prévues à cet effet dans l'intention d'entraver ou de retarder l'opération de vote.

Article 152 : Toute violation des dispositions de l'article 58 de la présente loi est punie d'une amende de trois mille (3.000) dinars.

Article 153 : Toute violation des dispositions du premier et du deuxième alinéa de l'article 53, de l'article 54, ainsi que l'alinéa premier de l'article 66 de la présente loi est punie d'une amende allant de deux milles (2.000) dinars à cinq milles (5.000) dinars.

Article 154 : Toute violation des dispositions de l'article 57 de la présente loi entraîne la condamnation à une amende allant de cinq mille (5.000) dinars à dix mille (10.000) dinars.

Article 155: Toute violation des dispositions de l'article 69 de la présente loi entraîne la condamnation à une amende allant de trois mille (3.000) dinars à vingt mille (20.000) dinars.

Article 156 : Toute violation des dispositions de l'article 70 de la présente loi entraîne la condamnation à une amende allant de vingt mille (20.000) dinars à cinquante mille (50.000) dinars.

Article 157 : Est puni d'une peine d'emprisonnement d'un (1) mois et d'une amende de mille (1.000) dinars, tout président de bureau de vote qui, avant le début de l'opération de vote, refuse d'ouvrir l'urne devant les représentants des candidats, les représentants des listes, les représentants des partis et les observateurs présents en vue de s'assurer que l'urne est vide.

Article 158 : Est puni d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois et d'une amende de mille (1.000) dinars :

- Quiconque usurpe une identité ou une qualité, ou fait de fausses déclarations ou de faux témoignages, ou dissimule un cas d'interdiction prévu par la loi, ou se présente pour voter à plus d'un bureau de vote.
- quiconque introduit intentionnellement de fausses données dans la réclamation relative aux listes électorales ou dans sa demande de candidature.

Article 159 : Est puni d'une peine d'emprisonnement allant de six (6) mois à un (1) an, tout contrevenant aux dispositions de l'article 53 in fine et de l'article 56 de la présente loi.

Article 160 : Est puni d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an et d'une amende de deux mille (2.000) dinars :

- quiconque viole intentionnellement le secret du vote dans le centre ou le bureau de vote ou dans son périmètre, ou porte atteinte à l'intégrité du vote ou entrave le déroulement du vote ;
- quiconque agresse les membres du bureau de vote ou les scrutateurs par des insultes, injures ou menaces pendant ou à l'occasion de l'accomplissement de leur travail, entraînant ainsi la suspension de l'opération de vote ou de dépouillement.

Article 161: Est puni d'une peine d'emprisonnement allant de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende allant de mille (1.000) à trois mille (3.000) dinars :

- quiconque pris en flagrant délit en train d'offrir des dons en espèces ou en nature en vue d'influencer l'électeur, ou d'utiliser les mêmes moyens pour amener l'électeur à s'abstenir de voter, que ce soit avant, pendant ou après le scrutin ;
- quiconque entrave intentionnellement l'exercice par tout électeur de son droit de vote dans le but de l'empêcher de voter ;
- quiconque fait sortir les bulletins de vote à l'extérieur du bureau de vote.

Article 162 : Est puni d'une peine d'emprisonnement allant de trois (3) à cinq (5) ans et d'une amende allant de trois mille (3.000) à cinq mille (5.000) dinars :

- quiconque viole la liberté de vote en recourant à la violence ou en menaçant de l'utiliser directement à l'égard de l'électeur ou d'un membre de sa famille, ou en le menaçant de la perte de son emploi, ou en portant préjudice à sa personne ou à ses biens ;
- quiconque cause intentionnellement un désordre ou des turbulences à l'intérieur ou dans le périmètre des bureaux de vote, ou cause un désordre ou des troubles pendant le déroulement de l'opération de vote par des rassemblements ou des manifestations.

Article 163 : Sous réserve des dispositions de l'article 80, s'il s'avère qu'un candidat ou une liste candidate a bénéficié d'un financement étranger pour sa campagne électorale, la Cour des comptes peut l'astreindre à payer une amende d'un montant allant de dix (10) fois à cinquante (50) fois la valeur du financement étranger.

Les membres de la liste ayant bénéficié d'un financement étranger perdent la qualité de membre de l'Assemblée des représentants du peuple. Le candidat aux élections présidentielles ayant bénéficié d'un financement étranger est condamné à une peine d'emprisonnement de cinq (5) ans.

Est interdit de se présenter aux élections législatives et présidentielles suivantes, quiconque dont la culpabilité d'avoir perçu un financement étranger pour sa campagne électorale a été avérée, qu'il soit membre d'une liste ou candidat.

Article 164 : Est puni d'une peine d'emprisonnement de six (6) ans et d'une amende de cinq mille (5.000) dinars :

- tout membre du bureau de vote ou tout scrutateur qui falsifie les bulletins de vote, le procès-verbal de l'opération de vote ou de dépouillement, ou les feuilles de compilation des résultats, ou qui lit intentionnellement le bulletin de vote de manière contraire ou non conforme à son contenu réel ;
- quiconque vole, détruit ou saisit les procès-verbaux ou les urnes ou les bulletins de vote ;
- quiconque casse intentionnellement l'urne et détruit les bulletins et documents s'y trouvant ou les remplace par d'autres bulletins et documents ou commet toute autre acte visant à modifier ou à tenter de modifier les résultats du vote et de porter atteinte au secret du vote ;
- quiconque fait appel à une personne ou loue ses services dans l'intention de menacer les électeurs ou de troubler l'ordre public ;
- quiconque pénètre par la violence dans les bureaux de vote, centres de collecte ou bureaux centralisateurs en vue de saboter l'opération de vote ou de dépouillement.

La sanction est aggravée à dix (10) ans d'emprisonnement si les intrus ou les personnes qui ont tenté de pénétrer dans les lieux sont armés.

Article 165 : Tout complice ou intermédiaire ou toute personne qui incite à commettre l'une des infractions prévues par la présente loi est condamné à la même peine prévue pour l'auteur initial.

La tentative est punissable.

Article 166 : Outre les sanctions prévues par les articles susmentionnés, une peine complémentaire privant la personne du droit de vote durant une période allant de deux (2) ans à six (6) ans peut être prononcée à l'encontre de l'auteur d'une des infractions électorales sanctionné d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an ou plus.

Article 167 : Les infractions prévues dans la présente loi se prescrivent trois (3) ans après la proclamation des résultats définitifs des élections.

Titre VII
Dispositions finales et transitoires

Article 168 : Tous les documents émis et les décisions adoptées en matière électorale sont exemptés des droits d'enregistrement et du timbre fiscal.

Article 169 : Pour les prochaines élections, l'Instance procède à l'établissement du registre électoral à partir des listes des électeurs inscrits volontairement à l'occasion de l'élection de l'Assemblée nationale constituante.

Article 170 : Outre les documents composant le dossier de candidature et prévus par l'article 21 de la présente loi, les membres des listes candidates aux élections à l'Assemblée nationale constituante qui se présenteront aux prochaines élections doivent fournir dans le cadre de leur dossier de candidature la preuve de la restitution du montant du financement public dont ils sont redevables en vertu de l'article 53 du décret-loi n° 2011-35 du 10 mai 2011 relatif à l'élection de l'Assemblée nationale constituante.

Article 171 : Contrairement aux dispositions du premier alinéa de l'article 41, le candidat aux prochaines élections présidentielles sera parrainé par dix (10) membres de l'Assemblée nationale constituante ou par dix milles (10.000) électeurs inscrits et répartis sur au moins dix (10) circonscriptions électorales, à condition que leur nombre ne soit pas inférieur à cinq cent (500) électeurs par circonscription.

Article 172 : Jusqu'à l'adoption d'une loi réglementant le sondage d'opinions, il est interdit, durant la période électorale, de diffuser et de publier dans les différents médias, les résultats des sondages d'opinions directement ou indirectement liés aux élections et aux référendums, ainsi que les études et les commentaires journalistiques qui s'y rapportent.

Article 173 : Jusqu'à l'adoption de la loi relative au découpage des circonscriptions électorales prévue par l'article 106 de la présente loi, le découpage électoral et le nombre de sièges ayant été retenus pour l'élection de l'Assemblée nationale constituante sont maintenus.

Article 174 : Jusqu'à l'adoption de la loi portant organisation de la future Cour des comptes (محكمة الحسابات) et l'exercice effectif de ses fonctions, l'actuelle Cour des comptes (دائرة الحسابات) est chargée d'exercer les prérogatives et les fonctions attribuées par la présente loi à la future Cour des comptes. Le recours en appel contre les arrêts en première instance prononcés par la Cour des comptes sont interjetés devant l'instance de cassation prévue par l'article 40 de la loi n° 68-8 du 8 mars 1968 portant organisation de la Cour des comptes.

Article 175 : Outre les dispositions prévues par l'article 28 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois (3) mois à compter de la proclamation des résultats définitifs des prochaines élections législatives et présidentielles, les dépenses de l'Instance sont exemptes de l'application des dispositions relatives aux marchés publics.

Dans ce cas, l'Instance doit respecter les principes de la concurrence, de la transparence des procédures et de l'égalité devant les commandes publiques.

Article 176 : Sont abrogées les dispositions du Code électoral promulgué en vertu de la loi n° 69-25 du 8 avril 1969 tel qu'amendée par les lois ultérieures, ainsi que l'ensemble des textes contraires à la présente loi.

La présente loi organique sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 26 mai 2014

Le Président de la République
Mohamed Moncef El Marzougui

Loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014 fixant les dates des premières élections législatives et présidentielle suivant l'adoption de la Constitution (traduction non-officielle)

Au nom du peuple,

Après approbation de l'Assemblée nationale constituante,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier - La présente loi fixe les dates des premières élections législatives et présidentielle suivant l'adoption de la Constitution, et ce conformément au troisième paragraphe de l'article 148 de la Constitution.

Article 2 – Le vote aux élections législatives aura lieu le dimanche 26 octobre 2014 sur le territoire de la République et les vendredi 24, samedi 25 et dimanche 26 octobre 2014 pour les Tunisiens à l'étranger.

Article 3 – Le vote au premier tour de l'élection présidentielle se tiendra le dimanche 23 novembre sur le territoire de la République et les vendredi 21, samedi 22 et dimanche 23 novembre 2014 pour les Tunisiens à l'étranger.

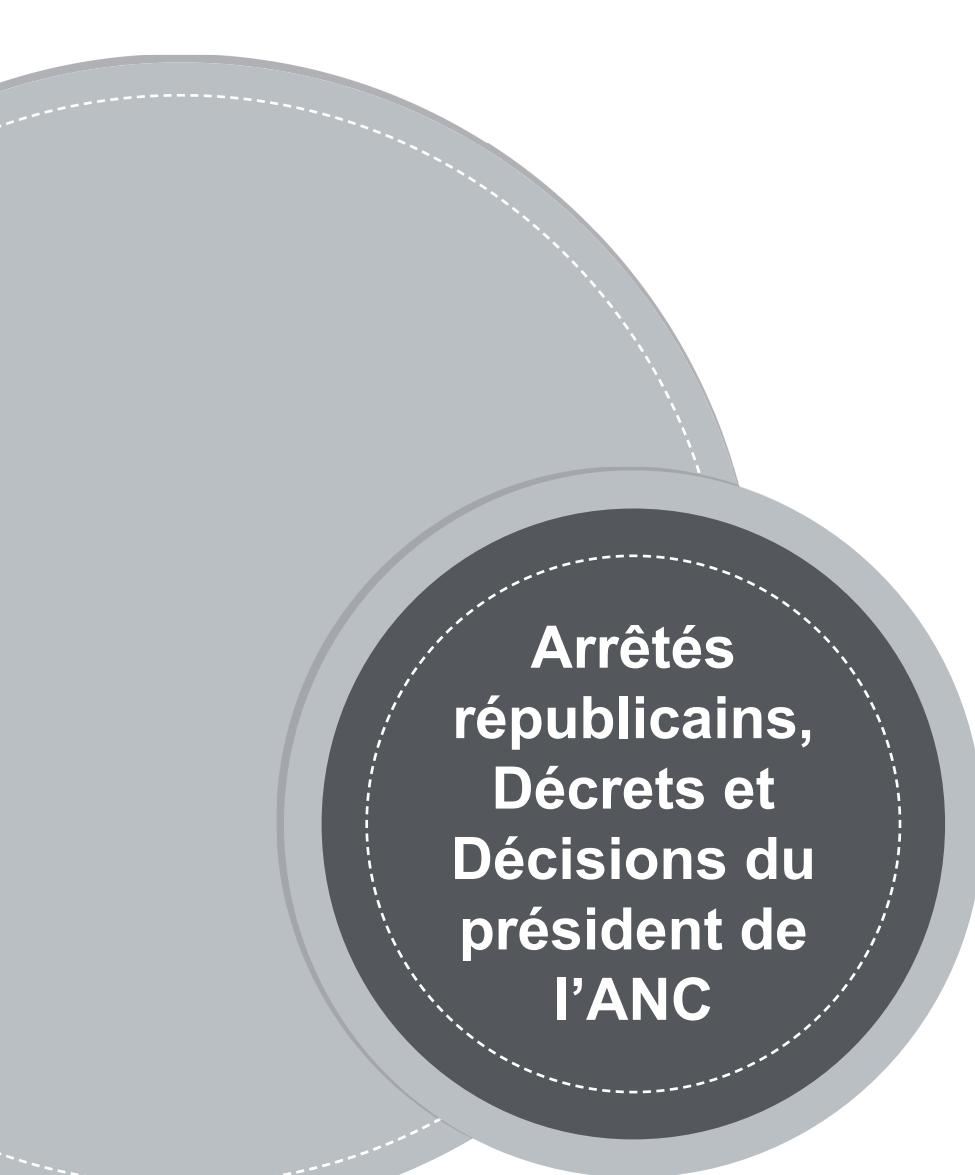
Article 4 – En cas d'organisation d'un second tour pour l'élection présidentielle, l'Instance supérieure indépendante pour les élections fixe les dates du scrutin relatif audit second tour conformément aux articles 102, 103 et 112 de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relatives aux élections et au référendum, sans dépasser dans tous les cas la fin de l'année 2014.

Article 5 – Outre les jours de fêtes nationales et religieuses, tous les jours de la semaine sont considérés ouvrables et sont pris en compte dans le calcul des délais relatifs aux recours électoraux prévus par la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et ce à l'égard des juridictions compétentes pour statuer sur les différents recours, et des parties concernées par ce contentieux.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 8 juillet 2014

Le président de la République
Mohamed Moncef El Marzougui



Arrêtés républicains, Décrets et Décisions du président de l'ANC

Décret n° 2011-1088, du 03 août 2011, fixant les circonscriptions électORALES et le nombre des sièges qui leur sont réservés pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale constituante (Traduction non-officielle)

Le Président de la République par intérim,

Sur proposition de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu le décret du 21 juin 1956, relatif à l'organisation administrative du territoire de la République tel que modifié et complété par les textes ultérieurs, et notamment la loi n° 2000-78 du 31 juillet 2000,

Vu le décret-loi n° 2011-6 du 18 février 2011, relatif à la création de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique,

Vu le décret-loi n° 2011-14 du 23 mars 2011, relatif à l'organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu le décret-loi n° 2011-27 du 18 avril 2011, relatif à la création de l'instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu le décret-loi n° 2011-35 du 10 mai 2011, relatif à l'élection d'une assemblée Nationale Constituante,

Vu le décret n° 2011-1086 du 3 Août 2011, portant convocation des électeurs pour élire les membres de l'assemblée nationale constituante,

Vu le tableau relatif aux estimations démographiques préparées par l'Institut national de la statistique à la date du premier janvier 2011,

Vu le tableau relatif aux statistiques concernant les personnes inscrites sur les listes électorales à l'étranger, élaborées par la direction générale des affaires consulaires au ministère des affaires étrangères,

Vu l'avis de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret dont la teneur suit :

Article premier - Le nombre total des sièges au sein de l'assemblée nationale constituante est fixé à deux cent dix sept (217) sièges. Le nombre total des circonscriptions électorales est fixé à trente trois (33) circonscriptions.

Article 2 - Le nombre des sièges réservés aux circonscriptions électorales sur le territoire tunisien est fixé à cent quatre vingt dix neuf (199) sièges, répartis sur vingt sept 27 circonscriptions électorales conformément au tableau « A », annexé au présent décret. Le nombre des sièges réservés aux circonscriptions électorales à l'étranger a été fixé à dix huit (18) sièges, répartis sur six (6) circonscriptions électorales conformément au tableau (B) annexé au présent décret.

Articles 3 - Le Premier ministre, les ministres, les secrétaires d'Etat et l'instance supérieure indépendante pour les élections, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisiene.

Tunis le 3 août 2011.

Le Président de la République par intérim
Fouad Mebazââ

Décision du président de l'Assemblée nationale constituante du 31 janvier 2014, portant publication des décisions de la séance plénière réunie les 8 et 9 janvier 2014 pour l'élection du conseil de l'instance supérieure indépendante pour les élections
(Traduction non-officielle)

Le Président de l'Assemblée nationale constituante,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2013-52 du 28 décembre 2013, et notamment son article 6, ainsi que les articles 24 et 98 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale constituante, et en exécution des décisions de l'assemblée plénière,

décide ce qui suit :

Article unique - Les décisions de l'assemblée plénière réunie les 8 et 9 janvier 2014 relative à l'élection des membres et du président du conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections sont publiées comme suit :

Premièrement : la liste définitive des neuf membres du conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, élus par l'assemblée plénière et classés par nombre de voix :

- Monsieur Mourad Ben Moualla, juge administratif, à 189 voix ;
- Monsieur Nabil Baffoun, huissier de justice, à 187 voix ;
- Madame Lamia Zargouni épouse Lassoued, juge judiciaire, à 178 voix ;
- Monsieur Riadh Bouhouchi, ingénieur en systèmes et sécurité informatiques, à 176 voix ;
- Monsieur Kamel Toujani, avocat, à 175 voix ;
- Monsieur Chafik Sarsar, enseignant universitaire, à 174 voix ;
- Madame Khamayel Fenniche, experte en communication, à 173 voix ;
- Madame Faouzia Drissi, représentant les Tunisiens à l'étranger, à 163 voix ;
- Monsieur Anouar Ben Hassen, expert en finances publiques, à 149 voix.

Deuxièmement : l'élection par l'assemblée plénière de monsieur Chafik Sarsar comme président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, au premier tour et à la majorité absolue, à 153 voix.

Le Bardo le 31 janvier 2014

Le président de l'Assemblée nationale constituante
Mustapha Ben Jaâfar

Arrêté Républicain n° 2014-163 du 24 juillet 2014 portant convocation des électeurs à élire un Président de la République⁴

Le Président de la République,

Vu la constitution, notamment ses articles 75 et 148,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics, notamment son article 11,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'instance supérieure indépendante pour les élections, et tous les textes qui l'ont complété ou amendé,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et aux référendums, notamment ses articles 101, 102, 103 et 112,

Vu la Loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014, fixant les dates de la première élection législative ainsi que la première élection présidentielle après l'adoption de la constitution,

Prend l'Arrêté Républicain dont la teneur suit :

Article premier - Les électeurs en Tunisie sont convoqués à élire le Président de la République, en premier tour, le dimanche, 23 novembre 2014.

Les électeurs à l'étranger sont convoqués à élire le Président de la République, en premier tour, les vendredi, samedi et dimanche, 21, 22 et 23 novembre 2014.

Article 2 - Le présent arrêté Républicain sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et entrera en vigueur dès sa publication.

Tunis le 24 juillet 2014.

Le Président de la République
Mohamed Moncef El Marzougui

⁴ JORT n° 59 du 26 juillet 2014, p. 1906.

Arrêté Républicain n° 2014-164 du 24 Juillet 2014, portant convocation des électeurs à élire les membres de l'assemblée des représentants du peuple⁵

Le Président de la République,

Vu la constitution, notamment ses articles 55 et 148,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics, notamment son article 11,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'instance supérieure indépendante pour les élections, et tous les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et aux référendums, notamment ses articles 101, 102 et 103,

Vu la loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014, fixant les dates de la première élection législative ainsi que la première élection présidentielle après l'adoption de la constitution,

Prend l'arrêté Républicain dont la teneur suit :

Article premier - Les électeurs en Tunisie sont convoqués à élire les membres de l'assemblée des représentants du peuple, le dimanche, 26 octobre 2014.

Les électeurs à l'étranger sont convoqués à élire les membres de l'assemblée des représentants du peuple, les vendredi, samedi et dimanche, 24, 25 et 26 octobre 2014.

Art. 2 - Le présent arrêté Républicain sera publié au Journal Officiel de la République

Tunisienne et entrera en vigueur dès sa publication.

Tunis le 24 juillet 2014.

Le Président de la République
Mohamed Moncef El Marzougui

⁵ JORT n° 59 du 26 juillet 2014, p. 1906.

Décret n° 2014-2761 du 1^{er} août 2014, fixant le plafond global des dépenses de la campagne électorale et le plafond du financement privé ainsi que le plafond du financement public et ses conditions et procédures, pour les élections législatives de l'année 2014⁶

Le chef du gouvernement,

Vu la constitution,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2014-3 du 3 février 2014 et la loi organique n° 2014-4 du 5 février 2014,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2013-44 du 1er novembre 2013 et la loi organique n° 2013-52 du 28 décembre 2013,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et référendums et notamment ses articles 25, 31, 48, 75, 76, 77, 78 et 81,

Vu la loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014, fixant les dates de la première élection législative ainsi que la première élection présidentielle après l'adoption de la constitution,

Vu l'avis de l'instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu l'avis du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Chaque liste déclarée définitivement retenue pour les élections législatives de l'année 2014, par l'instance supérieure

indépendante pour les élections, bénéficie d'une subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale, imputée sur le budget du ministère de l'économie et des finances.

Art.2 - Le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale susmentionnée, réservé à chaque liste déclarée définitivement retenue dans les circonscriptions électorales au sein du territoire de la République Tunisienne, est calculé sur la base du nombre des électeurs inscrits dans la circonscription électorale et l'évolution du coût de la vie, et ce, ainsi qu'il suit :

soixante-dix (70) dinars sur chaque mille électeurs dans la limite de cinquante mille (50 000) électeurs,

quarante-cinq (45) dinars sur chaque mille électeurs pour au-delà de cinquante mille (50 000) électeurs et dans la limite de cent mille (100 000) électeurs,

trente-cinq (35) dinars sur chaque mille électeurs pour au-delà de cent mille (100 000) électeurs et dans la limite de cent cinquante mille (150,000) électeurs,

trente (30) dinars sur chaque mille électeurs pour au-delà de cent cinquante mille (150,000) électeurs et dans la limite de deux cent mille (200,000) électeurs,

vingt-cinq (25) dinars sur chaque mille électeurs pour au-delà de deux cent mille (200,000) électeurs.

Le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale, tel que fixé au premier paragraphe du présent article, est majoré en fonction de la taille de la circonscription électorale, ainsi qu'il suit :

de six cent (600) dinars pour les circonscriptions électorales dont le niveau de densité de population est inférieur à 100 habitants au kilomètre carré (100 habitants/km²),

de quatre cent (400) dinars pour les circonscriptions électorales dont le niveau de densité de population est supérieur à 100 habitants au kilomètre carré (100 habitants/km²) et inférieur à 300 habitants au kilomètre carré (300 habitants/km²),

⁶ JORT n° 63 du 05 août 2014, p. 1957.

de deux cent (200) dinars pour les circonscriptions électORALES dont le niveau de densité de population est supérieur à 300 habitants au kilomètre carré (300 habitants/km²).

Art. 3 - Le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE, réservé à chaque liste déclarée définitivement retenue dans les circonscriptions électORALES à l'étranger, est calculé sur la base du nombre des électeurs inscrits dans la circonscription électORALE, tout en prenant en compte les mêmes montants et modalités de calcul mentionnés au premier paragraphe de l'article 2 du présent décret.

Le montant alloué conformément au premier alinéa du présent article, est multiplié par trois pour chaque liste.

Art. 4 - La première tranche du montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE, est versée au profit de chaque liste déclarée définitivement retenue, et ce, 7 jours au moins avant le début de la campagne électORALE.

La deuxième tranche du montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE, est versée au profit de chaque liste ayant recueilli 3% au moins des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électORALE ou ayant gagné un siège à l'Assemblée des ReprésenTANTS du Peuple, et ce, dans un délai maximum de 7 jours à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs.

Art. 5 - Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi organique n° 2014-16 susmentionnée, les listes déclarées définitivement retenues, qui contreviennent aux dispositions dudit article, ne bénéficient que de la moitié de la première tranche de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE.

Les listes mentionnées au premier alinéa du présent article, bénéficient de la moitié de la deuxième tranche de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE, en cas où elles recueillent 3% au moins des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électORALE ou elles gagnent un siège à l'Assemblée des ReprésenTANTS du Peuple.

L'instance supérieure indépendante pour les élections fournit au

ministère de l'économie et des finances, un état visé par son Président, contenant les listes mentionnées au premier alinéa du présent article.

Art. 6 - La deuxième tranche du montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE, est versée sur demande écrite adressée au trésorier régional territorialement compétent ou au comptable public compétent auprès des missions diplomatiques ou consulaires à l'étranger, et assortie :

- d'un état des dépenses effectuées indiquant pour chaque dépense : le nom du fournisseur ou du prestataire de services, le numéro de son matricule fiscal ou, le cas échéant, le numéro de sa carte d'identité nationale, les références de la facture ou de la liste, la nature de la dépense, son volume et son montant. Ledit état est visé par le candidat tête de liste et le mandataire.

Le visa doit comporter l'expression suivante :

« Je soussigné, atteste de l'authenticité des données contenues dans le présent état».

- des justificatifs établissant que la première tranche a été dépensée pour couvrir les frais de la campagne électORALE, et le dépôt de la comptabilité de la première tranche ainsi que les justificatifs de dépenses, auprès de la cour des comptes.

Le trésorier régional ou le comptable public auprès des missions diplomatiques ou consulaires à l'étranger, procède à la vérification de l'exactitude du calcul des dépenses de la première tranche et l'existence du visa du candidat tête de liste et le mandataire sur l'état des dépenses effectuées, susmentionné au premier tiret du présent article.

La deuxième tranche de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE, ne sera versée que lorsque le montant des dépenses contenu dans l'état est supérieur ou égal au montant de la première tranche de la subvention.

Art. 7 - Le versement de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électORALE, intervient par arrêté du ministre de l'économie et des finances sur présentation d'un état visé par le président de l'instance supérieure indépendante pour les élections et contenant :

- les listes déclarées définitivement retenues, pour le versement de la première tranche de la subvention.

- les listes ayant recueilli 3% au moins des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale ou ayant gagné un siège à l'Assemblée des Représentants du Peuple, pour le versement de la deuxième tranche de la subvention.

Art. 8 - Le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale, est versé sur le compte bancaire unique dédié à la campagne électorale, énoncé à l'article 82 de la loi organique n° 2014-16 susmentionnée.

Art. 9 - Les listes ayant recueilli moins de 3 % des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale et n'ayant pas gagné un siège à l'Assemblée des Représentants du Peuple, sont tenues de reverser spontanément la somme perçue, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale, dans un délai de 10 jours à compter de la proclamation des résultats définitifs des élections. Les membres desdites listes sont réputés solidaires pour le versement.

En cas de non versement spontané du montant de la première tranche de la subvention, dans le délai fixé au premier alinéa du présent article, il est procédé au recouvrement forcé des créances conformément aux dispositions du code de la comptabilité publique, par voie d'ordre de versement pour le compte de la trésorerie générale de la République Tunisienne, émis par le ministre de l'économie et des finances ou par celui ayant reçu délégation dudit ministre à cet effet, et ce, sur présentation d'un état visé par le président de l'instance supérieure indépendante pour les élections, contenant les listes ayant recueilli moins de 3% des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale et n'ayant pas gagné un siège à l'Assemblée des Représentants du Peuple.

Art. 10 - Le plafond global des dépenses de la campagne électorale, pour chaque liste déclarée définitivement retenue, est fixé à cinq fois le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale.

Art. 11 - Le plafond du financement privé, en monnaie ou en nature, pour chaque liste déclarée définitivement retenue, ne doit pas dépasser les deux cinquièmes du plafond global des dépenses de la campagne

électorale.

Art. 12 - Le paiement des dépenses de la campagne électorale s'effectue obligatoirement à travers le compte bancaire unique dédié à la campagne électorale, énoncé à l'article 82 de la loi organique n° 2014-16 susmentionnée.

Art. 13 - Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 1er août 2014.

Le Chef du Gouvernement
Mehdi Jomaa

Décret n° 2014-3038 du 29 août 2014, fixant le plafond global des dépenses de la campagne électorale et le plafond du financement privé ainsi que le plafond du financement public et ses conditions et procédures, pour l'élection présidentielle de l'année 2014 (Traduction non-officielle)

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2014-3 du 3 février 2014 et la loi organique n° 2014-4 du 5 février 2014,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2013-44 du 1er novembre 2013 et la loi organique n° 2013-52 du 28 décembre 2013,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et référendums et notamment ses articles 42, 48, 76, 77, 78 et 81,

Vu la loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014, fixant les dates de la première élection législative ainsi que la première élection présidentielle après l'adoption de la constitution,

Vu l'avis de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu l'avis du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'avis du Tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Chaque candidat déclaré définitivement retenu pour l'élection présidentielle de l'année 2014, par l'Instance supérieure indépendante pour les élections, bénéficie d'une subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale, imputée sur

le budget du ministère de l'économie et des finances.

Article 2 - Le montant de la subvention mentionnée dans l'article premier du présent décret, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale pour chaque candidat à l'élection présidentielle de l'année 2014 déclaré définitivement retenu, est calculé comme suit :

- quinze (15) dinars sur chaque mille électeur au niveau national pour le premier tour de l'élection présidentielle,

- dix (10) dinars sur chaque mille électeur au niveau national pour le second tour de l'élection présidentielle,

Article 3 - Le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale relative au premier tour de l'élection présidentielle est versé au profit de chaque candidat, ainsi qu'il suit :

- la première tranche du montant de la subvention, sept (7) jours au moins avant le début de la campagne électorale du premier tour,

- la deuxième tranche du montant de la subvention, au profit du candidat ayant recueilli 3% au moins des suffrages exprimés au niveau national, et ce dans un délai maximum de sept (7) jours à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs du premier tour.

Article 4 - Le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale relative au second tour de l'élection présidentielle est versé au profit des deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour, ainsi qu'il suit :

- la première tranche du montant de la subvention dans un délai de trois (3) jours au maximum à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs du premier tour,

- la deuxième tranche du montant de la subvention dans un délai maximum de sept (7) jours à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs.

Article 5 - Le candidat ayant recueilli moins de 3 % des suffrages exprimés au premier tour est tenu de reverser la somme perçue au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale.

Article 6 - La deuxième tranche du montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale du premier ou du second tour de l'élection présidentielle, est versée, selon le cas, sur demande écrite adressée au Trésorier général de la République Tunisienne, assortie :

- d'un état des dépenses effectuées indiquant pour chaque dépense : le nom du fournisseur ou du prestataire de services, le numéro de son matricule fiscal ou, le cas échéant, le numéro de sa carte d'identité nationale, les références de la facture ou de la liste, la nature de la dépense, son volume et son montant. Ledit état est visé par le candidat et le mandataire.

Le visa doit comporter l'expression suivante :

« Je soussigné, atteste de l'authenticité des données contenues dans le présent état».

- des justificatifs établissant que la première tranche a été dépensée pour couvrir les frais de la campagne électorale, et le dépôt de la comptabilité de la première tranche ainsi que les justificatifs de dépenses, auprès de la Cour des comptes.

Le Trésorier général de la République Tunisienne procède à la vérification de l'exactitude du calcul des dépenses de la première tranche et l'existence du visa du candidat et du mandataire sur l'état des dépenses effectuées, susmentionné au premier tiret du présent article.

La deuxième tranche de la subvention relative à chaque tour ne sera versée que lorsque le montant des dépenses contenu dans l'état est supérieur ou égal au montant de la première tranche de la subvention relative à chaque tour.

Article 7 - Le versement de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale, intervient par arrêté du Ministre de l'économie et des finances sur présentation d'un état visé par le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et contenant :

- la liste nominative des candidats déclarées définitivement retenus pour le versement de la première tranche de la subvention relative au premier tour.

- la liste nominative des candidats ayant recueilli 3% au moins des suffrages exprimés au niveau national, pour le versement de la deuxième tranche de la subvention relative au premier tour,

- les noms des deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour, pour le versement de la première tranche de la subvention relative au second tour.

Article 8 - Le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale, est versé sur le compte bancaire unique dédié à la campagne électorale, prévu par l'article 82 de la loi organique n° 2014-16 susmentionnée.

Article 9 - Les candidats ayant recueilli moins de 3 % des suffrages exprimés au premier tour sont tenues de reverser spontanément la somme perçue, dans un délai de dix (10) jours à compter de la proclamation des résultats définitifs dudit tour.

En cas de non restitution spontanée du montant mentionné dans le délai fixé au premier alinéa du présent article, il est procédé au recouvrement forcé des créances conformément aux dispositions du code de la comptabilité publique, par voie d'ordre deversement pour le compte de la Trésorerie générale de la République Tunisienne, émis par le Ministre de l'économie et des finances ou par celui ayant reçu délégation dudit Ministre à cet effet, et ce, sur présentation d'un état visé par le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, contenant les noms des candidats ayant recueilli moins de 3% des suffrages exprimés au niveau national au premier tour.

Article 10 - Le plafond global des dépenses de la campagne électorale relative à chaque tour, pour chaque candidat déclarée définitivement retenue, est fixé à dix (10) fois le montant de la subvention, au titre d'aide publique au financement de la campagne électorale.

Article 11 - Le plafond du financement privé, en monnaie ou en nature, relativement à chaque tour et pour chaque candidat déclaré définitivement retenu, ne doit pas dépasser les huit dixième (8/10) du plafond global des dépenses de la campagne électorale.

Article 12 - Le paiement des dépenses de la campagne électorale s'effectue obligatoirement à travers le compte bancaire unique dédié à

la campagne électorale, prévu à l'article 82 de la loi organique n° 2014-16 susmentionnée.

Article 13 - Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 29 août 2014.

Le Chef du Gouvernement
Mehdi Jomaa

Décret n° 2014-3272 du 07 août 2014 relatif à la mise à disposition des agents publics auprès de l'Instance supérieure indépendante pour les élections à l'occasion des élections et du référendum (Traduction non-officielle)

Le chef du gouvernement,

Sur proposition de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution et notamment ses articles 125 et 126,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs, et notamment son article 22,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et référendums,

Vu l'avis du Tribunal administratif,

Vu la délibération du Conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier – En application des dispositions de l'article 22 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012, relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, les agents publics peuvent être mis à la disposition de l'Instance conformément aux conditions et modalités fixées dans le présent décret.

Article 2 - La mise à disposition à l'occasion des élections et du référendum se fait pour une durée qui sera fixée par une décision du conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, à condition qu'elle ne dépasse pas une année.

Article 3 - Les administrations d'origine des agents mis à disposition de l'Instance continuent à supporter l'ensemble des charges en salaires et indemnités perçus par lesdits agents. L'Instance leur alloue une indemnité spécifique en contre partie des charges supplémentaires occasionnées par l'organisation des élections et des référendums.

Le montant de l'indemnité spécifique, ainsi que les modalités et les procédures de son paiement seront fixés par une décision du Conseil de l'Instance.

Article 4 - Les agents mis à disposition de l'Instance conservent tous les droits et avantages dont ils bénéficient dans leurs administrations d'origine, y compris leurs emplois fonctionnels, leur ancienneté générale et leur ancienneté dans le grade.

Article 5 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis le 7 août 2014.

Le Chef du Gouvernement
Mehdi Jomaa



Décisions de
l'Instance supérieure
indépendante pour les
élections et de la Haute
autorité indépendante
de la communication
audiovisuelle



Décision n° 2014-5 du 24 avril 2014, portant règlement intérieur de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée par la décision n° 2014-12 du 16 juillet 2014 (Traduction et consolidation non-officielles)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Sur proposition du Directeur exécutif de l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;

Vu la Constitution de la République tunisienne et notamment ses articles 125 et 126 ;

Vu la loi constitutionnelle n° 2011-6 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant, dont la loi organique n°2013-52 du 28 décembre 2013 et notamment son article 27 ;

Après délibération et discussion décide ce qui suit :

Article premier: L'Instance supérieure indépendante pour les élections est une autorité publique indépendante et permanente ayant son siège à Tunis. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière.

Article 2: L'Instance supérieure indépendante pour les élections veille à assurer des élections et référendums démocratiques, libres, pluralistes, intègres et transparents. Elle est chargée de l'organisation, la gestion et la supervision des élections et référendums conformément à la législation électorale et à la loi organique n°2012-23 du 20 décembre 2012 telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

Chapitre premier : Composition et prérogatives de l'Instance

Article 3 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections se compose du Conseil de l'Instance, d'un organe exécutif et le cas échéant d'instances régionales. A l'occasion d'élections ou référendums, le Conseil de l'Instance peut créer des organes temporaires.

Article 4 : Le Conseil de l'Instance fixe les directives générales du travail de l'Instance et statue sur toutes les questions relevant de sa compétence en vertu de la loi. Il peut déléguer une partie de ces prérogatives au Président de l'Instance, à l'organe exécutif ou aux instances régionales pouvant être créées à l'occasion d'élections ou référendums.

Le Conseil de l'Instance peut charger ses membres de missions qu'il détermine. Il peut créer des commissions permanentes ou Ad hoc.

Le Conseil de l'Instance peut créer des groupes de travail composés d'experts pour l'assistance technique. Il en fixe la forme, la composition et le champ d'action.

Article 5 : La durée du mandat des membres du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est de 6 ans non renouvelables.

Le renouvellement de la composition du Conseil de l'Instance se fait selon les procédures prévues par les articles 5, 6 et 7 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections transmet au Président de l'Assemblée des représentants du peuple la liste des membres concernés par le renouvellement et l'informe de la date de la fin de leur mission, et ce trois mois au moins avant la date de la fin de leurs mandats.

Les membres dont le mandat est arrivé à expiration continuent à exercer l'ensemble de leurs prérogatives au sein du Conseil jusqu'à ce que les nouveaux membres prennent leurs fonctions.

Article 6 : Les membres du Conseil de l'Instance sont tenus, pendant la durée de leur mandat, des obligations leur incombant en vertu de la loi. Ils s'abstiendront de tout acte ou dire pouvant affecter leur engagement au respect des conditions et obligations auxquelles ils sont tenus, ou le bon fonctionnement de l'Instance.

Les membres du Conseil de l'Instance s'engagent à se consacrer exclusivement à l'exercice de leurs fonctions et à assister aux réunions du Conseil de l'Instance.

Il est interdit au membre de s'absenter trois (3) fois consécutives et sans motif légal des réunions du Conseil de l'Instance auxquelles il a été dûment convoqué.

Le Conseil de l'Instance se charge de rappeler au membre ayant été absent sans motif légal à deux réunions consécutives du Conseil, auxquelles il a été dûment convoqué, l'obligation de présence qui lui incombe légalement, et l'avertit par tout moyen laissant une trace écrite.

Est considéré en situation d'abandon de poste, le membre qui s'absente sans motif légal à trois réunions successives du Conseil de l'Instance en dépit de son avertissement par le Conseil de l'Instance.

Aucun membre ne peut participer aux délibérations auxquelles il a un intérêt personnel direct ou indirect, ou une relation personnelle directe ou indirecte affectant son respect des conditions et des obligations lui incombant en vertu de la loi, ou affectant le bon fonctionnement de l'Instance.

Article 7 : Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est son représentant légal. Il est le président de son Conseil et l'ordonnateur de son budget. Il est notamment chargé de :

- Présider les réunions du Conseil de l'Instance et les réunions des commissions lorsqu'il y assiste ;
- Fixer les dates des réunions, convoquer aux réunions, en fixer l'ordre du jour, en assurer la direction et y maintenir l'ordre ;
- Prendre les mesures nécessaires à la mise en exécution des délibérations du Conseil de l'Instance conformément à la loi et aux dispositions du présent règlement intérieur ;
- Représenter l'Instance auprès de toutes les instances constitutionnelles et de tous les pouvoirs politiques, administratifs et juridictionnels compétents ;
- Contrôler l'organe exécutif et s'assurer de la présentation au Conseil de l'Instance des rapports périodiques relatifs à la gestion administrative, financière et technique dudit organe ;
- Gérer le budget conformément aux lois en vigueur, aux directives générales arrêtées par le Conseil de l'Instance et aux principes de

la bonne gouvernance afin de garantir une gestion financière sûre, honnête et transparente.

Le président de l'Instance peut, après consultation de son Conseil, déléguer certains de ses pouvoirs au vice-président ou à un membre du Conseil de l'Instance. Il peut déléguer sa signature au vice-président, à un membre du Conseil ou à l'administration exécutive.

Les décisions de délégation sont publiées au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance.

Article 8 : Le vice-président de l'Instance est nommé parmi les membres de son Conseil par consensus ou, le cas échéant, à la majorité absolue de ses membres.

Le vice-président de l'Instance assiste le président dans l'accomplissement de ses propres fonctions ou de celles qui lui ont été déléguées par le Conseil de l'Instance et ce, dans les limites de la délégation qui lui a été faite par le président de l'Instance, ou dans le cadre de la répartition des tâches décidée par le Conseil de l'Instance.

Article 9 : Sont directement rattachés au Conseil de l'Instance :

- le cabinet du Conseil de l'Instance ;
- l'unité de la documentation et des archives ;
- L'unité de l'audit et du contrôle interne.

Le cabinet du Conseil supervise les principaux services suivants :

- Le Bureau d'ordre central ;
- Le secrétariat du Conseil de l'Instance ;
- Le protocole ;
- L'information ;
- La coopération internationale.

L'organisation du cabinet du Conseil ainsi que ses modalités de fonctionnement sont fixées conformément à l'organigramme approuvé par le Conseil de l'Instance.

Article 10 : L'Instance veille à la mise en place d'un système de contrôle interne des procédures administratives, financières et comptables qui garantit la sécurité, l'intégrité et la transparence des états financiers, et leur conformité aux lois en vigueur. Une unité d'audit et de contrôle interne est créée à cette fin. Elle est présidée par un expert-comptable et sera rattachée directement au Conseil de l'Instance.

L'unité d'audit et de contrôle interne exerce ses fonctions en toute indépendance et avec professionnalisme conformément aux standards internationaux en matière d'audit interne et ce, à travers le suivi d'un plan annuel approuvé par le Conseil de l'Instance en vue d'améliorer la performance, la gestion des risques et le contrôle de toutes les actions de l'Instance.

L'unité d'audit et de contrôle interne soumet directement et périodiquement ses rapports au Conseil de l'Instance, lequel peut la charger d'autres missions d'audit en cas de nécessité.

L'unité d'audit et de contrôle interne prépare un rapport annuel qui doit être soumis au Conseil de l'Instance et publié sur le site électronique de l'Instance.

Le Conseil de l'Instance délibère sur les rapports qui lui sont soumis par l'unité d'audit et de contrôle interne et statue sur les recommandations et les questions qui y figurent.

Chapitre II : L'organe exécutif

Article 11 (nouveau) : L'organe exécutif de l'Instance supérieure indépendante pour les élections se compose d'un directeur exécutif, d'une administration centrale et d'administrations régionales.

Le directeur exécutif dirige l'organe exécutif sous la supervision du Conseil de l'Instance et le contrôle de son président. Il veille au bon fonctionnement de l'administration de l'Instance sur les plans administratif, financier et technique. Périodiquement ou chaque fois que le président ou les membres du Conseil de l'Instance le lui demandent, il soumet au président et au Conseil de l'Instance des rapports sur la

gestion administrative, financière et technique, et met à leur disposition, à chaque fois qu'ils le sollicitent, toutes les données et tous les documents dont ils demandent à prendre connaissance.

Le directeur exécutif peut *[déléguer sa signature]* à l'un de ses collaborateurs. L'acte de délégation est publié au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance.

L'organisation administrative, financière et technique de l'organe exécutif est fixée par une décision du Conseil de l'Instance.

Chapitre III : Les instances régionales

Article 12 : L'Instance peut, à l'occasion d'élections ou référendums, créer des instances régionales chargées de l'aider à accomplir ses missions telles que définies par la loi.

L'Instance régionale se compose d'un président et de trois membres au plus choisis par le Conseil de l'Instance à la majorité absolue des membres conformément aux conditions prévues par les articles 7 et 12 de la loi n° 2012-23 et sous réserve des dispositions de l'article 5 de la même loi.

Les procédures de sélection, les modalités de nomination et le régime de rémunération des membres des instances régionales sont fixés par une décision du Conseil de l'Instance.

Sous réserve des dispositions de la loi électorale, le Conseil de l'Instance peut déléguer aux instances régionales les tâches suivantes :

- Assurer le suivi des opérations d'inscription des électeurs, statuer sur les contestations et assurer le suivi des recours les concernant au niveau de la circonscription électorale en question ;

- Veiller à la publication et à la mise à jour du registre électoral au niveau territorial relevant de sa compétence ;

- Examiner les dossiers des listes de candidats ou formuler des recommandations à leur sujet ;

- Examiner et approuver la répartition des lieux et des espaces de publicité électorale ;

- Assurer le suivi et statuer sur les infractions relatives à la campagne électorale ;

- Assurer le suivi des opérations de vote et de dépouillement, et superviser l'opération de compilation des résultats ;

- Assurer le suivi des recours concernant les listes candidates et représenter l'Instance devant les juridictions compétentes ;

- Participer à l'élaboration du rapport final sur le processus électoral et formuler des recommandations ;

- Représenter le Conseil de l'Instance auprès des partis politiques et des organisations de la société civile actives dans le cadre de son champ de compétence territoriale, conformément aux directives arrêtées par le Conseil de l'Instance ;

- Assurer toute autre tâche que le Conseil de l'Instance décide de déléguer aux instances régionales.

L'Instance organise des programmes et des cycles de formation au profit des membres des instances régionales auxquels ils s'engagent à assister.

Dès la prise de leurs fonctions, les membres des instances régionales signent un engagement au respect des limites de leurs prérogatives et de la délégation qui leur est accordée. Le Conseil de l'Instance peut prendre les mesures nécessaires à l'encontre de tout membre qui outrepasse les limites de la délégation.

Le coordinateur de l'administration régionale se charge, sous la supervision de l'administration centrale de l'Instance, d'informer les membres des instances régionales de tout ce qui a été nouvellement décidé par le Conseil de l'Instance au niveau opérationnel et procédural. Il se charge également de la préparation matérielle des travaux de l'Instance.

Chapitre IV : Les réunions de l'Instance

Article 13 : Les réunions du Conseil de l'Instance sont tenues à la demande de son président ou de la moitié de ses membres. Ses réunions ne se tiennent qu'en présence des deux-tiers des membres.

Le Conseil de l'Instance fixe les modalités permettant aux membres de participer à distance aux réunions moyennant les techniques modernes et sécurisées de communication.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, le Conseil de l'Instance peut tenir des réunions non officielles avec les membres présents, à condition de se limiter à la délibération et sans possibilité de prise de décision.

Le Conseil de l'Instance fixe la périodicité des réunions ordinaires, à condition qu'il y ait au moins une réunion périodique par mois en dehors des périodes électorales ou référendaires.

Les convocations aux réunions sont envoyées aux membres du Conseil et au directeur exécutif par écrit, deux (2) jours au moins avant la date de la réunion ordinaire.

La convocation est accompagnée de l'ordre du jour détaillé, d'une copie du procès-verbal de la réunion précédente et de tous les documents disponibles relatifs aux questions prévues dans l'ordre du jour.

En période électorale et référendaire, la convocation aux réunions du Conseil de l'Instance se fait dans des délais réduits en considération de l'urgence, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

Au début de la réunion, les membres du Conseil et le directeur exécutif peuvent proposer l'ajout de questions supplémentaires à l'ordre du jour.

Le directeur exécutif assiste aux réunions du Conseil de l'Instance sans disposer d'un droit de vote.

Les délibérations du Conseil de l'Instance sont rapportées dans un procès-verbal numéroté et paraphé par le président de l'Instance comportant obligatoirement les mentions suivantes :

- La date, l'heure et le lieu de la réunion ;

- La liste des membres présents, celle des membres absents et, le cas échéant, les motifs de leur absence;

- L'ordre du jour de la réunion ;
- Les décisions adoptées et la majorité obtenue pour leur adoption.

Le procès-verbal est signé par les membres du Conseil présents.

Les décisions du Conseil de l'Instance sont prises à la majorité absolue de ses membres et signées par son président.

Le président de l'Instance se charge, en collaboration avec les autres membres, du suivi de l'exécution des décisions avec le directeur exécutif.

Un résumé des délibérations du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections est publié au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance.

Article 14 : Le Conseil de l'Instance peut créer des commissions spécialisées chargées d'établir les politiques, d'assurer le suivi des dernières évolutions, d'approuver les plans opérationnels des élections et des référendums et d'en suivre l'exécution avec l'organe exécutif. Ces commissions peuvent être centrales ou régionales, permanentes ou ad hoc.

Le Conseil de l'Instance fixe la composition des commissions et détermine leurs prérogatives qui ne doivent pas empiéter sur le domaine de compétence de l'organe exécutif. Toutes les commissions travaillent sous la supervision du Conseil de l'Instance et lui soumettent leurs rapports et recommandations.

Le Conseil de l'Instance procède à la détermination des obligations mise à la charge de l'ensemble des agents, des coopérants et cocontractants de l'Instance dans le cadre de codes de bonne conduite qui seront publiés sur le site électronique de l'Instance.

Le code de bonne conduite est considéré comme une partie intégrante des contrats et conventions passés par l'Instance. La partie cocontractante de l'Instance ou celle qui coopère avec elle est appelée à déclarer, conformément à une déclaration-type préparée par l'Instance, avoir eu connaissance du contenu du code de bonne conduite et s'engage à ne pas contrevénir à ses dispositions.

L'Instance peut se faire assister par des experts et des spécialistes dans l'accomplissement de ses missions.

Chapitre V : Le pouvoir réglementaire

Article 15 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections est dotée d'un pouvoir réglementaire spécial dans le domaine électoral.

Le Conseil de l'Instance édicte les règlements nécessaires à la mise en œuvre de la législation électorale, à l'exécution des missions dont il est en charge et à faire respecter la législation électorale par l'ensemble des intervenants dans le processus électoral, y compris en infligeant des sanctions non pénales en cas d'infractions électORALES. Il prend des règlements notamment dans les domaines suivants :

- L'organigramme du Conseil de l'Instance et de son organe exécutif ;
- Les systèmes de gestion financière et administrative ;
- Les codes de bonne conduite ;
- L'établissement du calendrier électoral et référendaire conformément aux délais fixés par la Constitution et par la loi électorale ;
- Les règles et procédures relatives à l'accréditation des représentants des candidats, des observateurs, des hôtes et des journalistes nationaux et étrangers ;
- Les règles et procédures d'enregistrement des électeurs ;
- Les règles et procédures de candidature ;
- Les règles et procédures de contrôle et de financement de la campagne électORALE ;
- Les règles et procédures de vote et de dépouillement ;
- Les procédures de proclamation des résultats ;
- Les règles et procédures de sécurisation des archives électORALES.

Chapitre VI : Le budget et ses modalités de gestion

Article 16 : L'Instance est dotée d'un budget propre. Ses ressources sont constituées de fonds annuels imputés sur le budget de l'Etat.

Les dépenses budgétaires de l'Instance sont constituées des :

- dépenses de fonctionnement de l'Instance ;
- dépenses d'équipement ;
- dépenses électORALES et référendaires.

Le Conseil de l'Instance détermine les orientations générales du budget annuel de l'Instance et en informe le directeur exécutif.

Le directeur exécutif prépare le projet du budget annuel de l'Instance conformément aux orientations générales arrêtées par le Conseil de l'Instance tout en tenant compte des délais prévus par la loi organique du budget et des textes juridiques y afférents. Ensuite, il le transmet au Conseil de l'Instance pour approbation.

Le Conseil de l'Instance délibère sur le projet de budget qui lui est soumis par le directeur exécutif et l'arrête sous sa forme finale.

Le président de l'Instance soumet le projet de budget au Gouvernement pour avis, conformément aux délais prévus par la loi organique du budget et les textes juridiques y afférents. Il le transmet par la suite à l'Assemblée des représentants du peuple pour approbation conformément aux procédures relatives au budget de l'Etat.

L'Instance procède à la publication du budget sur son site électronique.

L'Instance peut préparer un projet de budget complémentaire en cas de situations d'urgence nécessitant l'organisation d'élections ou de référendums en dehors de leurs échéances ordinaires.

Article 17 : Les états financiers sont établis conformément aux règles de la comptabilité des établissements tels que définies par la loi n° 1996-112 du 30 décembre 1996.

Article 18 : Tous les marchés de l'Instance sont conclus et exécutés conformément aux procédures relatives aux marchés publics des entreprises publiques, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la loi n° 2012-23 ou des lois la modifiant.

Le Conseil de l'Instance veille à l'édition des règlements spécifiques garantissant la transparence de l'ensemble du processus de conclusion des marchés publics. Il s'assure du respect de l'obligation d'absence de conflit d'intérêts par tous les intervenants dans ce processus.

Les dépenses de l'Instance sont dispensées du contrôle a priori des dépenses publiques.

Article 19 : Les cas où l'ordre de paiement doit être préalablement approuvé par le Conseil de l'Instance sont fixés par une décision dudit Conseil.

Les formalités et les conditions de délégation des prérogatives financières sont fixées par une décision du Conseil de l'Instance.

Article 20 : Les comptes financiers de l'Instance sont soumis au contrôle de deux (2) commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de la République tunisienne et désignés par le Conseil de l'Instance, conformément à la législation en vigueur relative aux établissements et entreprises publics, pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois.

L'Instance œuvre pour le respect des principes de la concurrence, la transparence et l'absence de conflits d'intérêts lors de la sélection des commissaires aux comptes.

Le Conseil de l'Instance statue sur les réserves éventuellement émises par les commissaires aux comptes dans le cadre du rapport financier annuel et ordonne, le cas échéant, la formation d'une commission d'investigation pour enquêter sur les motifs de ces réserves et établir des plans permettant de les éviter ultérieurement.

Le Conseil de l'Instance approuve les comptes financiers annuels de l'Instance à la lumière du rapport des deux (2) commissaires aux comptes dans un délai ne dépassant pas le 30 avril de l'année qui suit, ensuite, il les transmet à l'Assemblée des représentants du peuple pour approbation.

Après son approbation par l'Assemblée des représentants du peuple, le rapport financier de l'Instance est publié au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance dans un délai ne dépassant pas le 30 juin de l'année qui suit.

En cas de non approbation du rapport financier par l'Assemblée des représentants du peuple et de formation d'une commission d'investigation, le Conseil de l'Instance met à la disposition de ladite commission une équipe de l'administration des affaires financières et des commissaires aux comptes qui sera chargée de lui faciliter sa mission. Dans le cas où ladite commission conclut à l'existence d'irrégularités dans les comptes, le Conseil de l'Instance ordonne incessamment une enquête interne en vue de définir les responsabilités concernant ces irrégularités et de prendre les mesures disciplinaires et judiciaires nécessaires pour les réprimer.

Les comptes financiers de l'Instance sont soumis au contrôle a posteriori de la Cour des comptes.

Chapitre VII : Les cas de révocation et de fin de mandat

Article 21 : Le président ou l'un des membres du Conseil de l'Instance ne peut être révoqué que dans les cas suivants :

- Commission d'une faute grave dans l'accomplissement des obligations qui lui incombent en vertu de la loi ;
- Non-déclaration d'une situation de conflit d'intérêts permanent au sens du cinquième alinéa de l'article 13 de la loi portant création de l'Instance ;
- Condamnation par un jugement irrévocable pour un délit intentionnel ou pour un crime.

Le Conseil de l'Instance doit délibérer sur la pertinence de la demande de révocation de son président ou de l'un de ses membres avant de la transmettre à l'Assemblée des représentants du peuple. Le président ou le membre concerné doit obligatoirement être entendu et bénéficier de moyens de défenses adéquats. Tous ces éléments doivent être rapportés dans un procès-verbal.

La demande de révocation est présentée à l'Assemblée des représentants du peuple par au moins la moitié des membres du Conseil de l'Instance, pour approbation à la majorité absolue des membres de l'Assemblée.

Article 22 : Le mandat de membre à l'Instance prend fin dans l'un des cas suivants :

- l'expiration de la durée légale du mandat,
- le décès,
- la démission,
- l'incapacité permanente,
- la révocation,
- le désistement.

Le Conseil de l'Instance statue sur la demande de démission dans un délai maximum d'une semaine à partir de la date de dépôt de la demande au bureau d'ordre.

Le Conseil de l'Instance constate le cas de vacance et en prend acte dans un procès-verbal spécial qu'il transmet avec les autres pièces du dossier à l'Assemblée des représentants du peuple qui procède, à la demande du président de l'Instance ou de la moitié des membres de son Conseil, au remplacement du poste vacant conformément aux procédures prévues à l'article 6 de la loi organique n° 2012-23.

Le présent règlement s'applique à compter de la date de son adoption et sera publié au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

Tunis, le 24 avril 2014

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-8 du 04 juin 2014, portant création des instances régionales pour les élections et fixant leurs prérogatives et les modalités de leur fonctionnement [référencement inclus]⁷ (Traduction et consolidation non-officielles)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 125 et 126 ;

Vu la loi constitutive n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs, et notamment ses articles 19 et 21 ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum ;

Vu la décision n° 5 du 24 avril 2014 portant règlement intérieur de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, et notamment ses articles 4 et 12 ;

après délibération et discussion, décide ce qui suit :

Article premier : Est créée, à l'occasion des élections présidentielle et législatives de 2014, dans chaque circonscription électorale, une instance régionale pour les élections chargée d'aider le Conseil de l'Instance centrale à accomplir ses missions conformément à la loi et au règlement intérieur de l'Instance.

Chaque instance régionale se compose d'un président et de trois membres au plus, choisis par le Conseil de l'Instance à la majorité absolue de ses membres, conformément aux conditions prévues par la loi n° 2012-23 et aux dispositions de la présente décision.

⁷ Il s'agit du rectificatif publié au JORT n° 52 du 01 juillet 2014, p. 1811 (en arabe), reprenant la numérotation des articles du Chapitre II de la présente décision « de l'article 7 à l'article 10 » au lieu de « de l'article 6 à l'article 9 ».

Chapitre premier

Les conditions et procédures de nomination des membres des instances régionales et le régime de leur rémunération

Article 2 : Le candidat à l'instance régionale doit :

- être électeur ;
- appartenir à une des catégories professionnelles mentionnées dans l'article 5 de la loi organique n° 2012-23 susvisée ;
- être âgé de 35 ans au moins ;
- être intègre, indépendant et neutre ;
- être compétent et avoir de l'expérience ;
- s'engager à se consacrer à plein temps à l'exercice des fonctions au sein de l'instance régionale tout au long de sa mission ;
- ne pas être un membre élu dans un des ordres professionnels ;
- ne pas avoir adhéré ou exercé une activité dans n'importe quel parti politique pendant les cinq (5) années précédant la date de l'ouverture des candidatures ;
- ne pas avoir assumé une quelconque responsabilité au sein du Rassemblement constitutionnel démocratique dissout, ou appelé le président de la République déchu à se porter candidat pour un nouveau mandat ;
- ne pas avoir assumé une responsabilité au sein du gouvernement ou en tant que gouverneur ou secrétaire général de gouvernorat ou délégué ou chef de secteur (*omda*), durant la mandature du président déchu ;
- se porter candidat au niveau d'une seule circonscription. Toute candidature n'obéissant pas à la présente condition est rejetée.

En ce qui concerne les instances régionales à l'étranger, outre les conditions susmentionnées, le candidat doit :

- être titulaire d'une carte consulaire dans sa circonscription électorale de rattachement à l'étranger ;

- maîtriser la langue arabe, en plus de la maîtrise de la langue de sa circonscription électorale de rattachement à l'étranger.

Article 3 : Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

- le formulaire de candidature téléchargé à partir du site électronique de l'Instance ;
- le curriculum vitae accompagné des justificatifs de la compétence et de l'expérience certifiés conformes ;
- une copie certifiée conforme des diplômes scientifiques ;
- une copie de la carte d'identité nationale ;
- le bulletin n° 3 ou le récépissé du dépôt de la demande dudit bulletin ;
- deux photos d'identité ;
- un certificat médical ;
- une déclaration sur honneur légalisée, attestant que le candidat remplit les conditions prévues par l'article 7 de la loi n° 2012-23 susvisée, et certifiant de l'authenticité des données mentionnées sur le formulaire de candidature.

Le dossier de candidature est adressé au siège central de l'Instance supérieure indépendante pour les élections par l'un des moyens suivants :

- le dépôt direct au bureau d'ordre central ;
- une lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Rapid-Poste.

Concernant la candidature aux instances régionales à l'étranger, la demande peut être envoyée par voie de courrier électronique, sous réserve de présentation des documents originaux en cas d'admission définitive.

Le délai maximal pour le dépôt des candidatures est communiqué par l'Instance à travers les médias et le site électronique de l'Instance.

Article 4 : L'Instance procède dans une première étape à la présélection des demandes de candidature qui remplissent les conditions légales.

Avant de statuer sur les candidatures, le Conseil de l'Instance procède, le cas échéant, à la convocation des candidats remplissant les conditions légales pour un entretien avec le Conseil ou avec la commission qui peut être désignée par ce dernier à cet effet.

En cas de non-réception de candidatures relativement aux instances régionales dans une ou plusieurs circonscriptions, ou si le nombre des candidatures remplissant les conditions légales est inférieur au nombre requis, le Conseil de l'Instance peut parer au manque en utilisant les candidatures conformes aux conditions légales et présentées dans une autre circonscription. En cas d'impossibilité, et sous réserve des conditions légales prévues par la loi portant création de l'Instance, le Conseil de l'Instance peut nommer des membres parmi les présidents ou les membres des instances régionales formées à l'occasion des élections du 23 octobre 2011, ou parmi d'autres personnes remplissant les conditions susmentionnées.

Le Conseil de l'Instance choisit le président et les membres de chaque instance régionale à la majorité absolue de ses membres.

La liste des candidats admis est publiée sur le site électronique de l'Instance. La validité des candidatures peut être contestée dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date de la publication.

Le Conseil de l'Instance statue sur les contestations dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date d'expiration du délai de recours, et établit une liste définitive des candidats admis pour chaque instance régionale.

Article 5 : Le président et les membres des instances régionales sont nommés par une décision du président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

Article 6 : Est attribuée au président et aux membres des instances régionales une indemnité mensuelle nette de la valeur de deux mille sept cent (2700) dinars.

Chapitre II **Les prérogatives des instances régionales**

Article 7 : En application des dispositions de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23, le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections délègue aux instances régionales certaines de ses compétences mentionnées ci-dessous :

1) Concernant l'inscription des électeurs :

- Assurer le suivi des opérations d'inscription des électeurs, conformément à la décision du Conseil de l'Instance relative aux règles et procédures d'inscription des électeurs pour les élections et le référendum ;
- Mettre les listes électorales à disposition du public aux sièges de l'Instance et ceux des communes, des délégations ou des secteurs (*Imadas*), ainsi qu'aux sièges des missions diplomatiques ou des consulats tunisiens à l'étranger ;
- Recevoir et statuer sur les demandes de réclamation relatives aux listes électorales ;
- Représenter l'Instance auprès des tribunaux compétents en matière de contentieux des listes électorales, excepté le contentieux des listes électorales à l'étranger.

2) Concernant les candidatures aux élections législatives :

- Recevoir et statuer sur les demandes de candidature aux élections législatives, et ce conformément à la décision de l'Instance fixant les règles et procédures de candidature à l'élection des membres de l'Assemblée des représentants du peuple ;
- Recevoir et statuer sur les demandes de retrait des candidatures ;
- Représenter l'Instance auprès des tribunaux compétents en matière de contentieux relatif aux candidatures, excepté le contentieux relatif aux candidatures des représentants des Tunisiens à l'étranger ;
- Exécuter les jugements irrévocables relatifs aux candidatures.

3) Concernant la campagne électorale :

- Cordonner les travaux des agents contrôleurs ;
- Contrôler et imposer le respect des règles de la campagne, et ce conformément aux décisions du Conseil de l'Instance fixant les règles d'organisation et de financement de la campagne, ainsi que ses procédures ;
- Tenir le registre spécial relatif aux réunions électorales ou référendaires ;
- Contrôler les endroits réservés au placardage des affiches des listes candidates pour les élections législatives, des candidats pour l'élection présidentielle et des partis pour les référendums ; et coordonner avec les autorités concernées.

4) Concernant le vote et le dépouillement :

- Désigner les agents des centres et bureaux de vote, du bureau centralisateur et, le cas échéant, des centres de collectes ;
- Superviser les centres et les bureaux de vote, le bureau central et les centres de collecte le cas échéant ;
- Coordonner avec les structures administratives compétentes, afin de garantir le bon déroulement des opérations de vote et de dépouillement.

5) Concernant la formation et la sensibilisation

- Superviser les campagnes de sensibilisations et les cycles de formation organisés par le Conseil de l'Instance dans la circonscription électorale.

Les instances régionales se chargent également d'assurer les différentes tâches et prérogatives qui leur seront ultérieurement déléguées par décisions du Conseil de l'Instance.

Article 8 : Les instances régionales exercent les pouvoirs qui leur sont délégués dans la limite de la circonscription ou des circonscriptions relevant de leurs compétences.

Article 9 : Les Présidents des instances régionales informent immédiatement le Conseil de l'Instance de toutes les décisions prises dans le cadre de l'exercice des pouvoirs délégués.

Article 10 : Nonobstant la délégation de pouvoir, le Conseil de l'Instance peut, si besoin est, se substituer à l'instance régionale dans la prise de certaines décisions.

La présente décision est publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 04 Juin 2014

Le Président de L'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-23 du 29 août 2014, relative à l'organisation des réunions des instances régionales et aux modalités de prise de leurs décisions (Traduction non-officielles)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 125 et 126 ;

Vu la loi constitutionnale n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs, et notamment ses articles 19 et 21 ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum ;

Vu la décision n° 2014-5 du 24 avril 2014 portant règlement intérieur de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, et notamment ses articles 4 et 12 ;

Vu la décision n° 2014-8 du 04 juin 2014 portant création des instances régionales pour les élections et fixant leurs prérogatives et les modalités de leur fonctionnement ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : Les réunions des instances régionales se tiennent à la demande de leurs présidents ou de la moitié de leurs membres. Elles ne sont tenues qu'en présence des deux-tiers des membres.

Le coordinateur de l'administration régionale assiste aux réunions de l'instance régionale sans disposer d'un droit de vote.

Les décisions de l'instance régionale sont prises à la majorité absolue de ses membres. En cas d'égalité de voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions sont émises au nom de l'instance régionale et signées par son président ou par son suppléant parmi les membres de l'instance.

Article 2 : Les délibérations de l'instance régionale sont consignées sur un procès-verbal numéroté et cacheté comportant obligatoirement les données suivantes :

- La date, l'heure et le lieu de la réunion ;
- La liste des membres présents, ainsi que celle des absents et, le cas échéant, les motifs de l'absence ;
- L'ordre du jour de la réunion ;
- Les décisions adoptées et la majorité obtenue pour leur adoption.

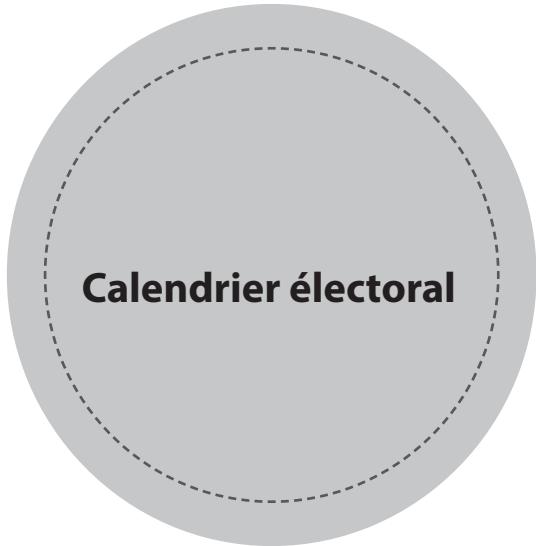
Le procès-verbal est signé par les membres présents.

Article 3 : Dans le cas où l'instance régionale se trouve dans l'impossibilité de prendre une décision, le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections peut s'y substituer dans la prise de décision.

La présente décision est publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 29 août 2014

Le Président de L'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar



Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-14 du 18 juin 2014, relative au calendrier des élections législatives et présidentielle pour l'année 2014, telle que modifiée et complétée par la décision n° 2014-17 du 1^{er} août 2014 [rectificatif inclus]⁸ (Traduction et consolidation non-officielles)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment son article 126 et le troisième paragraphe de l'article 148 ;

Vu la loi constitutive n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant, et notamment le cinquième paragraphe de son article 3 et l'article 33 ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum ;

Vu la loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014 fixant les échéances des premières élections législatives et présidentielles suivant l'adoption de la Constitution ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

***Chapitre premier
Dispositions générales***

Article premier: Le calendrier objet de la présente décision s'applique aux élections législatives et présidentielles de l'année

⁸ Il s'agit du rectificatif publié au JORT n° 66 du 15 août 2014, p. 2153 (en arabe) en correction des erreurs survenues dans les dates mentionnées à l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 13 de la présente décision.

2014 conformément aux échéances fixées par l'Assemblée nationale constituante en vertu de la loi n° 2014-36 du 8 juillet 2014 fixant les échéances des premières élections législatives et présidentielle suivant l'adoption de la Constitution.

Article 2 : Tenant compte des dispositions de l'article 5 de la loi fixant les échéances des premières élections législatives et présidentielle suivant l'adoption de la Constitution mentionnée ci-dessus, tous les jours de la semaine sont considérés par le présent calendrier comme des jours ouvrables, excepté les jours des fêtes nationales et religieuses, dans le calcul des délais relatifs aux recours électoraux pour toutes les juridictions chargées des différents recours ainsi que les parties concernées par le contentieux.

Chapitre II **L'inscription des électeurs**

Article 3 (nouveau) : L'opération d'inscription des électeurs débute le 23 juin 2014 et prend fin le [29] juillet 2014.

Article 4 (nouveau) : Les listes électorales sont mises à la disposition du public [le 06] août 2014. L'opération de réception des réclamations relatives aux listes électorales se déroulera les [07, 08 et 09] août 2014.

Article 4 bis (nouveau) : [Une deuxième période d'inscription des électeurs est ouverte à partir du 05 août 2014. Elle prend fin le 26 août 2014].

Article 4 ter (nouveau) : [Les listes électorales de la deuxième période d'inscription sont mises à la disposition du public le 1er septembre 2014. L'opération de réception des réclamations relatives aux listes électorales se déroulera les 02, 03 et 04 septembre 2014].

Chapitre III **Les élections législatives**

Article 5 : La période électorale relative aux élections législatives débute le 06 juillet 2014 à zéro heure. Elle démarre le 04 juillet 2014 à zéro heure pour les listes candidates dans les circonscriptions à l'étranger.

Article 6 : les demandes de candidature aux élections législatives sont recevables auprès des instances régionales pour les élections du 22 août à huit heures jusqu'au 29 août à dix-huit heures. L'annonce des listes acceptées pour être candidates aux élections législatives se fait au plus tard le 06 septembre 2014.

Article 7 : Les demandes de retrait de candidatures pour les élections législatives sont recevables au plus tard le [18] septembre 2014. Concernant les candidatures relatives aux circonscriptions à l'étranger, elles sont recevables au plus tard le [16] septembre 2014.

Article 8 : La campagne électorale pour les élections législatives débute le 04 octobre 2014 à zéro heure et prend fin le 24 octobre 2014 à minuit.

Pour les listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger, la campagne démarre le 02 octobre 2014 à zéro heure et prend fin le 22 octobre 2014 à minuit.

Article 9 : Le jour du silence électoral pour les élections législatives est le 25 octobre 2014 de zéro heure jusqu'à minuit.

Pour les listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger, le jour du silence est le 23 octobre 2014 de zéro heure jusqu'à minuit.

Article 10 : Le scrutin pour les élections législatives sur le territoire national aura lieu le dimanche 26 octobre 2014.

Pour les Tunisiens à l'étranger, le scrutin pour les mêmes élections aura lieu les vendredi 24, samedi 25 et dimanche 26 octobre 2014.

Chapitre III **L'élection présidentielle** Section 1 : Premier tour de l'élection présidentielle

Article 11: La période électorale relative à l'élection présidentielle débute le 03 août 2014 à zéro heure. Elle débute le 1er août 2014 à zéro heure pour l'étranger.

Article 12 : Les demandes de candidature à l'élection présidentielle sont recevables au siège central de l'Instance supérieure indépendante pour les élections du 08 septembre 2014 à huit heures, jusqu'au 22 septembre 2014 à dix-huit heures. L'annonce de la liste des candidats acceptés pour l'élection présidentielle se fait au plus tard le 29 septembre 2014.

Article 13 : La campagne électorale pour le premier tour de l'élection présidentielle commence le 1er novembre 2014 à zéro heure et prend fin le 21 novembre 2014 à minuit.

En ce qui concerne la campagne électorale à l'étranger, elle débute le 30 [octobre] 2014 à zéro heure et prend fin le 19 novembre 2014 à minuit.

Article 14 : Le jour du silence électoral pour l'élection présidentielle est le 22 novembre 2014 à compter de zéro heure et jusqu'à minuit. A l'étranger, le jour du silence est le 20 novembre 2014 de zéro heure jusqu'à minuit.

Article 15 : Le scrutin pour le premier tour de l'élection présidentielle sur le territoire national aura lieu le dimanche 23 novembre 2014.

Pour les Tunisiens à l'étranger, le scrutin aura lieu les vendredi 21, samedi 22 et dimanche 23 novembre 2014.

Section 2 : Second tour de l'élection présidentielle

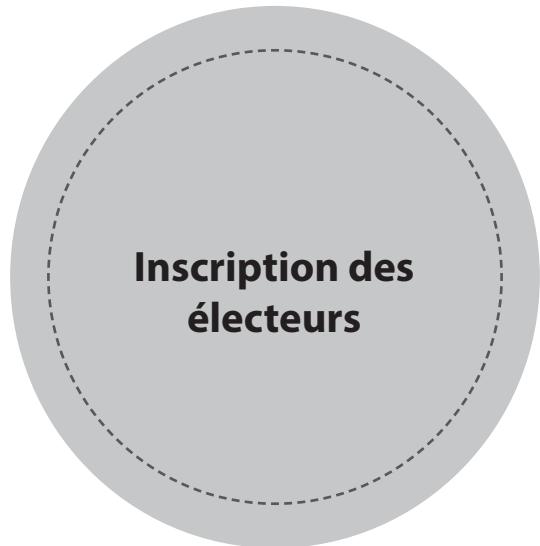
Article 16 : sous réserve des dispositions des articles 102, 103 et 112 de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et dans le cas où aucun des candidats n'obtient la majorité absolue des voix exprimées lors du premier tour, un second tour est organisé durant les deux semaines suivant la proclamation des résultats définitifs du premier tour, et ce sans dépasser dans tous les cas la fin de l'année 2014.

Dans ce cas, l'Instance se charge de la détermination des échéances relatives au second tour de l'élection présidentielle par une décision qui sera adoptée immédiatement après la proclamation des résultats définitifs du premier tour.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance.

Tunis, le 18 juillet 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar



Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-7 du 03 juin 2014, relative aux règles et procédures d'inscription des électeurs pour les élections et le référendum, telle que modifiée par la décision n° 2014-11 du 16 juillet 2014 (Traduction et consolidation non-officielles)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République tunisienne et notamment ses articles 34, 54, 55, 125 et 126,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum,

Après délibération et discussion décide ce qui suit :

**Titre premier
Dispositions générales**

Article premier : La présente décision fixe les règles et procédures d'inscription des électeurs pour les élections et le référendum.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants s'entendent comme suit :

- L'Instance : l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

- Les instances régionales : les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

- Les administrations régionales : les structures dépendant de l'organe exécutif de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, chargées de l'exécution des tâches attribuées à l'Instance dans les limites territoriales relevant de leur compétence conformément aux décisions de l'Instance.

- Registre électoral : la base de données des personnes habilitées à voter lors des élections et référendum.

- Listes électorales : les listes des personnes habilitées à voter lors des élections et référendum, extraites du registre électoral et mises à la disposition du public au niveau de chaque circonscription et ce, dans chaque commune, délégation ou secteur (Imada) pour les zones non communales, et au niveau des circonscriptions électorales des Tunisiens résidant à l'étranger, dans le siège de la mission diplomatique ou du consulat et elles comportent les listes des électeurs répartis par consulat et par ambassade en cas d'absence de consulat.

- Le système d'inscription : les applications informatiques mises en place par l'Instance pour l'inscription des électeurs.

- L'inscription directe : l'inscription faite dans les bureaux d'inscription.

- L'inscription à distance : l'inscription faite à travers le téléphone mobile via « le service supplémentaire pour données non structurées» ou à travers le web.

- L'inscription personnelle : l'inscription faite par la personne concernée elle-même à travers l'un des modes d'inscription.

- L'inscription pour autrui : l'inscription faite pour le compte du conjoint, des descendants ou des descendants jusqu'au deuxième degré.

- Le bureau d'inscription : l'espace dans lequel se déroule l'inscription des électeurs.

- Le centre de vote : l'espace comprenant un ou plusieurs bureaux de vote.

- Le bureau de vote : l'espace dans lequel se déroule le vote le jour du scrutin.

Titre II Conditions d'inscription des électeurs

Article 3 : Le registre électoral comporte les données relatives aux citoyens obéissant aux conditions nécessaires pour être électeur. Ces conditions sont :

- Etre de nationalité tunisienne,
- Etre âgé de dix-huit (18) ans révolus le jour précédent le jour du scrutin,
- Jouir de ses droits civils et politiques :
 - a. Ne pas être condamné à une peine complémentaire au sens de l'article 5 du Code pénal, le privant de l'exercice le droit de vote,
 - b. Ne pas être pourvu d'un conseil judiciaire pour démence manifeste et ce durant toute la durée de la mise sous conseil judiciaire par un jugement irrévocable.
- Ne pas être un militaire au sens de la loi portant statut général des militaires,
- Ne pas faire partie des agents des forces de sécurité intérieure suivants :
 - a. Agents de la sécurité nationale et de la police nationale,
 - b. Agents de la garde nationale,
 - c. Agents de la protection civile,
 - d. Agents des prisons et de la rééducation,
 - e. Agents de la sécurité du président de la République et des personnalités officielles.

Titre III Obligations générales relatives à l'opération d'inscription

Article 4 : L'Instance est l'autorité légalement chargée de la préparation, la tenue et la mise à jour du registre électoral.

Article 5 : Toute personne désirant exercer son droit de vote est tenue de s'inscrire conformément aux conditions et procédures légales prévues par la présente décision, et ce dans les cas suivants :

- Si elle ne s'est jamais inscrite auparavant,
- Si elle fait partie des personnes inscrites automatiquement lors des élections à l'Assemblée nationale constituante de 2011.

Article 6 : Toute personne ayant déjà été inscrite et désirant changer de centre de vote est tenue d'actualiser son inscription. L'actualisation de l'inscription n'est permise qu'à deux reprises au maximum.

Article 7 : Dans le cas où elles sont créées, les instances régionales veillent, sur délégation de l'Instance, au suivi des opérations d'inscription des électeurs, à l'examen des réclamations et au suivi des recours y afférents, chacune dans les limites de sa compétence territoriale.

Article 8 : Les administrations régionales se chargent, dans les limites de leurs compétences territoriales, de l'exécution des tâches qui leurs sont confiées conformément aux décisions du Conseil de l'Instance.

Article 9 : Les agents d'inscription procèdent aux opérations d'inscription conformément aux procédures arrêtées par l'Instance. Ils sont soumis aux obligations suivantes :

- Se conformer à la législation en vigueur et notamment à la loi électorale, au code de conduite, aux règles et procédures d'inscription, ainsi qu'aux directives et instructions émanant de l'Instance,
- Etre neutre et respecter le secret professionnel et l'obligation de réserve,
- Préserver la confidentialité des données personnelles,
- Suivre les sessions de formation organisées par l'Instance,
- Ne pas influencer ou orienter le choix des demandeurs d'inscription,
- Aviser immédiatement de toute irrégularité ou toute perturbation survenue lors de l'opération d'inscription,
- S'engager à avoir un comportement approprié et une bonne conduite à l'égard des demandeurs d'inscription.

Article 10 : Les observateurs accrédités par l'Instance se chargent du suivi de l'opération d'inscription des électeurs et s'assurent de la régularité des procédures et de leur conformité à la loi électorale.

Article 11 : Les médias accrédités par l'Instance peuvent assurer une couverture médiatique de l'opération d'inscription.

Titre IV
Opérations d'inscription des électeurs
Chapitre premier
Modes d'inscription

Article 12 : L'inscription des électeurs peut être directe ou à distance.

L'inscription directe se fait auprès des bureaux d'inscription fixes ou mobiles, personnellement ou pour le compte d'autrui.

L'inscription à distance se fait à travers le téléphone mobile via «le service supplémentaire pour données non structurées» qui ne concerne que les inscrits sur le territoire national. L'inscription à distance se fait également à travers le web concernant exclusivement les Tunisiens résidents à l'étranger.

Chapitre II
La préparation pour l'inscription des électeurs

Article 13 : L'Instance se charge de la préparation et du développement de la base des données relatives aux personnes habilitées à voter, en se basant sur la dernière mise à jour du registre électoral. Elle procède périodiquement à la radiation des noms des personnes décédées et des personnes ayant perdu la qualité d'électeur, à l'aide des données qui lui sont fournies par les structures administratives concernées.

En ce qui concerne les premières élections législatives et présidentielles suivant l'adoption de la présente décision, l'Instance établit le registre électoral à partir des listes des électeurs inscrits volontairement à l'occasion des élections à l'Assemblée nationale constituante.

Article 14 : L'Instance procède à la préparation et au développement des applications informatiques nécessaires à la mise à jour d'un registre électoral qui soit précis, dépourvu d'erreurs, actualisé par les données fournies à l'Instance, et qui inclut les noms et données relatifs à l'ensemble des demandeurs d'inscription obéissant aux conditions légales.

Article 15 : L'Instance recrute des agents par voie contractuelle et les charge de l'inscription des électeurs. Elle les forme avant le début de l'opération d'inscription. La formation doit inclure les tâches et les obligations mises à la charge des agents d'inscription. L'Instance procède à la préparation de documents destinés à la formation des agents d'inscription en se référant aux règles et procédures prévues par la présente décision.

Chapitre III ***Annonce des délais d'inscription***

Article 16 : L'Instance fixe les dates du début et de la clôture de l'opération d'inscription, ainsi que les modes d'inscription.

Article 17 : L'Instance annonce les délais et les modalités d'inscription à travers les médias écrits et audiovisuels. Elle œuvre pour la traduction des annonces visuelles dans le langage des signes. Elle procède également à la publication des listes des bureaux d'inscription sur son site électronique.

Article 18 : Le Conseil de l'Instance peut décider la prorogation de la période d'inscription. La prorogation peut être globale ou partielle, en se limitant uniquement à l'inscription directe ou à l'inscription à travers le web ou à l'inscription à travers le service supplémentaire pour données non structurées.

La prorogation peut se limiter uniquement à quelques bureaux d'inscription.

Chapitre IV ***Les bureaux d'inscription***

Article 19 : L'Instance détermine les bureaux d'inscription dans chaque circonscription électorale. Elle détermine les bureaux

d'inscription à l'étranger avec l'aide du Ministère des affaires étrangères. Elle peut également faire appel à l'aide du personnel des missions diplomatiques et consulaires pour l'accomplissement des opérations d'inscription sous la supervision et le contrôle de l'Instance.

Article 20 : Les agents d'inscription sont chargés d'aménager les bureaux afin d'accueillir les demandeurs d'inscription de manière à garantir le bon déroulement de l'opération d'inscription. La priorité dans l'inscription est accordée aux personnes ayant un handicap, aux personnes âgées et aux femmes enceintes.

Article 21 : Des places sont réservées aux observateurs munis de cartes d'accréditation délivrées par l'Instance, et ce dans les limites de la capacité d'accueil du bureau, de manière à leur permettre de suivre l'opération d'inscription sans porter atteinte à la confidentialité des données personnelles relatives aux demandeurs d'inscription.

Article 22 : Les journalistes munis de cartes d'accréditation délivrées par l'Instance sont autorisés à accéder et à filmer/photographier à l'intérieur des bureaux d'inscription avec l'autorisation de l'agent d'inscription et des demandeurs d'inscription. Il leur est interdit de faire des interviews à l'intérieur de ces bureaux, sauf autorisation de l'agent d'inscription. Il est interdit aux membres des bureaux d'inscription de faire des déclarations dans les médias, sauf dans les limites autorisées sur instructions de l'Instance.

Article 23 : Les agents d'inscription maintiennent l'ordre à l'intérieur du bureau. Ils sont appelés à prendre les mesures nécessaires à garantir le bon déroulement de l'opération d'inscription et à interdire tout acte susceptible de l'affecter. Ils peuvent, le cas échéant, faire appel à la force publique.

Article 24 : Le port d'armes est interdit à l'intérieur les bureaux d'inscription, excepté pour les agents des forces de la sécurité nationale et de l'armée nationale.

La présence des tiers est également interdite à l'intérieur des bureaux d'inscription.

Chapitre V

Procédures d'inscription

Section 1 : L'inscription pour le vote sur le territoire national

Article 25 : L'agent d'inscription est tenu par les procédures suivantes relativement à l'inscription personnelle pour le choix d'un centre de vote sur le territoire national :

1. Accéder au système d'inscription conformément aux instructions mentionnées dans le guide de l'utilisation du système,

2. Demander la carte d'identité nationale ou le passeport du demandeur d'inscription, s'assurer de l'authenticité du document présenté et vérifier si le demandeur d'inscription est lui même le titulaire de la carte d'identité ou du passeport.

Dans tous les cas, il faut que les documents présentés soient des originaux; les copies ne sont pas acceptées.

L'inscription ne peut pas se faire moyennant l'ancienne carte nationale d'identité.

Aucun document autre que la carte d'identité nationale ou le passeport contenant le numéro de la carte d'identité nationale, n'est accepté à l'inscription pour le vote sur le territoire national. Le passeport dont la date de validité a expiré est accepté.

3. Faire entrer dans le système d'inscription le numéro de la carte d'identité nationale tel que mentionné sur ladite carte ou sur le passeport. Ensuite, rechercher les données relatives au titulaire de la carte d'identité ou du passeport dans le système d'inscription des électeurs.

Il n'est pas permis d'inscrire une personne dont les données ne figurent pas dans le système d'inscription des électeurs.

4. Vérifier la conformité des données affichées dans le système avec les données mentionnées sur la carte d'identité ou le passeport. En cas de non-conformité de ces données :

a. Il n'est pas permis d'inscrire le demandeur d'inscription dans les cas suivants :

- non-conformité du prénom ou du nom du père ou du prénom du

grand-père ou du nom de famille mentionné sur la carte d'identité avec les données figurant dans le système d'inscription,

- non-conformité du prénom ou du nom du père ou du nom de famille mentionné sur le passeport avec les données figurant dans le système,

- non-conformité de l'année de naissance.

b. Il est permis d'inscrire le demandeur d'inscription dans les cas suivants :

- non-conformité en raison de l'ajout du prénom ou nom du conjoint,

- non-conformité du prénom ou du nom du père ou du prénom du grand-père ou du nom de famille ou de l'année de naissance : si le demandeur d'inscription présente un extrait de naissance, dont la date de délivrance ne remonte pas à plus de six (6) mois, contenant les données nécessaires à prouver la conformité, ou mentionnant une décision juridictionnelle portant modification des données susmentionnées,

- non-conformité de la date de délivrance de la carte d'identité nationale,

- non-conformité des autres données telles que l'adresse et la profession.

5. Insérer l'adresse de la résidence actuelle déclarée par le demandeur d'inscription dans la rubrique « adresse déclarée ».

Si la rubrique « adresse déclarée » contient des données précédentes, elle est actualisée sur la base des nouvelles données déclarées.

6. Proposer au demandeur d'inscription les centres de vote qui se situent à proximité de sa résidence déclarée pour qu'il choisisse un de ces centres ou n'importe quel autre centre de vote vacant sur le territoire national.

7. Sauvegarder les données et imprimer le récépissé d'inscription qui contient une déclaration attestant que les conditions d'inscription ont été remplies. Si l'inscription est faite dans des bureaux mobiles, et à défaut d'imprimante, l'agent d'inscription remplit le formulaire du récépissé d'inscription manuellement.

8. Soumettre au demandeur d'inscription deux copies du récépissé d'inscription pour signature, lui remettre ensuite une copie cachetée et conserver l'autre copie. En cas de refus de signature, l'agent d'inscription consigne sur les deux copies du récépissé d'inscription la mention « refus de signature ». Les deux copies récépissés sont conservées dans une enveloppe spécifique qui sera remise à l'instance régionale concernée.

9. Informer le demandeur d'inscription de ce qui suit :

- Le centre de vote qu'il a choisi, en précisant que l'identification définitive du bureau de vote sera faite à une étape ultérieure,

- La possibilité de vérifier si son nom figure sur les listes électorales une fois qu'elles sont mises à la disposition du public, et ce, soit par consultation directe, soit à travers le site électronique de l'Instance, soit en utilisant le téléphone mobile via « le service supplémentaire pour données non structurées».

Article 26 : L'opération d'inscription n'est pas accomplie dans les cas suivants :

- Si après la saisie du numéro de la carte d'identité nationale, le système montre que les conditions d'électeur ne sont pas remplies,

- Si le document présenté à l'agent d'inscription en application du 2ème paragraphe de l'article 25 ci-dessus n'est pas authentique,

- Si la demande d'inscription personnelle est présentée par une personne autre que le titulaire du document délivré en application du 2ème paragraphe de l'article 25 ci-dessus,

- Si les données recherchées en application du 3ème paragraphe de l'article 25 ci-dessus ne s'affichent pas dans le système,

- Si les données s'avèrent non-conformes au sens du paragraphe 4 (a) de l'article 25 ci-dessus.

Dans ces cas, l'agent d'inscription informe le demandeur d'inscription de la possibilité de présenter une réclamation concernant la non-inscription de son nom sur le registre électoral, et ce, durant les trois (3) jours suivant la date d'expiration du délai de la mise à disposition du public des listes électorales.

Section 2 : Incription pour le vote à l'étranger

Article 27 (nouveau) : L'inscription pour le vote à l'étranger est effectuée par des agents d'inscription en se conformant aux procédures mentionnées aux paragraphes 1 à 9 de l'article 25 ci-dessus, et tout en tenant compte de ce qui suit :

- [*L'inscription pour le vote à l'étranger se fait moyennant un passeport valide et/ou une carte d'identité nationale,*]

- Faire entrer le numéro du passeport [*et/ou le numéro de la carte d'identité nationale*] comme prévu au 3ème paragraphe de l'article 25 ci-dessus,

- Il n'est pas nécessaire de remplir la rubrique « adresse déclarée »,

- Si le demandeur d'inscription désire voter sur le territoire national, il doit présenter sa carte d'identité nationale ou un passeport contenant le numéro de sa carte d'identité nationale.

Article 28 : Les Tunisiens à l'étranger se trouvant en Tunisie peuvent s'inscrire auprès des bureaux d'inscription sur le territoire national.

Section 3 : Incription pour autrui

Article 29 : Il est permis d'inscrire le conjoint, les ascendants et les descendants jusqu'au deuxième degré.

Article 30 : Le demandeur d'inscription pour autrui doit :

- être de nationalité tunisienne,

- être âgé de dix-huit (18) ans révolus au moment de l'inscription,

- présenter sa carte d'identité nationale ou son passeport.

Article 31 : Le demandeur d'inscription pour autrui doit présenter la carte d'identité ou le passeport de la personne qu'il désire inscrire. Est exigée la présentation des documents originaux. Les copies ne sont pas acceptées.

Article 32 : Outre les procédures prévues au 2ème paragraphe de l'article 25 ci-dessus, l'agent d'inscription vérifie :

a. En cas d'inscription du conjoint : la mention du prénom ou du nom du conjoint sur la carte d'identité de l'épouse.

Si le document ne contient pas cette mention, il faut présenter le livret de famille ou le contrat de mariage. L'agent d'inscription s'assure de la conformité des données mentionnées sur le livret de famille ou sur le contrat de mariage avec celles des cartes d'identité ou des passeports des personnes concernées.

b. En cas d'inscription des enfants par leur père ou du père par ses enfants : la conformité de la chaîne de filiation du père jusqu'au deuxième degré avec la chaîne de filiation des enfants.

c. En cas d'inscription des enfants par leur mère ou de la mère par ses enfants : la conformité de son prénom et du prénom de son père ou de son nom de famille avec le prénom de la mère et le prénom de son père ou son nom de famille tels que mentionnés sur les cartes d'identité des enfants.

d. En cas d'inscription des petits-enfants par leur grand-père ou du grand-père par ses petits-enfants : la conformité du prénom et du nom de famille du grand-père avec les données figurant sur la carte d'identité du petit-fils.

e. En cas d'inscription des petits-fils par la grand-mère ou de la grand-mère par ses petits-fils : se limiter à la déclaration de l'exactitude des données figurant sur le récépissé de l'inscription, en rappelant au demandeur d'inscription pour autrui que toute fausse déclaration est passible d'une peine pénale.

En cas de non-conformité de l'une des données susmentionnées aux paragraphes a, b, c et d, le demandeur d'inscription pour autrui peut présenter un extrait de naissance, dont la date de délivrance ne remonte pas à plus de six (6) mois, attestant du lien de parenté et contenant les données nécessaires à prouver la conformité, ou mentionnant une décision juridictionnelle portant modification des données non conformes.

L'opération d'inscription pour autrui n'est pas accomplie si l'une des conditions prévues dans la présente section n'est pas remplie.

Section 4 : Inscription à distance

Article 33 : L'inscription par téléphone mobile via le service supplémentaire pour données non structurées est réservée à ceux qui demandent l'inscription pour la première fois et uniquement à l'inscription pour le vote sur le territoire national. La puce téléphonique doit être enregistrée au nom du demandeur d'inscription.

L'inscription par téléphone mobile se fait moyennant l'introduction d'un code contenant le numéro de la carte d'identité nationale du demandeur d'inscription, suivi du code du centre de vote qu'il désire choisir. Les codes relatifs aux centres de vote sont consultables sur le site électronique de l'Instance.

Il n'est pas possible de changer de centre de vote à travers le service supplémentaire pour données non structurées. Si l'électeur souhaite changer son centre de vote, il doit s'adresser à un bureau d'inscription.

Ce service peut être utilisé pour vérifier le centre de vote. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que la puce téléphonique soit enregistrée au nom du demandeur du service.

Ce service peut être utilisé par les agents d'inscription pour inscrire les électeurs moyennant les téléphones mobiles mis à leur disposition, et ce, en introduisant le code de l'agent d'inscription et un code composé du numéro de la carte d'identité du demandeur d'inscription suivi du code du centre d'inscription.

Article 34 : L'inscription par le web est réservée à l'inscription pour le vote des Tunisiens à l'étranger.

Si l'électeur à l'étranger désire voter sur le territoire national, il doit s'adresser à un bureau d'inscription sur le territoire national ou à l'étranger, et présenter sa carte d'identité nationale ou un passeport contenant le numéro de sa carte d'identité nationale.

L'inscription par le web se fait en introduisant le numéro de passeport du demandeur d'inscription ainsi que le mot de passe qui lui est exclusivement attribué par l'Instance sur présentation des données fixées par cette dernière.

Ceux qui sont déjà inscrits peuvent utiliser ce service pour changer de centre de vote, et ce pour une seule fois. Si l'électeur à l'étranger désire changer encore une fois de centre de vote, il doit s'adresser à l'un des bureaux d'inscription.

Les Tunisiens à l'étranger peuvent utiliser ce service pour vérifier leurs centres de vote.

Titre V

La mise des listes électorales préliminaires à disposition du public

Article 35 : L'Instance établit les listes électorales préliminaires dans chaque circonscription électorale, et ce pour chaque commune et délégation ou secteur (Imada) pour les zones non communales, et au niveau de la circonscription électorale pour les Tunisiens à l'étranger, et ce après s'être assurée de :

- l'absence des noms des personnes décédées et des personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour être électeur,
- la non-inscription du nom d'un électeur sur plus d'une liste ou plus d'une fois sur la même liste.

Article 36 : Les listes électorales sont mises à la disposition du public dans les sièges de l'Instance et dans les sièges des communes ou des délégations et dans les sièges des missions diplomatiques ou consulaires tunisiennes à l'étranger. Ces listes sont publiées sur le site électronique de l'Instance. La publication se limite au nom complet de l'électeur et au centre de vote qu'il a choisi.

Article 37 : L'Instance fixe les délais de la mise des listes électorales à la disposition du public et la durée de leur publication. Elle annonce le début de ces délais moyennant les médias écrits et audiovisuels, tout

en veillant à fournir une traduction en langage des signes pour ses annonces visuelles.

Titre VI

Les réclamations relatives aux listes électorales

Article 38 : Les réclamations relatives aux listes électorales visent à radier un nom, à inscrire un nom ou à corriger une erreur. La réclamation est présentée par toute personne ayant intérêt pour agir.

Article 39 : La réclamation est présentée durant les trois (3) jours suivant l'expiration du délai de la mise des listes à la disposition du public.

Article 40 : La réclamation est présentée à l'Instance directement dans les sièges de ses instances régionales ou par tout moyen laissant une trace écrite.

Chapitre premier Les cas de réclamation

Article 41 (nouveau) : La demande de réclamation peut être présentée :

- En vue de radier le nom du demandeur ou radier le nom d'une autre personne inscrite sur la liste électorale. La réclamation doit être fondée sur l'absence ou la perte de l'une des conditions requises pour être électeur [ou sur l'existence d'un nom sur plus d'une liste].

- En vue d'inscrire le nom du demandeur ayant présenté une demande d'inscription durant la période d'inscription et n'ayant pas trouvé son nom sur la liste électorale.

- De la part du demandeur ayant présenté une demande d'inscription pour autrui durant la période d'inscription et n'ayant pas trouvé le nom de la personne qu'il a voulu inscrire sur la liste électorale.

- En vue de corriger une erreur concernant les données relatives à l'inscription du nom du demandeur ou les données relatives à un autre électeur.

La réclamation est dans tous les cas déposée au niveau de la même circonscription électorale dans laquelle la demande d'inscription a été présentée, ou au niveau de la circonscription électorale à laquelle se rattache la liste des électeurs sur laquelle figure le nom de l'électeur objet de la réclamation.

Chapitre II **Les procédures de réclamation**

Article 42 : La réclamation est présentée soit sur le formulaire mis à la disposition du public par l'Instance dans ses sièges et sur son site électronique, ou par une demande écrite contenant obligatoirement les informations suivantes :

- Le nom de l'auteur de la réclamation tel que mentionné sur la carte d'identité nationale ou sur le passeport,

- L'adresse de correspondance, le numéro de téléphone de l'auteur de la réclamation et, le cas échéant, son adresse e-mail,

- Si la réclamation concerne une tierce personne, il faut mentionner le nom de la personne objet de la réclamation tel qu'inscrit sur la liste électorale, et préciser la liste sur laquelle il figure,

- Le type de réclamation : radiation d'un nom, inscription d'un nom ou correction d'une erreur,

- Le motif de la réclamation et ses justificatifs.

La demande de réclamation doit être signée par l'auteur de la réclamation.

Article 43 : La demande de réclamation est accompagnée d'une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport de l'auteur de la réclamation, et de toute autre pièce justificative.

Article 44 : L'administration régionale prépare un registre spécial pour y enregistrer les demandes de réclamation suivant la date de leurs réceptions et en leur attribuant des numéros d'enrôlement.

Article 45 : L'instance peut demander à l'auteur de la réclamation de compléter certaines données ou de présenter des justificatifs complémentaires, et ce, dans un délai qu'elle fixe de manière à pouvoir statuer sur les réclamations dans les délais légaux.

Article 46 : Il est statué sur les demandes de réclamation dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de leur réception.

Article 47 (nouveau) : La décision de l'Instance mentionne notamment le nom complet de l'auteur de la réclamation, la date de la réception de la demande, l'objet de la réclamation et l'issue de la demande.

L'Instance peut décider l'acceptation de la demande et radier le nom de la liste électorale, ou inscrire un nom sur la liste ou corriger une erreur.

L'Instance peut *[soit rejeter la demande sur la forme pour présentation hors délai ou pour absence de qualité pour agir, soit la rejeter sur le fond]*.

Article 48 : L'Instance notifie sa décision aux parties concernées par la réclamation, dans les quarante-huit heures (48h) suivant la date du prononcé, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

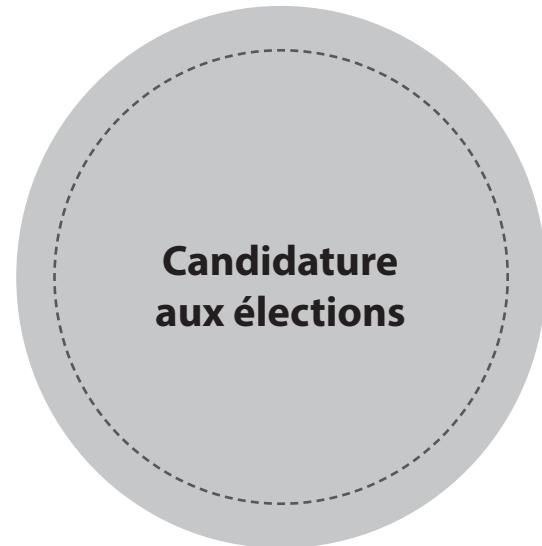
Chapitre III **L'établissement des listes électorales définitives**

Article 49 : L'Instance établit les listes électorales définitives suite aux décisions d'acceptation des réclamations n'ayant pas fait objet de recours, et en exécution des décisions juridictionnelles irrévocables.

La présente décision sera publiée au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance supérieure indépendante pour les élections. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 03 juin 2014

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar



Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-16 du 1^{er} août 2014, relative aux règles et procédures de candidature aux élections législatives telle que modifiée et complétée par la décision n° 2014-22 du 13 août 2014 (Traduction et consolidation non-officielles)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 34, 46, 53, 55 et 126 ;

Vu la loi constitutive n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment le chapitre premier de son titre III ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

***Chapitre premier
Dispositions générales***

Article premier : La présente décision fixe les règles et procédures de la candidature à l'Assemblée des représentants du peuple.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants s'entendent comme suit :

L'Instance : l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

L'instance régionale : les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi électorale.

L'administration régionale : la structure rattachée à l'organe exécutif de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, chargée de

l'exécution des missions dévolues à l'Instance et ce, dans le périmètre territorial qui lui est assigné conformément aux décisions du Conseil de l'Instance.

La liste candidate : la liste des candidats à l'Assemblée des représentants du peuple, comprenant la liste initiale et la liste complémentaire.

La liste initiale: la liste des candidats à l'Assemblée des représentants du peuple, qu'elle soit liste partisane, de coalition ou indépendante.

La liste complémentaire : la liste des candidats suppléants, présentée avec la liste initiale et composée d'un nombre de candidats qui ne doit pas être inférieur à deux et qui, dans tous les cas, ne doit pas excéder le nombre de sièges réservés à la circonscription électorale.

La coalition électorale : la coalition électorale composée soit de deux ou plusieurs partis, soit d'un ou de plusieurs partis politiques et d'indépendants, soit de plusieurs listes indépendantes, et qui se présente aux élections sous un nom et un symbole uniques.

Chapitre II

Conditions de candidature

Section première : Les conditions relatives au candidat

Article 3 : Tout candidat à l'Assemblée des représentants du peuple, qu'il soit sur la liste initiale ou sur la liste complémentaire, doit remplir les conditions suivantes :

- être un électeur inscrit sur le registre électoral ;
- être de nationalité tunisienne dès la naissance ou avoir acquis la nationalité tunisienne depuis dix (10) ans au minimum avant la date de la présentation de la candidature ;
- être âgé d'au moins vingt-trois (23) ans révolus à la date de la présentation de la candidature ;
- ne pas être dans aucun des cas d'interdiction légale suivants :
 - o la perte du droit de candidature au sens de l'article 88 de la Constitution,

- o la condamnation pour obtention de financement étranger pour sa campagne électorale lors des précédentes élections au sens de l'article 163 de la loi électorale,

- o la condamnation à une peine complémentaire le privant du droit de vote par une décision juridictionnelle irrévocable,

- o avoir fait l'objet d'un jugement déclaratif de faillite au sens de l'article 456 du Code du commerce.

- Présenter sa démission ou être mis en disponibilité conformément à la législation en vigueur dans le cas où il fait partie des :

- o magistrats,
- o chefs des missions diplomatiques ou de postes diplomatiques et consulaires,
- o gouverneurs,
- o premiers délégués,
- o secrétaires généraux des gouvernorats,
- o chefs de secteurs (Omdas).

Les candidatures des personnes appartenant aux catégories ci-dessus ne sont pas recevables dans la dernière circonscription électorale où elles ont exercé leurs fonctions susmentionnées pour la période d'une année au moins précédent le dépôt de leur candidature.

Section 2 : Les conditions relatives à la liste candidate

Article 4 : Chaque liste candidate doit :

- Comprendre une liste initiale et une liste complémentaire comme suit :

- o Le nombre des candidats sur la liste initiale doit être égal au nombre des sièges réservés à la circonscription électorale concernée,

o Le nombre des candidats sur la liste complémentaire ne doit pas être inférieur à deux et ne doit dépasser en aucun cas le nombre des candidats sur la liste initiale,

- Ne pas représenter un parti ou une coalition qui a déjà présenté sa candidature dans la même circonscription,

- Etre présentée sur la base du principe de la parité entre femmes et hommes, sous réserve de ce qu'impose le nombre impair des sièges réservés à certaines circonscriptions,

- Etre présentée sur la base du principe de l'alternance entre hommes et femmes sur la liste initiale et sur la liste complémentaire, et ce sous réserve de ce qu'impose le nombre impair des sièges réservés à certaines circonscriptions,

- Ne pas comprendre un candidat ayant déjà présenté sa candidature sur une autre liste ou dans une autre circonscription électorale.

Toute liste qui n'inclut pas parmi les quatre (4) premiers candidats un candidat ou une candidate âgé(e) de trente-cinq (35) ans au plus, dans les circonscriptions électorales où le nombre de siège est égal ou supérieur à quatre (4), est privée de la moitié de la valeur totale de l'indemnité de financement public.

Article 5 : Le choix de la dénomination et du symbole de chaque liste candidate est soumis aux règles suivantes :

- Le nom ou le symbole de la liste candidate ne doit pas être identique au nom ou au symbole d'un parti légalement constitué avant l'appel à candidature, sauf si ladite liste représente ce parti ;

- Le nom ou le symbole de la liste candidate ne doit pas être identique au nom ou au symbole d'une autre liste ayant déjà présenté sa candidature dans la même circonscription électorale, ou dans les gouvernorats qui se divisent en plusieurs circonscriptions électorales, ou dans les circonscriptions électorales du Grand Tunis ;

- Les noms ou les symboles des listes candidates dans la même circonscription ne doivent pas se ressembler de manière à engendrer une confusion chez l'électeur. N'est pas considérée comme confusion l'utilisation par une liste partisane de la dénomination et du symbole du parti auquel elle appartient et qui est légalement constitué avant l'appel

à candidature ;

- Le symbole de la liste ne doit pas être le drapeau de la République tunisienne ou sa devise ;

- Le nom ou le symbole de la liste ne doit pas être contraire à l'ordre public ou contenir une incitation à la haine, à la violence, au fanatisme ou à la discrimination ;

- Le nombre des mots utilisés dans la dénomination de la liste ne doit pas être supérieur à cinq (5), sans compter le mot « liste » et les prépositions.

Chapitre III **Dépôt des candidatures**

Article 6 : Le Conseil de l'Instance fixe les dates d'ouverture et de clôture des candidatures à l'Assemblée des représentants du peuple, ainsi que le dernier délai de retrait des candidatures, et les annonce sur le site électronique de l'Instance et à travers les médias écrits et audiovisuels.

Article 7 : Les demandes de candidature sont présentées par la tête de liste candidate ou par l'un de ses membres. Elles sont déposées directement auprès de l'instance régionale de la circonscription électorale dans laquelle la liste sera candidate.

Concernant les listes candidates à l'étranger, les demandes de candidature sont déposées auprès de l'instance régionale, soit directement par la tête de liste soit par l'un de ses membres soit par un représentant sur procuration de la tête de liste légalisée auprès de la mission diplomatique ou consulaire.

Section première : La demande de candidature

Article 8 : La demande de candidature est présentée en deux (2) exemplaires en utilisant le formulaire préparé par l'Instance à cet effet. Elle doit obligatoirement inclure les mentions suivantes :

- Le nom complet de la personne qui présente la demande et sa qualité ;

- La dénomination de la liste ;

- Préciser si la liste est partisane, de coalition ou indépendante ;

- La circonscription électorale dans laquelle la liste est candidate ;

- Le nom complet de chaque candidat sur la liste initiale et sur la liste complémentaire, ainsi que sa date et lieu de naissance, sa profession, son adresse, le numéro de son téléphone, le numéro de sa carte d'identité ou de son passeport, et la liste électorale sur laquelle il est inscrit ;

- Le classement des candidats sur la liste initiale et la liste complémentaire ;

- Une déclaration signée par tous les candidats sur la liste initiale et sur la liste complémentaire assurant que toutes les conditions de candidature sont remplies et que les données présentées sont authentiques. La signature du membre qui ne se présente pas à l'Instance lors du dépôt de la candidature doit être légalisée ;

- Les coordonnées de la tête de liste. Est considéré tête de liste le premier candidat dans le classement sur la liste initiale ;

- Le nom et les coordonnées du représentant de la liste parmi les candidats. La tête de liste peut être son représentant ;

- Concernant les listes partisanes : le nom et les coordonnées du représentant légal du parti ;

- Concernant les listes de coalitions : le nom et les coordonnées du représentant de la coalition ;

- Concernant les candidats parmi les magistrats, chefs des missions et des postes diplomatiques et consulaires, gouverneurs, premiers délégués, secrétaires généraux des gouvernorats, délégués et chefs de secteurs (omdas) : mentionner les circonscriptions électorales dans lesquelles ils ont exercé leurs fonctions durant l'année précédant le dépôt de la demande de candidature, ainsi que la période d'exercice de la fonction dans chacune de ces circonscriptions.

Article 9 (nouveau) : La demande de candidature est obligatoirement accompagnée des pièces suivantes :

- Une copie électronique du symbole du parti ou de la liste partisane ou de la liste de coalition ou de la liste indépendante, conforme aux spécifications techniques fixées par l'Instance ;

- Une copie conforme sur papier du symbole du parti ou de la liste partisane ou de la liste de coalition ou de la liste indépendante, signée par la tête de liste ou son représentant ;

- Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport de chaque candidat sur la liste initiale ou sur la liste complémentaire ;

- Un extrait du casier judiciaire (Bulletin n° 3) de chaque candidat ;

- Un récépissé du dépôt de la déclaration annuelle d'impôt pour l'année précédente, pour chaque candidat ;

- Concernant les listes partisanes : une déclaration cachetée et signée par le premier responsable du parti, autorisant la tête de liste ou son représentant à déposer la candidature au nom du parti dans la circonscription concernée ;

- Concernant les listes de coalition : un exemplaire du document de la constitution de la coalition, avec signatures légalisées des parties de la coalition ;

- Concernant les magistrats, les chefs des missions et des postes diplomatiques et consulaires, les gouverneurs, les premiers délégués, les secrétaires généraux des gouvernorats, les délégués et les chefs de secteurs (omdas) :

o Une copie conforme de la décision d'acceptation de la démission ou de la décision de la mise en disponibilité ;

o Une attestation des autorités administratives concernées précisant le lieu d'exercice de la fonction durant l'année précédant le dépôt de la candidature.

Concernant les premières élections législatives suivant l'adoption de la Constitution, les membres des listes candidates à l'élection de l'Assemblée nationale constituante n'ayant pas obtenu 3% au moins des voix exprimées au niveau de la circonscription électorale et ayant

reçu la deuxième tranche de l'indemnité du financement public, doivent présenter un récépissé ou une attestation du Ministère des finances prouvant la restitution de ladite tranche.

[Les listes candidates aux premières élections législatives suivant l'adoption de la Constitution sont dispensées de la présentation de l'extrait du casier judicaire.]

Section 2 : Réception des demandes de candidature

Article 10 : Au moment de la réception de la demande de candidature, le chargé de la réception des demandes vérifie :

- La qualité de la personne qui a déposé la demande conformément à l'article 7 ci-dessus ; toute demande présentée par une personne n'ayant pas la qualité est irrecevable ;
- Les mentions obligatoires conformément à l'article 8 ci-dessus ;
- Les pièces jointes requises conformément à l'article 9 ci-dessus.

Article 11 : Le chargé de la réception des demandes consigne obligatoirement sur le registre des candidatures, côté et paraphé sans discontinuité par l'instance régionale, les données suivantes :

- La dénomination de la liste telle que littéralement transcrise sur la demande de candidature ;
- La date du dépôt de la demande (le jour, le mois et l'année) ;
- Le moment du dépôt de la demande en précisant l'heure et la minute ;
- Les nom et prénom de la personne qui a déposé la demande.

La personne qui dépose la demande signe le registre dans la case réservée à cet effet. Il est interdit de détacher n'importe quelle feuille du registre.

Article 12 : Un exemplaire du récépissé du dépôt de la demande, mentionnant les pièces jointes reçues, est délivré à la personne ayant présenté la demande.

Si les pièces jointes à la demande ou les mentions obligatoires sont incomplètes, la demande est complétée dans un délai ne dépassant pas la clôture des candidatures.

Chapitre IV **Examen des demandes de candidature**

Article 13 : L'instance régionale peut informer une liste candidate de la possibilité de régulariser sa demande ou de la compléter.

Il n'est pas permis durant les délais fixés pour statuer sur les candidatures de demander à ce qu'une candidature soit régularisée ou complétée, et ce dans les cas suivants :

- Toute demande ne contenant pas les nombre exigé de candidats sur la liste initiale et sur la liste complémentaire ;
- Toute demande ne contenant pas les noms des candidats et leur classement sur la liste, ainsi que leurs signatures sur la liste initiale et sur la liste complémentaire conformément aux conditions prévues à l'article 8 ci-dessus ;
- Toute demande ne respectant pas le principe de la parité, sous réserve des limites exigées par le nombre impair des sièges réservés à certaines circonscriptions ;
- Tout remplacement de candidat effectué en dehors de la liste complémentaire en vue de régulariser ou de compléter la demande.

Article 14 : Dans le cas où le nom ou le symbole d'une liste est identique ou similaire au nom ou au symbole d'une autre liste, de manière à engendrer une confusion chez les électeurs, il est fait application des règles suivantes :

- Seules les listes d'un parti légalement constitué avant l'appel à candidatures ont le droit d'utiliser le nom et le symbole dudit parti. Outre ce cas, la liste candidate ayant déposé sa demande de candidature en premier conserve le nom ou le symbole qu'elle a choisi. Les autres listes sont tenues informées en vue de changer la dénomination ou le symbole ;

- En cas de conflit entre plusieurs listes partisanes à propos du nom ou du symbole en raison d'un litige concernant la présidence du parti, la dénomination est attribuée à la liste agréée par le premier responsable du parti selon les données disponibles auprès de l'autorité administrative chargées des affaires des partis politiques. L'autre liste est tenue informée en vue de changer de dénomination ou de symbole.

Article 15 : L'Instance vérifie que les listes indépendantes n'ont pas de dénominations ou de noms communs. Elle peut dans ce cas :

- Informer les représentants desdites listes en vue de changer le nom et le symbole dans un délai qu'elle fixe, à l'exception de la liste indépendante ayant été la première à déposer le nom et le symbole concernés ;

- Considérer lesdites listes comme une coalition, et ce par une décision motivée.

Article 16 : Dans le cas où la dénomination ou le symbole n'est pas conforme aux autres règles mentionnées dans l'article 5 de la présente décision, la liste concernée est informée afin de changer de dénomination ou de symbole.

Article 17 : La partie concernée doit effectuer le changement ou la régularisation indiquée dans les articles 13, 14, 15 et 16 ci-dessus dans un délai n'excédant pas 24 heures à compter de la date de notification, et sans dépasser dans tous les cas le délai fixé pour statuer sur les candidatures. La notification est faite par n'importe quel moyen laissant une trace écrite.

Chapitre V

Prise de décision sur les demandes de candidature

Article 18 : Les instances régionales statuent sur les demandes de candidatures dans un délai maximum de sept (7) jours à compter de la date de la clôture des candidatures.

Le Conseil de l'Instance statue sur les cas des listes indépendantes ayant des noms ou symboles communs dans un délai maximum de cinq (5) jours à compter de la date de la clôture des candidatures. Ses décisions sont immédiatement transmises aux instances régionales

concernées.

Article 19 : La décision émanant de l'Instance régionale mentionne notamment le nom complet de la liste, les noms de la tête de liste et de son représentant, la date de réception de la demande de candidature et l'issue de la demande.

Article 20 : L'instance régionale accepte les demandes qui remplissent les conditions de candidature. Concernant les listes indépendantes, les décisions des instances régionales ne sont prises qu'une fois le Conseil de l'Instance a statué sur les cas de dénominations et de symboles communs.

Article 21 : L'instance régionale rejette la demande de candidature dans les cas suivants :

- Le cas de dépôt de la demande de candidature après expiration des délais ;

- Lorsque la demande est dépourvue des mentions obligatoires ou est non-accompagnée des pièces requises ;

- Lorsque la liste ne remplit pas les conditions de candidature ;

- Lorsque l'un des candidats ne remplit pas les conditions de candidature.

La décision de rejet est dans tous les cas motivée.

Article 22 : L'instance régionale notifie sa décision à la tête de liste ou à son représentant dans un délai maximum de 24 heures à compter de la date de son adoption, et ce par tout moyen laissant une trace écrite.

Article 23 : Les listes acceptées sont affichées aux sièges des instances régionales et sont publiées sur le site électronique de l'Instance dans un délai ne dépassant pas le jour suivant l'expiration du délai fixé pour statuer sur les demandes de candidature.

Chapitre VI
Recours contre les décisions de candidature

Article 24 : Les décisions de l'Instance relatives aux candidatures sont susceptibles de recours par la tête de liste, l'un de ses membres, le représentant légal du parti ou les membres des autres listes candidates dans la même circonscription, conformément aux dispositions des articles 27 et 29 de la loi électorale.

Article 25 : L'instance régionale procède à l'exécution des jugements émanant :

- du tribunal de première instance et n'ayant pas fait l'objet de recours en appel, à condition de recevoir une expédition du jugement et un certificat de non-appel ;
- des chambres d'appel du Tribunal administratif, à condition de recevoir le jugement d'appel ou le certificat du prononcé du jugement.

L'exécution du jugement se fait par l'enregistrement de la liste candidate parmi les listes définitivement acceptées ou par sa radiation.

Article 26 : L'Instance annonce les listes définitivement admises après expiration des délais de recours en les publiant sur son site électronique.

Chapitre VII
Retrait des candidatures

Article 27 : Les candidatures peuvent être retirées dans un délai maximum de 15 jours avant le début de la campagne électorale.

Article 28 : La demande de retrait d'une candidature est déposée au siège de l'instance régionale dans laquelle la liste est candidate, soit personnellement par le candidat désirant se retirer, soit par la tête de liste, soit par son représentant de la liste. Concernant les listes candidates à l'étranger, la demande de retrait peut également être déposée par un mandataire de la liste en vertu d'une procuration signée et légalisée par le candidat désirant se retirer auprès de la mission diplomatique ou consulaire.

La demande est présentée en deux exemplaires contenant la dénomination de la liste et la signature du candidat concerné. La demande doit être accompagnée d'une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport.

La signature doit être légalisée si le candidat désirant se retirer ne se présente pas à l'instance au moment du dépôt de la demande.

Article 29 : Si la demande est présentée par le candidat désirant se retirer, l'instance régionale informe immédiatement le représentant de la liste du retrait de l'un de ses candidats.

Si le représentant de la liste est lui-même le candidat désirant se retirer, l'instance régionale informe les autres membres de la liste.

Si le retrait concerne une liste partisane, l'instance informe le représentant légal du parti.

La notification se fait dans tous les cas par tout moyen laissant une trace écrite.

Article 30 : La tête de liste complète la liste en recourant à la liste complémentaire. Il peut reclasser les candidats tout en respectant le principe de la parité et la règles de l'alternance.

Dans le cas où le reclassement des candidats conduit à un manquement à la condition de représentation des jeunes conformément à l'article 25 de la loi électorale, la liste est privée de la moitié de la valeur totale de l'indemnité de financement public.

La liste est complétée dans un délai maximum de 24 heures à compter de la notification susmentionnée. Aucune modification n'est possible après l'expiration de ce délai.

Une fois la liste complémentaire épuisée, ou si le retrait mène à une violation du principe de la parité et de la règles de l'alternance, les demandes de retrait sont irrecevables.

La demande de retrait présentée après l'expiration du délai n'a aucun effet sur la liste. L'instance régionale en prend note et transmet un exemplaire de ladite demande au siège central de l'Instance.

Chapitre VIII
Cas de décès ou d'incapacité totale du candidat

Article 31 : En cas de décès ou d'incapacité totale de l'un des candidats, son remplacement se fait dans les délais prévus à l'article 27 ci-dessus.

Si la demande de remplacement n'a pas été présentée ou si elle a été présentée hors délai, le décès ou l'incapacité totale du candidat est sans effet sur la liste.

Article 32 : Un avis concernant le cas de décès ou d'incapacité totale accompagné d'une demande de remplacement sont déposés au siège de l'instance régionale de la circonscription dans laquelle la liste est candidate, par la tête de liste ou par son représentant. Concernant les listes candidates à l'étranger, l'avis peut également être déposé par un mandataire de la liste en vertu d'une procuration signée et légalisée par la tête de liste ou par son représentant auprès de la mission diplomatique ou consulaire concernée.

La demande est présentée en deux (2) exemplaires contenant la dénomination de la liste et la signature de la tête de liste ou de son représentant. La demande est accompagnée d'un certificat ou d'un extrait de décès, ou d'un certificat médical attestant de l'incapacité totale. La liste est complétée conformément aux dispositions de l'article 30 ci-dessus.

Chapitre IX
Dispositions finales

Article 33 : Dans le cas où les instances régionales ne sont pas créées ou n'ont pas été mises en place, ou si Conseil de l'Instance ne leur a pas délégué les prérogatives mentionnées dans la présente décision, le Conseil de l'Instance détermine l'autorité ou les autorités rattachées à l'Instance qui seront en charge de ces prérogatives.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 1^{er} août 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-18 du 04 août 2014, relative aux règles et procédures de candidature à l'élection présidentielle (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 34, 74, 75, 125, 126 et le paragraphe 4 de l'article 148 ;

Vu la loi constitutionnelle n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment le chapitre II de son titre III ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Chapitre premier
Dispositions générales

Article premier : La présente décision fixe les règles et procédures de la candidature à l'élection présidentielle.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants s'entendent comme suit :

- L'Instance : l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;
- Le mandataire financier du candidat : une personne désignée par le candidat et habilitée à gérer le compte bancaire unique réservé au financement de sa campagne électorale et à le représenter en ce qui concerne les affaires financières et comptables liées à la campagne.

- Le représentant du candidat : une personne qui peut être désignée par le candidat pour le représenter devant l'Instance en ce qui concerne toutes les affaires liées à sa candidature, excepté les affaires financières et comptables.

Chapitre II
Conditions de candidature

Section première : Les conditions relatives au candidat

Article 3 : Le candidat à la présidence de la République doit remplir les conditions suivantes :

- Etre électeur inscrit sur le registre électoral ;
- Avoir la nationalité tunisienne dès la naissance ;
- Etre de religion musulmane ;
- Etre âgé au moins de trente-cinq (35) ans révolus à la date du dépôt de la candidature ;
- Ne pas avoir exercé, consécutivement ou séparément, deux mandats présidentiels entiers ;
- Ne pas être dans un des cas d'interdiction suivant :
 - o La perte de la qualité d'électeur,
 - o La perte du droit de candidature suite à une révocation du poste de Président de la République par une décision de la Cour constitutionnelle au sens de l'article 88 de la Constitution,
 - o La perte du droit de candidature suite à une condamnation pour avoir perçu un financement étranger pour sa campagne électorale lors d'une précédente élection au sens de l'article 163 de la loi électorale.

Section 2 : Les conditions relatives au parrainage

Article 4 : Le candidat doit être parrainé par dix (10) députés de l'Assemblée des représentants du peuple, ou par quarante (40)

présidents de conseils de collectivités locales élus, ou par dix milles (10.000) électeurs inscrits et répartis sur au moins dix (10) circonscriptions électorales, à condition que leur nombre ne soit pas inférieur à cinq cent (500) électeurs par circonscription.

Pour la première élection présidentielle suivant l'adoption de la Constitution, le candidat doit être parrainé par dix (10) membres de l'Assemblée nationale constituante, ou par dix milles (10.000) électeurs inscrits et répartis sur au moins dix (10) circonscriptions électorales, à condition que leur nombre ne soit pas inférieur à cinq cent (500) électeurs par circonscription.

Article 5 : Il est interdit de parrainer plus d'un candidat à l'élection présidentielle.

Chapitre III Dépôt des candidatures

Article 6 : Le Conseil de l'Instance fixe les dates d'ouverture et de clôture des candidatures à la présidence de la République, les publie sur le site électronique de l'Instance et les annonce à travers les médias écrits et audiovisuels.

Article 7 : Les candidatures sont déposées au siège central de l'Instance par le candidat ou par son représentant moyennant une procuration légalisée par les autorités tunisiennes compétentes.

Article 8 : La demande de candidature est déposée en deux exemplaires sur un formulaire préparé par l'Instance à cet effet. Elle comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- Le nom complet du demandeur, ainsi que sa qualité ;
- Le nom complet du candidat, sa date et lieu de naissance, sa religion, sa profession, son adresse, son numéro de téléphone, le numéro de sa carte d'identité nationale ou de son passeport et la liste électorale sur laquelle il est inscrit ;
- Indiquer si le candidat est titulaire d'une ou de plusieurs nationalités étrangères tout en les mentionnant ;

- Les coordonnées du candidat et le cas échéant de son représentant, ainsi que celles de son mandataire ;

- Une déclaration signée assurant que toutes les conditions de candidatures sont remplies et que les informations déclarées sont authentiques. La signature doit être légalisée dans le cas où la demande n'est pas présentée personnellement par le candidat ;

- Pour les candidats des partis politiques : le visa du représentant légal du parti politique sur la demande de candidature et la mention de ses coordonnées.

Article 9 : La demande de candidature est obligatoirement accompagnée des pièces suivantes :

- Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport du candidat ;
- Deux (2) photos d'identité récentes du candidat, conformément aux spécifications techniques fixées par l'Instance ;
- Certificat de nationalité tunisienne ;
- Un extrait de naissance du candidat émis depuis moins de six mois ;
- Une copie de l'extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) du candidat ;
- Pour les titulaires d'une ou de plusieurs nationalités étrangères : un engagement signé et légalisé de renonciation à la nationalité ou aux nationalités étrangères au moment où le candidat est proclamé élu Président de la République ;
- Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport du mandataire financier et du représentant du candidat ;
- Une copie papier et une copie électronique de la liste des parrains comportant obligatoirement le nom complet du parrain, sa qualité, sa circonscription électorale, le numéro de sa carte d'identité nationale et sa signature. La copie électronique doit être conforme aux spécifications techniques fixées par l'Instance ;
- L'attestation de dépôt d'une caution financière d'une valeur de dix-mille (10.000) dinars à la Trésorerie générale de Tunisie.

Chapitre IV
Réception des demandes de candidature

Article 10 : Lors du dépôt de la demande de candidature, le chargé de la réception des candidatures vérifie :

- la qualité du demandeur conformément à l'article 7 ci-dessus,
- si la demande contient toutes les mentions obligatoires,
- si la demande est accompagnée des documents requis.

Toute demande déposée par une personne n'ayant pas la qualité pour le faire est irrecevable.

Article 11 : Le chargé de la réception des demandes consigne obligatoirement sur le registre des candidatures, coté et paraphé sans discontinuité par l'Instance, les données suivantes :

- le nom du candidat,
- la date de dépôt de la demande (le jour, le mois et l'année),
- le moment du dépôt de la demande en précisant l'heure et la minute,
- les prénom et nom du demandeur, son adresse, son numéro de téléphone et le cas échéant son courrier électronique ou son fax,

Le demandeur signe le registre dans la case réservée à cet effet.

Il est interdit de détacher n'importe quelle feuille du registre.

Article 12 : Un exemplaire du récépissé du dépôt de la demande mentionnant les pièces jointes reçues est délivré à la personne ayant déposé la demande.

Si les pièces accompagnant la demande ou les mentions obligatoires sont incomplètes, elles peuvent être complétées dans un délai ne dépassant pas la date de la clôture des candidatures.

Chapitre V
Examen des demandes de candidature

Article 13 : L'Instance vérifie si toutes les conditions de candidature

prévue à l'article 3 ci-dessus sont remplies.

Article 14 : L'Instance vérifie les parrainages et leur nombre, et s'assure qu'aucune personne n'a parrainé plus d'un candidat. Concernant le parrainage d'un candidat par un électeur, c'est la date du dépôt de la demande au bureau d'ordre de l'Instance qui est prise en compte pour l'appréciation de sa primauté.

Le parrainage qui ne remplit pas la condition des mentions obligatoires se rapportant au nom complet, au numéro de la carte d'identité nationale et à la signature du parrain n'est pas retenu.

L'Instance informe le candidat ou son représentant du nombre des parrainages non conformes aux conditions légales, s'ils sont inférieurs au nombre requis. Le candidat peut procéder au remplacement dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date de la notification, et à condition de ne pas dépasser dans tous les cas le délai fixé pour statuer sur les candidatures, sous peine de rejet de la demande de candidature.

Article 15 : L'Instance vérifie que les parrainages sont faits par des électeurs répartis sur au moins dix (10) circonscriptions électorales et que leur nombre n'est pas inférieur à cinq-cents (500) électeurs par circonscription.

Article 16 : L'Instance peut demander à ce que la demande soit complétée ou à ce que des documents justificatifs lui soient fournis. Le concerné doit répondre dans un délai maximum de 24 heures à compter de la date de la notification et sans dépasser dans tous les cas le délai fixé pour statuer sur les candidatures.

Article 17: La notification mentionnée aux articles 14 et 16 ci-dessus se fait par l'un des moyens suivants :

- Le fax, le cas échéant ;
- Le courrier électronique, le cas échéant ;
- Un télégramme ;
- Une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le candidat peut également être informé par tout autre moyen laissant une trace écrite.

Chapitre VI

Prise de décision sur les demandes de candidature

Article 18 : Le Conseil de l'Instance statue sur les demandes de candidature dans un délai maximum de quatre (4) jours à compter de la clôture des candidatures.

Dans les cas mentionnés aux deuxième et troisième paragraphes de l'article 49 de la loi électorale, le Conseil statue sur la demande dans un délai maximum de deux (2) jours.

Article 19 : La décision prise par le Conseil de l'Instance mentionne notamment, le nom complet du candidat, la date de réception de la demande de candidature et l'issue de la demande.

Le Conseil de l'Instance rejette la demande de candidature dans les cas suivants :

- Le cas de dépôt de la demande de candidature après expiration du délai légal ;
- Lorsque la demande est dépourvue des mentions obligatoires ou est non-accompagnée des pièces requises ;
- Lorsque les conditions de candidature ne sont pas remplies.

La décision de rejet est dans tous les cas motivée.

Article 20 : L'Instance notifie sa décision au candidat dans un délai de maximum de 24 heures à partir de la date de son adoption par l'un des moyens suivants :

- Une lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Un télégramme ;
- Le fax, le cas échéant ;
- Le courrier électronique, le cas échéant.

Le candidat peut également être informé par tout autre moyen laissant une trace écrite.

Article 21 : La liste des candidats retenus est affichée au siège central de l'Instance et publiée sur son site électronique dans un délai ne dépassant pas 24 heures à compter de la fin du délai fixé pour statuer sur les demandes de candidature.

Chapitre VII

Recours contre les décisions de candidature

Article 22 : Les décisions de l'Instance relatives aux candidatures sont susceptibles de recours conformément aux dispositions des articles 46 et 47 de la loi électorale.

Article 23 : L'Instance procède à l'exécution des jugements émanant des chambres d'appel du Tribunal administratif qui n'ont pas fait l'objet de recours devant l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif, à condition que les documents suivants lui soient notifiés :

- Une expédition du jugement,
- Un certificat de non-appel.

Article 24 : L'Instance procède à l'exécution des décisions émanant de l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif, à condition que la décision ou l'attestation du prononcé de la décision lui soit notifiée.

Article 25 : L'exécution des jugements ou des décisions se fait par l'inscription du candidat sur la liste des candidats définitivement retenus ou par sa radiation de ladite liste.

Article 26 : L'Instance annonce la liste des candidats définitivement retenus en la publiant au Journal officiel de la République tunisienne et sur son site électronique.

Chapitre VIII

Retrait des candidatures

Article 27 : La candidature peut être retirée avant l'annonce de la liste des candidats définitivement retenus.

Article 28 : La demande de retrait d'une candidature est déposée soit personnellement par le candidat soit par son représentant, au siège central de l'Instance.

Article 29 : La demande de retrait de candidature doit mentionner le nom du candidat désirant se retirer et sa signature. La signature doit être légalisée dans le cas où la demande est déposée par le représentant du candidat.

La demande de retrait de candidature déposée après l'annonce de la liste des candidats définitivement retenus n'a aucun effet juridique.

Article 30 : en cas de décès de l'un des candidats au premier tour ou de l'un des deux candidats au second tour, les candidatures sont rouvertes conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 49 de la loi électorale.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 04 août 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar



Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-09 du 09 juin 2014, fixant les conditions et les procédures d'accréditation des observateurs nationaux et étrangers pour les élections et le référendum (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 55, 75, 125 et 126 ;

Vu la loi constitutionnelle n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs, et notamment les paragraphes 9 et 10 de son article 3, et son article 19 ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment ses articles 2 et 4 ;

Vu le règlement intérieur de l'Instance supérieure indépendante pour les élections adopté en vertu de la décision n° 05 du 24 avril 2014, et notamment son article 15 ;

Et après délibération et discussion, décide ce qui suit :

Article premier: La présente décision fixe les conditions et les procédures d'accréditation des observateurs nationaux et étrangers pour les élections et le référendum.

Article 2: Toute organisation ou association peut observer les élections et le référendum sous condition d'obtention d'une accréditation de la part de l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

Article 3: Le code de bonne conduite relatif aux observateurs nationaux et étrangers, adopté par l'Instance supérieure indépendante pour les élections et annexé à la présente décision, comporte les différentes obligations incombant aux observateurs. La signature dudit

code de bonne conduite constitue une condition nécessaire pour l'attribution de l'accréditation.

Article 4: Les observateurs présentés par les organisations ou les associations doivent obéir aux conditions suivantes :

1- Concernant les observateurs nationaux :

- Etre électeur,
- Ne pas appartenir à l'Instance supérieure indépendante pour les élections,
- Ne pas être candidat aux élections objet de l'observation,
- Etre présenté par une organisation ou une association exerçant dans le domaine électoral ou dans les domaines de la démocratie, des droits de l'Homme et de la citoyenneté,
- Avoir suivi une formation dans le domaine de l'observation des élections.

2- Concernant les observateurs étrangers :

- Etre âgé de dix-huit (18) ans au minimum le jour du dépôt de la demande d'accréditation,
- Etre présenté par une organisation ou une association étrangère exerçant dans le domaine de l'observation des élections,
- Avoir suivi une formation dans le domaine de l'observation des élections.

Article 5: Les demandes d'accréditation sont acceptées dans les délais fixés par l'Instance pour chaque élection ou référendum, à condition que les demandes soient présentées au moins une semaine avant le jour du scrutin ou du référendum.

Les demandes sont soit déposées par l'organisation ou l'association désirant obtenir une accréditation directement auprès de l'Instance, soit envoyées par voie postale par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnées des pièces suivantes :

- Le document officiel désignant la personne responsable de la présentation de la demande d'accréditation,
- Les documents indiquant le domaine d'activité de l'organisation ou de l'association,
- Les documents attestant de la formation suivie dans le domaine de l'observation des élections,
- Le formulaire mis en ligne sur le site électronique de l'Instance, signé par le représentant légal de l'organisation ou de l'association concernée,
- La liste nominative des observateurs, et le cas échéant, des interprètes, signée par le représentant légal de l'organisation ou de l'association,
- Le code de bonne conduite des observateurs obtenu au siège de l'Instance ou téléchargé à partir du site électronique, signé et cacheté par le représentant légal de l'organisation ou de l'association demandant l'accréditation,
- Des copies des cartes d'identités nationales ou des passeports des observateurs et des interprètes,
- Deux photos d'identité de chaque observateur ou interprète, portant son nom et son prénom.

Article 6 : L'Instance statue sur les demandes d'accréditation dans un délai ne dépassant pas cinq jours à partir de la date du dépôt de la demande auprès de l'Instance ou de la date de l'accusé de réception.

L'Instance notifie sa décision au demandeur d'accréditation par tout moyen laissant une trace écrite. Toute décision de refus doit être motivée. La liste des observateurs accrédités est publiée, au fur et à mesure, sur le site électronique de l'Instance.

Article 7 : Les observateurs nationaux et internationaux ont le droit de suivre les différentes étapes du processus électoral ou référendaire relatives :

- à l'inscription sur les listes électorales,
- aux candidatures,
- à la période électorale ou référendaire,

- au scrutin,
- au dépouillement,
- à la compilation des résultats,
- au contentieux électoral ou référendaire,
- à la proclamation des résultats préliminaires et des résultats définitifs.

Les observateurs nationaux et étrangers ont également le droit :

- d'accéder aux bureaux d'inscription et aux bureaux de vote et de dépouillement,
- d'obtenir de l'Instance les données relatives au déroulement de l'opération électorale ou référendaire,
- se faire assister par un interprète titulaire d'une carte d'accréditation délivrée par l'Instance, et ce pour les observateurs étrangers,
- de demander à ce que toutes les observations et les réserves relatives aux opérations de scrutin et de dépouillement soient consignées dans une note annexée au procès-verbal de l'opération vote ou celui du dépouillement.

Article 8 : Les observateurs nationaux et étrangers sont tenus de :

- respecter la législation électorale et le code de bonne conduite des observateurs,
- respecter la législation nationale et la souveraineté de l'Etat tunisien, et ce notamment pour les observateurs étrangers,
- respecter les principes d'impartialité, d'indépendance et d'intégrité à l'égard des différentes parties intervenantes dans le processus électoral ou référendaire,
- agir conformément aux standards internationaux relatifs à l'observation des élections,
- s'abstenir de tout acte ou dire susceptible de porter atteinte au bon déroulement du processus électoral ou référendaire, ou de l'enrayer,
- éviter tout ce qui pourrait induire une situation de conflit d'intérêts.

Ces mêmes obligations s'appliquent aux interprètes assistant les observateurs étrangers.

Article 9 : L'Instance peut retirer l'accréditation à l'observateur ou à l'organisation ou l'association à laquelle il est rattaché, et ce dans les cas suivants :

- non-respect de la législation électorale,
- manquement à l'une des obligations incombant aux observateurs et mentionnées dans la présente décision ou dans le code de bonne conduite,
- atteinte au bon déroulement du processus électoral ou référendaire,
- non-respect des décisions émanant de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,
- représentation d'un candidat ou d'une liste ou d'un parti dans un des lieux dans lesquels se déroule l'opération électorale ou référendaire,
- apport de n'importe quel type de soutien à l'un des candidats ou des listes ou des partis.

Dans le cas où un manquement des observateurs aux obligations et devoirs qui leurs incombent est constaté, l'Instance peut, après avoir mené les enquêtes nécessaires et après audition de la personne concernée ou du représentant de l'organisation ou de l'association concernée, adresser un avertissement ou prendre une décision motivée portant retrait de l'accréditation. La décision de retrait de l'accréditation est notifiée à l'organisation ou à l'association par tout moyen laissant une trace écrite ou à travers sa publication sur le site électronique de l'Instance.

Ces mêmes dispositions sont applicables aux interprètes assistant les observateurs étrangers.

Cette décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 09 Juin 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections

Mohamed Chafik Sarsar

Code de bonne conduite des observateurs nationaux et étrangers pour les élections et le référendum
(Traduction non-officielle)

L'observation des élections constitue une des plus importantes garanties contribuant à la réalisation d'élections démocratiques, intègres et transparentes. En effet, la participation de la société civile et de la communauté internationale au processus électoral vise la création d'une atmosphère de sécurité et de crédibilité autour de l'opération électorale, la consolidation de la transparence du processus électoral et le renforcement de la confiance en ce processus. Elle tend également à assurer l'acceptation des résultats définitifs des élections ou du référendum aussi bien par les électeurs que par les candidats, les listes candidates et les partis politiques.

En application des dispositions de la Constitution et notamment ses articles 55, 75, 125 et 126 ; de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections et notamment les paragraphes 9 et 10 de son article 3, et son article 19 ; de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum et notamment ses articles 2 et 4 ;

L'Instance supérieure indépendante pour les élections a décidé de fixer les principes et les règles de l'observation des élections et du référendum dans un code de bonne conduite relatif aux observateurs, qui doit être signé par toute personne désirant observer les élections et le référendum.

• *Les obligations de l'organisation ou de l'association :*

Toute organisation ou association désirant observer les élections ou le référendum est tenue de :

- Respecter la législation électorale et les décisions émanant de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,
- S'engager à respecter la souveraineté de l'Etat tunisien, ainsi que la législation nationale, et ce pour les organisations ou associations étrangères,

- Etre impartiale et indépendante à l'égard de l'ensemble des parties intervenantes dans l'opération électorale et référendaire,
- Former les observateurs qui lui sont rattachés dans le domaine de l'observation des élections et les tenir informés de la législation électorale et du code de bonne conduite,
- Avoir la capacité de superviser les observateurs qui lui sont rattachés,
- Faire preuve de réserve et d'objectivité et s'assurer que la collecte des informations et des données soit faite auprès des sources officielles habilitées à cet effet par la législation électorale,
- Ne pas divulguer les résultats des élections et du referendum,
- Elaborer un rapport comportant une évaluation objective de l'opération électorale et en transmettre une copie à l'Instance après la proclamation des résultats définitifs des élections ou du referendum et ce, dans des délais raisonnables.

• *Les obligations de l'observateur :*

Pendant l'exercice de sa mission, l'observateur est tenu de :

- Porter sa carte d'accréditation de sorte qu'elle soit visible,
- Ne pas porter atteinte au bon déroulement du processus électoral, ni l'entraver,
- Eviter tout ce qui pourrait influencer la volonté des électeurs,
- S'abstenir de porter une tenue ou un sigle indiquant une quelconque appartenance politique,
- S'abstenir d'apporter un quelconque soutien à n'importe quel parti politique ou liste candidate ou candidats,
- S'abstenir de recevoir toute somme d'argent ou tout avantage matériel ou autre de la part des partis politiques ou des listes candidates ou des candidats ou de toute autre partie ayant un rapport avec les élections ou le referendum,
- S'abstenir de tout acte ou dire susceptible de porter atteinte au bon déroulement du processus électoral ou référendaire, ou de l'entraver,

- Eviter tout ce qui pourrait induire une situation de conflit d'intérêts,
- Se comporter correctement avec les différents responsables de l'opération électorale et se conformer aux ordres qu'ils émettent dans le cadre de leurs prérogatives et conformément à la législation électorale,
- Respecter le principe du secret du vote,
- Ne participer à aucun type de négociations ou de discussions à l'intérieur des bureaux de vote, ainsi que dans les différents lieux de l'opération électorale,
- Ne détenir aucun type d'armes dans les différents lieux de l'opération électorale.

Texte de l'engagement

L'organisation	/l'association
.....	en la
personne de son représentant légal	déclare :
.....	

- Avoir eu connaissance de la législation électorale et du code de bonne conduite et s'engage à les respecter,
- Avoir tenu ses observateurs informés de la législation électorale, du code de bonne conduite et de leur engagement à respecter les obligations qui leur incombent,
- L'absence de toute sorte de conflit d'intérêts qu'il soit politique, économique ou autre, pouvant affecter le respect des obligations de l'organisation ou de l'association ou des observateurs qui lui sont rattachés.

Date

Signature et cachet

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-10 du 09 juin 2014, fixant les conditions et les procédures d'accréditation des journalistes nationaux et étrangers pour les élections et le référendum (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 55, 75, 125 et 126,

Vu la loi constitutionnelle n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs,

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs, et notamment les paragraphes 9 et 10 de son article 3 et son article 19,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment son article 2,

Vu le règlement intérieur de l'Instance supérieure indépendante pour les élections adopté en vertu de la décision n° 2014-05 du 24 avril 2014, et notamment son article 15,

après délibération et discussion, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les conditions et les procédures d'accréditation des journalistes et des représentants des établissements médiatiques pour les élections et le référendum. Les dispositions de la présente décision s'appliquent aux médias audiovisuels et à la presse écrite et électronique, publics et privés, nationaux et étrangers.

Article 2 : L'Instance supérieure indépendante pour les élections est seule habilitée à octroyer l'accréditation et à statuer sur les demandes y afférent.

Article 3 : Le code de bonne conduite relatif aux journalistes et aux représentants des établissements médiatiques nationaux et étrangers, adopté de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et

annexé à la présente décision, comporte les différentes obligations leur incomptant. La signature dudit code constitue une condition nécessaire pour l'attribution de l'accréditation.

Article 4 : Les journalistes et les représentants des établissements médiatiques désirant obtenir l'accréditation doivent obéir aux conditions suivantes :

3- Concernant les journalistes nationaux :

- Etre électeur ;
- Ne pas appartenir à l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;
- Ne pas être candidat aux élections objet de la couverture médiatique ;
- Etre titulaire d'une carte professionnelle ou d'une carte d'adhésion au syndicat national des journalistes tunisiens.

4- Concernant les journalistes étrangers :

- Etre autorisé à exercer son activité sur le territoire national, par les autorités publiques tunisiennes compétentes ;
- Etre titulaire d'une carte professionnelle.

Article 5 : Les demandes d'accréditation sont acceptées dans les délais fixés par l'Instance pour chaque élection ou référendum. Les demandes sont soit directement déposées auprès de l'Instance, soit envoyées par voie postale par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par courrier électronique à l'adresse électronique réservée à cet effet. Les demandes sont accompagnées des pièces suivantes :

- Le formulaire mis en ligne sur le site électronique de l'Instance signé par le demandeur d'accréditation ou par le représentant légal de l'établissement médiatique ;
- Le code de bonne conduite des journalistes annexé à la présente décision obtenu au siège de l'Instance ou téléchargé à partir du site électronique, signé et cacheté par le journaliste demandeur de l'accréditation ou par le représentant légal de l'établissement médiatique ;

- Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport de chaque demandeur d'accréditation ;

- Une copie de la carte professionnelle de chaque demandeur d'accréditation. Pour les journalistes tunisiens, une copie de la carte d'adhésion au syndicat national des journalistes est suffisante ;

- Deux photos d'identité de chaque demandeur d'accréditation portant son nom et son prénom.

En outre, les établissements médiatiques doivent présenter :

- le document officiel désignant la personne responsable de la présentation de la demande d'accréditation ;

- la liste nominative des journalistes, des photographes, des techniciens et, le cas échéant, des interprètes, signée par l'établissement médiatique concerné, et accompagnée des pièces susmentionnées et requises pour chaque demandeur d'accréditation. Les techniciens et les interprètes sont dispensés de la présentation d'une carte professionnelle.

Les journalistes et les médias étrangers sont tenus de présenter une copie du document officiel attestant de l'autorisation délivrée par les autorités publiques tunisiennes compétentes.

Article 6 : L'Instance statue sur les demandes d'accréditation dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours à compter de la date de la réception de la demande ou de la date de l'accusé de réception. L'Instance notifie sa décision au demandeur par tout moyen laissant une trace écrite. La décision de refus doit être motivée. La liste des établissements médiatiques et des journalistes accrédités est publiée sur le site électronique de l'Instance.

Article 7 : Les établissements médiatiques et les journalistes, nationaux et étrangers, ont le droit d'accéder à l'information, sans obstacles ni discrimination, et d'obtenir de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, l'ensemble les données publiables concernant le déroulement des différentes étapes de l'opération électorale ou référendaire.

Article 8 : Les représentants des établissements médiatiques et les journalistes sont tenus par les obligations suivantes :

- Respecter la législation électorale et le code de bonne conduite des journalistes ;

- Respecter la législation nationale et la souveraineté de l'Etat tunisien, et ce pour les établissements médiatiques et les journalistes étrangers ;

- Respecter les règles et la déontologie de la profession ainsi que la législation nationale organisant la profession de journaliste et les médias ;

- Respecter les règles et les obligations incombant aux médias durant la période électorale ou référendaire ;

- Assurer une couverture médiatique objective, équilibrée et neutre du processus électoral ou du référendum ;

- Ne pas porter atteinte au bon déroulement du processus électoral ou référendaire, ni les entraver.

Ces mêmes obligations s'appliquent aux techniciens et aux interprètes travaillant avec les journalistes et les établissements médiatiques.

Article 9 : L'Instance peut retirer l'accréditation des journalistes ou des établissements médiatiques dans les cas suivants :

- Le non-respect de la législation électorale ;

- Le manquement à l'une des obligations incombant aux journalistes et aux médias prévues dans la présente décision ou dans le code de bonne conduite des journalistes ;

- La violation des règles et des obligations incombant aux médias durant la période électorale ou référendaire ;

- L'atteinte au bon déroulement du processus électoral ou référendaire ;

- La représentation d'un candidat ou d'une liste ou d'un parti dans un des lieux dans lesquels se déroule l'opération électorale ou le référendaire ;

- L'apport de n'importe quel type de soutien à l'un des candidats ou des listes ou des partis.

Dans le cas où un manquement aux obligations et devoirs incombant aux journalistes ou aux établissements médiatiques est constaté,

l'Instance peut, après avoir mené les enquêtes nécessaires et après audition de la personne concernée ou du représentant de l'établissement médiatique concerné, adresser un avertissement ou prendre une décision motivée portant retrait de l'accréditation. La décision de retrait est notifiée à la partie concernée par tout moyen laissant une trace écrite ou à travers la publication sur le site électronique de l'Instance.

Ces mêmes dispositions sont applicables aux techniciens et interprètes travaillant avec les journalistes et les établissements médiatiques.

La présente décision est publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 09 Juin 2014

Le Président de L'Instance Supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Code de bonne conduite des journalistes nationaux et étrangers pour les élections et le référendum
(Traduction non-officielle)

L'accréditation des journalistes nationaux et étrangers est prévue en vue de leur permettre d'accéder aux différents lieux de l'opération électorale, afin d'assurer une couverture médiatique intégrale et neutre du processus électoral et du référendum.

En application des dispositions de la Constitution et notamment ses articles 55, 75, 125 et 126, de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections et notamment les paragraphes 9 et 10 de son article 3 ainsi que son article 19, de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum et notamment son article 2 ;

L'Instance supérieure indépendante pour les élections a décidé de fixer les principes et les règles essentielles du suivi et de la couverture du processus électoral ou référendaire par les établissements médiatiques

et les journalistes, nationaux et étrangers, dans les lieux affectés auxdits processus, et ce dans un code de bonne conduite qui doit être signé par toute personne désirant être accréditée par l'Instance.

• ***Les obligations générales :***

Tout journaliste ou tout établissement médiatique désirant obtenir l'accréditation auprès de l'Instance est tenu de :

- respecter les règles et la déontologie de la profession, la législation nationale organisant la profession de journaliste et les médias, la loi électorale et le code de bonne conduite ;

- s'engager à respecter la souveraineté de l'Etat tunisien et sa législation nationale, et ce pour les médias et journalistes étrangers ;

- respecter les décisions adoptées par l'Instance et notamment celles relatives aux règles et obligations incombant aux médias pendant la période électorale ou la période référendaire ;

- assurer une couverture médiatique objective du processus électoral et faire preuve de neutralité à l'égard de l'ensemble des parties intervenantes dans le processus électoral ou référendaire ;

- s'assurer que la collecte des informations et des données soit faite auprès des sources officielles habilitées, à cet effet par la législation électorale ;

- s'abstenir de recevoir tout bien ou présent, de quelle que partie que ce soit, en contrepartie de la publication d'une fausse information ou de la censure d'une information exacte ;

- s'abstenir de publier ou de diffuser, à destination du public, des déclarations ou des informations dans le but d'inciter à la violence ou d'entraver le processus électoral ou référendaire ;

- s'abstenir de porter une tenue ou un sigle indiquant une quelconque appartenance politique ;

- être muni de sa carte d'accréditation durant le suivi et la couverture des différentes opérations électorales ou référendaires.

• Les obligations spécifiques au jour du scrutin :

Outre les obligations générales, tout journaliste, durant le suivi de l'opération de vote, est tenu de :

- s'abstenir de tout comportement susceptible d'entraver le travail de l'Instance ou les opérations de vote et de dépouillement, ou d'influencer la volonté des électeurs ;
- s'abstenir de filmer/photographier à l'intérieur des bureaux de vote, sous réserve d'autorisation de la part du président du bureau de vote ;
- se comporter correctement avec les différents responsables de l'opération électorale et se conformer aux ordres qu'ils émettent dans le cadre de leurs prérogatives et conformément à la législation électorale ;
- ne pas détenir aucun type d'armes dans les différents lieux de l'opération électorale ou référendaire.

Texte de l'engagement

Le journaliste/l'établissement médiatique en la personne de son représentant légal déclare :

- avoir vu la législation électorale et le code de bonne conduite des journalistes et s'engage à en respecter le contenu,
- s'engager à respecter les règles et les obligations incombant aux médias durant la période électorale ou la période référendaire.

Date

Signature et cachet

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-29 du 13 septembre 2014, relative à l'accréditation des hôtes de l'Instance à l'occasion des élections et du référendum (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 55, 75, 125 et 126 ;

Vu la loi constitutionnale n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant, et notamment le paragraphe 10 de son article 3 ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les conditions et les procédures d'accréditation des hôtes pour les élections et le référendum.

Article 2 : L'accréditation des hôtes de l'Instance, parmi les Etats, les organisations internationales, les personnalités nationales ou internationales, à l'occasion des élections et du référendum, se fait pas décision de son président sur invitation émanant de ce dernier ou sur demande adressée à l'Instance.

Article 3 : Les hôtes de l'Instance ont le droit de suivre les différentes étapes du processus électoral ou référendaire. Ils ont notamment le droit :

- d'accès aux bureaux d'inscription, aux bureaux de vote et de dépouillement, aux bureaux centralisateurs et, le cas échéant, aux centres de collecte ;

- de se faire assister, le cas échéant, par un interprète et des accompagnateurs accrédités par l'Instance.

Article 4 : Les hôtes sont tenus de :

- respecter la législation électorale ;
- respecter la législation nationale et la souveraineté de l'Etat tunisien ;
- faire preuve d'impartialité, d'indépendance et d'intégrité à l'égard des différentes parties intervenantes dans le processus électoral ou référendaire ;
- s'abstenir de tout acte ou dire susceptible de porter atteinte au processus électoral ou référendaire, ou de l'entraver.

Ces mêmes obligations s'appliquent aux interprètes et accompagnateurs les assistant.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance.

Tunis, le 13 septembre 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections

Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-31 du 06 octobre 2014, fixant les conditions et les procédures d'accréditation des représentants des listes candidates, candidats et partis (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 34, 55, 75, 125 et 126 ;

Vu la loi constitutive n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs, et notamment les paragraphes 9 et 10 de son article 3, et son article 19 ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment ses articles 123, 124, 129, 133, 135, 139 et 140 ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les conditions et les procédures d'accréditation des représentants des listes candidates, des candidats et des partis pour suivre les opérations de vote, de dépouillement et de compilation des résultats.

Article 2 : Est entendue par liste candidate, candidat et parti, au sens de la présente décision, la liste candidate aux élections législatives, le candidat à l'élection présidentielle et le parti politique lors du référendum.

Article 3 : Toute liste candidate, tout candidat et tout parti peut proposer un ou plusieurs représentants pour suivre le déroulement des opérations de vote, de dépouillement et de compilation des résultats, sous condition d'obtention d'une accréditation de la part de l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

Article 4 : Un code de bonne conduite relatif aux listes candidates, candidats ou partis et à leurs représentants lors des élections et du

référendum, et comportant les différentes obligations leur incombeant, est adopté par l'Instance supérieure indépendante pour les élections et annexé à la présente décision. La signature dudit code de bonne conduite constitue une condition nécessaire pour l'attribution de l'accréditation.

Article 5 : Les représentants proposés par les listes candidates, les candidats et les partis doivent obéir aux conditions suivantes :

- Etre présentés par l'un des candidats à l'élection présidentielle, l'une des listes candidates aux élections législatives ou l'un des partis participant au référendum ;
- Etre un électeur inscrit sur les listes électorales ;
- Ne pas appartenir à l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;
- Ne pas être accrédité à titre d'observateur lors des mêmes élections ou du même référendum ;
- Ne pas se présenter pour représenter plus d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti ;
- Pour les élections législatives et présidentielle, ne pas être candidat aux mêmes élections.

Article 6 : Les demandes d'accréditation sont acceptées dans les délais fixés par l'Instance pour chaque élection ou référendum, à condition que les demandes soient présentées une semaine au moins avant le jour du scrutin ou du référendum.

Les demandes sont déposées par la tête de liste candidate, le candidat ou le parti désirant obtenir une accréditation ou par son représentant sur la base d'une procuration faite à cet effet, directement auprès de l'instance régionale concernée pour les élections législatives, et au siège central de l'Instance pour l'élection présidentielle ou le référendum. Elles sont accompagnées des pièces suivantes :

1. Le formulaire relatif à l'accréditation des représentants d'une liste candidate, d'un candidat ou d'un parti signé par la tête de la liste candidat ou son représentant, par le candidat, ou par le représentant légal du parti. Ce formulaire est téléchargé à partir du site électronique de l'Instance ;

2. La liste nominative des représentants de la liste candidate, du candidat ou du parti, mentionnant les numéros de leurs cartes d'identité nationale, signée, selon les cas, par la tête de la liste candidate ou son représentant, par le candidat ou par le représentant légal du parti. Le modèle-type de la liste nominative est téléchargé à partir du site électronique de l'Instance ;

3. Des copies des cartes d'identités nationales des représentants proposés ;

4. Deux photos d'identité de chaque représentant proposé ;

5. Une copie du code de bonne conduite relatif aux listes candidates, candidats ou partis et à leurs représentants lors des élections et du référendum, obtenue au siège de l'Instance ou téléchargée à partir de son site électronique et signée , selon les cas, par la tête de la liste candidate ou son représentant, par le candidat ou par le représentant légal du parti.

Article 7 : L'Instance statue sur les demandes d'accréditation dans un délai ne dépassant pas cinq jours à partir de la date du dépôt de la demande auprès de l'Instance.

L'Instance notifie sa décision au demandeur d'accréditation par tout moyen laissant une trace écrite ou en publiant la liste des représentants accrédités sur son site électronique. Toute décision de refus doit être motivée.

Article 8 : Pour suivre les opérations de vote, de dépouillement et de compilation des résultats, les représentants des listes candidates, des candidats et des partis ont le droit :

- d'accéder aux bureaux de vote et de dépouillement, ainsi qu'aux bureaux centralisateurs et le cas échéant aux centres de collecte, afin de suivre toutes les opérations électorales qui s'y déroulent,

- de signer le procès-verbal de l'opération de vote ou celui de l'opération de dépouillement suivie.

- de demander, le cas échéant, à ce que toutes les observations et les réserves relatives aux opérations de vote et de dépouillement soient consignées dans une note préparée à cet effet et annexée au procès-verbal de l'opération vote ou celui du dépouillement.

Article 9 : Les représentants des listes candidates, des candidats et des partis sont tenus notamment de :

- respecter la législation électorale et le code de bonne conduite des listes candidates, des candidats et des partis ;
- porter la carte d'accréditation tout au long de l'accomplissement de leur mission ;
- ne pas porter d'insignes indiquant leur appartenance politique ;
- ne pas être présents à l'intérieur du bureau de vote ou du bureau centralisateur à raison de plus d'un représentant d'une même liste candidate, d'un même candidat ou d'un même parti en même temps ;
- respecter les agents responsables de l'opération électorale et se conformer aux instructions et décisions du président du bureau de vote ou du bureau centralisateur ;
- ne pas s'immiscer dans le travail des agents responsables de l'opération électorale ;
- ne pas porter atteinte au bon déroulement des opérations de vote, de dépouillement et de compilation des résultats, ou les entraver ;
- s'abstenir de l'usage de la qualité de représentant d'une liste candidate, d'un candidat ou d'un parti à une fin autre que le suivi de l'opération électorale.

Article 10 : Le président du bureau de vote peut prendre les mesures nécessaires à l'égard des représentants des listes candidates, des candidats ou des partis, s'ils ne respectent pas la législation électorale et les décisions adoptées par l'Instance, et ce notamment dans les cas suivants :

- manquement à l'une des obligations incombant aux représentants des listes candidates, des candidats et des partis, et mentionnées dans la présente décision ou dans le code de bonne conduite y annexé,
- atteinte au bon déroulement des opérations de vote, de dépouillement et de compilation des résultats,
- non-respect des instructions et des décisions du président du bureau de vote.

Dans le cas où un manquement de la part d'un représentant de liste candidate, de candidat ou de parti aux obligations et devoirs qui lui incombent est constaté, le président du bureau de vote peut lui adresser un avertissement, lui ordonner de quitter le bureau de vote ou lui confisquer sa carte d'accréditation, tout en le mentionnant sur le registre du bureau de vote.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 06 octobre 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Code de bonne conduite relatif aux listes candidates, aux candidats, aux partis et à leurs représentants lors des élections et du référendum
(Traduction non-officielle)

La réussite dans l'organisation d'élections démocratiques, libres, intègres et transparentes représente un défi commun pour l'Instance supérieure indépendante pour les élections et pour les parties politiques participant à l'opération électorale. Dans ce cadre, l'Instance œuvre pour permettre aux listes candidates aux élections législatives, aux candidats à l'élection présidentielle et aux partis lors du référendum, de communiquer librement leurs programmes électoraux aux électeurs afin de gagner leur confiance et d'obtenir leurs voix. Elle œuvre également pour que le libre choix de l'électeur soit protégé et pour qu'il ne soit pas limité, menacé ou illégalement influencé de quelque manière que ce soit.

En contre partie, les parties politiques participant aux élections sont tenues de respecter les obligations mentionnées dans la loi électorale et les décisions réglementaires de l'Instance, afin créer un climat propice à la réussite des élections et du référendum.

Le suivi des opérations de vote et de dépouillement par les listes candidates, les candidats ou les partis, constitue l'une des plus importantes garanties qui participent à la réalisation d'élections démocratiques, intègres et transparentes, étant donné que l'objectif de leur participation au processus électoral est d'en consolider la transparence, de renforcer la confiance dans ce processus, de créer une ambiance de sécurité et de crédibilité autour de l'opération électorale, et de garantir l'acceptation des résultats définitifs des élections ou du référendum par les listes candidates, les candidats et les partis.

I. Les obligations incombant aux listes candidates, aux candidats et aux partis :

1. Durant la période électorale ou la période référendaire :

Il faut s'en tenir aux règles suivantes :

- Respecter la législation électorale et les décisions émanant de l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;
- Ne pas porter atteinte à l'intégrité physique, à l'honneur et à la dignité des candidats et des électeurs ;
- Ne pas porter atteinte à l'inviolabilité de la vie privée et des données personnelles des candidats ;
- Ne pas appeler à la haine, à la violence, à la discrimination et au fanatisme, et ne pas provoquer les susceptibilités raciales, régionales, communautaires, tribales ou religieuses ;
- S'abstenir de tout acte d'injure, de diffamation, d'insulte, de calomnie, d'appel au Takfir (accusation de mécréance) et d'accusation de trahison, de terrorisme, d'espionnage ou de toutes autres accusations graves.
- S'abstenir de la publication de rapports sur des enquêtes d'opinions et des opérations de sondage d'opinion à travers n'importe quel média ;

- S'abstenir de faire de la publicité politique, à l'exception de l'utilisation des supports publicitaires par les candidats à l'élection présidentielle et dans les conditions fixées par l'Instance ;
- S'abstenir d'annoncer à travers les médias l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel ;
- Respecter les membres, le personnel et les agents de contrôle de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et s'engager à ne pas entraver l'accomplissement de leur mission.

2.Durant la campagne électorale ou la campagne référendaire :

Il faut s'abstenir de :

- Imiter les symboles de n'importe quel partie concurrente ou couvrir, altérer ou déchirer ses affiches électorales ;
- Utiliser les ressources et moyens publics de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques, ou d'autres personnes publiques à des fins électorales ou en vue d'empêcher les concurrents de mener leurs activités électorales ou celles relatives au référendum ;
- Utiliser les associations, les lieux de culte et les établissements éducatifs pour exercer des activités de propagande électorale ou référendaire ;
- Utiliser des ressources ou des moyens illicites pour financer la campagne électorale ou la campagne référendaire, ou en vue d'influencer les électeurs ;
- Recevoir directement ou indirectement n'importe quel financement étranger ;
- Entraver l'accès des agents de contrôle relevant de l'Instance supérieure indépendante pour les élections à toutes leurs réunions publiques et à toute activité électorale qu'ils mènent.

3. Durant le jour de silence, le vote et le dépouillement :

Il faut s'en tenir aux règles suivantes :

- S'abstenir de l'exercice de toute activité électorale ou de propagande liée à la campagne électorale ou à la campagne référendaire durant la période de silence et à l'intérieur ainsi qu'au périmètre des centres et des bureaux de vote ;
- Respecter les deux principes du libre suffrage et du secret de vote ;
- Respecter le personnel responsable de l'opération de vote et de manière générale toutes les personnes présentes à l'intérieur des centres de vote, des bureaux de vote et des bureaux centralisateurs ;
- Veiller à ce que leurs représentants respectent les obligations qui leur incombent de par les lois et les décisions émanant de l'Instance ;
- S'abstenir, tout au long de la période de silence, de dévoiler ou de publier des informations concernant les résultats potentiels de l'opération de vote ;
- Accepter les résultats du scrutin, les contester, le cas échant, moyennant les voies de recours légales, et se conformer aux décisions des instances juridictionnelles chargées de statuer sur les recours.

II. Les obligations incombant aux représentants des listes candidates, candidats et partis :

- Pendant l'exercice de ses fonctions, le représentant de la liste candidate, du candidat ou du parti est tenu de :
- Etre muni de sa carte d'accréditation ;
- Ne pas porter atteinte au bon déroulement de l'opération

électorale ou référendaire, ni l'entraver ;

- Respecter les deux principes du libre suffrage et du secret de vote ;
- S'abstenir de tout acte ou dire pouvant influencer la volonté des électeurs ;
- S'abstenir de diffuser des informations mensongères concernant l'opération électorale ou tenter d'induire les électeurs en erreur ;
- S'abstenir de porter une tenue, un signe ou un quelconque badge indiquant une appartenance politique ;
- S'abstenir de faire des déclarations ou de commettre des actes ayant pour but l'incitation à la violence ou l'entrave de l'opération électorale ou référendaire ;
- Se comporter correctement avec les différents responsables de l'opération électorale ou référendaire, et se conformer aux ordres qu'ils émettent dans le cadre de leurs prérogatives et conformément à la législation électorale ;
- Ne pas s'immiscer dans le travail des agents responsables de l'opération électorale ou référendaire, ou s'y substituer, tout en conservant son droit de consigner ses observations et réserves dans une note qui sera annexée au procès-verbal de vote ou de dépouillement ;
- Ne pas profiter de sa présence à l'intérieur ou dans le périmètre du centre ou du bureau de vote pour influencer la volonté des électeurs, en les incitant ou en les obligeant de voter pour ou contre une partie donnée, ou pour les amener à s'abstenir de voter ;
- S'abstenir d'utiliser la qualité de représentant d'une liste candidate, d'un candidat ou d'un parti pour un but autre que celui du contrôle de l'opération électorale.

Texte de l'engagement

La liste candidate/ le candidat/ le parti
..... déclare :

- Avoir eu connaissance de la législation électorale et du code de bonne conduite, et s'engage à les respecter ;

- Avoir tenu ses représentants informés de la législation électorale, du code de bonne conduite et de leur engagement à respecter les obligations qui leur incombent,

Nom du candidat, du représentant de la liste candidate ou du représentant légal du parti :

.....

Date

Signature / cachet



**Campagne électorale
et référendaire**

Décision conjointe entre l'Instance supérieure indépendante pour les élections et la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle du 05 juillet 2014, fixant les règles et procédures relatives à la campagne électorale et à la campagne référendaire dans les médias audiovisuels (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et le Conseil de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 31, 32, 48, 55, 75, 125, 126, 127 et l'alinéa 8 de l'article 148 ;

Vu la loi constitutionnale n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment l'alinéa 3 de son article 67, ainsi que son article 74 ;

Vu le décret-loi n° 2011-116 du 02 novembre 2011 et notamment ses articles 3, 4, 5, 42, 43, 44, 45 et 46 ;

après délibération, décident ce qui suit :

Titre premier
Dispositions générales

Article premier : La présente décision fixe les règles et procédures relatives aux médias audiovisuels, et ce pour l'ensemble des programmes relatifs aux informations, aux tribunes politiques, aux débats, aux débats contradictoires, aux émissions d'expression directe ou autres.

Elle fixe également les conditions de production des programmes, des reportages et des rubriques concernant les campagnes électorales.

Les dispositions de la présente décision s'appliquent aux médias audiovisuels nationaux, publics et privés, ainsi qu'à leurs sites électroniques, durant la campagne électorale ou la campagne référendaire. Elles s'appliquent également aux correspondants et aux bureaux des chaînes étrangères, ainsi qu'aux agences et sociétés de production cocontractantes desdits médias sur le territoire national.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants signifient :

- Liste candidate, candidat ou parti : les listes candidates aux élections législatives, le candidat à l'élection présidentielle et le parti au référendum ;

- Campagne : l'ensemble des activités menées par les candidats, les listes candidates, leurs partisans ou les partis durant la période définie par la loi, pour faire connaître le programme électoral ou le programme relatif au référendum en utilisant les différents moyens de propagande et les modalités légalement autorisées en vue d'inciter les électeurs à voter en leur faveur le jour du scrutin ;

- Médias audiovisuels nationaux : les entreprises audiovisuelles publiques, privées et associatives exerçant l'activité de diffusion telle que réglementée par le décret-loi n° 2011-116 ;

- Expression directe : le droit des représentants des listes candidates aux élections législatives et des candidats à l'élection présidentielle à la communication à travers les médias audiovisuels publics en vue de présenter leurs programmes électoraux pendant un temps égal.

Titre II
La couverture médiatique durant la campagne
Chapitre 1 : Droits et obligations des médias audiovisuels

Article 3 : Les médias audiovisuels sont soumis aux dispositions prévues par la décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, fixant les règles générales et les conditions d'utilisation relatives

aux médias durant la période électorale et la période référendaire.

Article 4 : Les médias audiovisuels jouissent de la liberté d'expression durant la couverture de la campagne, tout en étant tenus par les principes de neutralité et d'intégrité, ainsi que par les prescriptions prévues par la présente décision et par les règles déontologiques.

Article 5 : Durant la campagne, la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle garantit le droit d'accès aux médias audiovisuels pour l'ensemble des listes candidates, candidats et partis, sur la base de l'équité, et ce sous réserve des dispositions de l'article 65 de la loi électorale.

Article 6 : Les médias audiovisuels doivent accorder à toute liste candidate, candidat ou parti ayant fait l'objet de diffamation ou d'insulte, un droit de réponse ou de rectification en cas de divulgation de données erronées à son propos, et ce à travers le même média et à la demande de la partie concernée, dans un délai ne dépassant pas les 24 heures à compter du dépôt de la demande.

Pour que le droit de réponse pour diffamation ou insulte soit exercé, il faut que la donnée ou l'information diffusée ait porté atteinte à l'honneur, la réputation ou la dignité de la personne concernée.

Le droit de réponse ne doit comporter aucune expression contraire à la loi ou à l'intérêt légitime d'autrui, ou portant atteinte à l'honneur ou à la réputation de la personne concernée.

Chapitre 2 : Le plan détaillé de la couverture médiatique de la campagne

Article 7 : Avant le démarrage de la campagne, les médias audiovisuels élaborent et adoptent, après consultation de leurs rédactions, un plan détaillé pour la couverture médiatique. Dans le cadre du plan détaillé, lesdits médias ont le droit de déterminer le nombre et le genre de programmes destinés à la campagne.

Ledit plan concerne les programmes radiophoniques et télévisés des médias audiovisuels ainsi que leurs sites électroniques.

Article 8 : Dès son adoption, le plan détaillé est communiqué à la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle et publié sur les sites électroniques des médias audiovisuels.

Chapitre 3 : L'accès aux médias audiovisuels

Article 9 : Les médias audiovisuels sont tenus pendant la campagne de respecter le droit d'accès aux médias audiovisuels sur la base de l'équité entre toutes les listes candidates, les candidats ou les partis, et ce en fournissant :

- une couverture égale pour les candidats au premier tour de l'élection présidentielle ;
- une couverture égale pour les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix après proclamation des résultats préliminaires du premier tour de l'élection présidentielle et jusqu'au démarrage de la période de silence électoral pour le second tour ;
- une couverture égale pour les partis participant au référendum ;
- une couverture pour les listes candidates aux élections législatives qui soit proportionnelle à leur nombre, et ce conformément aux critères suivants :

1- Pour les listes candidates dans 26 à 33 circonscriptions (catégorie A) : entre 30 et 40 % des programmes consacrés à la couverture médiatique de la campagne, à répartir de manière égale entre toutes les listes concernées,

2- Pour les listes candidates dans 18 à 25 circonscriptions (catégorie B) : entre 20 et 30 % des programmes consacrés à la couverture médiatique de la campagne, à répartir de manière égale entre toutes les listes concernées,

3- Pour les listes candidates dans 6 à 17 circonscriptions (catégorie C) : entre 15 et 20 % des programmes consacrés à la couverture médiatique de la campagne, à répartir de manière égale entre toutes les listes concernées,

4- Pour les listes candidates dans 1 à 5 circonscriptions (catégorie D) : entre 5 et 10% des programmes consacrés à la couverture médiatique de la campagne, à répartir de manière égale entre toutes les listes concernées.

Article 10 : Est comptabilisée dans le cadre de la couverture médiatique de la campagne, toute couverture pour une liste candidate, candidat ou parti :

- dans laquelle un membre de liste candidate, un candidat ou un représentant de parti s'est exprimé en cette qualité ou en toute autre qualité ;

- portant sur des sujets liés à la campagne ou sur tout autre sujet ;

- effectuée dans des programmes réservés à la campagne ou dans d'autres programmes ;

Et ce, à l'exception de ce qu'exige l'exercice du droit de réponse.

Article 11 : Les médias audiovisuels œuvrent en vue de permettre aux listes candidates, aux candidats ou aux partis de bénéficier de conditions de diffusion et production similaires.

Article 12 : Les programmes consacrés à la campagne sont précédés d'une mention spéciale annonçant qu'ils s'inscrivent dans le cadre de la couverture médiatique de la campagne. Ils sont également identifiés comme tels pendant la diffusion.

Article 13 : Lors du choix d'extraits de communiqués et de déclarations des listes candidates, des candidats ou des partis, les médias audiovisuels s'engagent à ne pas les détourner de leur sens général.

Il leur est interdit, lors de la diffusion des programmes radiophoniques ou télévisés consacrés à la campagne sur leurs sites électroniques, de procéder à un nouveau montage en les reconstituant ou en supprimant une partie de leur contenu, de sorte à en modifier le contenu initial ou à lui donner un sens différent ou contraire aux principes de neutralité et d'équité.

Article 14 : La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle contrôle le respect du principe de l'équité par les médias audiovisuels, et élabore un rapport périodique à ce sujet qui sera rendu public.

En cas de constatation d'une violation du principe de l'équité, la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle adresse un avertissement au média concerné qui doit remédier à la violation dans les plus brefs délais.

Chapitre 4 : La propagande électorale indirecte

Article 15 : Il est interdit durant la campagne de diffuser tout discours officiel émanant de la Présidence de la République ou du Gouvernement ou des membres de l'Assemblée parlementaire ou de toute autre autorité publique, et contenant toute sorte de propagande électorale, sauf cas d'extrême nécessité d'information.

Est considéré cas d'extrême nécessité d'information, tout événement national non-récurrent ou survenant dans des circonstances exceptionnelles, et qui, de par son importance, nécessite une couverture médiatique spéciale.

Dans ces cas, les médias audiovisuels veillent à ce que les interventions ne contiennent aucune propagande électorale et que les déclarations ne reflètent aucune position ayant connotation de propagande électorale.

Article 16 : Les médias audiovisuels veillent à ce que l'apparition de tout animateur, rédacteur, présentateur d'émission ou journaliste qui s'est porté candidat, ainsi que tout autre candidat qui apparaît par l'image ou par la voix dans leurs émissions radiophoniques ou télévisées pendant la campagne, soit interdite en dehors des espaces réservés aux listes candidates, aux candidats ou aux partis.

Ils veillent également à ce que leurs agents en charge de la rédaction et qui se sont portés candidats ou ayant déclaré leur candidature aux élections, ne soient pas chargés de missions liées à la couverture médiatique de la campagne.

Chapitre 5 : De l'expression directe sur la Radio Tunisienne et la Télévision Tunisienne

Article 17 : Les deux établissements de la Radio Tunisienne et de la Télévision Tunisienne œuvrent pour l'égalité entre les listes candidates, les candidats ou les partis dans la couverture médiatique.

Article 18 : Les deux établissements de la Radio Tunisienne et de la Télévision Tunisienne produisent et diffusent les programmes d'expression directe dans des conditions similaires pour l'ensemble des listes candidates, des candidats et des partis.

Article 19 : Les conditions de production et de diffusion, y compris la forme, la durée, l'horaire, l'ordre de diffusion et autres, seront fixées dans une note explicative adoptée par la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle sur avis des deux établissements de la Radio Tunisienne et de la Télévision tunisienne, qui sera publiée au plus tard 72 heures après la publication des listes candidates et des candidats définitivement retenus.

Article 20 : Les deux établissements de la Radio Tunisienne et de la Télévision Tunisienne prennent les mesures nécessaires en vue de lever tout obstacle pouvant empêcher tout candidat porteur d'un handicap de s'exprimer lors des programmes d'expression directe, notamment en vue de lui faciliter l'accès aux studios affectés à la production desdits programmes.

Article 21 : Les programmes consacrés à l'expression directe sont annoncés comme tels par une mention spéciale diffusée avant et pendant lesdits programmes et avisant de l'irresponsabilité du média audiovisuel quant à leur contenu.

Article 22 : Il est interdit aux médias audiovisuels privés de diffuser les programmes d'expression directe. A titre exceptionnel, il leur est permis d'en diffuser de courts extraits dans le cadre des commentaires journalistiques, et ce sans porter atteinte au contenu initial desdits programmes ou leur donner un contenu différent.

Article 23 : La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle met en ligne sur son site électronique une grille spécifique relative à la couverture médiatique de la campagne.

Elle publie également sur son site électronique la note explicative relative aux émissions d'expression directe et les plans détaillés de la couverture médiatique de la campagne approuvés par les médias audiovisuels.

Titre III

Dispositions finales

Article 24 : Toute violation de la présente décision est punie conformément aux dispositions du décret-loi n° 2011-116 du 02 novembre 2011 et des dispositions de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum.

Article 25 : La présente décision est publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance supérieure indépendante pour les élections ainsi que sur le site électronique de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 05 juillet 2014

Le président de l'Instance supérieure
indépendante pour les élections

Mohamed Chafik Sarsar

Le président de la haute autorité
indépendante de la communication
audiovisuelle

Nouri Lajmi

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-20 du 08 août 2014, fixant les règles, les procédures et les modalités de financement de la campagne électorale (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 10, 15, 34, 35, 117, 125 et 126 ;

Vu la loi constitutionnale n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la Convention des Nations Unis contre la corruption ratifiée par la loi n° 2008-16 du 25 février 2008 et notamment son article 7 paragraphe 3 ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum ;

Vu le Code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés adopté par la loi n° 1989-114 du 30 décembre 1989, ainsi que l'ensemble des textes le modifiant et le complétant et notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu la loi n° 2003-75 du 10 décembre 2003 relative aux soutiens des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, ainsi que l'ensemble des textes le modifiant et le complétant et notamment son article 62 ;

Vu le décret n° 2011-87 du 24 septembre 2011 relatif à l'organisation des partis politiques ;

Vu le décret n° 2011-88 du 24 septembre 2011 relatif à l'organisation des associations et notamment son article 4 ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Titre premier

Dispositions générales

Article premier : La présente décision fixe les règles, les procédures

et les modalités de financement de la campagne électorale. Ses dispositions s'appliquent aux élections législatives et présidentielle.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants s'entendent comme suit :

- L'Instance : l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;

- Les instances régionales : les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections telle que modifiée et la complétée par les textes ultérieurs.

- Les administrations régionales : les structures rattachées à l'organe exécutif de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, chargées de l'exécution des missions dévolues à l'Instance et ce, dans les périmètres territoriaux qui leur sont assigné conformément aux décisions du Conseil de l'Instance.

- La liste candidate et le candidat : les listes candidates aux élections législatives et le candidat à l'élection présidentielle.

- La période électorale : la période englobant la phase de la précampagne électorale, la campagne et la période de silence. Pour les élections présidentielles, cette période s'étend jusqu'à la proclamation des résultats définitifs du premier tour.

Dans le cas de l'organisation d'un second tour de l'élection présidentielle, cette période s'étend jusqu'à la fermeture du dernier bureau de vote au second tour.

- La période de la précampagne électorale : la période précédant la campagne électorale de trois (3) mois.

- La campagne électorale : l'ensemble des activités menées par les candidats, les listes candidates ou leurs partisans durant la période définie par la loi, pour faire connaître le programme électoral en utilisant

les différents moyens de propagande et les modalités légalement autorisées, en vue d'inciter les électeurs à voter en leur faveur le jour du scrutin.

- Période de silence : la période englobant le jour du silence électoral et le jour du scrutin jusqu'à la clôture du dernier bureau de vote.

- Les moyens de propagande électorale : les annonces, les réunions publiques, les défilés, les cortèges, les rassemblements, les activités publicitaires dans les différents médias audiovisuels, écrits et électroniques, ainsi que tout autre moyen de propagande.

- La publicité politique : toute opération publicitaire ou de propagande moyennant une contrepartie matérielle ou gratuitement, utilisant les méthodes et techniques du marketing commercial, destinée au public, et visant à faire la promotion d'une personne, d'une opinion, d'un programme ou d'un parti politique, en vue d'attirer les électeurs ou d'influencer leur comportement et leur choix, à travers les médias audiovisuels, écrits ou électroniques, ou à travers des supports publicitaires fixes ou mobiles, installés sur des lieux ou des biens publics ou privés.

- La neutralité : le traitement de l'ensemble des candidats avec objectivité et intégrité, sans favoriser une liste candidate, candidat ou parti, ni entraver la campagne électorale d'une liste candidate ou d'un candidat, et en évitant tout ce qui pourrait influencer la volonté des électeurs.

- Le financement en nature : l'ensemble des ressources non-numéraires destinées à la couverture des dépenses de la campagne, correspondant aux avantages et services dont la liste candidate ou le candidat a bénéficié et qui ne peuvent pas être enregistrées parmi les opérations financières effectuées sur le compte bancaire unique.

Le financement qui prend la forme d'une propagande s'insère dans le cadre du financement en nature.

- Les dépenses électorales : la somme des dépenses en numéraire et en nature engagées par le candidat ou la liste, ou pour leur compte, durant la période électorale, et consommée ou effectuée en vue d'honorer les frais de la campagne électorale et afin de gagner la confiance de l'électeur et d'obtenir sa voix.

- La dépense engagée : La dépense qu'une liste candidate ou un candidat s'engage à effectuer en vue de s'acquitter des frais de la campagne.

- La dépense payée ou consommée : la dépense en numéraire ou en nature, payée ou consommée par la liste candidate ou le candidat, ou pour leur compte, en vue d'honorer les frais de la campagne.

- Le compte bancaire unique : le compte courant bancaire réservé à la campagne électorale et qui est obligatoirement ouvert par chaque liste candidate ou candidat.

- Le solde du compte : le solde du compte bancaire unique après s'être acquitté de toutes les dépenses de la campagne et au terme du délai de clôture dudit compte.

- Le compte financier : il comporte l'ensemble des documents, des registres, des listes, et de la comptabilité relative à chaque circonscription, ainsi que la comptabilité synthétique et les pièces justificatives mentionnées aux articles 83, 84 et 86 de la loi électorale.

- Le mandataire financier du candidat : la personne désignée par chaque liste candidate et chaque candidat pour gérer le compte financier de la campagne.

Titre II **Les principes généraux régissant le financement de la campagne**

Article 3 : Le financement de la campagne est soumis aux principes fondamentaux prévus par la Constitution, par les conventions internationales y afférents, ratifiées par l'Etat tunisien, et par la loi électorale. Les autorités publiques concernées veillent au respect desdits principes.

Article 4 : Le financement de la campagne est soumis au principe de la bonne gestion des deniers publics consacré dans les articles 10 et 117 de la Constitution.

Article 5 : L'Instance œuvre en coordination avec les autorités juridictionnelles et administratives concernées pour garantir la transparence des sources de financement de la campagne et des modalités de dépense des fonds qui lui sont réservés.

Elle œuvre pour l'interdiction de tout financement de la campagne provenant de l'étranger ou de sources inconnues, ou constitué de biens illégalement acquis.

Article 6 : L'Instance œuvre pour garantir l'égalité et l'égalité des chances entre toutes les listes candidates, tous les candidats et tous les partis.

Article 7 : Les autorités publiques sont garantes de la neutralité de l'administration. Elles veillent à ce que les agents et les moyens de la puissance publique, ainsi que les ressources publiques ne soient pas utilisés dans le cadre de la campagne des listes candidates ou des candidats.

Titre III **Modes et procédures de financement de la campagne**

Article 8 : La campagne est exclusivement financée par des ressources provenant de l'autofinancement, du financement privé et du financement public.

Le financement peut être en numéraire ou en nature.

Il est procédé à une estimation de la valeur du financement en nature en vue de l'inclure dans le compte financier de la liste candidate ou du candidat et ce, en se référant aux prix du marché au moment de la réception dudit financement et tout en tenant compte de la consommation.

Chapitre premier : L'autofinancement

Article 9 : Est considéré autofinancement, tout financement de la campagne, en numéraire ou en nature, moyennant des ressources

propres provenant :

- des membres de la liste candidate,
- du candidat à l'élection présidentielle,
- du parti politique pour le financement de ses listes candidates.

Il est interdit aux partis politiques de financer la campagne de leurs candidats à l'élection présidentielle.

Article 10 : L'autofinancement englobe les ressources émanant des membres de la liste candidate, du candidat ou du parti, qu'elles proviennent :

- des salaires, des revenus professionnels, des épargnes personnelles ou autres ;
- des participations en nature ;
- des fonds et des participations en nature affectés par le parti à ses listes ;
- de prêts bancaires.

Les ressources provenant directement des membres d'un parti politique au profit de ses listes candidates aux élections législatives ne font pas partie de l'autofinancement.

Chapitre II : Le financement privé

Article 11 : Est considéré financement privé le financement de la campagne, en numéraire ou en nature, provenant exclusivement de personnes physiques autres que les membres de la liste candidate ou le candidat et ce, dans les limites maximales suivantes :

- Concernant les élections législatives : Une personne peut individuellement financer chaque liste candidate à raison de vingt (20) fois le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles du régime de 48 heures.
- Concernant l'élection présidentielle : une personne peut individuellement financer chaque candidat à raison de trente (30) fois

le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles du régime de 48 heures.

Est interdit le financement privé provenant de personnes morales, toutes catégories confondues.

Chapitre III : Le financement public

Article 12 : l'Etat attribue à la liste candidate ou au candidat une indemnité à titre d'aide publique au financement de la campagne. Les conditions d'attribution, le plafond et les procédures de versement de ladite indemnité sont fixés par un décret gouvernemental.

Article 13 : Bénéficie de la totalité de l'indemnité à titre d'aide publique au financement :

- toute liste qui recueille au moins trois pour cent (3%) des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale, même si elle n'obtient aucun siège à l'Assemblée des représentants du peuple ;

- toute liste qui recueille au moins un siège à l'Assemblée des représentants du peuple, même si elle obtient moins de trois pour cent (3%) des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale ;

- tout candidat qui recueille au moins trois pour cent (3 %) des suffrages exprimés au niveau national.

Est privée de la moitié de la valeur totale de l'indemnité publique, toute liste candidate dans une circonscription ayant un nombre de sièges est égal ou supérieur à quatre (4), et qui ne comporte pas parmi ses quatre (4) premiers candidats, un candidat ou une candidate âgé (e) de trente-cinq (35) ans au plus.

Est tenu de restituer la totalité de l'indemnité publique :

- toute liste ayant recueilli moins de trois pour cent (3%) des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale et n'ayant obtenu aucun siège à l'Assemblée des représentants du peuple ;

- tout candidat ayant recueilli moins de trois pour cent (3%) des suffrages exprimés au niveau national.

Est privé du financement public lors des élections suivantes :

- toute liste indépendante se portant candidate avec la même composition, et qui n'a pas restitué la totalité de l'indemnité ;

- toutes les listes partisanes candidates au nom d'un même parti dont une ou plusieurs listes n'ont pas restitué la totalité de l'indemnité ;

- tout candidat n'ayant pas restitué la totalité de l'indemnité ;

- toute liste ou tout candidat n'ayant pas restitué les sommes qui n'avaient pas le caractère de dépenses électorales.

Article 14 : Toute liste candidate et tout candidat doit restituer la totalité de la somme non-dépensée de l'indemnité publique ou utilisée pour couvrir des frais n'ayant pas le caractère de dépenses électorales.

Le financement public ne couvre pas les dépenses engagées avant la période électorale et payées ou consommées durant la campagne en vue de gagner la confiance de l'électeur et d'obtenir sa voix. Ces dépenses sont comptabilisées dans le plafond des dépenses électorales.

Article 15 : Il est procédé au recouvrement des montants dont les listes candidates ou les candidats sont redevables, conformément aux procédures prévues par le Code de la comptabilité publique.

Article 16 : Les membres d'une liste sont considérés solidairement débiteurs envers l'Etat dans la restitution de :

- la totalité de l'indemnité de financement public conformément aux cas prévus à l'article 13 ci-dessus ;

- les montants non consommés de l'indemnité de financement public;

- les montants qui n'ont pas la qualité de dépenses électorales ou ayant servi à couvrir des dépenses illégales.

Chapitre IV : Le financement illégal

Article 17: Il est interdit de financer la campagne avec des fonds provenant:

- de source étrangère ;

- de source inconnue ;
- d'une personne morale, publique ou privée, assurant une activité de nature commerciale ou à but non lucratif, à l'exception du financement par les partis de leurs listes lors élections législatives ;
- d'une opération de blanchiment d'argent, au sens de la législation en vigueur, ayant fait l'objet d'un jugement pénal irrévocable.

Tout financement de campagne déguisé est interdit.

Article 18 : Est considéré financement déguisé, toute affectation de ressources publiques ou privées, sans titre légal, pour promouvoir directement ou indirectement une liste candidate, un candidat ou un parti. Est considérée comme une des formes de financement déguisé :

- l'utilisation des agents publics ou des moyens et des ressources publics dans la campagne des listes candidates ou des candidats ;
- l'exercice par des associations d'activités liées à la promotion, directe ou indirecte, d'une liste candidate, d'un candidat ou d'un parti, ou leur participation à l'organisation de telles activités.

Article 19 : Sont considérés financements étrangers, les financements en numéraire, en nature ou en propagande, provenant de :

- gouvernements étrangers,
- personnes morales étrangères, publiques ou privées, quelle qu'en soit l'activité et même si elles ont des filiales en Tunisie ;
- personnes physiques étrangères, même si elles sont résidentes en Tunisie ou si elles ont une source de revenu tunisienne au sens de la législation fiscale ;
- donations, dons ou subventions considérés comme étrangers selon la législation fiscale, et quelle que soit la nationalité du bailleur de fond ;
- financement par des Tunisiens à l'étranger des candidats à l'élection présidentielle, qu'il s'agisse d'autofinancement ou de financement privé.

N'est pas considéré financement étranger, le financement par les Tunisiens à l'étranger des listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger.

Titre IV

Les procédures de financement de la campagne électorale

Chapitre premier : L'ouverture du compte bancaire unique

Article 20 : Chaque liste candidate ou candidat doit ouvrir un compte bancaire unique sur lequel sont versées toutes les ressources en numéraire réservées à la campagne, qu'elles soient de source propre, privée ou publique, et à partir duquel sont effectuées toutes les dépenses relatives à la campagne.

Article 21 : L'Instance fixe en coordination avec la Banque centrale de Tunisie les procédures d'ouverture et de fermeture du compte unique.

Concernant les listes candidates à l'étranger et en cas d'impossibilité d'ouverture d'un compte unique, l'Instance fixe les procédures et les modalités de détermination d'un compte unique pour la campagne électorale.

Article 22 : Il est interdit d'ouvrir plus qu'un compte bancaire pour une même liste ou un même candidat. La Banque Centrale de Tunisie prend toutes les mesures à même d'imposer le respect de cette interdiction.

Article 23 : Chaque liste candidate et chaque candidat remet à l'Instance l'identifiant du compte bancaire unique et l'identité du mandataire, en utilisant le formulaire préparé par l'Instance à cet effet, et ce, dans un délai maximum de 48 heures à compter de la publication des listes candidates ou de la liste des candidats définitivement admis.

Chapitre II : Le mandataire financier

Article 24 : Chaque tête de liste candidate et chaque candidat désigne un mandataire pour gérer le compte financier de la campagne. Le mandataire est considéré comme l'unique interlocuteur de l'Instance pour tout ce qui concerne les questions financières et comptables relatives à la campagne.

La non-désignation d'un mandataire financier pour la campagne entraîne le rejet des comptes financiers.

Section première : Procédure de sélection du mandataire

Article 25 : Le mandataire ne peut être au même temps tête de liste candidate ou candidat.

Il ne peut être procédé à la désignation d'un même mandataire pour plus d'une liste candidate ou pour plus d'un candidat s'ils sont en compétition dans le cadre des mêmes élections.

Dans le cas où le mandataire est choisi parmi les membres d'une liste candidate, les rémunérations qu'il peut percevoir ne sont pas considérées comme des dépenses électorales. Elles sont néanmoins comptabilisées dans le plafond des dépenses électorales.

Article 26 : En cas de changement de mandataire pour quelque raison que ce soit, la liste candidate ou le candidat doit désigner le nouveau mandataire suivant les mêmes conditions, et en informer l'Instance dans un délai maximum de 48 heures à compter du changement.

Section 2 : Missions et responsabilités du mandataire

Article 27 : Le mandataire est responsable de toutes les opérations d'encaissement et de décaissement effectuées par la liste candidate ou le candidat. Il est tenu de s'assurer de ce qui suit :

- L'origine des ressources, en numéraire et en nature, et sa légalité;
- le non-dépassement du plafond de financement autorisé ;
- le caractère électoral et nature légale de la dépense à payer ;
- l'existence des originaux des pièces justificatives relatives à la dépense à payer, et leur fiabilité ;
- le non-dépassement du plafond des dépenses autorisé.

Article 28 : Le mandataire est chargé notamment des tâches suivantes :

- La tenue et la gestion du compte bancaire unique ;
- La tenue du chéquier ;

- La tenue du carnet de reçus des dons en numéraire ;
- La tenue du carnet de reçus des dons en nature ;
- La tenue d'une liste, visée par l'Instance, des activités, des manifestations et des rencontres réalisées ;
- L'enregistrement de l'ensemble des recettes et des dépenses dans un registre spécial, coté et paraphé par l'Instance, sans discontinuité, suivant les dates de leur réalisation, sans blanc ni rature ni changement, et tout en mentionnant la référence de la pièce justificative ;
- L'établissement d'une liste synthétique des recettes et des dépenses électorales ;
- L'établissement et la tenue de la comptabilité de la campagne ;
- L'établissement des comptes financiers conformément à un modèle-type élaboré par l'Instance, que chaque liste ou candidat doit déposer dans les délais légaux auprès du secrétariat permanent de la Cour des comptes ou au secrétariat de l'une de ses structures régionales territorialement compétentes ;
- La répartition des sommes restantes sur le compte bancaire unique et la liquidation des ressources en nature non-utilisées.

Article 29 : Le mandataire procède à la répartition des reliquats sur le compte bancaire unique entre les membres de la liste candidate, le candidat et le parti, selon le taux de participation de chacun d'entre eux et sans dépasser la valeur de l'autofinancement effectif avancé par chacun d'entre eux.

Il remet les sommes restantes à l'Etat en les déposant à la Trésorerie générale de la République tunisienne.

Article 30 : Le mandataire procède selon les mêmes règles à la liquidation du reliquat des ressources en nature non-utilisées.

Chapitre III : Les procédures d'encaissement des recettes

Section première : L'encaissement des ressources financières

Article 31 : Dès leur encaissement, les ressources financières provenant de l'autofinancement ou du financement privé ou public, doivent dans tous les cas être versées sur le compte bancaire unique de la campagne.

Article 32 : Chaque liste candidate ou candidat doit détenir un carnet de reçus à souche, pour recueillir les dons en numéraire. Ledit carnet doit être coté et paraphé par l'Instance et mentionner le nom complet du donneur, le numéro de sa carte d'identité nationale, le montant du don, et la modalité de versement : en liquide, par chèque bancaire ou postal ou par virement bancaire.

Lorsque la liste candidate ou le candidat reçoit des fonds dans le cadre d'un autofinancement ou d'un financement privé, le mandataire procède à l'inscription de l'opération sur le registre réservé à cet effet, et délivre un reçu qu'il signe et détache du carnet des reçus.

Le mandataire verse les montants en espèce et les chèques perçus sur le compte bancaire unique de la campagne et transcrit l'opération sur un registre réservé à cet effet.

Le mandataire conserve les souches du carnet des reçus en vue de les déposer avec les justificatifs du compte financier.

Section 2 : L'encaissement des ressources en nature

Article 33 : Chaque liste candidate ou candidat doit détenir un carnet de reçus pour recueillir les dons en nature. Ledit carnet doit être coté et paraphé par l'Instance et mentionner le nom complet du donneur, le numéro de sa carte d'identité nationale, l'objet de la participation en nature et une estimation de sa valeur financière.

Article 34 : Lorsque la liste candidate ou le candidat reçoit des ressources en nature dans le cadre d'un autofinancement ou d'un financement privé, le mandataire procède à l'estimation de sa valeur financière et l'inscrit sur le registre réservé à cet effet, tout en

mentionnant la nature desdites ressources, le nom, le prénom et la qualité du donneur, et le numéro du reçu délivré qu'il signe et détache du carnet des reçus à souches préalablement coté.

Chapitre IV : Les dépenses électorales

Article 35 : Les dépenses électorales relatives à la campagne sont effectuées sur la base de pièces justificatives originales et fiables conformément à la réglementation en vigueur.

Dans tous les cas, il faut apporter la preuve du décaissement effectif de toute dépense électorale.

Article 36 : Le paiement des frais électoraux se fait par chèques ou par virements bancaires si la valeur est supérieure à cinq cent (500) dinars par dépense. Lesdits frais ne peuvent être fractionnés en vue de ne pas dépasser le montant mentionné.

Article 37 : La dépense n'a de caractère électoral que si elle est engagée durant la période électorale et payée ou consommée dans la circonscription électorale concernée lorsqu'il s'agit d'élections législatives, et si elle a pour finalité de gagner la confiance de l'électeur et d'obtenir sa voix.

Article 38 : Est considérée illégale, toute dépense sous forme de donation, don, subvention en espèce, en nature, en propagande ou autre, dont l'objet est :

- une contravention, un délit ou un crime ;
- l'achat des voix des électeurs ;
- de faire de la publicité politique et ce, sous réserve des dispositions de l'article 57 de la loi n° 2014-16 susmentionnée ;
- de faire de la propagande illégale d'après la législation électorale.

La dépense illégale est comptabilisée dans le plafond de dépenses électorales.

Article 39 : Il est interdit à toute liste ou tout candidat de dépasser le plafond de dépenses électorales.

Chapitre V : La comptabilité de la campagne

Article 40 : Chaque liste candidate ou candidat tient une comptabilité de la campagne dans laquelle sont transcrives toutes les opérations financières d'encaissement et de décaissement relatives à la campagne.

Article 41 : Le parti ou la coalition qui présente plus d'une liste candidate doit tenir une comptabilité synthétique regroupant toutes les opérations financières effectuées dans les différentes circonscriptions électorales dans lesquelles ses listes étaient candidates.

Article 42 : Toutes les listes candidates et tous les candidats doivent utiliser les modèles-types mis à leur disposition par l'Instance. Il s'agit de:

- la déclaration-type concernant l'identifiant du compte bancaire unique et l'identité du mandataire ;
- la liste-type des activités, manifestations et rencontres réalisées ;
- le registre-type des dépenses et des recettes en nature et en numéraire ;
- le modèle-type du compte financier.

Titre V

Le contrôle des dépenses électorale et de leurs modalités de financement

Article 43 : L'Instance se charge de sa propre initiative ou à la demande de n'importe quelle partie, du contrôle du respect des règles et moyens de financement de la campagne par les listes candidates, les candidats et les partis. Elle œuvre en collaboration avec les différentes structures publiques pour en imposer le respect.

Article 44 : L'Instance recrute des agents sur la base des critères de la neutralité, l'indépendance et la compétence, et les charge de constater et de relever les infractions. Lesdits agents prêtent devant le juge cantonal territorialement compétent le serment suivant : « Je jure par Dieu Tout-puissant d'accomplir mes fonctions avec dévouement et en toute neutralité et indépendance. Je m'engage à veiller à la garantie de l'intégrité de l'opération électorale ».

Article 45 : Les agents de contrôle assermentés sont chargés par l'Instance de constater les infractions aux règles de financement de la campagne. Ils ont qualité d'officiers de police judiciaire au sens des dispositions du 6ème paragraphe de l'article 10 du Code des procédures pénales. Ils procèdent, dans les limites de leur compétence, à la rédaction de rapports et de procès-verbaux dans le cas où les listes candidates ou les partis lors des élections législatives, ou les candidats à l'élection présidentielle ne respectent pas lesdites règles.

Article 46 : Les agents de contrôle bénéficient de la protection juridique accordée aux agents publics dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Ils ont le droit d'assister à toutes les activités électorales organisées par les listes candidates ou les candidats tout au long de la campagne.

Les agents de contrôle assermentés dépendants de l'Instance sont tenus par les obligations suivantes :

- Se conformer à la législation en vigueur et notamment à la loi électorale, au code de bonne conduite y afférent, à la réglementation régissant la campagne électorale et fixant ses procédures et ses règles de financement, ainsi qu'aux mesures et instructions émanant de l'Instance ;
- La neutralité et le respect du secret professionnel et de l'obligation de réserve ;
- Le respect de l'intégrité physique, de l'honneur et de la dignité des candidats ;
- L'égalité entre les listes candidates, les candidats ou les partis ;
- Le suivi des cycles de formation organisés par l'Instance ;
- Avoir une allure respectable et se comporter correctement avec l'ensemble des parties intervenantes dans le processus électoral.

Article 47 : Les agents de contrôle constatent les infractions et les consignent sur un procès-verbal accompagné de l'ensemble des documents et des justificatifs, qu'ils transmettent immédiatement aux instances régionales territorialement compétentes pour être consigné sur un registre spécial numéroté sans discontinuité tenu par l'instance régionale.

Les procès-verbaux établis par les agents de contrôle ont force probante conformément aux dispositions de l'article 155 du Code des procédures pénales. Ils font foi pour ce qui concerne l'exactitude des constats matériels qui y sont mentionnés.

Sauf preuve contraire, au sens de l'article 154 du Code des procédures pénales, les aveux et déclarations consignés dans les procès-verbaux mentionnés sont considérés authentiques.

Le procès-verbal doit inclure obligatoirement les données suivantes :

- Date, heure et lieu du procès-verbal ;
- Le nom de la liste candidate, du membre de ladite liste ou du candidat ;
- Les membres du bureau responsable de la réunion publique, du défilé, du cortège ou du rassemblement ;
- Les constats faits, les informations et déclarations recueillies, et, le cas échéant, les infractions ;
- Les signatures des personnes dont des déclarations ont été recueillies ou la mention de leur refus de signer ;
- L'identité, la qualité et les signatures des agents ayant établi le procès-verbal, ainsi que le cachet de l'instance régionale concernée.

L'Instance peut, le cas échéant, procéder à des enquêtes et des investigations complémentaires.

Article 48 : Les listes candidates ou les partis lors des élections législatives, ou le candidat à l'élection présidentielle communiquent à l'Instance les documents et les données concernant les sources de leur financement et les dépenses qu'ils ont engagé ou payé ou consommé durant la campagne, et ce, dans un délai maximum de 24 heures à compter de la date à laquelle la demande leur a été adressée.

Titre VI

Les sanctions

Chapitre premier : Les sanctions électorales

Article 49 : L'Instance peut annuler les résultats des vainqueurs aux élections s'il lui est avéré que leur violation des règles de financement de la campagne a affecté les résultats électoraux d'une manière substantielle et déterminante. Les décisions de l'Instance doivent être motivées.

Article 50 : Conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi n° 2014-16 susmentionnée, la Cour des comptes déchoit de son mandat tout membre de l'Assemblée des représentants du peuple qui était candidat sur une liste qui n'a pas procédé au dépôt de ses comptes financiers auprès de la Cour ou qui a dépassé le plafond des dépenses de plus de 75%.

Article 51 : Conformément aux dispositions de l'article 163 de la loi n° 2014-16 susmentionnée, les membres de la liste qui a bénéficié d'un financement étranger perdent la qualité de membre de l'Assemblée des représentants du peuple.

Article 52 : Conformément aux dispositions de l'article 163 de la loi n° 2014-16 susmentionnée, est privé de son droit de se présenter aux élections législatives et présidentielle suivantes, quiconque parmi les membres des listes candidates ou parmi les candidats qui s'est avéré coupable d'avoir perçu un financement étranger pour sa campagne électorale.

Chapitre II : Les sanctions financières

Article 53 : Suite à la violation des règles de financement de la campagne par une liste candidate, un candidat ou un parti, la Cour des comptes prononce une des sanctions suivantes:

- A défaut de dépôt des comptes financiers, la Cour des comptes met en demeure la partie en infraction et lui donne un délai de trente (30) jours pour s'exécuter. Si les comptes n'ont pas été déposés dans ce délai, la Cour des comptes prononce à l'encontre de la partie en infraction

une amende d'un montant égal à vingt-cinq (25) fois le plafond des dépenses.

- Si la Cour des comptes décide de refuser l'approbation des comptes financiers, sans qu'il y ait eu dépassement du plafond des dépenses, elle prononce à l'encontre de la partie en infraction une amende d'un montant équivalant à 10% du plafond des dépenses.

- En cas de dépassement du plafond des dépenses électORALES dans l'une des circonscriptions, la Cour des comptes prononce une des sanctions suivantes :

- Une sanction pécuniaire égale au montant excédant le plafond si l'excédent est de l'ordre de 10%.
- Une sanction pécuniaire égale à dix (10) fois le montant excédant le plafond si l'excédent est entre 10% et 30%.
- Une sanction pécuniaire égale à vingt (20) fois le montant excédant le plafond si l'excédent est entre 30% et 75%.
- Une sanction pécuniaire égale à vingt cinq (25) fois le montant excédant le plafond si l'excédent est supérieur à 75%.

- Une sanction pécuniaire allant de cinq cents (500) dinars à deux mille cinq cents (2.500) dinars à l'encontre des candidats, des listes candidates ou des partis politiques qui, délibérément, entravent le travail de la Cour en lui communiquant avec du retard les documents requis pour l'accomplissement des opérations de contrôle dont elle est en charge.

- Une sanction pécuniaire allant de mille (1.000) dinars à cinq mille (5.000) dinars à l'encontre des candidats, listes candidates ou partis politiques en infraction des dispositions prévues à l'article 78 et aux articles 84 à 86 de la loi n° 2014-16 susmentionnée.

Article 54: Sous réserve des dispositions de l'article 80 de la loi n° 2014-16, s'il s'avère que le candidat ou la liste a bénéficié d'un financement étranger pour sa campagne électORALE, la Cour des comptes peut l'astreindre à payer une amende d'un montant allant de dix (10) fois à cinquante (50) fois la valeur du financement étranger.

Article 55 : Ces sanctions pécuniaires sont prononcées à l'encontre du parti politique concerné lorsqu'il est l'auteur de l'infraction commise, et à l'encontre des membres de la liste candidate, solidairement, lorsque l'infraction est commise par une liste candidate.

Chapitre III : Les sanctions pénales

Article 56 : Conformément aux dispositions de l'article 161 de la loi n° 2014-16 susmentionnée, est puni d'une peine d'emprisonnement allant de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende allant de mille (1.000) à trois mille (3.000) dinars, quiconque pris en flagrant délit en train d'offrir des dons en espèces ou en nature en vue d'influencer l'électeur, ou d'utiliser les mêmes moyens pour amener l'électeur à s'abstenir de voter, que ce soit avant, pendant ou après le scrutin.

Article 57 : Conformément aux dispositions de l'article 163 de la loi n° 2014-16 susmentionnée, est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) ans le candidat à l'élection présidentielle qui a bénéficié d'un financement étranger.

Article 58 : Conformément aux dispositions de l'article 166 de la loi n° 2014-16 susmentionnée, une peine complémentaire privant la personne du droit de vote durant une période allant de deux (2) ans à six (6) ans peut être prononcée à l'encontre de l'auteur d'une des infractions électORALES sanctionné d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an ou plus.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 08 août 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-28 du 15 septembre 2014, fixant les règles relatives à l'organisation et aux procédures de la campagne électorale et de la campagne référendaire (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisiene et notamment ses articles 6, 15, 16, 31, 34 et 126 ;

Vu la loi constitutionnale n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au referendum, et notamment son article 51 ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Chapitre premier
Dispositions générales

Article premier: La présente décision fixe les règles et les procédures d'organisation de la campagne électorale et de la campagne référendaire. Les dispositions de la présente décision s'appliquent à l'élection présidentielle, aux élections législatives et au référendum.

L'Instance fixe par une décision les règles et les conditions auxquelles les médias sont tenus de se conformer durant la campagne électorale et la campagne référendaire. Elle fixe également par une décision les règles, les procédures et les modes de financement de la campagne électorale et de la campagne référendaire.

Article 2: Au sens de la présente décision, les termes suivants signifient :

- **L'Instance :** l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;

- **Les instances régionales :** les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

- **Les administrations régionales :** les structures dépendant de l'organe exécutif de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, chargées de l'exécution des tâches attribuées à l'Instance dans les limites territoriales relevant de leur compétence conformément aux décisions de l'Instance.

- **La liste candidate, le candidat ou le parti :** les listes candidates aux élections législatives, le candidat à l'élection présidentielle et le parti au referendum ;

- **La campagne :** l'ensemble des activités menées par les candidats, les listes candidates, leurs partisans ou les partis durant la période définie par la loi, pour faire connaître le programme électoral ou le programme relatif au referendum en utilisant les différents moyens de propagande et les modalités légalement autorisées, en vue d'inciter les électeurs à voter en leur faveur le jour du scrutin ;

- **La période de silence :** la période englobant le jour du silence électoral et le jour du scrutin jusqu'à la clôture du dernier bureau de vote.

- **Les moyens de propagande :** les annonces, les réunions publiques, les défilés, les cortèges, les rassemblements, les activités publicitaires dans les différents médias audiovisuels, écrits et électroniques, ainsi que tout autre moyen de propagande électoral ou référendaire.

- **Les annonces publicitaires :** les affiches, les tracts, les programmes et l'information sur les dates des réunions.

- **La publicité politique :** toute opération publicitaire ou de propagande moyennant une contrepartie matérielle ou gratuitement, utilisant les méthodes et techniques du marketing commercial, destinée au public, et visant à faire la promotion d'une personne, d'une opinion, d'un programme ou d'un parti politique, en vue d'attirer les

électeurs ou d'influencer leur comportement et leur choix, à travers les médias audiovisuels, écrits ou électroniques, ou à travers des supports publicitaires fixes ou mobiles, installés sur des lieux ou des biens publics ou privés.

- **La neutralité**: le traitement de l'ensemble des candidats avec objectivité et intégrité, sans favoriser une liste candidate, un candidat ou un parti, ni entraver la campagne électorale d'une liste candidate ou d'un candidat, ou la campagne référendaire d'un parti, et en évitant tout ce qui pourrait influencer la volonté des électeurs.

Article 3 : La campagne est déclarée ouverte vingt-deux (22) jours avant la date du scrutin. En cas d'organisation d'un second tour pour l'élection présidentielle, la campagne électorale débute le jour suivant la proclamation des résultats définitifs du premier tour.

Dans tous les cas, la campagne prend fin vingt-quatre (24) heures avant le jour du scrutin.

Article 4: Durant la campagne il faut respecter les principes suivants :

- la neutralité de l'administration et des lieux de culte ;
- la neutralité des médias nationaux ;
- la transparence de la campagne au niveau de ses sources de financement et des modalités d'utilisation des fonds qui lui sont affectés ;
- l'égalité et la garantie de l'égalité des chances entre tous les candidats ;
- le respect de l'intégrité physique, de l'honneur et de la dignité des candidats et des électeurs ;
- La non-atteinte à l'intégrité de la vie privée et aux données personnelles des candidats ;
- la non-incitation à la haine, à la violence, au fanatisme et à la discrimination ;
- la non-inclusion dans le cadre de la propagande électorale d'informations erronées pouvant induire les électeurs en erreur.

Tous les principes régissant la campagne s'appliquent aux sites et supports électroniques.

Article 5 : L'administration est tenue de traiter tous les candidats, les listes et les partis de manière objective et intègre. Elle ne doit favoriser, ni entraver la campagne électorale de n'importe quel candidat, liste ou

parti. Elle doit également s'abstenir de l'usage des moyens et ressources publics au profit de n'importe lequel d'entre eux. Elle s'engage à éviter tout comportement susceptible d'affecter la volonté des électeurs.

N'est pas considéré comme affectant la volonté des électeurs, l'incitation de ces derniers à participer à l'inscription, aux élections ou au référendum, sans les orienter vers le choix d'un candidat donné ou d'une liste donnée, ou les exhorter à voter au référendum.

Article 6 : La propagande électorale ou celle relative au référendum est interdite sous toutes ses formes au sein de l'administration, des établissements et entreprises publics, des lieux de culte, des établissements éducatifs, universitaires et de formation, des établissements hospitaliers, des établissements de protection et d'encadrement sociaux et des établissements privés non-ouverts au public, y compris la tenue de réunions et de rassemblements, ou la distribution de tracts ou de documents, ou le fait de prononcer des slogans, des prêches, des conférences ou des discours électoraux, quelle qu'en soit la forme ou la nature.

Les espaces dépendant de l'administration, des établissements et entreprises publics et affectés aux activités publiques peuvent être loués pour l'organisation des activités de propagande électorale ou référendaire, à condition que leur location soit accessible à tous les candidats, listes ou partis, sur la base de l'égalité et de l'égalité des chances.

Article 7 : La publicité politique est interdite durant la campagne, à l'exception des annonces publicitaires dans les journaux partisans et de l'usage des supports publicitaires par les candidats à l'élection présidentielle.

Cette interdiction s'applique en période de précampagne et en période de silence.

Article 8 : Il est interdit durant la campagne d'annoncer à travers les médias écrits, audiovisuels ou électroniques, l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel au profit d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti.

Cette interdiction s'applique en période de précampagne et en période de silence.

Article 9 : Il est interdit pendant la campagne et la période de silence de diffuser ou de publier les résultats des sondages d'opinions directement ou indirectement liés aux élections et au référendum, ainsi que les études et les commentaires journalistiques qui s'y rapportent.

Cette interdiction s'applique à toute la période électorale, et ce jusqu'à l'adoption d'une loi organisant le sondage d'opinions.

Article 10 : Il est interdit d'offrir des dons en espèce ou en nature en vue d'influencer l'électeur ou de l'amener à s'abstenir de voter.

Article 11 : Il est interdit aux listes candidates, candidats et partis, durant la période de silence électoral, d'insérer ou de publier une nouvelle propagande électorale sur leurs sites et pages électroniques.

Article 12 : Les listes candidates, les candidats et les partis doivent informer l'Instance des sites et pages électroniques consacrés à leur campagne électorale.

Chapitre II **Les affiches**

Article 13 : L'administration régionale se charge, sous la supervision de l'instance régionale et en coordination avec les municipalités et les délégations, de déterminer les emplacements qui seront réservés à l'apposition des affiches électorales ou celles relatives au référendum, en les répartissant en surfaces égales et conformes au nombre des listes candidates, des candidats ou des partis.

L'administration régionale à l'étranger fixe, sous la supervision de l'instance régionale et en collaboration avec les consulats et les missions diplomatiques, les emplacements d'affichage, dans les limites de ce qui est autorisé par les pays hôtes et des moyens à disposition de l'Instance.

Article 14 : L'Instance convoque les représentants des partis, des candidats ou des listes définitivement retenus, dans un délai minimum de cinq (5) jours avant le démarrage de la campagne, afin de procéder à un tirage au sort en vue de déterminer l'ordre de classement de chaque liste candidate, candidat ou parti dans les différents emplacements réservés à l'affichage. Un procès-verbal est rédigé à cet effet.

L'Instance effectue le tirage au sort relativement aux candidats à l'élection présidentielle et aux partis participant au référendum.

Les instances régionales se chargent de l'opération de tirage au sort relativement aux listes candidates aux élections législatives.

Article 15 : Les listes candidates, les candidats et les partis transmettent à l'instance régionale deux (2) exemplaires des affiches électorales ou de celles relatives au référendum pour visa, dont l'un des deux est conservé par l'instance.

Les dimensions des affiches ne doivent pas dépasser 29,7 x 42 cm. L'Instance peut fixer d'autres dimensions qu'elle annonce à travers son site électronique un mois au moins avant le début de la campagne.

L'impression des affiches et leur apposition dans les endroits qui leur sont réservés sont effectuées par les listes candidates, les candidats ou les partis.

Article 16 : Il est interdit d'utiliser le drapeau ou la devise de la République Tunisienne dans les affiches électorales ou référendaires.

Article 17 : La publication des affiches électorales ou référendaires doit se limiter aux surfaces réservées à cet effet. Est interdit tout affichage en dehors de ces emplacements ou sur les surfaces réservées aux autres listes candidates, candidats ou partis. Il est également interdit de retirer une affiche apposée à l'endroit qui lui est réservé, de la déchirer, de la couvrir, de la déformer ou de la rendre illisible de quelque manière que ce soit ou de manière à en modifier le contenu.

Aucune liste candidate, aucun candidat ou parti n'a le droit d'utiliser ou de permettre à un tiers d'utiliser les emplacements réservés aux affiches à des fins non électorales, ni de concéder à autrui les emplacements qui lui sont attribués.

L'achat emplacements d'affichage auprès des établissements publicitaires est interdit. Cette interdiction ne s'applique pas aux candidats à l'élection présidentielle.

Chapitre III
Les activités de la campagne

Article 18 : Chaque liste candidate, candidat ou parti tient un registre pour y transcrire la liste des activités, manifestations, rencontres, réunions, défilés, cortèges et rassemblement électoraux qu'elle/il a organisés.

Ledit registre est préalablement coté et paraphé par l'Instance, à son siège central, pour les candidats à l'élection présidentielle et les partis participant au référendum, et par l'instance régionale pour les listes candidates aux élections législatives.

Le registre comporte obligatoirement le titre de l'activité, ainsi qu'une description sommaire de ladite activité et la mention de son lieu et de sa date.

Article 19 : L'Instance doit être informée par écrit des réunions, défilés, cortèges et rassemblement électoraux, deux (2) jours au moins avant leur tenue. La notification mentionne notamment la date, l'heure et le lieu de la réunion, ainsi que le nom, prénom et adresses de chaque membre du bureau responsable de la réunion publique, du défilé, du cortège ou du rassemblement.

La notification est obligatoirement faite par l'un des membres de la liste candidate, par le représentant du candidat ou par le représentant du parti. Il est procédé à la notification par tout moyen laissant une trace écrite au siège de l'instance régionale de la circonscription électorale dans laquelle la liste est candidate pour les élections législatives, ou celle de la circonscription électorale dans laquelle l'activité électorale sera tenue pour les candidats à l'élection présidentielle et pour les partis au référendum.

L'instance régionale tient un registre spécial sur lequel elle consigne les données mentionnées dans la notification relative à la réunion publique électorale.

Article 20 : Le bureau de la réunion se compose au minimum de deux personnes ayant la qualité d'électeur choisies par la liste candidate, le candidat ou le parti.

Le bureau responsable de la réunion se charge du maintien de l'ordre, veille au bon déroulement de la réunion et interdit tout discours :

- susceptible de porter atteinte à l'ordre public et à la morale publique ;
- comportant une incitation à un acte qualifié de crime ou de délit ;
- appelant à la haine, à la violence, au fanatisme ou à la discrimination sur la base de la religion, de la race, de la région ou du genre ;
- portant atteinte à l'intégrité physique, à l'honneur ou à la dignité des candidats ou des électeurs ;
- portant atteinte à la vie privée des candidats et à leurs données personnelles.

Cette interdiction s'applique aux intervenants et aux personnes présentes.

Article 21 : Les agents de l'Instance chargés du contrôle de la campagne procèdent à la préparation de rapports quotidiens sur les réunions publiques, mentionnant notamment la date et le lieu de la réunion, le nombre approximatif des personnes présentes et une description sommaire des dépenses effectuées.

Lorsque des infractions relatives à la campagne sont constatées, l'agent de contrôle rédige un procès-verbal à cet effet et le transmet à l'instance régionale territorialement compétente.

Chapitre IV
Autres moyens de propagande

Article 22 : Les journaux partisans peuvent faire de la propagande durant la campagne sous forme d'annonces publicitaires au profit du parti dont ils sont porte-paroles ou au profit des candidats ou des listes partisanes ou de coalition candidates au nom du parti.

Dans ce cas, la publicité doit être présentée sous une forme claire qui la distingue des autres informations et articles de presse. Elle doit être précédée ou suivie de la mention « publicité », « annonce » ou « avis ».

Article 23 : Le candidat à l'élection présidentielle peut utiliser les supports publicitaires fixes ou mobiles conformément aux conditions suivantes :

- respecter les dispositions de la loi n° 2009-12 du 2 mars 2009 relative à la publicité dans le domaine public routier et dans les propriétés immobilières y attenantes appartenant aux personnes ; et du décret n° 2010-216 du 15 février 2010 portant détermination des conditions et de la procédure d'autorisation de la publicité dans le domaine public routier et dans les propriétés immobilières y attenantes, appartenant aux personnes ;

- ne pas utiliser le drapeau ou la devise de la République Tunisienne ;
- retirer les supports publicitaires avant la période de silence.

Il est interdit aux tiers d'utiliser les supports publicitaires au profit des candidats, que ce soit avec ou sans contrepartie.

Chapitre V

Le contrôle de la campagne électorale et de la campagne référendaire

Article 24 : L'Instance contrôle, de sa propre initiative ou à la demande de quelque partie que ce soit, le respect des principes, règles et procédures de la campagne par le candidat, la liste candidate ou le parti.

Article 25 : L'Instance recrute des agents sur la base de la neutralité, de l'indépendance et de la compétence, qu'elle charge de constater et de relever les infractions. Ces agents prêtent devant le juge cantonal territorialement compétent le serment suivant : «Je jure par Dieu tout puissant d'effectuer ma mission avec dévouement et en toute neutralité et indépendance, et je m'engage à veiller à la garantie de l'intégrité d'opération électorale».

Article 26 : Les agents de contrôle assermentés sont chargés par l'Instance de constater les infractions aux règles de financement de la campagne. Ils ont qualité d'officiers de police judiciaire au sens des dispositions du 6ème paragraphe de l'article 10 du Code des procédures pénales. Ils procèdent, dans les limites de leur compétence, à la rédaction de rapports et de procès-verbaux dans le cas où les listes candidates, les candidats ou les partis ne respectent pas lesdites règles.

Article 27 : Les agents de contrôle bénéficient de la protection juridique accordée aux agents publics dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Ils ont le droit d'assister à toutes les activités électorales organisées par les listes candidates, les candidats ou les partis tout au long de la campagne.

Les agents de contrôle sont tenus par les obligations suivantes :

- Se conformer à la législation en vigueur et notamment à la loi électorale, au code de bonne conduite les concernant, aux règles régissant la campagne électorale et la campagne référendaire, et fixant leurs procédures et règles de financement, ainsi qu'aux mesures et instructions émanant de l'Instance ;
- La neutralité et le respect du secret professionnel et de l'obligation de réserve ;
- Le respect de l'inviolabilité de la vie privée et des données personnelles des candidats ;
- Le respect de l'intégrité physique, de l'honneur et de la dignité des candidats ;
- L'égalité entre les listes candidates, les candidats ou les partis ;
- Le suivi des cycles de formation organisés par l'Instance ;
- Avoir une allure respectable et se comporter correctement avec l'ensemble des parties intervenantes dans le processus électoral.

Article 28 : Les agents de contrôle constatent les infractions et les consignent sur un procès-verbal accompagné de l'ensemble des documents et des justificatifs, qu'ils transmettent immédiatement aux instances régionales territorialement compétentes pour être consigné sur un registre spécial numéroté sans discontinuité tenu par l'instance régionale.

Les procès-verbaux établis par les agents de contrôle ont force probante conformément aux dispositions de l'article 155 du Code des procédures pénales. Ils font foi pour ce qui concerne l'exactitude des constats matériels qui y sont mentionnés, ainsi que des déclarations et témoignages recueillis.

Sauf preuve contraire, au sens de l'article 154 du Code des procédures pénales, les aveux et déclarations consignés dans les procès-verbaux sont considérés authentiques.

Le procès-verbal doit inclure obligatoirement les données suivantes :

- Date, heure et lieu du procès-verbal ;
- Le nom de la liste candidate, du membre de ladite liste, du candidat ou du parti ;
- Les membres du bureau responsable de la réunion publique, du défilé, du cortège ou du rassemblement ;
- Les constats faits, les informations et déclarations recueillies, et, le cas échéant, les infractions ;
- Les signatures des personnes dont des déclarations ont été recueillies ou la mention de leur refus de signer ;
- L'identité, la qualité et les signatures des agents ayant établi le procès-verbal, ainsi que le cachet de l'instance régionale concernée.

L'Instance peut, le cas échéant, procéder à des enquêtes et des investigations complémentaires.

Article 29 : Dans le cas où l'infraction commise par une liste candidate est avérée, l'instance régionale lui adresse, par tout moyen laissant une trace écrite, un avertissement pour l'appeler à respecter les dispositions prévues par la présente décision, accompagné d'une copie du procès-verbal. Une copie dudit avertissement est transmise à l'Instance.

L'instance régionale informe le Conseil de l'Instance des infractions commises par les candidats et partis. Si lesdites infractions sont avérées, un avertissement leur est adressé par l'Instance par tout moyen laissant une trace écrite.

Dans tous les cas, l'instance régionale prend les mesures et engage les procédures susceptibles de mettre fin immédiatement aux infractions, et ce dans les limites territoriales de sa compétence. A cet effet, elle peut notamment :

- Confisquer le matériel d'annonce électorale ou référendaire. En l'occurrence, il est procédé à la rédaction d'un procès-verbal de confiscation mentionnant obligatoirement le motif, la date et le lieu de cette dernière, ainsi que le nom du contrevenant, s'il est connu, la

description du matériel confisqué, le nom, la qualité et la signature de l'agent ayant établi le procès-verbal de confiscation et le cachet de l'instance régionale concernée ;

- Mettre fin aux réunions, défilés, cortèges et rassemblements avec l'aide, le cas échéant, de la force publique.
- Avertir la liste candidate, le candidat ou le parti en vue de retirer toute affiche illégale ou tout support publicitaire illégal.

Si dans les 24 heures suivant l'avertissement, l'affiche ou le support publicitaire n'a pas été ôté, il peut être procédé à l'exécution aux frais de la liste candidate, du candidat ou du parti, et avec l'aide des autorités régionales et locales compétentes.

Article 30 : L'Instance informe immédiatement le ministère public territorialement compétent en cas de suspicion d'infraction électorale.

Chapitre V **Les sanctions**

Article 31 : L'Instance peut annuler les résultats des vainqueurs aux élections par une décision motivée, s'il s'avère que leur violation des règles relatives à la période électorale a affecté de manière substantielle et décisive les résultats des élections.

Article 32 : La violation de l'interdiction de l'utilisation du drapeau ou de la devise de la République Tunisienne sur les affiches électorales et celles relatives au référendum entraîne la condamnation à une amende allant de cinq cent (500) dinars à mille (1 000) dinars, conformément à l'article 150 de la loi électorale.

Article 33 : La violation de l'interdiction d'apposer les affiches électorales en dehors des emplacements qui leur sont réservés ou d'ôter des affiches, les déchirer, les couvrir, les déformer ou les rendre illisibles de quelque manière que ce soit ou de manière à en modifier le contenu, entraîne la condamnation à une amende allant de cinq cent (500) dinars à mille (1 000) dinars, conformément à l'article 150 de la loi électorale.

Article 34 : La violation de l'interdiction de l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel

au profit d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti, entraîne la condamnation à une amende de trois mille (3 000) dinars conformément à l'article 152 de la loi électorale.

Article 35 : La violation de l'interdiction de la distribution de documents ou de la diffusion de slogans ou de discours de propagande électorale ou référendaire au sein de l'administration, des établissements et entreprises publics, et des établissements privés non-ouverts au public, entraîne la condamnation à une amende allant de deux mille (2 000) dinars à cinq mille (5 000) dinars, conformément à l'article 153 de la loi électorale.

Article 36 : La violation de l'interdiction de toute forme de propagande électorale au sein des établissements éducatifs, universitaires et de formation, et des lieux de culte, entraîne la condamnation à une amende allant de deux mille (2 000) dinars à cinq mille (5 000) dinars, conformément à l'article 153 de la loi électorale.

Article 37 : La violation de l'interdiction de la publicité politique durant la période électorale ou la période référendaire, à l'exception des annonces publicitaires faites par les journaux partisans et l'utilisation des supports publicitaires par les candidats à l'élection présidentielle durant la campagne, entraîne la condamnation à une amende allant de cinq mille (5 000) dinars à dix mille (10 000) dinars, conformément à l'article 154 de la loi électorale.

Article 38 : La violation de l'interdiction de toute forme de propagande durant la période de silence électoral entraîne la condamnation à une amende allant de trois mille (3 000) dinars à vingt mille (20 000) dinars, conformément à l'article 155 de la loi électorale.

Article 39 : La violation de l'interdiction de diffuser et de publier durant la campagne les résultats des sondages d'opinions directement ou indirectement liés aux élections et aux référendums, ainsi que les études et les commentaires journalistiques qui s'y rapportent, entraîne la condamnation à une amende allant de vingt mille (20 000) dinars à cinquante mille (50 000) dinars, conformément à l'article 156 de la loi électorale.

Article 40 : La violation de l'interdiction d'offrir des dons en espèce ou en nature en vue d'influencer l'électeur ou l'amener à s'abstenir de

voter, entraîne la condamnation à une peine d'emprisonnement allant de six (6) mois à trois (3) ans et à une amende allant de mille (1 000) dinars à trois mille (3 000) dinars, conformément à l'article 161 de la loi électorale.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 15 septembre 2014

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-25 du 08 septembre 2014, fixant les règles et les conditions générales auxquelles les médias doivent se conformer durant la campagne électorale et la campagne référendaire (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 6, 15, 23, 24, 31, 34 et 126 ;

Vu la loi constitutionnelle n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment l'alinéa 2 de son article 67 ;

Vu le décret-loi n° 2011-115 du 02 novembre 2011 relatif à la liberté de la presse, de l'imprimerie et de la publication ;

Vu le décret-loi n° 2011-116 du 02 novembre 2011 relatif à la liberté de communication audiovisuelle et portant création de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle ;

Vu la décision conjointe entre l'Instance supérieure indépendante pour les élections et la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle du 05 juillet 2014, fixant les règles et procédures relatives à la campagne électorale et à la campagne référendaire dans les médias audiovisuels ;

Après concertation avec la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

**Chapitre premier
Dispositions générales**

Article premier : La présente décision fixe les règles et les conditions générales que les médias doivent respecter pendant la campagne électorale et la campagne référendaire.

L'Instance fixe par une décision les règles de la campagne relatives aux médias écrits et électroniques.

La campagne à travers les médias audiovisuels et les sites électroniques qui s'y rattachent est soumise aux dispositions de la décision conjointe de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants signifient :

- **L'Instance :** l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;

- **Les instances régionales :** les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

- **La liste candidate, le candidat ou le parti :** les listes candidates aux élections législatives, le candidat à l'élection présidentielle et le parti au référendum ;

- **Les médias nationaux :** tout média, public ou privé, associatif ou partisan, qui produit, diffuse, ou publie en Tunisie ou qui est soumis au droit tunisien ;

- **Les médias publics :** tout média dépendant de l'Etat, des établissements et entreprises publics, ou de toute autre personne morale publique ;

- **La campagne :** l'ensemble des activités menées par les candidats, les listes candidates, leurs partisans ou les partis durant la période définie par la loi, pour faire connaître le programme électoral ou le programme relatif au référendum en utilisant les différents moyens de propagande

et les modalités légalement autorisées, en vue d'inciter les électeurs à voter en leur faveur le jour du scrutin ;

- La neutralité : le traitement de l'ensemble des candidats avec objectivité et intégrité, sans favoriser une liste candidate, un candidat ou un parti, ni entraver la campagne électorale d'une liste candidate ou d'un candidat, ou la campagne référendaire d'un parti, et en évitant tout ce qui pourrait influencer la volonté des électeurs.

- La publicité politique : toute opération publicitaire ou de propagande moyennant une contrepartie matérielle ou gratuitement, utilisant les méthodes et techniques du marketing commercial, destinée au public, et visant à faire la promotion d'une personne, d'une opinion, d'un programme ou d'un parti politique, en vue d'attirer les électeurs ou d'influencer leur comportement et leur choix, à travers les médias audiovisuels, écrits ou électroniques, ou à travers des supports publicitaires fixes ou mobiles, installés sur des lieux ou des biens publics ou privés.

Chapitre II

Les règles générales relatives aux médias

Article 3 : Les médias jouissent de la liberté de couverture de la campagne, ainsi que du droit d'accès à l'information à partir des sources officielles électorales, et ce dans le respect de la législation en vigueur.

Article 4 : Pendant la campagne, les médias sont tenus de :

- Faire preuve de neutralité ;
- Respecter le principe d'égalité et garantir l'égalité des chances entre les candidats ;
- Respecter l'intégrité physique, l'honneur et la dignité des candidats et des électeurs ;
- Ne pas porter atteinte à la vie privée des candidats et à leurs données personnelles ;
- Ne pas appeler à la haine, à la violence, au fanatisme et à la discrimination sur la base de la religion, de la race, de la région ou du genre.

- Respecter les règles et la déontologie de la profession, notamment en ce qui concerne la véracité des nouvelles et informations, à indiquer l'ensemble des données nécessaires à la compréhension d'un événement et à établir une distinction dans le fond et dans la forme entre le fait et l'information d'une part, et l'opinion d'autre part.

Article 5 : Il est interdit aux médias durant la période de précampagne, de campagne ou pendant la période du silence électoral, de faire de la publicité politique, à l'exception des annonces publicitaires dans les journaux partisans.

Il leur est interdit de faire de la publicité politique déguisée à travers la propagande et la promotion d'une liste candidate, d'un candidat ou d'un parti.

Article 6 : Il est interdit aux médias durant la période de précampagne, de campagne ou pendant la période de silence électoral, d'annoncer l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel au profit d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti.

Article 7 : Il est interdit aux médias, pendant la campagne et la période de silence, de diffuser ou de publier les résultats des sondages d'opinions directement ou indirectement liés aux élections et au référendum, ainsi que les études et les commentaires journalistiques qui s'y rapportent.

Article 8 : Est interdite aux médias durant la période de silence électoral, toute forme de couverture médiatique menant à la propagande électorale au profit des candidats, des listes candidates ou des partis ; ainsi que toute proclamation partielle ou définitive des résultats des élections avant la clôture du dernier bureau de vote.

Chapitre III

Les règles générales relatives aux médias publics

Article 9 : Les médias publics sont tenus de respecter le droit à y accéder, pendant la campagne, sur la base de l'équité entre toutes les listes candidates, tous les candidats, ou tous les partis, et ce en fournissant :

- Une couverture pour les listes candidates aux élections législatives qui soit proportionnelle au nombre desdites listes ;

- Une couverture égale pour les candidats au premier tour de l'élection présidentielle ;

- Une couverture égale pour les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix après proclamation des résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle et jusqu'au démarrage de la période de silence électoral du second tour ;

- Une couverture égale pour les partis participant au référendum ;

- Une couverture égale pour les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix après la proclamation des résultats préliminaires du premier tour de l'élection présidentielle et jusqu'à la campagne électorale du second tour.

Ces obligations s'appliquent à tout ce qui est diffusé ou publié par le média public, y compris les programmes et les espaces réservés aux débats ou à la libre expression.

Article 10 : Les médias publics s'engagent durant la campagne à éviter toute propagande électorale indirecte lors de sa couverture des activités et des discours officiels émanant des autorités publiques.

Ils veillent à :

- suspendre leur collaboration avec tout animateur, rédacteur, présentateur d'émissions ou journaliste ayant candidaté ou ayant annoncé sa candidature aux élections ;

- ne pas charger ceux parmi leur personnel exerçant des fonctions rédactionnelles et qui se sont porté candidats ou ayant annoncé leurs candidatures aux élections, de missions ayant trait à la couverture médiatique de la campagne électorale.

Chapitre IV

Le contrôle sur le respect des règles de la campagne par les médias

Article 11 : La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle s'assure du respect des règles et conditions de la campagne

par les médias audiovisuels nationaux et les sites électroniques qui y sont rattachés.

Elle s'assure également du respect par les listes candidates, les candidats ou les partis, de l'interdiction de la propagande électorale à travers les médias audiovisuels étrangers non soumis au droit tunisien et qui diffusent à destination du public tunisien.

La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle informe l'Instance de toutes les violations observées et qui sont commises par les listes candidates, les candidats ou les partis; ainsi que des décisions qu'elle a prise dans un délai de 24 heures à partir de leur adoption.

Article 12 : L'Instance s'engage, de sa propre initiative ou suite aux plaintes qui lui sont soumises, à contrôler la couverture de la campagne par les médias écrits et électroniques.

Article 13 : En cas de violation de l'obligation de neutralité par un média écrit ou électronique, l'Instance adresse une notification au directeur du média concerné afin de prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect de l'obligation de neutralité conformément à l'article 55 de la loi électorale.

Article 14 : L'Instance contrôle, de sa propre initiative ou suite aux plaintes qui lui sont soumises ou sur la base de la notification émanant de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle, le respect des principes de la campagne et des règles et procédures qui la régissent, par la liste candidate, le candidat ou le parti.

Dans le cas où un candidat ou un parti commet une infraction, l'Instance se charge de lui adresser un avertissement l'appelant à respecter les dispositions prévues par la loi électorale et par la présente décision, et ce par tout moyen laissant une trace écrite. Lorsque l'infraction est commise par une liste candidate, c'est à l'instance régionale que revient la charge de cette prérogative.

Article 15 : L'Instance informe le ministère public territorialement compétent en cas de suspicion d'infraction électorale.

Chapitre V
Les sanctions

Article 16 : La violation de l'interdiction de l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel au profit d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti, entraîne la condamnation à une amende de trois mille (3 000) dinars conformément à l'article 152 de la loi électorale.

Article 17 : La violation de l'interdiction de la publicité politique durant la période électorale ou la période référendaire, à l'exception des annonces publicitaires faites par les journaux partisans et l'utilisation des supports publicitaires par les candidats à l'élection présidentielle durant la campagne, entraîne la condamnation à une amende allant de cinq mille (5 000) dinars à dix mille (10 000) dinars, conformément à l'article 154 de la loi électorale.

Article 18 : La violation de l'interdiction de toute forme de propagande durant la période de silence électoral entraîne la condamnation à une amende allant de trois mille (3 000) dinars à vingt mille (20 000) dinars, conformément à l'article 155 de la loi électorale.

Article 19 : La violation de l'interdiction de diffuser et de publier durant la campagne les résultats des sondages d'opinions directement ou indirectement liés aux élections et aux référendums, ainsi que les études et les commentaires journalistiques qui s'y rapportent, entraîne la condamnation à une amende allant de vingt mille (20 000) dinars à cinquante mille (50 000) dinars, conformément à l'article 156 de la loi électorale.

Article 20 : L'Instance peut annuler les résultats des vainqueurs à l'élection par une décision motivée, s'il s'avère que leur violation des règles relatives à la période électorale a affecté d'une manière substantielle et décisive les résultats des élections.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 8 septembre 2014

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-26 du 08 septembre 2014, fixant les règles de la campagne relatives aux médias écrits et électroniques
(Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 6, 15, 23, 24, 31, 34 et 126 ;

Vu la loi constitutive n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment l'alinéa 2 de son article 67 ;

Vu le décret-loi n° 2011-115 du 02 novembre 2011 relatif à la liberté de la presse, de l'imprimerie et de la publication ;

Vu la décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-25 du 8 septembre 2014 fixant les règles et les conditions générales auxquelles les médias doivent se conformer durant la campagne électorale et la campagne référendaire,

Et après délibération, décide ce qui suit :

Chapitre premier
Dispositions générales

Article premier : Les médias écrits et électroniques sont soumis aux dispositions de la décision fixant les règles et les conditions générales auxquelles les médias doivent se conformer durant la campagne électorale et la campagne référendaire.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants signifient :

- **L'Instance** : l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;
- **La liste candidate, le candidat ou le parti** : les listes candidates aux élections législatives, le candidat à l'élection présidentielle et le parti au référendum ;
- **Les médias écrits** : les périodiques telles que définies par le décret-loi n° 2011-115 du 02 novembre 2011 et notamment, les journaux quotidiens, hebdomadaires et semi-mensuels, les magazines et périodiques imprimés ou illustrés, ainsi que les revues.
- **Les médias électroniques** : toute publication ou diffusion sur Internet dont le contenu est sous la responsabilité des comités éditoriaux du média, et effectuée selon les modalités de production journalistique des nouvelles et informations ;
- **Les médias publics** : tout média dépendant de l'Etat, des établissements et entreprises publics, ou de toute autre personne morale publique ;
- **La campagne** : l'ensemble des activités menées par les candidats, les listes candidates, leurs partisans ou les partis durant la période définie par la loi, pour faire connaître le programme électoral ou le programme relatif au référendum en utilisant les différents moyens de propagande et les modalités légalement autorisées, en vue d'inciter les électeurs à voter en leur faveur le jour du scrutin ;
- **La période de silence** : la période englobant le jour du silence électoral et le jour du scrutin jusqu'à la clôture du dernier bureau de vote ;
- **La publicité politique** : toute opération publicitaire ou de propagande moyennant une contrepartie matérielle ou gratuitement, utilisant les méthodes et techniques du marketing commercial, destinée au public, et visant à faire la promotion d'une personne, d'une opinion, d'un programme ou d'un parti politique, en vue d'attirer les électeurs ou d'influencer leur comportement et leur choix, à travers les médias audiovisuels, écrits ou électroniques, ou à travers des supports publicitaires fixes ou mobiles, installés sur des lieux ou des biens publics ou privés.

Chapitre II

De la couverture de la campagne à travers les médias écrits et électroniques

Article 3 : Les médias écrits et électroniques jouissent de la liberté de couverture de la campagne et du droit d'accès à l'information auprès des sources officielles électorales, et ce dans le respect de la législation en vigueur.

Article 4 : Les médias écrits et électroniques s'engagent à respecter les règles et la déontologie de la profession, notamment en ce qui concerne la véracité des nouvelles et des informations, à indiquer l'ensemble des données nécessaires à la compréhension d'un événement et à établir une distinction dans le fond et dans la forme entre le fait et l'information d'une part, et l'opinion d'autre part.

Tous les principes régissant la campagne s'appliquent aux médias électroniques et à tout autre support électronique.

Article 5 : Pendant la campagne, les médias écrits et électroniques sont tenus de :

- Faire preuve de neutralité ;
- Respecter le principe d'égalité et garantir l'égalité des chances entre les candidats ;
- Respecter l'intégrité physique, l'honneur et la dignité des candidats et des électeurs ;
- Ne pas porter atteinte à la vie privée des candidats et à leurs données personnelles ;
- Ne pas appeler à la haine, à la violence, au fanatisme et à la discrimination sur la base de la religion, de la race, de la région ou du genre.

Article 6 : Les médias écrits et électroniques s'abstiennent durant la période de précampagne, de campagne, ou la période de silence de :

- Faire de la publicité politique ;
- Annoncer l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel au profit d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti.

Article 7 : L'interdiction de la publicité politique ne s'applique pas aux journaux partisans qui sont autorisés à faire de la propagande durant la campagne électorale sous forme d'annonces publicitaires au profit du parti dont ils sont porte-paroles, des candidats ou des listes partisanes ou de coalition candidates au nom du parti.

Dans ce cas, la publicité doit être présentée sous une forme claire qui la distingue des autres informations et articles de presse. Elle doit être précédée ou suivie de la mention « publicité », « annonce » ou « avis ».

Article 8 : Il est interdit aux médias écrits et électroniques, durant la campagne et la période de silence, de diffuser et de publier les résultats des sondages d'opinions directement ou indirectement liés aux élections et aux référendums, ainsi que les études et les commentaires journalistiques qui s'y rapportent.

Cette interdiction s'applique durant toute la période électorale, et ce jusqu'à l'adoption d'une loi réglementant le sondage d'opinions.

Article 9 : Les médias écrits et électroniques doivent s'abstenir de publier des informations erronées, des propos diffamatoires, des insultes et des incitations au crime, et de recevoir de l'argent ou des priviléges de toute partie quelle qu'elle soit en vue d'influencer la ligne éditoriale du média.

Article 10 : Toute liste candidate, candidat ou parti ayant fait l'objet, expressément ou tacitement, de diffamation ou d'insulte, dispose d'un droit de réponse conformément aux règles et procédures prévues dans le décret-loi n° 2011-115.

Pour que le droit de réponse pour diffamation ou insulte soit exercé, il faut que la donnée ou l'information diffusée ait porté atteinte à l'honneur, la réputation ou la dignité de la personne concernée.

Le droit de réponse ne doit comporter aucune expression contraire à la loi ou à l'intérêt légitime d'autrui, ou susceptible de porter atteinte à l'honneur ou à la réputation de la personne concernée.

Article 11 : Les médias écrits et électroniques doivent accorder à toute liste candidate, tout candidat ou parti, en cas de divulgation de données erronées à son propos, le droit de demander la rectification de l'article de presse ou de la publication. La rectification est publiée

conformément aux règles et procédures prévues dans le décret-loi n° 2011-115.

Article 12 : Les médias écrits et électroniques sont tenus pendant la campagne de respecter le droit à y accéder sur la base du respect du principe de neutralité et de la garantie de l'égalité entre toutes les listes candidates, tous les candidats ou les partis, et ce en fournissant :

- une couverture pour les listes candidates aux élections législatives qui soit proportionnelle au nombre desdites listes ;
- une couverture égale pour les candidats au premier tour de l'élection présidentielle ;
- une couverture égale pour les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix après proclamation des résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle et jusqu'au démarrage de la période de silence électoral du second tour ;
- une couverture égale pour les partis participant au référendum.

Les médias écrits et électroniques publics s'engagent en vertu de l'obligation de neutralité à fournir une couverture égale aux deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix après proclamation des résultats préliminaires du premier tour de l'élection présidentielle, et ce jusqu'à la campagne électorale du second tour.

Chapitre III ***Du contrôle***

Article 13 : L'Instance se charge, de sa propre initiative ou suite aux plaintes qui lui sont soumises, du contrôle de la couverture de la campagne par les médias écrits et électroniques.

Article 14 : Les sites électroniques officiels des établissements médiatiques audiovisuels sont soumis au contrôle de la Haute instance indépendante de la communication audiovisuelle.

Article 15 : En cas d'infraction commise par une liste candidate, un candidat ou un parti à travers les médias écrits ou électroniques, l'Instance procède à l'avertissement du contrevenant conformément au deuxième alinéa de l'article 14 de la décision fixant les règles et les

conditions générales auxquelles les médias doivent se conformer durant la campagne.

Article 16 : En cas de violation de l'obligation de neutralité par un média écrit ou électronique, l'Instance adresse une notification au directeur du média concerné, afin de prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect de l'obligation de neutralité conformément à l'article 55 de la loi électorale.

Article 17 : L'Instance informe le ministère public territorialement compétent en cas de suspicion d'infraction électorale.

Chapitre IV
Des sanctions

Article 18 : La violation de l'interdiction de l'affectation d'un numéro de téléphone gratuit, d'une messagerie vocale ou d'un centre d'appel au profit d'un candidat, d'une liste candidate ou d'un parti, entraîne la condamnation à une amende de trois mille (3 000) dinars conformément à l'article 152 de la loi électorale.

Article 19 : La violation de l'interdiction de la publicité politique durant la période électorale ou la période référendaire entraîne la condamnation à une amende allant de cinq mille (5 000) dinars à dix mille (10 000) dinars, conformément à l'article 154 de la loi électorale.

Ne sont pas soumises aux dispositions ci-dessus, les annonces publicitaires faites par les journaux partisans durant la campagne électorale au profit du parti dont ils sont porte-paroles, des candidats ou des listes partisanes ou de coalition candidates au nom du parti, ainsi que l'utilisation des supports publicitaires par les candidats à l'élection présidentielle.

Article 20 : La violation de l'interdiction de toute forme de propagande durant la période de silence électoral entraîne la condamnation à une amende allant de trois mille (3 000) dinars à vingt mille (20 000) dinars, conformément à l'article 155 de la loi électorale.

Article 21 : La violation de l'interdiction de diffuser et de publier durant la campagne les résultats des sondages d'opinions directement ou indirectement liés aux élections et aux référendums, ainsi que les études et les commentaires journalistiques qui s'y rapportent, entraîne

la condamnation à une amende allant de vingt mille (20 000) dinars à cinquante mille (50 000) dinars, conformément à l'article 156 de la loi électorale.

Article 22 : L'Instance peut annuler les résultats des vainqueurs à l'élection par une décision motivée, s'il s'avère que leur violation des règles relatives à la période électorale a affecté d'une manière substantielle et décisive les résultats des élections.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 8 septembre 2014

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections

Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-27 du 08 septembre 2014, fixant les règles relatives à l'utilisation des médias étrangers par les listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger
(Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 34, 55 et 126 ;

Vu la loi constitutionnale n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections et l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment l'alinéa 3 de son article 66 ;

Vu le décret-loi n° 2011-115 du 02 novembre 2011 relatif à la liberté de la presse, de l'imprimerie et de la publication ;

Vu le décret-loi n° 2011-116 du 02 novembre 2011 relatif à la liberté de communication audiovisuelle et portant création de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle ;

Vu la décision conjointe entre l'Instance supérieure indépendante pour les élections et la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle du 05 juillet 2014, fixant les règles et procédures relatives à la campagne électorale et à la campagne référendaire dans les médias audiovisuels ;

Après concertation avec la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle concernant la détermination des règles relatives à l'utilisation des médias audiovisuels étrangers par les listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger, et ce conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 66 de la loi électorale ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les règles relatives à l'utilisation des médias audiovisuels, écrits et électroniques étrangers, par les listes candidates dans les circonscriptions électorales à l'étranger.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants signifient :

- **L'Instance :** l'Instance supérieure indépendante pour les élections ;

- Les instances régionales : les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

- **Médias étrangers :** tout média audiovisuel, écrit ou électronique, non soumis au droit tunisien.

- **Les listes candidates :** les listes candidates aux élections législatives ;

- **La campagne :** l'ensemble des activités menées par les candidats ou par les listes, pour faire connaître le programme électoral ou le programme relatif au référendum, en utilisant les différents moyens de propagande et les modalités légalement autorisées, en vue d'inciter les électeurs à voter en leur faveur le jour du scrutin.

Article 2⁹: Seules les listes candidates des circonscriptions à l'étranger sont autorisées, durant la campagne, à utiliser les médias étrangers, à condition qu'ils :

- soient totalement ou partiellement destinés à la circonscription électorale dans laquelle la liste est candidate à l'étranger ;

- respectent le principe de neutralité dans leur couverture relative à la campagne ;

- s'engagent à respecter l'intégrité physique, l'honneur et la dignité des candidats et des électeurs, à ne pas porter atteinte à la vie privée des

⁹Dans la version arabe de la décision, telle que publiée sur le site de l'Instance et au journal officiel de la République tunisienne, une erreur matérielle est survenue au niveau de la numérotation des articles. C'est ce qui explique l'existence de deux articles « 2 » dans la présente décision.

candidats et à leurs données personnelles, et à ne pas appeler à la haine, à la violence, au fanatisme et à la discrimination ;

- respectent le droit à y accéder durant la campagne sur la base de l'équité entre toutes les listes candidates dans la circonscription électorale.

Article 3 : Les listes candidates à l'étranger doivent éviter de traiter avec les médias qui n'obéissent pas aux conditions mentionnées dans l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : La liste candidate s'engage à informer l'instance régionale de la couverture médiatique à laquelle elle a pris part, et à lui fournir une copie de ladite couverture dans un délai ne dépassant pas les 48 heures.

La notification comporte obligatoirement le nom du média étranger et la forme de la couverture médiatique.

Article 5 : Si à partir de données dont l'Instance dispose, il s'avère que la couverture médiatique ne respecte pas les conditions ci-dessus, elle adresse un avertissement à la liste candidate, par tout moyen laissant une trace écrite, en lui rappelant la possibilité d'annuler les résultats des vainqueurs si les infractions affectent les résultats des élections d'une manière substantielle et décisive, conformément à l'article 143 de la loi électorale.

Article 6 : La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 10 septembre 2014

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections

Mohamed Chafik Sarsar

Décision de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle n° 6 du 22 octobre 2014, fixant les règles relatives à la période de silence électoral pour les élections législatives de l'année 2014 (Traduction non-officielle)

Le Conseil de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle,

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment les articles 3, 49, 50, 67, 68, 69, 70, 73 et 74 ;

Vu le décret-loi n° 2011-116 du 02 novembre 2011 relatif à la liberté de communication audiovisuelle et portant création de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle et notamment ses articles 42, 43, 44, 45 et 46 ;

Vu la décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n°2014-25 du 8 septembre 2014 fixant les règles et les conditions générales auxquelles les médias doivent se conformer durant la campagne électorale et la campagne référendaire, et notamment ses articles 5, 6, 7 et 8 ;

Vu la décision conjointe entre l'Instance supérieure indépendante pour les élections et la haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle du 5 juillet 2014, fixant les règles et procédures relatives à la campagne électorale et à la campagne référendaire dans les médias audiovisuels et notamment son article 3 ;

Après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les règles relatives à la période de silence électoral pour les élections législatives de l'année 2014 qui débute, pour les listes candidates sur le territoire de la République, le 25 octobre à 00h et se poursuit le jour du 26 octobre 2014 jusqu'à la clôture du dernier bureau de vote sur le territoire de la République.

La présente décision fixe également les règles relatives à la période de silence électoral pour les élections législatives de l'année 2014 qui débute, pour les listes candidates à l'étranger, du 23 octobre à 00h et se

poursuit le jour du 26 octobre jusqu'à la clôture du dernier bureau de vote à l'étranger.

Article 2 : Sont interdites toute forme de propagande et toute forme de couverture médiatique des listes candidates aux élections législatives, des partis, et des acteurs politiques qui les soutiennent. Cette interdiction s'applique aux candidats à l'élection présidentielle, aux partis et aux acteurs politiques qui les soutiennent.

Article 3 : Est interdite la diffusion ou la rediffusion des programmes d'expression directe, même de manière partielle.

Article 4 : Est interdite la diffusion et la publication des résultats des sondages d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec les élections législatives ou présidentielle, ainsi que les études et les commentaires journalistiques y afférents à travers les différents médias.

Article 5 : Il est interdit aux médias de faire de la publicité politique.

Article 6 : Est interdite la publication de tout résultat relatif aux élections avant la clôture du dernier bureau de vote.

Article 7 : Les sites électroniques officiels des entreprises de la communication audiovisuelle sont soumis aux dispositions de la présente décision.

La présente décision est publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de la Haute autorité. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 22 octobre 2014

Pour le conseil de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle

Le président de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle
Nouri Lajmi



Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-19 du 05 août 2014, fixant les conditions et les modalités de désignation et de remplacement des membres des bureaux de vote (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 125 et 126 ;

Vu la loi constitutionne n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment son article 121 ;

Vu la loi n° 2014-36 du 08 juillet 2014 fixant les échéances des premières élections législatives et présidentielle suivant l'adoption de la Constitution ;

Vu le décret n° 2011-1088 du 03 août 2011 fixant les circonscriptions électoralles et le nombre des sièges qui leur sont réservés pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale constituante ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les conditions et les modalités de désignation des membres des bureaux de vote pour les élections et le référendum.

Article 2 : L'Instance annonce à travers les médias et sur son site électronique les délais de l'ouverture des candidatures pour être membre des bureaux de vote, ainsi que les conditions et les documents requis.

Article 3 : Les dossiers de candidature sont déposés auprès de l'instance régionale de la circonscription électorale dans laquelle le

candidat désire exercer ses fonctions. Il est interdit de présenter sa candidature dans plus d'une circonscription électorale.

Chapitre premier
Les conditions pour être membre de bureau de vote

Article 4 : Pour être membre de bureau de vote, tout candidat doit remplir les conditions suivantes :

- Avoir la qualité d'électeur ;
- Avoir le niveau d'étude de la quatrième année secondaire au minimum (septième année secondaire selon l'ancien régime) ou équivalent ;
- L'intégrité, la neutralité et l'indépendance.

Article 5 : Il est interdit à tout candidat à la fonction de membre de bureau de vote :

- d'être candidat aux élections ;
- d'être le conjoint ou l'ascendant ou le descendant, de premier ou de second degré, de l'un des candidats ;
- d'être le gendre d'un candidat ;
- d'être un employé de l'un des candidats ou des partis politiques ;
- d'être adhérent d'un parti politique ;
- d'avoir assumé une des responsabilités suivantes au sein du Rassemblement constitutionnel démocratique dissous :
 - o président ou membre du bureau politique,
 - o membre du comité central,
 - o une responsabilité politique au sein de l'administration centrale : Secrétaire permanent, secrétaire adjoint, directeur de cabinet, secrétaire général de l'Union tunisienne des organisations de jeunes, directeur du Centre d'études et de formation, présidents de districts, membre au bureau national des étudiants du Rassemblement constitutionnel démocratique, membre d'un comité de coordination,

membre d'une fédération territoriale ou professionnelle, président d'un comité territorial ou professionnel.

Est punis d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois et d'une amende de mille (1.000) dinars, quiconque usurpe un nom ou une qualité, ou fait de fausses déclarations ou de faux témoignages, ou dissimule un cas d'interdiction prévu par la loi, et ce conformément à l'article 158 de la loi électorale.

Article 6 : Le dossier de candidature doit inclure les documents suivants :

- Le formulaire de candidature qui peut être retiré auprès des administrations régionales de l'Instance ou téléchargé à partir du site électronique ;
- Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport ;
- Deux photos d'identité ;
- Un curriculum vitae indiquant l'expérience professionnelle et l'expérience dans le domaine électoral ;
- Une copie du diplôme scolaire ou du diplôme scientifique ;
- Une déclaration sur honneur légalisée certifiant que le candidat remplit toutes les conditions prévues par l'article 121 de la loi électorale et par la présente décision, et attestant de l'authenticité des données présentées.

Chapitre II

Prise de décision, publication et récusation

Article 7 : L'instance régionale procède à la sélection des demandes de candidature et accepte les candidats remplissant les conditions légales dans les limites du nombre requis.

La liste des candidats retenus est affichée aux sièges des instances régionales et publiée sur le site électronique de l'Instance.

Article 8 : Les représentants des listes candidates aux élections législatives, des candidats à l'élection présidentielle et des partis au référendum peuvent demander à ce que la désignation d'un membre ou

de plusieurs membres des bureaux de vote soit revue pour manquement aux conditions prévues par les articles 4 et 5 de la présente décision.

La demande de récusation est déposée après l'annonce de la liste des candidats retenus à la fonction de membre de bureaux de vote, et ce dans un délai maximum de trois (3) jours à partir de la date de l'annonce des listes définitivement admises des candidats aux élections législatives ou de la liste des candidats définitivement retenus à l'élection présidentielle ou la liste des partis participant au référendum. La demande est accompagnée de l'ensemble des données et justificatifs nécessaires.

Article 9 : L'instance régionale statue sur les demandes de récusation et s'assure de l'authenticité des documents et des justificatifs qui lui sont soumis. Elle procède, le cas échéant, à la radiation des noms des candidats au sujet desquels elle a accepté les demandes de récusation.

Les listes définitives des membres des bureaux de vote sont affichées aux sièges des instances régionales et publiées sur le site électronique de l'Instance dans un délai maximum de deux semaines avant le jour du scrutin.

Article 10 : L'Instance assure une formation au profit des membres des bureaux de vote concernant les procédures relatifs aux opérations de vote et de dépouillement.

La présence durant les sessions de formation est obligatoire. Toute absence entraîne la radiation du nom du concerné de la liste des membres des bureaux de vote.

Article 11 : L'instance régionale procède à la désignation des membres des bureaux de vote à raison de quatre (4) membres par bureau, y compris le président.

Elle procède également à la désignation des présidents des centres de vote et des agents d'information parmi les candidats retenus.

L'instance régionale établit une liste de membres suppléants qui seront mis à la disposition de chaque instance régionale pour permettre, le cas échéant, de combler toute vacance survenant dans les bureaux de vote.

L'Instance œuvre pour prendre les mesures nécessaires en vue de leur garantir le droit de vote.

Chapitre III

L'accomplissement de la liste des candidats et leur remplacement

Article 12 : A défaut de candidature à la fonction de membre de bureaux de vote dans une ou plusieurs circonscriptions électorales, ou lorsque le nombre des candidatures remplissant les conditions légales est inférieur au nombre requis, le manque de candidats peut être comblé en puisant dans les listes des candidats des autres circonscriptions électorales qui remplissent les conditions légales.

L'Instance peut également combler le manque de candidats en faisant appel à des agents publics ou à des personnes ayant acquis une expérience lors des élections précédentes, à condition de remplir les conditions mentionnées aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Article 13 : Dans le cas où un ou plusieurs membres de bureaux de vote s'absentent le jour du scrutin, l'instance régionale procède immédiatement au remplacement en puisant dans la liste des membres suppléants.

Chapitre IV

L'indemnité électorale

Article 14 : Une indemnité d'une valeur de 40 dinars est accordée aux membres des bureaux de vote à titre d'indemnité de formation. Une indemnité d'une valeur de 80 dinars leur est également attribuée en contre partie des activités accomplies dans le cadre des opérations de vote et de dépouillement.

Des indemnités fixées en considération des spécificités du travail dans les pays de résidence sont accordées aux membres des bureaux de vote à l'étranger.

Outre la sanction prévue dans l'article 151 de la loi électorale, les membres qui s'absentent le jour du scrutin sont privés des indemnités susmentionnées.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 05 août 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections

Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-30 du 08 septembre 2014, relative aux règles et procédures de vote et de dépouillement (Traduction non-officielle)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 34, 54, 55, 75 et 126 ;

Vu la loi constitutionnelle n° 2011-06 du 16 décembre 2011 relative à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les règles et les procédures de vote et de dépouillement relatives aux élections législatives, à l'élection présidentielle et au référendum.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants s'entendent comme suit :

- **L'Instance :** l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

- **Les instances régionales :** les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

- **Les listes électorales :** les listes des personnes habilitées à voter lors des élections ou du référendum, extraites du registre électoral et mises à la disposition du public dans chaque circonscription électorale, et ce, pour chaque commune et chaque délégation ou secteur dans les régions non-communales ; et dans la circonscription électorale pour

les Tunisiens à l'étranger, et ce, au siège de la mission diplomatique ou consulaire à l'étranger, en comportant les listes des électeurs répartis par consulat et par ambassade en cas d'absence de consulat.

- **La liste candidate, le candidat ou le parti :** les listes candidates aux élections législatives, le candidat à l'élection présidentielle ou le parti lors d'un référendum.

- **Le centre de vote ou le centre :** l'espace qui contient un ou plusieurs bureaux de vote.

- **Le bureau de vote ou le bureau :** le lieu réservé au vote à l'intérieur d'un centre de vote.

- **Le bureau centralisateur :** le bureau désigné par l'Instance dans chaque circonscription électorale et chargé de la collecte des résultats du scrutin.

- **Le centre de collecte :** le centre qui peut être désigné par l'Instance pour la collecte des résultats du scrutin d'une partie de la circonscription électorale avant de les transférer au bureau centralisateur.

- **Le bulletin de vote :** le bulletin conçu par l'Instance pour être mis à la disposition de l'électeur le jour du scrutin, qui lui sert à exprimer son choix et qu'il dépose par la suite dans l'urne.

- **Le bulletin détérioré :** tout bulletin destiné au vote et devenu inutilisable. Il est échangé avant le dépôt du bulletin dans l'urne conformément à ce qui sera fixé par l'Instance.

- **Le bulletin nul :** tout bulletin de vote n'exprimant pas clairement le choix de l'électeur ou comprenant des éléments contraires aux principes prévus à l'article 2 de la loi électorale.

- **Le bulletin blanc :** tout bulletin de vote ne contenant aucun signe de quelque genre que ce soit. Le bulletin blanc est comptabilisé parmi les suffrages exprimés, sans être pris en compte dans le calcul du quotient électoral.

- **Les suffrages exprimés :** le nombre de voix obtenues par toutes les listes candidates aux élections législatives ou par tous les candidats à l'élection présidentielle, ou tous les votes par « oui » et par « non » au référendum. Les bulletins blancs sont comptabilisés parmi les suffrages exprimés.

Titre premier
Dispositions générales

Article 3 : La durée du scrutin est d'une seule journée correspondant à un jour de congé ou à un jour de repos hebdomadaire.

Le vote des Tunisiens à l'étranger lors des élections et du référendum a lieu durant trois jours successifs dont le dernier est le jour du scrutin sur le territoire de la République.

Article 4 : Tout Tunisien résidant sur le territoire de la République ou à l'étranger et inscrit sur la liste électorale, a le droit d'exercer son droit au vote aux élections législatives et présidentielle et au référendum.

Ne peut participer au scrutin du second tour de l'élection présidentielle, celui qui n'était pas inscrit sur la liste électorale lors du premier tour.

Article 5 : Le vote a lieu au suffrage universel, libre, direct, secret, intégral et transparent.

Article 6 : Le vote est personnel. Est interdit le vote par procuration.

Article 7 : Le secret du scrutin est un droit pour tout électeur. Nul ne peut le compromettre ou s'en déchoir.

Article 8 : L'opération de vote se déroule dans la transparence afin de permettre aux représentants des listes candidates, des candidats et des partis, ainsi qu'aux observateurs et aux journalistes accrédités par l'Instance de la contrôler, tout en respectant les règles de conduite les concernant.

Titre II
Le vote
Chapitre premier
Les centres et les bureaux de vote

Article 9 : L'Instance fixe la liste des bureaux de vote dans chaque circonscription électorale, commune, délégation ou secteur. Elle œuvre pour que le nombre d'électeurs ne dépasse pas les 600 par bureau de vote.

Il est interdit d'installer les bureaux de vote dans les locaux des partis politiques ou dans des lieux leur appartenant, ou appartenant aux associations ou aux organisations non-gouvernementales.

Article 10 : Le centre de vote se compose d'un président et d'un ou de plusieurs agents d'information. Ils sont désignés conformément aux conditions et procédures fixées par l'Instance.

Le président du centre de vote est chargé d'assurer les opérations de coordination et de logistique, de maintenir l'ordre dans l'enceinte du centre et de faciliter le travail des présidents des bureaux de vote, et ce, avec l'aide des agents d'information.

Article 11 : Le bureau de vote se compose de quatre (4) membres, y compris le président du bureau, chargés notamment de ce qui suit :

- Le contrôle de l'identité ;
- La détention et la remise des bulletins de vote ;
- L'enrage, s'il est décidé d'en faire usage ;
- La surveillance de l'urne.

Le président du bureau de vote veille au bon déroulement de l'opération de vote et peut prendre toutes les mesures susceptibles de l'assurer. Il peut déléguer certaines de ces prérogatives à l'un des membres du bureau de vote.

Chapitre III
Les mesures relatives aux opérations de vote

Article 12 : Le droit d'accès aux centres et bureaux de vote est limité aux :

- électeurs en vue de voter,
- accompagnateurs des électeurs porteurs d'un handicap,
- membres et agents de l'Instance portant les badges produits par cette dernière,
- représentants des listes candidates, des candidats, et des partis, ainsi qu'aux observateurs, journalistes, hôtes et les interprètes qui

les accompagnent, à condition qu'ils soient munis de leurs cartes d'accréditation.

Le président du bureau de vote peut limiter le nombre de personnes autorisées à accéder au bureau en fonction de sa capacité d'accueil.

Article 13 : Le président du bureau de vote maintient l'ordre à l'intérieur du bureau de vote. Le président du centre de vote maintient l'ordre à l'intérieur du centre. Ils peuvent, le cas échéant, faire appel à la force publique.

Il est interdit de porter n'importe quelle sorte d'arme à l'intérieur des centres et des bureaux de vote, excepté pour les agents des forces de sécurité nationale et de l'armée nationale qui y sont présents avec l'accord du président du centre ou du bureau de vote.

Article 14 : Il est interdit aux membres des bureaux de vote, aux observateurs et aux représentants des candidats, des listes candidates ou des partis de porter des insignes indiquant leur appartenance politique à l'intérieur des centres et bureaux de vote. Chacun des présidents des bureaux et centres de vote veille au respect de cette interdiction.

Article 15 : Les activités de propagande électorale sont interdites à l'intérieur ou dans le périmètre des centres et bureaux de vote.

L'utilisation des porte-voix à l'intérieur ou dans le périmètre du centre de vote est interdite.

Article 16 : Il est interdit de faire des interviews journalistiques à l'intérieur des bureaux de vote.

L'usage des appareils photos par les journalistes à l'intérieur des bureaux de vote est interdit, sauf autorisation du président du bureau.

Article 17 : Il est interdit d'effectuer des sondages d'opinions à l'intérieur des centres et bureaux de vote.

Article 18 : A l'exception du président du bureau de vote, il est interdit aux personnes présentes au bureau d'utiliser le téléphone mobile pour quelque raison que ce soit.

Chapitre III

L'opération de vote

Section 1 : Les procédures préparatoires

Article 19 : Les membres du bureau doivent se présenter au centre de vote une heure au moins avant le début du vote et ce, en vue d'aménager les bureaux de vote.

En cas d'absence du président du bureau de vote, le membre le plus âgé procède à l'ouverture du bureau de vote et assure les fonctions du président jusqu'à ce que ce dernier arrive ou qu'il soit procédé à son remplacement.

Le nombre des membres de chaque bureau de vote ne doit être, dans tous les cas, inférieur à deux (2).

Dans tous les cas, il est procédé au remplacement en coordination avec le président du centre de vote, tout en avisant l'instance régionale concernée.

Article 20 : Le président du bureau de vote procède, devant les observateurs, les représentants des listes candidates, des candidats ou des partis, et les journalistes, aux opérations suivantes :

1. Ouvrir l'urne, en extraire le matériel électoral, et s'assurer que le matériel est au complet ;

2. S'assurer devant les personnes présentes que l'urne est vide ;

3. Fermer l'urne avec les scellés en plastique destinés à cet effet, tout en laissant la fente supérieure ouverte ;

4. Compter les bulletins de vote livrés.

Article 21 : Le président du bureau ou l'agent en charge de cette tâche, remplit le procès-verbal de l'opération de vote en y introduisant obligatoirement les données suivantes:

- Le nombre des bulletins de vote livrés ;

- Les numéros des scellés en plastique ayant servi à fermer l'urne ;

- Le nombre d'électeurs inscrits au bureau.

Article 22 : Les membres du bureau de vote et les personnes présentes parmi les représentants des listes candidates, des candidats ou des partis, signent le procès-verbal de l'opération de vote.

S'ils refusent de signer, il est fait mention du refus, et le cas échéant de ses motifs, sur le procès-verbal.

Article 23 : Dans le cas où l'ouverture du bureau de vote à l'heure prévue est empêchée pour des motifs imprévus, le président du centre peut, après information de l'instance régionale concernée, reporter l'ouverture du bureau. La décision de report ainsi que ses motifs sont mentionnés sur le registre du bureau de vote. La durée du retard est prise en compte dans la détermination de l'heure de la fermeture du bureau.

Si l'Instance régionale considère que l'organisation des élections dans le bureau concerné s'avère impossible, elle en informe immédiatement le Conseil de l'Instance. Le Conseil de l'Instance peut, par une décision motivée, reporter le vote dans les bureaux concernés, et ce en vertu de l'article 105 de la loi électorale. La décision de report est publiée sur le site électronique de l'Instance. La nouvelle date de scrutin est annoncée par l'Instance à travers les médias audiovisuels et écrits.

Section 2 : le déroulement de l'opération de vote

Article 24 : Le droit de vote s'exerce à l'intérieur des bureaux de vote. L'électeur vote dans le bureau où son nom est inscrit. L'Instance se charge de prendre les mesures nécessaires à garantir l'exercice du droit de vote pour les membres des centres et bureaux de vote.

Article 25 : Les électeurs doivent pouvoir accéder au bureau de vote et voter dès l'heure fixée par l'Instance. La priorité dans l'accès au bureau de vote est accordée aux électeurs porteurs de handicap, aux personnes âgées et aux femmes enceintes.

Article 26 : S'il est fait usage de l'encre indélébile, l'enrage de l'un des doigts de la main devient une condition pour l'accomplissement de l'opération de vote ; à l'exception des cas de déficience motrice empêchant l'enrage.

Article 27 : En vue d'exercer son droit de vote, l'électeur ne peut présenter que sa carte d'identité nationale ou son passeport.

Il est procédé à la vérification de l'identité de l'électeur qui signe ou appose son empreinte dans la case réservée à cet effet sur la liste des électeurs.

En cas de non-concordance entre le numéro du passeport de l'électeur et le numéro inscrit sur la liste des électeurs, le président du bureau, après vérification de la conformité des données relatives à ce nom, mentionne le nouveau numéro sur la liste des électeurs et signe dans la case réservée aux observations.

Article 28 : le président du bureau ou le membre désigné par le président, procède au tamponnage du bulletin de vote. Si le bulletin comporte un défaut qui le rend inutilisable, il sera considéré comme un bulletin détérioré et mis dans l'enveloppe réservée à cet effet.

Article 29 : Le vote est obligatoirement exercé dans l'isoloir. L'électeur met un signe devant le nom de la liste candidate ou du candidat pour qui il désire voter, ou devant la réponse choisie lors du référendum.

Article 30 : En cas d'erreur lors de l'utilisation du bulletin de vote ou en cas de sa détérioration, l'électeur peut demander une seule fois à avoir un autre bulletin de vote. Le président du bureau ou son suppléant reprend le bulletin détérioré, sans regarder le choix fait par l'électeur, le met dans l'enveloppe réservée à cet effet et remet à l'électeur un nouveau bulletin.

L'électeur introduit personnellement le bulletin de vote dans l'urne. S'il ne parvient pas à la faire, il est assisté par le président du bureau ou par le membre désigné par le président.

Article 31 : Le président du bureau de vote examine les réserves émises par les représentants des candidats, des listes candidates ou des partis, concernant l'application de la réglementation et des procédures relatives au vote, conformément à la loi et aux textes réglementaires adoptés par l'Instance à cet effet. Ses décisions sont d'exécution immédiate. Les réserves et les décisions sont consignées au procès-verbal de l'opération de vote.

Article 32 : Il est interdit de suspendre le travail dans les centres et bureaux de vote ou de procéder à leur fermeture durant l'horaire consacré au vote en l'absence d'instructions émanant de l'Instance.

En cas d'extrême nécessité entravant le déroulement normal de l'opération de vote, le président du centre de vote peut suspendre provisoirement l'opération de vote dans le bureau ou dans le centre, à condition d'en informer immédiatement l'Instance régionale pour prendre les mesures urgentes et nécessaires à assurer le bon déroulement de l'opération de vote, ou pour ordonner la fermeture du bureau ou du centre.

Dans ce cas, il est fait mention des motifs de la suspension et de sa durée sur le registre du bureau de vote. La durée de la suspension est prise en compte au moment de la fermeture du bureau.

Section 3 : L'assistance aux électeurs porteurs de handicap

Article 33 : L'électeur non-voyant ou ayant une déficience motrice qui l'empêche d'écrire est autorisé à se faire assister d'un accompagnateur de son choix qui l'accompagne à l'isoloir et l'assister à accomplir l'opération de vote, à condition d'être muni d'une carte de handicap. L'accompagnateur doit avoir la qualité d'électeur et être le conjoint de l'électeur ou l'un de ses ascendants ou descendants. L'accompagnateur doit présenter sa carte d'identité nationale ou son passeport, et les documents attestant du lien de parenté.

En cas d'absence d'accompagnateur et à la demande de l'électeur porteur de handicap, le président du bureau de vote charge un des électeurs présents au bureau de vote de l'assister dans l'exercice de son droit de vote.

Dans tous les cas, l'accompagnateur n'est pas autorisé à assister plus d'un électeur porteur de handicap. Il doit s'abstenir d'influencer le choix de l'électeur porteur de handicap et se limiter à l'assister dans l'accomplissement des opérations qu'il est incapable d'effectuer tout seul.

L'Instance peut recourir à l'usage de l'encre indélébile pour l'accompagnateur.

Article 34 : Il est interdit aux analphabètes de se faire assister d'un accompagnateur pour les aider à voter. Dans le cadre de ses campagnes de sensibilisation, l'Instance œuvre pour initier les électeurs analphabètes aux procédures de vote.

Section 4 : La clôture de l'opération de vote

Article 35 : A l'heure de la fin de l'opération de vote, le président du centre de vote fait entrer tous les électeurs se trouvant devant le centre et n'ayant pas encore procédé au vote, et ferme les portes d'accès au centre. L'opération de vote se poursuit jusqu'à ce que le dernier de ces électeurs vote.

Article 36 : Le président du bureau de vote annonce la clôture de l'opération de vote et procède à la fermeture de la fente de l'urne à l'aide du scellé en plastique destiné à cet effet.

Concernant le vote à l'étranger, il est procédé à la fermeture de la fente de l'urne avec le scellé en plastique à la fin du scrutin du premier et du deuxième jour, et à sa réouverture le lendemain. Les numéros des scellés sont consignés dans le procès-verbal de l'opération de vote. A la fin du troisième jour, il est procédé à l'annonce de la clôture du scrutin et à la fermeture de la fente de l'urne.

Le président du bureau mentionne dans le procès-verbal de l'opération de vote les données suivantes :

- Le nombre des bulletins de vote restants ;
- Le nombre des bulletins de vote détériorés ;
- Le nombre d'électeurs ayant signé la liste des électeurs.

Les membres du bureau de vote et les représentants des listes candidates, des candidats ou des partis qui se trouvent présents signent le procès-verbal à la clôture de l'opération de vote.

S'ils refusent de signer, il est fait mention du refus et, le cas échéant, de ses motifs sur le procès-verbal.

Titre III

Le dépouillement et le décompte

Chapitre premier

Les procédures préparatoires

Article 37 : A la clôture des opérations de vote, les membres du bureau de vote procèdent au dépouillement et au décompte des suffrages. L'opération de dépouillement et de décompte se déroule à l'intérieur du bureau de vote.

L'opération de dépouillement et de décompte se poursuit sans interruption jusqu'à ce qu'elle soit terminée. Il est interdit de la reporter ou de la suspendre sauf en cas d'extrême nécessité et après information de l'instance régionale. Il est interdit aux personnes présentes à l'intérieur du bureau de vote de le quitter ou d'y retourner une fois qu'elles le quittent, sauf autorisation du président de bureau.

Il est interdit au président et aux membres du bureau de faire des déclarations portant sur n'importe quelle information relative aux résultats du dépouillement avant qu'il ne soit terminé.

Article 38 : L'opération de dépouillement et de décompte a lieu publiquement de manière à permettre aux personnes présentes, parmi les représentants des candidats, des listes candidates ou des partis et les observateurs, d'en suivre le déroulement. Les mesures susmentionnées relatives à l'opération de vote s'appliquent à l'opération de dépouillement et de décompte.

Article 39 : Avant l'ouverture de l'urne, le président du bureau de vote commence à remplir le procès-verbal de dépouillement en trois (3) exemplaires, et ce en y mentionnant les données suivantes :

- Le nom de la circonscription électorale, le nom du centre de vote et le numéro de référence du bureau ;
- Les numéros des scellés au moment de l'ouverture de l'urne ;
- Le nombre d'électeurs inscrits au bureau de vote ;
- Le nombre des bulletins de vote livrés au bureau de vote, tel que consigné dans le procès-verbal de l'opération de vote ;

- Le nombre d'électeurs ayant signé la liste électorale, tel que consigné dans le procès-verbal de l'opération de vote ;

- Le nombre des bulletins de vote détériorés, tel que consigné au procès-verbal de l'opération de vote ;

- Le nombre des bulletins de vote restants, tel que consigné au procès-verbal de l'opération de vote.

Article 40 : le président du bureau de vote lit à haute voix les numéros des scellés de l'urne. Il est procédé à la vérification de leur conformité aux numéros de scellé consignés au procès-verbal de l'opération de vote.

Ensuite, l'urne est ouverte et vidée de tous les bulletins de vote qu'elle contient, de manière visible devant les personnes présentes, puis elle leur est montrée vide. Après le décompte de tous les bulletins de vote retirés de l'urne, le président du bureau vérifie et s'assure que le nombre total des bulletins retirés, des bulletins détériorés et des bulletins non-utilisés est égal au nombre des bulletins livrés au bureau. Si leur nombre est supérieur ou inférieur au nombre des signatures sur la liste des électeurs, il est procédé à un nouveau recensement. Si la non-concordance entre le nombre des bulletins de vote et le nombre des signatures est confirmée, il est procédé à une enquête sur ses motifs, et mention en est faite dans le procès-verbal. Le président du bureau de vote ordonne par la suite le démarrage de l'opération de dépouillement et de décompte.

Chapitre II

Le déroulement de l'opération de dépouillement et de décompte

Article 41 : Le président du bureau ou le membre qu'il désigne à cet effet, lit le contenu du bulletin de vote à haute voix et, tout en le montrant aux personnes présentes, annonce que le bulletin est attribué à une liste candidate aux élections législatives ou à un candidat à l'élection présidentielle, considéré comme un vote par « oui » ou par « non » au référendum, ou considéré comme un bulletin blanc ou nul. Ensuite, il le remet le bulletin de vote à l'un des membres qui procède à sa vérification et le dépose à l'endroit qui lui est réservé.

Article 42 : Est annulé et non comptabilisé parmi les voix exprimées, tout bulletin de vote n'exprimant pas clairement le choix de l'électeur, ou comprenant des éléments contraires aux principes de la liberté, du secret, de l'intégrité et de la transparence des élections. Est considéré comme nul, notamment :

- Tout bulletin de vote autre que celui mis à la disposition des électeurs par l'Instance ;

- Tout bulletin de vote non tamponné ;

- Tout bulletin de vote contenant un signe ou une mention permettant d'identifier l'électeur. Ne sont pas considérées comme signes permettant d'identifier l'électeur les traces provenant de l'utilisation de l'encre indélébile ;

- Tout bulletin de vote portant remplacement ou ajout d'un ou de plusieurs candidats ou l'ajout d'un nom de personne non-candidate ;

- Tout bulletin de vote comportant un vote pour plus d'une liste candidate aux élections législatives, plus d'un candidat aux élections présidentielles ou des réponses contradictoires au référendum ;

- Tout bulletin de vote ne permettant pas de déterminer le choix de l'électeur ;

- Tout bulletin de vote déchiré en deux morceaux ou plus, de sorte que la partie sur laquelle se trouve le nom du candidat ou celui de la liste candidate ou la réponse au référendum soit détachée.

En cas de divergence, le bulletin de vote est considéré nul à la majorité absolue des membres du bureau de vote présents ; et en cas d'égalité de voix, la voix du président du bureau est prépondérante.

Article 43 : Deux membres du bureau consignent dans les cases appropriées des feuilles de dépouillement réservées à cet effet, le nombre de voix proclamées. A la fin des opérations de dépouillement des suffrages, lesdits membres consignent sur les feuilles de dépouillement le nombre de voix obtenues par chaque liste candidate ou candidat, ou par les deux réponses au référendum, le nombre des bulletins blancs et le nombre des bulletins nuls, puis ils signent en bas de la feuille.

Article 44 : Les membres du bureau de vote arrêtent le résultat du scrutin en additionnant les résultats des feuilles de dépouillement. Le président du bureau de vote procède à la vérification et s'assure que :

- Le nombre total des suffrages obtenus par toutes les listes, tous les candidats ou tous les votes par « oui » ou par « non » au référendum, des bulletins blancs et des bulletins nuls est égal au nombre des bulletins retirés de l'urne.

En cas de non-concordance, il est procédé à un nouveau recensement. Si la non-concordance entre le nombre des bulletins de vote et le nombre de votants est confirmée, il est procédé à une enquête sur ses motifs, et mention en est faite dans le procès-verbal de l'opération de dépouillement.

Article 45 : Le président ou celui qu'il désigne à cet effet, consigne sur le procès-verbal de l'opération de dépouillement :

- Le nombre des bulletins de vote retirés de l'urne ;

- Le nombre total des suffrages exprimés et obtenus par toutes les listes, tous les candidats, ou tous les votes par « oui » ou par « non » au référendum ;

- Le nombre de voix obtenues par chaque liste, chaque candidat ou chaque vote par « oui » ou par « non » au référendum ;

- Le nombre de bulletins nuls ;

- Le nombre de bulletins blancs.

Article 46 : En cas d'erreur dans le procès-verbal de l'opération de dépouillement, le président du bureau de vote la corrige et appose sa signature et le cachet au bas de la correction.

Chapitre III

La clôture de l'opération de dépouillement et de décompte

Article 47 : A la fin de l'opération de dépouillement et de décompte, les membres du bureau de vote et les représentants des listes, des candidats ou des partis, signent le procès-verbal de dépouillement. S'ils refusent de signer, il est fait mention du refus et, le cas échéant, de ses motifs sur le procès-verbal.

Article 48 : Les représentants des listes candidates, des candidats ou des partis peuvent demander à ce que toutes les observations et réserves relatives à l'opération de dépouillement soient consignées dans une note qui sera annexée au procès-verbal. Le président du bureau se charge d'y répondre et de consigner ses réponses dans ladite note.

Article 49 : Le président du bureau ou le membre qui le supplée affiche devant chaque bureau de vote un exemplaire du procès-verbal des opérations de dépouillement le concernant. Un exemplaire du procès-verbal est mis dans l'urne. Un troisième exemplaire est transmis au bureau centralisateur.

Article 50 : Il est procédé à la conservation et la livraison du matériel électoral suivant les procédures arrêtées par l'Instance.

Concernant le vote à l'étranger, le matériel électoral est conservé dans les locaux des missions diplomatiques et consulaires au sein desquels des bureaux de vote sont installés. Les instances régionales et les présidents des bureaux de vote à l'étranger sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour la conservation du matériel électoral relatif aux bureaux de vote installés à l'extérieur des locaux des missions diplomatiques et consulaires.

Article 51 : Les procès-verbaux de dépouillement des bureaux de vote seront publiés sur le site électronique de l'Instance

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 8 septembre 2014.

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections

Mohamed Chafik Sarsar

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2014-32 du 14 octobre 2014, relative aux règles et procédures de calcul et de proclamation des résultats, telle que modifiée et complétée par la décision n° 2014-33 du 06 novembre 2014 (Traduction et consolidation non-officielles)

Le Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections,

Vu la Constitution de la République Tunisienne et notamment ses articles 34, 55, 75, 125 et 126 ;

Vu la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, ainsi que l'ensemble des textes la modifiant et la complétant ;

Vu la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et au référendum, et notamment son article 32 et son Titre 5 ;

Vu la décision n° 2014-16 du 1^{er} août 2014 relatives aux règles et procédures de candidature aux élections législatives, ainsi que les textes la modifiant ;

Vu la décision n° 2014-18 du 04 août 2014 relative aux règles et procédures de candidature à l'élection présidentielle ;

Vu la décision n° 2014-23 du 29 août 2014 relative à l'organisation des réunions des instances régionales et aux mécanismes de prise de leur décisions ;

Vu la décision n° 2014-30 du 08 septembre 2014 relative aux règles et procédures de vote et de dépouillement ;

Et après délibération, décide ce qui suit :

Article premier : La présente décision fixe les règles et les procédures de calcul et de proclamation des résultats aux élections législatives et présidentielle.

Article 2 : Au sens de la présente décision, les termes suivants s'entendent comme suit :

- L'Instance : l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

- Les instances régionales : les instances pouvant être créées par le Conseil de l'Instance en vertu de l'article 21 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections, telle que modifiée et complétée par les textes ultérieurs.

- **Le bureau centralisateur** : le bureau désigné par l'Instance dans chaque circonscription électorale et chargé de compilation des résultats du scrutin.

- **Le centre de collecte** : le centre qui peut être désigné par l'Instance pour la collecte des résultats du scrutin dans une partie de la circonscription électorale avant de les transférer au bureau centralisateur.

- **Le bulletin nul** : tout bulletin de vote n'exprimant pas clairement le choix de l'électeur ou comprenant des éléments contraires aux principes prévus à l'article 2 de la loi électorale.

- **Le bulletin blanc** : tout bulletin de vote ne contenant aucun signe de quelque genre que ce soit.

- **Feuille de pointage** : la feuille sur laquelle les scrutateurs consignent le nombre de voix obtenues par chaque liste candidate ou candidat, le nombre des bulletins de vote blancs et le nombre des bulletins de vote nuls, et portant leurs signatures.

- **Les résultats partiels** : les résultats dévoilés progressivement par l'Instance avant la proclamation des résultats préliminaires, suite à la collecte des données provenant d'un ou de plusieurs bureaux de vote, ou d'une ou de plusieurs circonscriptions électorales.

- **Les résultats préliminaires** : les résultats proclamés par l'Instance, y compris les décisions d'annulation des résultats des vainqueurs le cas échéant, dans un délai n'excédant pas les trois (3) jours suivant le scrutin et la fin du dépouillement.

- **Les résultats définitifs** : les résultats proclamés par l'Instance dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la dernière décision juridictionnelle concernant les recours relatifs aux résultats préliminaires des élections, ou après expiration des délais de recours contre lesdits résultats.

Titre premier
les règles de calcul des résultats
chapitre premier
les règles de calcul des résultats des élections législatives

Article 3 : Pour des élections législatives, les sièges sont alloués, au niveau des circonscriptions électorales sur la base de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Article 4 : Si, lors des élections législatives, une seule liste se présente au niveau de la circonscription électorale, l'Instance la déclare vainqueur quel que soit le nombre de suffrages qu'elle a obtenu.

Article 5 : Si plus d'une liste se portent candidates au niveau de la circonscription, il est attribué, dans un premier temps, à chaque liste autant de sièges que le nombre de fois qu'elle obtient le quotient électoral.

S'il reste des sièges non répartis sur la base du quotient électoral, leur répartition se fait, dans un second temps, sur la base du plus fort reste au niveau de la circonscription électorale comme suit :

- Les listes candidates sont classées sur la base des restes des voix obtenues dans un ordre décroissant,

- Les sièges restants sont ensuite attribués sur la base du plus fort reste à raison d'un siège par liste,

- S'il reste un seul siège, et en cas d'égalité des restes de deux ou plusieurs listes, le siège est attribué au candidat le moins âgé.

Est entendu par reste de voix, les voix obtenues par chaque liste candidate et dont le nombre est inférieur au quotient électoral, ou les voix restantes pour chaque liste candidate après avoir obtenu dans un premier temps un ou plusieurs sièges sur la base du quotient électoral.

Article 6 : Pour les élections législatives, les bulletins blancs sont comptabilisés parmi les suffrages exprimés sans être pris en compte dans le calcul du quotient électoral.

Article 7 : Le quotient électoral est calculé en divisant le nombre des suffrages exprimés par le nombre de sièges réservés à la circonscription après en avoir soustrait le nombre des bulletins blancs.

Article 8 : Les sièges sont alloués aux membres de la liste vainqueur suivant leur classement sur la liste définitivement validée, tout en tenant

compte du reclassement des membres de la liste suite aux retraits acceptés dans les délais de retrait de candidature.

Aucun siège n'est alloué aux membres de la liste qui se sont retirés après expiration du délai mentionné dans l'article 32 de la loi électorale et jusqu'à la fin du jour de silence électoral dans la circonscription électorale concernée.

Aucun siège n'est alloué aux membres de la liste dont le décès a été notifié à l'Instance conformément à l'article 32 de la décision relative aux règles et procédures de candidature aux élections législatives, et avant la proclamation des résultats préliminaires.

Dans ces cas, le siège est attribué au candidat suivant dans le classement.

Ne sont pris en compte dans l'attribution des sièges que les candidats de la liste principale vainqueur. Si la liste principale est épuisée, les sièges restant sont considérés comme vacants.

chapitre 2 **les règles de calcul des résultats de l'élection présidentielle**

Article 9 : Le Président de la République est élu, au premier tour, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Est considéré comme ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, le candidat qui a remporté un nombre de voix supérieur à cinquante pour cent (50 %) du nombre total des suffrages exprimés pour tous les candidats.

Les bulletins blancs ne sont pas comptabilisés parmi les suffrages exprimés.

Article 10 : Si au premier tour, aucun des candidats n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, un second tour est organisé. Se présentent au second tour les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour.

L'Instance proclame vainqueur au second tour le candidat ayant obtenu la majorité des voix.

En cas d'égalité entre les deux candidats, l'Instance proclame vainqueur le candidat le plus âgé.

Titre II **Compilation des résultats du scrutin** **Chapitre premier** **Composition et fonctions du bureau centralisateur** **et des centres de collecte**

Article 11 (nouveau): [Est créé dans chaque circonscription électorale, à l'occasion des élections et du référendum, un bureau centralisateur chargé de collecter les résultats du scrutin. Il est composé de la commission du bureau centralisateur et d'un organe administratif.

Pour l'élection présidentielle et le référendum, la commission du bureau centralisateur est composée des membres du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et présidée par le président de l'Instance. Elle tient ses réunions et prend ses décisions suivant les mêmes procédures mentionnées dans la décision n° 2014-05 du 24 avril 2014 fixant le règlement intérieur de l'Instance supérieure indépendante pour les élections. Son organe administratif est dirigé par le directeur exécutif.

Pour les élections législatives, la commission du bureau centralisateur est composée des membres de l'instance régionale et présidée par le président de ladite instance. Elle exerce ses fonctions dans les limites de ce qui est prévu par la présente décision. Elle se réunit suivant les mêmes procédures prévues dans la décision n° 23 du 29 août 2014 relative à l'organisation des réunions des instances régionales et aux mécanismes de prise de leurs décisions. Le coordinateur de l'administration régionale dirige l'organe administratif du bureau centralisateur.]

Article 12 (nouveau): [L'Instance peut, à l'occasion des élections, créer un ou plusieurs centres de collecte dans chaque circonscription électorale, chargé de collecter les résultats du scrutin dans une partie de la circonscription électorale et de les transmettre au bureau centralisateur dont il dépend.

Pour l'élection présidentielle et le référendum, le centre de collecte est supervisé par une commission composée des membres de l'instance régionale et dirigé par le coordinateur de l'instance régionale concernée.

Pour les élections législatives, l'instance régionale charge une commission en vue d'assurer la supervision du centre de collecte, et désigne un coordinateur pour sa direction.]

Article 13 (nouveau): [Les observateurs, les représentants des listes candidates et des candidats, ainsi que les journalistes accrédités et les hôtes de l'Instance peuvent accéder au bureau centralisateur et aux centres de collecte. Ils sont tenus de respecter les mesures fixées par le président du bureau centralisateur ou par la commission du centre de collecte en ce qui concerne la présence.]

Article 14 : Il est interdit à toute personne travaillant dans un bureau centralisateur ou dans un centre de collecte de divulguer n'importe quelles informations liées aux résultats ou de faire des déclaration à la presse ou à l'attention des observateurs ou des représentants des listes candidates ou des candidats, ou autres, tant qu'elle n'a pas eu une autorisation par écrit de la part de l'Instance pour le faire.

Chapitre II **Les procédures de compilation des résultats**

Article 15 (nouveau) : [Le centre de collecte ou le bureau centralisateur reçoit les procès-verbaux de dépouillement accompagnés des procès-verbaux de vote, des feuilles de pointage, des registres des bureaux de vote et des notes contenant les observations et les réserves des représentants des listes candidates et des candidats, et des observateurs.]

Article 16 (nouveau): [Le centre de collecte et le bureau centralisateur procèdent au contrôle et à la vérification approfondie des procès-verbaux de dépouillement. Ils enquêtent, le cas échéant, sur les causes de la non-concordance et corrigent les erreurs matérielles et les erreurs de calcul. Ils peuvent à cette fin se référer aux feuilles de pointage, au procès-verbal de vote et au registre du bureau de vote.]

Article 17 (nouveau): [Les erreurs matérielles et les erreurs de calcul sont corrigées par une décision rectificative prise par la commission du centre de collecte ou celle du bureau centralisateur, signée par les membres présents et portant le cachet de l'Instance.

La commission du centre de collecte ou celle du bureau centralisateur peut, le cas échéant, avec l'accord du Conseil de l'Instance ou à la demande de ce dernier, procéder à la réouverture de l'urne pour vérifier les données ou pour refaire le dépouillement et apporter les corrections nécessaires au procès-verbal de dépouillement. Les représentants des listes candidates et des candidats, et les observateurs présents en sont informés. Un procès-verbal est rédigé à cet effet et signé par les représentants des listes candidates et des candidats présents. S'ils refusent de signer, il est fait mention du refus et, le cas échéant, de ses motifs sur le procès-verbal].

Article 18 (nouveau): [Une fois la vérification de tous les procès-verbaux de dépouillement terminée, le centre de collecte et le bureau centralisateur établissent un procès-verbal de compilation des résultats du scrutin dans la circonscription. Les représentants des listes candidates et des candidats, ainsi que les observateurs, peuvent consigner leurs observations et réserves relatives à la compilation des résultats dans une note qui sera annexée au procès-verbal.]

Article 19 (nouveau): [Le centre de collecte et le bureau centralisateur scannent les procès-verbaux de dépouillement déjà vérifiés et le procès-verbal de compilation des résultats. L'Instance procède à la publication des procès-verbaux de dépouillement sur son site électronique, accompagnés de copies des décisions rectificatives émanant des commissions des bureaux centralisateurs et de celles des centres de collecte.]

Titre III **La vérification et la proclamation des résultats**

Chapitre premier **Vérification des résultats**

Article 20 : Le Conseil de l'Instance procède au contrôle sur les décisions des bureaux centralisateurs et, le cas échéant, des centres de collecte. A cet effet, il peut examiner les procès-verbaux de dépouillement, les cas de non-concordance, les observations et les réserves émises le cas échéant par les représentants des listes candidates et des candidats et par les observateurs, et toute autre donnée concernant le déroulement de l'opération de vote et de dépouillement.

Article 21 : Si le Conseil de l'Instance constate l'existence d'irrégularités substantielles et déterminantes entachant les opérations de vote et de dépouillement, il peut, par une décision motivée, annuler les résultats d'un ou de plusieurs bureaux de vote, ou dans une ou plusieurs circonscriptions électorales.

Article 22 : Si les résultats annulés affectent la répartition des sièges pour les élections législatives, ou la détermination des deux candidats au second tour ou du candidat vainqueur à l'élection présidentielle, l'Instance annonce l'organisation d'un nouveau scrutin dans les circonscriptions électorales dont les résultats ont été annulés, et ce dans un délai ne dépassant pas les trente (30) jours suivant l'expiration du délai de recours contre les résultats préliminaires des élections, ou suivant la notification des décisions de l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif. Seuls les listes candidates ou les candidats ayant déjà participé aux élections dont les résultats ont été annulés, sont en droit de participer au nouveau scrutin.

Article 23 : L'Instance vérifie le respect par les vainqueurs des dispositions relatives à la période électorale et à son financement. Le Conseil de l'Instance peut, sur la base des procès-verbaux établis par les agents de contrôle et des rapports officiels qui lui sont soumis, décider d'annuler les résultats des vainqueurs s'il lui est avéré que les violations desdites dispositions ont affecté les résultats électoraux d'une manière substantielle et déterminante. Ses décisions doivent être motivées.

Dans ce cas, il est procédé de nouveau au calcul des résultats des élections législatives en soustrayant le nombre des voix obtenus par la liste candidate dont les résultats ont été annulés du nombre des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale et en recalculant le quotient électoral conformément à ce qui est prévu dans l'article 7 ci-dessus.

Pour l'élection présidentielle, il est procédé au reclassement des candidats sans recourir à un nouveau calcul des résultats.

Chapitre II **Proclamation des résultats**

Article 24 : L'Instance peut dévoiler progressivement les résultats partiels des élections sans que cela ne comporte l'annonce de l'attribution des sièges aux listes candidates pour les élections législatives, ou l'annonce du nom du candidat vainqueur à l'élection présidentielle.

Article 25 (nouveau): [Le Conseil de l'Instance procède à la proclamation des résultats préliminaires des élections législatives et présidentielle dans un délai n'excédant pas les trois (3) jours suivant le scrutin et la fin du dépouillement dans tous les bureaux de vote. La proclamation des résultats préliminaires mentionne obligatoirement ce qui suit :

- Le nombre des électeurs inscrits sur les listes électorales ;
- Le nombre des électeurs qui ont voté ;
- Le nombre des bulletins blancs ;
- Le nombre des bulletins nuls ;
- Le nombre total des suffrages exprimés et obtenus par les listes candidates dans chaque circonscription électorale, ou obtenus par tous les candidats ;
- Pour les élections législatives :
 - Le nombre des suffrages obtenus par chaque liste candidate ;
 - le nombre des sièges obtenus par chaque liste vainqueur et les noms des membres de la liste ayant obtenu lesdits sièges ;
- Pour l'élection présidentielle :
 - Le nombre des voix obtenues par chaque candidat ;
 - Le nom du candidat vainqueur à l'élection présidentielle ou les noms des deux candidats qui participeront au second tour de l'élection présidentielle.
- Les bureaux de vote ou les circonscriptions électorales dont les résultats ont été annulés et les décisions de procéder à un nouveau scrutin, le cas échéant ;

- Les résultats des vainqueurs ayant été annulés.]

Article 26 : Les résultats préliminaires sont affichés au siège central de l'Instance et publiés sur son site électronique accompagnés des copies des procès-verbaux des opérations de dépouillement et des décisions rectificatives prises par l'Instance.

Article 27 : L'Instance proclame les résultats définitifs des élections dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la dernière décision prononcée par l'Assemblée plénière juridictionnelle du Tribunal administratif, ou après expiration des délais de recours contre les jugements des chambres d'appel du Tribunal administratif.

Article 28 : La décision de proclamation des résultats définitifs est publiée au Journal officiel de la République tunisienne et sur le site électronique de l'Instance.

La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et sur le site électronique de l'Instance. Elle est d'exécution immédiate.

Tunis, le 14 octobre 2014

Le Président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections
Mohamed Chafik Sarsar

أسندت إليهم تلك المقاعد،

- بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية:

- عدد الأصوات التي تحصل عليها كل مرشح،
- المرشح الفائز في الانتخابات الرئاسية أو المرشحون الذين سيشاركان في الدورة الثانية للانتخابات الرئاسية.
- مكاتب الاقتراع أو الدوائر الانتخابية التي ألغيت فيها النتائج، وقرارات إعادة الاقتراع، إن وجدت.

- نتائج الفائزين التي تم إلغاؤها.]

الفصل 26 : تعلق النتائج الأولية بالقرار المركزي للهيئة، ويتم إدراجها بموقعها الإلكتروني مصحوبة بنسخ من محاضر عمليات الفرز وبالقرارات التصحيحية التي اتخذتها الهيئة.

الفصل 27 : تصرح الهيئة بالنتائج النهائية للانتخابات في أجل 48 ساعة من توصلها بأخر حكم صادر عن الجلسة العامةقضائية بالمحكمة الإدارية أو بانقضاء أجال الطعن في الأحكام الصادرة عن الدوائر الاستئنافية بالمحكمة الإدارية.

الفصل 28 : ينشر قرار التصريح بالنتائج النهائية بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 14 أكتوبر 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

مخالفتهم لهذه الأحكام أثرت على نتائج الانتخابات بصفة جوهرية وحاسمة، وتكون قراراته معللة.

وفي هذه الحالة، يقع إعادة احتساب نتائج الانتخابات التشريعية بطرح الأصوات التي تحصلت عليها القائمة المترشحة التي ألغيت نتائجها من الأصوات المنسوخ بها في الدائرة الانتخابية وإعادة احتساب الحاصل الانتخابي طبق ما ورد في الفصل 7 أعلاه.

ويُعاد ترتيب المرشحين دون إعادة احتساب النتائج بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية.

القسم الثاني : الإعلان عن النتائج

الفصل 24 : يمكن للهيئة الكشف تباعاً عن النتائج الجزئية للانتخابات دون أن يشمل ذلك الإعلان عن إسناد مقاعد إلى القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية أو الإعلان عن المرشح الفائز في الانتخابات الرئاسية.

الفصل 25 (جديد) : [يتولى مجلس الهيئة الإعلان عن النتائج الأولية للانتخابات التشريعية والرئاسية في أجل أقصاه الأيام الثلاثة التي تلي الاقتراع والانتهاء من الفرز في جميع مكاتب الاقتراع، ويتضمن الإعلان عن النتائج الأولية التنصيص وجوباً على ما يلي :

- عدد الناخبين الرسميين بقائمات الناخبين،
- عدد الناخبين الذين قاموا بالتصويت،
- عدد أوراق التصويت البيضاء،
- عدد أوراق التصويت الملغاة،
- العدد الجملي للأصوات المنسوخ بها والتي تحصلت عليها القائمات المترشحة في كل دائرة انتخابية، أو تحصل عليها كل المرشحين،

بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية:

- عدد الأصوات التي تحصلت عليها كل قائمة مرشحة،
- عدد المقاعد التي تحصلت عليها كل قائمة فائزة وأعضاء القائمة الذين

المترشحة والمترشحين وللملاحظين تضمين ملاحظاتهم وتحفظاتهم الخاصة بجمع النتائج ضمن مذكرة ترفق بالمحضر.]

الفصل 19 (جديد) : [يتولى مركز الجمع والمكتب المركزي المسح الضوئي لحاضر الفرز التي تم التثبت فيها، ومحضر جمع النتائج، وتتولى الهيئة نشر محاضر الفرز على موقعها الإلكتروني مصحوبة بنسخ من القرارات التصحيحية الصادرة عن لجان المكاتب المركزية ولجان مراكز الجمع .]

الباب الثالث

الثبت في النتائج والإعلان عنها

القسم الأول: التثبت في النتائج

الفصل 20 : يتولى مجلس الهيئة مراقبة قرارات المكاتب المركزية ومراكز الجمع إن وجدت، وله في ذلك الاطلاع على محاضر الفرز، وحالات عدم المطابقة، والملاحظات والتحفظات الواردة من ممثل القائمات المترشحة والمترشحين والملاحظين إن وجدت، وعلى أي معطيات أخرى تتعلق بسير عملية الاقتراع والفرز.

الفصل 21 : إذا تبين لمجلس الهيئة وجود إخلالات جوهرية وحاسمة شابت عملية الاقتراع والفرز، يمكن له إلغاء النتائج في مكتب اقتراع أو أكثر أو في دائرة انتخابية أو أكثر بقرار مُعلل.

الفصل 22 : إذا كان من شأن النتائج الملغاة التأثير على تحديد المقاعد الفائزة في الانتخابات التشريعية أو المترشحين لدورة الاعادة أو المرشح الفائز في الانتخابات الرئاسية، تُعلن الهيئة عن إعادة الاقتراع في الدوائر الانتخابية التي ألغيت فيها النتائج، في أجل لا يتجاوز الثلاثين يوماً المولالية لانقضاء أجل الطعن في النتائج الأولية للانتخابات أو للإعلان بالنتائج الصادرة عن الجلسات العامة القضائية للمحكمة الإدارية. وتم إعادة الاقتراع بين القائمات المترشحة أو المترشحين الذين سبق لهم المشاركة في الانتخابات.

الفصل 23 : تثبت الهيئة من احترام الفائزين لأحكام الفترة الانتخابية وتمويلها، ولجلسها بناءً على المعاشر المحرّرة من أعيان المراقبة والتقارير الرسمية الواردة عليه في الغرض، أن يقرّ إلغاء نتائج الفائزين إذا تبين له أن

الباب الثاني

جمع نتائج الاقتراع

القسم الأول : تركيبة ومهام المكتب المركزي ومكاتب الجمع

الفصل 11 (جديد) : [يُحدث بكل دائرة انتخابية بمناسبة الانتخابات مكتب مركزي يكفل بجمع نتائج الاقتراع، ويترکب من لجنة المكتب المركزي ومن جهاز إداري.

بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية والاستفتاء، تكون لجنة المكتب المركزي من أعضاء مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات، ويرأسها رئيس الهيئة. وتعقد اجتماعاتها وتتخذ قراراتها وفق نفس الإجراءات التي ينص عليها القرار عدد 5 لسنة 2014 المؤرخ في 24 أفريل 2014 والمتعلق بضبط النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات، ويشرف على جهازه الإداري المدير التنفيذي.

وبالنسبة إلى الانتخابات التشريعية، تتكون لجنة المكتب المركزي من أعضاء الهيئة الفرعية، ويرأسها رئيس الهيئة الفرعية. وتمارس لجنة المكتب المركزي مهامها في حدود ما يضبوطه هذا القرار، وتعقد اجتماعاتها وفق نفس الإجراءات التي ينص عليها القرار عدد 23 المؤرخ في 29 أوت 2014 والمتعلق بتنظيم المكتب المركزي منسق الإدارة الفرعية.]

الفصل 12 (جديد) : [يمكن للهيئة إحداث مركز جمع أو أكثر بكل دائرة انتخابية بمناسبة الانتخابات يتولى جمع نتائج الاقتراع في جزء من الدائرة الانتخابية وإرسالها إلى المكتب المركزي الرابع له بالنظر.

بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية والاستفتاء، يشرف على مركز الجمع لجنة تتكون من أعضاء الهيئة الفرعية، ويديره منسق الهيئة الفرعية المعنية.

وبالنسبة إلى الانتخابات التشريعية تتولى الهيئة الفرعية تكليف لجنة تشرف على مركز الجمع، وتكتيف منسق يتولى إدارته.]

الفصل 13 (جديد) : [يمكن للملاحظين، وممثلي القائمات المترشحة والمرشحين، والصحافيين المعتمدين، وضيوف الهيئة الدخول إلى المكتب المركزي

ومراكز الجمع، ويتعين عليهم الالتزام بضوابط الحضور التي يحدّدها رئيس المكتب المركزي أو لجنة مركز الجمع.]

الفصل 14: يمنع على أي شخص يعمل بالمكتب المركزي أو بمراكز الجمع الإدلاء بأي معلومات تتعلق بالنتائج أو الإدلاء بتصريحات للصحافة أو للملاحظين أو لممثلي القائمات المترشحة أو المرشحين أو لغيرهم ما لم يكن مأذوناً في ذلك كتابياً من طرف الهيئة.

القسم الثاني : إجراءات جمع النتائج

الفصل 15 (جديد) : [يتسلّم مركز الجمع أو المكتب المركزي محاضر الفرز مصحوبةً بمحاضر الاقتراع وأوراق الكشف ودفاتر مكاتب الاقتراع والمذكرات المتضمنة للاحظات وتحفظات ممثلي القائمات المترشحة والمرشحين والملاحظين.]

الفصل 16 (جديد) : [يتولى مركز الجمع والمكتب المركزي التثبت في محاضر الفرز وتدقيقها والتحرّي عن أسباب عدم التطابق، وإصلاح الأخطاء المادية والحسابية إن وجدت، ولهمما في ذلك الرجوع إلى أوراق الكشف ومحاضر الاقتراع ودفاتر مكاتب الاقتراع.]

الفصل 17 (جديد) : [يتم إصلاح الأخطاء المادية والحسابية في قرار تصحيحي يصدر عن لجنة مركز الجمع أو لجنة المكتب المركزي ويُمضي من حضر من أعضائها، ويُختتم بختم الهيئة.

يمكن عند الاقتضاء للجنة مركز الجمع أو لجنة المكتب المركزي، بعد موافقة مجلس الهيئة أو بطلب منه، أن تُعيد فتح الصندوق للتثبت من البيانات أو لإعادة الفرز وإدخال الإصلاحات الضرورية على محضر الفرز. ويتم إعلام الحاضرين من ممثلي القائمات المترشحة والمرشحين والملاحظين بذلك. ويحرر محضر في الغرض يُمضي عليه الحاضرون من ممثلي القائمات المترشحة أو المرشحين. وفي صورة رفضهم الإمضاء يتم التنصيص على ذلك بالمحضر مع ذكر الأسباب إن وجدت.]

الفصل 18 (جديد) : [بعد الانتهاء من التثبت في كافة محاضر الفرز، يحرر مركز الجمع والمكتب المركزي محضراً في جمع نتائج الاقتراع. ولممثلي القائمات

الباب الأول

قواعد احتساب النتائج

القسم الأول : قواعد احتساب نتائج الانتخابات التشريعية

الفصل 3 : يتم توزيع المقاعد في الانتخابات التشريعية في مستوى الدوائر الانتخابية على أساس التمثيل النسبي مع الأخذ بأكبر الباقيا.

الفصل 4 : إذا تقدمت إلى الانتخابات التشريعية قائمة وحيدة في الدائرة الانتخابية تصرّح الهيئة بفوزها مهما كان عدد الأصوات التي تحصلت عليها.

الفصل 5 : إذا ترشحت على مستوى الدائرة أكثر من قائمة يُسند في مرحلة أولى إلى كل قائمة عدد مقاعد بقدر عدد المرات التي تحصلت فيها على الحاصل الانتخابي.

إذا بقيت مقاعد لم توزع على أساس الحاصل الانتخابي يتم توزيعها في مرحلة ثانية على أساس أكبر الباقيا على مستوى الدائرة الانتخابية، وذلك كما يلي:

- تُرتّب القائمات المترشحة بالاستناد إلى بقایا الأصوات المتحصلة عليها من الأكبر إلى الأصغر،

- ثم تُسند المقاعد المتبقية على أساس أكبر الباقيا بحساب مقعد لكل قائمة،
- وإذا بقي مقعد وحيد وتساوت بقایا قائمتين أو أكثر يُسند المقعد للمترشح الأصغر سنًا.

ويقصد بباقيا الأصوات تلك التي تحصلت عليها كل قائمة مترشحة وكانت أقل من الحاصل الانتخابي، أو الأصوات التي بقيت لكل قائمة مترشحة بعد تحصلها على مقعد أو أكثر في المرحلة الأولى على أساس الحاصل الانتخابي.

الفصل 6 : بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية، تتحسب الأوراق البيضاء ضمن الأصوات المصرح بها ولا تتحسب ضمن الحاصل الانتخابي.

الفصل 7 : يتم تحديد الحاصل الانتخابي بقسمة عدد الأصوات المصرح بها، بعد طرح عدد الأوراق البيضاء، على عدد المقاعد المخصصة للدائرة.

الفصل 8 : تسند المقاعد إلى أعضاء القائمة الفائزة باعتماد ترتيبهم الوارد في القائمة المقبولة نهائياً مع مراعاة إعادة ترتيب القائمة بناءً على الانسحابات المقبولة خلال أجل سحب الترشحات.

لا تسند مقاعد إلى أعضاء القائمة المنسحبين منها بعد انقضاء الأجل المخصوص عليه في الفصل 32 من القانون الانتخابي وإلى غاية انتهاء يوم الصمت في الدائرة الانتخابية المعنية.

ولا تسند مقاعد إلى أعضاء القائمة الذين تم إعلام الهيئة بوفاتهم طبق الفصل 32 من القرار المتعلق بقواعد وإجراءات الترشح للانتخابات التشريعية، وقبل الإعلان عن النتائج الأولية.

وفي هذه الحالات يُسند المقعد إلى المترشح المولاي في الترتيب.
لا يُعتد في إسناد المقاعد إلا بالمرشحين ضمن القائمة الأصلية الفائزة. وفي حالة استفاد المرشحين من القائمة الأصلية الفائزة، تُعتبر بقية المقاعد شاغرة.

القسم الثاني: قواعد احتساب نتائج الانتخابات الرئاسية

الفصل 9 : ينتخب رئيس الجمهورية في الدورة الأولى بالأغلبية المطلقة للأصوات المصرح بها.

ويعتبر متاحلاً على الأغلبية المطلقة للأصوات المصرح بها المترشح الذي حاز على عدد أصوات يتجاوز خمسين بالمائة من مجموع الأصوات المصرح بها لكل المرشحين.

ولا تُحسب الأوراق البيضاء ضمن الأصوات المصرح بها.

الفصل 10 : في حالة عدم حصول أي من المرشحين على الأغلبية المطلقة للأصوات المصرح بها في الدورة الأولى، يتم تنظيم دورة ثانية يتقدم إليها المرشحان المرزان على أكثر عدد من الأصوات في الدورة الأولى.

تصرّح الهيئة في الدورة الثانية بفوز المترشح المتحصل على أغلبية الأصوات.
إذا تساوى المرشحان تصرّح الهيئة بفوز المترشح الأكبر سنًا.

الفصل 2 : يُقصد بالصطلاحات التالية على معنى هذا القرار:

الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الهيئات الفرعية: الهيئات التي يمكن أن يحدّثها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تبنيه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

المكتب المركزي: مكتب تعينه الهيئة بكل دائرة انتخابية يكلف بجمع نتائج الاقتراع.

مركز الجمع: مركز يمكن أن تعينه الهيئة لجمع نتائج الاقتراع في جزء من الدائرة الانتخابية قبل إحالتها إلى المكتب المركزي.

ورقة ملغاة: كل ورقة تصويت لا تُعبر بشكل واضح عن ارادة الناخب أو تتضمن ما يتعارض مع المبادئ المنصوص عليها بالفصل 2 من القانون الانتخابي.

ورقة بيضاء: كل ورقة تصويت لا تتضمن أية علامة مهما كان نوعها.

ورقة الكشف: الورقة التي يُسجل عليها الفائزون عدد الأصوات التي تحصلت عليها كل قائمة مرشحة أو مرشح، وعدد أوراق التصويت البيضاء وعدد أوراق التصويت الملغاة، ويدليونها بإيماءاتهم.

النتائج الجزئية: النتائج التي تكشف عنها الهيئة تباعاً قبل إعلان النتائج الأولية بجمع المعطيات الواردة إليها من مكتب اقتراع أو أكثر، أو من دائرة انتخابية أو أكثر.

النتائج الأولية: النتائج التي تعلن عنها الهيئة في أجل أقصاه الأيام الثلاثة التي تلي الاقتراع والانتهاء من الفرز بما فيها قرارات إلغاء نتائج الفائزين عند الاقتضاء.

النتائج النهائية: النتائج التي تعلن عنها الهيئة بعد أجل 48 ساعة من توصلها باخر حكم قضائي بخصوص الطعون المتعلقة بالنتائج الأولية للانتخابات أو بعد انقضاء أجل الطعن فيها.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 32 لسنة 2014 مؤرخ في 14 أكتوبر 2014 يتعلق بقواعد وإجراءات احتساب النتائج والإعلان عنها⁴⁰ كما تم تبنيه وإنعامه بالقرار عدد 33 لسنة 2014 المؤرخ في 6 نوفمبر 2014⁴¹ (التحيين غير رسمي)

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 34 و55 و75 و125 و126 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نفحته وتنعمته،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 مايو 2014 والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفصل 32 والباب الخامس منه،

وعلى القرار عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 01 أوت 2014 والمتعلق بقواعد وإجراءات الترشح للانتخابات التشريعية وعلى جميع النصوص التي نفحته،

وعلى القرار عدد 18 لسنة 2014 المؤرخ في 4 أوت 2014 والمتعلق بقواعد وإجراءات الترشح للانتخابات الرئاسية،

وعلى القرار عدد 23 المؤرخ في 29 أوت 2014 والمتعلق بتنظيم اجتماعات الهيئات الفرعية وأليات اتخاذ قراراتها،

وعلى القرار عدد 30 لسنة 2014 المؤرخ في 8 سبتمبر 2014 والمتعلق بقواعد وإجراءات الاقتراع والفرز،

وبعد المداولة، يصدر القرار الآتي نصه:

الفصل الأول : ينظم هذا القرار قواعد وإجراءات احتساب النتائج في الانتخابات التشريعية والرئاسية والإعلان عنها.

⁴⁰ الرائد الرسمي عدد 86 المؤرخ في 24 أكتوبر 2014، ص. 2953.

⁴¹ القرار عدد 33 لسنة 2014 لم ينشر بعد في الرائد الرسمي حين إعداد هذه المجموعة ولقد تم نقله من الموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الدبلوماسية والقنصلية التي تحدث بها مكاتب اقتراع. ويتعين على الهيئات الفرعية ورؤساء مكاتب الاقتراع بالخارج اتخاذ التدابير الضرورية لحفظ المواد الانتخابية الخاصة بمكاتب الاقتراع التي يتم إيواؤها خارج مقرات البعثات الدبلوماسية والقنصلية.

الفصل 51 . تنشر محاضر الفرز لمكاتب الاقتراع على الموقع الالكتروني للهيئة.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الالكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 8 سبتمبر 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

محمد شفيق صرصار

- الفصل 45 .** يسجل رئيس المكتب أو من يكلفه للغرض في محضر عملية الفرز:
- عدد أوراق التصويت المستخرجة من صندوق الاقتراع،
 - العدد الجملي للأصوات المصرح بها والتي تحصلت عليها كل القائمات أو كل المرشحين أو كل تصويت بالموافقة والرفض بالنسبة للاستفتاء،
 - عدد الأصوات التي تحصلت عليها كل قائمة أو كل مرشح أو كل تصويت بالموافقة أو بالرفض بالنسبة للاستفتاء،
 - عدد الأوراق الملغاة،
 - عدد الأوراق البيضاء.

الفصل 46 . في صورة تسرب خطأ في محضر عملية الفرز، يتولى رئيس المكتب إصلاح الخطأ ويمضي ويختتم بجانب ذلك.

القسم الثالث : ختم عملية الفرز والعد

الفصل 47 . بعد الانتهاء من عملية الفرز والعد، يمضي أعضاء مكتب الاقتراع وممثلو القائمات أو ممثلو المرشحين أو ممثلو الأحزاب على محضر عملية الفرز. وفي صورة رفضهم الإمضاء يتم التنصيص على ذلك بالمحضر مع ذكر الأسباب إن وجدت.

الفصل 48 . لمثلي القائمات المرشحة أو ممثلي المرشحين أو ممثلي الأحزاب المطلبة بتضمين جميع الملاحظات والتحفظات الخاصة بعملية الفرز والعد ضمن مذكرة ترفق بالمحضر، ويتولى رئيس المكتب الإجابة عنها وتدوين ذلك صلب المذكرة.

الفصل 49 . يعلق رئيس المكتب أو من يعوضه من أعضائه أمام كل مكتب اقتراع نظيرا من محضر عملية الفرز الخاص به، ويوضع نظير من المحضر بصندوق الاقتراع، ويرسل نظير ثالث إلى المكتب المركزي.

الفصل 50 . يتم حفظ المواد الانتخابية وتسليمها طبق الإجراءات التي تعتمدها الهيئة.

وبالنسبة إلى الاقتراع بالخارج، يتم حفظ المواد الانتخابية بمقرات البعثات

بها إذا كانت لا تعبّر بشكل واضح عن إرادة الناخب، أو تتضمن ما يتعارض مع مبادئ حرية وسرية ونزاهة وشفافية الانتخابات. وتعتبر ورقة ملغاة خاصة :

- كل ورقة تصويت غير التي وضعتها الهيئة على ذمة الناخبين،
- كل ورقة تصويت غير مختمة،

كل ورقة تصويت تحمل علامة أو تنصيحاً يعرف بالناخب، ولا تعتبر الآثار الناجمة عن استخدام الحبر الانتخابي من العلامات التي تعرف بالناخب،

كل ورقة تصويت بها تعويض أو زيادة مترشح أو مرشحين أو اسم شخص غير مترشح،

كل ورقة تصويت تتضمن تصويناً لأكثر من قائمة مترشحة في الانتخابات التشريعية ولاكثر من مترشح في الانتخابات الرئاسية، أو إجابات متناقضة في الاستفتاء،

كل ورقة تصويت يتعدّر معها تحديد إرادة الناخب،

كل ورقة تصويت ممزوجة إلى جزئين أو أكثر بشكل انفصل معه اسم مترشح أو قائمة مترشحة أو إجابة في الاستفتاء.

في حالة الاختلاف تعتبر ورقة التصويت ملغاة بالأغلبية المطلقة للحاضرين من أعضاء مكتب الاقتراع، وعند تساوي الأصوات يكون صوت رئيس المكتب مرجحاً.

الفصل 43 . يسجل عضوان الأصوات التي تم الإعلان عنها على أوراق الكشف المهمة للغرض في مواضعها المناسبة، وعند انتهاء عمليات الكشف عن نتائج التصويت، يسجل العضوان بورقة الكشف عدد الأصوات التي تحصلت عليها كل قائمة مترشحة أو مترشح أو الإجابتين بالنسبة إلى الاستفتاء، وعدد الأوراق البيضاء وعدد الأوراق الملغاة ثم يذيلونها بإمضاءاتهم.

الفصل 44 . يضبط أعضاء مكتب الاقتراع نتيجة الاقتراع بجمع النتائج التي احتوت عليها أوراق الكشف، ويقوم رئيس المكتب بإجراء المطابقة والتحقق من أن :

- مجموع الأصوات التي تحصلت عليها كل القائمات أو كل المرشحين أو كل تصويت بالموافقة والرفض بالنسبة للاستفتاء، والأوراق البيضاء والأوراق الملغاة، يساوي عدد الأوراق المستخرجة من الصندوق.

وفي صورة عدم التطابق، يعاد الإحصاء من جديد. وإذا تأكّد عدم التطابق، يتم التحري عن أسبابه، والتنصيص على كل ذلك في محضر عملية الفرز.

- عدد الناخبين الذين أمضوا في قائمة الناخبين، على النحو الذي تم تضمينه في محضر عملية الاقتراع،

- عدد أوراق التصويت التالفة، على النحو الذي تم تضمينه في محضر عملية الاقتراع،

- عدد أوراق التصويت الباقي على النحو الذي تم تضمينه في محضر عملية الاقتراع.

الفصل 40 . يتلو رئيس مكتب الاقتراع على مسمع من الحاضرين أرقام أقال الصندوق، ويتم التثبت من تطابقها مع أرقام الأقال المدونة في محضر عملية الاقتراع.

ثم يفتح الصندوق ويتم تفريغ كافة أوراق التصويت الموجودة به بشكل ظاهر أمام الحاضرين، ويعرض فارغاً عليهم. وبعد عد كل الأوراق المستخرجة من الصندوق يقوم رئيس المكتب بإجراء المطابقة والتحقق من أن مجموع الأوراق المستخرجة من الصندوق والأوراق التالفة والأوراق غير المستعملة يساوي عدد الأوراق المسلمة للمكتب.

إذا كان عددها يفوق عدد الإمضاءات بقائمة الناخبين أو يقل عنها، يعاد الإحصاء مرة أخرى، فإذا تأكّد عدم التطابق بين عدد أوراق التصويت وعدد الإمضاءات، يتم التحري عن سبب عدم التطابق، والتنصيص على كل ذلك بالمحضر. ثم يأذن رئيس المكتب بالشرع في عملية الفرز والعد.

القسم الثاني : سير عملية الفرز والعد

الفصل 41 . يتلو رئيس المكتب أو العضو الذي يكلفه للغرض مضمون ورقة التصويت بصوت عالٍ، معلنًا أن ورقة التصويت مسندة إلى قائمة مترشحة في الانتخابات التشريعية أو إلى مترشح في الانتخابات الرئاسية أو تصويت بالموافقة أو بالرفض في الاستفتاء، أو أن الورقة بيضاء أو ملغاة، ويعرضها في الوقت نفسه على الحاضرين، ثم يسلّمها إلى أحد الأعضاء للتثبت منها ووضعها في المكان المخصص لها.

الفصل 42 . تعتبر ورقة التصويت ملغاة ولا تتحسب ضمن الأصوات المصرح

- عدد الناخبين الذين أمضوا في قائمة الناخبين.
يمضي أعضاء مكتب الاقتراع والحاضرون من ممثلي القائمات المترشحة أو المترشحين أو الأحزاب على ختم عملية الاقتراع.
وفي صورة رفضهم الإمضاء يتم التنصيص على ذلك بالحضور مع ذكر الأسباب إن وجدت.

الباب الثالث

الفرز والعد

القسم الأول : الإجراءات التحضيرية

الفصل 37 - يباشر أعضاء مكتب الاقتراع عملية فرز وعد الأصوات بعد الانتهاء من عمليات التصويت، وتم عملية الفرز والعد داخل مكاتب الاقتراع.
وتستمر عملية الفرز والعد حتى نهايتها دون توقف ولا يجوز تأجيلها أو إيقافها إلا في حالات الضرورة القصوى وإعلام الهيئة الفرعية بذلك. ولا يجوز للأشخاص الموجودين داخل المكتب مغادرته أو الرجوع إليه إلا بإذن من رئيس المكتب.
ويحظر على رئيس وأعضاء مكتب الاقتراع التصريح بأي معلومات حول نتائج الفرز قبل انتهائه.

الفصل 38 - تجرى عملية الفرز والعد علانية بما يمكن الحاضرين من ممثلي المترشحين أو ممثلي القائمات المترشحة أو ممثلي الأحزاب والملاحظين من متابعتها، وتنطبق عليها ضوابط عملية الاقتراع المنصوص عليها أعلاه.

الفصل 39 - قبل فتح صندوق الاقتراع، يشرع رئيس المكتب في تعمير حضر عملية الفرز في 3 نظائر وذلك بتدوين البيانات التالية :

- اسم الدائرة الانتخابية واسم مركز الاقتراع ورمز المكتب،
- أعداد أقفال الصندوق عند فتحه،
- عدد الناخبين المرسمين بمكتب الاقتراع،
- عدد أوراق التصويت المسلمة للمكتب، على النحو الذي تم تضمينه في حضر عملية الاقتراع،

الاقتراع، شرط الاستظهار ببطاقة إعاقة. ويشترط في المرافق أن تتوفر فيه صفة الناخب، وأن يكون قرین الناخب أو من أصوله أو من فروعه. ويتعين على المرافق الإدلاء ببطاقة تعريفه الوطنية أو جواز سفره، والوثائق الدالة على صلة القرابة.

وفي حالة عدم اصطحاب مرافق يكلف رئيس مكتب الاقتراع بطلب من الناخب ذي الإعاقة أحد الناخبين المتواجدين بمكتب الاقتراع بمرافقة الناخب ذي الإعاقة لمساعدته على التصويت.

ولا يسمح للمرافق في جميع الحالات أن يساعد أكثر من ناخب ذي إعاقة، ويتعين عليه الامتناع عن التأثير على اختياره ويقتصر دوره على مساعدته في إتمام العمليات التي يستعصي عليه القيام بها بمفرده.

يمكن للهيئة اعتماد الحبر الانتخابي بالنسبة إلى المرافق.

الفصل 34 - يحجر على الأميين اصطحاب مرافق لمساعدتهم على التصويت وتسعى الهيئة في حملاتها التحسيسية إلى تعريف الأميين بإجراءات التصويت.

الفرع الرابع : ختم عملية الاقتراع

الفصل 35 - بحلول وقت انتهاء عملية الاقتراع، يتولى رئيس مركز الاقتراع إدخال كل الناخبين المتواجدين أمام المركز والذين لم يصوتوا بعد وغلق أبواب مركز الاقتراع، وتتواصل عمليات الاقتراع إلى حين إلقاء آخر ناخب منهم بصوته.

الفصل 36 - يتولى رئيس مكتب الاقتراع الإعلان عن انتهاء العملية وغلق فتحة الصندوق بالقفل البلاستيكي المعد للغرض.

وبالنسبة إلى الاقتراع بالخارج، يتم غلق فتحة الصندوق بالقفل البلاستيكي بانتهاء عملية الاقتراع لليوم الأول واليوم الثاني. وإعادة فتحه في اليوم الموالي وتدوين أرقام الأقفال بمحضر عملية الاقتراع. ويتم الإعلان عن انتهاء العملية وغلق فتحة الصندوق بانتهاء اليوم الثالث.

ويتولى رئيس المكتب إدراج البيانات التالية في محضر عملية الاقتراع :

- عدد أوراق التصويت الباقية،
- عدد أوراق التصويت التالفة،

الفصل 29 . يتم الاقتراع وجوبا داخل الخلوة. ويوضع الناخب علامة أمام اسم القائمة المرشحة أو اسم المرشح الذي يريد التصويت له أو الإجابة التي يختارها في الاستفتاء.

الفصل 30 . في حالة الخطأ في استعمال ورقة التصويت أو في حالة إتلافها يمكن للناخب أن يطلب ولمرة واحدة فقط ورقة تصويت أخرى، ويسلم رئيس مكتب الاقتراع أو من ينوبه الورقة التالفة دون أن يطعن على اختيار الناخب ويضعها في الظرف المخصص للغرض، ويتم تسليم ورقة جديدة إلى الناخب.

يتولى الناخب وضع ورقة التصويت بنفسه في الصندوق، وإذا تعذر عليه ذلك يساعده رئيس المكتب أو من يكلفه.

الفصل 31 . يتولى رئيس مكتب الاقتراع النظر في تحفظات ممثلي المرشحين أو القائمات المرشحة أو الأحزاب حول تطبيق الترتيب والإجراءات المتعلقة بالاقتراع طبق القانون والنصوص الترتيبية الصادرة عن الهيئة في الغرض. وتكون قراراته نافذة فور صدورها على أن يتم تضمين التحفظات والقرارات صلب محضر عملية الاقتراع.

الفصل 32 . يمنع تعليق العمل في مراكز ومكاتب الاقتراع أو غلقها أثناء الساعات المحددة للاقتراع دون وجود تعليمات من الهيئة.

وفي حالة الضرورة القصوى التي يتتعذر معها استمرار السير العادي لعملية الاقتراع، يمكن لرئيس مركز الاقتراع تعليق عملية الاقتراع بصورة مؤقتة في المكتب أو المركز، على أن يقوم بالإعلام الحيني للهيئة الفرعية لاتخاذ الإجراءات الفورية اللازمة لتأمين السير العادي لعملية الاقتراع أو الإذن بغلق المكتب أو المركز.

ويتعين في هذه الحالة تضمين أسباب التعليق ومدته بسفر مكتب الاقتراع ويؤخذ بعين الاعتبار مدة تعليق الاقتراع في توقيت غلق المكتب.

الفرع الثالث : مساعدة الناخبين ذوي الإعاقة

الفصل 33 . يسمح للناخب الكفييف أو الحامل لإعاقة عضوية تمنعه من الكتابة اصطحاب مرافق يختاره بنفسه يدخل معه الخلوة ويساعده في القيام بعملية

وإذا تبين للهيئة الفرعية استحاللة إجراء الانتخابات بالمكتب المعنى، تعلم مجلس الهيئة بذلك حالا.

ولمجلس الهيئة أن يؤجل الاقتراع في هذه المكاتب بقرار معلل وذلك طبقا للفصل 105 من القانون الانتخابي. وينشر قرار التجيل الموقع الإلكتروني للهيئة وتتولى الهيئة الإعلان عن الموعد الجديد للاقتراع عن طريق وسائل الاتصال السمعية والبصرية والمكتوبة.

الفرع الثاني : سير عملية الاقتراع

الفصل 24 . يمارس حق الاقتراع داخل مكاتب الاقتراع، ويصوت الناخب في المكتب الذي ورد به اسمه.

وتتولى الهيئة اتخاذ الإجراءات الالزمة لضمان ممارسة أعضاء مراكز ومكاتب الاقتراع حقهم في التصويت.

الفصل 25 . يتعين تمكين الناخبين من الدخول إلى مكتب الاقتراع والإدلاء بأصواتهم ابتداء من الساعة المحددة من قبل الهيئة، وتعطى الأولوية في الدخول لذوي الإعاقة وكبار السن والنساء الحوامل.

الفصل 26 . في حالة استخدام الحبر الانتخابي يعتبر تحبير أحد أصابع اليدين شرطا لإتمام عملية الاقتراع فيما عدا حالات الإعاقة العضوية التي يتتعذر معها التحبير.

الفصل 27 . لمارسة حقه في التصويت، يستظهر الناخب ببطاقة تعريفه الوطنية أو جواز سفره دون غيرهما.

يتم التثبت من هوية الناخب ويمضي أو يبصم في الخانة المخصصة لذلك بقائمة الناخبين.

وفي حالة تباين عدد جواز سفر الناخب مع العدد الم ضمن بقائمة الناخبين، يتولى رئيس المكتب بعد التثبت من تطابق المعلومات المتعلقة بالاسم التنصيص صلب قائمة الناخبين على العدد الجديد، ويمضي رئيس المكتب ضمن خانة الملاحظات.

الفصل 28 . يتولى رئيس مكتب الاقتراع أو من يكلفه من الأعضاء ختم ورقة التصويت، وإذا وجد بها عيما يجعلها غير صالحة، تعتبر ورقة تالفة وتوضع في الظرف المعد للغرض.

وفي حالة تغيب رئيس مكتب الاقتراع، يتولى أكبر الأعضاء سنا فتح مكتب الاقتراع والقيام بمهام الرئيس إلى حين حضوره أو تعويضه.

ولا يجوز أن يقل عدد أعضاء مكتب الاقتراع في جميع الحالات عن عضوين اثنين. وفي كل الحالات يتم التعويض بالتنسيق مع رئيس مركز الاقتراع مع إعلام الهيئة الفرعية المعنية.

الفصل 20. يقوم رئيس المكتب أمام الحاضرين من الملاحظين وممثلي القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب والصحافيين بالعمليات التالية :

- 1 - فتح صندوق الاقتراع وإخراج ما به من مواد انتخابية والتأكد من توفر جميع المواد،
- 2 - التأكد من أن الصندوق فارغ وعرضه على الحاضرين،
- 3 - إغلاق الصندوق بواسطة الأقفال البلاستيكية المعدة للفرض مع الإبقاء على الفتحة العلوية مفتوحة،
- 4 - عد أوراق التصويت المسماة.

الفصل 21. يتولى رئيس المكتب أو من يكلفه تعمير محضر عملية الاقتراع وذلك بإدراج البيانات التالية وجوباً :

- عدد أوراق التصويت المسماة،
- أرقام الأقفال البلاستيكية التي أغلق بها الصندوق،
- عدد الناخبين الرسميين بالمكتب.

الفصل 22. يمضي أعضاء مكتب الاقتراع والحاضرون من ممثلي القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب على محضر عملية الاقتراع.

وفي صورة رفضهم الإمضاء يتم التنصيص على ذلك بالمحضر مع ذكر الأسباب إن وجدت.

الفصل 23. في صورة تذرع مكتب الاقتراع في الموعد المحدد لأسباب طارئة، يمكن لرئيس المركز بعد إعلام الهيئة الفرعية المعنية تأجيل فتح المكتب، ويتم التنصيص على التأجيل وأسبابه في دفتر مكتب الاقتراع مع الأخذ بعين الاعتبار مدة التأخير في توقيت غلق المكتب.

لرئيس مكتب الاقتراع تحديد عدد الأشخاص المخول لهم الدخول للمكتب وفق ما تسمح به طاقة استيعابه.

الفصل 13. يحفظ رئيس مكتب الاقتراع النظام داخل مكتب الاقتراع، ويحفظ رئيس مركز الاقتراع النظام داخل المركز، ويمكن لهما الاستعانة بالقوة العامة عند الاقتضاء.

ويحظر حمل أي نوع من أنواع السلاح داخل مراكز ومكاتب الاقتراع، إلا بالنسبة إلى أعيان قوات الأمن الوطني والجيش الوطني الموجودين بموافقة رئيس مركز أو مكتب الاقتراع.

الفصل 14. يحظر على أعضاء مكاتب الاقتراع والملاحظين وممثلي المرشحين أو القائمات المرشحة أو الأحزاب حمل أي شارة تدل على الانتماء السياسي داخل مركز أو مكتب الاقتراع، ويحرض كل من رئيس مكتب ومركز الاقتراع على التقيد بهذا التحجير.

الفصل 15. تحظر أنشطة الدعاية الانتخابية داخل مراكز ومكاتب الاقتراع أو في محيطها.

ويمتنع استخدام مكبرات الصوت داخل مركز الاقتراع أو في محيطه.

الفصل 16. يحظر إجراء مقابلات صحفية داخل مكتب الاقتراع.

ويمتنع على الصحافيين استعمال آلات التصوير داخل مكتب الاقتراع إلا بإذن من رئيس المكتب.

الفصل 17. يمنع استطلاع آراء الناخبين داخل مراكز ومكاتب الاقتراع.

الفصل 18. باستثناء رئيس مكتب الاقتراع، يحظر على كل المتواجدين بالمكان استعمال الهاتف الجوال لأي سبب كان.

القسم الثالث : عملية الاقتراع

الفرع الأول : الإجراءات التحضيرية

الفصل 19. يحضر أعضاء المكتب وجوباً إلى مركز الاقتراع قبل ساعة على الأقل من انطلاق موعد الاقتراع لتهيئة مكاتب الاقتراع.

الباب الأول

أحكام عامة

يجر إيواء مكاتب الاقتراع في مقرات الأحزاب السياسية أو الأماكن التابعة لها أو للجمعيات أو المنظمات غير الحكومية.

الفصل 10 . يتكون مركز الاقتراع من رئيس وعضو إرشاد أو أكثر، ويتم تعيينهم وفق شروط وصيغة تضييقها الهيئة.

يختص رئيس مركز الاقتراع بالعمليات التنسيقية واللوجستية وحفظ النظام بساحة المركز وتسهيل عمل رؤساء مكاتب الاقتراع، ويساعده في ذلك أعضاء الإرشاد.

الفصل 11 . يتكون مكتب الاقتراع من أربعة أعضاء من بينهم رئيس المكتب يكلفون خاصة وبالتالي :

- التثبت من الهوية،

- مسك وتسلیم أوراق التصويت،

- التحبير في صورة اعتماده،

- مراقبة صندوق الاقتراع.

ويتولى رئيس مكتب الاقتراع السهر على حسن سير عملية الاقتراع وله اتخاذ كل التدابير الكفيلة بتحقيق ذلك وله أن يفوض بعض صلاحياته لأحد أعضاء مكتب الاقتراع.

القسم الثاني : ضوابط عملية الاقتراع

الفصل 12 . يقتصر حق الدخول إلى مراكز ومكاتب الاقتراع على :

- الناخبين بغرض التصويت،

- مرافق الناخبين ذوي الإعاقة،

- أعضاء الهيئة وأعوانها الحاملين للشارات التي تصدرها الهيئة،

- ممثلي القائمات المرشحة والمرشحين والأحزاب والملحوظين والصحفيين والضيوف والترجمين العاملين معهم، على أن يكونوا حاملين لبطاقات اعتمادهم.

الفصل 3 . مدة الاقتراع يوم واحد يوافق يوم عطلة أو يوم راحة أسبوعية. وتجري عملية التصويت للتونسيين بالخارج بالنسبة للانتخابات والاستفتاء في ثلاثة أيام متتالية يوافق آخرها يوم الاقتراع داخل الجمهورية.

الفصل 4 . يحق لكل تونسي مقيم داخل الجمهورية أو خارجها، ومرسم بقائمة الناخبين، أن يمارس حقه في الاقتراع للانتخابات التشريعية والرئاسية والاستفتاء.

ولا يحق لن لم يكن مرسما في قائمة الناخبين في الدورة الأولى للانتخابات الرئاسية المشاركة في الدورة الثانية منها.

الفصل 5 . يجري التصويت بالاقتراع العام والحر والباشر والسرى والنزيه والشفاف.

الفصل 6 . التصويت شخصي ويجر التصويت بالوكالة.

الفصل 7 . سرية الاقتراع حق لكل ناخب ولا يجوز لأحد الإخلال به أو التنازل عنه.

الفصل 8 . تم عملية الاقتراع بصفة شفافة تمكن ممثلي القائمات المرشحة والمرشحين والأحزاب والملحوظين والصحفيين المعتمدين من قبل الهيئة من مراقبتها مع الالتزام بقواعد السلوك الخاصة بهم.

الباب الثاني

الاقتراع

القسم الأول : مراكز ومكاتب الاقتراع

الفصل 9 . تضبط الهيئة قائمة مكاتب الاقتراع لكل دائرة انتخابية أو بلدية أو معتمدية أو عمادة وتعمل على أن لا يتجاوز عدد الناخبين 600 ناخب في كل

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 30 لسنة 2014 مؤرخ في 8 سبتمبر 2014 يتعلق بقواعد وإجراءات الاقتراع والفرز³⁹

البعثة الدبلوماسية أو القنصلية وتضم قائمات الناخبين موزعين حسب القنصليات والسفارات في صورة عدم وجود قنصليات.

القائمة المترشحة أو المرشح أو الحزب : القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية أو المرشح في الانتخابات الرئاسية أو الحزب في الاستفتاء.

مركز الاقتراع أو المركز : الفضاء الذي يضم مكتب اقتراع أو أكثر.

مكتب الاقتراع أو المكتب : المكان المخصص للتصويت داخل مركز الاقتراع.

المكتب المركزي : مكتب تعينه الهيئة بكل دائرة انتخابية يكلف بجمع نتائج الاقتراع.

مركز الجمع : مركز يمكن أن تعينه الهيئة لجمع نتائج الاقتراع في جزء من الدائرة الانتخابية قبل إحالتها إلى المكتب المركزي.

ورقة تصويت : الورقة التي تدعاها الهيئة لوضعها على ذمة الناخب يوم الاقتراع والتي يضمنها اختياره ثم يضعها في الصندوق.

ورقة تالفة : كل ورقة معدة للتصويت تعرضت لما جعلها غير صالحة، ويتم استبدالها قبل وضعها في الصندوق وفق ما تضبوطه الهيئة.

ورقة ملغاة : كل ورقة تصويت لا تعبّر بشكل واضح عن إرادة الناخب أو تتضمن ما يتعارض مع المبادئ المنصوص عليها بالفصل 2 من القانون الانتخابي.

ورقة بيضاء : كل ورقة تصويت لا تتضمن أية علامة مهما كان نوعها. تحتسب الورقة البيضاء ضمن الأصوات المصرح بها ولا تحتسب ضمن الحاصل الانتخابي.

الأصوات المصرح بها : مجموع الأصوات التي تحصلت عليها كل القائمات المترشحة بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية أو كل المترشحين بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية أو كل تصويت بالموافقة والرفض بالنسبة للاستفتاء وتحسب الأوراق البيضاء ضمن الأصوات المصرح بها.

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 34 و54 و55 و75 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء.

وبعد التداول، قرر ما يلي :

الفصل الأول - ينظم هذا القرار قواعد وإجراءات الاقتراع والفرز للانتخابات التشريعية والرئاسية والاستفتاء.

الفصل 2 . يقصد بالصطلاحات التالية على معنى هذا القرار :

الهيئة : الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الهيئات الفرعية : الهيئات التي يمكن أن يحدثها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تنقيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

قائمات الناخبين : قائمات المؤهلين للتصويت في الانتخابات أو الاستفتاء المستخرجة من سجل الناخبين، والتي توضع على ذمة العموم في كل دائرة انتخابية بالنسبة إلى كل بلدية، وكل معتمدية أو عمادة بخصوص المناطق غير البلدية، وعلى مستوى الدائرة الانتخابية بالنسبة إلى التونسيين بالخارج بمقر

³⁹ الرائد الرسمي عدد 82 المؤرخ في 10 أكتوبر 2014، ص. 2806.

التكوين. كما تسند إليهم منحة قدرها 80 دينارا مقابل أعمال الاقتراع والفرز. بصرف النظر عن العقوبة المبينة بالفصل 151 من القانون الانتخابي، لا تسند المنح المذكورة إلى الأعضاء الذين تخلفوا عن الحضور يوم الاقتراع.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 05 أوت 2014

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

محمد شفيق صرصار

وتنشر القائمة النهائية لأعضاء مكاتب الاقتراع بمقرات الهيئات الفرعية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة في أجل أقصاه أسبوعان قبل يوم الاقتراع.

الفصل 10 : تتولى الهيئة تكوين أعضاء مكاتب الاقتراع بخصوص الإجراءات المتعلقة بعملية الاقتراع والفرز. ويتوّجّب حضور الدورات التكوينية وكل من يختلف عنها يشطب اسمه من قائمة أعضاء مكاتب الاقتراع.

الفصل 11 : تتولى الهيئة الفرعية تعين أعضاء مكاتب الاقتراع بحسب 4 أعضاء لكل مكتب من بينهم رئيس المكتب.

كما تتولى تعين رؤساء مراكز الاقتراع وأعوان إرشاد من بين المرشحين القبولين.

وتضبط الهيئة الفرعية قائمة أعضاء احتياطيين يوضعون على ذمة كل هيئة فرعية لسد الشغور عند الاقتضاء بمكاتب الاقتراع.

وتعمل الهيئة على اتخاذ الإجراءات الالزمة لضمان حقهم في الاقتراع.

الباب الثالث : استكمال قائمة المرشحين وتعويضهم

الفصل 12 : في حالة عدم ورود ترشحات لعضوية مكاتب الاقتراع في دائرة انتخابية أو أكثر، أو كانت الترشحات المستوفاة للشروط القانونية دون العدد المطلوب، يمكن استكمال النقص من قائمات المرشحين في دوائر انتخابية أخرى، والذين تتوفر فيهم الشروط القانونية.

كما يمكن للهيئة استكمال النقص من الأعوان العموميين، أو ممّن له تجربة في الانتخابات السابقة على أن تتوفر فيهم الشروط المذكورة في الفصلين 4 و 5 أعلاه.

الفصل 13 : في صورة تخلف عضو مكتب اقتراع أو أكثر يوم الاقتراع، تتولى الهيئة الفرعية تعويضه في الحال من قائمة الأعضاء الاحتياطيين.

الباب الرابع : المنحة الانتخابية

الفصل 14 : تسند إلى أعضاء مكاتب الاقتراع منحة قدرها 40 دينارا عن

الباب الأول : شروط عضوية مكاتب الاقتراع

الفصل 6 : يجب أن يتضمن ملف الترشح الوثائق التالية:

- استمارة ترشح يمكن سحبها من الإدارات الفرعية للهيئة أو تحميلاً من الموقع الإلكتروني،
- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو من جواز السفر،
- صورتان شمسيتان،
- سيرة ذاتية متضمنة للخبرة المهنية وخبرة في المجال الانتخابي،
- نسخة من الشهادة المدرسية أو الشهادة العلمية،
- تصريح على الشرف معرف بالإمضاء باستيفاء المترشح للشروط الواردة بالفصل 121 من القانون الانتخابي وبهذا القرار وبصحة البيانات المقدمة.

الباب الثاني : البت والنشر والمراجعة

الفصل 7 : تتولى الهيئة الفرعية فرز مطالب الترشح وتقرر قبول المترشحين الذين استوفوا الشروط القانونية في حدود العدد المطلوب.

وتنشر قائمة المترشحين المقبولين بمقرات الهيئات الفرعية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 8 : يمكن لممثلي القائمات المترشحة للانتخابات التشريعية والمترشحين للانتخابات الرئاسية والأحزاب في الاستفتاء طلب مراجعة تعيين عضو أو أكثر من أعضاء مكاتب الاقتراع لعدم توفر الشروط الواردة بالفصول 4 و 5 من هذا القرار.

يقدم طلب المراجعة بعد الإعلان عن قائمة المترشحين المقبولين لعضوية مكاتب الاقتراع، وفي أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ الإعلان عن القائمات المقبولة نهائياً للمترشحين للانتخابات التشريعية أو قائمة المترشحين المقبولين نهائياً للانتخابات الرئاسية أو قائمة الأحزاب المشاركة في الاستفتاء، ويرفق بكل المعطيات والمؤيدات الضرورية.

الفصل 9 : تبت الهيئة الفرعية في مطالب المراجعة وتثبت من صحة الوثائق والمؤيدات المقدمة وتتولى عند الاقتضاء شطب أسماء المترشحين الذين قبلت مطالب المراجعة المتعلقة بهم.

الفصل 4 : يشترط في كل مرشح لعضوية مكاتب الاقتراع ما يلي:

- صفة الناخب،
- مستوى تعليمي لا يقل عن الرابعة ثانوي (السابعة ثانوي نظام قديم) أو ما يعادلها،
- النزاهة والحياد والاستقلالية.

الفصل 5 : لا يجوز لأي مرشح لعضوية مكاتب الاقتراع أن يكون:

- مترشحاً في الانتخابات،
- زوجاً أو أصلاً أو فرعاً لأحد المترشحين، سواء كان من الدرجة الأولى أو الثانية،
- صهراً لأحد المترشحين،
- أجيراً لدى أحد المترشحين أو الأحزاب،
- منخرطاً بحزب سياسي،
- قد تحمل إحدى المسؤوليات التالية في حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل:

0 رئيس أو عضو بالديوان السياسي،

0 عضو باللجنة المركزية،

0 المسؤلية السياسية بالإدارة المركزية: أمين قار أو أمين مساعد أو مدير ديوان أو أمين عام للإتحاد التونسي لمنظمات الشباب أو مدير مركز الدراسات والتكوين أو رئيس دائرة أو عضو المكتب الوطني لطلبة التجمع الدستوري الديمقراطي أو عضو لجنة تنسيق أو عضو جامعة ترابية أو مهنية أو رئيس شعبة ترابية أو مهنية.

ويعاقب بالسجن 6 أشهر وبخطية قدرها ألف دينار كل شخص يتحل اسمه أو صفة أو يدللي بتصريحات أو شهائد مدلّسة أو يخفى حالة حرمان نص عليها القانون طبق الفصل 158 من القانون الانتخابي.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 19 لسنة 2014 مؤرخ في 05 أوت 2014 يتعلق بضبط شروط وصيغ تعيين أعضاء مكاتب الاقتراع وطرق تعويضهم³⁸

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصلين 125 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته
وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفصل 121 منه،

وعلى القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 والمتعلق
بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئيسية بعد المصادقة على الدستور،
وعلى الأمر عدد 1088 لسنة 2011 مؤرخ في 03 أوت 2011 والمتعلق بتقسيم
الدوائر الانتخابية وبضبط عدد المقاعد المخصصة لها لانتخابات أعضاء المجلس
الوطني التأسيسي،

وبعد التداول قرر ما يلي:

**الفصل الأول : يضبط هذا القرار شروط وصيغ تعيين أعضاء مكاتب الاقتراع
في الانتخابات والاستفتاء.**

**الفصل 2 : تعلن الهيئة عن طريق وسائل الإعلام وبموقعها الإلكتروني عن
آجال فتح الترشحات لعضوية مكاتب الاقتراع والشروط والوثائق المطلوبة.**

**الفصل 3 : تقدم ملفات الترشح لدى الهيئة الفرعية في الدائرة الانتخابية التي
يرغب في ممارسة مهامه بها، ولا يجوز تقديم الترشح بأكثر من دائرة انتخابية.**



الاقتراع والفرز واحتساب النتائج

³⁸ الرائد الرسمي عدد 64 المؤرخ في 08 أوت 2014، 2095.

كما يضبط القواعد الخاصة بفترة الصمت الانتخابي للانتخابات التشريعية 2014 و التي تنطلق بالنسبة للقائمات المترشحة في الخارج يوم 23 أكتوبر عند الساعة الصفر و تتواصل الى يوم 26 أكتوبر الى حد غلق آخر مكتب اقتراع في الخارج.

الفصل الثاني : تحجر جميع أشكال الدعاية وكل شكل من أشكال التغطية للقائمات المترشحة للانتخابات التشريعية والاحزاب والفاعلين السياسيين الداعمين لهم و يشمل هذا التحجير المترشحين للانتخابات الرئاسية والاحزاب و الفاعلين السياسيين الداعمين لهم .

الفصل الثالث : يمنع بث أو إعادة بث لبرامج التعبير المباشر ولو كان ذلك جزئيا .

الفصل الرابع : يمنع بث ونشر نتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات التشريعية أو الرئاسية والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها عبر مختلف وسائل الإعلام.

الفصل الخامس: يحجر على وسائل الإعلام القيام بالإشهار السياسي.

الفصل السادس : يحجر نشر اي نتائج متعلقة بالانتخابات قبل غلق آخر مكتب اقتراع .

الفصل السابع : تخضع الواقع الالكترونية الرسمية لمنشآت الاتصال السمعي والبصري لأحكام هذا القرار.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا .

تونس في 22 أكتوبر 2014

عن مجلس الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري
الرئيس
النوري اللجمي

قرار الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي و البصري عدد 6 مؤرخ في 22 أكتوبر 2014 يتعلق بضبط القواعد الخاصة بفترة الصمت الانتخابي للانتخابات التشريعية 2014³⁷

ان مجلس الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي و البصري .
بعد الاطلاع على القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء المؤرخ في 26 ماي 2014 و خاصة الفصول 3 و 49 و 50 و 57 و 68 و 69 و 70 و 73 و 74 منه.

وعلى المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 و المتعلق بحرية الاتصال السمعي و البصري وبأحداث هيئة عليا مستقلة للاتصال السمعي و البصري المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 و خاصة الفصول 42 و 43 و 44 و 45 و 46 منه.

وعلى قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 25 لسنة 2014 مؤرخ في 8 سبتمبر 2014 المتعلق بضبط القواعد والشروط العامة التي يتبعها وسائل الإعلام التقيد بها خلال الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء و خاصة الفصول 5 و 6 و 7 و 8 منه.

وعلى القرار المشترك بين الهيئة العليا المستقلة للانتخابات و الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي و البصري المؤرخ في 5 جويلية 2014 المتعلق بضبط القواعد الخاصة للحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء بوسائل الاتصال السمعي و البصري و خاصة الفصل 3 منه.

وبعد التداول قرر ما يلي :

الفصل الأول : يضبط هذا القرار القواعد الخاصة بفترة الصمت الانتخابي للانتخابات التشريعية 2014 و التي تنطلق بالنسبة للقائمات المترشحة داخل تراب الجمهورية يوم 25 أكتوبر عند الساعة الصفر و تتواصل الى يوم 26 أكتوبر 2014 الى حد غلق آخر مكتب اقتراع داخل تراب الجمهورية.

³⁷ منقول من الموقع الإلكتروني للهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي و البصري: <http://haica.tn>

يتضمن الإعلام وجوباً اسم وسيلة الإعلام الأجنبية وشكل التغطية الإعلامية.

الفصل 5 : إذا تبيّن للهيئة من المعطيات المتوفّرة لديها عدم احترام التغطية الإعلامية للشروط الواردة أعلاه، تقوم بالتنبيه على القائمة المترشحة بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً والتذكير بإمكانية إلغاء نتائج الفائزين إذا أثرت المخالفات على نتائج الانتخابات بصفة جوهرية واحسماً طبق الفصل 143 من القانون الانتخابي.

الفصل 6 : ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة ويُنفذ حالاً.

تونس في 10 سبتمبر 2014

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

الفصل 2 : يقصد بالمصطلحات التالية على معنى هذا القرار:
الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الهيئات الفرعية: الهيئات التي يمكن أن يحيثها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تفقيه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

وسائل الإعلام الأجنبية: كل وسيلة إعلام سمعية أو بصرية أو مكتوبة أو كترونية لا تخضع للقانون التونسي.
القائمات المترشحة: القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية.

الحملة: مجموع الأنشطة التي يقوم بها المرشحون أو القائمات للتعريف بالبرنامج الانتخابي أو البرنامج المتعلق بالاستفتاء باعتماد مختلف وسائل الدعاية والأساليب المتاحة قانوناً قصد حث الناخبين على التصويت لفائدةتهم يوم الاقتراع.

الفصل 2 : يسمح خلال الحملة للقائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية في الخارج دون سواها باستعمال وسائل الإعلام الأجنبية إذا كانت:
- موجّهة كلياً أو جزئياً إلى الدائرة الانتخابية التي ترشحت عنها القائمة بالخارج،

- تلتزم بمبدأ الحياد في تغطيتها المتعلقة بالحملة،
- تلتزم باحترام الحرمة الجسدية للمترشحين والناخبين وأعراضهم وكرامتهم، وعدم المساس بحرمة الحياة الخاصة للمترشحين ومعطياتهم الشخصية، وعدم الدعوة إلى الكراهية والعنف والتعصب والتمييز،
- تحترم الحق في النفاذ إليها على أساس الإنصاف بين جميع القائمات المترشحة في الدائرة الانتخابية خلال الحملة.

الفصل 3 : على القائمات المترشحة في الخارج تجنب التعاطي مع وسائل إعلام لا تتوفّر فيها الشروط المنصوص عليها في الفصل 2 أعلاه.

الفصل 4 : تلتزم القائمة المترشحة بإعلام الهيئة الفرعية باللغة الإعلامية التي شاركت فيها، ومدّها بنسخة منها، في أجل لا يتجاوز 48 ساعة.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 27 لسنة 2014 بتاريخ 10 سبتمبر 2014 يضبط القواعد الخاصة باستعمال القائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية في الخارج لوسائل الإعلام الأجنبية³⁶

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة على الفصول 34 و55
و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصت عليه وتممتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصت عليه وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفقرة الثالثة من الفصل 66 منه،
وعلى المرسوم عدد 115 لسنة 2014 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 والمتعلق
بحريّة الصحافة والطباعة والنشر،

وعلى المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 والمتعلق
بحريّة الاتصال السمعي والبصري وإحداث هيئة عليا مستقلة لاتصال السمعي
والبصري،

وبعد التشاور مع الهيئة العليا المستقلة لاتصال السمعي والبصري فيما يتعلق
بضبط القواعد الخاصة باستعمال القائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية في
الخارج لوسائل الاتصال الأجنبية السمعية والبصرية، طبق الفقرة الثالثة من
الفصل 66 من القانون الانتخابي،

و بعد التداول قرر ما يلي:

الفصل الأول: يضبط هذا القرار القواعد الخاصة باستعمال القائمات
المترشحة عن الدوائر الانتخابية في الخارج لوسائل الإعلام الأجنبية، السمعية
والبصرية والمكتوبة والالكترونية.

³⁶ الرائد الرسمي عدد 78 المؤرخ في 26 سبتمبر 2014، ص. 2697.

مجاني بوسائل الإعلام أو موزع صوتي أو مركز نداء لفائدة مرشح أو قائمة مرشحة أو حزب تسلیط خطیة مالية قدرها 3 ألف دینار طبق الفصل 152 من القانون الانتخابي.

الفصل 19 : يترتب عن مخالفة تحجیر الإشهار السياسي خلال فترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء تسلیط خطیة مالية من 5 ألف إلى 10 ألف دینار طبق الفصل 154 من القانون الانتخابي.

ويستثنى من ذلك قيام الصحف الحزبية خلال الحملة الانتخابية بإعلانات الإشهار لفائدة الحزب التي هي ناطقة باسمه أو المرشحين أو القائمات الحزبية أو الائتلافية المرشحة باسم الحزب، واستعمال الوسائل الإشهارية من المرشحين للانتخابات الرئاسية.

الفصل 20 : يترتب عن مخالفة تحجیر جميع أشكال الدعاية خلال فترة الصمت الانتخابي تسلیط خطیة مالية من 3 ألف دینار إلى 20 ألف دینار طبق الفصل 155 من القانون الانتخابي.

الفصل 21 : يترتب عن مخالفة تحجیر بث ونشر نتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها خلال الحملة تسلیط خطیة مالية من 20 ألف دینار إلى 50 ألف دینار طبق الفصل 156 من القانون الانتخابي.

الفصل 22 : يمكن للهيئة بقرار معلل أن تلغی نتائج الفائزين في الانتخابات إذا تبين لها أن مخالفتهم لقواعد الفترة الانتخابية أثرت على نتائج الانتخابات بصفة جوهرية وحاسمة.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 08 سبتمبر 2014

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

النتائج النهائية للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية وإلى حين بدء فترة الصمت الانتخابي للدورة الثانية،

- تغطية متساوية للأحزاب المشاركة في الاستفتاء.

وتلتزم وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية العمومية بمقتضى واجب الحياد بتوفير تغطية متساوية للمترشحين الحائزين على أعلى الأصوات بعد النتائج الأولية للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية وإلى حين الحملة الانتخابية للدورة الثانية.

الباب الثالث : في المراقبة

الفصل 13 : تتعهد الهيئة بمراقبة تغطية وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية للحملة بصفة تلقائية أو بناءً على شكايات تقدم إليها.

الفصل 14 : تخضع الواقع الإلكتروني الرسمي لمنشآت الاتصال السمعي والبصري إلى مراقبة الهيئة العليا المستقلة لاتصال السمعي البصري.

الفصل 15 : في حالة ارتكاب مخالفة من قائمة مترشحة أو مرشح أو حزب عبر وسائل الإعلام المكتوبة أو الإلكترونية، تتولى الهيئة التنبيه عليه وفقاً للفقرة الثانية من الفصل 14 من القرار المتعلق بضبط القواعد والشروط العامة التي يتعين على وسائل الإعلام التقيد بها خلال الحملة.

الفصل 16 : في حالة انتهاك وسيلة إعلام مكتوبة أو إلكترونية لواجب الحياد، توجه الهيئة إشعاراً إلى رئيسها لاتخاذ التدابير الازمة لضمان احترام واجب الحياد طبق الفصل 55 من القانون الانتخابي.

الفصل 17 : تعلم الهيئة النيابة العمومية المختصة ترابياً عند الاشتباه في ارتكاب جريمة انتخابية.

الباب الرابع : في العقوبات

الفصل 18 : يترتب عن مخالفة تحجير الإعلان عن تخصيص رقم هاتف

ويُشترط في هذه الحالة أن يتم تقديم الإشهار بشكل بارز يميّزه عن بقية الأخبار والمقالات، وأن تسبقه أو تعقبه عبارة "إشهار" أو "إعلان" أو "بلاغ".

الفصل 8 : يجر خلال الحملة وفترة الصمت بث ونشر وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية لنتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها. وينطبق هذا التحجير على كامل الفترة الانتخابية إلى حين صدور قانون ينظم سبر الآراء.

الفصل 9 : تمنع وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية عن نشر المعلومات الخاطئة والثلب والشتم والتشهير والتحريض على ارتكاب الجرائم وقبول الأموال أو المنافع من أي جهة كانت للتأثير على الخط التحريري لوسيلة الإعلام.

الفصل 10 : لكل قائمة مترشحة أو مرشح أو حزب تعرّض بصفة صريحة أو ضمنية للثلب أو الشتم، حق الرد وفقاً لقواعد والإجراءات الواردة في المرسوم عدد 115 لسنة 2011.

ولمارسة حق الرد بسبب الثلب أو الشتم، يتبعين أن يكون قد ترتب عن المعلومة أو الخبر نيل من شرف الشخص أو سمعته أو كرامته أو عرضه.

لا يجوز أن يتضمن حق الرد عبارات مخالفة للقانون أو للمصلحة المشروعة للغير أو من شأنها النيل من شرف الشخص أو سمعته.

الفصل 11 : على وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية أن تتمكن كل قائمة مترشحة أو مرشح أو حزب وردت في شأنه معطيات خاطئة من حقوقهم في طلب تصحيح المقال أو المنشور الذي وردت فيه. ويقع نشر التصحيح وفقاً للقواعد والإجراءات الواردة في المرسوم عدد 115 لسنة 2011.

الفصل 12 : تلتزم وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية العمومية باحترام الحق في الن阴道 إليها على أساس احترام مبدأ الحياد وضمان المساواة بين جميع القائمات المترشحة أو المرشحين أو الأحزاب خلال الحملة. ويكون ذلك بتوفير:

- تغطية للقائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية تكون متناسبة مع عدد قائماتها المترشحة،

- تغطية متساوية للمترشحين للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية،

- تغطية متساوية للمترشحين الحائزين على أعلى الأصوات بعد الإعلان عن

الباب الثاني: في تغطية الحملة عبر وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية

الفصل 3 : تتمتع وسائل الإعلام المكتوبة والالكترونية بحرية تغطية الحملة والحق في النقاد إلى المعلومة من المصادر الرسمية الانتخابية. ويتم ذلك في إطار احترام التشريع الجاري به العمل.

الفصل 4 : تتلزم وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية باحترام قواعد وأخلاقيات المهنة، وخاصةً فيما يتعلق بصحّة الأخبار والمعلومات، وبيان جملة المعطيات الضرورية لفهم الحدث، وبالتفقة شكلاً ومضموناً بين الخبر والمعلومة من جهة، والرأي من جهة أخرى.

وتسرى كافة المبادئ المنظمة للحملة على وسائل الإعلام الإلكترونية وأى وسائل إلكترونية أخرى.

الفصل 5 : يتعين على وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية خلال الحملة:

- التزام الحياد،
- احترام مبدأ المساواة وضمان تكافؤ الفرص بين المرشحين،
- احترام الحرمة الجسدية للمترشحين والناخبين وأعراضهم وكرامتهم،
- عدم المساس بحرمة الحياة الخاصة للمترشحين ومعطياتهم الشخصية،
- عدم الدعوة إلى الكراهية والعنف والتعصب والتمييز على أساس الدين أو العرق أو الجهة أو الجنس.

الفصل 6 : تمنع وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية سواء خلال فترة ما قبل الحملة أو الحملة أو فترة الصمت عن:

- القيام بالإشهار السياسي،
- الإعلان عن تخصيص رقم هاتف مجاني أو موزع صوتي أو مركز نداء لفائدة قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب.

الفصل 7 : لا ينسحب من الإشهار السياسي على الصحف الحزبية التي يُخول لها القيام بالدعابة خلال الحملة في شكل إعلانات إشهار لفائدة الحزب التي هي ناطقة باسمه أو المرشحين أو القائمات الحزبية أو الائتلافية المرشحة باسم الحزب.

الفصل 2 : يقصد بالمصطلحات التالية على معنى هذا القرار:
الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

القائمة المترشحة أو الحزب: القائمة المترشحة في الانتخابات التشريعية والمترشح في الانتخابات الرئاسية والحزب في الاستفتاء.

وسائل الإعلام المكتوبة: الدوريات كما تم تعريفها بالمرسوم عدد 115 لسنة 2011 المؤرخ في 02 نوفمبر 2011 وهي على وجه الخصوص الجرائد اليومية والأسبوعية ونصف الشهرية والمجلات والدوريات المكتوبة أو المنشورة والحواليات.

وسائل الإعلام الإلكترونية: كل نشر أو بث على الانترنت يكون محتواه تحت مسؤولية الهيئات التحريرية لوسيلة الإعلام، ويتم وفق طرق الإنتاج الصحفي للأخبار والمعلومات.

وسائل الإعلام العمومية: كل وسيلة إعلام تابعة للدولة أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو غيرها من الذوات المعنوية العمومية.

الحملة: مجموع الأنشطة التي يقوم بها المترشحون أو القائمات المترشحة أو مساندوهم أو الأحزاب خلال الفترة المحددة قانوناً للتعرّيف بالبرنامج الانتخابي أو البرنامج المتعلق بالاستفتاء باعتماد مختلف وسائل الدعاية والأساليب المتاحة قانوناً قصد حد الناخبين على التصويت لفائدة يوم الاقتراع.

فترة الصمت: المدة التي تضم يوم الصمت الانتخابي ويوم الاقتراع إلى حد غلق آخر مكتب اقتراع.

الإشهار السياسي: كل عملية إشهار أو دعاية بمقابل مادي أو مجاناً تعتمد أساليب وتقنيات التسويق التجاري، موجهة للعموم، وتهدف إلى الترويج لشخص أو موقف أو لبرنامج أو لحزب سياسي، بغرض استمالة الناخبين أو التأثير في سلوكهم واختياراتهم عبر وسائل الإعلام السمعية أو البصرية أو المكتوبة أو الإلكترونية، أو عبر وسائل إشهارية ثابتة أو متنقلة، مرکزة بالأماكن أو الوسائل العمومية أو الخاصة.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 26 لسنة 2014 بتاريخ 08 سبتمبر 2014 يتعلّق بضبط قواعد الحملة الخاصة بوسائل الإعلام المكتوبة والالكترونية³⁵

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 6 و15 و23
و24 و31 و34 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته
وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفقرة الثانية من الفصل 67 منه،
وعلى المرسوم عدد 115 لسنة 2014 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 والمتعلق
بحريّة الصحافة والطباعة والنشر،

وعلى قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 25 لسنة 2014 بتاريخ 15 سبتمبر 2014 والمتعلق بضبط القواعد والشروط العامة التي يتعين على وسائل الإعلام التقييد بها خلال الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء،
وبعد التداول قرر ما يلي:

الباب الأول : أحكام عامة

الفصل الأول: تخضع وسائل الإعلام المكتوبة والالكترونية إلى القرار المتعلق بضبط القواعد والشروط العامة التي يتعين على وسائل الإعلام التقييد بها خلال الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء والتي أحكام هذا القرار.

الفصل 20 : يمكن للهيئة بقرار معلّق أن تلغى نتائج الفائزين في الانتخابات إذا تبيّن لها أن مخالفتهم لقواعد الفترة الانتخابية أثّرت على نتائج الانتخابات بصفة جوهريّة وحاسمة.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالاً.

تونس في 08 سبتمبر 2014

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

³⁵ الرائد الرسمي عدد 78 المؤرخ في 26 سبتمبر 2014، ص. 2693.

الحياد طبق الفصل 55 من القانون الانتخابي.

الفصل 14 : تراقب الهيئة احترام القائمة المترشحة أو المرشح أو الحزب لمبادئ الحملة والقواعد والإجراءات المنظمة لها، من تلقاء نفسها أو بناءً على شكاية تقدم إليها أو بناءً على الإعلام المقدم من الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري.

في حالة ارتكاب مرشح أو حزب مخالفة تتولى الهيئة التنبيه عليه باحترام الضوابط الواردة بالقانون الانتخابي وبهذا القرار بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً.

وفي حالة ارتكاب المخالفات من قائمة مترشحة، تتولى الهيئة الفرعية هذه الصلاحية.

الفصل 15 : تعلم الهيئة النيابة العمومية المختصة ترابياً عند الاشتباه في ارتكاب جريمة انتخابية.

الباب الخامس : العقوبات

الفصل 16 : يترتب عن مخالفة تحجير الإعلان عن تخصيص رقم هاتف مجاني بوسائل الإعلام أو موزع صوتي أو مركز نداء لفائدة مرشح أو قائمة مترشحة أو حزب تسليط خطية مالية قدرها 3 آلاف دينار طبق الفصل 152 من القانون الانتخابي.

الفصل 17 : يترتب عن مخالفة تحجير الإشهار السياسي خلال فترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء، باستثناء الإعلانات الإشهارية للصحفحزبية، واستعمال الوسائل الإشهارية من المترشحين للانتخابات الرئاسية أثناء الحملة، تسليط خطية مالية من 5 آلاف إلى 10 آلاف دينار طبق الفصل 154 من القانون الانتخابي.

الفصل 18 : يترتب عن مخالفة تحجير جميع أشكال الدعاية خلال فترة الصمت الانتخابي تسليط خطية مالية من 3 آلاف دينار إلى 20 ألف دينار طبق الفصل 155 من القانون الانتخابي.

الفصل 19 : يترتب عن مخالفة تحجير بث ونشر نتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحافي المتعلقة بها خلال الحملة تسليط خطية مالية من 20 ألف دينار إلى 50 ألف دينار طبق الفصل 156 من القانون الانتخابي.

للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية وإلى حين الحملة الانتخابية للدورة الثانية. وتشمل هذه الالتزامات كل ما تبّه أو تنشره وسيلة الإعلام العمومية، بما في ذلك البرامج أو المساحات المخصصة للمنابر الحوارية أو للتعبير الحر.

الفصل 10 : تلتزم وسائل الإعلام العمومية خلال الحملة بتجنب كل دعاية انتخابية غير مباشرة خلال تغطيتها لأنشطة والخطابات الرسمية الصادرة عن السلط العمومية.

وتحرص على:

- تعليق تعاونها مع كل من ترشح أو أعلن ترشحه للانتخابات من المنشطين والحرّرين ومقدمي البرامج والصحفيين.

- عدم تكليف أعوانها الذين يباشرون مهاماً تحريرية والذين ترشحوا أو أعلنوا ترشحهم للانتخابات، بمهام لها علاقة بالتغطية الإعلامية للحملة الانتخابية،

الباب الرابع : مراقبة احترام وسائل الإعلام لقواعد الحملة

الفصل 11 : تثبت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري من احترام وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري الوطني والموقع الإلكترونية التابعة لها لقواعد وشروط الحملة.

كما تثبت من احترام القائمات المترشحة أو المرشحين أو الأحزاب لتجحير الدعاية الانتخابية في وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري الأجنبية غير الخاضعة للقانون التونسي والتي تبث في اتجاه الجمهور التونسي.

تعلم الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري الهيئة بجميع الخروقات التي ترصدها والمرتكبة من القائمات المترشحة أو المرشحين أو الأحزاب والقرارات المتخذة من قبلها في ظرف 24 ساعة من اتخاذها.

الفصل 12 : تعهد الهيئة بمراقبة تغطية وسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية للحملة بصفة تلقائية أو بناءً على شكايات تقدم إليها.

الفصل 13 : في حالة انتهاء وسيلة إعلام مكتوبة أو إلكترونية لواجب الحياد، توجه الهيئة إشعاراً إلى رئيسها لاتخاذ التدابير اللازمة لضمان احترام واجب

ويحظر عليها القيام بالإشهار السياسي المقصّع من خلال الدعاية والترويج لقائمة مرشحة أو لمرشح أو لحزب.

الفصل 6 : يحظر الإعلان بوسائل الإعلام سواء خلال فترة ما قبل الحملة أو خلال الحملة وفترة الصمت الانتخابي، عن تخصيص رقم هاتف مجاني أو موزع صوتي أو مركز نداء لفائدة مرشح أو قائمة مرشحة أو حزب.

الفصل 7 : يحظر خلال الحملة وفترة الصمت بث ونشر وسائل الإعلام لنتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها.

الفصل 8 : خلال فترة الصمت الانتخابي، يحظر على وسائل الإعلام كل أشكال التغطية الإعلامية التي تؤدي إلى الدعاية الانتخابية للمرشحين أو القائمات المرشحة أو الأحزاب، ويحظر عليها كل إعلان جزئي أو نهائي عن نتائج الانتخابات قبل غلق آخر مكتب اقتراع.

الباب الثالث : القواعد العامة المتعلقة بوسائل الإعلام العمومية

الفصل 9 : تلتزم وسائل الإعلام العمومية باحترام الحق في الن阴道 إلىها على أساس الإنصاف بين جميع القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب خلال الحملة. ويكون ذلك بتوفير:

- تغطية القائمات المرشحة في الانتخابات التشريعية تكون متناسبة مع عدد قائماتها المرشحة،

- تغطية متساوية للمرشحين للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية،

- تغطية متساوية للمرشحين الحائزين على أعلى الأصوات بعد الإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية وإلى حين بدء فترة الصمت الانتخابي للدورة الثانية،

- تغطية متساوية للأحزاب المشاركة في الاستفتاء.

- تغطية متساوية للمرشحين الحائزين على أعلى الأصوات بعد النتائج الأولية

لترشح أو لحزب في حملة الاستفتاء، وتجنب كل ما من شأنه أن يؤثر على إرادة الناخبين.

الإشهار السياسي: كل عملية إشهار أو دعاية بمقابل مادي أو مجاناً تعتمد أساليب وتقنيات التسويق التجاري، موجهة للعموم، وتهدف إلى الترويج لشخص أو لوقف أو لبرنامج أو لحزب سياسي، بغرض استعمال الناخبين أو التأثير في سلوكهم و اختيارتهم عبر وسائل الإعلام السمعية أو البصرية أو المكتوبة أو الإلكترونية، أو عبر وسائل إشهارية ثابتة أو متنقلة، مركزة بالأماكن أو الوسائل العمومية أو الخاصة.

الباب الثاني : القواعد العامة المتعلقة بوسائل الإعلام

الفصل 3 : تتمتع وسائل الإعلام بحرية تغطية الحملة والحق في الن阴道 إلى المعلومة من المصادر الرسمية الانتخابية، ويتم ذلك في إطار احترام التشريع الجاري به العمل.

الفصل 4 : يتعين على وسائل الإعلام خلال الحملة:

- التزام الحياد،

- احترام مبدأ المساواة وضمان تكافؤ الفرص بين المرشحين،

- احترام الحرمة الجسدية للمرشحين والناخبين وأعراضهم وكرامتهم،

- عدم المساس بحرمة الحياة الخاصة للمرشحين ومعطياتهم الشخصية،

- عدم الدعاوة إلى الكراهية والعنف والتعصب والتمييز على أساس الدين أو العرق أو الجهة أو الجنس،

- احترام قواعد وأخلاقيات المهنة، خاصة فيما يتعلق بصحافة الأخبار والمعلومات، وبيان جملة المعطيات الضرورية لفهم الحدث، وبالتفقة شكلاً ومضموناً بين الخبر والمعلومة من جهة، والرأي من جهة أخرى.

الفصل 5 : يحظر على وسائل الإعلام سواء خلال فترة ما قبل الحملة أو خلال الحملة وفترة الصمت الانتخابي، القيام بالإشهار السياسي باستثناء الإعلانات الإشهارية في الصحف الحزبية.

الباب الأول : أحكام عامة

الفصل الأول : يضبط هذا القرار القواعد والشروط العامة التي يتعين على وسائل الإعلام التقيد بها خلال الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء.

وتضبط الهيئة بقرار قواعد الحملة الخاصة بوسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية.

وتخضع الحملة بوسائل الإعلام السمعي والبصري والموقع الإلكترونية التابعة لها إلى القرار المشترك بين الهيئة العليا المستقلة للانتخابات والهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري.

الفصل 2 : يقصد بالصطلاحات التالية على معنى هذا القرار:

الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الهيئات الفرعية: الهيئات التي يمكن أن يحدثها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تبنيه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

القائمة المترشحة أو المرشح أو الحزب: القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية والمرشح في الانتخابات الرئاسية والحزب في الاستفتاء

وسائل الإعلام الوطنية: كل وسيلة إعلام تُنجز بالجمهورية التونسية أو تُبث منها أو تصدر بها أو تخضع للقانون التونسي سواء كانت عمومية أو خاصة أو جماعية أو حزبية.

وسائل الإعلام العمومية: كل وسيلة إعلام تابعة للدولة أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو غيرها من الذوات المعنوية العمومية.

الحملة: مجموع الأنشطة التي يقوم بها المرشحون أو القائمات المترشحة أو مساندوهم أو الأحزاب خلال الفترة المحددة قانوناً للتعریف بالبرنامج الانتخابي أو البرنامج المتعلق بالاستفتاء باعتماد مختلف وسائل الدعاية والأساليب المتاحة قانوناً قصد حث الناخبيين على التصويت لفائدة يوم الاقتراع.

الحياد: التعامل بموضوعية ونزاهة مع كافة المرشحين وعدم الانحياز إلى أي قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب أو تعطيل الحملة الانتخابية لقائمة مرشحة أو

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 25 لسنة 2014 بتاريخ 08 سبتمبر 2014 يتعلق بضبط القواعد والشروط العامة التي يتعين على وسائل الإعلام التقيد بها خلال الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء³⁴.

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات، بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 6 و15 و23 و24 و31 و34 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 والمتصل بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نفحته وتممت، وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتصل بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نفحته وتممت،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 والمتصل بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفقرة الأولى من الفصل 67 منه،

وعلى المرسوم عدد 115 لسنة 2014 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 والمتصل بحرية الصحافة والطباعة والنشر، وعلى المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 والمتصل بحرية الاتصال السمعي والبصري وبإحداث هيئة عليا مستقلة للاتصال السمعي والبصري،

وبعد التشاور مع الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي،

وبعد التداول قرر ما يلي:

³⁴ الرائد الرسمي عدد 78 المؤرخ في 26 سبتمبر 2014، ص. 2690.

الفصل 39 : يترتب عن مخالفة تحجير بث ونشر نتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها خلال الحملة تسليط خطية مالية من 20 ألف دينار إلى 50 ألف دينار طبق الفصل 156 من القانون الانتخابي.

الفصل 40 : يترتب عن مخالفة تحجير تقديم تبرعات نقدية أو عينية قصد التأثير على الناخب أو لحمله على الإمساك عن التصويت عقوبة بالسجن من ستة أشهر إلى ثلاث سنوات وخطية مالية من ألف إلى 3 آلاف دينار طبق الفصل 161 من القانون الانتخابي.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة ويُنفذ حالا.

تونس في 15 سبتمبر 2014

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

إذا تبيّن لها أن مخالفتهم لقواعد الفترة الانتخابية أثّرت على نتائج الانتخابات بصفة جوهرية وحاسمة.

الفصل 32 : يترتب عن مخالفة تحجير استعمال علم الجمهورية التونسية أو شعارها في المعلمات الانتخابية وال المتعلقة بالاستفتاء تسليط خطية مالية من خمسمائة دينار إلى ألف دينار طبق الفصل 150 من القانون الانتخابي.

الفصل 33 : يترتب عن مخالفة تحجير تعليق المعلمات الانتخابية خارج الأماكن المخصصة لها أو إزالة المعلمات أو تمزيقها أو تعطيلها أو تشويهها أو جعل قرائتها غير ممكنة بأي طريقة كانت أو بشكل يؤول إلى تغيير محتواها تسليط خطية مالية من خمسمائة دينار إلى ألف دينار طبق الفصل 150 من القانون الانتخابي.

الفصل 34 : يترتب عن مخالفة تحجير الإعلان عن تخصيص رقم هاتف مجاني بوسائل الإعلام أو موزع صوتي أو مركز نداء لفائدة مرشح أو قائمة مرشحة أو حزب تسليط خطية مالية قدرها 3 آلاف دينار طبق الفصل 152 من القانون الانتخابي.

الفصل 35 : يترتب عن مخالفة تحجير توزيع وثائق أو نشر شعارات أو خطابات متعلقة بالدعاية الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء بالإدارة والمؤسسات والمنشآت العمومية والمؤسسات الخاصة غير المفتوحة للعموم تسليط خطية مالية من ألفين إلى خمسة آلاف دينار طبق الفصل 153 من القانون الانتخابي.

الفصل 36 : يترتب عن مخالفة تحجير الدعاية الانتخابية بمختلف أشكالها بالمؤسسات التربوية والجامعية والتكوينية ويدور العبادة تسليط خطية مالية من ألفين إلى خمسة آلاف دينار طبق الفصل 153 من القانون الانتخابي.

الفصل 37 : يترتب عن مخالفة تحجير الإشهار السياسي خلال فترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء باستثناء الإعلانات الإشهارية للصحف الحزبية، واستعمال الوسائل الإشهارية من المرشحين للانتخابات الرئاسية أثناء الحملة، تسليط خطية مالية من 5 آلاف إلى 10 آلاف دينار طبق الفصل 154 من القانون الانتخابي.

الفصل 38 : يترتب عن مخالفة تحجير جميع أشكال الدعاية خلال فترة الصمت الانتخابي تسليط خطية مالية من 3 آلاف دينار إلى 20 ألف دينار طبق الفصل 155 من القانون الانتخابي.

- هوية الأعوان المحرّرين وصفتهم وإمضاءاتهم وختم الهيئة الفرعية المعنية.
ويمكن للهيئة القيام بابحاث أو تحريات تكميلية عند الاقتضاء.

الفصل 29 : في حالة ثبوت قيام قائمة مترشحة بمخالفة، تتولى الهيئة الفرعية التنبيه عليها باحترام الضوابط الواردة بهذا القرار، وذلك بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً مصحوباً بنسخة من المحضر، وتم إخالة نسخة منه إلى الهيئة.
تُعلم الهيئة الفرعية مجلس الهيئة بالمخالفات المرتكبة من المترشحين أو الأحزاب، وفي حالة ثبوتها، تتولى الهيئة التنبيه عليهم بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً.
وفي كل الحالات، تتخذ الهيئة الفرعية التدابير والإجراءات الكفيلة بوضع حدّ فوري للمخالفات في النطاق الترابي الراجع لها بالنظر، ويمكنها في هذا الصدد خاصةً:

- حجز الإعلانات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء، ويتم في هذه الحالة تحرير محضر حجز يتضمن وجوباً سبب الحجز وتاريخه ومكان وقوعه واسم المخالف إن كان معلوماً ووصف المحجوز واسم وصفة العون الذي تولى تحرير محضر الحجز وإمضاءه وختم الهيئة الفرعية المعنية.

- فض الاجتماعات والاستعراضات والمواكب والتجمعات بالاستعانة بالقوة العامة عند الاقتضاء،

- إنذار القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب لإزالة أي معلومات أو وسائل إشهارية غير قانونية.

وإذا لم تتم الإزالة خلال 24 ساعة من توجيه الإنذار يمكن أن يتم ذلك على حساب القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب بالاستعانة بالسلط الجهوية والمحلية ذات النظر.

الفصل 30 : تعلم الهيئة النيابة العمومية المختصة ترابياً حالاً عند الاشتباه في ارتكاب جريمة انتخابية.

الباب السادس : العقوبات

الفصل 31 : يمكن للهيئة بقرار معلّٰـ أن تلغى نتائج الفائزين في الانتخابات

ويخضع أعون المراقبة للواجبات التالية:

- التقيد بالتشريع الجاري به العمل وخاصةً القانون الانتخابي ومدونة السلوك الخاصة بهم وقواعد تنظيم الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء وإجراءاتها وقواعد تمويلها والضوابط والتعليمات الصادرة عن الهيئة،
- الحياد والمحافظة على السر المهني وواجب التحفظ،
- احترام حرمة الحياة الخاصة للمترشحين ومعطياتهم الشخصية،
- احترام الحرمة الجسدية للمترشحين وأعراضهم وكرامتهم،
- المساواة بين القائمات المترشحة أو المترشحين أو الأحزاب،
- متابعة حلقات التكوين التي تنظمها الهيئة،
- الالتزام بالظهور اللائق وحسن التعامل مع كافة الأطراف المتدخلة في المسار الانتخابي.

الفصل 28 : يتولى أعون المراقبة معاينة المخالفات وتضمينها بمحضر يكون مرفقاً بكلة الوثائق والمؤيدات ويرفع فوراً إلى الهيئات الفرعية المختصة ترابياً، ويرسم بصفة مرقمة ومتسلسلة بسجل خاص تمسكه الهيئة الفرعية.

تتمتع المحاضر التي يحررها أعون المراقبة بالحجية وفق أحكام الفصل 155 من مجلة الإجراءات الجزائية، وتكون معتمدة بخصوص صحة المعاينات المادية المبينة بها وما تم تلقيه من تصريحات وشهادات.

وتعتمد الاعترافات والتصريحات المسجلة بالمحاضر ما لم يثبت خلاف ذلك على معنى الفصل 154 من مجلة الإجراءات الجزائية.

ويتضمن المحضر وجوباً البيانات التالية:

- تاريخ المحضر و ساعته و مكانه،
- اسم القائمة المترشحة أو العضو المترشح عنها أو المترشح أو الحزب،
- أعضاء مكتب الاجتماع العمومي أو الاستعراض أو الموكب أو التجمع،
- المعاينات المجرأ والمعلومات والتصريحات المتحصل عليها، والمخالفات إن وجدت،
- إمضاء الأشخاص الذين تم تلقي تصريحاتهم أو التنصيص على امتناعهم عن الإمضاء،

الإشهارية الثابتة أو المتنقلة وفق الشروط التالية:

- احترام أحكام القانون عدد 12 لسنة 2009 المؤرخ في 2 مارس 2009 والمتعلق بالإشهار بالملك العمومي للطرقات وبالأملاك العقارية المجاورة له التابعة للأشخاص، والأمر عدد 261 لسنة 2010 المؤرخ في 15 فيفري 2010 والمتعلق بضبط شروط وإجراءات الترخيص في الإشهار بالملك العمومي للطرقات وبالأملاك العقارية المجاورة له التابعة للأشخاص،
- عدم استعمال علم الجمهورية التونسية أو شعارها،
- إزالة الوسائل الإشهارية قبل فترة الصمت.
- ويُحْجَر على الغير استعمال الوسائل الإشهارية لفائدة المرشحين بمقابل أو دونه.

الباب الخامس : مراقبة الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء

الفصل 24 : تعهد الهيئة من تلقاء نفسها أو بطلب من أي جهة كانت بمراقبة احترام القائمة المرشحة أو المرشح أو الحزب لمبادئ الحملة والقواعد والإجراءات المنظمة لها.

الفصل 25 : تنتدب الهيئة أعوانا على أساس الحياد والاستقلالية والكفاءة وتتكلفهم بمعاينة المخالفات ورفعها وبيوّدون أمام قاضي الناحية المختص ترابياً اليمين التالية: "أقسم بالله العظيم أن أقوم بمهامي بكل إخلاص وحياد واستقلالية، وأتعهد بالسهر على ضمان نزاهة العملية الانتخابية".

الفصل 26 : يعيّن أعوان المراقبة المحلفون بتكييف من الهيئة المخالفات لقواعد الحملة، ولهم صفة مأموري الضابطة العدلية على معنى أحكام الفقرة 6 من الفصل 10 من مجلة الإجراءات الجزائية، ويتوّلوا في حدود اختصاصهم تحرير التقارير والمحاضر في حالة عدم احترام القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب لهذه القواعد.

الفصل 27 : يتمتع أعوان المراقبة بالحماية القانونية المخولة للموظف العمومي أثناء أدائهم لمهامهم، ولهم الحق في حضور كافة الأنشطة الانتخابية التي تنظمها القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب طيلة الحملة.

تتولى الإدارة الفرعية مسك دفتر خاص تسجل فيه التنصيصات الواردة في الإعلام بالمجتمع العمومي الانتخابي.

الفصل 20 : يتكون مكتب الاجتماع من شخصين على الأقل يشترط فيهما صفة الناخب، وتخيارهما القائمة المرشحة أو المرشح أو الحزب.

يتولى مكتب الاجتماع حفظ النظام والحرص على حسن سيره ومنع كل خطاب:
- من شأنه النيل من النظام العام والأداب العامة،

- يتضمّن التحرير على عمل يوصف بجنائية أو جنحة،

- يدعو إلى الكراهية أو العنف أو التعصب أو التمييز على أساس الدين أو العرق أو الجهة أو الجنس،

- ينال من الحرمة الجسدية للمترشحين والناخبين وأعراضهم وكرامتهم،

- يمسّ بحرمة الحياة الخاصة للمترشحين ومعطياتهم الشخصية.

وينسحب هذا المنع على المتدخلين والحاضرين.

الفصل 21 : يتولى أعيان الهيئة المكلفين بمراقبة الحملة إعداد تقارير دورية عن الاجتماعات العمومية، وتتضمن خاصةً تاريخ ومكان الاجتماع، والعدد التقريري للحضور، ووصف مختصر للنفقات المبذولة.

وفي حالة معاينة مخالفات متعلقة بالحملة، يحرر عن المراقبة محضراً في الغرض يرفقه إلى الهيئة الفرعية للانتخابات المختصة ترابياً.

الباب الرابع : وسائل أخرى للدعاية

الفصل 22 : يخول للصحف الحزبية القيام بالدعاية خلال الحملة في شكل إعلانات إشهار لفائدة الحزب التي هي ناطقة باسمه أو المرشحين أو القائمات الحزبية أو الائتلافية المرشحة باسم الحزب.

يُشترط في هذه الحالة أن يتم تقديم الإشهار في شكل بارز يميّزه عن بقية الأخبار والمقالات، وأن تسبقه أو تعقبه عبارة "إشهار" أو "إعلان" أو "بلاغ".

الفصل 23 : يمكن للمرشح في الانتخابات الرئاسية استعمال الوسائل

الباب الثاني : المعلقات

تعليقها في المكان المخصص لها أو تمزيقها أو تغطيتها أو تشويهها أو جعل قرائتها غير ممكنة بأي طريقة كانت أو بشكل يؤول إلى تغيير محتواها.

ولا يجوز لأي قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب، أن يستعمل أو يجيز للغير استعمال الأماكن المخصصة لوضع المعلقات لأغراض غير انتخابية أو التنازل لغيره عن الأماكن المخصصة له.

ويحظر شراء أماكن للتعليق من المؤسسات الإشهارية، ولا ينسحب هذا التحديد على المرشحين للانتخابات الرئاسية.

الباب الثالث : أنشطة الحملة

الفصل 18 : تمسك كل قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب سجلًا تضمن فيه قائمة الأنشطة والظاهرات والملتقيات والاجتماعات والاستعراضات والمواکب والتجمعات الانتخابية التي تنظمها.

يكون السجل مرقماً ومؤشراً عليه مسبقاً من الهيئة في مقرّها المركزي بالنسبة إلى المرشحين للانتخابات الرئاسية والأحزاب في الاستفتاء، ومن الهيئة الفرعية بالنسبة إلى القائمات المرشحة للانتخابات التشريعية.

يتضمن السجل وجوباً عنوان النشاط ووصف مختصر له وتاريخ ومكان انعقاده وتوقيته.

الفصل 19 : يجب إعلام الهيئة بالاجتماعات أو الاستعراضات أو المواکب أو التجمعات الانتخابية كتابياً قبل انعقادها بب يومين على الأقل، ويتحتمن الإعلام خاصة تاريخ الاجتماع وتوقيته ومكانه واسم واقب وعنوان كل عضو من أعضاء مكتب الاجتماع العمومي أو الاستعراض أو الموكب أو التجمّع.

يصدر الإعلام وجوباً عن أحد أعضاء القائمة المرشحة أو ممثل المرشح أو ممثل عن الحزب، ويقدم بأي وسيلة ترك أثراً كتابياً إلى مقر الهيئة الفرعية في الدائرة الانتخابية التي ترشحت فيها القائمة للانتخابات التشريعية، أو التي يعقد فيها النشاط الانتخابي بالنسبة إلى المرشحين للانتخابات الرئاسية أو الأحزاب في الاستفتاء.

الفصل 13 : تتولى الإدارة الفرعية تحت إشراف الهيئة الفرعية بالتنسيق مع البلديات والمعتمديات تحديد الأماكن التي ستخصص لتعليق المعلقات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء، مع تقسيمها إلى مساحات متساوية ومتطابقة مع عدد القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب.

وتضبط الإدارة الفرعية بالخارج تحت إشراف الهيئة الفرعية بالتعاون مع القنصليات والبعثات الدبلوماسية أماكن التعليق في حدود ما تسمح به الدول الضيفة وضمن الإمكانيات المتاحة للهيئة.

الفصل 14 : تتولى الهيئة استدعاء ممثلي الأحزاب أو المرشحين أو القائمات المقبولة نهائياً في أجل خمسة أيام على الأقل قبل انطلاق الحملة قصد إجراء القرعة بينها لتحديد ترتيب كل قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب بمختلف الأماكن المخصصة للتعليق، وتحرر الهيئة محضراً في الغرض.

وتتولى الهيئة إجراء القرعة بالنسبة إلى المرشحين في الانتخابات الرئاسية والأحزاب المشاركة في الاستفتاء، وتتولى الهيئات الفرعية هذه العملية بالنسبة إلى القائمات المرشحة في الانتخابات التشريعية.

الفصل 15 : تقدم القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب نظيرين من المعلقات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء لدى الهيئة الفرعية المعنية للتأشير عليها، وتحتفظ الهيئة بأخذها.

يجب أن لا يتعدى حجم المعلقات $29,7 \times 42$ سم. وللهيئة أن تحدّد حجماً آخر تعلن عنه بموقعها الإلكتروني شهراً على الأقل قبل بدء الحملة. تتم طباعة المعلقات وتعليقها بالأماكن المخصصة لها من القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب.

الفصل 16 : يحظر استعمال علم الجمهورية التونسية أو شعارها في المعلقات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء.

الفصل 17 : يتعين التقيد بالمساحات المخصصة لنشر المعلقات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء، ويحظر كل تعليق خارج هذه الأماكن أو في الأماكن المخصصة لباقي القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب، كما يحظر إزالة معلقة تم

التربيوية والجامعة والتكتوينية والمؤسسات الاستشفائية ومؤسسات الرعاية والإحاطة الاجتماعية والمؤسسات الخاصة غير المفتوحة للعموم، بما في ذلك عقد الاجتماعات والتجمعات أو توزيع الإعلانات أو الوثائق أو نشر الشعارات أو إلقاء الخطب أو المحاضرات أو الخطابات الانتخابية مهما كان شكلها أو طبيعتها.

يمكن توسيع الفضاءات التابعة للإدارة والمؤسسات والمنشآت العمومية المخصصة للنشاطات العامة لإقامة أنشطة الدعاية الانتخابية أو دعاية الاستفتاء، على أن يكون توسيعها متاحاً لجميع المرشحين أو القائمات أو الأحزاب على أساس المساواة وتكافؤ الفرص.

الفصل 7 : يحظر الإشهار السياسي خلال الحملة باستثناء الإعلانات الإشهارية للصحف الحزبية، واستعمال الوسائل الإشهارية من المرشحين للانتخابات الرئاسية.

وينطبق هذا التحجير على فترة ما قبل الحملة وفترة الصمت.

الفصل 8 : يحظر خلال الحملة الإعلان بوسائل الإعلام المكتوبة أو السمعية أو البصرية أو الإلكترونية عن تخصيص رقم هاتف مجاني أو موزع صوتي أو مركز نداء لفائدة مرشح أو قائمة مرشحة أو حزب.

وينطبق هذا التحجير على فترة ما قبل الحملة وفترة الصمت.

الفصل 9 : يحظر خلال الحملة وفترة الصمت بث ونشر نتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها.

إلى حين صدور قانون ينظم سبر الآراء، ينطبق هذا التحجير على كامل الفترة الانتخابية.

الفصل 10 : يحظر تقديم تبرعات نقدية أو عينية قصد التأثير على الناخب أو حمله على الإمساك عن التصويت.

الفصل 11 : يحظر خلال فترة الصمت الانتخابي على القائمات المرشحة والمترشحين والأحزاب إدراج أو نشر دعاية انتخابية جديدة على الموقع والصفحات الإلكترونية التابعة لها.

الفصل 12 : يتعين على القائمات المرشحة والمترشحين والأحزاب إعلام الهيئة بالموقع والصفحات الإلكترونية المخصصة لحملتهم الانتخابية.

الحادي: التعامل بموضوعية ونزاهة مع كافة المرشحين وعدم الانحياز إلى أي قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب أو تعطيل الحملة الانتخابية لقائمة مرشحة أو لمترشح أو لحزب في حملة الاستفتاء، وتجنب ما من شأنه أن يؤثر على إرادة الناخبين.

الفصل 3 : تفتح الحملة قبل يوم الاقتراع باثنين وعشرين يوماً، وفي حالة تنظيم دورة ثانية للانتخابات الرئاسية، تبدأ الحملة الانتخابية في اليوم الموالي للإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى.

وتنتهي الحملة في كل الحالات أربعاً وعشرين ساعة قبل يوم الاقتراع.

الفصل 4 : يتعين خلال الحملة احترام المبادئ التالية:

- حياد الإدارة وأماكن العبادة،

- حياد وسائل الإعلام الوطنية،

- شفافية الحملة من حيث مصادر تمويلها وطرق صرف الأموال المرصودة لها.

- المساواة وتكافؤ الفرص بين جميع المرشحين،

- احترام الحرمة الجسدية للمرشحين والناخبين وأعراضهم وكرامتهم،

- عدم المساس بحرمة الحياة الخاصة للمرشحين ومعطياتهم الشخصية.

- عدم الدعوة إلى الكراهية والعنف والتعصب والتمييز،

- عدم تضمين الدعاية الانتخابية معلومات خاطئة من شأنها تضليل الناخبين.

وتسرى كافة المبادئ المنظمة للحملة على الواقع والوسائل الإلكترونية.

الفصل 5 : تلتزم الإدارة بالتعامل بموضوعية ونزاهة مع كافة المرشحين والقائمات والأحزاب، وبعد الانحياز لفائدة أي مرشح أو قائمة أو حزب أو تعطيل حملتهم الانتخابية. كما تمنع عن استعمال الوسائل والمواد العمومية لفائدة أي منهم، وتلتزم بتجنب كل سلوك من شأنه أن يؤثر على إرادة الناخبين.

ولا يُعد تأثيراً على إرادة الناخبين حثّهم على المشاركة في التسجيل أو الانتخابات أو الاستفتاء دون توجيههم لاختيار مرشح أو قائمة معينة، أو دفعهم للتصويت في الاستفتاء.

الفصل 6 : تحظر الدعاية الانتخابية أو الدعاية المتعلقة بالاستفتاء بأي وسيلة كانت في الإدارة والمؤسسات والمنشآت العمومية ودور العبادة والمؤسسات

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 28 لسنة 2014 بتاريخ 15 سبتمبر 2014 يتعلق بضبط قواعد تنظيم الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء وإجراءاتها³³

الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.
الهيئات الفرعية: هيئات التي يمكن أن يحدها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تبنيه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

الإدارات الفرعية: الهياكل التابعة للجهاز التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات والتي تتولى تنفيذ المهام الموكولة إلى الهيئة في النطاق الترابي المحدد لها طبق قرارات مجلس الهيئة.

القائمة المترشحة والمرشح والحزب: القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية والمرشح في الانتخابات الرئاسية والحزب في الاستفتاء.

الحملة: مجموع الأنشطة التي يقوم بها المرشحون أو القائمات المترشحة أو مساندوهم أو الأحزاب خلال الفترة المحددة قانوناً للتعریف بالبرنامج الانتخابي أو البرنامج المتعلق بالاستفتاء باعتماد مختلف وسائل الدعاية والأساليب المتاحة قانوناً قصد حث الناخبين على التصويت لفائدة يوم الاقتراع.

فترة الصمت: المدة التي تضم يوم الصمت الانتخابي ويوم الاقتراع إلى حد غلق آخر مكتب اقتراع.

وسائل الدعاية: الإعلانات والاجتماعات العمومية والاستعراضات والمواكب والجمعيات والأنشطة الإعلانية بمختلف وسائل الإعلام السمعية والبصرية والمكتوبة والإلكترونية وغيرها من وسائل الدعاية الانتخابية أو الدعاية المتعلقة بالاستفتاء.

الإعلانات الانتخابية: الملعقات والمناشير والبرامج والإعلام بمواعيد الاجتماعات.

الإشهار السياسي: كل عملية إشهار أو دعاية بمقابل مادي أو مجاناً تعتمد أساليب وتقنيات التسويق التجاري، موجهة للعموم، وتهدف إلى الترويج لشخص أو لوقف أو لبرنامج أو لحزب سياسي، بعرض استمالة الناخبين أو التأثير في سلوكهم و اختيارتهم عبر وسائل الإعلام السمعية أو البصرية أو المكتوبة أو الإلكترونية، أو عبر وسائل إشهارية ثابتة أو متنقلة، مركزة بالأماكن أو الوسائل العمومية أو الخاصة.

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات، بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 6 و 15 و 16 و 31 و 34 و 126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 والتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممت، وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 والتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفصل 51 منه، وبعد التداول قرر ما يلي:

الباب الأول : أحكام عامة

الفصل الأول: يضبط هذا القرار قواعد تنظيم الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء وإجراءاتها. وتنطبق الأحكام الواردة في هذا القرار على الانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية والاستفتاء.

وتضيّط الهيئة بقرار القواعد والشروط العامة التي يتعيّن على وسائل الإعلام التقيد بها خلال الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء. كما تضيّط بقرار قواعد تمويل الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء وإجراءاته وطرقه.

الفصل 2 : يقصد بالمصطلحات التالية على معنى هذا القرار:

³³ الرائد الرسمي عدد 78 المؤرخ في 26 سبتمبر 2014، ص. 2699.

القسم الثالث : العقوبات الجزائية

الفصل 56 : طبقاً لأحكام الفصل 161 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه، يعاقب بالسجن من ستة أشهر إلى ثلاث سنوات وخطية مالية من ألف إلى 3 آلاف دينار، كل شخص تم ضبطه بقصد تقديم تبرعات نقدية أو عينية قصد التأثير على الناخب أو استعمل نفس الوسائل لحمل الناخب على الإمساك عن التصويت سواء كان ذلك قبل الاقتراع أو أثناءه أو بعده.

الفصل 57 : طبقاً لأحكام الفصل 163 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه، يعاقب المرشح لرئاسة الجمهورية الممتنع بالتمويل الأجنبي بالسجن لمدة خمس سنوات.

الفصل 58 : طبقاً لأحكام الفصل 166 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه، يمكن تسليط عقوبة تكميلية تقضي بالحرمان من الحق في الاقتراع لمدة لا تقل عن سنتين ولا تتعدي سنتين على مرتكب إحدى الجرائم الانتخابية التي سلطت عليه بمقتضاهما عقوبة بالسجن لمدة سنة أو أكثر.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 8 أوت 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

- في صورة تجاوز سقف الإنفاق الانتخابي بإحدى الدوائر الانتخابية، تسلط محكمة المحاسبات العقوبات التالية:

- عقوبة مالية تساوي المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز في حدود 10%،
- عقوبة مالية تساوي عشرة أضعاف قيمة المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز بأكثر من 10% وإلى حد 30%，
- عقوبة مالية تساوي عشرين ضعفاً لقيمة المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز بأكثر من 30% وإلى حد 75%，
- عقوبة مالية تساوي خمسة وعشرين ضعفاً لقيمة المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز بأكثر من 75%.

- عقوبة مالية تتراوح بين خمسمائة دينار وألفين وخمسمائة دينار على المرشحين أو القائمات المرشحة أو الأحزاب السياسية التي تعمد إلى عرقلة أعمالها بالتأخير في مدّها بالوثائق المطلوبة لإنجاز الأعمال الرقابية الموكولة لها.

- عقوبة مالية تتراوح بين ألف دينار وخمسة آلاف دينار على المرشحين أو القائمات المرشحة أو الأحزاب السياسية التي تخالف الأحكام الواردة بالفصل 78 وإلى 86 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه.

الفصل 54 : مع مراعاة مقتضيات الفصل 80 من القانون عدد 16 لسنة 2014، إذا ثبت لمحكمة المحاسبات أنّ المرشح أو القائمة قد تحصلت على تمويل أجنبي لحملتها الانتخابية فإنّها تحكم بإلزامها بدفع خطية مالية تتراوح بين عشرة أضعاف وخمسين ضعفاً لقدر قيمة التمويل الأجنبي.

الفصل 55 : تسلط هذه العقوبات المالية على الحزب المعني إن كانت المخالفة الموجبة للعقاب مرتكبة من قبل حزب سياسي وتسلط على أعضاء قائمة المرشحين بالتضامن فيما بينهم إن كانت المخالفة الموجبة للعقاب مرتكبة من قبل قائمة مرشحة.

الباب السادس : العقوبات

القسم الأول : العقوبات الانتخابية

الفصل 49 : يمكن للهيئة أن تلغى نتائج الفائزين في الانتخابات إذا ثبّن لها أن مخالفتهم لقواعد تمويل الحملة أثرت على نتائج الانتخابات بصفة جوهرية وحاسمة وتكون قرارات الهيئة معللة.

الفصل 50 : طبقاً لأحكام الفصل 98 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه، تصرّح محكمة المحاسبات بإسقاط عضوية كل عضو بمجلس نواب الشعب ترشّح عن قائمة لم تقم بإيداع الحساب المالي لديها أو تجاوزت سقف الإنفاق بأكثر من 75%.

الفصل 51 : طبقاً لأحكام الفصل 163 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه، يفقد أعضاء القائمة الممتنعة بالتمويل الأجنبي عضويتهم بمجلس نواب الشعب.

الفصل 52 : طبقاً لأحكام الفصل 163 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه، يُحرّم كل من تمت إدانته بالحصول على تمويل أجنبي لحملته الانتخابية من أعضاء قائمات مرشحة أو مرشحين من الترشّح في الانتخابات التشريعية والرئاسية المowالية.

القسم الثاني : العقوبات المالية

الفصل 53 : يترتب عن مخالفة القائمة المرشحة أو المرشح أو الحزب لقواعد تمويل الحملة، تسليط محكمة المحاسبات لإحدى العقوبات التالية:

- إذا لم يتم إيداع الحساب المالي، تتولى محكمة المحاسبات التنبيه على الجهة المخالفة وإمهالها مدة ثلاثة أيام. وفي صورة عدم إيداع الحساب خلال هذا الأجل، تقضي محكمة المحاسبات بتحميلها خطية تساوي خمسة وعشرين ضعفاً لسقف الإنفاق.

- إذا قررت محكمة المحاسبات رفض الحساب المالي، دون أن يكون قد تجاوز سقف الإنفاق، تقضي بتحميله خطية تساوي 10% من سقف الإنفاق.

- الالتزام بالملحق اللائق وحسن التعامل مع كافة الأطراف المتدخلة في المسار الانتخابي.

الفصل 47 : يتولى أعون المراقبة معاينة المخالفات وتضمّنها بمحضر يكون مرفقاً بكافة الوثائق والمؤيدات ويرفع فوراً إلى الهيئات الفرعية المتخصصة ترابياً، ويرسم بصفة مرقمة ومتسلسلة بسجل خاص تمسكه الهيئة الفرعية.

تتمتّع الحاضر التي يحرّرها أعون المراقبة بالحجية وفق أحكام الفصل 155 من مجلة الإجراءات الجزائية، وتكون معتمدة بخصوص صحة المعاينات المادية البينة بها.

وتعتبر الاعترافات والتصرّفات المسجلة بالحاضر المذكورة صحيحة ما لم يثبت خلاف ذلك على معنى الفصل 154 من مجلة الإجراءات الجزائية.

ويتضمن المحضر وجوباً البيانات التالية:

- تاريخ المحضر وساعته ومكانه،

- اسم القائمة المرشحة أو العضو المرشح عنها أو المرشح،

- أعضاء مكتب الاجتماع العمومي أو الاستعراض أو الموكب أو التجمع،

- المعاينات المجرأ والمعلومات والتصرّفات المتحصل عليها، والمخالفات إن وجدت،

- إمضاء الأشخاص الذين تم تلقي تصريحاتهم أو التنصيص على امتناعهم عن الإمضاء،

- هوية الأعوان المحرّرين وصفتهم وإمضاءاتهم وختم الهيئة الفرعية المعنية.

يمكن للهيئة القيام بأبحاث أو تحريات تكميلية عند الاقتضاء.

الفصل 48 : تمدّ القائمات المرشحة أو الحزب في الانتخابات التشريعية أو الترشح في الانتخابات الرئاسية الهيئة بالوثائق والمعطيات حول مصادر تمويلها والنفقات التي تعهدت بها أو قامت بدفعها أو استهلاكها خلال الحملة، وذلك في أجل أقصاه 24 ساعة من تاريخ توجيه الطلب.

الباب الخامس : الرقابة على صرف نفقات الحملة وطرق تمويلها

الفصل 43 : تتعهد الهيئة من تلقاء نفسها أو بطلب من أي جهة كانت، بمراقبة التزام القائمة المترشحة أو المرشح أو الحزب بقواعد تمويل الحملة ووسائلها. وتعمل على فرض احترامها بالتعاون مع مختلف الهيأك العومية.

الفصل 44 : تنتدب الهيئة أعوانا على أساس الحياد والاستقلالية والكفاءة وتتكلفهم بمعاينة المخالفات ورفعها ويؤدون أمام قاضي الناحية المختص ترايبا اليمين التالية: "أقسم بالله العظيم أن أقوم بمهامي بكل إخلاص وحياد واستقلالية، وأتعهد بالسهر على ضمان نزاهة العملية الانتخابية".

الفصل 45 : يعین أعوان المراقبة المحلفون، بتکليف من الهيئة، المخالفات لقواعد تمويل الحملة، ولهم صفة مأمور الضابطة العدلية على معنى أحكام الفقرة 6 من الفصل 10 من مجلة الإجراءات الجزائية، ويتولون في حدود اختصاصهم تحرير التقارير والمحاضر في حالة عدم احترام القائمات المترشحة أو الأحزاب في الانتخابات التشريعية أو المرشحين في الانتخابات الرئاسية لهذه القواعد.

الفصل 46 : يتمتع أعوان المراقبة بالحماية القانونية المخولة للموظف العمومي أثناء أدائهم لمهامهم، ولهم الحق في حضور كافة الأنشطة الانتخابية التي تنظمها القائمات المترشحة أو المرشحين طيلة الحملة.

ويخضع أعوان المراقبة المحلفين التابعين للهيئة للواجبات التالية:

- التقىد بالتشريع الجاري به العمل وخاصة القانون الانتخابي ومدونة السلوك الخاصة بهم وقواعد تنظيم الحملة الانتخابية وإجراءاتها وقواعد تمويلها والضوابط والتعليمات الصادرة عن الهيئة،

- الحياد والمحافظة على السر المهني وواجب التحفظ،
- احترام حرمة الحياة الخاصة للمترشحين ومعطياتهم الشخصية،
- احترام الحرمة الجسدية للمترشحين وأعراضهم وكرامتهم،
- المساواة بين القائمات المترشحة أو المرشحين أو الأحزاب،
- متابعة حلقات التكوين التي تنظمها الهيئة،

الفصل 37 : لا تكتسي النفقه صبغة انتخابية إلا إذا تم التعهد بها خلال الفترة الانتخابية، وتم دفعها أو استهلاكها في الدائرة الانتخابية المعنية إذا تعلق الأمر بالانتخابات التشريعية، وكانت تهدف لنيل ثقة الناخب والحصول على صوته.

الفصل 38 : تعتبر نفقه غير مشروعة كل إنفاق يتخذ شكل هبة أو هدية أو منحة نقدية أو عينية أو دعائية أو نحوها يكون موضوعه:

- مخالفة أو جنحة أو جناية،
- شراء أصوات الناخبين،
- القيام بإشهار سياسي مع مراعاة أحكام الفصل 57 من القانون عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه،
- القيام بدعاية غير مشروعة وفقا للتشريع الانتخابي.

وتحتسب النفقه غير مشروعة في سقف الإنفاق الانتخابي.

الفصل 39 : يمنع على كل قائمة أو مرشح تجاوز سقف الإنفاق الانتخابي.

القسم الخامس : حسابية الحملة

الفصل 40 : تمسك كل قائمة مترشحة أو مرشح حسابية للحملة تسجّل بها كافة العمليات المالية المتعلقة بالحملة قبضاً وصرفًا.

الفصل 41 : يتعين على الحزب الذي يقدم أكثر من قائمة مترشحة والائلاف الذي يقدم أكثر من قائمة مترشحة مسک حسابية تأليفية جامعة لكل العمليات المالية المنجزة في مختلف الدوائر الانتخابية التي قدم فيها قائمات.

الفصل 42 : يتعين على كافة القائمات المترشحة والمترشحين اعتماد النماذج التي تضعها الهيئة على ذمتهم، وهي:

- نموذج التصريح بمعرف الحساب البنكي الوحيد وبهوية الوكيل،
- نموذج قائمة الأنشطة والتظاهرات واللتقيات المنجزة،
- نموذج سجل الدخائل العينية والمداخيل المالية والنفقات،
- نموذج عرض الحساب المالي.

يتولى الوكيل، عند تلقي القائمة المترشحة أو المترشح لموارد مالية في إطار التمويل الذاتي أو الخاص، تقييد ذلك في السجل المخصص للغرض وتسليم وصل ممضى من قبله يكون مقطعاً من دفتر الوصولات.

ويقوم الوكيل بتنزيل المبالغ النقدية أو الشيكات في الحساب البنكي الوحيد الخاص بالحملة وتقييد العملية في السجل المخصص لذلك.

ويحتفظ الوكيل بجذادات دفتر الوصولات لإيداعه مع مؤيدات الحساب المالي.

الفرع الثاني : قبض الموارد العينية

الفصل 33 : تمسك كل قائمة مترشحة أو مترشح دفتر وصولات لتلقي التبرعات العينية مرقم ومحظوم من طرف الهيئة مضمون به الاسم الكامل للمتبرع وعد بطاقة تعريفه الوطنية وموضع المساهمة العينية وتقدير لقيمتها المالية.

الفصل 34 : يتولى الوكيل، عند تلقي القائمة المترشحة أو المترشح، موارد عينية، في إطار التمويل الذاتي أو الخاص، تحديد قيمتها المالية وتقييدها في السجل المعدّ لذلك، مع بيان طبيعتها واسم ولقب وصفة الشخص الذي قدّمها وعد الوصل الممضى من قبله والذي يقطع من دفتر الوصولات ذو جذادات ومرقم بصفة مسبقة.

القسم الرابع : النفقات الانتخابية

الفصل 35 : تتجزء النفقات الانتخابية المتعلقة بالحملة بناء على وثائق إثبات أصلية ذات مصداقية وطبقاً للترتيب الجاري بها العمل.

وفي كل الحالات يجب إثبات الصرف الفعلى لكل نفقة انتخابية.

الفصل 36 : يتم تسديد المصاريف الانتخابية بواسطة شيكات أو تحويلات بنكية إذا تجاوزت قيمتها خمسمئة دينار للفترة الواحدة. ولا يمكن تجزئة هذه المصاريف لكي لا تتجاوز القيمة المذكورة.

- مسک دفتر وصولات التبرعات العينية،
 - مسک قائمة الأنشطة والتظاهرات واللتقيات المنجزة مؤشر عليها من الهيئة،
 - تسجيل كل الداخيل والنفقات في سجل خاص مرقم ومحظوم من الهيئة وذلك بصفة متسللة حسب تاريخ إنجازها دون ترك فراغ أو شطب أو تغيير مع التنصيص على مرجع وثيقة الإثبات،
 - اعداد قائمة تأليفية للمداخيل والمصاريف الانتخابية،
 - إعداد ومسک حسابية الحملة
 - إعداد الحساب المالي وفقاً للأنموذج المعهود من طرف الهيئة، والذي يتبع على كل قائمة أو مترشح إيداعه لدى الكتابة القارة لدائرة المحاسبات أولى كتابة إحدى هيئاتها المختصة ترابياً في الآجال القانونية،
 - توزيع المبالغ المتبقية بالحساب البنكي الوحيد وتصفيه الموارد العينية التي لم يتم استهلاكها.
- الفصل 29 :** يتولى الوكيل توزيع المبالغ المتبقية بالحساب البنكي الوحيد على أعضاء القائمة المترشحة والمترشح والحزن بحسب نسبة مساهمة كل واحد منهم وفي حدود لا تتجاوز التمويل الذاتي الفعلى الذي تم تقديمها من كل واحد منهم. ويرجع المبالغ المتبقية إلى الدولة بإيداعها لدى الخزينة العامة للجمهورية التونسية.
- الفصل 30 :** يتولى الوكيل تصفيه الموارد العينية غير المستهلكة وفق نفس القواعد.

القسم الثالث : إجراءات قبض الموارد

الفرع الأول : قبض الموارد المالية

- الفصل 31 :** يجب في كل الحالات تنزيل الموارد المالية المتأتية من التمويل الذاتي أو الخاص أو العمومي، فور قبضها، بالحساب البنكي الوحيد للحملة.
- الفصل 32 :** تمسك كل قائمة مترشحة أو مترشح دفتر وصولات ذي جذادات لتلقي التبرعات النقدية مرقم ومحظوم من الهيئة ومضمن به الاسم الكامل للمتبرع وعد بطاقة تعريفه الوطنية وقيمة المبلغ المتبرع به وطريقة دفعه نقداً أو بواسطة صك بنكي أو بريدي أو بتحويل بنكي.

الفرع الأول : إجراءات اختيار الوكيل

الفصل 25 : لا يمكن للوكيل أن يكون في الآن نفسه رئيس القائمة المترشحة أو المرشح.

ولا يمكن تعين نفس الوكيل لأكثر من قائمة مترشحة أو مرشح متنافسين في نفس الانتخابات.

وفي حالة اختيار الوكيل من بين أعضاء القائمة المترشحة لا تعتبر الأجرة التي يمكن أن يتلقاها مصاريف انتخابية، غير أنها تتحسب في سقف الإنفاق الانتخابي.

الفصل 26 : عند تغيير الوكيل لأي سبب، يتعين على القائمة المترشحة أو المرشح تعين وكيل جديد وفق نفس الشروط وإعلام الهيئة بذلك في أجل أقصاه 48 ساعة من تغييره.

الفرع الثاني : مهام الوكيل ومسؤوليته

الفصل 27 : يتحمل الوكيل مسؤولية كل عمليات القبض والصرف المنجزة من طرف القائمة المترشحة أو المرشح، وهو محمول على التحقق مما يلي:

- مصدر الموارد النقدية والعينية وشرعيتها،
- عدم تجاوز سقف التمويل المسموح به،
- الصبغة الانتخابية والمشروعية للنفقة المراد تسديدها،
- وجود وثائق إثبات أصلية وذات مصداقية متعلقة بالنفقة المراد تسديدها،
- عدم تجاوز سقف الإنفاق المسموح به.

الفصل 28 : يتولى الوكيل خاصة المهام التالية:

- مسک الحساب البنكي الوحد و التصرّف فيه،
- مسک دفتر الشيكات،
- مسک دفتر وصولات التبرعات النقدية،

- تمويل التونسيين بالخارج للمترشحين في الانتخابات الرئاسية سواء تعلق الأمر بتمويل ذاتي أو تمويل خاص.
ولا يعتبر تمويل التونسيين بالخارج للقائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية بالخارج تمويلاً أجنبياً.

الباب الرابع : إجراءات تمويل الحملة الانتخابية

القسم الأول: فتح الحساب البنكي الوحد

الفصل 20 : يتعين على كل قائمة مترشحة أو مرشح، فتح حساب بنكي وحيد خاص تنزل به كل الموارد النقدية المخصصة للحملة مهما كان مصدرها، ذاتياً أو خاصاً أو عمومياً، وتصرف منه جميع النفقات المتعلقة بها.

الفصل 21 : تضبط الهيئة بالتنسيق مع البنك المركزي التونسي إجراءات فتح الحساب الوحد وغلقه.

وبالنسبة إلى القائمات المترشحة بالخارج، عند تعذر فتح الحساب الوحد، تضبط الهيئة إجراءات وصيغ تحديد حساب موحد للحملة الانتخابية.

الفصل 22 : يحجر فتح أكثر من حساب بنكي لكل قائمة أو مرشح، ويتخذ البنك المركزي الإجراءات الكفيلة بفرض الالتزام بهذا التحريم.

الفصل 23 : تمدد كل قائمة مترشحة وكل مرشح الهيئة بمعرف الحساب البنكي الوحد وبهوية الوكيل طبقاً للمطبوعة التي تضعها الهيئة للغرض، وذلك في أجل أقصاه 48 ساعة من نشر القائمات المترشحة أو المرشحين المقبولين نهائياً.

القسم الثاني : الوكيل المالي

الفصل 24 : يعين رئيس كل قائمة مترشحة وكل مرشح وكيل للتصريح في الحساب المالي للحملة. ويعتبر الوكيل المخاطب الوحد للهيئة في كل ما يتعلق بالمسائل المالية والمحاسبية للحملة.

ويترتب عن عدم تعين وكيل مالي للحملة عدم قبول الحساب المالي.

القسم الرابع : التمويل غير المشروع

الفصل 17 : يحّرر تمويل الحملة بأموال يكون مصدرها:

- أجنبياً،
- مجهولاً،

- ذاتاً معنوية، عمومية أو خاصة، سواء كان نشاطها يكتسي صبغة تجارية أو يهدف إلى تحقيق مصلحة غير ربحية، ويستثنى من ذلك تمويل الأحزاب لقائماتها في الانتخابات التشريعية،
- متائياً من غسيل الأموال طبقاً للتشريع الجاري به العمل وصدر في شأنه حكماً جزائياً باتاً.

ويحّرر كل تمويل مقنعاً للحملة.

الفصل 18 : يعتبر تمويلاً مقنعاً توجيهه موارد عمومية أو خاصة، دون وجه قانوني، للترويج بصفة مباشرة أو غير مباشرة لقائمة مترشحة أو لمرشح أو لحزب. ويعتبر شكلًا من أشكال التمويل المقنع:
- استعمال الأعوان العموميون أو الوسائل والموارد العمومية في حملة القائمات المترشحة أو المرشحين،

- قيام الجمعيات بأنشطة لها علاقة بالترويج بصفة مباشرة أو غير مباشرة لقائمة مترشحة أو مرشح أو حزب أو المساهمة في تنظيمها.

الفصل 19: يعتبر تمويلاً أجنبياً الأموال النقدية أو العينية أو الدعائية المتأنية من:
- حكومات أجنبية،

- نوات معنوية أجنبية، عمومية أو خاصة، مهما كان نشاطها، حتى وإن كانت لها فروع في تونس،

- ذوات طبيعية أجنبية حتى وإن كانت مقيمة بتونس أو كان مصدر دخلها تونسياً وفقاً للتشريع الجبائي،

- الهبات أو الهدايا أو المنح التي يعتبر مصدرها أجنبياً وفق التشريع الجبائي مهما كانت جنسية المولى،

ويلزم بإرجاع كامل المنحة العمومية:

- كل قائمة تحصل على أقل من 3 بالمائة من الأصوات الممنوح بها على مستوى الدائرة الانتخابية ولم تفز بمقعد بمجلس نواب الشعب،
- كل مرشح تحصل على أقل من 3 بالمائة من الأصوات الممنوح بها على مستوى الوطني.

ويحرم من التمويل العمومي بالنسبة للانتخابات الموالية:

- كل قائمة مستقلة مترشحة، بنفس التركيبة، لم تقم بإرجاع كامل المنحة،
- جميع القائمات الحزبية المترشحة عن الحزب الذي لم تقم إحدى قائماته أو أكثر بإرجاع كامل المنحة،
- كل مرشح لم يقم بإرجاع كامل المنحة،
- كل قائمة أو مرشح لم يرجع المبالغ التي ثبت أنها لا تكتسي صبغة مصاريف انتخابية.

الفصل 14 : يتبع على كل قائمة مترشحة وكل مرشح إرجاع كامل المبلغ الذي لم يتم صرفه من المنحة العمومية أو تم بذلك في نفقات لا تكتسي صبغة مصاريف انتخابية.

ولا يشمل التمويل العمومي النفقات التي تم التعهد بها قبل الفترة الانتخابية وتم دفعها أو استهلاكها أثناء الحملة لنيل ثقة الناخب والحصول على صوته. وتحسب هذه النفقات في سقف الإنفاق الانتخابي.

الفصل 15 : يتم استرجاع المبالغ المتخلدة بذمة القائمات المترشحة أو المرشحين طبقاً للإجراءات الواردة بمجلة المحاسبة العمومية.

الفصل 16 : يعتبر أعضاء القائمة الواحدة مدينون بالتضامن فيما بينهم تجاه الدولة في إرجاع:

- كامل منحة التمويل العمومي وفق الحالات التي حدّدها الفصل 13 أعلاه،
- المبالغ غير المستهلكة من منحة التمويل العمومي،
- المبالغ التي لا تكتسي صبغة مصاريف انتخابية أو تم صرفها في نفقات غير مشروعية.

الباب الثالث : طرق تمويل الحملة وإجراءاته

القسم الثاني : التمويل الخاص

الفصل 11 : يعُد تمويلاً خاصاً التمويل النقدي أو العيني للحملة المتأتى من الذوات الطبيعية دون سواها من غير أعضاء القائمة المرشحة أو المترشح في الحدود القصوى التالية:

- بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية، يمكن للفرد الواحد أن يمول كل قائمة مرشحة في حدود عشرين مرة الأجر الأدنى المضمون في القطاعات غير الفلاحية وفق نظام 48 ساعة.

- بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية، يمكن للفرد الواحد أن يمول كل مرشح في حدود ثلاثين مرة الأجر الأدنى المضمون في القطاعات غير الفلاحية وفق نظام 48 ساعة.

ويحّرر التمويل الخاص المتأتى من الذوات المعنية بجميع أصنافها.

القسم الثالث : التمويل العمومي

الفصل 12 : تخصّص الدولة للقائمة المرشحة أو المترشح منحة بعنوان المساعدة العمومية على تمويل الحملة. وتضبط بأمر حكومي شروط إسناد هذه المنحة وسقفها وإجراءات صرفها.

الفصل 13 : تتنقّع بكمال منحة التمويل العمومي:

- كل قائمة تتحصل على ثلاثة بالمائة على الأقل من الأصوات الممنوح بها على مستوى الدائرة الانتخابية حتى إن لم تفز بأي مقعد بمجلس نواب الشعب،
- كل قائمة تفوز بمقعد على الأقل بمجلس نواب الشعب حتى ولو حصلت على أقل من 3 بالمائة من الأصوات الممنوح بها على مستوى الدائرة الانتخابية،
- كل مرشح يتحصل على 3 بالمائة على الأقل من الأصوات الممنوح بها على المستوى الوطني.

وتحرم من نصف القيمة الجملية للمنحة العمومية كل قائمة مرشحة في دائرة يساوي عدد المقاعد فيها أو يفوق أربعة ولم تضمّ من بين المترشحين الأربع الأوائل مرشحاً أو مرشحة لا يزيد سنه عن الخمس وثلاثين سنة.

الفصل 8 : يتم تمويل الحملة من المصادر المتأتية من التمويل الذاتي والتمويل الخاص والتمويل العمومي دون سواها. يمكن أن يكون التمويل نقدياً أو عينياً.

ويتم تقدير قيمة التمويل العيني، بغرض تنزيله في الحساب المالي للقائمة المرشحة أو المترشح، بالرجوع إلى الأسعار المعول بها بالسوق حين تسليمها وباعتبار الاستهلاك.

القسم الأول : التمويل الذاتي

الفصل 9 : يعُد تمويلاً ذاتياً كل تمويل نقدي أو عيني للحملة بالموارد الذاتية المتأتية من:

- أعضاء القائمة المرشحة،

- المترشح في الانتخابات الرئاسية،

- الحزب لتمويل قائماته المرشحة.

ويحّرر على الأحزاب تمويل حملة مرشّحها في الانتخابات الرئاسية.

الفصل 10 : يشمل التمويل الذاتي الأموال المتأتية من أعضاء القائمة المرشحة أو من المترشح أو من الحزب سواء كان مصدرها:

- أجور أو مداخيل مهنية أو مدخلات شخصية أو غيرها،

- مساهمات عينية،

- الأموال والمساهمات العينية المرصودة من الحزب لقائماته،

- قروض بنكية.

ولا تدرج ضمن التمويل الذاتي الموارد المتأتية مباشرة من أعضاء الحزب لفائدة قائماته المرشحة في الانتخابات التشريعية.

استهلاكها من القائمة المترشحة أو المترشح أو لفائدهم لتسديد مصاريف الحملة.
الحساب البنكي الوحيد: هو الحساب الجاري البنكي الخاص بالحملة الانتخابية
الملزمة بفتحه كل قائمة مترشحة أو مترشح.

فاضل الحساب: الرصيد المتبقى في الحساب البنكي الوحيد بعد تأدية كل
نفقات الحملة وحلول أجل غلق الحساب.

الحساب المالي: يتتألف من الوثائق والسجلات والقائمات والحسابية الخاصة
بكل دائرة والحسابية الجامعة ووثائق الإثبات والمنصوص عليها بالفصول
83 و84 و86 من القانون الانتخابي.

الوكييل المالي: الشخص الذي تعينه كل قائمة مترشحة وكل مترشح للتصريف
في الحساب المالي للحملة.

الباب الثاني : المبادئ العامة المنظمة لتمويل الحملة

الفصل 3 : يخضع تمويل الحملة الانتخابية إلى المبادئ الأساسية التي نصّ
عليها الدستور والاتفاقيات الدولية ذات العلاقة المصادق عليها من الدولة التونسية
والقانون الانتخابي. وتسرّع السلطة العمومية المعنية على فرض الالتزام بها.

الفصل 4 : يخضع تمويل الحملة إلى مبدأ حسن التصرف في المال العمومي
المكرّس بالفصلين 10 و 117 من الدستور.

الفصل 5 : تعمل الهيئة بالتنسيق مع السلطة القضائية والإدارية ذات العلاقة
على ضمان شفافية مصادر تمويل الحملة وطرق صرف الأموال المرصودة لها.
وتعمل على منع تمويل الحملة بمصادر أجنبية أو مجهولة أو بأموال مكتسبة
بصفة غير مشروعة.

الفصل 6 : تعمل الهيئة على ضمان المساواة وتكافؤ الفرص بين كافة القائمات
المترشحة والمترشحين والأحزاب.

الفصل 7 : تضمن السلطة العمومية حياد الإدارة وتسرّع على فرض عدم
استعمال أعون أو وسائل السلطة العمومية والموارد العمومية في حملة القائمات
المترشحة أو المترشحين.

الانتخابي باعتماد مختلف وسائل الدعاية والأساليب المتاحة قانوناً قصد حث
الناخبين على التصويت لفائدهم يوم الاقتراع.

فترة الصمت: المدة التي تضم يوم الصمت الانتخابي ويوم الاقتراع إلى حدّ
غلق آخر مكتب اقتراع.

وسائل الدعاية الانتخابية: الإعلانات والمجتمعات العمومية والاستعراضات
والملوك والتجمعات والأنشطة الإعلانية بمختلف وسائل الإعلام السمعية
والبصرية والمكتوبة والإلكترونية وغيرها من وسائل الدعاية الانتخابية.

وتتمثل الإعلانات في المعلقات والمناشير والبرامج والإعلام بمواعيد الاجتماعات.
الإشهار السياسي: هو كل عملية إشهار أو دعاية بمقابل مادي أو مجاناً
تعتمد أساليب وتقنيات التسويق التجاري، موجهة للعلوم، وتهدف إلى الترويج
لشخص أو لوقف أو لبرنامج أو لحزب سياسي، بغرض استمالة الناخبين أو
التأثير في سلوكهم واختياراتهم عبر وسائل الإعلام السمعية أو البصرية أو
المكتوبة أو الإلكترونية، أو عبر وسائل إشهارية ثابتة أو متنقلة، مرکزة بالأماكن أو
الوسائل العمومية أو الخاصة.

الحياد: هو التعامل بموضوعية ونزاهة مع كافة المترشحين وعدم الانحياز إلى
أي قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب أو تعطيل الحملة الانتخابية لقائمة مترشحة
أو لمترشح، وتجنب ما من شأنه أن يؤثر على إرادة الناخبين.

التمويل العيني: هو جملة الموارد غير النقدية المخصصة لتغطية نفقات الحملة
وتحتمل في المนาزع أو الخدمات التي انتفع بها القائمة المترشحة أو المترشح والتي
لا يمكن تسجيلها ضمن العمليات المالية المنجزة على الحساب البنكي الوحيد.
ويندرج التمويل الذي يتخذ شكل دعاية ضمن التمويل العيني.

المصاريف أو النفقات الانتخابية: مجموع النفقات النقدية والعينية التي
تم التعهد بها أثناء فترة الانتخابية من قبل المترشح أو القائمة أو لفائدهم وتم
استهلاكها أو دفعها لتسديد نفقات الحملة الانتخابية لنيل ثقة الناخب والحصول
على صوته.

النفقة المعهّد بها: النفقة التي تتلزم القائمة المترشحة أو المترشح بتأدبيتها
لخلاص مصاريف الحملة.

النفقة المدفوعة أو المستهلكة: النفقة النقدية أو العينية التي تم صرفها أو

وعلى المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 والمتعلق بتنظيم الجمعيات، وخاصة الفصل 4 منه، وبعد التداول والنقاش قرر ما يلي:

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 20 لسنة 2014 مؤرخ في 8 أوت 2014 يتعلق بضبط قواعد تمويل الحملة الانتخابية وإجراءاته وطرقه³²

الباب الأول : أحكام عامة

الفصل الأول : يضبط هذا القرار قواعد تمويل الحملة الانتخابية وإجراءاته وطرقه. وتنطبق الأحكام الواردة فيه على الانتخابات الرئاسية والتشريعية.

الفصل 2 : يقصد بالصطلاحات التالية على معنى هذا القرار:

الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الهيئات الفرعية: هيئات التي يمكن أن يحدثها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تنصيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

الإدارات الفرعية: الهياكل التابعة للجهاز التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات والتي تتولى تنفيذ المهام الموكولة إلى الهيئة في النطاق الترابي المحدد لها طبقاً لقرارات مجلس الهيئة.

القائمة المترشحة والمترشح: القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية والمترشح في الانتخابات الرئاسية

الفترة الانتخابية: المدة التي تضم مرحلة ما قبل الحملة الانتخابية، والحملة، وفترة الصمت، وبالنسبة للانتخابات الرئاسية تمتد حتى الإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى.

وفي حالة إجراء دورة ثانية للانتخابات الرئاسية، تمتد الفترة الانتخابية حتى غلق آخر مكتب اقتراع في الدورة الثانية.

مرحلة ما قبل الحملة: المرحلة التي تمتد لثلاثة أشهر قبل الحملة الانتخابية.

الحملة الانتخابية: تمثل في مجموع الأنشطة التي يقوم بها المترشحون أو القائمات المترشحة أو مساندتهم خلال الفترة المحددة قانوناً للتعریف بالبرنامج

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات، بعد اطلاعه على دستور الجمهورية التونسية وخاصة على الفصول 10 و 15 و 34 و 35 و 117 و 125 و 126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها، وعلى اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد التي تمت المصادقة عليها بالقانون عدد 16 لسنة 2008 المؤرخ في 25 فيفري 2008، وخاصة المادة 7 فقرة ثالثة منها،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء،

وعلى مجلة الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين والضريبة على الشركات الصادرة بمقتضى القانون عدد 114 لسنة 1989 المؤرخ في 30 ديسمبر 1989، وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها، وخاصة الفصلين 2 و 3 منها،

وعلى القانون عدد 75 لسنة 2003 المؤرخ في 10 ديسمبر 2003 والمتعلق بدعم المجهود الدولي لمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها وخاصة الفصل 62 منه،

وعلى المرسوم عدد 87 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 والمتعلق بتنظيم الأحزاب السياسية،

³² الرائد الرسمي عدد 65 المؤرخ في 12 أوت 2014، ص. 2133.

والبصري من أية مسؤولية عمّا تضمنته تلك الحصص من مضامين.

الفصل 22 : لا يمكن بث برامج التعبير المباشر من قبل وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري الخاصة، ويسمح استثنائياً ببث مقتطفات قصيرة منها في إطار التعليق الصحافي دون أن يمس ذلك منمضمونها الأصلي أو يؤدي إلى تحميلها مضموناً مغايراً.

الفصل 23 : تضع الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري على موقعها الإلكتروني جدولًا خاصاً يتعلق بالتحفظية الإعلامية للحملة.

وتنشر كذلك على موقعها الإلكتروني المذكورة التفصيلية لحصص التعبير المباشر والمخططات التفصيلية للتغطية الإعلامية للحملة المعتمدة من قبل وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري.

الباب الثالث : أحكام ختامية

الفصل 24 : كل خرق لأحكام هذا القرار يعاقب عليه وفقاً لأحكام المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 ولأحكام القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء.

الفصل 25 : ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة العليا المستقلة للانتخابات والموقع الإلكتروني للهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري وينفذ حالاً.

تونس في 5 جويلية 2014

رئيس	رئيس
الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري	الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
النوري اللجمي	محمد شفيق صرصار

وتعتبر ضرورة إعلامية قصوى كل حدث وطني غير متكرر أو طرأ في ظروف استثنائية يستوجب لأهميته تغطية إعلامية خاصة.

وتحرص وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري في هذه الحالات على أن لا تتضمن التدخلات دعاية انتخابية وأن لا تعكس التصريحات فيها أي مواقف ذات دلالات دعائية انتخابية.

الفصل 16 : تعمل وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري على منع ظهور كل من ترشح من المنشطين ومحرري الأخبار ومقدمي البرامج والصحفيين وكل مرشح يظهر بالصورة أو بالصوت ببرامجها الإذاعية والتلفزيونية خلال الحملة، وذلك في غير المساحات المخصصة للقائمات المرشحة أو المترشحين أو الأحزاب. كما تعمل على عدم تكليف أعضائها الذين يباشرون مهمات تحريرية والذين ترشحوا أو أعلنوا ترشحهم للانتخابات بمهام لها علاقة بالتغطية الإعلامية للحملة.

القسم الخامس : في التعبير المباشر عبر الإذاعة والتلفزة التونسية

الفصل 17 : تعمل مؤسستا الإذاعة والتلفزة التونسية على المساواة في التغطية الإعلامية بين القائمات المرشحة أو المترشحين أو الأحزاب.

الفصل 18 : تنتج مؤسستا الإذاعة والتلفزة التونسية وتتبّان برامج التعبير المباشر في ظروف متماثلة لكل القائمات المرشحة والمترشحين والأحزاب.

الفصل 19 : تحدد شروط الإنتاج والعرض بما في ذلك شكل ومدة وتوقيت وترتيب البث وغيرها ضمن مذكرة تفصيلية تتّخذها الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري بعد استشارة مؤسستي الإذاعة والتلفزة التونسية، ويعق نشرها على أقصى تقدّير 72 ساعة بعد نشر القائمات المرشحة والمترشحين المقبولين نهائياً.

الفصل 20 : تتخّذ مؤسستا الإذاعة والتلفزة التونسية التدابير الازمة لرفع جميع العراقيل التي قد تمنع كل مرشح ذي إعاقة من التعبير في برامج التعبير المباشر، بما في ذلك تيسير النفاذ للأستديوهات المعدّة لإنتاج تلك البرامج.

الفصل 21 : يتم الإعلان عن البرامج المخصصة للتعبير المباشر بواسطة إشارة تبث قبل وأثناء الحصص المذكورة تتضمن إعفاء منشأة الاتصال السمعي

- تعلقت بمواضيع الحملة أو أي موضوع آخر،
 - تمت في البرامج المتعلقة بالحملة أو في غيرها.
- ويستثنى من ذلك ما يقتضيه حق الرد.

الفصل 11 : تعمل وسائل الإعلام السمعي والبصري على تمكين القائمات المترشحة أو المرشحين أو الأحزاب من ظروف بث وإنتاج متماثلة.

الفصل 12 : تكون البرامج المخصصة للحملة مسبوقة بإشارة خاصة تعلن عن كونها تندرج ضمن التغطية الإعلامية للحملة، كما يشار إلى ذلك صراحة خلال البث.

الفصل 13 : تلتزم وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري عند اختيار مقطفات من بيانات وتصريحات القائمات المترشحة أو المرشحين أو الأحزاب بعدم تحريف معناها العام.

ويمنع عليها عند نشر البرامج الإذاعية والتلفزيونية للحملة على موقعها الإلكتروني أن تقوم بإعادة تركيبها أو الاقطاع من محتواها بما يمس من مضمونها الأصلي أو يؤدي إلى تحويله مضموناً مغايراً أو يخل بمبدأ الحياد والإنصاف.

الفصل 14 : تراقب الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري مدى احترام وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري مبدأ الإنصاف وتعد تقريراً دوريًا في الغرض يقع نشره للعموم.

توجه الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري، في صورة معاينتها لإخلال بمبدأ الإنصاف، لفت نظر إلى وسيلة الإعلام السمعي والبصري المعنية التي يجب عليها تدارك الإخلال في أقرب الأجال.

القسم الرابع : الدعاية الانتخابية غير المباشرة

الفصل 15 : يمنع خلال الحملة نشر كل خطاب رسمي صادر عن رئاسة الجمهورية أو الحكومة أو أعضاء المجلس النيابي أو عن أي سلطة عمومية أخرى يتضمن أي شكل من أشكال الدعاية الانتخابية، وتنستثنى من ذلك حالة الضرورة الإعلامية القصوى.

القسم الثالث : النفاذ إلى وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري

الفصل 9 : تلتزم وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري خلال الحملة باحترام الحق في النفاذ إليها على أساس الإنصاف بين جميع القائمات المترشحة أو المرشحين أو الأحزاب.

ويكون ذلك بـ :

- توفير تغطية متساوية للمترشحين للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية،
- توفير تغطية متساوية للمترشحين الحائزين على أعلى الأصوات بعد الإعلان عن النتائج الأولية للدورة الأولى من الانتخابات الرئاسية وإلى حين بدء فترة الصمت الانتخابي للدورة الثانية،
- توفير تغطية متساوية للأحزاب المشاركة في الاستفتاء.

- توفير تغطية للقائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية تكون متناسبة مع عدد قائماتها المترشحة، وذلك وفق المعاير التالية:

1. بالنسبة إلى القائمات المترشحة في 26 إلى 33 دائرة (الصنف أ) : بين 30 و 40% من البرامج المخصصة للتغطية الإعلامية للحملة توزع بالتساوي بين جميع القائمات المعنية،

2. بالنسبة إلى القائمات المترشحة في 18 إلى 25 دائرة (الصنف ب) : بين 20 و 30% من البرامج المخصصة للتغطية الإعلامية للحملة توزع بالتساوي بين جميع القائمات المعنية،

3. بالنسبة إلى القائمات المترشحة في 6 إلى 17 دائرة (الصنف ج) : بين 15 و 20% من البرامج المخصصة للتغطية الإعلامية للحملة توزع بالتساوي بين جميع القائمات المعنية،

4. بالنسبة إلى القائمات المترشحة في دائرة واحدة إلى خمس دوائر (صنف د) : بين 5% و 10% من البرامج المخصصة للتغطية الإعلامية للحملة توزع بالتساوي بين جميع القائمات المعنية.

الفصل 10: تحتسب ضمن التغطية الإعلامية للحملة كل تغطية لقائمة مترشحة أو لمترشح أو لحزب:

- تم التعبير فيها من عضو القائمة المترشحة أو المترشح أو ممثل عن الحزب بصفته تلك، أو أي صفة أخرى،

لوسائل الإعلام وشروط استعمالها أثناء الفترة الانتخابية وفترة الاستفتاء.

الفصل 4 : تمتّع وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري بحرية التعبير في تعطيتها للحملة مع القيد بمبدأ الحياد والنزاهة والضوابط الواردة في هذا القرار وأخلاقيات المهنية.

الفصل 5 : تضمن الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري خلال الحملة حق النفاذ إلى وسائل الإعلام السمعي والبصري بالنسبة إلى جميع القائمات المترشحة والمترشحين والأحزاب على أساس الإنصاف، مع مراعاة أحكام الفصل 65 من القانون الانتخابي.

الفصل 6 : يجب على وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري أن تمكّن كل قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب تعرض للثlib أو الشتم من حق الرد في وسيلة الإعلام المعنية ومن التصحيح إن وردت في شأنه معطيات خاطئة، بطلب من المعنى بالأمر، وذلك في أجل لا يتجاوز 24 ساعة من إيداع طلب في الغرض.

ولمارسة حق الرد بسبب الثlib أو الشتم، يتبعن أن يكون قد ترتب عن المعلومة أو الخبر نيل من شرف الشخص أو سمعته أو كرامته أو عرضه.

لا يجوز أن يتضمن حق الرد عبارات مخالفة للقانون أو للمصلحة المشروعة للغير أو من شأنها النيل من شرف الشخص أو سمعته.

القسم الثاني : المخطط التفصيلي للتغطية الإعلامية للحملة

الفصل 7 : تُعدّ وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري قبل انطلاق الحملة مخططاً تفصيلياً لتعطيتها الإعلامية تعتمده بالتشاور مع هيئات تحريرها. ولها الحق في تحديد عدد ونوعية البرامج المخصصة للحملة ضمن مخططها التفصيلي.

وينطبق هذا المخطط على البرامج الإذاعية والتلفزيونية لوسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري وعلى موقعها الإلكتروني.

الفصل 8 : يُسلم المخطط التفصيلي فور المصادقة عليه للهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري، وينشر على الموقع الإلكتروني لوسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري.

التعبير المباشر أو غيرها، كما يضبط شروط إنتاج البرامج والتقارير والفالقات المتعلقة بالحملات الانتخابية.

وتتطبق أحكام هذا القرار على وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري الوطنية العمومية والخاصة وعلى الواقع الإلكتروني التابع لها، أثناء الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء. وتتطبق أيضاً على مراسلي ومكاتب القنوات الأجنبية وعلى الوكالات وشركات الإنتاج المتعاقدة معها داخل الجمهورية التونسية.

الفصل 2 : يقصد بالمصطلحات التالية على معنى هذا القرار:

- القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب: القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية والمترشح في الانتخابات الرئاسية والحزب في الاستفتاء،

- الحملة: مجموع الأنشطة التي يقوم بها المترشحون أو القائمات المترشحة أو مساندوهم أو الأحزاب خلال فترة المحددة قانوناً للتعريف بالبرنامج الانتخابي أو البرنامج المتعلق بالاستفتاء باعتماد مختلف وسائل الدعاية والأساليب المتاحة قانوناً قصد حد الناخرين للتصويت لفائدةتهم يوم الاقتراع،

- وسائل الإعلام السمعي والبصري الوطنية: هي منشآت الاتصال السمعي والبصري العمومية والخاصة والجمعياتية التي تمارس نشاط البث على نحو ما نظمها المرسوم عدد 116 لسنة 2011،

- التعبير المباشر: هو حق ممثلي القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية والمترشحين في الانتخابات الرئاسية في الاتصال من خلال وسائل الاتصال السمعي والبصري العمومية لعرض برامجهم الانتخابية في مدة زمنية متساوية.

الباب الثاني: التغطية الإعلامية أثناء الحملة

القسم الأول : حقوق وواجبات وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري

الفصل 3: تخضع وسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري للأحكام الواردة في قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المتعلق بضبط القواعد العامة

قرار مشترك بين الهيئة العليا المستقلة للانتخابات والهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري مؤرخ في 05 جويلية 2014 يتعلّق بضبط القواعد الخاصة للحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء بوسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري وإجراءاتها³¹

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات ومجلس الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري،

بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 31 و32 و48 و55 و75 و125 و126 و127 والفقرة 8 من الفصل 148 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها، وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفقرة الثالثة من الفصل 67 والفصل 74 منه،

وعلى المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 وخاصة الفصول 3 و4 و5 و42 و43 و44 و45 و46 منه.

وبعد التداول، قرّرا ما يلي:

الباب الأول : أحكام عامة

الفصل الأول: يضبط هذا القرار قواعد الحملة الخاصة بوسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري وإجراءاتها، وذلك بالنسبة لكل البرامج سواء تعلقت بالأخبار أو المنابر السياسية أو الحوارات أو المناظرات السياسية أو حرص



³¹ الرائد الرسمي عدد 64 المؤرخ في 08 أوت 2014، ص. 2087.

- حسن التعامل مع مختلف المشرفين على العملية الانتخابية أو عملية الاستفتاء والامتثال للتعليمات الصادرة عنهم في نطاق صلاحياتهم ووفق ما ينص عليه التشريع الانتخابي،
- عدم التدخل في عمل الأعوان المشرفين على العملية الانتخابية أو الحلول محلهم مع الاحتفاظ بحقه في تضمين ملحوظاته وتحفظاته بمذكرة تلحق بمحضر الاقتراع أو محضر الفرز،
- الامتناع عن استغلال التواجد داخل مركز الاقتراع أو في محيطه للتأثير على إرادة الناخبين بحثهم أو إجبارهم على التصويت لفائدة جهة معينة أو ضدها أو لجعلهم يمتنعون عن التصويت،
- الامتناع عن استغلال صفة ممثل لقائمة مرشحة أو مرشح أو حزب لغاية أخرى غير مراقبة العملية الانتخابية.

نص الالتزام :

- تقر القائمة المرشحة/المرشح/الحزب ب:
- اطلاعها على التشريع الانتخابي ومدونة السلوك والتزامها باحترامها،
 - اطلاع ممثليها على التشريع الانتخابي ومدونة السلوك والتزامهم باحترام الواجبات المحمولة عليهم.
- اسم المرشح أو ممثل القائمة المرشحة أو الممثل القانوني للحزب :

الإمضاء والختم

التاريخ

- 3 - أثناء يوم الصمت والاقتراع والفرز :**
يتعين الالتزام بالقواعد التالية :
 - الامتناع عن القيام بأي نشاط انتخابي أو دعائي ذي علاقة بالحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء طيلة فترة الصمت وداخل مراكز ومكاتب الاقتراع وفي محيطهما،
 - احترام مبدأ حرية وسرية الاقتراع،
 - احترام المشرفين على العملية الانتخابية وبصفة عامة كل الأشخاص المتواجدين داخل مراكز ومكاتب الاقتراع والمكاتب المركزية،
 - الحرص على التزام ممثليهم بالواجبات المحمولة في القوانين والقرارات الصادرة عن الهيئة،
 - الامتناع عن تسريب أو نشر معلومات حول النتائج المحتملة لعملية الاقتراع طيلة فترة الصمت،
 - قبول نتائج الاقتراع واتباع الطرق القانونية للطعن فيها عند الاقتضاء والامتثال لقرارات الهيئات القضائية المعهدة بالبت في الطعون.

I . الواجبات المحمولة على ممثلي القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب

- يتعين على ممثلي القائمة المرشحة أو المرشح أو الحزب أثناء مباشرة مهامه :
- حمل بطاقة الاعتماد،
 - عدم الإخلال بالسير العادي للعملية الانتخابية أو عملية الاستفتاء أو عرققتها،
 - احترام مبدأ حرية وسرية الاقتراع،
 - الامتناع عن كل فعل أو قول من شأنه التأثير على إرادة الناخبين،
 - الامتناع عن نشر معلومات كاذبة حول العملية الانتخابية أو محاولة تضليل الناخبين،
 - الامتناع عن حمل زمي أو علامة أو أي شارة تدل على انتماء سياسي،
 - الامتناع عن الإدلاء بتصریحات أو القيام بفعال الهدف منها التحریض على العنف أو عرقلة العملية الانتخابية أو عملية الاستفتاء،

- عدم المساس بحرمة الحياة الخاصة والمعطيات الشخصية للمترشحين،
- عدم الدعوة إلى الكراهية والعنف والتمييز والتعمق وإثارة النعرات العنصرية أو الجهوية أو الطائفية أو القبلية أو الدينية،
- الامتناع عن القذف والتلبي والشتيم والتشويه ودعوات التكفير والاتهام بالخيانة أو الإرهاب أو العمالقة أو أي تهم خطيرة أخرى،
- الامتناع عن نشر تقارير استطلاعات الرأي وعمليات سبر الآراء عبر أي وسيلة من وسائل الإعلام،
- الامتناع عن الإشهار السياسي باستثناء استخدام المترشحين للانتخابات الرئاسية لوسائل إشهارية وفق الشروط التي تضبطها الهيئة،
- الامتناع عن الإعلان عن تخصيص رقم هاتف مجاني بوسائل الإعلام أو موزع صوتي أو مركز نداء،
- احترام أعضاء وأعوان ومراقبين الهيئة العليا المستقلة للانتخابات والالتزام بعدم عرقلة أدائهم لمهامهم.

2. أثناء الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء :

يتعين الامتناع عن :

- تقليد رموز أي طرف منافس أو تغطية أو تشويه أو تقطيع ملصقاته الانتخابية،
- استخدام الموارد والوسائل العمومية للدولة والجماعات العمومية والمؤسسات والمنشآت العمومية وغيرها من الذوات العمومية لغايات انتخابية أو لمنع المنافسين من القيام بأنشطتهم الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء،
- توظيف الجمعيات ودور العبادة والمؤسسات التربوية للقيام بأنشطة الدعاية الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء،
- استعمال موارد ووسائل غير مشروعة لتمويل الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء أو للتأثير على الناخبين،
- قبول أي تمويل أجنبي بصفة مباشرة أو غير مباشرة،
- عرقلة نفاذ المراقبين التابعين للهيئة العليا المستقلة للانتخابات إلى جميع جتماعاتهم العامة وإلى كل نشاط انتخابي يقومون به.

مدونة سلوك القائمات المترشحة والمترشحين والأحزاب وممثليهم في الانتخابات والاستفتاء

يمثل النجاح في تنظيم انتخابات ديمقراطية وحرة ونزيهة وشفافة رهانا مشتركاً بين الهيئة العليا المستقلة للانتخابات والأطراف السياسية المشاركة في العملية الانتخابية. وفي هذا الإطار، تعمل الهيئة على تمكين القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية والمترشحين في الانتخابات الرئاسية والأحزاب في الاستفتاء من تبليغ برامجها الانتخابية بكل حرية إلى الناخبين بهدف نيل ثقتهم والحصول على أصواتهم. كما تعمل كذلك على حماية حرية الناخب في الاختيار، دون قيد أو تهديد أو تأثير غير مشروع بأي شكل من الأشكال.

وفي مقابل ذلك يتبعن على الأطراف السياسية المشاركة في الانتخابات الالتزام بالضوابط التي نص عليها القانون الانتخابي والقرارات الترتيبية للهيئة، حتى يتهدأ المناخ الملائم لإنجاح الانتخابات والاستفتاء.

وتمثل متابعة عملية الاقتراع والفرز من القائمات المترشحة والمترشحين والأحزاب أحد أهم الضمانات التي تسهم في تحقيق انتخابات ديمقراطية ونزيهة وشفافة، حيث يهدف تشكيلهم في المسار الانتخابي إلى دعم شفافيته، وتعزيز الثقة فيه، وتوفير جو من الأمان والمصداقية للعملية الانتخابية، وضمان قبول القائمات المترشحة والمترشحين والأحزاب للنتائج النهائية للانتخابات أو الاستفتاء.

I. الواجبات المحمولة على القائمات المترشحة والمترشحين والأحزاب

1. أثناء الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء :

يتعين الالتزام بالقواعد التالية :

- احترام التشريع الانتخابي والقرارات الصادرة عن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
- عدم المساس بالحرمة الجسدية للمترشحين والناخبين وأعراضهم وكرامتهم،

رئيس مكتب الاقتراع والمكتب المركزي،
عدم التدخل في عمل الأعوان المشرفين على العملية الانتخابية،

عدم الإخلال بالسير العادي لعمليات الاقتراع والفرز وجمع النتائج أو عرقلتها،
الامتناع عن استغلال صفة ممثل قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب لغاية
أخرى غير متابعة العملية الانتخابية.

الفصل 10 . يمكن لرئيس مكتب الاقتراع اتخاذ التدابير اللازمة تجاه ممثل
القائمة المرشحة أو المرشح أو الحزب في حالة عدم احترام التشريع الانتخابي
والقرارات الصادرة عن الهيئة، خاصة في الحالات التالية:

- الإخلال بأحد الواجبات المحمولة على ممثلي القائمات المرشحة أو المرشحين
أو الأحزاب والمضمنة بهذا القرار أو بمدونة السلوك الملحقة به،
- الإخلال بالسير العادي لعمليات الاقتراع والفرز وجمع النتائج،
- عدم الامتثال لتعليمات وقرارات رئيس مكتب الاقتراع.

وعند معاينة إخلال من أحد ممثلي القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب
بالالتزامات والواجبات المحمولة عليهم، لرئيس مكتب الاقتراع التنبيه عليه أو الأمر
بخروجه من مكتب الاقتراع أو حجز بطاقة اعتماده، مع التنصيص على ذلك بดفتر
مكتب الاقتراع.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني
للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 6 أكتوبر 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

3 - نسخ من بطاقات التعريف الوطنية للممثلي المترشحين،

4 - صورتان شمسيتان لكل ممثل مقترح،

5 - نسخة من مدونة السلوك الخاصة بالقائمات المترشحة أو المرشحين أو
الأحزاب وممثليهم في الانتخابات والاستفتاء يتم سحبها من مقرّ الهيئة أو تحмиلاها
من موقعها الإلكتروني وإضافتها حسب الحال من رئيس القائمة المترشحة أو
ممثليها أو المرشح أو الممثل القانوني للحزب.

الفصل 7 . تبّت الهيئة في مطالب الاعتماد في أجل لا يتجاوز خمسة أيام من
تاریخ إيداع المطلب بالهيئة.

تعلم الهيئة صاحب المطلب بقرارها بأي وسيلة ترك أثرا كتابيا أو بنشر قائمة
الممثلي المعتمدين على الموقع الإلكتروني للهيئة، ويكون قرار الرفض معللا.

الفصل 8 . لمتابعة عملية الاقتراع والفرز وجمع النتائج، يحق لممثلي القائمات
المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب:

- الدخول إلى مكاتب الاقتراع والفرز والمكاتب المركزية ومرافق الجمع إن وجدت،
ومتابعة جميع العمليات الانتخابية الجارية فيها،

- إمضاء محضر عملية الاقتراع أو عملية الفرز التي تمّت متابعتها،
المطالبة عند الاقتساع بتضمين جميع الملاحظات والتحفظات الخاصة بعملية
الاقتراع والفرز ضمن مذكرة معدّة للغرض ترفق بمحضر عملية الاقتراع أو
بمحضر عملية الفرز.

الفصل 9 . يجب على ممثلي القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب
الالتزام خاصة بما يلي:

احترام التشريع الانتخابي ومدونة سلوك القائمات المرشحة أو المرشحين أو
الأحزاب،

حمل بطاقة الاعتماد طيلة تأديتهم لمهامهم،
عدم حمل شارات تدل على انتماء سياسي،

عدم تواجد أكثر من ممثل واحد لنفس القائمة المرشحة أو المرشح أو الحزب
في الوقت ذاته داخل مكتب الاقتراع والمكتب المركزي،

احترام الأعوان المشرفين على العملية الانتخابية والامتثال لتعليمات وقرارات

بالقائمات المترشحة أو المترشحين أو الأحزاب وممثليهم في الانتخابات والاستفتاء الملحة بهذا القرار تتضمن مختلف الواجبات المحمولة عليهم ويكون إمضاؤها شرطا أساسيا لمنح الاعتماد.

الفصل 5 . يجب أن تتوفر في الممثلين المقترحين من القائمات المترشحة والمترشحين والأحزاب الشروط التالية:

- أن يكون مقترحا من أحد المترشحين في الانتخابات الرئاسية أو إحدى القائمات المترشحة في الانتخابات التشريعية أو حزب من الأحزاب المشاركة في الاستفتاء،
- أن يكون ناخبا مرسمما بقائمات الناخبين،
- أن لا ينتمي إلى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
- أن لا يكون معتمدا بصفة ملاحظ في نفس الانتخابات أو الاستفتاء،
- أن لا يتقدم لتمثيل أكثر من مترشح أو قائمة مترشحة أو حزب،
- وبالنسبة إلى الانتخابات التشريعية والرئاسية، أن لا يكون مترشحا في الانتخابات نفسها.

الفصل 6 . يتم قبول مطالب الاعتماد في الآجال التي تحددها الهيئة في كل انتخابات أو استفتاء على أن يتم تقديمها في أجل أقصاه أسبوع على الأقل قبل يوم الاقتراع أو الاستفتاء.

توجه المطالب من قبل رئيس القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب الراغب في الحصول على الاعتماد أو ممّن يمثله بموجب توكيل في الغرض، وذلك مباشرة إلى الهيئة الفرعية المعنية بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية، وإلى المقر المركزي للهيئة بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية أو الاستفتاء، مرفقة بالوثائق التالية:

- 1 - الاستماراة الخاصة باعتماد ممثلي القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب مضافة من رئيس القائمة المترشحة أو ممثّلها أو المترشح أو الممثل القانوني للحزب، ويتم سحب الاستماراة من الموقع الإلكتروني للهيئة،
- 2 - قائمة اسمية في ممثلي القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب مع التنصيص على أعداد بطاقاتتعريفهم الوطنية، وتكون مضافة حسب الحالة من رئيس القائمة المترشحة أو ممثّلها أو المترشح أو الممثل القانوني للحزب، ويتم سحب نموذج القائمة الاسمية من الموقع الإلكتروني للهيئة،

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 31 لسنة 2014 مؤرخ في 6 أكتوبر 2014 يتعلق بضبط شروط وإجراءات اعتماد ممثلي القائمات المترشحة والمترشحين والأحزاب³⁰

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 34 و55 و75 و125 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية كما تم تبنيه وإنعامه بالنصوص اللاحقة،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تبنيه وإنعامه بالنصوص اللاحقة، وخاصة الفصل الثالث فقرتان 9 و10 والفصل 19 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفصول 123 و124 و129 و133 و139 و140 منه،

وبعد التداول قرر ما يلي:

الفصل الأول - يضبط هذا القرار شروط وإجراءات اعتماد ممثلي القائمات المترشحة والمترشحين وممثلي الأحزاب لمتابعة عمليات الاقتراع والفرز وجمع النتائج.

الفصل 2 - يقصد بالقائمة المترشحة والمترشح والحزب على معنى هذا القرار القائمة المترشحة في الانتخابات التشريعية والمترشح في الانتخابات الرئاسية والحزب في الاستفتاء.

الفصل 3 - يمكن لكل قائمة مترشحة وكل مترشح وكل حزب اقتراح ممثل أو أكثر لمتابعة سير عمليات الاقتراع والفرز وجمع النتائج، شرط الحصول على اعتماد من قبل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الفصل 4 - تصدر الهيئة العليا المستقلة للانتخابات مدونة سلوك خاصة

³⁰ الرائد الرسمي عدد 86 المؤرخ في 24 أكتوبر 2014، ص. 2950.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 29 لسنة 2014 مؤرخ في 13 سبتمبر 2014 يتعلق باعتماد ضيوف الهيئة بمناسبة الانتخابات والاستفتاء²⁹

الفصل 4 . يلتزم الضيوف بما يلي :

- احترام التشريع الانتخابي،
- احترام التشريع المحلي وسيادة الدولة التونسية،
- الحياد والاستقلالية والنزاهة إزاء جميع الأطراف المتدخلة في العملية الانتخابية أو الاستفتاء،
- الامتناع عن أي فعل أو قول من شأنه الإخلال بالمسار الانتخابي أو الاستفتاء أو عرقته.

وتنسحب نفس الالتزامات على المترجمين والرافقين المصاحبین لهم.
ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة.
تونس في 13 سبتمبر 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصلين 125 و126 منه،
وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية، وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها
و وخاصة الفصل 3 الفقرة 10 منه،
وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
المتعلق بالانتخابات والاستفتاء.

وبعد التداول قرر ما يلي :

الفصل الأول - يضبط هذا القرار شروط وإجراءات اعتماد الضيوف بالنسبة إلى الانتخابات والاستفتاء.

الفصل 2 - يتم اعتماد ضيوف الهيئة من الدول أو المنظمات الدولية أو الشخصيات الوطنية أو الدولية بمناسبة الانتخابات والاستفتاء بقرار من رئيسها بناء على دعوة منه أو بطلب يوجه إلى الهيئة.

الفصل 3 - لضيوف الهيئة الحق في متابعة مختلف مراحل العملية الانتخابية أو عملية الاستفتاء. ويحق لهم خاصة :

- النفاذ إلى مكاتب التسجيل ومكاتب الاقتراع والفرز والمكاتب المركزية ومكاتب الجمع إن وجدت،
- الاستعانة عند الاقتضاء بمترجم ومرافقين يتم اعتمادهم من الهيئة.

²⁹ الرائد الرسمي عدد 80 المؤرخ في 03 سبتمبر 2014، ص. 2758.

- عدم قبول أموال أو هدايا من أي جهة كانت مقابل نشر معلومة مغلوطة أو حجب معلومة صحيحة،
- الامتناع عن نشر أو بث تصريحات أو معلومات للعموم الهدف منها التحرير على العنف أو عرقلة المسار الانتخابي أو الاستفتاء،
- عدم حمل زمي أو شعار يشير إلى أي انتماء سياسي،
- حمل بطاقة الاعتماد أثناء متابعة وتغطية مختلف العمليات الانتخابية أو الاستفتاء.

• الواجبات الخاصة بيوم الاقتراع:

- علاوة على الواجبات العامة، يتبع كل صحفي أثناء متابعة عملية الاقتراع الالتزام بـ :
- الامتناع عن أي سلوك يؤدي إلى تعطيل عمل الهيئة أو عرقلة عملية الاقتراع والفرز أو التأثير على إرادة الناخبين،
 - الامتناع عن التصوير داخل مكاتب الاقتراع إلا بعد ترخيص من رئيس مكتب الاقتراع،
 - حسن التعامل مع مختلف المشرفين على العملية الانتخابية والامتثال للأوامر الصادرة عنهم في نطاق صلاحياتهم ووفق ما ينص عليه التشريع الانتخابي،
 - عدم حمل أي نوع من السلاح داخل مختلف مواقع العملية الانتخابية أو الاستفتاء.

نص الالتزام :

- يقر الصحفي/المؤسسة الإعلامية في شخص ممثلها القانوني بـ :
- الاطلاع على التشريع الانتخابي ومدونة سلوك الصحفيين والالتزام باحترام مضمونهما،
 - الالتزام بالقواعد والالتزامات المحمولة على وسائل الإعلام خلال الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء.

الإمضاء والختم

التاريخ

مدونة سلوك الصحفيين المحليين والأجانب

للانتخابات والاستفتاء

يندرج اعتماد الصحفيين المحليين والأجانب في إطار تمكينهم من الن阴道 إلى مختلف موقع العملية الانتخابية لتأمين تغطية شاملة ومحايدة للمسار الانتخابي والاستفتاء.

وعملًا بأحكام الدستور وخاصة الفصول 55 و75 و125 و126 منه، والقانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وخاصة الفصل الثالث فقرتان 9 و10 والفصل 19 منه، والقانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 مايو 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفصل الثاني منه،

قررت الهيئة العليا المستقلة للانتخابات ضبط أهم مبادئ وقواعد متابعة وتغطية المؤسسات الإعلامية والصحفين المحليين والأجانب للمسار الانتخابي أو الاستفتاء في الواقع المخصوص له ضمن مدونة سلوك يتبع على كل من يرغب في طلب الاعتماد من الهيئة إمضاءها،

• الواجبات العامة:

يتبع على كل صحفي أو مؤسسة إعلامية ترغب في الحصول على الاعتماد من الهيئة الالتزام بـ :

- احترام قواعد وأخلاقيات المهنة والتشريع الوطني المنظم لهنة الصحافة ووسائل الإعلام والقانون الانتخابي ومدونة السلوك،

- الالتزام بالنسبة لوسائل الإعلام الأجنبية والصحفين الأجانب باحترام سيادة الدولة التونسية وتشريعها المحلي،

-احترام القرارات الصادرة عن الهيئة وخاصة منها المتعلقة بالقواعد والالتزامات المحمولة على وسائل الإعلام خلال الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء،

- تأمين تغطية إعلامية موضوعية للمسار الانتخابي والالتزام الحياد إزاء جميع الأطراف المتدخلة في العملية الانتخابية أو الاستفتاء،

- التأكد من جمع المعلومات والبيانات من المصادر الرسمية المخولة لذلك حسب التشريع الانتخابي،

والمؤسسات الإعلامية.

الفصل 9. يمكن للهيئة سحب الاعتماد من الصحفيين أو المؤسسات الإعلامية في الصور التالية:

- عدم احترام التشريع الانتخابي،
- الإخلال بأحد الواجبات المحمولة على الصحفيين ووسائل الإعلام بمقتضى هذا القرار أو مدونة سلوك الصحفيين،

- مخالفة القواعد والالتزامات المحمولة على وسائل الإعلام خلال الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء،

- الإخلال بالسير العادي للمسار الانتخابي أو الاستفتاء،

- تمثيل أحد المرشحين أو القائمات أو الأحزاب في أحد أماكن سير العملية الانتخابية أو الاستفتاء،

- تقديم أي نوع من الدعم لأحد المرشحين أو القائمات أو الأحزاب.

عند معالجنة إخلال من قبل صافي أو مؤسسة إعلامية بالالتزامات والواجبات المحمولة عليهم، يمكن للهيئة، بعد إجراء الأبحاث الضرورية والاستماع إلى المعني بالأمر أو ممثل المؤسسة الإعلامية المعنية، توجيه إنذار أو اتخاذ قرار معلن يقضي بسحب الاعتماد مع إعلام المعني بالأمر بأي وسيلة تترك أثرا كتابياً أو عن طريق النشر بالموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة.

وتنتسب نفس الأحكام على التقنيين والترجمين العاملين مع الصحفيين والمؤسسات الإعلامية.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 9 جوان 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

محمد شفيق صرصار

وعلاوة على ذلك، يتبع على المؤسسات الإعلامية تقديم :

- الوثيقة الرسمية التي تفيد تعيين المسؤول عن تقديم المطلب،
- القائمة الاسمية للصحفين، والمصورين والتقنيين والترجمين عند الاقتضاء، مضافة من المؤسسة الإعلامية المعنية، مصحوبة بالوثائق المذكورة أعلاه والمشترطة لكل طالب اعتماد. ويعفى التقنيون والترجمون من الإدلاء ببطاقة احتراف.

ويتعين على الصحفيين الأجانب والمؤسسات الإعلامية الأجنبية تقديم نسخة من الوثيقة الرسمية التي تفيد الاعتماد من قبل السلط العمومية التونسية المختصة.

الفصل 6. تبت الهيئة في مطالب الاعتماد في أجل لا يتجاوز خمسة أيام من تاريخ توصلها بالطلب أو الإعلام بالبلوغ. وتعلم الهيئة صاحب المطلب بقرارها بأي وسيلة تترك أثرا كتابياً ويكون قرار الرفض معللاً، وتنشر قائمة المؤسسات الإعلامية والصحفين المعتمدين على الموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 7. للمؤسسات الإعلامية والصحفين المحليين والأجانب الحق في النزول إلى المعلومة دون عوائق أو تمييز والحصول من الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على جميع البيانات القابلة للنشر المتعلقة بسير مختلف مراحل العملية الانتخابية أو الاستفتاء.

الفصل 8. يلتزم ممثلو المؤسسات الإعلامية والصحفين بالواجبات التالية:

- احترام التشريع الانتخابي ومدونة سلوك الصحفيين،
- احترام التشريع المحلي وسيادة الدولة التونسية بالنسبة للمؤسسات الإعلامية والصحفين الأجانب،

- احترام قواعد وأخلاقيات المهنة والتشريع الوطني المنظم لهنة الصحافة ووسائل الإعلام،

- احترام القواعد والالتزامات المحمولة على وسائل الإعلام خلال الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء،

- تأمين تغطية إعلامية موضوعية ومتوازنة ومحايدة للمسار الانتخابي أو الاستفتاء،

- عدم الإخلال بالسير العادي للمسار الانتخابي أو الاستفتاء أو عرقته.

وتنتسب نفس الالتزامات على التقنيين والترجمين العاملين مع الصحفيين

والملحقة بهذا القرار، مختلف الواجبات المحمولة عليهم ويكون إمضاوها شرطاً أساسياً لمنح الاعتماد.

الفصل 4. يجب أن تتوفر في الصحفيين وممثلي المؤسسات الإعلامية الراغبين في الحصول على الاعتماد الشروط التالية:

1 - بالنسبة للصحفيين المحليين :

- صفة الناخب،

- عدم الالتماء إلى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

- عدم الترشح للانتخابات موضوع التغطية الإعلامية،

- حمل بطاقة احتراف أو بطاقة انخراط في النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين.

2 - بالنسبة للصحفيين الأجانب :

- الحصول على اعتماد في ممارسة النشاط على التراب الوطني من السلطة العمومية التونسية المختصة،

- حمل بطاقة احتراف.

الفصل 5. يتم قبول مطالب الاعتماد في الأجال التي تحددها الهيئة في كل انتخابات أو استفتاء. وتوجه المطالب إلى الهيئة مباشرة أو عن طريق البريد مضمون الوصول مع الإعلام بالبلوغ أو على عنوان البريد الإلكتروني المخصص للغرض. وتكون المطالب مرفقة بالوثائق التالية :

- الاستمارة الموضوعة على الموقع الإلكتروني للهيئة ممضاة من طالب الاعتماد أو من الممثل القانوني للمؤسسة الإعلامية،

- مدونة سلوك الصحفيين الملحة بها القرار يتم سحبها من مقر الهيئة أو تحميلاً من الموقع الإلكتروني وإمضاوها وختمتها من قبل الصحفي طالب الاعتماد أو من الممثل القانوني للمؤسسة الإعلامية،

- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر لكل طالب اعتماد،

- نسخة من بطاقة الاحتراف لكل طالب اعتماد، وبالنسبة للصحفيين التونسيين يمكن الاكتفاء ببطاقة الانخراط في النقابة الوطنية للصحفيين،

- صورتان شمسيتان لكل طالب اعتماد مع بيان الاسم واللقب.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 10 لسنة 2014 مؤرخ في 9 جوان 2014 يتعلق بضبط شروط وإجراءات اعتماد الصحفيين المحليين والأجانب للانتخابات والاستفتاء²⁸

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 55 و75 و125 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية كما تم تبنيه وإتمامه بالنصوص اللاحقة،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تبنيه وإتمامه بالنصوص اللاحقة، وخاصة الفصل الثالث فقرتان 9 و10 والفصل 19 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفصل الثاني منه،

وعلى النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات الصادر بمقتضى القرار عدد 5 لسنة 2014 المؤرخ في 24 أفريل 2014 وخاصة الفصل 15 منه.

وبعد التداول والنقاش قرر ما يلي :

الفصل الأول - يضيّط هذا القرار شروط وإجراءات اعتماد الصحفيين وممثلي المؤسسات الإعلامية للانتخابات والاستفتاء. وتنطبق أحكامه على الصحفة المسنودة والمكتوبة والإلكترونية، العمومية منها والخاصة، والمحلية منها والأجنبية.

الفصل 2. الهيئة العليا المستقلة للانتخابات هي الجهة الوحيدة المخولة لمنح الاعتماد والبت في المطلب المتعلقة به.

الفصل 3. تتضمن مدونة السلوك الخاصة بالصحفيين وممثلي المؤسسات الإعلامية المحليين والأجانب، الصادرة عن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

²⁸ الرائد الرسمي عدد 50 المؤرخ في 24 جوان 2014، ص. 1716.

- تجنب كلّ ما من شأنه أن يؤدي إلى وضعية تضارب مصالح،
- حسن التعامل مع مختلف المشرفين على العملية الانتخابية والامتثال للأوامر الصادرة عنهم في نطاق صلاحياتهم ووفق ما ينص عليه التشريع الانتخابي،
- احترام مبدأ سرية الاقتراع،
- عدم المشاركة في أي نوع من المفاوضات أو المناقشات داخل مكاتب الاقتراع ومختلف مواقع العملية الانتخابية،
- عدم حمل أي نوع من السلاح داخل مختلف مواقع العملية الانتخابية.

نص الالتزام:

-في شخص ممثلاها
- تقرّ المنظمة/الجمعية
القانوني بـ :
- اطلاعها على التشريع الانتخابي ومدونة السلوك والتزامها باحترامها،
 - إطلاع ملاحظيها على التشريع الانتخابي ومدونة السلوك والتزامهم باحترام الواجبات المحمولة عليهم،
 - عدم وجود تضارب مصالح من أي نوع كان سياسياً أو اقتصادياً أو غيره من شأنه التأثير على الالتزام بواجبات المنظمة أو الجمعية أو الملاحظين التابعين لها.

الإمضاء والختم

التاريخ

- احترام التشريع الانتخابي والقرارات الصادرة عن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
- الالتزام بالنسبة للمنظمات أو الجمعيات الأجنبية باحترام سيادة الدولة التونسية وتشريعها المحلي،
- التزام الحياد والاستقلالية إزاء جميع الأطراف المتدخلة في العملية الانتخابية والاستفتاء،
- تكوين الملاحظين التابعين لها في مجال ملاحظة الانتخابات وإطلاعهم على التشريع الانتخابي ومدونة السلوك،
- القدرة على الإشراف على الملاحظين التابعين لها،
- توخي التحفظ والموضوعية والتأكد من جمع المعلومات والبيانات من المصادر الرسمية المخولة لذلك حسب التشريع الانتخابي،
- عدم التصريح بنتائج الانتخابات والاستفتاء،
- إعداد تقرير يتضمن تقييمًا موضوعياً للعملية الانتخابية وإحالته نسخة منه إلى الهيئة بعد التصريح بالنتائج النهائية للانتخابات أو الاستفتاء في آجال معقولة.

• التزامات الملاحظ:

- يتعيّن على الملاحظ أثناء مباشرة مهامه:
- حمل بطاقة الاعتماد بشكل واضح،
 - عدم الإخلال بالسير العادي للمسار الانتخابي أو عرقته،
 - تجنب كل ما من شأنه التأثير على إرادة الناخبين،
 - الامتناع عن حمل زرّ أو شعار يشير إلى أي انتماء سياسي،
 - الامتناع عن تقديم أي دعم كان لأيٍ من الأحزاب السياسية أو القائمات المرشحة أو المرشحين،
 - الامتناع عن تلقي أي مبلغ مالي أو امتياز مادي أو غيره من الأحزاب السياسية أو القائمات المرشحة أو المرشحين أو أي جهة لها علاقة بالانتخابات أو الاستفتاء،
 - الامتناع عن أي فعل أو قول من شأنه الإخلال بالسير العادي للمسار الانتخابي أو الاستفتاء أو عرقته،

وتنتسب نفس الأحكام على المترجمين العاملين مع الملاحظين الأجانب.
ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني
للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 9 جوان 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

مدونة سلوك الملاحظين المحليين والأجانب للانتخابات والاستفتاء

تمثل ملاحظة الانتخابات أحد أهم الضمانات التي تسهم في تحقيق انتخابات ديمقراطية ونزيهة وشفافة، حيث يهدف تشكيل المجتمع المدني والمجتمع الدولي في المسار الانتخابي إلى توفير جوّ من الأمان والمصداقية للعملية الانتخابية، ودعم شفافية المسار الانتخابي وتعزيز الثقة فيه، وضمان تقبل الناخبين والمرشحين والقائمات المرشحة والأحزاب السياسية للنتائج النهائية للانتخابات أو الاستفتاء.
وعملًا بأحكام الدستور وخاصة الفصول 55 و75 و125 و126 منه، والقانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وخاصة الفصل الثالث فقرتان 9 و10 والفصل 19 منه، والقانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفصلين الثاني والرابع منه،
قررّت الهيئة العليا المستقلة للانتخابات ضبط مبادئ وقواعد ملاحظة الانتخابات والاستفتاء ضمن مدونة السلوك الخاصة بالملاحظين والتي يتبعها كل من يرغب في ملاحظة الانتخابات والاستفتاء إمضاءها.

• التزامات المنظمة أو الجمعية:

يتبعها كل منظمة أو جمعية ترغب في ملاحظة الانتخابات أو الاستفتاء:

الفصل 8 - يجب على الملاحظين المحليين والأجانب الالتزام بـ :

- احترام التشريع الانتخابي ومدونة سلوك الملاحظين،
- احترام التشريع المحلي وسيادة الدولة التونسية خاصة بالنسبة للملاحظين الأجانب،
- الحياد والاستقلالية والنزاهة إزاء جميع الأطراف المتدخلة في العملية الانتخابية أو الاستفتاء،
- العمل وفق المعايير الدولية المتعلقة بمحاسبة الانتخابات،
- الامتناع عن أيّ فعل أو قول من شأنه الإخلال بالسير العادي للمسار الانتخابي أو الاستفتاء أو عرقته،
- تجنب كلّ ما من شأنه أن يؤدي إلى وضعية تضارب مصالح وتنسب نفس الالتزامات على المترجمين العاملين مع الملاحظين الأجانب.

الفصل 9 - يمكن للهيئة سحب الاعتماد من الملاحظ أو المنظمة أو الجمعية التي يرجع إليها في الصور التالية :

- عدم احترام التشريع الانتخابي،
- الإخلال بأحد الواجبات المحمولة على الملاحظين المضمّنة بهذا القرار أو بمدونة السلوك،
- الإخلال بالسير العادي للمسار الانتخابي أو الاستفتاء،
- عدم الامتثال للقرارات الصادرة عن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
- تمثيل أحد المرشحين أو القائمات أو الأحزاب في أحد أماكن سير العملية الانتخابية أو الاستفتاء،
- تقديم أي نوع من الدعم لأحد المرشحين أو القائمات أو الأحزاب.
وعند معاينته إخلال من الملاحظين بالالتزامات والواجبات المحمولة عليهم، للهيئة بعد إجراء الأبحاث الضرورية والاستماع إلى المعنى بالأمر أو ممثل المنظمة أو الجمعية المعنية، توجيه إنذار أو اتخاذ قرار معلل يقضي بسحب الاعتماد مع إعلام المنظمة أو الجمعية بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً أو عن طريق النشر بالموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة.

القانوني للمنظمة أو الجمعية،

- مدونة سلوك الملاحظين يتم سحبها من مقر الهيئة أو تحميلاً من الموقع الإلكتروني وإمساكها وختمتها من الممثل القانوني للمنظمة أو الجمعية صاحبة طلب الاعتماد،

- نسخ من بطاقات التعريف الوطنية أو من جوازات السفر للملاحظين والترجميين،
 - صورتان شمسيتان لكل ملاحظ أو مترجم مع بيان الاسم واللقب.

الفصل 6 . تبّت الهيئة في مطالب الاعتماد في أجل لا يتجاوز خمسة أيام من تاريخ إيداع المطلب بالهيئة أو الإعلام بالبلوغ.

تعلم الهيئة صاحب المطلب بقرارها بأي وسيلة ترك أثراً كتابياً ويكون قرار الرفض معللاً، وتنشر قائمة الملاحظين المعتمدين تباعاً على الموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 7 . للملاحظين المحليين والأجانب الحق في متابعة مختلف مراحل العملية الانتخابية أو عملية الاستفتاء المتعلقة بـ :

- التسجيل بقائمات الناخبين،
- الترشحات،
- الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء،
- الاقتراع،
- الفرز،
- جمع النتائج،
- النزاعات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء،
- التصريح بالنتائج الأولية والنهائية.

كما يحق للملاحظين المحليين والأجانب :

- النفاذ إلى مكاتب التسجيل ومكاتب الاقتراع والفرز،
- الحصول على بيانات من الهيئة حول سير العملية الانتخابية أو الاستفتاء،
- الاستعانة بالنسبة للملاحظين الأجانب بمترجم حامل لبطاقة اعتماد من الهيئة،
- المطالبة بتضمين جميع الملاحظات والتحفظات الخاصة بعمليتي الاقتراع والفرز ضمن مذكرة ترافق بمحضر عملية الاقتراع أو بمحضر عملية الفرز.

الفصل 4 . يجب أن تتوفر في الملاحظين المرشحين من المنظمات أو الجمعيات الشروط التالية:

(1) بالنسبة للملاحظين المحليين:

- صفة الناخب،

- عدم الانتماء إلى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
- عدم الترشح للانتخابات موضوع الملاحظة،

- أن يكون مرشحاً من منظمة أو جمعية تنشط في المجال الانتخابي أو مجالات الديمقراطية وحقوق الإنسان والمواطنة،

- تأقى تكوين في مجال ملاحظة الانتخابات.
(2) بالنسبة للملاحظين الأجانب:

- أن يكون بالغاً ثمانين عاماً على الأقل يوم تقديم طلب الاعتماد،

- أن يكون مرشحاً من منظمة أو جمعية أجنبية ناشطة في مجال ملاحظة الانتخابات،

- تأقى تكوين في مجال ملاحظة الانتخابات.

الفصل 5 . يتم قبول مطالب الاعتماد في الأجال التي تحددها الهيئة في كل انتخابات أو استفتاء على أن تقدم المطالب أسبوعاً على الأقل قبل يوم الاقتراع أو الاستفتاء.

توجّه المطالب من قبل المنظمة أو الجمعية الراغبة في الحصول على الاعتماد مباشرةً إلى الهيئة أو عن طريق البريد مضمون الوصول مع الإعلام بالبلوغ مرفقاً بالوثائق التالية :

- الوثيقة الرسمية التي تفيد تعيين المسؤول عن تقديم طلب الاعتماد،
- الوثائق المبينة لمجال نشاط المنظمة أو الجمعية،
- الوثائق التي تثبت التكوين في مجال ملاحظة الانتخابات،
- الاستمارة الموضوّعة على الموقع الإلكتروني للهيئة ممضاة من قبل الممثل القانوني للمنظمة أو الجمعية المعنية،
- القائمة الأساسية للملاحظين، والترجميين عند الاقتضاء ممضاة من الممثل

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 09 لسنة 2014 مؤرخ في 09 جوان 2014 يتعلق بضبط شروط وإجراءات اعتماد الملاحظين المحليين والأجانب للانتخابات والاستفتاء²⁷

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 55 و75 و125 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية كما تم تبنيه وإتمامه بالنصوص اللاحقة،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تبنيه وإتمامه بالنصوص
اللاحقة، وخاصة الفصل الثالث فقرتان 9 و10 والفصل 19 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفصلين الثاني والرابع منه،

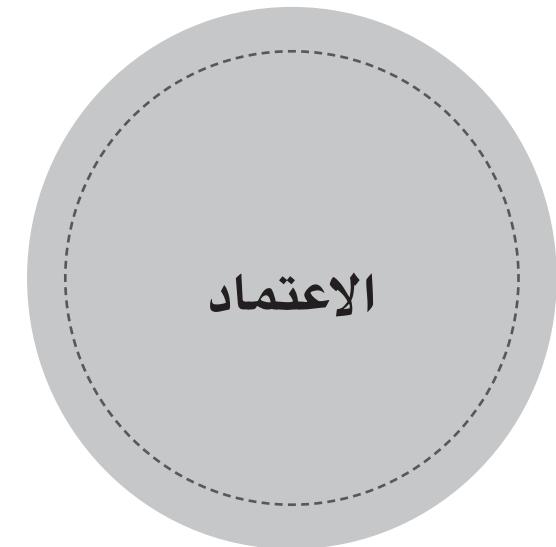
وعلى النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات الصادر بمقتضى القرار
عدد 5 لسنة 2014 المؤرخ في 24 أفريل 2014 وخاصة الفصل 15 منه،

وبعد التداول والنقاش قرر ما يلي :

الفصل الأول - يضبط هذا القرار شروط وإجراءات اعتماد الملاحظين المحليين
والأجانب للانتخابات والاستفتاء.

الفصل 2 - يمكن لكل منظمة أو جمعية ملاحظة الانتخابات والاستفتاء شريطة
حصولها على الاعتماد من قبل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الفصل 3 - تتضمن مدونة السلوك الخاصة بالملاحظين المحليين والأجانب،
الصادرة عن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وللحقة بهذا القرار، مختلف
الواجبات المحمولة عليهم ويكون إمساؤها شرطا أساسيا لمنح الاعتماد.



²⁷ الرائد الرسمي عدد 50 المؤرخ في 24 جوان 2014، ص. 1713.

الباب السابع الطعن في قرارات الترشح

لا يكون مطلب سحب الترشح المقدم بعد الإعلان عن قائمة المرشحين المقبولين نهائياً أي أثر قانوني.

الفصل 30 . يعاد فتح باب الترشحات في حالة وفاة أحد المرشحين في الدورة الأولى أو وفاة أحد المرشحين لدورة الإعادة وفق أحكام الفقرة الثانية من الفصل 49 من القانون الانتخابي .

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 4 أوت 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

الفصل 22 . يمكن الطعن في قرارات الهيئة بخصوص الترشحات وفق أحكام الفصلين 46 و 47 من القانون الانتخابي .

الفصل 23 . تولى الهيئة تنفيذ الأحكام الصادرة عن الدوائر الاستئنافية للمحكمة الإدارية التي لم يتم الطعن فيها أمام الجلسة العامة القضائية للمحكمة الإدارية، شرط توصلها بالوثائق التالية:

- نسخة مجردة من الحكم،
- شهادة في عدم الاستئناف.

الفصل 24 . تولى الهيئة تنفيذ القرارات الصادرة عن الجلسة العامة القضائية للمحكمة الإدارية شرط توصلها بالقرار أو بشهادة في منطوقه.

الفصل 25 . يكون تنفيذ الأحكام أو القرارات بإدراج المرشح في قائمة المرشحين المقبولين نهائياً أو بشرطه منها.

الفصل 26 . تعلن الهيئة عن قائمة المرشحين المقبولين نهائياً بنشرها بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى موقعها الإلكتروني .

الباب الثامن سحب الترشحات

الفصل 27 . يمكن سحب الترشح قبل الإعلان عن قائمة المرشحين المقبولين نهائياً.

الفصل 28 . يتم تقديم مطلب سحب الترشح عبر إيداع المطلب شخصياً من المرشح أو من ينوبه بالمقر المركزي للهيئة.

الفصل 29 . يتضمن مطلب سحب الترشح اسم المرشح المسحب وإمضاءه، ويكون الإمضاء معروفاً به في حالة تقديم المطلب من ينوب المرشح.

الباب الخامس النظر في مطالب الترشح

الفصل 13 . تثبت الهيئة من توفر كافة شروط الترشح المنصوص عليها في الفصل 3 أعلاه.

الفصل 14 . تثبت الهيئة من المزكين ومن عددهم ومن عدم تزكية الشخص لأكثر من مترشح، ويعتمد تاريخ إيداع المطلب في مكتب ضبط الهيئة في احتساب سابقة تزكية ناخب لترشح.

لا يتم احتساب التزكية التي لا تستوفي التنصيصات الوجوبية المتعلقة بالاسم الكامل وعدد بطاقة التعريف الوطنية وإمضاء المزكي.

تُعلم الهيئة المترشح أو ممثله بعد التزكيات غير المستوفية للشروط القانونية إذا كانت أقل من العدد المطلوب، ويمكن للمترشح تعويضها في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ الإعلام على أن لا يتجاوز في كل الحالات أجل البت في الترشحات، وإلا يتم رفض مطلب الترشح.

الفصل 15 . تثبت الهيئة من تقديم التزكية من ناخبي موزعين على عشرة دوائر انتخابية على الأقل على أن لا يقل عددهم عن خمسين ناخب بكل دائرة.

الفصل 16 . يمكن للهيئة أن تطلب استكمال المطلب أو وثائق توضيحية، ويتعين على المعنى بالأمر القيام بذلك في أجل أقصاه 24 ساعة من تاريخ الإعلام على أن لا يتجاوز ذلك في كل الحالات أجل البت في الترشحات.

الفصل 17 . يتم الإعلام المشار إليه بالفصولين 14 و 16 أعلاه بإحدى الوسائل التالية:

- الفاكس إن وجد،

- البريد الإلكتروني إن وجد،

- البرقية،

- رسالة مضمونة الوصول مع الإعلام بالبلوغ.

ويمكن إعلام المترشح بأي وسيلة أخرى ترك أثرا كتابيا.

الباب السادس البت في الترشحات

الفصل 18 . بيت مجلس الهيئة في مطالب الترشح في أجل أقصاه أربعة أيام من تاريخ ختم الترشحات.

وفي الحالات المشار إليها بالفقرتين الثانية والثالثة من الفصل 49 من القانون الانتخابي بيت المجلس في المطالب في أجل أقصاه يومان.

الفصل 19 . يتضمن القرار الصادر عن مجلس الهيئة خاصةً الاسم الكامل للمترشح، وتاريخ ورود مطلب الترشح، ومآل المطلب.

يُقرر مجلس الهيئة رفض مطلب الترشح في الحالات التالية:

- تقديم مطلب الترشح بعد انقضاء الأجل القانوني،
- خلو المطلب من التنصيصات الوجوبية أو عدم إرفاقه بالوثائق المطلوبة،
- عدم استيفاء شروط الترشح.

ويكون قرار الرفض في جميع الحالات مُعللاً.

الفصل 20 . تعلم الهيئة المترشح بقرارها في أجل أقصاه 24 ساعة من تاريخ صدوره بإحدى الوسائل التالية:

- رسالة مضمونة الوصول مع الإعلام بالبلوغ،
- البرقية،
- الفاكس إن وجد،
- البريد الإلكتروني إن وجد.

ويمكن إعلام المترشح بأي وسيلة أخرى ترك أثرا كتابيا.

الفصل 21 . تعلق قائمة المرشحين المقبولين بالقرار المركزي للهيئة، ويتم نشرها بموقعها الإلكتروني في أجل لا يتجاوز 24 ساعة من انتهاء أجل البت في مطالب الترشح.

الباب الرابع

استلام مطالب الترشح

الفصل 10 . عند تقديم مطلب الترشح، يتولى المُكلّف باستلام الترشحات التثبت من:

- صفة مقدم المطلب طبق الفصل 7 أعلاه،
- احتواء المطلب على التنصيصات الوجوبية،
- إرفاق المطلب بالوثائق المطلوبة.

ولا يتم استلام المطلب المُقدّم من غير ذي صفة.

الفصل 11 . يدون مستلم المطلب في سجل للترشحات مُرقم ومح桐 من الهيئة في كل صفحاته وجوباً البيانات التالية:

- اسم المترشح،
- تاريخ تقديم المطلب (اليوم والشهر والسنة)،
- توقيت إيداع المطلب بالساعة والدقيقة،
- اسم مقدم المطلب ولقبه وعنوانه وهاتفه وبريديه الإلكتروني أو الفاكس إن وجاها، ويُمضي مقدم المطلب في الخانة المخصصة لذلك في السجل.
- يُحرّر اقتطاع أي ورقة من السجل.

الفصل 12 . يتم تسليم نظير من وصل استلام الترشح لمقدم المطلب يتضمن المرفقات التي تم استلامها.

وفي حالة وجود نقص في المرفقات أو التنصيصات الوجوبية يمكن تداركه في أجل لا يتجاوز تاريخ ختم الترشحات.

- بيان إن كان المترشح يحمل جنسية أجنبية أو أكثر مع تحديدها،
- بيانات الاتصال بالترشح وممثله إن وجد ووكيله،

- تصريحاً ممضى باستيفاء كافة شروط الترشح، وصحة المعلومات المقدمة. ويكون الإمساء معروفاً به في حالة عدم تقديم المطلب من المترشح شخصياً، بالنسبة إلى المترشحين عن أحزاب سياسية: تأشيرة الممثل القانوني للحزب على مطلب الترشح، وبيانات الاتصال به.

الفصل 9 . يرفق مطلب الترشح وجوباً بالوثائق التالية:

- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر للمترشح،
- صورتان شمسيتان حديثتان للمترشح، وفق الإرشادات الفنية التي تضبطها الهيئة،

- شهادة في ثبوت الجنسية التونسية،

- مضمون ولادة للمترشح لم يمض على تاريخ إصداره أكثر من ستة أشهر،
 - نظير من بطاقة السوابق العدلية (بطاقة عدد 3) للمترشح،
- بالنسبة لحاملي جنسية أجنبية أو أكثر: تعهداً مُعرضاً بالإمساء بالتخلي عن الجنسية أو الجنسيات الأجنبية عند التصريح بانتخاب المترشح رئيساً للجمهورية،
- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر للوكييل المالي للمترشح وممثله،

- نسخة ورقية والكترونية من قائمة المزكين تتضمن وجوباً الاسم الكامل للمزكي وصفته ودائرة الانتخابية وعدد بطاقة تعريفه الوطنية وإمساءه،

وتكون النسخة الإلكترونية مطابقة للإرشادات الفنية التي تصدرها الهيئة.

- وصل تأمين ضمان مالي قدره عشرة آلاف دينار لدى الخزينة العامة للبلاد التونسية.

ممثل المترشح: شخص يمكن أن يُعينه المترشح لتمثيله أمام الهيئة في كافة المسائل المرتبطة بترشحه باستثناء المسائل المالية والمحاسبية.

الباب الثاني
شروط الترشح
الفرع الأول
الشروط المتعلقة بالمرشح

الفصل 3 - يشترط في المرشح لرئاسة الجمهورية ما يلي:

- أن يكون ناخباً مسجلاً في سجل الناخبين،
- أن يكون تونسي الجنسية منذ الولادة،
- أن يكون دينه الإسلام،
- أن يكون بالغاً خمساً وثلاثين سنة كاملة على الأقل في تاريخ تقديم الترشح،
- أن لا يكون قد تولى منصب رئيس الجمهورية لدورتين كاملتين، متصلتين أو متفصلتين.
- أن لا يكون مشمولاً بأي من صور الحرمان التالية:

- فقدان صفة الناخب،
- فقدان الحق في الترشح المترتب على العزل من منصب رئيس الجمهورية بحكم صادر عن المحكمة الدستورية على معنى الفصل 88 من الدستور،
- فقدان الحق في الترشح المترتب على الإدانة من أجل الحصول على تمويل أجنبى لحملته الانتخابية في الانتخابات السابقة على معنى الفصل 163 من القانون الانتخابي.

الفرع الثاني
الشروط المتعلقة بالتزكية

الفصل 4 - تشترط تزكية المترشح من عشرة أعضاء من مجلس نواب الشعب، أو أربعين عضواً من رؤساء الجماعات المحلية المنتخبة، أو عشرة آلاف ناخب مرسم في سجل الناخبين، على أن لا يقل عددهم عن خمسين ناخب في عشرة دوائر انتخابية على الأقل.

وبالنسبة لأول انتخابات رئاسية بعد المصادقة على الدستور، تتم التزكية من عشرة أعضاء بالمجلس الوطني التأسيسي، أو عشرة آلاف من الناخبين المرسمين والموزعين على الأقل على عشر دوائر انتخابية على أن لا يقل عددهم عن خمسين ناخب بكل دائرة منها.

الفصل 5 - يمنع على أي مرشحٍ تزكية أكثر من مرشح واحد للانتخابات الرئاسية.

الباب الثالث
تقديم الترشحات

الفصل 6 - يضبط مجلس الهيئة تاريخ فتح باب الترشحات لرئاسة الجمهورية وتاريخ غلقه، ويعلن عن ذلك بالموقع الإلكتروني للهيئة وعبر وسائل الإعلام المكتوبة والسمعية والبصرية.

الفصل 7 - تقدم الترشحات مباشرة لدى الهيئة بمقرّها المركزي من قبل المترشح أو من ينوبه، بموجب توكيل مُعرف بالإمضاء لدى السلط التونسية المختصة.

الفصل 8 - يقدم مطلب الترشح في نظيرين على المطبوعة التي تعدّها الهيئة للغرض، ويتضمن وجوباً التنصيصات التالية:

- الاسم الكامل لمقدم الطلب وصفته،
- الاسم الكامل للمترشح وتاريخ ولادته ومكانها ودينه ومهنته وعنوانه وهاتفه وعدد بطاقة تعريفه الوطنية أو جواز سفره وقائمة الناخبين المرسم بها،

**قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 18 لسنة 2014 مؤرخ في
4 أوت 2014 يتعلق بقواعد و إجراءات الترشح للانتخابات الرئاسية²⁶**

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني
للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 1 أوت 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصول 34 و 74 و 75
و 125 و 126 و الفقرة 4 من الفصل 148 منه،
وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية،
وعلى جميع النصوص التي نفحته وتممتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
وعلى جميع النصوص التي نفحته وتممتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصةً القسم الثاني من الباب الثالث منه،
و بعد التداول قرر ما يلي:

**الباب الأول
أحكام عامة**

الفصل الأول . يُنظم هذا القرار قواعد وإجراءات الترشح لرئاسة الجمهورية.

الفصل 2 . يقصد بالمصطلحات التالية على معنى هذا القرار:

الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

**الوكيل المالي المترشح: شخص يعينه المترشح يكون مخولاً للتصريح في
الحساب البنكي الوحيد المخصص لتمويل حملته الانتخابية، ولتمثيله في المسائل
المالية والمحاسبية للحملة.**

²⁶ الرائد الرسمي عدد 64 المؤرخ في 08 أوت 2014، ص. 2090.

يمكن إجراء أي تعديل على القائمة بعد انقضاء هذا الأجل.
لا تُقبل مطالب السحب بعد استنفاد المترشحين من القائمة التكميلية أو التي
تؤدي إلى الإخلال بمبدأ التناصف وقاعدة التناوب.
لا يكون لطلب سحب الترشح المقدم بعد انقضاء الأجل أي تأثير على القائمة،
وتقوم الهيئة الفرعية بتسجيجه وإحالته نظير منه إلى المقر المركزي للهيئة.

الباب الثامن : حالة وفاة مرشح أو عجزه التام

الفصل 31 . يتم تعويض المرشح المتوفى أو الذي أصيب بعجز تام ضمن الأجال المنصوص عليها بالفصل 27 أعلاه.

وإذا لم يتم تقديم مطلب التعويض، أو تم تقديمها خارج الأجال، لا يكون لوفاة المرشح أو عجزه التام أي تأثير على القائمة.

الفصل 32 . يتم إيداع الإعلام بالوفاة أو العجز التام ومطلب التعويض لدى الهيئة الفرعية بالدائرة الانتخابية التي ترشحت فيها القائمة من رئيس القائمة أو ممثّلها. وبالنسبة للقائمات المترشحة بالخارج، يمكن أيضاً إيداع الإعلام من ينوب عن القائمة بموجب توكيل معرف بالإمضاء لدى البعثة الدبلوماسية أو القنصلية من رئيس القائمة أو ممثّلها.

يُقدم المطلب في نظيرين. ويتضمن اسم القائمة وإمضاء رئيسها أو ممثّلها، ويرفق بحجة أو مضمون الوفاة أو بشهادة طبية تثبت العجز التام.
ويتم تدارك النقص في القائمة طبق أحكام الفصل 30 أعلاه.

الباب التاسع : أحكام ختامية

الفصل 33 . في حالة عدم إحداث الهيئات الفرعية أو عدم تركيزها أو عدم تفویضها الصالحيات الواردة في هذا القرار من مجلس الهيئة، يُحدّد مجلس الهيئة الجهة أو الجهات الراجعة لها التي تتولى هذه الصالحيات.

الفصل 26 . تعلن الهيئة عن القائمات المقبولة نهائياً بعد انقضاء الطعون بنشرها على موقعها الإلكتروني.

الباب السابع : سحب الترشحات

الفصل 27 . يمكن سحب الترشحات في أجل أقصاه 15 يوماً قبل انطلاق الحملة الانتخابية.

الفصل 28 . يتم تقديم مطلب سحب الترشح بإيداعه لدى الهيئة الفرعية بالدائرة الانتخابية التي ترشحت فيها القائمة من المترشح المنسحب شخصياً أو من رئيس القائمة أو ممثّلها. وبالنسبة للقائمات المترشحة بالخارج، يمكن أيضاً إيداع المطلب من ينوب عن القائمة بموجب توكيل معرف بالإمضاء من العضو المنسحب لدى البعثة الدبلوماسية أو القنصلية.

يقدم المطلب في نظيرين، ويتضمن اسم القائمة وإمضاء المترشح، ويكون مرفقاً بنسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر.
ويكون الإمساء معروضاً به بالنسبة إلى العضو المنسحب الذي لا يحضر لدى الهيئة عند تقديم المطلب.

الفصل 29 . إذا قدم المطلب من المترشح المنسحب، تتولى الهيئة الفرعية إعلام ممثل القائمة فوراً بانسحاب المترشح من القائمة.

وإذا كان ممثل القائمة هو المنسحب، تتولى الهيئة الفرعية إعلام باقي أعضاء القائمة.

وإذا كان الانسحاب من قائمة حزبية، تتولى الهيئة إعلام الممثل القانوني للحزب.
ويتم الإعلام في جميع الحالات بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً.

الفصل 30 . يتولى رئيس القائمة تدارك النقص فيها اعتماداً على القائمة التكميلية، وله إعادة ترتيب المترشحين بما لا يخالف مبدأ التناصف وقاعدة التناوب.
وإذا أدت إعادة الترتيب إلى الإخلال بشرط تمثيل الشباب وفق الفصل 25 من القانون الانتخابي، تُحرم القائمة من نصف القيمة الجملية لنحة التمويل العمومي.
يتم تدارك النقص في أجل أقصاه 24 ساعة من الإعلام المذكور أعلاه، ولا

وبالنسبة إلى القائمات المستقلة، لا تتخذ الهيئة الفرعية قرارها إلا بعد بث مجلس الهيئة في حالات الاشتراك في التسمية والرمز.

الفصل 21. تقرر الهيئة الفرعية رفض مطلب الترشح في الحالات التالية:

- تقديم مطلب الترشح خارج الأجل،
 - خلو المطلب من التنصيصات الوجوبية أو عدم إرفاقه بالوثائق المطلوبة.
 - عدم استيفاء القائمة لشروط الترشح،
 - عدم استيفاء أحد المرشحين لشروط الترشح.
- ويكون قرار الرفض في جميع الحالات معللاً.

الفصل 22. تعلم الهيئة الفرعية رئيس القائمة أو ممثلاً بقرارها في أجل أقصاه 24 ساعة من تاريخ صدوره بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً.

الفصل 23. تُعلق القائمات المقبولة بمقررات الهيئات الفرعية، ويتم نشرها بموقع الهيئة الإلكتروني في أجل لا يتجاوز اليوم الذي يلي انتهاء أجل البث في مطالب الترشح.

الباب السادس : الطعن في قرارات الترشح

الفصل 24. يتم الطعن في قرارات الهيئة بخصوص الترشحات من رئيس القائمة أو أحد أعضائها أو الممثل القانوني للحزب أو أعضاء بقية القائمات المرشحة بنفس الدائرة الانتخابية، وفق أحكام الفصلين 27 و29 من القانون الانتخابي.

الفصل 25. تتولى الهيئة الفرعية تنفيذ الحكم القضائي الصادر عن:

- المحكمة الابتدائية والذي لم يتم الطعن فيه بالاستئناف، شرط توصلها بنسخة مجردة من الحكم وشهادته في عدم الاستئناف،
- الدوائر الاستئنافية بالمحكمة الإدارية، شرط توصلها بالحكم الاستئنافي أو شهادة في منطوق الحكم.

ويكون تنفيذ الحكم القضائي بإدراج القائمة المرشحة في القائمات المقبولة نهائياً أو شطبها منها.

أولاًً بالاسم أو الرمز الذي اختارتة، ويتم إعلام القائمة أو القائمات الأخرى لتغيير التسمية أو الرمز،

- في صورة تنازع أكثر من قائمة حزبية على نفس التسمية أو الرمز بسبب نزاع حول رئاسة الحزب، تُسند التسمية لقائمة المصادق عليها من المسؤول الأول للحزب حسب البيانات المتوفرة لدى الجهة الإدارية المختصة بشؤون الأحزاب. ويتم إعلام القائمة الأخرى لتغيير التسمية أو الرمز.

الفصل 15. تتولى الهيئة التثبت من عدم اشتراك مجموعة من القائمات المستقلة في التسمية والرمز، وفي هذه الحالة يمكنها:

- إعلام ممثلي تلك القائمات لتغيير الاسم والرمز في أجل تحدده، باستثناء القائمة المستقلة التي تقدمت أولاًً بهذا الاسم والرمز.
- اعتبار هذه القائمات ائتلافاً، ويكون قرارها معللاً.

الفصل 16. في حالة مخالفة التسمية أو الرمز للقواعد الأخرى المنصوص عليها بالفصل 5 من هذا القرار، يتم إعلام القائمة المعنية لتغيير التسمية أو الرمز.

الفصل 17. يتعين على المعنى بالأمر إجراء التغيير أو التصحيح المشار إليه بالفصول 13 و14 و15 و16 أعلاه في أجل أقصاه 24 ساعة من تاريخ الإعلان، على أن لا يتجاوز ذلك في كل الحالات أجل البث في الترشحات.

ويتم الإعلان بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً.

الباب الخامس : البث في الترشحات

الفصل 18. تبت الهيئات الفرعية في مطالب الترشح في أجل أقصاه سبعة أيام من تاريخ ختم الترشحات. ويبيت مجلس الهيئة في حالات اشتراك مجموعة من القائمات المستقلة في التسمية والرمز في أجل أقصاه خمسة أيام من تاريخ ختم الترشحات، ويعيل قراراته فوراً إلى الهيئات الفرعية المعنية.

الفصل 19. يتضمن القرار الصادر عن الهيئات الفرعية خاصةً الاسم الكامل للقائمة، واسم رئيسها وممثلاً، وتاريخ ورود مطلب الترشح، ومال المطلب.

الفصل 20. تقرر الهيئة الفرعية قبول المطالب التي استوفت شروط الترشح.

يُمضي مقدم المطلب في الخانة المخصصة لذلك في السجل. ويُحجز اقتطاع أي ورقة من السجل.

الفصل 12 - يتم تسليم نظير من وصل استلام مطلب الترشح لمقدم المطلب يتضمن المرفقات التي تم استلامها.

وفي حالة وجود نقص في المرفقات أو التنصيصات الوجوبية يمكن تداركه في أجل لا يتجاوز تاريخ ختم الترشحات.

الباب الرابع : النظر في مطالب الترشح

الفصل 13 - يمكن للهيئة الفرعية إعلام القائمة المترشحة لتصحيح المطلب أو استكماله.

ولا يمكن خلال أجل البث في الترشحات طلب التصحيح أو الاستكمال في الحالات التالية:

- كل مطلب لا يتضمن العدد المنشط من المترشحين في القائمة الأصلية والقائمة التكميلية،

- كل مطلب لا يتضمن أسماء المترشحين وترتيبهم داخل القائمة وإمضاء المترشحين في القائمة الأصلية والتكميلية طبق الشروط المنصوص عليها بالفصل 8 أعلاه،

- كل مطلب لا يحترم مبدأ التناصف إلا في حدود ما يحتمله العدد الفردي للمقاعد المخصصة لبعض الدوائر،

- كل تصحيح أو استكمال يؤدي إلى استبدال مرشح من خارج القائمة التكميلية.

الفصل 14 - في حالة تطابق التسمية أو الرمز، أو تشابه التسمية أو الرمز بشكل يؤدي إلى إرباك الناخب، يتم تطبيق القواعد التالية:

- يقتصر حق استعمال تسمية أو رمز الحزب المكون قانوناً قبل بدء الترشحات على قائماته،

- وفي غير هذه الحالة، تحتفظ القائمة المترشحة التي تقدمت بطلب ترشحها

- بالنسبة إلى القضاة ورؤساء البعثات والمراكز дипломاسية والقنصلية والولاية والمعتمدين الأول الكتاب العامين للولايات والمعتمدين والعهد:

0 نسخة مطابقة للأصل من قرار قبول الاستقالة أو قرار الإحالة على عدم المباشرة،

0 شهادة من السلطة الإدارية المعنية تفيد مكان العمل في السنة السابقة لتقديم مطلب الترشح.

وبالنسبة لأول انتخابات تشريعية بعد المصادقة على الدستور، يُرفق أعضاء القائمات المترشحة لانتخابات المجلس الوطني التأسيسي التي لم تتحصل على 3 % على الأقل من الأصوات المصرح بها على مستوى الدائرة الانتخابية والتي سلمت القسط الثاني من منحة التمويل العمومي وصلاً أو شهادة مُسلمة من وزارة المالية ثبت إرجاعه.

[تعفى القائمات المترشحة بالنسبة لأول انتخابات تشريعية بعد المصادقة على الدستور من الإلاء بنظير من بطاقة السوابق العدلية.]

القسم الثاني : استلام مطالب الترشح

الفصل 10 - عند استلام مطلب الترشح، يتولى المكلف باستلام المطلب التثبت من: صفة مقدم المطلب طبق الفصل 7 أعلاه، ولا يتم استلام المطلب المقدم من غير ذي صفة،

- احتواء المطلب على التنصيصات الوجوبية طبق الفصل 8 أعلاه،

- المرفقات المطلوبة طبق الفصل 9 أعلاه.

الفصل 11 - يدون مستلم المطلب في سجل للترشحات مُرقم ومحظوظ من الهيئة الفرعية في كل صفحاته وجوباً البيانات التالية:

- تسمية القائمة كما وردت حرفيًا بمطلب الترشح،

- تاريخ تقديم المطلب (اليوم والشهر والسنة)،

- توقيت إيداع المطلب بالساعة والدقيقة،

- اسم مقدم المطلب ولقبه.

الباب الثالث : تقديم الترشحات

باستيفاء كافة شروط الترشح، وصحة البيانات المقدمة، ويكون الإمضاء معروفاً بالنسبة للعضو الذي لا يحضر لدى الهيئة عند تقديم الترشح،

- بيانات الاتصال برئيس القائمة، ويعتبر المرشح الأول في ترتيب القائمة الأصلية رئيسها،

- اسم ممثل القائمة من بين المرشحين وبيانات الاتصال به، ويمكن أن يكون رئيس القائمة هو ممثلاً لها،

- بالنسبة إلى القائمات الحزبية: اسم الممثل القانوني للحزب وبيانات الاتصال به،

- بالنسبة إلى القائمات الائتلافية: اسم ممثل الائتلاف وبيانات الاتصال به،

- بالنسبة إلى المرشحين من القضاة ورؤساء البعثات والمراکز الدبلوماسية والقنصلية والولاة والمعتمدين الأول والكتاب العامين للولايات والمعتمدين والعمد: بيان الدوائر الانتخابية التي مارسوا فيها وظائفهم خلال السنة الأخيرة السابقة لتقديم مطلب الترشح، ومدة العمل في كل منها.

الفصل 9 (جديد) - يُرفق مطلب الترشح وجوباً بما يلي:

- نسخة إلكترونية من رمز الحزب أو القائمة الحزبية أو الائتلافية أو المستقلة مُطابقة للإرشادات الفنية التي تصدرها الهيئة،

- نسخة ورقية مطابقة من رمز الحزب أو القائمة الحزبية أو الائتلافية أو المستقلة، مُمضاة من رئيس القائمة أو ممثلاً لها،

- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر لكل مرشح ضمن القائمة الأصلية أو القائمة التكميلية،

- نظير من بطاقة السوابق العدلية (بطاقة عدد 3) لكل مرشح،

- وصل تقديم التصريح السنوي بالضريبة على الدخل للسنة المنقضية لكل مرشح،

- بالنسبة إلى القائمات الحزبية: تصريح مختوم وممضى من المسؤول الأول للحزب يرخص لرئيس القائمة أو ممثلاً لها بتقديم الترشح باسم الحزب في الدائرة المعنية،

- بالنسبة إلى القائمات الائتلافية: نظير من وثيقة تكوين ائتلاف انتخابي مع التعريف بإمضاءات الأطراف المنضوية في الائتلاف،

الفصل 6 - يضبط مجلس الهيئة تاريخ انطلاق قبول الترشحات لعضوية مجلس نواب الشعب، وتاريخ غلق باب الترشحات، والأجل النهائي لسحب الترشحات، ويُعلن عن ذلك بالموقع الإلكتروني للهيئة عبر وسائل الإعلام المكتوبة والسمعية والبصرية.

الفصل 7 - تقدم مطالب الترشح من قبل رئيس القائمة المرشحة أو أحد أعضائها، وتودع مباشرةً لدى الهيئة الفرعية للدائرة الانتخابية التي ستترشح فيها القائمة.

وبالنسبة للقائمات المرشحة بالخارج، يتم إيداع المطلب لدى الهيئة الفرعية إماً مباشرةً من رئيس القائمة أو أحد أعضائها، أو من ينوب عنها بموجب توكيل من رئيسها معرف بالإمضاء لدىبعثة الدبلوماسية أو القنصلية.

القسم الأول : مطلب الترشح

الفصل 8 - يقدم مطلب الترشح في نظيرين باستعمال المطبوعة التي تعدّها الهيئة لغرض، ويتضمن وجوباً التنصيصات التالية:

- الاسم الكامل لمقدم المطلب وصفته،
- تسمية القائمة،

- بيان إن كانت القائمة حزبية أو ائتلافية أو مستقلة،
- الدائرة الانتخابية التي تترشح فيها القائمة،

- الاسم الكامل لكل مرشح في القائمة الأصلية والقائمة التكميلية وتاريخ ولادته ومكانها ومهنته وعنوانه وهاتفه وعدد بطاقة تعريفه الوطنية أو جواز سفره وبيان قائمة الناخبين المرسم بها،

- ترتيب المرشحين في القائمة الأصلية والقائمة التكميلية،
- تصريحاً ممضى من جميع المرشحين في القائمة الأصلية والقائمة التكميلية

الانتخابية،

- أن تُقدم على أساس مبدأ التناصف بين النساء والرجال، وذلك في حدود ما يحتمه العدد الفردي للمقاعد المخصصة لبعض الدوائر،
- أن تقدم على أساس مبدأ التناوب بين الرجال والنساء داخل القائمة الأصلية والقائمة التكميلية مع مراعاة ما يحتمه العدد الفردي للمقاعد المخصصة لبعض الدوائر،
- أن لا تضم مرشحا سبق أن ترشح في قائمة أخرى أو في دائرة انتخابية أخرى.

وتحرم كل قائمة من نصف القيمة الجملية لنحة التمويل العمومي إذا لم تضم من بين الأربعة الأوائل مرشحا أو مرشحة لا يزيد سنه عن 35 سنة في الدوائر الانتخابية التي يساوي عدد المقاعد فيها أو يفوق أربعة.

الفصل 5 - يخضع اختيار تسمية ورمز كل قائمة مرشحة إلى القواعد التالية:

- أن لا تكون تسمية أو رمز القائمة المرشحة مطابقة لتسمية أو رمز حزب مُكون قانونا قبل فتح باب الترشحات، إلا إذا كانت القائمة تمثل ذلك الحزب،
- أن لا تكون التسمية أو الرمز مطابقة لتسمية أو رمز قائمة أخرى سبق أن تقدمت بطلب ترشح في نفس الدائرة الانتخابية، أو في الولايات التي تنقسم إلى أكثر من دائرة انتخابية، أو في الدوائر الانتخابية بتونس الكبرى،
- أن لا تتشابه تسمية أو رمز أكثر من قائمة مرشحة في الدائرة الانتخابية نفسها بشكل يؤدي إلى إرباك الناخب، ولا يُعد من قبيل الإرباك استعمال قائمة حزبية لتسمية أو رمز حزبها المكون قانونا قبل بدء الترشحات،
- أن لا يكون رمز القائمة هو علم الجمهورية التونسية أو شعارها،
- أن لا تكون التسمية أو الرمز مخالفة للنظام العام أو تتضمن دعوة إلى الكراهية أو العنف أو التعصب أو التمييز،
- أن لا يتجاوز عدد الكلمات المعتمدة في التسمية خمس كلمات دون احتساب كلمة "قائمة" وحرروف الجر والعطف.

0 الإدانة من أجل الحصول على تمويل أجنبي لحملته الانتخابية في الانتخابات السابقة على معنى الفصل 163 من القانون الانتخابي،
0 الحكم عليه بعقوبة تكميلية تقضي بحرمانه من الاقتراع بمقتضى حكم قضائي بات،

- 0 الحكم عليه بالتفليس على معنى الفصل 456 من المجلة التجارية.
- أن يقدم استقالته أو أن تتم إحالته على عدم المباشرة طبق التشريع الجاري به العمل إذا كان من بين:
0 القضاة،

0 رؤساء البعثات والمراكيز الدبلوماسية والقنصلية،
0 الولاة،
0 المعتمدين الأول،
0 الكتاب العامين للولايات،
0 المعتمدين،
0 العمد.

ولا تقبل الترشحات المقدمة من المذكورين أعلاه في آخر دائرة انتخابية مارسوا فيها وظائفهم المذكورة لمدة سنة على الأقل قبل تقديم ترشحهم.

القسم الثاني : الشروط المتعلقة بالقائمة المرشحة

الفصل 4 - يشترط في كل قائمة مرشحة ما يلي:

- أن تتضمن قائمة أصلية وقائمة تكميلية على النحو التالي:
0 أن يكون عدد المرشحين في القائمة الأصلية مساويا لعدد المقاعد المخصصة للدائرة الانتخابية المعنية،
0 أن لا يقل عدد المرشحين في القائمة التكميلية عن اثنين ولا يزيد في كل الحالات عن عدد المرشحين في القائمة الأصلية،
- أن لا تتمثل حزباً أو ائتلافاً سبق أن تقدم بطلب ترشح في نفس الدائرة

الهيئة الفرعية: الهيئات التي يمكن أن يحدها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الانتخابي.

الإدارة الفرعية: الهيكل التابع للجهاز التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات والذي يتولى تنفيذ المهام الموكولة إلى الهيئة في النطاق الترابي المحدد له طبق قرارات مجلس الهيئة.

القائمة المترشحة: قائمة المترشحين لعضوية مجلس نواب الشعب، وتتضمن القائمة الأصلية والقائمة التكميلية.

القائمة الأصلية: قائمة المترشحين لعضوية مجلس نواب الشعب، سواء كانت قائمة حزبية أو ائتلافية أو مستقلة.

القائمة التكميلية: قائمة مترشحين احتياطيين تُقدم مع القائمة الأصلية لا يقل فيها عدد المترشحين عن اثنين ولا يزيد في كل الحالات عن عدد مقاعد الدائرة الانتخابية.

الائتلاف الانتخابي: تحالف انتخابي يتكون من حزبين أو أكثر، أو من حزب أو أكثر مع مستقلين، أو من عدّة قائمات مستقلة، ويتقدم إلى الانتخابات تحت تسمية ورمز موحدين.

الباب الثاني : شروط الترشح

القسم الأول : الشروط المتعلقة بالمرشح

الفصل 3 - يشترط في كل مرشح لعضوية مجلس نواب الشعب، سواء كان ضمن القائمة الأصلية أو القائمة التكميلية، ما يلي:

- أن يكون ناخباً مسجلاً في سجل الناخبين،
 - أن يكون تونسي الجنسية بالولادة أو اكتسب الجنسية منذ عشر سنوات على الأقل قبل تاريخ تقديم الترشح،
 - أن يكون بالغاً ثلاثاً وعشرين سنة كاملة على الأقل في تاريخ تقديم الترشح،
 - أن لا يكون مشمولاً بأي صورة من صور الحرمان القانونية التالية:
- ٠ فقدان الحق في الترشح على معنى الفصل 88 من الدستور،

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 16 لسنة 2014 مؤرخ في 1 أوت 2014 يتعلق بقواعد وإجراءات الترشح للانتخابات التشريعية²⁴ كما وقع إتمامه بالقرار عدد 22 لسنة 2014 المؤرخ في 13 أوت 2014²⁵ (التحيين غير رسمي)

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات، بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية، وخاصة الفصول 34 و46 و53 و55 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 والتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نفحته وتممت، وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نفحته وتممت،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 والتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة القسم الأول من الباب الثالث منه،

وبعد التداول قرر ما يلي:

الباب الأول : أحكام عامة

الفصل الأول - ينظم هذا القرار قواعد وإجراءات الترشح لعضوية مجلس نواب الشعب.

الفصل 2 - يقصد بالصطلاحات التالية على معنى هذا القرار:
الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

²⁴ الرائد الرسمي عدد 63 المؤرخ في 05 أوت 2014، ص. 2053.

²⁵ الرائد الرسمي عدد 67 المؤرخ في 19 أوت 2014، ص. 2176.

الاعتراضات التي لم يتم الطعن فيها، وتنفيذًا للأحكام القضائية الباتّة.
ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني
للهيئّة وينفذ حالاً.

تونس في 3 جوان 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار



القسم الأول
حالات الاعتراض

- نوع الاعتراض: شطب اسم، إدراج اسم، تصحيح خطأ،
- سبب الاعتراض ومؤيداته.

ويشترط أن يكون طلب الاعتراض مُمضىً من قبل المعترض.

الفصل 43. يُرفق طلب الاعتراض بنسخة من بطاقة التعريف الوطنية للمعترض أو جواز سفره، وبكل الوثائق التي تدعم طلب الاعتراض.

الفصل 44. تعدّ الإدارة الفرعية سجلاً خاصاً تضمّن به الاعتراضات حسب تاريخ ورودها، وتكون مُرقمّة.

الفصل 45. للهيئة أن تطلب من المعترض استكمال بعض البيانات أو الإدلاء بمؤيدات إضافية، وذلك خلال أجل تحديده بما يمكّنها من البت في الاعتراضات في الآجال القانونية.

الفصل 46. يتم البت في مطالب الاعتراض في أجل ثلاثة أيام من تاريخ ورودها.

الفصل 47 (جديد). يتضمن القرار الصادر عن الهيئة خاصةً التنصيص على الاسم الكامل للمعترض، وتاريخ ورود المطلب، وموضوع الاعتراض، ومآل المطلب.

يمكن للهيئة أن تتخذ قراراً بقبول المطلب وشطب الاسم من قائمة الناخبين، أو ترسيم اسم في قائمة الناخبين، أو تصحيح الخطأ.

[يمكن للهيئة رفض المطلب شكلاً لتقديمه بعد الأجل أو لانعدام الصفة، أو رفضه أصلاً.]

و يكون قرار الرفض مُعللاً.

الفصل 48. تعلم الهيئة الأطراف المعنية بقرارها في أجل 48 ساعة من تاريخ صدوره بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً.

القسم الرابع

ضبط القائمات النهائية للناخبين

الفصل 49. تتولّ الهيئة ضبط القائمات النهائية للناخبين تبعاً لقرارات قبول

الفصل 41 (جديد). يمكن أن يتم تقديم مطلب اعتراف:

- لتشطيب اسم المعترض أو لتشطيب اسم شخص آخر مرسم بقائمة الناخبين. ويشترط أن يستند الاعتراف إلى عدم توفر أحد شروط الناخب أو فقدانها أو ورود اسمه بأكثر من قائمة.]

- لترسيم اسم المعترض الذي تقدّم بمطلب تسجيل خلال فترة التسجيل، ولم يوجد اسمه بقائمة الناخبين.

- من قبل المعترض الذي تقدّم للتسجيل لفائدة الغير خلال فترة التسجيل، ولم يتم إدراج اسم من طلب تسجيجه بقائمة الناخبين.

- لتصحيح خطأ في البيانات المتعلقة بإدراج اسم المعترض بقائمة الناخبين أو البيانات المتعلقة بناخب آخر.

ويتم الاعتراف في جميع الحالات بنفس الدائرة الانتخابية التي قُدم فيها مطلب التسجيل أو في الدائرة الانتخابية المدرج بها قائمة الناخبين المتضمنة لإسم الناخب موضوع الإعتراف.

القسم الثاني
إجراءات الاعتراض

الفصل 42. يتم الاعتراف إما باستعمال المطبوعة التي تضعها الهيئة على ذمة العموم بمقراتها وبموقعها الإلكتروني، أو بمطلب كتابي يتضمن وجوباً التنصيصات التالية:

- اسم المعترض كما ورد في بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر،
- عنوان المراسلة، ورقم هاتف المعترض وعنوان بريده الإلكتروني إن وُجداً،
- إذا كان الاعتراف يتعلق بالغير يجب ذكر اسم المعترض عليه كما ورد بقائمة الناخبين، وبيان القائمة التي ورد بها اسم المعترض عليه،

الفرع الرابع
التسجيل عن بُعد

الباب الخامس
وضع قائمات الناخبين الأولية على ذمة العموم

الفصل 35 . تضبط الهيئة قائمات الناخبين الأولية في كل دائرة انتخابية بالنسبة إلى كل بلدية، وكل معتمدية أو عمادة بخصوص المناطق غير البلدية، وعلى مستوى الدائرة الانتخابية بالنسبة إلى التونسيين بالخارج بعد التحقق من:

- خلوها من الوفيات وممن لا تتوفر فيهم شروط الناخب،
- عدم إدراج اسم ناخب في أكثر من قائمة أو أكثر من مرّة واحدة في القائمة نفسها.

الفصل 36 . توضع قائمات الناخبين على ذمة العموم بمقرّات الهيئة ومقرّات البلديات أو المعتمديات أو العمادات ومقرّات البعثات الدبلوماسية أو القنصليات التونسيّة بالخارج. وتنشر هذه القائمات بالموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة.

يقتصر النشر على بيان الاسم الكامل للناخب ومركز الاقتراع الذي اختاره.

الفصل 37 . تضبط الهيئة آجال وضع قائمات الناخبين على ذمة العموم، ومدة نشرها، وتعلن عن حلول هذه الآجال بواسطة وسائل الإعلام المكتوبة والسمعية والبصرية وتسعى إلى ترجمة إعلاناتها المرئية بواسطة لغة الإشارة.

الباب السادس

الاعتراض على قائمات الناخبين

الفصل 38 . يمكن الاعتراض على قائمات الناخبين بهدف شطب اسم، أو ترسيم اسم، أو تصحيح خطأ.

ويتم الاعتراض من له مصلحة.

الفصل 39 . يتم الاعتراض خلال ثلاثة أيام من انقضاء أجل وضع قائمات الناخبين على ذمة العموم.

الفصل 40 . يتم تقديم مطلب الاعتراض مباشرة إلى الهيئة في مقرّات هيئاتها الفرعية. وبأي وسيلة تترك أثرا كتابيا.

الفصل 33 . يقتصر التسجيل بالهاتف الجوال عبر خدمة البيانات غير المهيكلة على طالبي التسجيل لأول مرّة، وعلى التسجيل للاقتراع داخل الجمهورية. ويتعنّى أن تكون شريحة اتصال الهاتف الجوال مسجّلة باسم طالب التسجيل.

يتم التسجيل بواسطة الهاتف الجوال عبر إدخال رمز يتضمن عدد بطاقة التعريف الوطنية لطالب التسجيل ملحاً برمز مركز الاقتراع الذي يود اختياره. ويمكن الاطلاع على رموز مراكز الاقتراع عبر الموقع الإلكتروني للهيئة.

لا يمكن تغيير مركز الاقتراع عبر خدمة البيانات غير المهيكلة. وإذا رغب الناخب في تغيير مركز اقتراعه، عليه التوجّه إلى أحد مكاتب التسجيل.

يمكن استعمال هذه الخدمة للتثبت من مركز الاقتراع، ولا يُشترط في هذه الحالة أن تكون شريحة الاتصال مسجّلة باسم طالب الخدمة.

يمكن استعمال هذه الخدمة من قبل أهوان التسجيل لتسجيل الناخبين باستخدام الهواتف الجوالات الموضوّعة على ذممّتهم عبر إدخال رمز عن التسجيل ورمز يتضمن عدد بطاقة التعريف الوطنية لطالب التسجيل ملحاً برمز مركز التسجيل.

الفصل 34 . يقتصر التسجيل عبر الواب على التسجيل للاقتراع بالنسبة إلى التونسيين بالخارج.

إذا رغب الناخب بالخارج في الاقتراع داخل الجمهورية، عليه التوجّه إلى أحد مكاتب التسجيل داخل الجمهورية أو خارجها والاستظهار ببطاقة تعريفه الوطنية أو جواز سفر يتضمن عدد بطاقة تعريفه الوطنية.

يتم التسجيل عبر الواب بإدخال عدد جواز سفر طالب التسجيل وكلمة العبور المخصصة له من قبل الهيئة، والتي تُسند إليه بصفة حصرية بعد الإدلاء بمعطيات تحدها الهيئة.

يمكن استعمال هذه الخدمة لتغيير مركز الاقتراع للمسجّلين سابقاً، وذلك لمرّة واحدة فقط، وإذا رغب الناخب بالخارج بتغيير مركز اقتراعه مرّة أخرى، عليه التوجّه إلى أحد مكاتب التسجيل.

يمكن للتونسيين بالخارج استعمال هذه الخدمة للتثبت من مركز الاقتراع.

الفرع الثاني

التسجيل للاقتراع بالخارج

الفصل 27 (جديد) . يتم التسجيل للاقتراع بالخارج عبر اتباع عون التسجيل للإجراءات المبينة بالفقرات 1 إلى 9 من الفصل 25 أعلاه، مع الأخذ بعين الاعتبار ما يلي:

- [يتم التسجيل للاقتراع بالخارج بواسطة جواز سفر غير منته الصلاحية و/أو ببطاقة التعريف الوطنية،]

- [يتم إدخال عدد جواز السفر و/أو عدد بطاقة التعريف الوطنية كما هو مبين بالفقرة عدد 3 من الفصل 25 أعلاه.]

- لا يشترط تعمير خانة « العنوان المصرح به »،

- إذا رغب طالب التسجيل بالاقتراع داخل الجمهورية، عليه أن يستظهر ببطاقة تعريفه الوطنية أو جواز سفر يحتوي على عدد بطاقة تعريفه الوطنية.

الفصل 28 : يمكن تسجيل التونسيين بالخارج المتواجدون بالتراب الوطني في مكاتب التسجيل داخل الجمهورية.

الفرع الثالث

التسجيل لفائدة الغير

الفصل 29 . يجوز تسجيل القرين والأصول والغروع حتى الرتبة الثانية.

الفصل 30 . يُشترط في طالب التسجيل لفائدة الغير:

- أن يكون تونسي الجنسية،

- أن يكون بالغاً 18 سنة كاملة عند التسجيل،

- أن يستظهر ببطاقة تعريفه الوطنية أو جواز سفره.

الفصل 31 . يستظهر طالب التسجيل لفائدة الغير ببطاقة التعريف الوطنية أو جواز سفر الشخص الذي يرغب بتسجيله.

ويُشترط الاستظهار بالوثائق الأصلية ولا تُقبل نسخ منها.
الفصل 32 . بالإضافة إلى الإجراءات الواردة في الفقرة عدد 2 من الفصل 25 أعلاه، يتثبت عون التسجيل:

1. عند تسجيل القرين: من التنصيص على اسم الزوج أو لقبه في بطاقة تعريف الزوجة.

وإذا لم تتضمن الوثيقة هذا التنصيص، يجب الاستظهار بالدفتر العائلي أو عقد الصداق، ويثبت عون التسجيل من تطابق البيانات الواردة في الدفتر العائلي أو عقد الصداق مع بطاقات التعريف الوطنية أو جوازات السفر للمعنيين.

2. عند تسجيل الأب لأبنائه أو تسجيل الأبناء لأبيهم: من تطابق سلسلة نسب الأب حتى الرتبة الثانية مع سلسلة نسب الأبناء.

3. عند تسجيل الأم لأبنائها أو تسجيل الأبناء لأمهم: من تطابق اسمها وأسم أبيها أو لقبها مع اسم الأم وأسم أبيها أو لقبها المنصوص عليها في بطاقة تعريف الأبناء.

4. عند تسجيل الجد لأحفاده أو تسجيل الأحفاد لجدهم: من تطابق اسم ولقب الجد مع المعطيات الواردة في بطاقة تعريف الحفيد.

5. عند تسجيل الجدة لأحفادها أو تسجيل الأحفاد لجذّتهم: يتم الاكتفاء بالتصريح بصحّة البيانات الواردة في وصل التسجيل، مع تذكير طالب التسجيل لفائدة الغير بأنّ الإدلاء بتصريحات مدلسة يُعرض صاحبها لعقوبة جزائية.

وفي حالة عدم تطابق أي من البيانات الواردة بالنقاط أ، ب، ج، د، يمكن الاستظهار بمضمون ولادة يبيّن صلة القرابة والمعطيات الالزمة لإثبات التطابق أو ينص على حكم قضائي بتغيير المعطيات غير المتطابقة، ويُشترط أن لا يكن قد مرّ على إصدار المضمون أكثر من ستة أشهر عند التسجيل.

لا يتم استكمال عملية التسجيل للغير في حالة عدم استيفاء أي من الشروط الواردة في هذا الفرع.

التسجيل الذي يمكنه اختيار أحدها أو أي مركز اقتراع شاغر داخل الجمهورية.

7. حفظ البيانات وطباعة وصل التسجيل الذي يتضمن تصريحاً باستيفاء شروط التسجيل. وفي حالة التسجيل عبر المراكز المتنقلة وعدم توفر آلة طباعة، يقوم عنون التسجيل بتعديل أنموذج وصل التسجيل يدوياً.

8. مد طالب التسجيل بوصول التسجيل في نسختين لإمضائه، ثم تسليمه إدراهما بعد ختمها، ويتم الاحتفاظ بالنسخة الأخرى. وفي حالة رفض إمضاء الوصل يُدون عنون التسجيل ملاحظة «رفض الإمساء» على نسختي وصل التسجيل. ويتم الاحتفاظ بالوصلين ضمن ظرف خاص يسلم إلى الهيئة الفرعية المعنية.

9. إعلام طالب التسجيل بما يلي:

- مركز الاقتراع الذي اختاره، وأن التحديد النهائي لمكتب الاقتراع يتم في مرحلة لاحقة،

- إمكانية التثبت من إدراج اسمه على قائمات الناخبين بعد وضعها على ذمة العموم: إما بالإطلاع عليها مباشرةً أو عبر الموقع الإلكتروني للهيئة أو بالهاتف الجوال عبر «خدمة البيانات غير المهيكلة».

الفصل 26 . لا يتم استكمال عملية التسجيل في الحالات التالية:

- عدم استيفاء شروط الناخب طبق ما تظهره المنظومة بعد إدخال عدد بطاقة التعريف الوطنية،

- عدم سلامة الوثيقة المقدمة إلى عنون التسجيل وفق الفقرة عدد 2 من الفصل 25 أعلاه،

- طلب التسجيل الشخصي من غير صاحب الوثيقة وفق الفقرة عدد 2 من الفصل 25 أعلاه،

- عدم ظهور البيانات في المنظومة بعد البحث عنها وفق الفقرة عدد 3 من الفصل 25 أعلاه،

عدم تطابق البيانات وفق الفقرة عدد 4 (أ) من الفصل 25 أعلاه،

وفي هذه الحالات، يعلم عنون التسجيل طالب التسجيل أن بإمكانه تقديم مطلب اعتراض على عدم إدراج اسمه في سجل الناخبين خلال ثلاثة أيام من تاريخ انقضاء أجل وضع قائمات الناخبين على ذمة العموم.

3. إدخال عدد بطاقة التعريف الوطنية في منظومة التسجيل كما هو منصوص عليه ببطاقة التعريف أو جواز السفر ثم البحث عن بيانات صاحب البطاقة أو جواز السفر في منظومة تسجيل الناخبين.

لا يُسمح بتسجيل الشخص الذي لا تظهر بيانته في منظومة تسجيل الناخبين.

4. التثبت من مطابقة البيانات التي تظهر في المنظومة مع البيانات الواردة في بطاقة التعريف أو جواز السفر.

في صورة عدم التطابق في البيانات الواردة في المنظومة والبيانات الواردة في بطاقة التعريف أو جواز السفر:

• لا يُسمح بتسجيل طالب التسجيل في الحالات التالية:

- عدم تطابق الاسم أو اسم الأب أو اللقب الوارد في بطاقة التعريف مع المعطيات الواردة في منظومة التسجيل.

- عدم تطابق الاسم أو اسم الأب أو اللقب الوارد في جواز السفر مع المعطيات الواردة في المنظومة،

- عدم التطابق في سنة الولادة.

• ويُسمح بالتسجيل في الحالات التالية:

- عدم التطابق بسبب الإضافة المتعلقة باسم أو لقب الزوج،

- عدم التطابق في الاسم أو اسم الأب أو اللقب أو سنة الولادة: إذا استظهر طالب التسجيل بمضمون ولادة يبيّن المعطيات اللازمة لإثبات التطابق، أو ينص على حكم قضائي بتغيير المعطيات المذكورة، ويشترط أن لا يكون قد مر على إصدار المضمون أكثر من ستة أشهر عند التسجيل،

- عدم التطابق في تاريخ إصدار بطاقة التعريف الوطنية،

- عدم التطابق في المعطيات الأخرى مثل المقر والمهنة.

5. إدراج عنوان الإقامة الحالي الذي يصرّح به طالب التسجيل في خانة « العنوان المصرّح به».

وإذا كانت خانة « العنوان المصرّح به» تحتوي على بيانات سابقة، يتم تحينها بالبيانات الجديدة المصرّحة بها.

6. عرض مراكز الاقتراع القريبة من عنوان الناخب المصرّح به على طالب

الفصل 22 . يُسمح للإعلاميين الحاملين لبطاقات اعتماد من الهيئة بدخول مكاتب التسجيل والتصوير فيها بعد الحصول على إذن من عنوان التسجيل وطالبي الخدمة، ولا يسمح لهم بإجراء المقابلات داخلها إلا بإذن من عنوان التسجيل. لا يسمح لأعضاء مكاتب التسجيل بإعطاء تصريحات لوسائل الإعلام إلا في حدود تعليمات الهيئة.

الفصل 23 . يحفظ عنوان التسجيل النظام داخل المكتب ويتعين عليهم اتخاذ التدابير اللازمة لضمان حسن سير التسجيل ومنع كل عمل من شأنه التأثير عليه، ولهم الاستعانة بالقوة العامة عند الاقتضاء.

الفصل 24 . يحظر حمل أسلحة داخل مكاتب التسجيل، باستثناء عنوان قوات الأمن الوطني والجيش الوطني كما يحظر وجود الغير داخل مكاتب التسجيل.

القسم الخامس

إجراءات التسجيل

الفرع الأول

التسجيل للاقتراع داخل الجمهورية

الفصل 25 . يلتزم عنوان التسجيل بالإجراءات التالية بالنسبة للتسجيل الشخصي لاختيار مركز اقتراع داخل الجمهورية:

1. الدخول إلى منظومة التسجيل طبق التعليمات المنصوص عليها في دليل استعمال المنظومة،

2. طلب بطاقة التعريف الوطنية أو جواز سفر طالب التسجيل. ويتحقق من سلامة الوثيقة المقدمة إليه ومن كون طالب التسجيل هو نفس الشخص صاحب بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر،

يُشترط في كل الحالات الاستظهار بالوثائق الأصلية ولا تُقبل نسخ منها، لا يقبل التسجيل ببطاقة التعريف القومية (القديمة).

لا يقبل التسجيل للاقتراع داخل الجمهورية بأي وثيقة غير بطاقة التعريف الوطنية أو جواز سفر يتضمن عدد بطاقة التعريف الوطنية، ويُقبل جواز السفر متنه الصلوحية.

أعنوان التسجيل. وتتولى الهيئة إعداد وثائق تكوين لفائدته أعنوان التسجيل تستند لقواعد وإجراءات التسجيل المنصوص عليها في هذا القرار.

القسم الثالث

الإعلان عن آجال التسجيل

الفصل 16 . تضبط الهيئة تاريخ انطلاق عملية التسجيل وطريقه، وتاريخ غلق عملية التسجيل.

الفصل 17 . تعلن الهيئة عن آجال التسجيل وطرقه بواسطة وسائل الإعلام المكتوبة والسمعية والبصرية، وتسعى إلى ترجمة إعلاناتها المرئية بواسطة لغة الإشارة. كما تنشر قائمة مكاتب التسجيل على الموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 18 . مجلس الهيئة أَن يقرر تمديد التسجيل. ويمكن أن يكون التمديد شاملًا، كما يمكن أن يكون جزئياً بحيث يشمل التسجيل المباشر فقط، أو التسجيل عبر الواب أو عبر خدمة البيانات غير الهيئة فقط. ويمكن أن يقتصر التمديد على بعض مكاتب التسجيل دون غيرها.

القسم الرابع

مكاتب التسجيل

الفصل 19 . تضبط الهيئة مكاتب التسجيل في كل دائرة انتخابية، وتستعين بوزارة الشؤون الخارجية لضبط مكاتب التسجيل بالخارج. كما لها أن تستعين بأعيانبعثات الدبلوماسية والقنصلية القيام بالتسجيل تحت إشراف الهيئة ورقابتها.

الفصل 20 . يقوم أعنوان التسجيل بتهيئة المكاتب لاستقبال طالبي التسجيل بطريقة تضمن حسن سير التسجيل. وتحصل الأولوية في التسجيل للأشخاص ذوي الإعاقة والمسنين والنساء الحوامل.

الفصل 21 . تخصص أماكن للملاحظين الحاملين لبطاقات اعتماد من الهيئة، في حدود طاقة استيعاب المكتب، وبما يُمكنهم من متابعة التسجيل دون المس بسرية المعطيات الشخصية للراغبين في التسجيل.

الباب الرابع
 عمليات تسجيل الناخبين
القسم الأول
طرق التسجيل

الفصل 12 . يكون تسجيل الناخبين مباشراً أو عن بعد.

يتم التسجيل المباشر في مكاتب التسجيل الثابتة أو المتنقلة شخصياً أو لفائدة الغير.
يتم التسجيل عن بعد بالهاتف الجوال عبر «خدمة البيانات غير المهيكلة»،
ويقتصر على المسجلين داخل الجمهورية، كما يتم التسجيل عن بعد عبر الواب
بالنسبة للتونسيين بالخارج دون سواهم.

القسم الثاني
الإعداد لتسجيل الناخبين

الفصل 13 . تتولى الهيئة إعداد وتطوير قاعدة بيانات المؤهلين للتصويت
بالاستناد إلى آخر تحين لسجل الناخبين. وتقوم دورياً بشطب أسماء المتوفين
ومنْ فقدوا صفة الناخب، وتستعين في ذلك بالمعطيات التي تمدها بها الهيأكل
الإدارية المعنية.

وبالنسبة لأول انتخابات تشريعية ورئاسية بعد إصدار هذا القرار، تتولى
الهيئة ضبط سجل الناخبين انطلاقاً من قائمات الناخبين المرسمين إرادياً بمناسبة
انتخابات المجلس الوطني التأسيسي.

الفصل 14 . تقوم الهيئة بإعداد التطبيقات الإعلامية الالزمة لتحيين سجل
الناخبين وتطويرها بما هو ضروري لضبط سجل للناخبين يكون دقيقاً حالياً من
الأخطاء، ومحيناً بأحدث المعطيات الواردة على الهيئة، وشاملاً لأسماء وبيانات
كافة طالبي التسجيل والذين توفرُ لهم الشروط القانونية.

الفصل 15 . تتدبر الهيئة أعواضاً عن طريق التعاقد تكفلُهم بتسجيل الناخبين،
وتقوم بتكوينهم قبل انطلاق عملية التسجيل. ويشمل التكوين وجوباً مهام وواجبات

الفصل 5 . يتعين على كل من يرغب في ممارسة حقه في التصويت التسجيل
حسب الشروط والإجراءات القانونية الواردة في هذا القرار وذلك في الحالات
التالية:

- إذا لم يسبق له التسجيل،
- إذا كان من المسجلين آلياً في انتخابات المجلس الوطني التأسيسي لسنة 2011.

الفصل 6 . يتعين على الشخص الذي سبق تسجيله والذي يرغب في تغيير
مركز اقتراعه، القيام بتحيين تسجيله لمرتين على الأقصى.

الفصل 7 . تسهر الهيئات الفرعية، في حالة إحداثها وبتفويض من مجلس
الهيئة، على متابعة عمليات تسجيل الناخبين والنظر في الاعتراضات ومتابعة
الطعون المتعلقة بها في النطاق الترابي الراجع لها بالنظر.

الفصل 8 . تتولى الإدارات الفرعية تنفيذ المهام الموكولة إليها في النطاق
الترابي المحدد لها طبق قرارات مجلس الهيئة.

الفصل 9 . يباشر أعوان التسجيل أعمال التسجيل وفق الإجراءات التي
تحددتها الهيئة. ويختصون للواجبات التالية:

- التقيد بالتشريع الجاري به العمل وخاصةً القانون الانتخابي ومدونة السلوك
وقواعد وإجراءات التسجيل والضوابط والتعليمات الصادرة عن الهيئة،

- الحياد والمحافظة على السر المهني وواجب التحفظ،
- الحفاظ على سرية المعطيات الشخصية،

- متابعة حلقات التكوين التي تنظمها الهيئة،

- عدم التأثير على طالبي التسجيل أو توجيههم في اختيارهم،
- الإعلام الفوري بأي خلل أو تعطيل لعملية التسجيل،

- الالتزام بالمؤشر اللائق وحسن التعامل مع طالبي التسجيل.

الفصل 10 . يتولى الملاحظون، المعتمدون من قبل الهيئة، متابعة عملية تسجيل
الناخبين والتثبت من مدى سلامة الإجراءات واحترامها للقانون الانتخابي.

الفصل 11 . يمكن لوسائل الإعلام، المعتمدة من قبل الهيئة، تغطية عملية
التسجيل.

الفصل 2 - يقصد بالصطلاحات التالية على معنى هذا القرار:

الهيئة: الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الهيئات الفرعية: الهيئات التي يمكن أن يحدثها مجلس الهيئة بموجب الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تفييه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

الإدارات الفرعية : الهياكل التابعة للجهاز التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات والتي تتولى تنفيذ المهام الموكولة إلى الهيئة في النطاق الترابي المحدد لها طبق قرارات مجلس الهيئة.

سجل الناخبين: قاعدة بيانات الأشخاص المؤهلين للتصويت في الانتخابات والاستفتاء.

قائمات الناخبين: قائمات المؤهلين للتصويت في الانتخابات أو الاستفتاء المستخرجة من سجل الناخبين، والتي توضع على ذمة العموم في كل دائرة انتخابية بالنسبة إلى كل بلدية، وكل معتمدية أو عمادة بخصوص المناطق غير البلدية، وعلى مستوى الدائرة الانتخابية بالنسبة إلى التونسيين بالخارج بمقر البعثة الدبلوماسية أو القنصلية وتضم قائمات الناخبين موزعين حسب القنصليات والسفارات في صورة عدم وجود قنصليات.

منظومة التسجيل: التطبيقات الإعلامية التي تعدّها الهيئة لتسجيل الناخبين.

التسجيل المباشر: التسجيل الذي يتم في مكاتب التسجيل.

التسجيل عن بعد: التسجيل الذي يتم عبر الهاتف الجوال «خدمة البيانات غير المهيكلة» أو عن طريق الواب.

التسجيل الشخصي: تسجيل المعنى بالأمر لنفسه عبر أحد طرق التسجيل.

التسجيل لفائدة الغير: التسجيل الذي يكون لفائدة القرين أو الأصول أو الفروع حتى الرتبة الثانية.

مكتب التسجيل: الفضاء الذي يتم فيه تسجيل الناخبين.

مركز الاقتراع: الفضاء الذي يضم مكتب اقتراع أو أكثر.

مكتب الاقتراع: الفضاء الذي يتم فيه التصويت يوم الاقتراع.

الباب الثاني

شروط تسجيل الناخبين

الفصل 3 . يضم سجل الناخبين بيانات المواطنين الذين تتتوفر فيهم شروط الناخب وهي:

- أن يكون تونسي الجنسية،

- أن يكون قد بلغ 18 سنة كاملة في اليوم السابق للاقتراع،

- أن يكون متمتعاً بحقوقه المدنية والسياسية:

1. أن لا يكون محكماً عليه بعقوبة تكميلية على معنى الفصل 5 من المجلة الجزائية، تحريمه من ممارسة حق الانتخاب،

2. أن لا يكون محجوراً عليه لجنون مُطبق طيلة مدة الحجر وذلك بموجب حكم قضائي بات،

- أن لا يكون من العسكريين كما حدّدهم القانون الأساسي العام الخاص بهم،

- أن لا يكون من أعوان الأمن الداخلي وهم:

1. أعون الأمان الوطني والشرطة الوطنية،

2. أعون الحرس الوطني،

3. أعون الحماية المدنية،

4. أعون السجون والإصلاح،

5. أعون سلك أمن رئيس الدولة والشخصيات الرسمية.

الباب الثالث

الواجبات العامة في عملية التسجيل

الفصل 4 . الهيئة هي الجهة المكلفة قانونا بإعداد ومسك وتحيين سجل الناخبين.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 7 لسنة 2014 مؤرخ في 3 جوان 2014 يتعلق بقواعد وإجراءات تسجيل الناخبين للانتخابات والاستفتاء²² كما تم تبنيه بالقرار عدد 11 لسنة 2014 المؤرخ في 03 جوان 2014²³ (التحيين غير رسمي)

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد اطلاعه على دستور الجمهورية التونسية وخاصة على الفصول 34 و54 و55 و125 و126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته أو
تممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته
وتتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء،

وبعد التداول والنقاش قرر ما يلي:

الباب الأول

أحكام عامة

الفصل الأول - ينظم هذا القرار قواعد وإجراءات تسجيل الناخبين للانتخابات
والاستفتاء.



²² الرائد الرسمي عدد 49 المؤرخ في 20 جوان 2014، ص. 1681.

²³ الرائد الرسمي عدد 63 المؤرخ في 05 اوت 2014، ص. 2049.

الباب الرابع

الانتخابات الرئاسية

القسم الأول

الدورة الأولى للانتخابات الرئاسية

الفصل 11 - تنطلق الفترة الانتخابية بالنسبة للانتخابات الرئاسية يوم 3 أوت 2014 على الساعة صفر.

وتنطلق الفترة الانتخابية بالخارج يوم 1 أوت 2014 على الساعة صفر

الفصل 12 - يفتح باب الترشحات للانتخابات الرئاسية لدى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في مقرها المركزي يوم 8 سبتمبر 2014 على الساعة الثامنة صباحاً ويفعل يوم 22 سبتمبر 2014 على الساعة السادسة مساءً.

ويتم الإعلان عن قائمة المرشحين المقبولين للانتخابات الرئاسية في أجل أقصاه يوم 29 سبتمبر 2014.

الفصل 13 - تنطلق الحملة الانتخابية بالنسبة للدورة الأولى للانتخابات الرئاسية يوم 1 نوفمبر 2014 على الساعة صفر وتنتهي يوم 21 نوفمبر 2014 على الساعة منتصف الليل.

وبالنسبة للحملة الانتخابية بالخارج، تنطلق الحملة يوم 30 [أكتوبر] 2014 على الساعة صفر وتنتهي يوم 19 نوفمبر 2014 على الساعة منتصف الليل.

الفصل 14 - يكون يوم الصمت الانتخابي بالنسبة للانتخابات الرئاسية يوم 22 نوفمبر 2014 ابتداء من الساعة الصفر وإلى غاية منتصف الليل، ويكون يوم الصمت خارج الجمهورية يوم 20 نوفمبر 2014 ابتداء من الساعة صفر وإلى غاية منتصف الليل.

الفصل 15 - يتم الاقتراع بالنسبة إلى الدورة الأولى للانتخابات الرئاسية داخل الجمهورية يوم الأحد 23 نوفمبر 2014.

ويتم الاقتراع بالنسبة للتونسيين بالخارج أيام الجمعة والسبت والأحد 21 و 22 و 23 نوفمبر 2014.

القسم الثاني

الدورة الثانية للانتخابات الرئاسية

الفصل 16 - في حالة عدم حصول أي من المرشحين على الأغلبية المطلقة من الأصوات المنسوخ بها في الدورة الأولى، يتم تنظيم دورة ثانية خلال الأسبوعين التاليين للإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى دون أن تتجاوز في كل الأحوال موفى سنة 2014، وذلك مع مراعاة أحكام الفصول 102 و 103 و 112 من القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء.

وفي هذه الحالة، تتولى الهيئة ضبط المواعيد المتعلقة بالدورة الثانية للانتخابات الرئاسية بقرار يصدر فور التصريح بالنتائج النهائية للدورة الأولى.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة.

تونس في 18 جويلية 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

الباب الأول أحكام عامة

الفصل الأول - تطبق الروزنامة موضوع هذا القرار على الانتخابات التشريعية والرئاسية لسنة 2014 وفقاً للمواعيد التي تم تحديدها من المجلس الوطني التأسيسي بمقتضى القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 المتعلق بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئاسية بعد المصادقة على الدستور.

الفصل 2 - تراعي الروزنامة أحكام الفصل 5 من القانون المتعلق بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئاسية بعد المصادقة على الدستور المذكور أعلاه، وذلك باعتبار كامل أيام الأسبوع أيام عمل باستثناء أيام الأعياد الوطنية والدينية واحتسابها في عدد الأيام المتعلقة بالطعون الانتخابية بالنسبة إلى المحاكم المعهدة بالنظر في مختلف هذه الطعون والأطراف المعنية بالنزاع.

الباب الثاني تسجيل الناخبين

الفصل 3 (جديد) - [تنطلق عملية تسجيل الناخبين يوم 23 جوان 2014 وتنتهي يوم 29 جويلية 2014.]

الفصل 4 (جديد) - [توضع قائمات الناخبين على ذمة العموم يوم 6 أوت 2014، وتنتمي عملية قبول مطالب الاعتراض على قائمات الناخبين أيام 7 و 8 و 9 أوت 2014.]

الفصل 4 مكرّر - [تفتح فترة ثانية لتسجيل الناخبين يوم 5 أوت 2014 وتنتهي يوم 26 أوت 2014.]

الفصل 4 ثالثاً - [توضع قائمات الناخبين الخاصة بالفترة الثانية على ذمة العموم يوم 1 سبتمبر 2014، وتنتمي عملية قبول مطالب الاعتراض على قائمات الناخبين أيام 2 و 3 و 4 سبتمبر 2014.]

الباب الثالث الانتخابات التشريعية

الفصل 5 - تنطلق الفترة الانتخابية بالنسبة للانتخابات التشريعية يوم 6 جويلية 2014 على الساعة صفر، وبالنسبة للقائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية بالخارج يوم 4 جويلية 2014 على الساعة صفر.

الفصل 6 - يفتح باب الترشحات للانتخابات التشريعية في الهيئات الفرعية يوم 22 أوت على الساعة الثامنة صباحاً ويغلق يوم 29 أوت 2014 على الساعة السادسة مساءً. ويتم الإعلان عن القائمات المقبولة للمترشحين للانتخابات التشريعية في أجل أقصاه يوم 6 سبتمبر 2014.

الفصل 7 - يتم قبول مطالب انسحاب المترشحين من الانتخابات التشريعية في أجل أقصاه يوم [18] سبتمبر 2014، وبالنسبة للمترشحين عن الدوائر الانتخابية بالخارج يتم في أجل أقصاه يوم [16] سبتمبر 2014.

الفصل 8 - تنطلق الحملة الانتخابية بالنسبة للانتخابات التشريعية يوم 4 أكتوبر 2014 على الساعة صفر وتنتهي يوم 24 أكتوبر 2014 على الساعة منتصف الليل.

وبالنسبة للقائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية بالخارج، تنطلق الحملة يوم 2 أكتوبر 2014 على الساعة صفر وتنتهي يوم 22 أكتوبر 2014 على الساعة منتصف الليل.

الفصل 9 - يكون يوم الصمت الانتخابي بالنسبة للانتخابات التشريعية يوم 25 أكتوبر 2014 ابتداء من الساعة الصفر وإلى غاية منتصف الليل.

وبالنسبة للقائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية بالخارج. يكون يوم الصمت 23 أكتوبر 2014 ابتداء من الساعة صفر وإلى غاية منتصف الليل.

الفصل 10 - يتم الاقتراع بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية داخل الجمهورية يوم الأحد 26 أكتوبر 2014.

ويتم الاقتراع لنفس الانتخابات بالنسبة للتونسيين بالخارج أيام الجمعة والسبت والأحد 24 و 25 و 26 أكتوبر 2014.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 14 لسنة 2014 مؤرخ في 18 جويلية 2014 يتعلق بروزنامة الانتخابات التشريعية والرئاسية لسنة 2014¹⁹ كما تم ت نقحه و إتمامه بالقرار عدد 17 لسنة 2014 المؤرخ في 01 أوت 2014²⁰ [مع إدراج إصلاح الخطأ الذي طرأ على الفصلين 7 و 13 منه]²¹ (التحيين غير رسمي)

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصل 126 والفرقة الثالثة من الفصل 148 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نصحته وتممتها وخاصة الفصل 3 خامساً والفصل 33 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء،

وعلى القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 المتعلق بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئاسية،
بعد المصادقة على الدستور.
وبعد التداول قرر ما يلي:



¹⁹ الرائد الرسمي عدد 63 المؤرخ في 05 أوت 2014، ص. 2050.

²⁰ الرائد الرسمي عدد 63 المؤرخ في 05 أوت 2014، ص. 2058.

²¹ إصلاح الخطأ الوارد على الفصل 7 وعلى الفقرة 2 من الفصل 13 من هذا القرار، الرائد الرسمي عدد 66 المؤرخ في 15 أوت 2014، ص. 2153.

تصدر القرارات باسم الهيئة الفرعية ويضيقها رئيسها أو من ينوب عنه من أعضائها.

الفصل 2 - تدون الهيئة الفرعية مداولاتها في محضر مرقم ومختوم يتضمن وجوبا البيانات التالية :

- تاريخ وساعة ومكان الجلسة،

- قائمة الأعضاء الحاضرين والمغيبين وأسباب الغياب إن وجدت،

- جدول أعمال الاجتماع،

- القرارات المتخذة والأغلبية التي وافقت عليها.

يتم إضفاء الحضور من قبل الأعضاء الحاضرين.

الفصل 3 - في حالة تعذر اتخاذ القرار من قبل الهيئة الفرعية يمكن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات أن يحل محلها في اتخاذ القرار.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 29 أوت 2014.

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

محمد شفيق صرصار

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 23 لسنة 2014 مؤرخ في 29 أوت 2014 يتعلق بتنظيم اجتماعات الهيئات الفرعية وأليات اتخاذ قراراتها¹⁸

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصلين 125 و 126 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية وعلى جميع النصوص التي نفحته وتممتها،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نفحته
وتممتها، وخاصة الفصلين 19 و 21 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
المتعلق بالانتخابات والاستفتاء،

وعلى القرار عدد 5 لسنة 2014 المؤرخ في 24 أفريل 2014 المتعلق بضبط
النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات، وخاصة الفصلين 4 و 12،

وعلى القرار عدد 8 لسنة 2014 المؤرخ في 4 جوان 2014 المتعلق بإحداث
هيئات فرعية للانتخابات وضبط مشمولاتها وطرق عملها.

وبعد التداول، قرر ما يلي :

الفصل الأول - تعقد اجتماعات الهيئات الفرعية بطلب من رئيسها أو من نصف أعضائها، ولا تنعقد إلا بحضور ثلثي أعضائها.

يحضر منسق الإدارة الفرعية اجتماعات الهيئة الفرعية دون أن يكون له حق التصويت.

تتخذ الهيئة الفرعية قراراتها بالأغلبية المطلقة لأعضائها، وفي حالة تساوي الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

¹⁸ الرائد الرسمي عدد 73 المؤرخ في 9 سبتمبر 2014، ص. 2496.

- التنسيق مع الهياكل الإدارية المختصة لضمان حسن سير عملية الاقتراع والفرز.

- قبول مطالب الاعتراض على قائمات الناخبين والبت فيها،
- تمثيل الهيئة لدى المحاكم المختصة في النزاعات المتعلقة بقائمات الناخبين باستثناء النزاعات المتعلقة بقائمات الناخبين بالخارج.

5. فيما يتعلق بالتكوين والتوعية:

- الإشراف على الحملات التوعوية والدورات التكوينية التي ينظمها مجلس الهيئة بالدائرة الانتخابية.

كما تتولى الهيئات الفرعية ممارسة مختلف المهام والصلاحيات المفوضة إليها من مجلس الهيئة بمقتضى القرارات اللاحقة الصادرة عنه.

الفصل 8 : تمارس الهيئات الفرعية السلطات المفوضة لها في حدود الدائرة أو الدوائر الانتخابية الراجعة إليها بالنظر.

الفصل 9 : يعلم رؤساء الهيئات الفرعية حالا مجلس الهيئة بكل القرارات التي يتخذونها في إطار السلطات المفوضة إليها.

الفصل 10 : لا يحول التفويف دون إمكانية حلول مجلس الهيئة محل الهيئة الفرعية في اتخاذ بعض القرارات كلما دعت الحاجة لذلك.

ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة وينفذ حالا.

تونس في 3 جوان 2014

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
محمد شفيق صرصار

2. فيما يتعلق بالترشحات للانتخابات التشريعية:

- قبول مطلب الترشح للانتخابات التشريعية والبت فيها طبقا لقرار مجلس الهيئة المتعلق بتنظيم قواعد واجراءات الترشح لعضوية مجلس نواب الشعب،
- قبول مطالب سحب الترشحات والبت فيها،

- تمثيل الهيئة لدى المحاكم المختصة في النزاعات المتعلقة بالترشحات باستثناء النزاعات المتعلقة بالترشحات لتمثيل التونسيين بالخارج،
- تنفيذ الأحكام القضائية الباتمة المتعلقة بالترشحات.

3. فيما يتعلق بالحملة الانتخابية:

- تنسيق أعمال أعوان المراقبة،
- مراقبة احترام قواعد الحملة وفرض احترامها طبقا لقرارات مجلس الهيئة المتعلقة بضبط قواعد تنظيم الحملة وتمويلها واجراءاتها.

- مسک السجل الخاص بالاجتماعات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء،
- مراقبة الأماكن المخصصة لوضع ملصقات القائمات المرشحة في الانتخابات التشريعية والمرشحين في الانتخابات الرئاسية والأحزاب في الاستفتاءات والتنسيق مع الجهات المعنية.

4. فيما يتعلق بالاقتراع والفرز:

- اختيار أعوان مراكز ومكاتب الاقتراع والمكتب المركزي ومراكز الجمع إن وجدت،

- الإشراف على مراكز ومكاتب الاقتراع والمكتب المركزي ومراكز الجمع إن وجدت،

أكثر، أو كانت الترشحات المستوفاة للشروط القانونية دون العدد المطلوب، يمكن ل مجلس الهيئة استكمال النقص بالرجوع إلى الترشحات المستوفاة للشروط القانونية بدائرة انتخابية أخرى. وعند الاستحالة، يمكن ل مجلس الهيئة تعين الأعضاء سواء من بين رؤساء وأعضاء الهيئات الفرعية، التي تشكلت بمناسبة انتخابات 23 أكتوبر 2011، مع مراعاة الشروط القانونية الواردة بالقانون المحدث للهيئة، أو من غيرهم ممن تتوفر فيهم الشروط سالفه الذكر.

يختار مجلس الهيئة رئيس وأعضاء كل هيئة فرعية بالأغلبية المطلقة لأعضائه.

تنشر قائمة المرشحين المقبولين بالموقع الإلكتروني للهيئة. ويمكن الطعن في صحة الترشحات في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ النشر.

يبت مجلس الهيئة في الاعتراضات في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ انقضاء أجل الطعن ويصدر القائمة النهائية للمرشحين المقبولين بالنسبة لكل هيئة فرعية.

الفصل 5 : يعين رئيس وأعضاء الهيئات الفرعية بقرار من رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الفصل 6 : تسند إلى رئيس وأعضاء الهيئات الفرعية منحة شهرية صافية قدرها ألفان وسبعمائة دينار .

الباب الثاني : صلاحيات الهيئات الفرعية

الفصل 7 : تطبقا لأحكام الفصل 21 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2013، يفوض مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بعض سلطاته المبينة أسفله إلى الهيئات الفرعية:

1. فيما يتعلق بتسجيل الناخبين:

- متابعة عمليات تسجيل الناخبين طبقا لقرار مجلس الهيئة المتعلق بقواعد وإجراءات تسجيل الناخبين للانتخابات والاستفتاء،

- وضع قائمات الناخبين على ذمة العموم بمقررات الهيئة ومقررات البلديات أو المعتمديات أو العمادات ومقررات البعثات الدبلوماسية أو القنصليات التونسية بالخارج،

الفصل 3 : يجب أن يتضمن ملف الترشح الوثائق التالية:

- استمارة ترشح يقع تحميلها من الموقع الإلكتروني للهيئة،
- سيرة ذاتية مرفقة بمؤيدات الكفاءة والخبرة مطابقة للأصل،
- نسخة مطابقة للأصل من الشهائد العلمية،
- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية،
- بطاقة عدد 3 أو وصل إيداع مطلب الحصول عليها،
- صورتين شمسيتين،
- شهادة طبية،

- تصريح على الشرف، معزف بالإمضاء، باستيفاء المترشح للشروط الواردة بالفصل 7 من القانون عدد 23 لسنة 2012 المشار إليه أعلاه و بصحة البيانات الواردة باستمارة الترشح.

يوجّه ملف الترشح إلى المقر المركزي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات بإحدى الطرق التالية:

- الإيداع المباشر بمكتب الضبط المركزي،
- رسالة مضمونة الوصول مع الإعلام بالبلوغ،
- البريد السريع.

ويمكن بالنسبة للترشح للهيئات الفرعية بالخارج إرسال مطلب الترشح عن طريق البريد الإلكتروني على أن يقع الإدلاء بالوثائق الأصلية عند القبول النهائي. تعلم الهيئة عن طريق وسائل الإعلام وموقعها الإلكتروني عن الآجال القصوى لتقديم مطالب الترشح.

الفصل 4 : تتولى الهيئة في مرحلة أولى فرز مطالب الترشح المستجيبة للشروط القانونية.

ويتولى مجلس الهيئة عند الاقتضاء، وقبل البت في الترشحات، دعوة المرشحين المستوفين للشروط القانونية لإجراء محاورة معه أو مع اللجنة التي يمكن أن يعينها للغرض.

وفي حالة عدم ورود ترشحات لعضوية الهيئات الفرعية في دائرة انتخابية أو

الباب الأول : شروط وإجراءات تعيين أعضاء الهيئات الفرعية ونظام تأجيرهم

الفصل 2 : يشترط في المترشح لعضوية الهيئات الفرعية: - صفة الناخب

- الانتساب إلى إحدى الفئات المهنية المنصوص عليها بالفصل 5 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المشار إليه أعلاه،
 - لا تقل سنه عن 35 سنة،
 - النزاهة والاستقلالية والحياد،
 - الكفاءة والخبرة،
- الالتزام بالتفرغ الكلي لممارسة المهام صلب الهيئة الفرعية طيلة مدة نشاطها،
 - لا يكون عضواً منتخبًا في إحدى الهيئات المهنية،
 - عدم الانخراط أو النشاط في أي حزب سياسي خلال الخمس سنوات السابقة لتاريخ فتح الترشحات،
 - عدم تحمل أي مسؤولية صلب حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل أو مناشدة رئيس الجمهورية المخلوع للترشح لمدة رئاسية جديدة،
 - عدم تحمل مسؤولية في الحكومة أو تقلد منصب والي أو كاتب عام ولاية أو معتمد أو عمدة طيلة حكم الرئيس المخلوع،
 - تقديم الترشح بدائرة فرعية وحيدة ويرفض كل ترشح لم يتقييد بهذا الشرط.
 - وبالنسبة للهيئات الفرعية بالخارج يشترط في المترشح بالإضافة للشروط المذكورة أعلاه:
 - أن يكون متاحلاً على بطاقة قنصلية في الدائرة الانتخابية بالخارج الراجعة لها بالنظر،
 - إجاده اللغة العربية بالإضافة إلى إجاده لغة الدائرة الانتخابية بالخارج الراجعة لها بالنظر.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 8 مؤرخ في 3 جوان 2014 يتعلق بإحداث هيئات فرعية للانتخابات وضبط مشمولاتها وطرق سير عملها¹⁶ [مع إدراج الخطأ المتعلق بترقيم فصول الباب الثاني]¹⁷

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد اطلاعه على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصلين 125 و126 منه،
وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011
والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي نفحته
وتعمّمه، وخاصة الفصلين 19 و21 منه،
وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014
والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء،
وعلى القرار عدد 5 لسنة 2014 المؤرخ في 24 أفريل 2014 والمتعلق بضبط
النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات، وخاصة الفصلين 4 و12،
وبعد التداول والنقاش، قرر ما يلي:

الفصل الأول : تحدث، بمناسبة الانتخابات الرئاسية والتشريعية لسنة 2014، بكل دائرة انتخابية، هيئة فرعية للانتخابات تتولى مساعدة مجلس الهيئة على القيام بمهامه طبق ما يضبطه القانون والنظام الداخلي للهيئة.
ت تكون كل هيئة فرعية من رئيس وثلاث أعضاء على الأكثر يتم اختيارهم من قبل مجلس الهيئة بالأغلبية المطلقة لأعضائه طبقاً للشروط المنصوص عليها بالقانون عدد 23 لسنة 2012 وأحكام هذا القرار.

¹⁶ الرائد الرسمي عدد 50 المؤرخ في 24 جوان 2014، ص. 1710.

¹⁷ الرائد الرسمي عدد 52 المؤرخ في 01 جويلية 2014، ص. 1811.

- عدم التصريح بحالة تضارب مصالح دائم على معنى الفقرة الخامسة من الفصل 13 من القانون المحدث للهيئة.

- الإدانة بموجب حكم بات من أجل جنحة قصدية أو جنائية.

يتداول مجلس الهيئة وجوباً في وجاهة طلب إعفاء رئيسها أو أحد أعضائها قبل توجيهه إلى مجلس نواب الشعب ، ويقع الاستماع وجوباً إلى الرئيس أو العضو المعنى وتمكنه من وسائل الدفاع الملائمة وتضمين كل ذلك في محضر جلسة.

يرفع طلب الإعفاء من قبل نصف أعضاء مجلس الهيئة على الأقل إلى مجلس نواب الشعب للمصادقة عليه بالأغلبية المطلقة لأعضائه.

الفصل 22 : تنتهي العضوية في الهيئة في إحدى الحالات التالية:

- إنتهاء المدة القانونية،
- الوفاة،
- الاستقالة،
- العجز الدائم،
- الإعفاء،
- التخلي.

يتولى مجلس الهيئة البت في مطلب الاستقالة في أجل أقصاه أسبوع من تاريخ تضمين المطلب بمكتب الضبط.

يعاين مجلس الهيئة حالة الشغور ويدونها بمحضر خاص يحيله صحبة باقي الملف لمجلس نواب الشعب الذي يتولى سد الشغور طبقاً للإجراءات المنصوص عليها بالالفصل السادس من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 بناءاً على طلب رئيس الهيئة أو نصف أعضاء مجلسها.

يعمل بهذا النظام من تاريخ إقراره وينشر في الرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

صدر في تونس بتاريخ 24 أفريل 2014

رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات
محمد شفيق صرصار

الفصل 20 : تعرض الحسابات المالية للهيئة على مراقبى حسابات مرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين بالبلاد التونسية يعينهما مجلس الهيئة طبقاً للتشريع الجارى به العمل بالنسبة إلى المؤسسات والمنشآت العمومية لمدة ثلاث سنوات قابلة التجديد مرة واحدة.

تعمل الهيئة في اختيارها لمراقبى الحسابات على احترام مبدأ التنافس والشفافية وعدم تضارب المصالح.

يبت مجلس الهيئة في تحفظات مراقبى الحسابات المضمنة بالتقدير المالي السنوي إن وجدت ويأذن عند الإقتضاء بتشكيل لجنة تحقيق للوقوف على أسبابها ووضع الخطط الكفيلة بتداركها مستقبلاً.

يصادق مجلس الهيئة على الحسابات المالية السنوية للهيئة على ضوء تقرير مراقبى الحسابات في أجل أقصاه 30 أفريل من السنة المولالية ثم يحيلها على مجلس نواب الشعب للمصادقة عليها.

ينشر التقرير المالي للهيئة، بعد المصادقة عليه من مجلس نواب الشعب، بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة في أجل أقصاه 30 جوان من السنة المولالية.

في حالة عدم المصادقة على التقرير المالي من طرف مجلس نواب الشعب وتشكيل لجنة تحقيق، يضع مجلس الهيئة على ذمة اللجنة المذكورة فريقاً من الإدارة المالية ومن مراقبى الحسابات يتولى تسيير مهامها. وفي صورة توصل اللجنة المذكورة إلى وجود إخلالات قانونية في الحسابات، يأذن مجلس الهيئة، دون تأخير، بإجراء بحث داخلي يتولى بموجبه تحديد المسؤوليات عن تلك الإخلالات وإتخاذ ما يلزم من إجراءات تأديبية وقضائية لردعها.

تخضع الحسابات المالية للهيئة إلى الرقابة اللاحقة لدائرة المحاسبات.

الباب السابع : حالات الإعفاء وانتهاء العضوية

الفصل 21 : لا يتم إعفاء رئيس أو أحد أعضاء مجلس الهيئة إلا في الحالات التالية:

- ارتكاب خطأ جسيم في القيام بالواجبات المحمولة عليه بمقتضى القانون.

يتولى مجلس الهيئة ضبط التوجهات العامة للميزانية السنوية للهيئة ويعمل بها المدير التنفيذي.

يتولى المدير التنفيذي إعداد مشروع ميزانية الهيئة السنوي طبقاً للتوجهات العامة التي حددها مجلس الهيئة ويراعي في ذلك الآجال المنصوص عليها في القانون الأساسي للميزانية والنصوص القانونية ذات العلاقة ثم يحيله على مجلس الهيئة للمصادقة.

يتداول مجلس الهيئة في مشروع الميزانية المعروض عليه من المدير التنفيذي ويضبطه في صيغته النهائية.

يعرض رئيس الهيئة مشروع الميزانية على الحكومة لإبداء الرأي مع احترام الآجال المنصوص عليها في القانون الأساسي للميزانية والنصوص القانونية ذات العلاقة ثم يحيله على مجلس نواب الشعب للمصادقة عليه طبقاً لإجراءات الخاصة بميزانية الدولة.

تتولى الهيئة نشر الميزانية على موقعها الإلكتروني.

يمكن للهيئة إعداد مشروع ميزانية تكميلي في الحالات الطارئة التي تستدعي تنظيم انتخابات أو استفتاءات في غير مواعيدها العادلة.

الفصل 17 : تضبط القوائم المالية وفق قواعد المحاسبة في المؤسسات طبقاً للقانون عدد 112 لسنة 1996 المؤرخ في 30 ديسمبر 1996.

الفصل 18 : تبرم وتنفذ جميع صفقات الهيئة طبقاً لإجراءات الخاصة بالصفقات العمومية للمنشآت العمومية ما لم تتعارض مع أحكام قانون عدد 23 لسنة 2012 أو القوانين المعدلة لها.

يحرص مجلس الهيئة على وضع ترتيب خاص تضمن شفافية كامل مسار إبرام الصفقات العمومية وضمان إحترام واجب عدم تضاربصالح من طرف جميع المتدخلين في هذا المسار.

تعفى نفقات الهيئة من الرقابة المسبقة للمصاريف العمومية.

الفصل 19 : تضبط بقرار من مجلس الهيئة الحالات التي يتطلب فيها الإذن بالصرف مصادقة مسبقة من مجلس الهيئة.

تضبط بقرار من مجلس الهيئة صيغ وشروط تفويض الصالحيات المالية.

المهام الموكولة إليه وفرض إحترام التشريع الانتخابي من قبل جميع المتدخلين في المسار الانتخابي بما فيها تسليط العقوبات غير الجزائية المترتبة على المخالفات الانتخابية ويتخذ على وجه الخصوص الترتيب في المجالات التالية:

- الهيكل التنظيمي لمجلس الهيئة ولجهازها التنفيذي.
- أنظمة التصرف المالي والإداري.
- مدونات السلوك.

- ضبط روزنامة الانتخابات وإستفتاءات بما يتفق مع المدد المقررة في الدستور والقانون الانتخابي.

- القواعد والإجراءات المنظمة لاعتماد عمل ممثلي المرشحين واللواحقين والضيوف والصحفيين المحليين والأجانب.

- قواعد وإجراءات تسجيل الناخبين.

- قواعد وإجراءات الترشح.

- قواعد وإجراءات مراقبة الحملة الانتخابية وتمويلها.

- قواعد واجراءات الاقتراع والفرز.

- إجراءات الإعلان عن النتائج.

- قواعد وإجراءات تأمين الأرشيف الانتخابي.

الباب السادس : الميزانية وطرق التصرف فيها

الفصل 16 - تكون للهيئة ميزانية خاصة. وت تكون مواردها من اعتمادات سنوية مخصصة من ميزانية الدولة.

تمثل نفقات ميزانية الهيئة في:

- نفقات تسيير الهيئة،
- نفقات التجهيز،
- نفقات الانتخابات والاستفتاءات.

الباب الرابع : إجتماعات الهيئة

يتم إمضاء المحضر من قبل أعضاء المجلس الحاضرين.

يتخذ مجلس الهيئة قراراته بالأغلبية المطلقة لأعضائه ويتولى رئيس مجلس الهيئة إمضاءها.

يتولى رئيس مجلس الهيئة بمعية باقي الأعضاء متابعة تنفيذ القرارات مع المدير التنفيذي.

ينشر ملخص مداولات اجتماعات مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى موقعها الإلكتروني.

الفصل 14 : يمكن لمجلس الهيئة إحداث لجان مختصة تتولى وضع السياسات ومتابعة المستجدات وإقرار الخطط العملياتية للانتخابات والاستفتاءات ومراجعةها ومتابعة تنفيذها مع الجهاز التنفيذي. ويمكن أن تكون هذه اللجان مركزية أو جهوية، قارة أو ظرفية.

يتولى مجلس الهيئة ضبط تركيبة اللجان وصلاحياتها بما لا يتدخل مع مهام الجهاز التنفيذي. تعمل جميع اللجان تحت إشراف مجلس الهيئة وترفع تقاريرها وتوصياتها إليه.

يتولى مجلس الهيئة تحديد الواجبات المحمولة على كافة أعوانها والتعاونين والتعاقدين معها في مدونات سلوك تنشر بالموقع الإلكتروني للهيئة.

تعتبر مدونة السلوك جزءاً لا يتجزأ من كافة العقود والاتفاقيات التي تبرمها الهيئة. وتتولى الجهة المتعاقدة مع الهيئة أو المعاونة معها التصريح، وفق نموذج تعدد الهيئة، بإطلاعها على مضمون مدونة السلوك وبالتاليها بعدم مخالفة أحکامها.

يمكن للهيئة الاستعانة في أدائها لمهامها بخبراء ومحترفين.

الباب الخامس : السلطة التربوية

الفصل 15 : تتمتع الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بسلطة ترتيبية خاصة في المجال الانتخابي.

يتولى مجلس الهيئة وضع الترتيب اللازم لتنفيذ التشريع الانتخابي وتنفيذ

الفصل 13 : تعقد إجتماعات مجلس الهيئة بطلب من رئيسها أو من نصف أعضاء مجلسها ولا تتعقد إلا بحضور ثلثي الأعضاء.

يضبط مجلس الهيئة ترتيب اعتماد الحضور عن بعد للأعضاء باستعمال وسائل الإتصال الحديثة الآمنة.

وفي صورة عدم اكتمال النصاب القانوني يمكن لمجلس الهيئة عقد اجتماعات غير رسمية بمن حضر من أعضائه على أن يقتصر الاجتماع على التداول ودون إمكانية اتخاذ القرار.

يحدد مجلس الهيئة دورية الاجتماعات العادية على أن لا تقل عن اجتماع دوري واحد شهرياً في فترات عدم وجود انتخابات أو إستفتاءات.

ترسل دعوات الاجتماع مكتوبة للأعضاء والمدير التنفيذي قبل يومين على الأقل من موعد الاجتماع العادي.

يرفق بالدعوة جدول الأعمال المفصل ونسخة من محضر الاجتماع السابق وكافة الوثائق المتوفرة الخاصة بالمواضيع المدرجة على جدول الأعمال.

وتكون الدعوة لاجتماعات مجلس الهيئة، في فترة الانتخابات والاستفتاءات، في آجال مقتضبة تراعي الطابع الاستعجالي وتكون بأي وسيلة تترك أثراً كتابياً.

ويمكن للأعضاء والمدير التنفيذي اقتراح إدراج بنود إضافية على جدول الأعمال في بداية الاجتماع.

يحضر المدير التنفيذي إجتماعات مجلس الهيئة دون أن يكون له حق التصويت على القرارات.

يتم تدوين مداولات مجلس الهيئة صلب محضر مرقم يضمن بدفتر مرقم ومؤشر عليه من رئيس الهيئة يتضمن وجوباً البيانات التالية:

- تاريخ وساعة ومكان الجلسة،
- قائمة الأعضاء الحاضرين والمتغيبين وأسباب الغياب إن وجدت.
- جدول أعمال الاجتماع،
- القرارات المتخذة والأغلبية التي وافقت عليها.

يتداول مجلس الهيئة في التقارير المرفوعة إليه من وحدة التدقيق والرقابة الداخلية ويبت بشأن التوصيات والحالات المضمنة بها.

مع مراعاة أحكام القانون الانتخابي يمكن لجلس الهيئة أن يفوض للهيئة
الفرعية المهام التالية:

- متابعة عمليات تسجيل الناخبين والنظر في الاعتراضات و متابعة الطعون
الخاصة بها في الدائرة الانتخابية المعنية،
- السهر على نشر وتحيين سجل الناخبين في النطاق الترابي الراجح لها بالنظر.
- مراجعة ملفات قائمات المترشحين أو رفع التوصية بشأنها.
- مراجعة وإقرار تقسيم أماكن ومساحات الدعاية الانتخابية.
- متابعة مخالفات الحملة الانتخابية والبت فيها.
- متابعة عملية الاقتراع والفرز والإشراف على عملية تجميع النتائج.
- متابعة الطعون المتعلقة بالقائمات المترشحة وتمثيل الهيئة في هذا الشأن أمام المحاكم المختصة
- المساهمة في إعداد التقرير النهائي حول المسار الانتخابي ورفع التوصيات.
- تمثيل مجلس الهيئة أمام الأحزاب ومنظمات المجتمع المدني الناشطة ضمن مجال اختصاصها الترابي وفقاً للتوجيهات التي يضبطها مجلس الهيئة .
- أي مهام أخرى يرتئي مجلس الهيئة تفویضها للهيئات الفرعية.

تنظم الهيئة برامج و دورات تكوين لأعضاء الهيئات الفرعية. وعليهم الالتزام
بحضورها.

يمضي أعضاء الهيئات الفرعية حال مباشرتهم لمهامهم تعهد بالالتزام بحدود
تفويضهم وصلاحياتهم.
ولمجلس الهيئة اتخاذ التدابير اللازمة تجاه أي عضو لا يلتزم بحدود التفويض.
يتولى منسق الإدارة الفرعية تحت إشراف الإدارة المركزية للهيئة إحاطة
أعضاء الهيئة الفرعية.
بالتطورات العملية و الإجراءات الصادرة عن مجلس الهيئة كما يتولى الإعداد
المادي لأعمال الهيئة.

الباب الثاني : الجهاز التنفيذي

الفصل 11 (جديد): يتربك الجهاز التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات
من مدير تنفيذي وإدارة مركزية وإدارات فرعية.

يسير المدير التنفيذي الجهاز التنفيذي تحت إشراف مجلس الهيئة ورقابة
رئيسه ويسهر على حسن سير إدارة الهيئة في المجالات الإدارية والمالية والفنية،
ويرفع إلى رئيس الهيئة ومجلسها بشكل دوري أو كلما طلب منه ذلك رئيس أو
أعضاء مجلس الهيئة تقاريرا حول التصرف الإداري والمالي والفنى ويضع على
ذمتهن عند الطلب كل المعطيات والوثائق المطلوب الاطلاع عليها.

[للمدير التنفيذي أن يفوض إمضاءه إلى أحد مساعديه. وينشر قرار التفويض
بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية و بالموقع الإلكتروني للهيئة]
يضبط بقرار من مجلس الهيئة التنظيم الإداري والمالي والفنى للجهاز التنفيذي.

الباب الثالث : الهيئات الفرعية

الفصل 12 : يمكن للهيئة مناسبة الانتخابات أو الاستفتاءات إحداث هيئات
فرعية تتولى مساعدتها على القيام بمهامها طبقا لما يضبطه القانون.

ت تكون الهيئة الفرعية من رئيس وثلاث أعضاء على الأكثر يتم اختيارهم من
قبل مجلس الهيئة بالأغلبية المطلقة لأعضائه وفق الشروط المنصوص عليها صلب
الفصلين 7 و 12 من القانون عدد 23 لسنة 2012 مع مراعاة الفصل 5 من نفس
القانون.

يضبط مجلس الهيئة بقرار إجراءات اختيار أعضاء الهيئات الفرعية وصيغ
تعيينهم ونظام تأجيرهم.

يساعد نائب رئيس الهيئة رئيسها في الاضطلاع بالمهام الأصلية الموكولة إليه أو تلك المفوضة إليه من قبل مجلس الهيئة وذلك في حدود التفويض المسند إليه من قبل رئيس الهيئة أو في إطار توزيع المهام الذي يقرره مجلس الهيئة.

الفصل 9 : يلحق مباشرة بمجلس الهيئة:

- ديوان مجلس الهيئة،

- وحدة التوثيق والأرشيف،

- وحدة التدقيق والرقابة الداخلية .

- ويشرف ديوان مجلس الهيئة على المهام الأساسية التالية:

- الضبط المركزي

- كتابة مجلس الهيئة

- التشريفات

- الإعلام

- التعاون الدولي.

ويضبط تنظيم ديوان مجلس الهيئة وطرق سيره وفق الهيكل التنظيمي المعتمد من قبل مجلس الهيئة.

الفصل 10 : تسهر الهيئة على إرساء نظام رقابة داخلية للإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية تضمن سلامة القوائم المالية ونزاهتها وشفافيتها ومطابقتها للقوانين الجاري بها العمل. وتنشأ للغرض وحدة تدقيق ورقابة داخلية يترأسها خبير محاسب وتتبع مباشرة مجلس الهيئة.

تقوم وحدة التدقيق والرقابة الداخلية بآعمالها باستقلالية ومهنية وفقاً للمعايير الدولية لممارسة التدقيق الداخلي من خلال إتباع مخطط سنوي يصادق عليه مجلس الهيئة ويهدف إلى تحسين الأداء وإدارة المخاطر والرقابة على كامل أعمال الهيئة.

وتقوم وحدة التدقيق والرقابة الداخلية برفع تقاريرها إلى مجلس الهيئة مباشرة وبصفة دورية. ويمكن ل مجلس الهيئة تكليفها بمهام تدقيق كلما دعت الضرورة لذلك.

تعد وحدة التدقيق والرقابة الداخلية تقريراً سنوياً يعرض على مجلس الهيئة وينشر على الموقع الإلكتروني الخاص بها.

يعتبر متخلياً العضو الذي يتغيب عن حضور جلسات مجلس الهيئة لثلاث مرات متتالية دون موجب شرعي رغم إنذاره من قبل مجلس الهيئة.

لا يمكن لأي عضو بالهيئة المشاركة في مداولات له فيها مصلحة شخصية مباشرة أو غير مباشرة أو علاقة شخصية مباشرة أو غير مباشرة تؤثر على إلتزام العضو المعنى بالشروط والواجبات المحمولة عليه وعلى أداء الهيئة لمهامها.

الفصل 7 : رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات هو ممثلها القانوني ورئيس مجلسها وأمر صرف ميزانيتها ويتولى خاصة ما يلي:

- رئاسة جلسات مجلس الهيئة ورئاسة جلسات اللجان عندما يحضر إجتماعاتها.

- تعين مواعيد الاجتماعات و الدعوة لها وضبط جدول أعمالها وادارتها وحفظ نظامها.

- اتخاذ القرارات اللازمة لتنفيذ مداولات مجلس الهيئة طبقاً للقانون و لأحكام هذا النظام الداخلي.

- تمثيل الهيئة لدى جميع الهيئات الدستورية وجميع السلط السياسية والإدارية والقضائية ذات النظر.

- مراقبة الجهاز التنفيذي والتأكد من تقديم تقارير دورية لمجلس الهيئة حول التصرف الإداري والمالي والفنى لهذا الجهاز.

- التصرف في الميزانية طبقاً للقوانين الجاري بها العمل وللتوجهات العامة التي يضبوطها مجلس الهيئة ولمبادئ الحكومة الرشيدة بما يضمن سلامة التصرف المالي ونزاهته وشفافيتها.

ولرئيس الهيئة أن يفوض بعد استشارة مجلسها بعض صلاحياته إلى نائب أو إلى أحد أعضاء مجلس الهيئة .وله أن يفوض إمضاءه إلى نائب أو إلى أحد أعضاء المجلس أو إلى الإدارة التنفيذية .

وتنشر قرارات التفويض بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبالموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 8 : يقع تعين نائب رئيس الهيئة من بين أعضاء مجلسها بالتوافق بينهم وإن تعذر ذلك فبالأغلبية المطلقة لأعضائها.

قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 5 لسنة 2014 مؤرخ في 24 أفريل 2014 يتعلق بضبط النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات¹⁴ كما تم تنقيحه بالقرار عدد 12 لسنة 2014 المؤرخ في 16 جويلية 2014¹⁵ (التحيين غير رسمي)

الاستفتاءات إحداث هيكل وقتية .

الفصل 4 : يتولى مجلس الهيئة ضبط التوجهات العامة لعمل الهيئة والبت في كل المسائل الراجعة لها بالنظر بموجب القانون. وله أن يفوض جانبًا من هذه الصالحيات إلى رئيسها أو إلى الجهاز التنفيذي أو إلى الهيئات الفرعية التي يمكن أن يحثّها بمناسبة الانتخابات أو الإستفتاءات.

مجلس الهيئة تكليف الأعضاء بهام يحددها وله إحداث لجان قارة أو ظرفية. وللمجلس الهيئة إحداث فرق عمل من الخبرات للمساندة الفنية، يتولى ضبط شكلها وتركيبتها و مجال عملها.

الفصل 5 : تحدد مدة عضوية أعضاء مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بست سنوات غير قابلة للتتجديد.

يتم تجديد تركيبة مجلس الهيئة طبق الإجراءات المقررة بالفصول الخامس والسادس والسابع من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 كما تم تنقيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

يعلم رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات رئيس مجلس نواب الشعب بقائمة الأعضاء المعينين بالتجديد وي تاريخ انتهاء مهامهم قبل ثلاثة أشهر على الأقل من تاريخ نهاية مدة العضوية.

يمارس الأعضاء المنتهية مدة عضويتهم كامل صلحياتهم قبل مجلس الهيئة إلى حين تسلم الأعضاء الجدد لمهامهم.

الفصل 6 : يلتزم أعضاء مجلس الهيئة مدة عضويتهم بالواجبات المحمولة عليهم قانوناً ويتجنبون كل فعل أو قول من شأنه أن يؤثر على التزامهم بالشروط والواجبات المحمولة عليهم أو على حسن أداء الهيئة لمهامها.

ويلتزم أعضاء مجلس الهيئة بالترغب الكلي لممارسة مهامهم وبحضور جلسات مجلس الهيئة.

ولا يجوز تغيب العضو دون موجب شرعي عن الاجتماعات الواقع الدعوة إليها وفق الصيغ القانونية لثلاث مرات متتالية.

يتولى مجلس الهيئة تذكير العضو المتغيب عن حضور جلسات المجلس، التي تمت الدعوة إليها بصيغة قانونية، لمرتين متتاليتين دون موجب شرعي بواجب الحضور المحمول عليه قانوناً وينذره بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً.

إن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

باقتراب من المدير التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

بعد إطلاعه على دستور الجمهورية التونسية وخاصة الفصلين 125 و 126 منه، وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 والمتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي تقتضي وتممتها وأخرها القانون الأساسي عدد 52 لسنة 2013 المؤرخ في 28 ديسمبر 2013 وخاصة الفصل 27 منه.

وبعد التداول والنقاش قرر ما يلي :

الفصل الأول : الهيئة العليا المستقلة للانتخابات هيئة عمومية مستقلة ودائمة مقرها تونس العاصمة، تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي والإداري.

الفصل 2 - تشهر الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على ضمان انتخابات واستفتاءات ديمقراطية وحرة وتعديدية ونزاهة وشفافية، وتتولى تنظيمها وإدارتها والإشراف عليها طبقاً للتشريع الانتخابي وللقانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 كما تم تنقيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة.

الباب الأول : تركيبة الهيئة وصالحياتها

الفصل 3 : تتركب الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من مجلس الهيئة وجهاز تنفيذي وهيئات فرعية عند الاقتضاء. ويمكن ل مجلس الهيئة بمناسبة الانتخابات او

¹⁴ الرائد الرسمي عدد 59 المؤرخ في 9 أوت 2011، ص. 1434.

¹⁵ الرائد الرسمي عدد 63 المؤرخ في 05 أوت 2014، ص. 2049.

قرارات الهيئة العليا
المستقلة للانتخابات
والهيئة العليا المستقلة
للاتصال السمعي
والبصري

تنظيم وتسخير
الهيئة العليا
المستقلة للانتخابات
وهيأكلها

يضبط قرار من مجلس الهيئة مقدار المنحة الخصوصية وصيغ وإجراءات صرفها.

الفصل 4 . يحافظ الأعوان الموضوعون على ذمة الهيئة على كافة الحقوق والمنافع التي يتمتعون بها في إدارتهم الأصلية بما في ذلك المحافظة على خططهم الوظيفية وأقدميتهم العامة وأقدميتهم في الرتبة.

الفصل 5 . ينشر هذا الأمر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس في 7 أوت 2014.

رئيس الحكومة
مهدي جمعة

أمر عدد 3272 لسنة 2014 مؤرخ في 7 أوت 2014 يتعلق بوضع الأعوان العموميين على ذمة الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمناسبة الانتخابات والاستفتاء¹³

إن رئيس الحكومة،

باقتراح من مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

بعد الاطلاع على الدستور وخاصة الفصلين 125 و 126 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تتميجه وإتمامه بالنصوص اللاحقة وخاصة الفصل 22 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء،

وعلى رأي المحكمة الإدارية،

وعلى مادولة مجلس الوزراء وبعد إعلام رئيس الجمهورية.

يصدر الأمر الآتي نصه :

الفصل الأول - عملا بأحكام الفصل 22 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات، يمكن وضع الأعوان العموميين على ذمة الهيئة وفقا للشروط والصيغ التي يحددها هذا الأمر.

الفصل 2 . يكون الوضع على الذمة بمناسبة الانتخابات والاستفتاء لمدة يتم ضبطها بقرار من مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على أن لا تتجاوز سنة واحدة.

الفصل 3 . تواصل الإدارات الأصلية للأعوان الموضوعين على ذمة الهيئة تحمل كافة نفقات الأجور والمنح التي يتلقاها وتتسند لهم الهيئة منحة خصوصية مقابل الأعباء الإضافية المرتبة عن تنظيم الانتخابات والاستفتاءات.

¹³ الرائد الرسمي عدد 74 المؤرخ في 12 سبتمبر 2014، ص. 2531.

الفصل 6 . يصرف النصف الثاني من مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بعنوان الدورة الأولى أو الثانية للانتخابات الرئاسية بالنسبة إلى صرف النصف الأول من المنحة الخاصة بالدورة الثانية.

الفصل 8 . يتم تنزيل مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بالحساب البنكي الوحديد الخاص بالحملة الانتخابية المنصوص عليه بالفصل 82 من القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المذكور أعلاه.

الفصل 9 . يتعمّن على المرشحين الذين تحصلوا على أقل من 3 % من الأصوات المصحّ بها في الدورة الأولى إرجاع المبلغ المتاح على تلقائياً في أجل أقصاه 10 أيام من تاريخ الإعلان عن النتائج النهائية لهذه الدورة.

وفي حالة عدم إرجاع المبلغ المشار إليه تلقائياً في الأجل المحدد بالفقرة الأولى من هذا الفصل، يتم جبر المطالبين بالدين وفق مقتضيات مجلة المحاسبة العمومية بمقتضى إذن بإرجاع أموال في حق الخزينة العامة للجمهورية التونسية يصدره وزير الاقتصاد والمالية أو من فوّض له في ذلك، بناء على كشف مؤشر عليه من قبل رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات يتضمن أسماء المرشحين الذين تحصلوا على أقل من 3 % من الأصوات المصحّ بها على المستوى الوطني في الدورة الأولى.

الفصل 10 . يحدّ السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية بالنسبة إلى كل دورة ولفائدة كل مرشح تم الإعلان عن قبول ترشحه نهائياً بعشرين أضعاف مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية.

الفصل 11 . لا يمكن أن يتجاوز سقف التمويل الخاص النقدي والعيني بالنسبة إلى كل دورة ولفائدة كل مرشح تم الإعلان عن قبول ترشحه نهائياً ثمانية عشر السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية.

الفصل 12 . تتم تأدية نفقات الحملة الانتخابية وجوباً بواسطة الحساب البنكي الوحديد الخاص بالحملة الانتخابية المشار إليه بالفصل 82 من القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه.

الفصل 13 . وزير الاقتصاد والمالية مكلف بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس في 29 أوت 2014.

رئيس الحكومة

مهدي جمعة

الفصل 6 . يصرف النصف الثاني من مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بعنوان الدورة الأولى أو الثانية للانتخابات الرئاسية بحسب الحال بناء على طلب كتابي يوجه إلى أمين المال العام للبلاد التونسية مشفوعاً :

- بكشف بياني في المصاريف المنجزة توضح بالنسبة إلى كل نفقة : اسم المزود أو مسidi الخدمة ورقم معرفه الجبائي أو بطاقة تعريفه الوطنية عند الاقتضاء، ومراجع الفاتورة أو القائمة، نوع النفقة وكميتها وبمبلغها. ويؤشر على هذا الكشف البياني من قبل المرشح والوكيل.

وتحمل التأشيرة العبارة التالية :

«إني المضي أسفهأشهد بصحة البيانات التي تضمنها هذا الكشف».

- بمؤيدات تثبت صرف النصف الأول من المنحة الخاصة بكل دورة في نفقات الحملة الانتخابية وإيداع حسابية النصف الأول ومؤيدات صرفها لدى محكمة المحاسبات.

ويتولى أمين المال العام للبلاد التونسية التثبت من صحة احتساب نفقات النصف الأول وجود تأشيرة المرشح والوكيل على الكشف البياني للنفقات المنجزة المشار إليها بالملطة الأولى من هذا الفصل.

و لا يُصرف النصف الثاني من المنحة الخاصة بكل دورة إلا إذا كان مبلغ النفقات المضمنة بالكشف يساوي أو يفوق مبلغ النصف الأول من المنحة الخاصة بكل دورة.

الفصل 7 . تصرف المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بمقتضى قرار من وزير الاقتصاد والمالية بناء على كشوفات مؤشر عليها من قبل رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات تتضمن :

- قائمة في أسماء المرشحين الذين تم الإعلان عن قبول ترشحهم نهائياً بالنسبة إلى صرف النصف الأول من المنحة الخاصة بالدورة الأولى،

- قائمة في أسماء المرشحين الذين تحصلوا على ما لا يقل عن 3 % من الأصوات المصحّ بها على المستوى الوطني بالنسبة إلى صرف النصف الثاني من المنحة الخاصة بالدورة الأولى،

عن قبول ترشحه نهائياً من قبل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية تحمل على ميزانية وزارة الاقتصاد والمالية.

الفصل 2 - يحتسب مبلغ المنحة المذكورة بالفصل الأول من هذا الأمر لكل مرشح للانتخابات الرئاسية لسنة 2014 تم الإعلان عن قبول ترشحه نهائياً من قبل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على النحو التالي:

- خمسة عشر ديناراً (15 د) عن كل ألف ناخب على المستوى الوطني في الدورة الرئاسية الأولى،
- عشرة دنانير (10 د) عن كل ألف ناخب على المستوى الوطني في الدورة الرئاسية الثانية.

الفصل 3 - يصرف مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بالنسبة إلى الدورة الأولى للانتخابات الرئاسية لفائدة كل مرشح، وذلك على النحو التالي :

- النصف الأول من مبلغ المنحة 7 أيام على الأقل قبل بداية الحملة الانتخابية لهذه الدورة،
- النصف الثاني من مبلغ المنحة للمترشح المتحصل في هذه الدورة على 3 % على الأقل من الأصوات المصرح بها على المستوى الوطني في أجل أقصاه 7 أيام من تاريخ الإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى.

الفصل 4 - يصرف مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بالنسبة إلى الدورة الثانية للانتخابات الرئاسية لفائدة المترشحين المرشّين على أكثر عدد من الأصوات في الدورة الأولى وذلك على النحو التالي :

- النصف الأول من مبلغ المنحة في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ الإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى،
- النصف الثاني من مبلغ المنحة في أجل أقصاه 7 أيام من تاريخ الإعلان عن النتائج النهائية.

الفصل 5 - يلزم المرشح الذي لم يتحصل على 3 % على الأقل من الأصوات المصرح بها في الدورة الأولى بإرجاع المبلغ المتحصل عليه بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية.

أمر عدد 3038 لسنة 2014 مؤرخ في 29 أوت 2014 يتعلق بتحديد السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية وسقف التمويل الخاص وبتحديد سقف التمويل العمومي وضبط شروطه وإجراءاته بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية لسنة 2014¹²

إن رئيس الحكومة،

بعد الاطلاع على الدستور،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية كما تم تنقيحه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 3 لسنة 2014 المؤرخ في 3 فيفري 2014 و القانون الأساسي عدد 4 لسنة 2014 المؤرخ في 5 فيفري 2014،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تنقيحه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 44 لسنة 2013 المؤرخ في 1 نوفمبر 2013 و القانون الأساسي عدد 52 لسنة 2013 المؤرخ في 28 ديسمبر 2013،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفصول 42 و 48 و 76 و 77 و 78 و 81 منه،

وعلى القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 المتعلق بتحديد موايدات أول انتخابات تشريعية ورئيسية بعد المصادقة على الدستور،

وعلى رأي الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،

وعلى رأي وزير الاقتصاد والمالية،

وعلى رأي المحكمة الإدارية،

وعلى مداولة مجلس الوزراء وبعد إعلام رئيس الجمهورية.

يصدر الأمر الآتي نصه :

الفصل الأول - ينتفع كل مرشح للانتخابات الرئاسية لسنة 2014 تم الإعلان

¹² الرائد الرسمي عدد 71 المؤرخ في 02 سبتمبر 2014، ص. 2413.

الفصل 6 - يصرف القسط الثاني من مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بناء على طلب كتابي يوجه إلى أمين المال الجهوي المختص تراثيا أو إلى المحاسب العمومي لدى البعثة الدبلوماسية أو القنصلية بالخارج

المختص، مشفوعا :

- يكشف بياني في المصاريf المنجزة توضح بالنسبة إلى كل نفقة : اسم المزود أو مسدي الخدمة ورقم معرفه الجبائي أو بطاقة تعريفه الوطنية عند الاقتضاء، ومراجع الفاتورة أو القائمة، نوع النفقة وكميتها وبلغها. ويؤشر على هذا الكشف البياني من قبل رئيس القائمة والوكيل.

وتحمل التأشيرة العبارة التالية :

إني المضي أسفله أشهد بصحة البيانات التي تضمنها هذا الكشف».

- بمؤيدات تثبت صرف القسط الأول في نفقات الحملة الانتخابية وإيداع حسابية القسط الأول ومؤيدات صرفها لدى محكمة المحاسبات.

ويتولى أمين المال الجهوي أو المحاسب العمومي لدى البعثة الدبلوماسية أو القنصلية بالخارج التثبت من صحة احتساب نفقات القسط الأول ووجود تأشيرة رئيس القائمة والوكيل على الكشف البياني للنفقات المنجزة المشار إليه بالمطة الأولى من هذا الفصل.

ولا يُصرف القسط الثاني من المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية إلا إذا كان مبلغ النفقات المضمنة بالكشف يساوي أو يفوق مبلغ القسط الأول من المنحة.

الفصل 7 - تصرف المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية بمقتضى قرار من وزير الاقتصاد والمالية بناء على كشوفات مؤشر عليها من قبل رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات تتضمن :

- بالنسبة إلى صرف القسط الأول من المنحة، القائمات التي تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائيا.

- بالنسبة إلى صرف القسط الثاني من المنحة، القائمات التي تحصلت على ما لا يقل عن 63% من الأصوات المزدوجة بها على مستوى الدائرة الانتخابية أو فازت بمقعد مجلس نواب الشعب.

الفصل 8 - يتم تنزيل مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة

الانتخابية بالحساب البنكي الوحديد الخاص بالحملة الانتخابية المنصوص عليه بالفصل 82 من القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المذكور أعلاه.

الفصل 9 - يتعين على القائمات التي تحصلت على أقل من 63% من الأصوات المزدوجة بها على مستوى الدائرة الانتخابية ولم تفز بمقدار مجلس نواب الشعب، إرجاع المبلغ المتحصل عليه بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية تلقائيا في أجل أقصاه 10 أيام من التصريح بالنتائج النهائية للانتخابات. ويعد أعضاؤها متضامنين في ذلك.

وفي حالة عدم إرجاع المبلغ المذكور تلقائيا في الأجل المحدد بالفقرة الأولى من هذا الفصل، يتم جبر المطالبين بالدين وفق مقتضيات مجلة المحاسبة العمومية بمقتضى إذن بإرجاع أموال في حق الخزينة العامة للجمهورية التونسية يصدره وزير الاقتصاد والمالية أو منفوض له في ذلك، بناء على كشف مؤشر عليه من قبل رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات يتضمن القائمات التي تحصلت على أقل من 3% من الأصوات المزدوجة بها على مستوى الدائرة الانتخابية ولم تفز بمقدار مجلس نواب الشعب.

الفصل 10 - يحد السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية بالنسبة إلى كل قائمة تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائيا بخمسة أضعاف مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية.

الفصل 11 - لا يمكن أن يتجاوز سقف التمويل الخاص النقدي والعيني بالنسبة إلى كل قائمة تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائيا خمساً السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية.

الفصل 12 - تتم تأدية نفقات الحملة الانتخابية وجوبا بواسطة الحساب البنكي الوحديد الخاص بالحملة الانتخابية المشار إليه بالفصل 82 من القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه.

الفصل 13 - وزير الاقتصاد والمالية مكلف بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس في 1 أوت 2014.

رئيس الحكومة

مهدي جمعة

3 - مائتي دينار (200 د) بالنسبة إلى الدوائر الانتخابية التي يزيد مستوى الكثافة السكانية فيها عن 300 ساكن بالكيلومتر المربع (300 ساكن / كم 2).

الفصل 3 . يُحتسب مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية المخصص لكل قائمة تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائياً بالدوائر الانتخابية بالخارج على أساس عدد الناخبين المرسمين بالدائرة الانتخابية باعتماد نفس المبالغ وطريقة الاحتساب المنصوص عليها بالفقرة الأولى من الفصل 2 من هذا الأمر.

ويتم الترفيع ثلاث مرات في المبلغ المخول طبقاً لأحكام الفقرة الأولى من هذا الفصل بالنسبة إلى كل قائمة.

الفصل 4 . يصرف القسط الأول من مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية لكل قائمة تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائياً وذلك 7 أيام على الأقل قبل بداية الحملة الانتخابية.

ويصرف القسط الثاني من مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية لكل قائمة تحصلت على ما لا يقل عن 3% من الأصوات المcrf بها على مستوى الدائرة الانتخابية أو فازت بمقعد بمجلس نواب الشعب وذلك في أجل أقصاه 7 أيام من تاريخ الإعلان عن النتائج النهائية.

الفصل 5 . طبقاً لأحكام الفصل 25 من القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المشار إليه أعلاه، لا تنتفع القائمات التي تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائياً و التي تخالف أحكام الفصل المذكور إلا بنصف مبلغ القسط الأول من المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية.

وتنتفع القائمات المذكورة بالفقرة الأولى من هذا الفصل بنصف مبلغ القسط الثاني من المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية في صورة حصولها على 3% على الأقل من الأصوات المcrf بها على مستوى الدائرة الانتخابية أو فوزها بمقعد بمجلس نواب الشعب.

وتمدّ الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وزارة الاقتصاد والمالية بكشف مؤشر عليه من قبل رئيسها يتضمن القائمات المذكورة بالفقرة الأولى من هذا الفصل.

الفصل الأول . تنتفع كل قائمة تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائياً للانتخابات التشريعية لسنة 2014 من قبل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية تحمل على ميزانية وزارة الاقتصاد والمالية.

الفصل 2 . يُحتسب مبلغ المنحة المشار إليها أعلاه بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية المخصص لكل قائمة تم الإعلان عن قبول ترشحها نهائياً بالدوائر الانتخابية داخل تراب الجمهورية التونسية على أساس عدد الناخبين المرسمين بالدائرة الانتخابية وتطور كلفة المعيشة وذلك على النحو التالي :

1 - سبعون دينارا (70 د) عن كل ألف ناخب في حدود خمسين ألف (50 ألف) ناخب.

2 - خمسة وأربعون دينارا (45 د) عن كل ألف ناخب في ما زاد عن خمسين ألف (50 ألف) ناخب وفي حدود مائة ألف (100 ألف) ناخب.

3 - خمسة وثلاثون دينارا (35 د) عن كل ألف ناخب في ما زاد عن مائة ألف ناخب (100 ألف) وفي حدود مائة وخمسون ألف (150 ألف) ناخب.

4 - ثلاثون دينارا (30 د) عن كل ألف ناخب في ما زاد عن مائة وخمسون ألف (150 ألف) ناخب وفي حدود مائة ألف (200 ألف) ناخب.

5 - خمسة وعشرون دينارا (25 د) عن كل ألف ناخب في ما زاد عن مائة ألف (200 ألف) ناخب.

ويتم الترفيع في مبلغ المنحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية كما تم ضبطه بالفقرة الأولى من هذا الفصل بحسب حجم الدائرة الانتخابية وذلك على النحو التالي :

1 - ستمائة دينار (600 د) بالنسبة إلى الدوائر الانتخابية التي يقل مستوى الكثافة السكانية فيها عن 100 ساكن بالكيلومتر المربع (100 ساكن / كم 2).

2 - أربعين مائة دينار (400 د) بالنسبة إلى الدوائر الانتخابية التي يزيد مستوى الكثافة السكانية فيها عن 100 ساكن بالكيلومتر المربع (100 ساكن / كم 2) ويقل عن 300 ساكن بالكيلومتر المربع (300 ساكن / كم 2).

أمر عدد 2761 لسنة 2014 مؤرخ في 1 أوت 2014 يتعلّق بتحديد السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية وسقف التمويل الخاص وبتحديد سقف التمويل العمومي وضبط شروطه وإجراءاته بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية لسنة 2014¹¹

إن رئيس الحكومة،
بعد الاطلاع على الدستور،
وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية كما تم تقييمه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 3 لسنة 2014 المؤرخ في 3 فيفري 2014 و القانون الأساسي عدد 4 لسنة 2014 المؤرخ في 5 فيفري 2014،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تقييمه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 44 لسنة 2013 المؤرخ في 1 نوفمبر 2013 و القانون الأساسي عدد 52 لسنة 2013 المؤرخ في 28 ديسمبر 2013،
وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 والمتعلق بالانتخابات والاستفتاء وخاصة الفصول 25 و 31 و 48 و 75 و 76 و 77 و 78 و 81 منه،
و على القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 المتعلق بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية و رئاسية بعد المصادقة على الدستور،
وعلى رأي الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
وعلى رأي وزير الاقتصاد والمالية،
وعلى رأي المحكمة الإدارية،
وعلى مداولة مجلس الوزراء و بعد إعلام رئيس الجمهورية.
يصدر الأمر الآتي نصه :

**قرار جمهوري عدد 164 لسنة 2014 مؤرخ في 24 جويلية 2014
يتّعلّق بدعوة الناخبين لانتخاب أعضاء مجلس نواب الشعب¹⁰**

إن رئيس الجمهورية،
بعد الاطلاع على الدستور، وخاصة الفصلين 55 و 148 منه،
وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية، وخاصة الفصل 11 منه،
وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي تمتّه أو نصّتها،
وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفصول 101 و 102 و 103 منه،
وعلى القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 المتعلق بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية و رئاسية
بعد المصادقة على الدستور،
يصدر القرار الجمهوري الآتي نصه:
الفصل الأول - يدعى الناخبون بالبلاد التونسية لانتخاب أعضاء مجلس نواب الشعب يوم الأحد 26 أكتوبر 2014.
ويُدعى الناخبون بالخارج لانتخاب أعضاء مجلس نواب الشعب أيام الجمعة والسبت والأحد 24 و 25 و 26 أكتوبر 2014.
الفصل 2 - ينشر هذا القرار الجمهوري بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية ويدخل حيز التنفيذ فور نشره.

تونس في 24 جويلية 2014

رئيس الجمهورية
محمد المنصف المرزوقي

¹¹ الرائد الرسمي عدد 63 المؤرخ في 5 أوت 2014، ص. 1957.

¹⁰ الرائد الرسمي عدد 59 المؤرخ في 26 جويلية 2014، ص. 1906.

**قرار جمهوري عدد 163 لسنة 2014 مؤرخ في 24 جويلية 2014
يتعلق بدعوة الناخبين لانتخاب رئيس الجمهورية⁹**

- السيد أنور بن حسن، خبير في المالية العمومية، 149 صوتا.

ثانيا : انتخاب الجلسة العامة للسيد محمد شفيق صرصار رئيسا للهيئة العليا المستقلة للانتخابات، في دورة أولى بالأغلبية المطلقة بـ 153 صوتا.

باردو في 31 جانفي 2014.

رئيس المجلس الوطني التأسيسي

مصطفى بن جعفر

إن رئيس الجمهورية،

بعد الإطلاع على الدستور، وخاصة الفصلين 75 و148 منه،

وعلى القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية، وخاصة الفصل 11 منه،

وعلى القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعلى جميع النصوص التي تمت أو نفحته،

وعلى القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء، وخاصة الفصول 101 و102 و103 و112 منه،

وعلى القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 المتعلق بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئاسية بعد المصادقة على الدستور،

يصدر القرار الجمهوري الآتي نصه:

الفصل الأول - يدعى الناخبون بالبلاد التونسية لانتخاب رئيس الجمهورية، في الدورة الأولى، يوم الأحد 23 نوفمبر 2014.

ويدعى الناخبون بالخارج لانتخاب رئيس الجمهورية أيام الجمعة والسبت والأحد 21 و22 و23 نوفمبر 2014.

الفصل 2 - ينشر هذا القرار الجمهوري بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية ويدخل حيز التنفيذ فور نشره.

تونس في 24 جويلية 2014

رئيس الجمهورية

محمد المنصف المرزوقي

⁹ الرائد الرسمي عدد 59 المؤرخ في 26 جويلية 2014، ص. 1906.

قرار من رئيس المجلس الوطني التأسيسي مؤرخ في 31 جانفي 2014 يتعلّق بنشر مقررات الجلسة العامة المنعقدة يومي 8 و9 جانفي 2014 لانتخاب مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات⁸

إن رئيس المجلس الوطني التأسيسي،

بعد الاطلاع على القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات، كما تم تنصيجه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 52 لسنة 2013 المؤرخ في 28 ديسمبر 2013، وخاصة الفصل السادس منه وعلى الفصلين 24 و98 من النظام الداخلي للمجلس الوطني التأسيسي، وتنفيذاً لمقررات الجلسة العامة.

قرر ما يلي :

فصل وحيد . - ننشر مقررات الجلسة العامة المنعقدة يومي 8 و9 جانفي 2014 لانتخاب أعضاء ورئيس مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على النحو التالي:

أولاً : القائمة النهائية للأعضاء التسعة المنتخبين من طرف الجلسة العامة لمجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات حسب عدد الأصوات :

- السيد مراد بن مولي، قاضي إداري، 189 صوتا،
- السيد نبيل بفون، عدل تنفيذ، 187 صوتا،
- السيدة ملياء زرقوني حرم الأسود، قاضي عدلي، 178 صوتا،
- السيد رياض بوحشى، مهندس في المنظومات والسلامة المعلوماتية، 176 صوتا،
- السيد كمال التوجانى، محام، 175 صوتا،
- السيد محمد شفيق صرصار، أستاذ جامعي، 174 صوتا،
- السيدة خمائل فنيش، مختصة في الاتصال، 173 صوتا،
- السيدة فوزية الدريري عن التونسيين بالخارج، 163 صوتا،

وعلى رأي المحكمة الإدارية.
يصدر الأمر الآتي نصه :

الفصل الأول : حدّ العدد الجملي للمقاعد بالمجلس الوطني التأسيسي بمائتين وسبعين عشرة (217) مقعداً وحدّ العدد الجملي للدوائر الانتخابية بثلاث وثلاثين (33) دائرة .

الفصل 2 : حدّ عدد المقاعد المخصصة للدوائر الانتخابية بالتراب التونسي بمائة وتسعة وتسعين (199) مقعداً توزع على سبع وعشرين (27) دائرة انتخابية وفق الجدول «أ» الملحق بهذا الأمر، وحدّ عدد المقاعد المخصصة للدوائر الانتخابية بالنسبة إلى الخارج بثمانية عشر (18) مقعداً توزع على ست (6) دوائر انتخابية وفق الجدول (ب) الملحق بهذا الأمر.

الفصل 3 : الوزير الأول والوزراء وكتاب الدولة والهيئة العليا المستقلة للانتخابات مكلفوون، كل فيما يخصه، بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس في 3 أوت 2011.

رئيس الجمهورية المؤقت
فؤاد المبعع

⁸ الرائد الرسمي عدد 10 المؤرخ في 4 فيفري 2011، ص. 316.

**أمر عدد 1088 لسنة 2011 مؤرخ في 3 أوت 2011 يتعلق بتقسيم
الدوائر الانتخابية وبضبط عدد المقاعد المخصصة لها لانتخابات
أعضاء المجلس الوطني التأسيسي⁷**

إنَّ رئيس الجمهورية المؤقت،
باقتراح من الهيئة العليا المستقلة للانتخابات،
بعد الاطلاع على الأمر المؤرخ في 21 جوان 1956 المتعلق بالتنظيم الإداري
لتراب الجمهورية المنقح والمتمم بالنصوص اللاحقة و خاصة بالقانون عدد 78
لسنة 2000 المؤرخ في 31 جويلية 2000،
وعلى المرسوم عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 18 فيفري 2011 المتعلق بإحداث
الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال الديمقراطي،
وعلى المرسوم عدد 14 لسنة 2011 المؤرخ في 23 مارس 2011 المتعلق
بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية،
وعلى المرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أفريل 2011 المتعلق
بإحداث هيئة عليا مستقلة للانتخابات،
وعلى المرسوم عدد 35 لسنة 2011 المؤرخ في 10 ماي 2011 المتعلق بانتخاب
المجلس الوطني التأسيسي،
وعلى الأمر عدد 1086 لسنة 2011 المؤرخ في 3 أوت 2011 المتعلق بدعوة
الناخبين لانتخاب أعضاء المجلس الوطني التأسيسي،
وعلى الجدول المتعلق بالتقديرات السكانية التي أعدها المعهد الوطني للإحصاء
في غرة جانفي 2011،
وعلى الجدول المتعلق بإحصائيات المرسمين بالقائمات الانتخابية بالخارج والتي
أعدتها الإدارة العامة للشئون القنصلية بوزارة الشؤون الخارجية،
وعلى رأي الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال
الديمقراطي،

قرارات جمهورية، أوامر وقرارات رئيس المجلس الوطني التأسيسي

⁷ الرائد الرسمي عدد 59 المؤرخ في 9 أوت 2011، ص. 1434.

**القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 و المتعلق
بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئاسية بعد المصادقة على
الدستور^٦**

باسم الشعب،

وبعد مصادقة المجلس الوطني التأسيسي.

يصدر رئيس الجمهورية القانون الآتي نصه :

الفصل الأول - يضبط هذا القانون مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئاسية بعد المصادقة على الدستور طبقاً للالفصل 148 فقرة 3 منه.

الفصل 2 - يتم الاقتراع للانتخابات التشريعية داخل الجمهورية يوم الأحد 26 أكتوبر 2014، وبالنسبة إلى التونسيين بالخارج أيام الجمعة والسبت والأحد 24 و 25 و 26 أكتوبر 2014.

الفصل 3 - يتم الاقتراع للدورة الأولى للانتخابات الرئاسية داخل الجمهورية يوم الأحد 23 نوفمبر 2014، وبالنسبة إلى التونسيين بالخارج أيام الجمعة والسبت والأحد 21 و 22 و 23 نوفمبر 2014.

الفصل 4 - في صورة إجراء دورة ثانية للانتخابات الرئاسية، تتولى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات تحديد مواعيد الاقتراع الخاصة بها طبق أحكام الدستور وأحكام الفصول 102 و 103 و 112 من القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء، دون أن تتجاوز في كل الأحوال موفي سنة 2014.

الفصل 5 - باستثناء أيام الأعياد الوطنية والدينية، تعتبر كامل أيام الأسبوع أيام عمل وتحتسب في عد الأجال المتعلقة بالطعون الانتخابية الواردة في القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 ماي 2014 المتعلق بالانتخابات والاستفتاء، بالنسبة إلى المحاكم المتعهدة بالنظر في مختلف هذه الطعون والأطراف المعنية بالنزاع.

ينشر هذا القانون بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وينفذ كقانون من قوانين الدولة.

تونس في 8 جويلية 2014.

رئيس الجمهورية

محمد المنصف المرزوقي

من القانون عدد 8 لسنة 1968 المؤرخ في 8 مارس 1968 المتعلق بتنظيم دائرة المحاسبات.

الفصل 175 : بصرف النظر عن الأحكام الواردة بالفصل 28 من القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والمتصل بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات، وإلى غاية انقضاء مدة ثلاثة أشهر من الإعلان عن النتائج النهائية للانتخابات التشريعية والرئاسية القادمة، تعفى نفقات الهيئة من الأحكام المتعلقة بالصفقات العمومية.

ويتعين على الهيئة في هذه الحالة احترام مبدأ المنافسة وشفافية الإجراءات والمساواة أمام الطلبات العمومية.

الفصل 176 : تلغى أحكام المجلة الانتخابية الصادرة بمقتضى القانون عدد 25 لسنة 1969 المؤرخ في 8 أفريل 1969 مثلما تم تفييقها بالقوانين اللاحقة وجميع النصوص المخالفة لهذا القانون.

رئيس الجمهورية

محمد المنصف المرزوقي

الباب السابع - الأحكام الخاتمة والانتقالية

الفصل 164 : يعاقب بالسجن مدة 6 سنوات وبخطية مالية قدرها 5 ألف دينار:

- كل عضو مكتب اقتراع أو أيّ من الفائزين قام بتدليس أوراق التصويت أو حضر الاقتراع أو حضر الفرز أو أوراق تجميع النتائج أو تعمّد قراءة ورقة التصويت على غير حقيقتها أو بخلاف ما ورد فيها.
- كل من اخلس أو أتلف أو حجز محاضر أو صناديق الاقتراع أو أوراق التصويت.
- كل شخص عمد إلى كسر صندوق الاقتراع وإتلاف الأوراق والوثائق المضمّنة به أو إبدال الأوراق والوثائق التي يحتويها بأوراق تصويت ووثائق أخرى أو بأيّ أعمال أخرى ترمي إلى تغيير أو محاولة تغيير نتيجة الاقتراع والنيل من سرية التصويت.
- كل شخص سخر أو استأجر أشخاصاً قصد تهديد الناخبين أو الإخلال بالنظام العام.
- كل شخص اقتحم مكاتب الاقتراع أو مراكز الجمع أو المكاتب المركزية باستعمال العنف لتعطيل عملية الاقتراع أو الفرز.
- ويرفع العقاب إلى السجن مدة 10 سنوات إذا كان المقتدون أو من حاولوا الاقتحام حاملين لأنسلاحة.

الفصل 165 : يعاقب كل من الشريك أو الوسيط أو المحرض على ارتكاب أي من الجرائم المنصوص عليها بهذا القانون بالعقوبة المقررة للفاعل الأصلي. والمحاولة موجبة للعقاب.

الفصل 166 : علاوة على العقوبات المنصوص عليها بالفصل المشار إليها أعلاه، يمكن تسلیط عقوبة تكميلية تقضي بالحرمان من الحق في الاقتراع لمدة لا تقل عن سنتين ولا تتعدي سنتين على مرتكب إحدى الجرائم الانتخابية التي سُلطت عليه بمقتضاهما عقوبة بالسجن مدة سنة أو أكثر.

الفصل 167 : تسقط بالتقاديم الجرائم المنصوص عليها بهذا القانون إثر انقضاء ثلاث سنوات من تاريخ إعلان النتائج النهائية للانتخابات.

الفصل 168 : تعفى من التسجيل والطابع الجبائي جميع الوثائق والقرارات الصادرة في المادة الانتخابية.

الفصل 169 : تتولى الهيئة بالنسبة للانتخابات المقبلة ضبط سجل الناخبين انطلاقاً من قائمات الناخبين المرسمين إرادياً بمناسبة انتخابات المجلس الوطني التأسيسي.

الفصل 170 : إضافة إلى مرفقات طلب الترشح المنصوص عليها بالفصل 21 من هذا القانون، يتعين على أعضاء القائمات التي ترشحت لانتخابات المجلس الوطني التأسيسي والمرشحين للانتخابات المقبلة أن يقدموا ضمن ملف ترشحهم ما يثبت إرجاع قيمة التمويل العمومي للمطالبين بإرجاعها بموجب الفصل 53 من المرسوم عدد 35 لسنة 2011 المؤرخ في 10 ماي 2011 المتعلّق بانتخاب المجلس الوطني التأسيسي.

الفصل 171 : خلافاً لما ورد بالفقرة الأولى من الفصل 41، تم تزكية المرشح للانتخابات الرئاسية القادمة من عشرة أعضاء بالمجلس الوطني التأسيسي أو من عشرة آلاف من الناخبين المرسمين والموزعين على الأقل على عشرة دوائر انتخابية على أن لا يقل عددهم عن خمسين ناخباً بكل دائرة منها.

الفصل 172 : إلى حين صدور قانون ينظم سبر الآراء، يجر خلال الفترة الانتخابية بث ونشر نتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها عبر مختلف وسائل الإعلام.

الفصل 173 : إلى حين صدور القانون المتعلق بتقسيم الدوائر الانتخابية والمنصوص عليه في الفصل 106 من هذا القانون، يعتمد نفس تقسيم الدوائر وعدد المقاعد الذي اعتمد في انتخاب المجلس الوطني التأسيسي.

الفصل 174 : إلى حين صدور القانون المنظم لمحكمة المحاسبات وتوليها الفعلى لهاها، تتولى دائرة المحاسبات الصلاحيات والمهام المسندة لمحكمة المحاسبات بمقتضى هذا القانون. ويتم الطعن بالاستئناف في الأحكام الابتدائية الصادرة عن دائرة المحاسبات أمام الهيئة التعقيبية المنصوص عليها بالفصل 40

التهديد أثناء تأديتهم لعملهم أو بسببه مما ترتب عنه تعليق عملية الاقتراع أو الفرز.

الفصل 161 : يعاقب بالسجن من ستة أشهر إلى ثلاث سنوات وبخطية مالية من ألف إلى 3 آلاف دينار :

- كل شخص تم ضبطه بقصد تقديم تبرعات نقدية أو عينية قصد التأثير على الناخب أو استعمل نفس الوسائل لحمل الناخب على الإمساك عن التصويت سواء كان ذلك قبل الاقتراع أو أثناءه أو بعده.
- كل شخص تعمد عرقلة أي ناخب لمنعه من ممارسة حقه الانتخابي.
- كل من قام بتسريب أوراق التصويت خارج مكتب الاقتراع.

الفصل 162 : يعاقب بالسجن من ثلاثة إلى خمس سنوات وبخطية مالية من 3 آلاف إلى 5 آلاف دينار :

- كل من اعتدى على حرية الاقتراع باستعمال العنف أو التهديد به سواء مباشرة على الناخب أو على أقاربه أو بالتهديد بفقدان وظيفته أو عرض الناخب في شخصه أو ممتلكاته إلى ضرر.
- كل من تعمد إحداث الفوضى والشغب داخل مكاتب الاقتراع أو في محيطها أو أقدم بواسطة تجمعات أو مظاهرات على إحداث الفوضى والاضطرابات في سير عملية الاقتراع.

الفصل 163 : مع مراعاة مقتضيات الفصل 80، إذا ثبت لمحكمة المحاسبات أن المترشح أو القائمة قد تحصلت على تمويل أجنبى لحملتها الانتخابية فإنها تحكم بإلزامها بدفع خطية مالية تتراوح بين عشرة أضعاف وخمسين ضعفاً لقدر قيمة التمويل الأجنبى.

ويفقد أعضاء القائمة المتمتعة بالتمويل الأجنبى عضويتهم بمجلس نواب الشعب ويعاقب المترشح لرئاسة الجمهورية الممتعن بالتمويل الأجنبى بالسجن لمدة خمس سنوات.

ويحرم كل من تمت إدانته بالحصول على تمويل أجنبى لحملته الانتخابية من أعضاء قائمات أو مترشحين من الترشح في الانتخابات التشريعية والرئاسية الموالية.

الفصل 152 : كل مخالفة لأحكام الفصل 58 من هذا القانون يترتب عنها خطية مالية قدرها 3 آلاف دينار.

الفصل 153 : كل مخالفة لأحكام الفقرتين الأولى والثانية من الفصل 53 والفصل 54 والفقرة الأولى من الفصل 66 من هذا القانون يترتب عنها خطية مالية من ألفين إلى خمسة آلاف دينار.

الفصل 154 : كل مخالفة لأحكام الفصل 57 من هذا القانون يترتب عنها خطية مالية من 5 آلاف إلى 10 آلاف دينار.

الفصل 155 : كل مخالفة لأحكام الفصل 69 من هذا القانون يترتب عنها خطية مالية من 3 آلاف دينار إلى 20 ألف دينار.

الفصل 156 : كل مخالفة لأحكام الفصل 70 من هذا القانون يترتب عنها خطية مالية من 20 ألف دينار إلى 50 ألف دينار.

الفصل 157 : يعاقب بالسجن مدة شهر وبخطية قدرها ألف دينار كل رئيس مكتب الاقتراع امتنع عن فتح صندوق الاقتراع أمام الحاضرين من ممثلي المرشحين أو ممثلي القائمات أو الأحزاب أو الملاحظين قبل انطلاق عملية الاقتراع للتأكد من أنه فارغ.

الفصل 158 : يعاقب بالسجن 6 أشهر وبخطية قدرها ألف دينار :

- كل شخص ينتحل اسمها أو صفة أو يدلي بتصريحات أو شهائد مدلسة أو يخفي حالة حرمان نص عليها القانون، أو يتقدم للاقتراع بأكثر من مكتب اقتراع،

- كل من أورد عمداً بيانات كاذبة في مطلب الاعتراض على القائمات الانتخابية أو في مطلب ترشحه.

الفصل 159 : يعاقب بالسجن من ستة أشهر إلى سنة كل مخالف لأحكام الفقرة الأخيرة من الفصل 53 والفصل 56 من هذا القانون.

الفصل 160 : يعاقب بالسجن مدة سنة وبخطية قدرها ألفاً دينار :

- كل من تعمد القيام داخل مركز أو مكتب الاقتراع أو بمحبيه حرق سرية الاقتراع أو المس بنزاهته أو الحيلولة دون إجراء الاقتراع.

- كل من اعتدى على أعضاء مكاتب الاقتراع أو الفارزين بالسب أو القذف أو

أقصاه خمسة أيام من تاريخ جلسة المرافعة، وتأذن بالتنفيذ على المسودة.
وتعلم المحكمة الأطراف بالحكم بأي وسيلة تترك أثرا كتابيا في أجل أقصاه يومان من تاريخ التصريح به.

ويكون قرار الجلسة العامة باتاً ولا يقبل أي وجه من أوجه الطعن ولو بالتعليق.
الفصل 147 : تفتح الطعون بالنسبة للدورة الثانية من الانتخابات الرئاسية للمترشحين الذين شاركوا في الدورة الأولى. وتسرى نفس الأجال والإجراءات المنصوص عليها بالفصلين 145 و146 من هذا القانون.

الفصل 148 : تصرّح الهيئة بالنتائج النهائية للانتخابات في أجل 48 ساعة من توصلها بآخر حكم صادر عن الجلسة العامة القضائية للمحكمة الإدارية في خصوص الطعون المتعلقة بالنتائج الأولية للانتخابات والاستفتاء أو بعد انقضاء أجل الطعن، وذلك بقرار ينشر بالموقع الإلكتروني للهيئة وبالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

الباب السادس - الجرائم الانتخابية

الفصل 149 : يُعاقب بخطية قدرها 500 دينار كل من تعمّد إفشاء سر يتعلّق باختيار الناخب في نطاق أحكام الفصل 132 من هذا القانون.

الفصل 150 : كل مخالفة لأحكام الفصل 61 والفقرة الثانية من الفصل 62 من هذا القانون يترتب عنها خطية مالية من خمسمائة دينار إلى ألف دينار.

الفصل 151 : يُعاقب بخطية قدرها ألف دينار:

- كل رئيس مكتب اقتراع أو عضو مكتب اقتراع تخلّف دون عذر شرعي عن الالتحاق يوم الاقتراع بمكتب الاقتراع،
- كل من تسبّب من أعضاء مكتب الاقتراع دون عذر شرعي في تأخير انطلاق عملية الاقتراع في الوقت المحدّد لذلك أو أوقفها دون مبرر قبل الوقت المقرر لانتهائها وفقاً لأحكام هذا القانون والنصوص التطبيقية الصادرة عن الهيئة في الغرض أو تباطأ في اتخاذ أي إجراء من الإجراءات المقرّرة في الغرض قصد إعاقةها أو تأخيرها.

يتم تمثيل الهيئة من قبل رئيسها، ويمكنه تكليف من يمثله في الغرض.
تتولى كتابة المحكمة الإدارية ترسيم العريضة وإحالتها فوراً إلى الرئيس الأول الذي يتولى تعينها حالاً لدى إحدى الدوائر الاستئنافية.

ويتولى رئيس الدائرة المعهدة تعين جلسة مرافعة في أجل قدره ثلاثة أيام من تاريخ تقديم الطعن واستدعاء الأطراف بأي وسيلة تترك أثرا كتابيا لتقديم ملحوظاتهم.

وتتولى الدائرة إثر المرافعة حجز القضية للمفاوضة والتصريح بالحكم في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ جلسة المرافعة، وتأذن بالتنفيذ على المسودة.

وتعلم المحكمة الأطراف بالحكم بأي وسيلة تترك أثرا كتابيا في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ التصريح به.

الفصل 146 : يمكن الطعن في الأحكام الصادرة عن الدوائر الاستئنافية من قبل الهيئة أو المترشحين المشمولين بالحكم أمام الجلسة العامة القضائية للمحكمة الإدارية في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ الإعلام به.

وعلى الطرف الراغب في ممارسة الطعن أن يوجّه إلى الهيئة والأطراف المشمولة بالطعن إعلاماً به بواسطة عدل تنفيذ مع نظير من العريضة ومؤيداتها.

ويرفع الطعن بموجب عريضة يتولى المترشح أو من يمثله إيداعها بكتابية المحكمة، وذلك بواسطة محام لدى التعقيب.

وتكون العريضة معللة ومصحوبة بنسخة من الحكم المطعون فيه ومحضر الإعلام بالطعن، وإلا رفض طعنه.

تتولى كتابة المحكمة حال توصلها بالعريضة ترسيمها وإحالتها فوراً إلى الرئيس الأول الذي يتولى تعينها حالاً لدى الجلسة العامة القضائية.

ويعين الرئيس الأول جلسة مرافعة في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ تقديم الطعن واستدعاء الأطراف بأي وسيلة تترك أثرا كتابيا والتبيّن على الجهة المدعى عليها للإدلاء بملحوظاتها الكتابية وبما يفيد تبليغ نسخة منها إلى الطرف الآخر وذلك في أجل أقصاه 48 ساعة قبل جلسة المرافعة.

يتم تمثيل الهيئة من قبل رئيسها، ويمكنه تكليف من يمثله في الغرض.
وتتولى الجلسة العامة حجز القضية للمفاوضة والتصريح بالحكم في أجل

الانتخابية والاقتراع والفرز وإعلان النتائج، وذلك في مدة لا تتجاوز الثلاثين يوماً الموالية لانقضاء أجل الطعن في النتائج الأولية للانتخابات والاستفتاء أو للإعلام بالأحكام الصادرة عن الجلسة العامة القضائية المحكمة الإدارية.

لا تتم إعادة الاقتراع إلا بين القائمات والمرشحين والأحزاب الذين سبق لهم المشاركة في الانتخابات والاستفتاء.

الفصل 143 : تثبت الهيئة من احترام الفائزين لأحكام الفترة الانتخابية وتمويلها. ويمكن أن تقرر إلغاء نتائج الفائزين إذا تبين لها أن مخالفتهم لهذه الأحكام أثرت على نتائج الانتخابات بصفة جوهرية وحاسمة وتكون قراراتها معللة. وفي هذه الحالة يقع إعادة احتساب نتائج الانتخابات التشريعية دون الأخذ بعين الاعتبار القائمة أو المرشح الذي ألغيت نتائجه، وفي الانتخابات الرئاسية يتم الاقتصار على إعادة ترتيب المرشحين دون إعادة احتساب النتائج.

الفصل 144 : تتولى الهيئة الإعلان عن النتائج الأولية للانتخابات والاستفتاء بما فيها قرارات إلغاء نتائج الفائزين في أجل أقصاه الأيام الثلاثة التي تلي الاقتراع والانتهاء من الفرز، ويتم تعليق النتائج بمقرات الهيئة وإدراجها بموقعها الإلكتروني مصحوبة بنسخ من محاضر عمليات الفرز وبالقرارات التصحيحية التي اتخذتها الهيئة.

الفصل 145 : يمكن الطعن أمام الدوائر الاستئنافية للمحكمة الإدارية في النتائج الأولية للانتخابات والاستفتاء في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ تعليقها بمقرات الهيئة.

وعلى الطرف الراغب في ممارسة الطعن في النتائج الأولية أن يوجه إلى الهيئة إعلاماً به بواسطة عدل تنفيذ مع نظير من العريضة والمؤيدات.

ويُرفع الطعن وجوباً بالنسبة للانتخابات التشريعية من قبل رئيس القائمة المترشحة أو أحد أعضائها أو الممثل القانوني للحزب في خصوص النتائج المصرّح بها بالدائرة الانتخابية المرشحين بها، وبالنسبة للانتخابات الرئاسية من قبل كل مرشح، وبالنسبة للاستفتاء من قبل كل ممثل قانوني لحزب شارك فيه، وذلك بواسطة محام لدى التعقيب.

يجب أن يكون مطلب الطعن معللاً ويحتوي على أسماء الأطراف ومقرّاتهم وعلى عرض موجز للوقائع ويكون مشفوعاً بالمؤيدات وبمحضر الإعلام بالطعن.

ترفق بمحضر عملية الفرز ويتولى رئيس المكتب الإجابة عنها وتدوين ذلك صلب المذكرة.

الفصل 140 : بعد الانتهاء من عملية الفرز يمضي أعضاء مكتب الاقتراع وممثلو القائمات أو ممثلو المرشحين أو ممثلو الأحزاب على محضر عملية الفرز. وفي صورة رفضهم الإمساء يتم التنصيص على ذلك بالمحضر مع ذكر الأسباب إن وجدت.

يعلّق رئيس المكتب أو من يعوضه من أعضائه أمام كل مكتب اقتراع محضر عملية الفرز الخاص به، ويوضع نظير من المحضر بصندوق الاقتراع. تنشر محاضر عمليات الفرز لمكاتب الاقتراع على الموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 141 : تعيّن الهيئة مكتباً مركزياً بكل دائرة انتخابية، يكلف بجمع نتائج الاقتراع. ويمكن لها عند الاقتضاء أن تعيّن مراكزاً أو عدة مراكز جمع بكل دائرة انتخابية.

تضبط الهيئة تركيبة ومهام كل من المكتب المركزي ومراكز الجمع.

الفرع الثاني : إعلان النتائج

الفصل 142 : تراقب الهيئة قرارات مكاتب الاقتراع والمكاتب المركزية ومراكز الجمع في مجال الاقتراع والفرز، وتقوم بالتحقيق في أسباب عدم التطابق بين عدد أوراق التصويت وعدد المقترعين وإصلاح الأخطاء المادية والحسابية في محاضر الفرز إن وجدت. وللهيئة أن تعيد الفرز في مكتب اقتراع أو أكثر. ولها أن تلغي النتائج فيه أو في دائرة انتخابية إذا تبين لها وجود إخلالات جوهرية وحاسمة شابت عملية الاقتراع والفرز.

وتعلم الهيئة النيابة العمومية عند الاشتباه في ارتكاب مخالفات أو جرائم أثناء الاستفتاء أو الاستفتاء.

إذا كان من شأن النتائج الملغاة التأثير على تحديد المقاعد الفائزة في الانتخابات التشريعية، أو المرشح الفائز في الانتخابات الرئاسية، أو المرشحون لدورة الإعادة، أو نتيجة الاستفتاء، تقوم الهيئة بإعادة الاقتراع أو الاستفتاء في الدوائر الانتخابية التي ألغيت فيها النتائج طبق الأحكام الواردة بالأبواب المتعلقة بالفترة

- ورقة التصويت غير المختومة من رئيس مكتب الاقتراع،
- ورقة التصويت التي تحمل علامة أو تنصيضاً يعرف بالناخب،
- ورقة التصويت التي بها تعويض أو زيادة مترشح أو مترشحين أو اسم شخص غير مترشح،
- ورقة التصويت التي تضمّنت تصوّيـتاً لأكثر من قائمة مترشحة ولأكثـر من مترشح في الانتخابات الرئاسية،
- ورقة التصويت التي تضمّنت إجابات متناقضة في الاستفتاء.

ويحصي أعضاء المكتب الأوراق البيضاء التي لا تحتسب في نتيجة الاقتراع.

الفصل 137 : يضبط مكتب الاقتراع نتيجة الاقتراع بجمع النتائج التي احتوت عليها أوراق الكشف المحرّرة من قبل الفارزين.

الفصل 138 : يتضمّن محضر عملية الفرز المحرّر في عدّة نظائر خاصة التنصيصات التالية :

- أعداد أقفال الصندوق عند فتحه وعند إعادة غلقه،
- عدد الناخبين المرسّمين بمكتب الاقتراع،
- عدد الناخبين الذين قاموا بالتصويت،
- عدد أوراق التصويت التالفة،
- عدد الأوراق الباقيـة،
- عدد أوراق التصويت المستخرجة من صندوق الاقتراع،
- عدد أوراق التصويت الملغـاة،
- عدد أوراق التصويت البيضاء،
- العدد الجملي للأصوات المصرـح بها والتي تحصلـت عليها كل القائمـات أو كل المترشـحين أو كل تصويـت بالموافقة والرفض بالنسبة للاستفتـاء،
- عدد الأصوات التي تحصلـت عليها كل قائمة أو كل مترشـح أو كل تصويـت بالموافقة أو بالرفض بالنسبة للاستفتـاء.

الفصل 139 : لمثلي القائمـات المترشـحة أو المترشـحين أو الأحزـاب والملاحـظـين المطالبـة بتضمين جميع الملاحـظـات والتـحفـظـات الخـاصـة بعملية الفـرز ضمن مذـكرة

ويتعين على المراقب عدم التأثير على اختيار الناخب ذي الإعاقة. ويقتصر دوره على مساعدته في إتمام العمليـات التي يستعصي عليه القيام بها بمفرده.

الفصل 133 : يتولى رئيس مكتب الاقتراع النظر في تحفـظـات ممثـلي المترشـحين أو القائمـات المترشـحة أو الأحزـاب حول تطـبيق التـراتـيب والإـجرـاءـات المـتعلـقة بالاقـترـاع طـبقـ القـانـونـ والنـصـوصـ التـطـبـيقـيـةـ الصـادـرـةـ عنـ الهـيـةـ فيـ الغـرضـ. وتـكونـ قـرـاراتـهـ نـافـذـةـ فـورـ صـدـورـهاـ عـلـىـ أنـ يـتـمـ تـضـمـنـ التـحـفـظـاتـ وـالـقـرـاراتـ صـلـبـ محـضـ عمـلـيـةـ الـاقـترـاعـ.

القسم الرابع - الفرز وإعلان النتائج

الفرع الأول : الفرز

الفصل 134 : تجري عملية الفـرزـ عـلـانـيـةـ ويـحـضـرـهاـ المـلاـحظـونـ ومـمـثـلـوـ القـائـمـاتـ فيـ الـاـنـتـخـابـاتـ التـشـريـعـيـةـ ومـمـثـلـوـ المـترـشـحـينـ فيـ الـاـنـتـخـابـاتـ الرـئـاسـيـةـ ومـمـثـلـوـ الأـحـزـابـ المـشارـكـةـ فيـ عـلـيـةـ الـاـسـتـفـتـاءـ.

الفصل 135 : يباشر أعضاء مكتب الاقتراع عملية فرز الأصوات حال الانتهاء من عمليـاتـ التـصـوـيـتـ.

يـحـصـيـ أـعـضـاءـ المـكـتبـ عـدـدـ الإـمـضـاءـاتـ بـقـائـمـةـ النـاخـبـينـ وـيـتـمـ التـنـصـيـصـ عـلـىـ ذلكـ بـمـحـضـرـ عـلـيـةـ الفـرزـ.ـ ثـمـ يـفـتحـ الصـنـدـوقـ وـيـحـصـيـ ماـ بـهـ مـنـ أـورـاقـ تصـوـيـتـ،ـ فـإـنـ كـانـ عـدـدـهـ يـفـوقـ عـدـدـ الإـمـضـاءـاتـ أـوـ يـقـلـ عـنـهـ،ـ يـعـادـ الإـحـصـاءـ مـرـةـ أـخـرىـ،ـ فـإـذـاـ تـأـكـدـ عـدـمـ التـطـابـقـ بـيـنـ عـدـدـ أـورـاقـ التـصـوـيـتـ وـعـدـدـ المـقـرـعـينـ،ـ يـقـعـ التـنـصـيـصـ عـلـىـ ذـكـرـ بـالـمـحـضـ.ـ وـيـتـمـ التـحـريـ عـنـ سـبـبـ دـمـ التـطـابـقـ ثـمـ يـأـذـنـ رـئـيـسـ المـكـتبـ بـالـشـروعـ فـيـ عـلـيـةـ الفـرزـ.

عـنـ اـنـتـهـاءـ عـلـيـاتـ الـكـشـفـ عـنـ نـتـائـجـ التـصـوـيـتـ يـسـجـلـ الفـارـزوـنـ بـوـرـقـةـ الـكـشـفـ عـدـدـ الـأـصـوـاتـ الـتـيـ تـحـصـلـتـ عـلـيـهـاـ كـلـ قـائـمـةـ مـترـشـحةـ أـوـ مـترـشـحـ أـوـ إـجـابـتـينـ بـالـنـسـبـةـ إـلـىـ الـاـسـتـفـتـاءـ،ـ ثـمـ يـذـيلـونـهاـ بـإـمـضـاءـاتـهـمـ وـيـسـلـمـونـهاـ إـلـىـ رـئـيـسـ المـكـتبـ مـعـ أـورـاقـ التـصـوـيـتـ.

الفصل 136 : تـلغـيـ وـلـاـ تـحـسـبـ ضـمـنـ أـورـاقـ المـصـرـحـ بـهـ كـلـ وـرـقـةـ مـلـغـاةـ عـلـىـ مـعـنـىـ الـفـصـلـ 3ـ مـنـ هـذـاـ القـانـونـ وـمـنـهـ خـاصـةـ:

وأرقام أقفال الصندوق وعدد الناخبين المرسمين بالمكتب.
ويضيّع أعضاء المكتب وممثّلو القائمات المترشحة وممثّلو المترشحين وممثّلو الأحزاب على محضر عملية الاقتراع. وفي صورة رفضهم الإمضاء يتم التنصيص على ذلك بالمحضر مع ذكر الأسباب إن وجدت.

الفصل 130 : عند دخول الناخب مكتب الاقتراع، يتم التثبت من اسمه ولقبه وعدد بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر، ومن إدراج اسمه بقائمة الناخبين الخاصة بمكتب الاقتراع ويضيّع أمام اسمه ولقبه.

يتسلّم الناخب ورقة التصويت بعد ختمها من رئيس المكتب ويدخل الخلوة وجوباً، وإثر خروجه يضع الورقة في الصندوق المخصص لغرض على مرأى من الحاضرين بمكتب الاقتراع.

يمكن للهيئة اعتماد الحبر الانتخابي بالنسبة إلى الناخب والمرافق.
ولكل ناخب دخل مركز الاقتراع قبل الوقت المعين لختم الاقتراع الحق في التصويت.

الفصل 131 : تهيئ مكاتب الاقتراع لتمكين الناخبين ذوي الإعاقة من ممارسة حقهم في الاقتراع وذلك وفقاً للتراخيص التي تضبطها الهيئة.

يمارس الناخب ذو الإعاقة حقه في الاقتراع طبقاً للتراخيص التي تتخدتها الهيئة مع مراعاة مبدأ شخصية وسرية الاقتراع وفي حدود ما تقتضيه الإعاقة.
ويتنفع بالتدابير والإجراءات الخاصة بذوي الإعاقة يوم الاقتراع كل ناخب يستظره ببطاقة إعاقة.

الفصل 132 : يمكن للناخبين ذوي الإعاقة الآتي ذكرهم اصطحاب مرافق تتوفّر فيه صفة الناخب يختارونه بأنفسهم على أن يكون قرينه أو من أصوله أو من فروعه :

- الكيف،
- الحامل لإعاقة عضوية تمنعه من الكتابة.

وفي صورة عدم اصطحاب مرافق يكلّف رئيس مكتب الاقتراع بطلب من ذي الإعاقة، أحد الناخبين المتواجدين بمكتب الاقتراع لمساعدته على التصويت.
لا يمكن للمرافق أو للناخب الذي اختاره رئيس مكتب الاقتراع أن يساعد أكثر من ناخب.

الفصل 124 : يمكن لممثّلي القائمات أو المترشحين أو الأحزاب والملاحظين تدوين ملحوظاتهم حول سير الاقتراع ضمن مذكرة ترقق وجوباً بمحضر عملية الاقتراع.

يجّر على أعضاء مكاتب الاقتراع والملاحظين وممثّلي المترشحين أو القائمات المترشحة أو الأحزاب حمل شارات تدل على انتماء سياسي. ويسهر رئيس مكتب الاقتراع على احترام هذا التحريم.

الفصل 125 : يحفظ رئيس مكتب الاقتراع النظام داخل المكتب ويتعيّن عليه اتخاذ التدابير اللازمة لضمان حسن سير العملية الانتخابية أو الاستفتاء ومنع كل عمل من شأنه التأثير عليها، ويمكنه الاستعانة بالقوة العامة عند الاقتضاء.

يجّر حمل أسلحة داخل مراكز ومكاتب الاقتراع باستثناء أعيان قوات الأمن والجيش الوطنيين الموجودين بها بموافقة رئيس مركز أو مكتب الاقتراع.

الفصل 126 : تُجرى كل من الانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية والاستفتاء بواسطة ورقة تصويت موحدة تتولى الهيئة تصميمها وطباعتها بكل وضوح ودقة لتجنب وقوع الناخب في خطأ.

تكون ورقة التصويت بالألوان. وتفادياً لكل التباس أو خلط تسعى الهيئة إلى تنظيم أسماء المترشحين أو القائمات بطريقة عمودية.
تتولى الهيئة قبل بداية الحملة الانتخابية نشر نموذج لورقة التصويت على موقعها الإلكتروني.

الفصل 127 : يعلّق بمدخل كل مركز أو مكتب اقتراع نسخة رسمية من قائمة الناخبين المرسمين به.

الفصل 128 : يجّر أي نشاط انتخابي أو دعائي داخل كل من مركز ومكتب الاقتراع أو في محيطهما.

تتولى كل من رئيس مركز أو مكتب الاقتراع، قبل انطلاق عملية الاقتراع أو أثناءها إزالة الصور والشعارات والرموز المقاومة وغيرها من الإعلانات.

الفصل 129 : يتولى رئيس المكتب، قبل انطلاق عملية الاقتراع، التأكّد أمام الحاضرين من ممثّلي القائمات أو المترشحين أو الأحزاب أو الملاحظين من أن صندوق الاقتراع فارغ قبل إقفاله وفقاً للإجراءات والصيغ التي تضبطها الهيئة.
يدرج رئيس المكتب بمحضر عملية الاقتراع وجوباً عدد أوراق التصويت المسلمة

أو معتمدية أو عمادة، وتعمل على أن لا يتجاوز عدد الناخبين 600 ناخب في كل مكتب اقتراع.

يتم نشر القرار المتعلق بضبط قائمة مكاتب الاقتراع بالهيئة وبمراكز الولايات والمعتمديات ومكاتب العمد والبلديات وبمقرات البعثات الدبلوماسية والقنصليات وبالموقع الإلكتروني للهيئة وبائي وسيلة أخرى.

الفصل 120 : لا يمكن أن يكون موقع مكاتب الاقتراع في أماكن تابعة لحزب سياسي أو لجمعية أو منظمة غير حكومية.

الفصل 121 : تتولى الهيئة تعيين رؤساء مكاتب الاقتراع وأعضائها من تتوفر فيهم شروط النزاهة والحياد والاستقلالية، وتضبط شروط وصيغ تعيينهم وتعويضهم عند الاقتضاء.

تنشر الهيئة بموقعها الإلكتروني في آجال معقولة تحددها قائمة أعضاء مكاتب الاقتراع بما في ذلك رؤساء المكاتب.

ويمكن للمترشحين أو ممثلي القائمات المترشحة أو الأحزاب طلب مراجعة يودع لدى الهيئة بالدائرة التي بها عين العضو المعنى، ويكون ذلك في أجل معقول تحدده الهيئة. لا يجوز لأي عضو بمكتب الاقتراع أن يكون زوجاً أو أصلاً أو فرعاً لأحد المترشحين سواء كان من الدرجة الأولى أو الثانية أو أن يكون صهره أو أجيراً لديه أو منخرطاً بحزب سياسي.

ولا يمكن أن يكون من بين أعضاء أو رؤساء مكاتب الاقتراع كل من تحمل مسؤولية في هيكل التجمع الدستوري الديمقراطي المحلول وفق مقتضيات الأمر عدد 1089 لسنة 2011 المؤرخ في 3 أوت 2011.

الفصل 122 : تتولى الهيئة إعلام العموم بمواعيد فتح مكاتب الاقتراع وغلقها عبر موقعها الإلكتروني أو بائي وسيلة أخرى.

الفصل 123 : يمكن لكل قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب، تعيين ممثلين للحضور بمكاتب الاقتراع.

يتم قبول المطالب المقدمة إلى الهيئة من ممثلي المترشحين بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية وممثلي القائمات بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية والأحزاب المشاركة في الاستفتاء والملاحظين طبق رزنامة تضيّطها الهيئة.

التاليين للإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى يتقدم إليها المترشحان المرزان على أكثر عدد من الأصوات في الدورة الأولى.

يتم التصريح في الدورة الثانية بفوز المترشح المتحصل علىأغلبية الأصوات. وفي صورة تساوي عدد الأصوات بين عدد من المترشحين يتم تقديم المرشح الأكبر سنّا، أو التصريح بفوزه إذا كان التساوي في الدورة الثانية.

الفرع الثالث : الاستفتاء

الفصل 113 : تتم دعوة الناخبين إلى الاستفتاء بأمر رئاسي يلحق به مشروع النص الذي سيعرض على الاستفتاء. وينشر هذا الأمر وملحقه بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

الفصل 114 : يشارك التونسيون بالخارج والذين تتوفر فيهم الشروط الواردة بالفصلين 5 و 6 من هذا القانون في الاستفتاء.

الفصل 115 : تتم صياغة نص السؤال المعروض على الاستفتاء على النحو التالي: «هل توافق على مقترح تعديل الدستور أو مشروع القانون المعروض عليك؟» ولا تكون الإجابة عليه إلا بالموافقة أو الرفض.

الفصل 116 : تعمل الهيئة على ضمان المساواة في استعمال وسائل الدعاية بين الأحزاب النيابية المشاركة في الاستفتاء.

الفصل 117 : تعتمد قاعدة أغلبية الأصوات المصرح بها في الإعلان عن نتائج الاستفتاء.

القسم الثالث - عملية الاقتراع

الفصل 118 : التصويت شخصي ويحجز التصويت بالوكالة.

يمارس الناخب حق الاقتراع بواسطة بطاقة التعريف الوطنية أو جواز السفر.

الفصل 119 : تضبط الهيئة قائمة مكاتب الاقتراع لكل دائرة انتخابية أو بلدية

القسم الثاني - نظام الاقتراع

الفرع الأول : الانتخابات التشريعية

الفصل 106 : يتم تقسيم الدوائر الانتخابية وينضبط عدد مقاعدها بالاستناد إلى قانون يصدر سنة على الأقل قبل الموعد الدوري للانتخابات التشريعية.

الفصل 107 : يجرى التصويت على القائمات في دورة واحدة، ويتم توزيع المقاعد في مستوى الدوائر على أساس التمثيل النسبي مع الأخذ بأكبر البقايا.

الفصل 108 : يختار الناخب إحدى القائمات المرشحة دون شطب أو تغيير لترتيب المرشحين.

الفصل 109 : إذا تقدمت إلى الانتخابات قائمة واحدة في الدائرة الانتخابية، فإنه يصرح بفوزها مهما كان عدد الأصوات التي تحصلت عليها.

الفصل 110 : إذا ترشحت على مستوى الدائرة أكثر من قائمة، يتم في مرحلة أولى توزيع المقاعد على أساس الحاصل الانتخابي.

يتم تحديد الحاصل الانتخابي بقسمة عدد الأصوات المcr بها على عدد المقاعد المخصصة للدائرة. ويسند إلى القائمة عدد مقاعد بقدر عدد المرات التي تحصلت فيها على الحاصل الانتخابي.

ولا تعتمد الأوراق البيضاء في احتساب الحاصل الانتخابي.
وتُسند المقاعد إلى القائمات باعتماد الترتيب الوارد بكل منها.

إذا بقيت مقاعد لم توزع على أساس الحاصل الانتخابي، فإنه يتم توزيعها في مرحلة ثانية على أساس أكبر البقايا على مستوى الدائرة. وإذا تساوت بقایا قائمتين أو أكثر يتم تغليب المرشح الأصغر سنًا.

الفرع الثاني : الانتخابات الرئاسية

الفصل 111 : ينتخب رئيس الجمهورية بالأغلبية المطلقة للأصوات المcr بها.

الفصل 112 : في صورة عدم حصول أي من المرشحين على الأغلبية المطلقة من الأصوات المcr بها في الدورة الأولى، تنظم دورة ثانية خلال الأسبوعين

الفصل 100 : تسلط العقوبات المالية الواردة في هذا الفرع على الحزب السياسي إن كانت المخالفة الموجبة للعقاب مرتكبة من قبل حزب سياسي وتنشر على أعضاء قائمة المرشحين بالتضامن فيما بينهم إن كانت المخالفة الموجبة للعقاب مرتكبة من قبل قائمة مرشحة.

الباب الخامس - الاقتراع والفرز وإعلان النتائج

القسم الأول - أحكام عامة متعلقة بالاقتراع

الفصل 101 : تتم دعوة الناخبين بأمر رئاسي ي訂 أجل أدناه ثلاثة أشهر قبل يوم الاقتراع بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية والرئاسية، وفي أجل أدناه شهران بالنسبة إلى الاستفتاء.

الفصل 102 : مدة الاقتراع يوم واحد ويوافق يوم عطلة أو يوم راحة أسبوعية. ويتم الاقتراع للدورة الثانية بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية خلال الأسبوعين التاليين للإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى.
ويشارك في الاقتراع الناخبون المرسمون بقائمات الناخبين التي تم اعتمادها في الدورة الأولى.

الفصل 103 : بصرف النظر عن الأحكام المتعلقة بموعيد الاقتراع الوارد بالفصل 102، تُجرى عملية التصويت للتونسيين بالخارج بالنسبة للانتخابات والاستفتاء في ثلاثة أيام متتالية آخرها يوم الاقتراع داخل الجمهورية.

الفصل 104 : إذا تعذر إجراء الانتخابات في موعدها بسبب خطر داهم وفق الفصل 80 من الدستور يتم الإعلان عن تأجيلها.

إذا اقتضى التأجيل تمديد المدة الرئاسية أو النيابية يتولى مجلس نواب الشعب التمديد بموجب قانون طبق الفصلين 56 و75 من الدستور.

تم الدعوة للانتخابات بعد التمديد بأمر رئاسي بناءً على رأي مطابق للهيئة.

الفصل 105 : يمكن للهيئة تأجيل الاقتراع في مكتب اقتراع أو أكثر، إذا تبين لها استحالة إجراء الانتخابات بها. وتقرر في هذه الحالـة إعادة الاقتراع فيها طبق الإجراءات المنصوص عليها بالفصل 142 من هذا القانون.

صورة عدم إيداع الحساب خلال هذا الأجل، ت قضي محكمة المحاسبات بتحميلها خطية تساوي خمسة وعشرين ضعفاً لسقف الإنفاق.

إذا قررت محكمة المحاسبات رفض الحساب المالي لقائمة أو مرشح أو حزب دون أن يكون قد تجاوز سقف الإنفاق، ت قضي بتحميله خطية تساوي 10% من سقف الإنفاق.

في صورة تجاوز سقف الإنفاق الانتخابي بإحدى الدوائر الانتخابية، تسلط محكمة المحاسبات العقوبات التالية على القائمة أو المرشح أو الحزب:

- عقوبة مالية تساوي المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز في حدود 10%,
- عقوبة مالية تساوي عشرة أضعاف قيمة المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز بأكثر من 10% وإلى حد 30%,
- عقوبة مالية تساوي عشرين ضعفاً لقيمة المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز بأكثر من 30% وإلى حد 75%,
- عقوبة مالية تساوي خمسة وعشرين ضعفاً لقيمة المبلغ المتتجاوز للسقف إذا كان التجاوز بأكثر من 75%.

وفي صورة عدم إيداع الحساب المالي طبقاً للفقرة الأولى من هذا الفصل، أو تجاوز سقف الإنفاق بأكثر من 75%， تصرّح محكمة المحاسبات بإسقاط عضوية كل عضو بمجلس نواب الشعب ترشّح عن إحدى تلك القائمات.

تصدر الأحكام ابتدائياً وتستأنف حسب الإجراءات المنصوص عليها بالقانون المنظم لمحكمة المحاسبات.

الفصل 99 : تسلط محكمة المحاسبات عقوبة مالية تتراوح بين خمسة وأربعين وألفين وخمسمائة دينار على المرشحين أو القائمات المرشحة أو الأحزاب السياسية التي تعمد إلى عرقلة أعمالها بالتأخير في مدّها بالوثائق المطلوبة لإنجاز الأعمال الرقابية الموكولة لها.

كما يمكن للمحكمة تسلط عقوبة مالية تتراوح بين ألف دينار وخمسة آلاف دينار على المرشحين أو القائمات المرشحة أو الأحزاب السياسية التي تخالف الأحكام الواردة بالفصل 78 و84 إلى 86 من هذا القانون.

تصدر هذه الأحكام ابتدائياً وتستأنف حسب الإجراءات المنصوص عليها بالقانون المنظم لمحكمة المحاسبات.

- قائمة الأحزاب السياسية وقائمات المرشحين والقائمات المرشحة،
 - قائمة المحاسبات البنكية المفتوحة من قبل القائمات المرشحة في الانتخابات التشريعية أو قائمة المرشحين في الانتخابات الرئاسية أو قائمة الأحزاب السياسية بالنسبة إلى الاستفتاء،
 - قائمة الأشخاص المخول لهم التصرف في المحاسبات البنكية باسم كل حزب سياسي أو قائمة مرشحة.
- وتتولى الهيئة إعلام محكمة المحاسبات بكل تغيير يمكن أن يطرأ على القائمات المذكورة أعلاه.

الفصل 95 : يمكن لمحكمة المحاسبات :

- أن تطلب من السلطات الإدارية ذات النظر مدّها ببيان تفصيلي حول التصاريح المقدمة لإقامة التظاهرات والأنشطة المنجزة خلال الحملة،
- أن تطلب من أية جهة كانت كل وثيقة ذات علاقة بتمويل الحملة يمكن أن تكون لها جدوى في إنجاز العمل الرقابي الموكول إلى المحكمة في هذا الإطار.

الفصل 96 : لا يجوز للمؤسسات البنكية المعنية أو أي هيكل عمومي معارضه محكمة المحاسبات والهيئة بالسرّ البنكي للامتناع عن مدّها بالمعلومات والوثائق الالزمة لإنجاز عملها.

الفصل 97 : تقوم محكمة المحاسبات بإعداد تقرير عام يتضمن نتائج رقتها على تمويل الحملة في أجل أقصاه ستة أشهر من تاريخ الإعلان عن النتائج النهائية للانتخابات.

وينشر تقرير محكمة المحاسبات مباشرة بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبموقعها الإلكتروني.

الفرع الرابع : المخالفات المالية والانتخابية

الفصل 98 : إذا لم يتم إيداع الحساب المالي لقائمة أو مرشح أو حزب تتولى محكمة المحاسبات التنبية على الجهة المخالفة وإمهالها مدة ثلاثة أيام. وفي

الفصل 90 : يشرف البنك المركزي التونسي على عملية فتح الحسابات البنكية المذكورة ويشهر على عدم فتح أكثر من حساب بنكي لكل مرشح أو قائمة مرشحة أو حزب، ويتولى مد الهيئة ومحكمة المحاسبات بكشف في هذه الحسابات.

يتعين على البنك المركزي التونسي وزارة المالية اتخاذ الإجراءات الالزمة بما يحول دون التمويل الأجنبي للانتخابات والاستفتاء.

الفصل 91 : تتولى محكمة المحاسبات إنجاز رقابتها على موارد ومصاريف كل قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب، والمخصصة للحملة، والتثبت من الالتزام بوحدة الحساب وإنجاز رقابتها على موارد الحساب البنكي الوحيد ومصاريفه.

الفصل 92 : تنطبق الإجراءات المقررة بالقانون المنظم لمحكمة المحاسبات على رقابة تمويل الحملة، للمترشحين والأحزاب السياسية وقائمات المترشحين ما لم تتعارض صراحة مع أحكام هذا القانون.

وتكون هذه الرقابة مستندية أو ميدانية و شاملة أو انتقائية ولاحقة أو متزامنة مع الحملة. وتكون وجوبية بالنسبة إلى المترشحين والقائمات المرشحة التي تفوز في الانتخابات. وتتجزء هذه الرقابة بالتزامن مع الرقابة المالية للحزب بالنسبة إلى الأحزاب والقائمات الفائزة.

الفصل 93 : تهدف رقابة محكمة المحاسبات على تمويل الحملة، إلى التثبت من:

- إنجاز كل المصاريف المتعلقة بالحملة بالنسبة إلى المترشحين أو الأحزاب السياسية أو القائمات المرشحة من خلال الحساب البنكي الوحيد المفتوح للغرض والمصرّح به لدى الهيئة،

- مسک كلّ مرشح أو حزب سياسي أو قائمة مرشحة حسابية ذات مصداقية تتضمّن بيانات شاملة ودقيقة حول كلّ عمليات القبض والصرف المتّصلة بتمويل الحملة،

- تحقيق الدليل من مصادر مشروعة،
- الطابع الانتخابي للنفقة،

- احترام المترشحين أو القائمات أو الأحزاب لسقف الإنفاق الانتخابي،
- عدم ارتكاب المترشحين لجرائم انتخابية.

الفصل 94 : تمدّ الهيئة ومحكمة المحاسبات في أجل لا يتجاوز ثلاثة أيام من انطلاق الحملة بما يلي :

ويتم تسديد المصارييف الانتخابية بواسطة شيكات أو تحويلات بنكية إذا تجاوزت قيمتها مبلغ خمسمائه دينار للنفقة الواحدة، ولا يمكن تجزئة هذه المصارييف لكي لا تتجاوز القيمة المذكورة.

الفصل 86 : يتعين على كل مرشح أو قائمة مرشحة أو حزب :

- إحالة نسخ أصلية من القائمات المنصوص عليها بالفصول 83 و 84 والحسابية لكل دائرة انتخابية والحسابية الجامعة إلى محكمة المحاسبات في أجل أقصاه خمسة وأربعين يوما من تاريخ التصريح النهائي بنتائج الانتخابات مرفوقة بكشف الحساب البنكي الوحيد المفتوح بعنوان الحملة، تسليم هذه الوثائق دفعه واحدة مباشرة إلى الكتابة العامة لمحكمة المحاسبات أو إلى كتابة إحدى هيئاتها المختصة ترابياً، مقابل وصل.

الفصل 87 : تنشر القائمات المرشحة في الانتخابات التشريعية أو المرشحون في الانتخابات الرئاسية أو الأحزاب في الاستفتاء حساباتها المالية بإحدى الجرائد اليومية الصادرة في البلاد التونسية في ظرف شهرين من تاريخ إعلان النتائج النهائية للانتخابات أو الاستفتاء.

الفصل 88 : يتعين على كلّ مرشح أو حزب أو رئيس قائمة مرشحة حفظ الحسابية ووثائق الإثبات التي بحوزته بما فيها الوثائق البنكية لمدة خمس سنوات، وبالنسبة إلى القائمات الحزبية يحل الحزب محل رؤساء قائماته.

وعلى كلّ حزب سياسي أو قائمة مرشحة يتقرر حلّه قبل انقضاء الأجل المذكور إيداع هذه الوثائق مقابل وصل مباشره إلى الكتابة العامة لمحكمة المحاسبات أو إلى كتابة إحدى هيئاتها الجهوية المختصة ترابياً.

الفرع الثالث : الرقابة على تمويل الحملة

الفصل 89 : تتولى الهيئة خلال الحملة مراقبة التزام القائمة المرشحة أو المرشح أو الحزب، بقواعد تمويل الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء ووسائلها وفرض احترامها بالتعاون مع مختلف الهيأكل العمومية بما في ذلك البنك المركزي ومحكمة المحاسبات وزارة المالية.

البنك المركزي التونسي ضبط إجراءات فتح الحساب وغلقه أو تحديد حساب موحد للحملة الانتخابية مع الأخذ بعين الاعتبار خصوصية فتح الحسابات بالخارج.

ويتعين الترشح أو رئيس القائمة أو الممثل القانوني للحزب وكيلًا للتصرف في الحساب البنكي الوحيد وفي المسائل المالية والمحاسبية للحملة، ويصرح الوكيل وجوباً بالحساب لدى الهيئة.

الفصل 83 : يتعين على كل قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب:

- فتح حساب بنكي وحيد ترصد فيه المبالغ المخصصة للحملة، طبق ما ورد في الفصل السابق، وتصرف منه جميع المصروفات،
- مدّ الهيئة بمعرف الحساب البنكي الوحيد وهوية الوكيل الذي يتحمل مسؤولية صرف المبالغ المودعة بالحساب البنكي الوحيد باسم القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب،
- مسك سجل مرقم ومختوم من قبل الهيئة لتسجيل كل الداخيل والنفقات بصفة متسلسلة حسب تاريخ إنجازها دون شطب أو تغيير مع التنصيص على مرجع وثيقة الإثبات،
- مسك قائمة في التظاهرات والأنشطة واللتقييات المنجزة مؤشر عليها من قبل الهيئة،
- إعداد قائمة تأييفية للمداخيل والمصاريف الانتخابية بالاعتماد على سجل هذه العمليات مضافة من قبل رئيس القائمة أو المترشح أو الممثل القانوني للحزب.

الفصل 84 : على كل حزب سياسي يقدم أكثر من قائمة مترشحة في الانتخابات التشريعية أن يمسك حسابية تأييفية جامعية لكل العمليات المنجزة في مختلف الدوائر الانتخابية التي يقدم فيها قائمات مترشحة. يتم التسجيل بالحسابية دون شطب مع احترام التسلسل الزمني للتسجيلات المحاسبية وإمضاء السجلات من قبل القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب وذلك فضلاً عن الحسابية الخاصة بكل دائرة انتخابية التي يتم إعدادها من قبل القائمة الحزبية المعنية.

الفصل 85 : تتجز المصاريف المتعلقة بالحملة بناء على وثائق إثبات أصلية ذات مصداقية.

ويعد مرشحو القائمة الواحدة مسؤولين بالتضامن عن الالتزامات المتعلقة بالمنحة العمومية.

الفصل 79 : تخصيص منحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل حملة الاستفتاء لفائدة الأحزاب الناخبة المشاركة في الاستفتاء توزع بالتساوي بينها. تصرف المنحة بعنوان استرجاع مصاريف بعد الإعلان عن نتائج الاستفتاء، ولا يكون استرجاع المصاريف إلا بالنسبة إلى المصاريف المنجزة والتي تكتسي صبغة نفقة تتعلق بالاستفتاء.

لا يستفيد في الاستفتاء الموالي من منحة التمويل العمومي كل حزب سلط عليه محكمة المحاسبات حكماً باتاً بسبب مخالفته أحكام التمويل العمومي المتعلقة بالاستفتاء.

الفصل 80 : يمنع تمويل الحملة بمصادر أجنبية بما فيها الحكومات والأفراد والذوات المعنوية. ويعتبر تمويلاً أجنبياً المال الذي يتخذ شكل هبة أو هدية أو منحة نقدية أو عينية أو دعائية مصدرها أجنبى وفق التشريع الجبائي، مهما كانت جنسية المول.

ولا يُعد تمويلاً أجنبياً تمويل التونسيين بالخارج للقائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية بالخارج.

وتضيّط الهيئة قواعد التمويل وإجراءاته وطريقه التي تراعي خصوصية تمويل القائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية بالخارج.

الفصل 81 : يحدد كل من السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء وسقف التمويل الخاص وسقف التمويل العمومي وشروطه بالاستناد إلى معايير من بينها خاصة حجم الدائرة الانتخابية وعدد الناخبين فيها وكلفة المعيشة، وبموجب أوامر حكومية بعد استشارة الهيئة.

الفرع الثاني : التزامات القائمات والمترشحين والأحزاب

الفصل 82 : على كل قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب فتح حساب بنكي وحيد خاص بالحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء. وتتولى الهيئة التنسيق مع

الفرع الثالث : مراقبة الحملة

القسم الثاني : تمويل الحملة

الفرع الأول : طرق التمويل

الفصل 75 : يتم تمويل الحملة الانتخابية للمترشحين والقائمات المترشحة وحملة الاستفتاء بالتمويل الذاتي والتمويل الخاص والتمويل العمومي وفق ما يضبطه هذا القانون.

الفصل 76 : يعتبر تمويلاً ذاتياً كل تمويل نقدى أو عيني للحملة بالموارد الذاتية للقائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب بالنسبة لقائماته المترشحة أو للاستفتاء.

الفصل 77 : يعتبر تمويلاً خاصاً كل تمويل نقدى أو عيني يكون مصدره متائياً من غير القائمة المترشحة أو المترشح أو الحزب.

ويمكن تمويل الحملة لكل قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب من قبل الذوات الطبيعية دون سواها، بحسب عشرين مرّة الأجر الأدنى المضمون في القطاعات غير الفلاحية للفرد الواحد بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية وثلاثين مرّة بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية والاستفتاء، وذلك لكل قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب.

الفصل 78 : تخصص لكل مترشح أو قائمة مترشحة منحة بعنوان مساعدة عمومية على تمويل الحملة الانتخابية، ويحصل المترشح أو القائمة على نصفها قبل انطلاق الحملة.

ويُصرف النصف الثاني في أجل أسبوع من الإعلان عن النتائج النهائية للانتخابات، شرط الاستظهار بما يفيد إنفاق القسط الأول في مصاريف الحملة وإيداع الحسابات لدى محكمة المحاسبات.

يلزم بإرجاع كامل المنحة العمومية كل مترشح تحصل على أقل من 3% من الأصوات المصرح بها على المستوى الوطني أو كل قائمة تحصلت على أقل من 3% من الأصوات المصرح بها على مستوى الدائرة الانتخابية ولم تفز بمقعد بمجلس نواب الشعب. كما تلزم كل قائمة أو مترشح بإرجاع المبالغ التي ثبت أنها لا تكتسي صبغة مصاريف انتخابية، وتسترد الدولة كل مبلغ غير مستهلك من المنحة العمومية.

لا يستفيد في الانتخابات المولالية من منحة التمويل العمومي كل مترشح أو قائمة لم تلتزم بأحكام الفقرة 3 من هذا الفصل.

الفصل 71 : تتعهد الهيئة من تلقاء نفسها أو بطلب من أي جهة كانت، بمراقبة احترام المترشح أو القائمة المترشحة أو الحزب لبادئ الحملة والقواعد والإجراءات المنظمة لها، وتتخذ التدابير والإجراءات الكفيلة بوضع حدّ فوري للمخالفات، ولها في ذلك حجز الإعلانات الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء، ويمكنها الاستعانة بالقوة العامة عند الاقتضاء لفض الاجتماعات والاستعراضات والماكب والتجمعات.

الفصل 72 : تنتدب الهيئة أعاواناً على أساس الحياد والاستقلالية والكفاءة، وتتكلفهم بمعاينة المخالفات ورفعها، ويؤدون أمام قاضي الناحية المختص ترابياً اليمين التالية : «أقسم بالله العلي العظيم أن أقوم بمهامي بكل إخلاص وحياد واستقلالية، وأتعهد بالسهر على ضمان نزاهة العملية الانتخابية».

الفصل 73 : تثبت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري من احترام المترشحين أو القائمات المترشحة أو الأحزاب لتحجير القيام بالدعاية الانتخابية أثناء الحملة في وسائل الاتصال السمعي والبصري الأجنبية غير الخاضعة لقانون التونسي والتي تبث في اتجاه الجمهور التونسي.

تعلم الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري الهيئة بجميع الخروقات المرتكبة والقرارات المتخذة من قبلها طبق أحكام الباب الثالث من المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 في أجل 24 ساعة من اتخاذها. وفي صورة وجود مخالفة من قبل المترشحين، تتخذ الهيئة القرارات الالزمة طبق أحكام هذا القانون.

الفصل 74 : تسرى أحكام الفصل 46 من المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 والمتعلق بحرية الاتصال السمعي والبصري وبإحداث هيئة عليا مستقلة للاتصال السمعي والبصري على مراسلي ومكاتب الفنون الأجنبية وعلى الوكالات وشركات الإنتاج المتعاقدة معها داخل الجمهورية التونسية، ولا يمكن أن تكون العقوبة المسلطة من الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري متجاوزة في مداها الزمني يوم الاقتراع.

الخارج لوسائل الاتصال الأجنبية السمعية والبصرية.
وتضيّط الهيئة القواعد الخاصة باستعمال القائمات المترشحة عن الدوائر
الانتخابية في الخارج لوسائل الإعلام الأجنبية المكتوبة والإلكترونية.

الفصل 67 : تتولى الهيئة بالتشاور مع الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي
والبصري ضبط القواعد والشروط العامة التي يتعين على وسائل الإعلام التقيد
بها خلال الحملة الانتخابية.

وتضيّط الهيئة قواعد الحملة الخاصة بوسائل الإعلام المكتوبة والإلكترونية.
وتحدد الهيئة والهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري بقرار مشترك
قواعد الحملة الخاصة بوسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري وإجراءاتها
والشروط المتعلقة بإنتاج البرامج والتقارير والقرارات المتعلقة بالحملات الانتخابية.
وتحدد الهيئة المدة الزمنية للشخص والبرامج المخصصة لختلف المرشحين
أو القائمات المترشحة أو الأحزاب وتوزيعها وتوقيتها بمختلف وسائل الاتصال
السمعي والبصري على أساس احترام مبادئ التعديلية والإنصاف والشفافية،
وتراعي بالنسبة إلى المرشحين ذوي الإعاقة الاحتياجات الخصوصية الناجمة عنها.

الفصل 68 : تسرى كافة المبادئ المنظمة للحملة على أي وسيلة إعلام إلكتروني
وأى رسالة موجهة للعموم عبر وسائل إلكترونية تهدف للدعاية الانتخابية أو
المتعلقة بالاستفتاء.

وتسرى أيضاً على الواقع الإلكتروني الرسمي لمنشآت الاتصال السمعي
والبصري وتقوم الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري بمراقبة ذلك.

الفصل 69 : تحجر جميع أشكال الدعاية خلال فترة الصمت الانتخابي.

الفصل 70 : يمنع خلال الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء وخلال فترة
الصمت الانتخابي، بث ونشر نتائج سبر الآراء التي لها صلة مباشرة أو غير
مباشرة بالانتخابات والاستفتاء والدراسات والتعليق الصحفية المتعلقة بها عبر
مختلف وسائل الإعلام.

المخصص لها أو تمزيقها أو تغطيتها أو تشويهها أو جعل قرائتها غير ممكنة بأي طريقة كانت أو بشكل يؤؤل إلى تغيير محتواها.
وتعمل الهيئة على فرض احترام هذه الأحكام.

الفصل 63 : لا يجوز لأي قائمة مترشحة أو مترشح أو حزب، أن يستعمل أو يجيز للغير استعمال الأماكن المخصصة لوضع العلاقات لأغراض غير انتخابية أو التنازل لغيره عن الأماكن المخصصة له.

الفصل 64 : الاجتماعات العمومية والاستعراضات والمواكب والتجمعات
الانتخابية أو المتعلقة بالاستفتاء حرة.

ويحب إعلام الهيئة بها كتابيا قبل انعقادها بيومين على الأقل، ويتضمن الإعلام
خاصية المكان والتوقيت وأسماء أعضاء مكتب الاجتماع العمومي أو الاستعراض
أو الموكب أو التجمّع.

ويتولى المكتب حفظ النظام والحرص على حسن سير الاجتماع أو الاستعراض
أو الموكب أو التجمّع.

الفصل 65 : تضمن الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري الحق
في النفاذ إلى وسائل الاتصال السمعي والبصري لكل المجموعات السياسية خلال
مرحلة ما قبل الحملة الانتخابية أو ما قبل حملة الاستفتاء على أساس التعديلية.

كما تضمن الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري تعديلية الإعلام
السمعي والبصري وتنوعه خلال الحملة الانتخابية وإزالة العرقيل التي تتعارض
مع مبدأ النفاذ إلى وسائل الاتصال السمعي والبصري على أساس الإنصاف بين
جميع المرشحين أو القائمات المترشحة أو الأحزاب.

الفصل 66 : للمرشحين والقائمات المترشحة وللأحزاب بالنسبة للاستفتاء،
في نطاق الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء، استعمال وسائل الإعلام الوطنية
ووسائل الإعلام الإلكترونية. ويحظر عليهم استعمال وسائل الإعلام الأجنبية.

وبصفة استثنائية، يُسمح خلال الحملة الانتخابية بالنسبة إلى الانتخابات
التشريعية للقائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية في الخارج استعمال وسائل
الإعلام الأجنبية، ويخضع ذلك إلى مبادئ الحملة الانتخابية والقواعد المنظمة لها.

وتتولى الهيئة بالتشاور مع الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري
ضبط القواعد الخاصة باستعمال القائمات المترشحة عن الدوائر الانتخابية في

الفرع الأول : المبادئ المنظمة للحملة

الفصل 57 : يحظر الإشهار السياسي في جميع الحالات خلال الفترة الانتخابية.

ويحول للصحف الحزبية القيام بالدعاية خلال الحملة الانتخابية في شكل إعلانات إشهار لفائدة الحزب التي هي ناطقة باسمه والمرشحين أو القائمات المرشحة باسم الحزب فقط.

ويمكن للمترشح في الانتخابات الرئاسية استعمال وسائل إشهارية، وتضيّط الهيئة شروطها.

الفصل 58 : يحظر في الفترة الانتخابية الإعلان عن تخصيص رقم هاتف مجاني بوسائل الإعلام أو موزع صوتي أو مركز نداء لفائدة مرشح أو قائمة مرشحة أو حزب.

الفرع الثاني : تنظيم الدعاية أثناء الحملة

الفصل 59 : تمثل وسائل الدعاية المتعلقة بالانتخابات وبالاستفتاء في الإعلانات والاجتماعات العمومية والاستعراضات والمواکب والتجمعات والأنشطة الإعلانية بمختلف وسائل الإعلام السمعية والبصرية والمكتوبة والإلكترونية وغيرها من وسائل الدعاية.

الفصل 60 : تمثل الإعلانات الانتخابية وال المتعلقة بالاستفتاء في الملعقات والمناشير والبرامج والإعلام بمواعيد الاجتماعات.

الفصل 61 : يحظر استعمال علم الجمهورية التونسية أو شعارها في الملعقات الانتخابية وال المتعلقة بالاستفتاء.

الفصل 62 : تخصيص البلديات والمعتمديات والعمادات طيلة الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء تحت رقابة الهيئة أماكن محددة ومساحات متساوية لوضع الملعقات لكل قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب. وتضيّط الهيئة بالتعاون مع القنصليات والبعثات الدبلوماسية أماكن التعليق بالخارج في حدود ما تسمح به الدول الضيفة.

يحظر كل تعليق خارج هذه الأماكن وفي الأماكن المخصصة لبقية القائمات المرشحة أو المرشحين أو الأحزاب، كما يحظر إزالة ملقة تم تعليقها في المكان

الفصل 52 : تخضع الحملة إلى المبادئ الأساسية التالية:

- حياد الإدارة وأماكن العبادة،
- حياد وسائل الإعلام الوطنية،
- شفافية الحملة من حيث مصادر تمويلها وطرق صرف الأموال المرصودة لها،

المساواة وضمان تكافؤ الفرص بين جميع المرشحين،
احترام الحرمة الجسدية للمترشحين والناخبين وأعراضهم وكرامتهم،
عدم المساس بحرمة الحياة الخاصة والمعطيات الشخصية للمترشحين،
عدم الدعوة إلى الكراهية والعنف والتعصب والتمييز.

الفصل 53 : يحظر توزيع وثائق أو نشر شعارات أو خطابات متعلقة بالدعاية الانتخابية أو بالاستفتاء وذلك مهما كان شكلها أو طبيعتها بالإدارة والمؤسسات والمنشآت العمومية، من قبل رئيس الإدارة أو الأعوان العاملين بها أو منظوريها أو الموجودين بها.

وينطبق هذا التحجير على المؤسسات الخاصة غير المفتوحة للعموم.
ويحظر استعمال الوسائل والموارد العمومية لفائدة قائمة مرشحة أو مرشح أو حزب.

الفصل 54 : تحظر الدعاية الانتخابية وال المتعلقة بالاستفتاء بمختلف أشكالها، بالمؤسسات التربوية والجامعية والتكنولوجية وبدور العبادة، كما يحظر إلقاء خطب أو محاضرات أو توزيع إعلانات أو وثائق أو القيام بأى نشاط دعائي بها.

الفصل 55 : يتبع على السلطة ذات النظر أن تتخذ التدابير الالزمة لضمان احترام واجب الحياد.

ويتعين على رئيس الإدارة الذي تبين له مخالفة واجب الحياد تحرير تقرير في الغرض يكون مرفقا بالمؤيدات الالزمة وإحالته نسخة منه إلى الهيئة.

الفصل 56 : تحظر كل دعاية انتخابية أو متعلقة بالاستفتاء تتضمن الدعوة إلى الكراهية والعنف والتعصب والتمييز.

- خلافاً لما ورد في الفصل 46، تصرّح الدوائر الاستئنافية للمحكمة الإدارية بالحكم في أجل أقصاه يومان من تاريخ جلسة المرافعة.
- خلافاً لما ورد في الفصل 47، يتولى الرئيس الأول تعين جلسة مرافعة في أجل أقصاه يومان، وتديلي الجهة المدعى عليها بملحوظاتها الكتابية في أجل أقصاه 24 ساعة قبل جلسة المرافعة.
- خلافاً لما ورد في الفصل 47، تصرّح الجلسة العامة للمحكمة الإدارية بالحكم في أجل أقصاه يومان من تاريخ جلسة المرافعة.
- خلافاً لما ورد في الفصلين 46 و47، تتولى كتابة المحكمة إعلام الأطراف بالحكم في أجل أقصاه 24 ساعة من تاريخ التصريح به.
- خلافاً لما ورد في الفصل 50، تفتح الحملة الانتخابية الخاصة بالانتخابات الرئاسية قبل يوم الاقتراع بثلاثة عشر يوماً.
- وتسرى هذه الآجال على الانتخابات المنظمة طبق الفصول 86 و89 و99 من الدستور.

الباب الرابع - الفترة الانتخابية وفترة الاستفتاء

القسم الأول : تنظيم الحملة الانتخابية ومراقبتها

الفصل 50 : تفتح الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء قبل يوم الاقتراع باثنين وعشرين يوماً، وتسبقها مرحلة ما قبل الحملة الانتخابية أو ما قبل حملة الاستفتاء، وتمتد لثلاثة أشهر.

وفي صورة إجراء دورة ثانية بالنسبة للانتخابات الرئاسية، تفتح الحملة الانتخابية في اليوم الموالي للإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى.

وتنتهي الحملة في كل الحالات أربعاً وعشرين ساعة قبل يوم الاقتراع.

الفصل 51 : تتولى الهيئة ضبط قواعد تنظيم الحملة وإجراءاتها طبق هذا القانون.

ويعين الرئيس الأول جلسة مرافعة في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ تقديم الطعن واستدعاء الأطراف بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً والتنبيه على الجهة المدعى عليها للإدلاء بملحوظاتها الكتابية فيما يفيد تبليغ نسخة منها إلى الطرف الآخر وذلك في أجل أقصاه 48 ساعة قبل جلسة المرافعة.

وتتولى الجلسة العامة إثر المرافعة حجز القضية للمفاوضة والتصريح بالحكم في أجل خمسة أيام من تاريخ جلسة المرافعة.

وتتأذن المحكمة بالتنفيذ على المسودة.

وتكون قراراتها باتّة وغير قابلة لأي وجه من أوجه الطعن ولو بالتعليق.

وتتولى كتابة المحكمة إعلام الأطراف بالحكم بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً وذلك في أجل 48 ساعة من تاريخ التصريح به.

الفرع الرابع : الإعلان عن المرشحين المقبولين

الفصل 48 : تتولى الهيئة الإعلان عن أسماء المرشحين المقبولين نهائياً، وتنشر القائمة بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وبأي وسيلة أخرى تقررها.

الفصل 49 : في صورة انسحاب أحد المرشحين في الدورة الأولى بعد الإعلان عن أسماء المرشحين المقبولين نهائياً، أو أحد المرشحين لدورة الإعادة فإنه لا يعتد بالانسحاب في أي من الدورتين.

إذا توفي أحد المرشحين في الدورة الأولى أو أحد المرشحين لدورة الإعادة، يعاد فتح باب الترشح وتحديد المواعيد الانتخابية من جديد في أجل لا يتجاوز خمسة وأربعين يوماً. وفي هذه الحالة، يقع اختزال الآجال الواردة في هذا القانون كما يلي:

- خلافاً لما ورد في الفصل 45، تبت الهيئة في مطالب الترشح في أجل أقصاه يومان.

- خلافاً لما ورد في الفصل 46، يتولى رئيس الدائرة المعهدة تعين جلسة مرافعة في أجل أقصاه يومان، وتديلي الجهة المدعى عليها بملحوظاتها الكتابية في أجل أقصاه 24 ساعة قبل جلسة المرافعة.

يمُن على أي مُزكِّ تَرْكِيَةً أكثر من مترشحٍ.

وتُضطَبِّطُ الهيئَةُ إجراءات التَّرْكِيَةِ والتَّثبِيتِ من قائمَةِ المُزكَّينِ.

الفصل 42 : يتولى الهيئة، خلال الأجل المنصوص عليه بالفصل 45 من هذا القانون، إعلام المرشحين الذين تبيّن تزكيتهم من نفس الناخب أو من شخص لا تتوفر فيه صفة الناخب بأي وسيلة ترك أثرا كتابيا وذلك لتعويضه في أجل 48 ساعة من تاريخ الإعلام، وإلا ترفض طالب ترشحهم.

الفصل 42 : يُؤمِّنُ المترشح لدى الخزينة العامة للبلاد التونسية ضمانتها مالياً قدره عشرة آلاف دينار لا يتم استرجاعه إلا عند حصوله على ثلاثة بالمائة على الأقل من عدد الأصوات المُصرَّح بها.

الفرع الثاني : تقديم الترشحات

الفصل 43 : تتولى الهيئة ضبط رزنامة الترشحات وإجراءات تقديمها وقبولها والبَتُّ فيها.

الفصل 44 : تقدم الترشحات لدى الهيئة في مقرها المركزي من قبل المترشح أو من ينوبه، ويُسلِّمُ وصل في ذلك.

الفصل 45 : تبت الهيئة بقرار من مجلسها في مطالب الترشح وتُضطَبِّطُ قائمة المرشحين المقبولين في أجل أقصاه أربعة أيام من تاريخ ختم أجل الترشحات. ويتم تعليق قائمة المرشحين المقبولين بمقر الهيئة ونشرها بموقعها الإلكتروني أو بأي وسيلة أخرى.

وتقوم الهيئة بإعلام المرشحين بقراراتها في أجل أقصاه 24 ساعة بأي وسيلة ترك أثرا كتابيا، وتكون قرارات الرفض معللة.

الفرع الثالث : إجراءات الطعن في قرارات الهيئة

الفصل 46 : يتم الطعن في قرارات الهيئة من قبل المرشحين أمام الدوائر الاستئنافية للمحكمة الإدارية وذلك في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ التعليق

أو الإعلام .

وعلى الطرف الراغب في ممارسة الطعن أن يوجه إلى الهيئة والأطراف المشمولة بالطعن إعلاماً به بواسطة عدل تنفيذ يكون مصحوباً بنظرير من العريضة ومؤيداتها. يُرفع الطعن بموجب عريضة يتولى المترشح أو من يمثله إيداعها بكتابية المحكمة، دون وجوب الاستعانة بمحام. ويجب أن تكون العريضة معللة ومصحوبة بالمؤيدات وبنسخة من القرار المطعون فيه ومحضر الإعلام بالطعن، وإلا رفض طعنه.

تتولى كتابة المحكمة حال توصلها بالعريضة ترسيمها وإحالتها فوراً إلى الرئيس الأول الذي يتولى تعينها حالاً بإحدى الدوائر الاستئنافية.

ويتولى رئيس الدائرة المعهدة تعين جلسة مرافعة في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ ترسيم العريضة واستدعاء الأطراف بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً والتنبيه على الجهة المدعى عليها للإدلاء بملحوظاتها الكتابية وبما يفيد تبليغ نسخة منها إلى الطرف الآخر وذلك في أجل أقصاه يومان قبل جلسة المرافعة.

وتتولى الدائرة إثر المرافعة حجز ملف القضية للمفاوضة والتصريح بالحكم في أجل ثلاثة أيام.

وتأند المحكمة بالتنفيذ على المسودة.

وتتولى كتابة المحكمة إعلام الأطراف بالحكم بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً وذلك في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ التصريح به.

الفصل 47 : يتم الطعن في الأحكام الصادرة عن الدوائر الاستئنافية من قبل المرشحين المشمولين بالحكم أو الهيئة أمام الجلسة العامة القضائية للمحكمة الإدارية في أجل 48 ساعة من تاريخ الإعلام به.

وعلى الطرف الراغب في ممارسة الطعن أن يوجه إلى الهيئة والأطراف المشمولة بالطعن إعلاماً به بواسطة عدل تنفيذ يكون مصحوباً بنظرير من العريضة ومؤيداتها.

يرفع الطعن بموجب عريضة يتولى المترشح أو من يمثله إيداعها بكتابية المحكمة، بواسطة محام مرسم لدى التعقيب. وتكون العريضة معللة ومصحوبة بالمؤيدات وبنسخة من الحكم المطعون فيه ومحضر الإعلام بالطعن، وإلا رفض طعنه.

تتولى كتابة المحكمة حال توصلها بالعريضة ترسيمها وإحالتها فوراً إلى الرئيس الأول الذي يتولى تعينها حالاً لدى الجلسة العامة.

الفصل 38 : يُعتبر كلّ عضو بمجلس نواب الشعب كان عند انتخابه في حالة من حالات عدم الجمع المنصوص عليها بهذا الفرع من القانون، مغفى وجوباً من وظائفه بعد الإعلان النهائي عن نتائج الانتخابات.

ويُوضع في حالة عدم مباشرة خاصة إذا كان يشغل وظيفة من الوظائف العمومية. ولا تنطبق هذه الأحكام على الأعوان المتعاقدين.

وكلّ عضو بمجلس نواب الشعب يكلف أثناء نيابته بمسؤولية أو بوظيفة أو بخطبة منصوص عليها بهذا الفرع من القانون، أو يقبل أثناء النيابة مسؤولية لا يمكن الجمع بينها وبين العضوية، يعتبر مستقلاً آلياً إذا لم يقدم استقالته في أجل عشرة أيام من تاريخ التكليف بالمسؤولية أو الوظيفة أو الخطة. ويقع التصرير بالاستقالة من قبل المجلس.

الفصل 39 : إذا استقال عضو مجلس نواب الشعب من الحزب أو القائمة أو الائتلاف الانتخابي الذي ترشح تحت إسمه فإنه يفقد آلياً عضويته في اللجان النيابية وأي مسؤولية في المجلس تولاها تبعاً لانت茂ئه ذاك.

ويؤول الشغور في كل ذلك إلى الحزب أو الائتلاف الذي تمت الاستقالة منه.

القسم الثاني - الانتخابات الرئاسية

الفرع الأول : شروط الترشح

الفصل 40 : يحق لكل ناخبة أو ناخب تونسي الجنسية منذ الولادة، دينه الإسلام الترشح لمنصب رئيس الجمهورية.

ويشترط في المرشح يوم تقديم ترشحه أن يكون بالغاً من العمر خمساً وثلاثين سنة على الأقل. وإذا كان حاملاً لجنسية غير الجنسية التونسية فإنه يقدم ضمن ملف ترشحه تعهداً بالتخلي عن الجنسية الأخرى عند التصرير بانتخابه رئيساً للجمهورية.

الفصل 41 : تم تزكية المرشح للانتخابات الرئاسية من عشرة نواب من مجلس نواب الشعب، أو من أربعين من رؤساء مجالس الجماعات المحلية المنتخبة أو من عشرة آلاف من الناخبين المرسمين والموزعين على الأقل على عشرة دوائر انتخابية على أن لا يقل عددهم عن خمسين ناخب بكل دائرة منها.

- العجز التام،
- الاستقالة من عضوية المجلس،
- فقدان العضوية بموجب حكم قضائي بات يقضي بالحرمان من الحقوق المدنية والسياسية،
- فقدان العضوية بموجب أحكام الفصلين 98 و163 من هذا القانون.

وفي حالة استنفاد المرشحين من القائمة الأصلية يتم تنظيم انتخابات جزئية في أجل أقصاه تسعةون يوماً من تاريخ حصول الشغور. ويعُد استنفاداً للقائمة الأصلية الحالات المنصوص عليها بالفصلين 98 و163.

الفرع السابع : حالات عدم الجمع

الفصل 35 : لا يمكن الجمع بين عضوية مجلس نواب الشعب والوظائف التالية سواء كان ذلك بصفة دائمة أو وقته و مقابل أجر أو دونه:

- عضوية الحكومة.
- وظيفة لدى الدولة والمؤسسات والمنشآت العمومية والجماعات المحلية أو لدى الشركات ذات المساهمات العمومية المباشرة أو غير المباشرة.
- خطة تسيير بالمؤسسات والمنشآت العمومية أو الشركات ذات المساهمات العمومية المباشرة أو غير المباشرة.
- عضوية مجالس الجماعات المحلية المنتخبة.
- وظيفة لدى دول أخرى.
- وظيفة لدى المنظمات الدولية الحكومية أو المنظمات غير الحكومية.

الفصل 36 : لا يمكن تعيين عضو بمجلس نواب الشعب لتمثيل الدولة أو الجماعات المحلية في هيأكل المنشآت العمومية أو الشركات ذات المساهمات العمومية أو الشركات ذات المساهمات العمومية المباشرة أو غير المباشرة.

الفصل 37 : يُحَجَّرُ على كلّ عضو بمجلس نواب الشعب أن يستعمل صفتة في أي إشهار يتعلق بمشاريع مالية أو صناعية أو تجارية أو مهنية.

الفرع الرابع : إجراءات الطعن في الترشحات

التصريح به.

ويكون الحكم باتاً ولا يقبل أي وجه من أوجه الطعن ولو بالتعليق.

الفصل 31 : تُقبل القائمات التي تحصلت على حكم قضائي بات، وتتولى الهيئة الإعلان عن القائمات المقبولة نهائياً بعد انقضاء الطعون.

الفرع الخامس : سحب الترشحات وتعويض المرشحين

الفصل 32 : يمكن سحب الترشحات في أجل أقصاه 15 يوماً قبل انطلاق الحملة الانتخابية، ويقدم المترشح إعلاماً كتابياً بالسحب للهيئة وفق نفس إجراءات تقديم الترشحات.

تتولى الهيئة فوراً إعلام ممثل القائمة أو الممثل القانوني للحزب بانسحاب المترشح بأي وسيلة ترك أثراً كتابياً، وإذا كان ممثل القائمة هو المنسحب، تتولى أيضاً إعلام باقي أعضاء القائمة. ويتولى رئيس القائمة في أجل 24 ساعة تدارك النقص فيها اعتماداً على القائمة التكميلية وله إعادة ترتيب القائمة، ويراعي في كل ذلك أحكام الفصلين 24 و25.

لا يكون لطلب سحب الترشح المقدم بعد انقضاء الأجل أي تأثير على القائمة ولا يحتسب المترشح المنسحب في النتائج.

الفصل 33 : في صورة الوفاة أو العجز التام لأحد المرشحين يقع تعويضه وفق الإجراءات المنصوص عليها بالفصل 32.

الفرع السادس : سد الشغور بمجلس نواب الشعب

الفصل 34 : عند الشغور النهائي لأحد المقاعد بمجلس نواب الشعب يتم تعويض العضو المعني بمترشح من القائمة الأصلية مع مراعاة الترتيب، في أجل أقصاه خمسة عشر يوماً من تاريخ معاينة الشغور من قبل مكتب المجلس. ويعتبر شغوراً نهائياً:

• الوفاة،

الفصل 27 : يتم الطعن في قرارات الهيئة بخصوص الترشحات، من قبل رئيس القائمة أو أحد أعضائها أو الممثل القانوني للحزب أو أعضاء بقية القائمات المرشحة بنفس الدائرة الانتخابية، أمام المحكمة الابتدائية المتخصصة ترابياً، وأمام المحكمة الابتدائية بتونس 1 بالنسبة إلى قرارات الهيئة فيما يتعلق بالقائمات المرشحة في الخارج، وذلك بمقتضى عريضة كتابية مصحوبة بالمؤيدات وبما يفيد تبليغها إلى الهيئة والأطراف المشمولة بالطعن في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ الإعلان بالقرار أو التعليق، دون وجوب الاستعانتة بمحام.

الفصل 28 : تتولى المحكمة الابتدائية المعهدة النظر في الدعوى طبق الإجراءات المنصوص عليها بالفصل 43 و46 و47 و48 و49 فقرةأخيرة و50 من مجلة المرافعات المدنية والتجارية ويمكنها أن تؤذن بالمرافعة حيناً.

تبت المحكمة في الدعوى في أجل أقصاه ثلاثة أيام عمل من تاريخ التعهد، وتعلم الأطراف بالحكم في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ صدوره بأي وسيلة ترك أثراً كتابياً.

الفصل 29 : يتم استئناف الأحكام الصادرة عن المحاكم الابتدائية أمام الدوائر الاستئنافية للمحكمة الإدارية من قبل الأطراف المشمولة بالحكم الابتدائي أو رئيس الهيئة في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ الإعلام بالحكم بمقتضى عريضة كتابية تكون معللة ومشفوعة بالمؤيدات وبمحضر الإعلام بالطعن وبما يفيد تبليغها إلى الجهة المدعى عليها بواسطة عدل تنفيذ وإلا رفض الطعن.

الفصل 30 : تتولى كتابة المحكمة ترسيم العريضة وإحالتها فوراً إلى الرئيس الأول للمحكمة الإدارية الذي يتولى تعينها حالاً لدى دائرة استئنافية.

يعين رئيس دائرة المعهدة بالقضية جلسة مرافعة في أجل أقصاه ثلاثة أيام من تاريخ ترسيم العريضة واستدعاء الأطراف بأي وسيلة ترك أثراً كتابياً لتقديم ملحوظاتهم.

تصرف الدائرةقضية للمفاوضة والتصريح بالحكم في أجل 48 ساعة من تاريخ جلسة المرافعة ولها أن تؤذن بالتنفيذ على المسودة. وتعلم المحكمة الإدارية الأطراف بالحكم بأي وسيلة ترك أثراً كتابياً في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ

ويُشترط أن يكون عدد المرشحين بكل قائمة مساوياً لعدد المقاعد المخصصة للدائرة المعنية.

ويُمنع انتماء عدة قائمات لحزب واحد، أو ائتلاف واحد في نفس الدائرة الانتخابية.

الفصل 23 : يُمنع إسناد نفس التسمية أو الرمز إلى أكثر من قائمة انتخابية. تنظر الهيئة في التسميات أو الرموز المتشابهة وتتخذ الإجراءات الازمة لتفادي الحالات التي تؤدي إلى إرباك الناخب.

الفصل 24 : تقدم الترشحات على أساس مبدأ التناصف بين النساء والرجال وقاعدة التناوب بينهم داخل القائمة ولا تقبل القائمة التي لا تحترم هذا المبدأ إلا في حدود ما يحتمله العدد الفردي للمقاعد المخصصة لبعض الدوائر.

الفصل 25 : يتعين على كل قائمة مرشحة في دائرة يساوي عدد المقاعد فيها أو يفوق أربعة أن تضم من بين الأربعة الأوائل فيها مرشحاً أو مرشحة لا يزيد سنه عن خمس وثلاثين سنة. وفي حالة عدم احترام هذا الشرط تحرم القائمة من نصف القيمة الجملية لنها التمويل العمومي.

الفرع الثالث : إجراءات البت في الترشحات

الفصل 26 : تبت الهيئة في مطالب الترشح في أجل أقصاه سبعة أيام من تاريخ ختم أجل الترشحات، وتتخذ قراراً بقبول الترشح أو رفضه ويكون الرفض معللاً.

وللهيئة أثناء البت في الترشحات أن تعتبر مجموعة من القائمات المستقلة المشتركة في التسمية والرمز انتللاً انتخابياً واحداً.

يتم إعلام رئيس القائمة أو ممثلها بقرار قبول الترشح أو رفضه في أجل أقصاه 24 ساعة من صدوره. تعلق القائمات المقبولة بمقر الهيئة ويتم نشرها بموقعها الإلكتروني في اليوم الموالي لانتهاء أجل البت في مطالب الترشح، وفي حالة الرفض يتم الإعلام بأى وسيلة تترك أثراً كتابياً.

- القضاة،
 - رؤساءبعثات والمراكز الدبلوماسية والقنصلية،
 - الولاة،
 - المعتمدون الأول والكتاب العامون للولايات والمعتمدون والعمد.
- ولا يمكنهم الترشح في آخر دائرة انتخابية مارسوا فيها وظائفهم المذكورة لمدة سنة على الأقل قبل تقديم ترشحهم.

الفرع الثاني : تقديم الترشحات

الفصل 21 : يقدم مطلب الترشح للانتخابات التشريعية إلى الهيئة من قبل رئيس القائمة المرشحة أو أحد أعضائها، طبق رزنامة وإجراءات تضييقها الهيئة.

- ويتضمن مطلب الترشح ومرافقاته وجوباً:
- أسماء المرشحين وترتيبهم داخل القائمة،
- تصريحاً ممضى من كافة المرشحين،
- نسخة من بطاقات التعريف الوطنية أو جوازات السفر،
- تسمية القائمة،
- رمز الحزب أو القائمة الائتلافية أو المستقلة،
- تعيين ممثل عن القائمة من بين المرشحين،
- قائمة تكميلية لا يقل عدد المرشحين فيها عن اثنين، ولا يزيد في كل الأحوال عن عدد المرشحين في القائمة الأصلية، مع مراعاة أحكام الفصلين 24 و 25،
- ما يفيد القيام بالتصريح السنوي بالضربي على الدخل للسنة المنقضية.

وتسلم الهيئة وصلاً مقابل مطلب الترشح.

وتضييق الهيئة إجراءات وحالات تصحيح مطالب الترشح.

الفصل 22 : يمنع الترشح ضمن أكثر من قائمة انتخابية وفي أكثر من دائرة انتخابية. وتضييق الهيئة إجراءات تعويض المرشح.

عليها بالفصول 43 و 46 و 47 و 48 فقرة أخيرة و 49 و 50 من مجلة المرافعات المدنية والتجارية ودون لزوم لإجراءات أخرى.

تأذن المحكمة بالتنفيذ على المسودة، وتعلم الأطراف المعنية بالحكم في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ صدوره بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً.

الفصل 18 : يمكن الطعن بالاستئناف في الأحكام الصادرة عن المحاكم الابتدائية من الأطراف المشمولة بها أمام المحاكم الاستئنافية المختصة تراثياً.

ويرفع الطعن بعريضة كتابية تكون مرفقة وجوباً بنسخة من الحكم المطعون فيه وبمستندات الطعن فيما يفيد إعلام الهيئة به في أجل ثلاثة أيام من تاريخ الإعلام بالحكم الابتدائي، دون وجوب إنابة محام.

تبت المحكمة في عريضة الطعن خلال ثلاثة أيام من تاريخ تقديمها.

تتولى المحكمة بتركيبة ثلاثة النظر في الطعون وفق إجراءات القضاء الاستعجالي، ويمكن لها أن تأذن بالرافعة حيناً ودون لزوم لإجراءات أخرى، ويكون القرار الصادر عنها باتاً ولا يقبل الطعن بأي وجه من الوجوه ولو بالتعليق. تأذن المحكمة بالتنفيذ على المسودة، وتعلم الأطراف المعنية بالقرار في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ صدوره بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً.

الباب الثالث - المترشح

القسم الأول - الانتخابات التشريعية

الفرع الأول : شروط الترشح

الفصل 19 : الترشح لعضوية مجلس نواب الشعب حق لكل:

- ناخبة أو ناخب تونسي الجنسية منذ عشر سنوات على الأقل،
- بالغ من العمر ثلاثة وعشرين سنة كاملة على الأقل في تاريخ الترشح،
- غير مشمول بأي صورة من صور الحرمان القانونية.

الفصل 20 : لا يمكن للناخبين الآتي ذكرهم الترشح لعضوية مجلس نواب الشعب، إلا بعد تقديم استقالتهم أو إحالتهم على عدم المباشرة طبق التشريع الجاري به العمل :

التونسية بالخارج. وتنشر هذه القائمات بالموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة، أو بأي طريقة أخرى تضمن إعلام العموم.

وتضبط الهيئة آجال وضع قائمات الناخبين على ذمة العموم، ومدة نشرها، وتعلن عن حلول هذه الآجال بواسطة وسائل الإعلام المكتوبة والسمعية والمرئية مع الحرص على توفير مתרגمين مختصين في لغة الإشارة.

القسم الرابع - النزاعات المتعلقة بالترسم بقائمات الناخبين

الفصل 14 : يهدف الاعتراض أمام الهيئة، على قائمات الناخبين المتعلقة بدائرة انتخابية، إلى شطب إسم أو ترسيمه أو تصحيح خطأ في قائمة ناخبين. يتم الاعتراض، خلال الأيام الثلاثة المواتية لتاريخ انقضاء آجل وضع القائمات على ذمة العموم، بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً.

الفصل 15 : تبت الهيئة في مطالب الاعتراض في أجل ثلاثة أيام من تاريخ توصلها بها.

تعلم الهيئة الأطراف المعنية بالقرار في أجل أقصاه 48 ساعة من تاريخ صدوره بأي وسيلة ترك أثرا كتابياً.

الفصل 16 : يمكن الطعن في القرارات الصادرة عن الهيئة أمام المحاكم الابتدائية المختصة تراثياً بتركيبتها الثلاثية، وأمام المحكمة الابتدائية بتونس 1 بالنسبة إلى القرارات المتعلقة باعتراضات التونسيين بالخارج، وذلك من قبل الأطراف المشمولة بتلك القرارات.

ويرفع الطعن في أجل ثلاثة أيام من تاريخ الإعلام بالقرار، دون وجوب إنابة محام.

تُرفق عريضة الطعن وجوباً بنسخة من القرار المطعون فيه ومتضمنة لعرض موجز للواقع وللأسانيد والطلبات فيما يفيد إعلام الهيئة بالطعن.

الفصل 17 : تبت المحكمة في عريضة الطعن خلال ثلاثة أيام من تاريخ تقديمها.

تتولى المحكمة الابتدائية المتعهدة النظر في الطعون وفق الإجراءات المنصوص

تعمل الهيئة على أن يكون سجل الناخبين دقيقاً وشفافاً وشاملاً ومحييناً. يكون التسجيل شخصياً. ويجوز تسجيل القرین والأصول والفروع حتى الرتبة الثانية وفق إجراءات تضيّطها الهيئة.

يمكن للهيئة اعتماد التسجيل عن بعد، ولها أن تعتمد مكاتب متنقلة للتسجيل. يمنع على الأعوان المكلفين بتسجيل الناخبين التأثير عليهم أو توجيههم في اختيارهم وكل خرق لهذا المبدأ يعرض صاحبه للرّفت.

الفصل 8 : تشطب الهيئة من سجل الناخبين أسماء:

- الناخبين المتوفين حال ترسيم الوفاة.
- الأشخاص الذين فقدوا أهلية الانتخاب والمسمولين بإحدى صور الحرمان المنصوص عليها بالفصل 6 من هذا القانون.

الفصل 9 : يتعين على جميع الهياكل الإدارية المعنية، كل فيما يخصه، مد الهيئة في آجال معقولة بالمعطيات المحينة الخاصة بالمنوعين من ممارسة حق الانتخاب، وبصفة عامة كل المعطيات اللازمة لضبط وتحيين السجل الانتخابي.

لتلتزم الهيئة بالحافظة على سرية المعطيات الشخصية.

القسم الثالث - قائمات الناخبين

الفصل 10 : تضيّط الهيئة قائمة الناخبين في كل دائرة انتخابية بالنسبة إلى كل بلدية وكل معتمدية أو عمادة بخصوص المناطق غير البلدية. كما تتولى الهيئة بإعانته البعثات الدبلوماسية أو القنصلية التونسية بالخارج، ضبط قائمات الناخبين ومراجعةها بالنسبة إلى التونسيين بالخارج، طبق الشروط والإجراءات المنصوص عليها بهذا القانون والنصوص التطبيقية الصادرة عن الهيئة.

الفصل 11 : لا يجوز الترسيم في أكثر من قائمة ناخبين أو أكثر من مرة في نفس القائمة.

الفصل 12 : تضيّط قائمات الناخبين وفق رزنامة تحددها الهيئة.

الفصل 13 : توضع قائمات الناخبين على ذمة العموم بمقرّات الهيئة ومقرّات البلديات أو المعتمديات أو العمادات ومقرّات البعثات الدبلوماسية أو القنصليات

• ورقة ملغاة : هي كل ورقة تصوّيت لا تعبّر بشكل واضح عن إرادة الناخب أو تتضمّن ما يتعارض مع المبادئ المنصوص عليها بالفصل 2 من هذا القانون.

• ورقة بيضاء : هي كل ورقة تصوّيت لا تتضمّن أيّة علامة مهما كان نوعها. تحسب الورقة البيضاء ضمن الأصوات المصرّ بها، ولا تحسب ضمن الحاصل الانتخابي.

• ورقة تالفة : هي كل ورقة معدة للتصوّيت تعرضت لما جعلها غير صالحة، ويتم استبدالها قبل وضعها في الصندوق وفق ما تضيّطها الهيئة.

الفصل 4 : يتولى الملاحظون متابعة المسار الانتخابي وشفافيته وتنظيم الهيئة شروط اعتمادهم واجراءاته.

الباب الثاني - الناخب القسم الأول - شروط الناخب

الفصل 5 : يعد ناخبا كل تونسي وتونسي مرسم في سجل الناخبين، بلغ ثمانى عشرة سنة كاملة في اليوم السابق للاقتراع، ومتّم بحقوقه المدنية والسياسية وغير مشمول بأيّ صورة من صور الحرمان المنصوص عليها بهذا القانون.

الفصل 6 : لا يُرسم بسجل الناخبين:

- الأشخاص المحكوم عليهم بعقوبة تكميلية على معنى الفصل 5 من المجلة الجزائية، تحرّمهم من ممارسة حق الانتخاب.
- العسكريون كما حدّدهم القانون الأساسي العام لل العسكريين وأعوان قوات الأمن الداخلي.
- الأشخاص المحجور عليهم لجنون مطبق طيلة مدة الحجر.

القسم الثاني - سجل الناخبين

الفصل 7 : تمسك الهيئة سجل الناخبين وتتولى ضبطه انطلاقا من آخر تحين له، ويتم الترسيم بسجل الناخبين إراديا.

- بالاستفتاء باعتماد مختلف وسائل الدعاية والأساليب المتاحة قانوناً قد حد الناخبيين على التصويت لفائدة يوم الاقتراع.
- فترة الصمت : هي المدة التي تضم يوم الصمت الانتخابي ويوم الاقتراع إلى حد غلق آخر مكتب اقتراع.
- مرحلة ما قبل الحملة الانتخابية أو ما قبل حملة الاستفتاء : هي المدة السابقة للحملة الانتخابية أو السابقة لحملة الاستفتاء وفقاً لما يحدده هذا القانون.
- الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء : هي المدة التي تضم مرحلة ما قبل الحملة الانتخابية أو ما قبل حملة الاستفتاء، والحملة، وفترة الصمت، وبالنسبة للانتخابات الرئاسية تمتد حتى الإعلان عن النتائج النهائية للدورة الأولى.
- المصاريف الانتخابية : هي مجموع النفقات النقدية والعينية التي تم التعهد بها أثناء الفترة الانتخابية أو فترة الاستفتاء من قبل المرشح أو القائمة أو الحزب أو لفائدةهم، وتم استهلاكها أو دفعها لتسديد نفقات الحملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء لنيل ثقة الناخب والحصول على صوته.
- الإشهار السياسي : هو كل عملية إشهار أو دعاية بمقابل مادي أو مجاناً تعتمد أساليب وتقنيات التسويق التجاري، موجهة للعموم، وتهدف إلى الترويج لشخص أو لوقف أو لبرنامج أو لحزب سياسي، بعرض استعماله الناخبيين أو التأثير في سلوكهم و اختياراتهم عبر وسائل الإعلام السمعية أو البصرية أو المكتوبة أو الإلكترونية، أو عبر وسائل إشهارية ثابتة أو متنقلة، مركزة بالأماكن أو الوسائل العمومية أو الخاصة.
- وسائل الإعلام السمعي والبصري الوطنية : هي منشآت الاتصال السمعي والبصري العمومية والخاصة والجمعياتية التي تمارس نشاط البث على نحو ما نظمها المرسوم عدد 116 لسنة 2011.
- ورقة تصويت : هي الورقة التي تعدتها الهيئة لتضعها على ذمة الناخب يوم الاقتراع والتي يضمنها اختياره ثم يضعها في الصندوق.

باسم الشعب،

وبعد مصادقة المجلس الوطني التأسيسي،
يصدر رئيس الجمهورية القانون الأساسي الآتي نصه،

الباب الأول - الأحكام العامة

الفصل الأول : يتعلق هذا القانون بتنظيم الانتخابات والاستفتاء.

الفصل 2 : يكون الانتخاب عاماً وحرّاً و مباشرأً و سرياً و نزيهاً و شفافاً.

الفصل 3 : يقصد بالصطلاحات التالية في معنى هذا القانون:

- **الهيئة** : هي الهيئة العليا المستقلة للانتخابات، وتشمل مجلس الهيئة والهيئات الفرعية التي يمكن إحداثها والجهاز التنفيذي.
- سجل الناخبيين: هو قاعدة بيانات الأشخاص المؤهلين للتصويت في الانتخابات والاستفتاء.
- **القائمة المترشحة أو المرشح أو الحزب** : هي القائمة المترشحة في الانتخابات التشريعية أو المرشح في الانتخابات الرئاسية أو الحزب في الاستفتاء.
- **الحياد** : هو التعامل بموضوعية ونزاهة مع كافة المترشحين وعدم الانحياز إلى أي قائمة مترشحة أو مرشح أو حزب أو تعطيل الحملة الانتخابية لقائمة مترشحة أو لمرشح أو لحزب في حملة الاستفتاء، وتجنب ما من شأنه أن يؤثر على إرادة الناخبيين.
- **حملة الانتخابية أو حملة الاستفتاء** : هي مجموع الأنشطة التي يقوم بها المترشحون أو القائمات المترشحة أو مساندوهم أو الأحزاب خلال الفترة المحددة قانوناً، للتعريف بالبرنامج الانتخابي أو البرنامج المتعلق

⁵ الرائد الرسمي عدد 42 المؤرخ في 27 ماي 2014، ص. 1382.

الفصل 35. يتم انتخاب عضو أو عضوين إضافيين، طبق الإجراءات والشروط المنصوص عليها في الفصول الخامس والسادس والسابع من هذا القانون، من بين أعضاء الهيئة المركزية للهيئة السابقة للانتخابات المحدثة بموجب المرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أفريل 2011 بحسب الحالة وبصورة استثنائية إذا لم يتم انتخابهما من ضمن المرشحين لمجلس الهيئة المحدثة.

تنتهي مهام العضو أو العضوين المضافين بموجب هذا الفصل في مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثة بهذا القانون فور الإعلان عن النتائج النهائية لأول انتخابات تشريعية ورئاسية.

الفصل 36. تعطى الأولوية في انتداب أعون الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثة بموجب هذا القانون للأعون الذين باشروا مع الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثة بالمرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أفريل 2011 في حدود احتياجات الهيئة وللمعطلين عن العمل منهم، وتؤخذ تجربة الأعون القдامي بالاعتبار ضمن سلم تقييمي يعده مجلس الهيئة يحدد بدقة الشروط المطلوبة عند فتح باب الترشحات.

الفصل 37. تعتبر مهام الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثة بالمرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أفريل 2011 منتهية بتاريخ 31 ديسمبر 2011 وتحل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المذكورة من تاريخ مباشرة الهيئة المحدثة بهذا القانون لهاها وتحيل وجوباً كامل المقررات والتجهيزات والأرشيف والوثائق إلى الهيئة الجديدة.

الفصل 38. يدخل هذا القانون حيز النفاذ فور المصادقة عليه من المجلس الوطني التأسيسي.

ينشر هذا القانون الأساسي بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وينفذ كقانون من قوانين الدولة.

تونس في 20 ديسمبر 2012

رئيس الجمهورية
محمد المنصف المرزوقي

يمكن للهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمناسبة الانتخابات أو الاستفتاءات انتداب أعون لفترة محددة بطريق التعاقد. يتلزم الأعون الإداريون للهيئة العليا المستقلة للانتخابات باحترام مدونة السلوك وخاصة الالتزام بواجبات الحياد والتحفظ والمحافظة على السر المهني.

الباب الثالث: أحكام انتقالية

الفصل 32. يتم التجديد لثلث مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات كل ستين، وفي المرتين الأولين يحدد من يشمله التجديد بالقرعة من بين أعضاء أول مجلس للهيئة، ولا يكون رئيس الهيئة معنياً بالتجديد في المرتين الأولى والثانية. **الفصل 32 مكرر -** [يمكن التمديد في أجل تقديم الترشحات بقرار من رئيس اللجنة الخاصة طبق الإجراءات المنصوص عليها بالفصل 6. ويطبق هذا الإجراء بأثر رجعي.]

الفصل 33. خلافاً لما ورد بالفصل الثالث مطة خامسة من هذا القانون يتولى المجلس الوطني التأسيسي بصفة استثنائية تحديد مواعيد الانتخابات والاستفتاءات القادمة وعلى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات اقتراح روزنامة على ضوئها.

الفصل 34. إلى حين صدور قانون انتخابي يتم تحديد صفة الناخب المنصوص عليها بالفصل السادس مطة أولى من هذا القانون الأساسي طبقاً للفصول الثاني والرابع والخامس من المرسوم عدد 35 لسنة 2011 المؤرخ في 10 ماي 2011 المتعلق بانتخاب المجلس الوطني التأسيسي.

الفصل 34 مكرر - [بمجرد المصادقة على هذا القانون الأساسي⁴ تحال كافة القضايا المشورة أمام المحكمة الإدارية والمتعلقة بالطعون في أعمال لجنة الفرز الخاصة بانتخاب أعضاء الهيئة العليا المستقلة للانتخابات إلى الجلسة العامة للمحكمة الإدارية لتبت فيها في أجل ثلاثة أيام من تاريخ المصادقة.]

⁴ القانون المقصود هنا هو القانون الأساسي عدد 44 لسنة 2013 المؤرخ في 1 نوفمبر 2013.

تعفي نفقات الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من الرقابة المسبقة للمصاريف العمومية.

الفصل 29 . تسهر الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على إرساء نظام رقابة داخلية للإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية تضمن سلامة القوائم المالية ونزاهتها وشفافيتها ومطابقتها للقوانين الجاري بها العمل وتتشكل لغرض وحدة تدقيق ورقابة داخلية يترأسها خبير محاسب.

وتقوم هذه الوحدة بأعمالها وفقاً للمعايير الدولية المهنية لممارسة التدقيق الداخلي من خلال اتباع مخطط سنوي يصادق عليه مجلس الهيئة ويهدف إلى تحسين الأداء وإدارة المخاطر والرقابة لكامل أعمال الهيئة.

وتقوم وحدة التدقيق والرقابة الداخلية بإعطاء تقاريرها إلى مجلس الهيئة مباشرة وبصفة دورية.

الفصل 30 . تعرض الحسابات المالية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات على مراقبين حسابيين مرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين يعينهما مجلس الهيئة طبقاً للتشريع الجاري به العمل بالنسبة إلى المؤسسات والمنشآت العمومية لمدة ثلاث سنوات قابلة التجديد مرة واحدة.

يصادق مجلس الهيئة على الحسابات المالية السنوية للهيئة على ضوء تقرير مراقبى الحسابات ويعرض التقرير على المجلس التشريعي لمصادقة عليه وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة في أجل أقصاه 30 جوان من السنة المولدة.

وفي صورة عدم مصادقة المجلس التشريعي على التقرير المالي تقع الدعوة إلى تشكيل لجنة تحقيق مكونة من ثلاثة خبراء محاسبين مرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين يختارهم المجلس التشريعي.

تخضع الحسابات المالية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات إلى الرقابة اللاحقة لدائرة المحاسبات.

تعد دائرة المحاسبات تقريراً خاصاً حول التصرف المالي للهيئة بخصوص كل عملية انتخابية أو استفتاء وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

الفصل 31 . يضبط النظام الأساسي الخاص بأعوان الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بأمر باقتراح من مجلسها.

يلزم المدير التنفيذي بكل الواجبات المنصوص عليها بالفصل الثاني عشر من هذا القانون.

الفصل 27 . يسهر المدير التنفيذي تحت إشراف مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وتحت رقابة رئيسها على حسن سير إدارة الهيئة في المجالات الإدارية والمالية والفنية ويتولى في حدود ذلك خاصة :

1) إعداد التنظيم الإداري والمالي والفنى للهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعرضه على مجلس الهيئة لمصادقة بأغلبية الأعضاء.

2) إعداد النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات وعرضه على مجلس الهيئة لمصادقة بأغلبية الأعضاء ونشره بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

3) إعداد برنامج الموارد البشرية للهيئة وعرضه على مجلس الهيئة لمصادقة بأغلبية الأعضاء.

4) إعداد مشروع ميزانية الهيئة السنوي وعرضه على مصادقة مجلس الهيئة بأغلبية الأعضاء.

5) إعداد برنامج تنفيذ مهام الهيئة على أساس ما يبينه الفصل الثالث من هذا القانون و برنامجه عملها في فترات الانتخابات والاستفتاءات قبل عرضه على مجلس الهيئة لمصادقة عليه بأغلبية الأعضاء.

6) إعداد تقرير تصرف مالي وإداري يعرض صحبة التقرير السنوي على مراقب الحسابات وعلى مصادقة مجلس الهيئة بأغلبية الأعضاء.

7) تنفيذ القرارات الصادرة عن مجلس الهيئة وال المتعلقة بكامل المسار الانتخابي.

8) تسيير مختلف المصالح الإدارية للهيئة والتنسيق بينها.

9) مسک مختلف السجلات والدفاتر والوثائق الإدارية وحفظها.

10) متابعة تنفيذ الميزانية وإعداد ملفات صفقات الهيئة و مختلف العقود.

11) إدارة الموقع الإلكتروني للهيئة.

الفصل 28 . تبرم وتنفذ جميع صفقات الهيئة العليا المستقلة للانتخابات طبق الإجراءات الخاصة بالصفقات العمومية للمنشآت العمومية ما لم تتعارض مع أحكام هذا القانون.

أقصاه يومان من تاريخ التصريح به.
يكون قرار الجلسة العامة للمحكمة الإدارية باتا ولا يقبل أى وجه من أوجه الطعن ولو بالتعليق.

وفي صورة صدور حكم يقضى بالإلغاء تجتمع اللجنة الخاصة في أجل أقصاه يومان من تاريخ صدوره لتعديل القائمة النهائية للمرشحين. وتنشر القائمة بعد التعديل بالموقع الإلكتروني للمجلس التشريعي ويحيطها رئيس اللجنة مباشرة إلى الجلسة العامة لانتخاب أعضاء مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات. ويكون قرار اللجنة الخاصة في هذه الحالة نهائياً وغير قابل لأى وجه من أوجه الطعن ولو بدعوى تجاوز السلطة.]

الباب الثاني : الجهاز التنفيذي

الفصل 24 . للهيئة العليا المستقلة للانتخابات جهاز تنفيذي يباشر تحت إشراف مجلسها شؤونها الإدارية والمالية والفنية ويسيّره مدير تنفيذي . تحدث إدارات فرعية تابعة للجهاز التنفيذي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات تتولى تنفيذ المهام الموكولة للهيئة في النطاق الترابي المحدد لها طبق قرارات مجلس الهيئة .

الفصل 25 . يقوم مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بانتداب المدير التنفيذي من ضمن المرشحين بالملفات الذين يستجيبون لشروط الفصل السابع من هذا القانون بالإضافة إلى شروط الخبرة والكفاءة في التصرف الإداري والمالي والفنى . وتمت المصادقة على تعيينه بالأغلبية المطلقة لأعضاء مجلس الهيئة ويتم إعفاءه بنفس الأغلبية .

يؤدي المدير المنتدب عند تسميته اليمين التالية أمام مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات «أقسم بالله العظيم أن أقوم بمهامي بتفان وصدق وإخلاص وأن أحترم القانون والله على ما أقول شهيد» .

الفصل 26 . يحضر المدير التنفيذي اجتماعات مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات ولو الحق في إبداء الرأي دون الحق في التصويت .

يمكن لجلس الهيئة أن يفوض بعض صلاحياته للهيئات الفرعية التي تمارسها تحت إشرافه وطبقاً لقراراته .
تعد كل هيئة فرعية عند نهاية مهامها وكلما طلب منها ذلك تقريراً عن نشاطها يعرض على مجلس الهيئة .

الفصل 22 . كل الإدارات العمومية مطالبة في حدود الإمكان بأن تضع على ذمة الهيئة العليا المستقلة للانتخابات جميع الوسائل المادية والبشرية وجميع القواعد البيانية والمعلوماتية بما في ذلك الإحصاءات والمعطيات ذات العلاقة بالعمليات الانتخابية بما يساعد على حسن أداء مهامها، وعند الامتناع غير المبرر من قبل الإداره المعنية يمكن استصدار إذن في الغرض من المحكمة الإدارية .

وتعمل مصالح رئاسة الحكومة بمناسبة الانتخابات أو الاستفتاءات على تيسير تعاون جميع الإدارات العمومية مع الهيئة العليا المستقلة للانتخابات .

الفصل 23 . يجر استعمال المعطيات الشخصية المجمعة لدى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في غير العمليات الانتخابية بما يتماشى مع التشريع المتعلق بحماية المعطيات الشخصية .

الفصل 23 مكرر - لا يجوز الطعن إلا في قائمة المرشحين أمام المحكمة الإدارية وذلك من قبل المرشحين دون سواهم في أجل يوم واحد من تاريخ نشر القائمة النهائية للمرشحين بالموقع الإلكتروني للمجلس التشريعي . ولا يكون الطعن إلا فيما تعلق بالشروط الواردة بالفصل 7 من هذا القانون .

وعلى الطاعن في هذه الحالة أن يوجه إلى المجلس التشريعي إعلاماً بالطعن بواسطة عدل تنفيذ مع نظير من عريضة الطعن ومؤيداته . ويرفع الطعن وجوباً بواسطة محام مرسم لدى التعقيب وتكون العريضة معللة ومشفوعة بمؤيدات وبنسخة من محضر تبليغ العريضة إلى المجلس التشريعي .

ويتولى المجلس التشريعي الرد على عريضة الطعن في أجل يوم واحد من تاريخ تبليغها إليه .

وتتولى كتابة المحكمة الإدارية ترسيم عريضة الطعن وإحالتها فوراً إلى الرئيس الأول الذي يعينها حالاً لدى الجلسة العامة القضائية التي تبت في أجل أقصاه يومان من تاريخ رد الجهة المدعى عليها وتأذن بالتنفيذ على المسودة .

وتعلم المحكمة الإدارية الأطراف بالحكم بأى وسيلة تترك أثراً كتابياً في أجل

يتخذ مجلس الهيئة قراراته بالأغلبية المطلقة لأعضائه ويتولى رئيس مجلس الهيئة إمضاها.

الفصل 19 - يتولى مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وضع التراثيب اللازمة لتنفيذ التشريع الانتخابي وتنفيذ المهام الموكولة للهيئة يمضيها رئيس الهيئة وتنشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تتولى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات اتخاذ التدابير الازمة لفرض احترام التشريع الانتخابي من قبل جميع المتدخلين في المسار الانتخابي بما فيها تسليط العقوبات غير الجزائية المترتبة عن المخالفات الانتخابية.

تكون التراثيب الصادرة عن مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات قابلة للطعن أمام المحاكم المختصة بحسب الشروط والإجراءات التي يضبطها القانون.

الفصل 20 - تتكون موارد الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من اعتمادات سنوية مخصصة من ميزانية الدولة.

تمثل نفقات ميزانية الهيئة في :

- نفقات تسيير الهيئة،
- نفقات التجهيز،
- نفقات الانتخابات والاستفتاءات.

تضبوط ميزانية الهيئة باقتراح من مجلسها وتعرض على الحكومة لإبداء الرأي قبل إحالتها على المجلس التشعريي للمصادقة عليها طبق الإجراءات الخاصة بميزانية الدولة.

الفصل 21 - للهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمناسبة الانتخابات أو الاستفتاءات أن تحدث هيئات فرعية لها تتولى مساعدتها على القيام بمهامها المبينة بهذا القانون.

يضبط مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات تركيبة الهيئات الفرعية على أن لا يتجاوز عدد أعضاء الهيئة الفرعية الواحدة أربعة أعضاء على الأكثر.

و يتم اختيار المرشحين من طرف مجلس الهيئة بالأغلبية المطلقة لأعضائه وفقا لشروط العضوية والواجبات المحمولة على أعضاء المجلس الواردة بالفصلين السابع والثاني عشر من هذا القانون ومع مراعاة الاختصاصات الواردة بالفصل الخامس.

ويتم النظر في رفع الحصانة على أساس الطلب المقدم من السلطة القضائية مرفقا بملف القضية.

الفصل 15 - فضلا عن الصورة المنصوص عليها بالفقرة الخامسة من الفصل الثالث عشر من هذا القانون يتم إعفاء رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات أو أحد أعضاء مجلسها في صورة ارتکابه لخطأ جسيم في القيام بالواجبات المحمولة عليه بمقتضى هذا القانون أو في صورة الإدانة بمقتضى حكم بات من أجل جنحة قصدية أو جنائية أو في صورة فقدانه لشرط من شروط العضوية بمجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

يرفع طلب الإعفاء من قبل نصف أعضاء مجلس الهيئة على الأقل ويعرض على الجلسة العامة للمجلس التشعريي للمصادقة عليه بالأغلبية المطلقة لأعضائه.

الفصل 16 - في حالة الشغور الطارئ على تركيبة مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات لوفاة أو استقالة أو إعفاء أو عجز أو تخل، يعيين مجلس الهيئة حالة الشغور ويدونها بمحضر خاص يحيله صحبة باقي الملف للمجلس التشعريي الذي يتولى سد هذا الشغور طبقا للإجراءات المنصوص عليها بالفصل السادس من هذا القانون بناء على طلب من رئيس الهيئة أو نصف أعضاء مجلسها.

يعتبر متخليا الرئيس أو العضو الذي يتغير دون مبرر عن ثلات اجتماعات متتالية لمجلس الهيئة رغم استدعائه وإنذاره بكل وسيلة تترك أثرا كتابيا.

الفصل 17 - يتلقى رئيس رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وأعضاء مجلسها عن مهامهم أجورا تصرف لهم من ميزانية الهيئة، وتنظر بأجرة وزير بالنسبة لرئيس الهيئة وتحدد بأمر بالنسبة للأعضاء.

الفصل 18 - تعقد اجتماعات مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بطلب من رئيسها أو من نصف أعضاء مجلسها ولا تنعقد إلا بحضور ثلثي الأعضاء. يتولى رئيس الهيئة تعيين مواعيد الاجتماعات والدعوة لها ورؤاستها وضبط جدول أعمالها وإدارتها وحفظ نظامها واتخاذ القرارات الازمة لتنفيذ مداولات المجلس طبقا لمقتضيات هذا القانون ولأحكام النظام الداخلي للهيئة ويعوضه نائبه عند التعذر.

تنشر مداولات مجلس الهيئة على الموقع الإلكتروني للهيئة وبالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

يعاقب بالسجن مدة ستة أشهر وبخطية قدرها ألف دينار كل شخص تعمد الإلقاء بتصریحات خاطئة أو أخفى مانعاً من مواعظ الترشح نص عليها القانون دون أن يمنع ذلك من تتبعه طبق أحكام المجلة الجزائية.

الفصل 8 - يجتمع الأعضاء المنتخبون في جلسة أولى لاختيار نائب للرئيس بالتوافق وإن تعذر فبالأغلبية المطلقة للأعضاء.

الفصل 9 - تتحدد فترة ولاية كل عضو من أعضاء مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمدة ست سنوات غير قابلة التجديد.

يتم تجديد تركيبة مجلس الهيئة بطريقة تجديد الثلث كل سنتين طبق الإجراءات المقررة بالحصول الخامس وال السادس والسابع من هذا القانون. يعلم رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات رئيس المجلس التشريعي بقائمة الأعضاء المعينين بالتجديد وبتاريخ انتهاء مهامهم قبل ثلاثة أشهر من تاريخ نهاية مدة العضوية. يمارس الأعضاء المنتهية مدة عضويتهم مهامهم صلب مجلس الهيئة إلى حين تسلم الأعضاء الجدد لمهامهم.

الفصل 10 - يؤدي الرئيس وأعضاء مجلس الهيئة عند تسميتهم اليمين التالية أمام رئيس الجمهورية :

«أقسم بالله العظيم أن أقوم بمهامي بتفان وصدق وإخلاص وأن أعمل على ضمان انتخابات حرة ونزيهة وأن أؤدي واجباتي باستقلالية وحياد وأن أحترم الدستور والقانون والله على ما أقول شهيد».

الفصل 11 - رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات هو ممثلها القانوني وهو رئيس مجلسها وامر صرف ميزانيتها.

الفصل 12 - يخضع رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وأعضاء مجلسها خصوصاً للواجبات التالية:

- واجب الحياد،

- واجب التحفظ،

- واجب حضور جلسات مجلس الهيئة،

- التفرغ الكلي لممارسة المهام صلب الهيئة،

- عدم الترشح لأية انتخابات طيلة مدة العضوية بالهيئة وبعد انقضائها لمدة لا

تقل عن خمس سنوات،

- التصریح على الشرف بالمقاسب طبقاً للإجراءات المنصوص عليها بالقانون المتعلقة بالتصریح على الشرف بمقاسب أعضاء الحكومة وبعض الأصناف من الأعوان العموميين.

الفصل 13 . على رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وأعضاء مجلسها التصریح بكل تضارب مصالح طيلة فترة العضوية بالهيئة.

يعد تضارباً للمصالح كل مصلحة شخصية مباشرة أو غير مباشرة أو علاقة شخصية مباشرة أو غير مباشرة تؤثر على التزام العضو المعنى بالشروط والواجبات المحمولة عليه وعلى حسن أداء الهيئة لمهامها.

و على العضو المعنى بتضارب المصالح التصریح به لدى مجلس الهيئة ثم الامتناع عن المشاركة في الجلسات أو المداولات أو القرارات ذات العلاقة إلى حين بت مجلس الهيئة في الأمر في ظرف عشرة أيام من تاريخ التصریح.

ينعقد مجلس الهيئة بعد التصریح بتضارب المصالح ويتولى التداول بأغلبية الأعضاء دون حضور العضو المعنى، وفي صورة ثبوت تضارب مصالح وقتي يقع إعلام المعنى به الذي يمتنع عن المشاركة في الجلسات أو المداولات أو القرارات ذات العلاقة إلى حين زوال المانع. وفي صورة ثبوت تضارب مصالح دائم يقع إعلام المعنى به الذي يقدم استقالته لرئيس المجلس خلال الثمانية والأربعين ساعة المولالية للإعلام.

عند حصول العلم أو الإعلام الجدي بحالة تضارب مصالح يتولى مجلس الهيئة بعد سماع العضو المعنى التحقيق فيها وفي صورة ثبوت تعمد العضو المذكور إخفاء تضارب في المصالح يعفى من مهامه طبقاً لإجراءات الإعفاء المبينة بالفصل الخامس عشر من هذا القانون.

الفصل 14 . لا يمكن تتبع أو إيقاف رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات أو أحد أعضاء مجلسها من أجل أفعال تتعلق بأعمالهم أو بممارسة مهامهم صلب الهيئة إلا بعد رفع الحصانة من قبل الجلسة العامة للمجلس التشريعي بالأغلبية المطلقة لأعضائه بطلب من العضو المعنى أو من ثلثي أعضاء مجلسها أو من السلطة القضائية.

يختار كل عضو في المجلس التشريعي تسعه (9) أعضاء من بين المرشحين المنصوص عليهم بالفقرة 8 من هذا الفصل باعتماد التركيبة المنصوص عليها بالفصل 5 من هذا القانون.

وفي حالة استقالة أحد الأعضاء المنتخبين قبل اكتمال أعضاء الهيئة العليا المستقلة للانتخابات يقع إعادة انتخاب من يعوضه من بين المرشحين المتبقين من نفس الصنف.]

يتناول رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في الجلسة العامة من بين المرشحين من الأعضاء التسعة المنتخبين.

يتم التصويت في الجلسة العامة لانتخاب الرئيس في دورة أولى بالأغلبية المطلقة لأعضاء المجلس، وإذا لم يحصل أي من المرشحين على هذه الأغلبية في الدورة الأولى يتم التصويت في دورة ثانية لانتخاب رئيس الهيئة بنفس الأغلبية من بين المرشحين الاثنين المحرزتين على أكبر عدد من الأصوات في الدورة الأولى.

الفصل 7 . يشترط للترشح لعضوية مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات :

- صفة الناخب،
 - سن لا تقل عن 35 سنة،
 - النزاهة والاستقلالية والحياد،
 - الكفاءة والخبرة،
 - أن لا يكون عضواً منتخبًا في إحدى الهيئات المهنية،
 - عدم الانخراط أو النشاط في أي حزب سياسي خلال الخمس سنوات السابقة لتاريخ فتح الترشحات،
 - عدم تحمل أي مسؤولية صلب حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل أو مناشدة رئيس الجمهورية المخلوع للترشح لمدة رئاسية جديدة،
 - عدم تحمل مسؤولية في الحكومة أو تقلد منصب والي أو كاتب عام ولاية أو معتمد أو عمدة طيلة حكم الرئيس المخلوع.
- يدلي كل مرشح ضمن ملف ترشحه بتصريح على الشرف يتعلق بتوفير الشروط المنصوص عليها أعلاه.

ت تكون اللجنة الخاصة بالتمثيلية النسبية على أساس عضو عن كل عشرة نواب (10) مع اعتماد أكبر الباقيا وعند تساوي الباقيا بين كتلة وغير منتدين لكتل ترجح الكتلة.

يتناول رئيس اللجنة الخاصة رئيس المجلس التشريعي أو أحد نائبيه دون المشاركة في التصويت عند اتخاذ القرار.

يفتح باب الترشح لعضوية مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بقرار من رئيس اللجنة الخاصة ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية ويتضمن تحديداً لأجل تقديم الترشحات ولصيغة إيداعها ولشروط القانونية الواجب توفرها وللوثائق المكونة للف الترشح طبقاً لما يقتضيه الفصل السابع من هذا القانون.

[تقوم اللجنة الخاصة بإعداد سلم تقييمي يقع اعتماده عند ضبط المرشحين وترتيبهم ويتم إقراره بتوافق أعضاء اللجنة الخاصة وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية عند فتح باب الترشحات.

تتولى اللجنة الخاصة دراسة ملفات الترشح والتداول على ضوء ملف كل مرشح بالاعتماد على شروط العضوية المقررة بالفصل 7 من هذا القانون. وتتولى ترتيب المرشحين عن كل صنف من الأصناف المذكورة بالفصل 5 والمستوفين للشروط المذكورة ترتيباً تفاضلياً طبقاً للسلم التقييمي. وفي صورة التساوي بين مرشحين أو أكثر تسد لهم نفس الرتبة مع ترتيبهم ترتيباً أبجدياً. وتنشر القائمة النهائية للمرشحين المرتبين تفاضلياً بالموقع الالكتروني للمجلس التشريعي ولا يعتد بأي سحب للترشح بعد النشر ولا أثر له على بقية إجراءات انتخاب مجلس الهيئة.

يحيل رئيس اللجنة الخاصة القائمة النهائية للمرشحين المرتبين تفاضلياً حسب كل صنف على الجلسة العامة للمجلس التشريعي لانتخاب الأعضاء التسعة (9) لمجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في أجل أقصاه يومان من تاريخ انتهاء آجال الطعن.

يتم التصويت صلب الجلسة العامة للمجلس التشريعي لانتخاب الأعضاء التسعة (9) لمجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وذلك بأغلبية ثلثي أعضاء المجلس التشريعي وبالتصويت السري على الأسماء صنفاً صنفاً في دورات متتالية إلى حين اكتمال التركيبة.

- 18 - إعداد تقرير سنوي حول نشاط الهيئة للسنة المنقضية وبرنامج عملها للسنة التي تليها يعرض على الجلسة العامة للمجلس التشريعي بمناسبة التصويت على الميزانية السنوية للهيئة وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة.
- الفصل 4 - تكون الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من مجلس الهيئة له سلطة تقريرية ومن جهاز تنفيذي.

الباب الأول : مجلس الهيئة

- الفصل 5 .** يتركب مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من تسعه أعضاء ويتم اختيارهم كالتالي :
- 1/ قاضي عدلي.
 - 2/ قاضي إداري.
 - 3/ محام.
 - 4/ عدل إشهاد أو عدل تنفيذ.
 - 5/ أستاذ جامعي : مساعد أو أستاذ مساعد أو أستاذ محاضر أو أستاذ تعليم عالي.
 - 6/ مهندس مختص في مجال المنظومات والسلامة المعلوماتية.
 - 7/ مختص في الاتصال.
 - 8/ مختص في المالية العمومية.
- جميعهم لهم خبرة عشر سنوات على الأقل.
- 1/ عضو يمثل التونسيين بالخارج.
- الفصل 6 (جديد) .** يتم انتخاب أعضاء مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات طبقا للإجراءات التالية :
- يتتم إنشاء لجنة خاصة صلب المجلس التشريعي تشرف على دراسة ملفات الترشح وفرزها.

- 5 - وضع روزنامة الانتخابات والاستفتاءات وإشهارها وتنفيذها بما يتفق مع المدد المقررة بالدستور والقانون الانتخابي.
- 6 - قبول ملفات الترشح للانتخابات والبت فيها وفقا لأحكام التشريع الانتخابي.
- 7 - وضع آليات التنظيم والإدارة والرقابة الضامنة لنزاهة الانتخابات والاستفتاءات وشفافيتها،
- 8 - فرز الأصوات والإعلان عن النتائج الأولية والنهاية للانتخابات والاستفتاءات.
- 9 - وضع مدونات حسن السلوك الانتخابي الضامنة لمبادئ النزاهة والشفافية والحياد وحسن توظيف المال العام وعدم تضارب المصالح،
- 10 - اعتماد ممثلي المرشحين في مكاتب الاقتراع واعتماد الملاحظين والضيوف والصحفيين المحليين والأجانب لمتابعة مراحل المسار الانتخابي. وتحدد الهيئة بقرار من مجلسها معايير وشروط اعتماد الملاحظين والضيوف والصحفيين الأجانب والترجمين العاملين معهم.
- 11 - تكوين المشرفين على مختلف مكونات المسار الانتخابي.
- 12 - ضبط برامج التحسيس والتثقيف الانتخابي والتعاون في هذا المجال مع جميع مكونات المجتمع المدني الناشطة في مجال الانتخابات وطنيا ودوليا.
- 13 - مراقبة الالتزام بقواعد الحملات الانتخابية ووسائلها المضبوطة بالتشريع الانتخابي وفرض احترامها طبق القانون بالتعاون مع الهيأكل العمومية.
- 14 - مراقبة تمويل الحملات الانتخابية واتخاذ القرارات الازمة في شأنه مع ضمان المساواة بين كل المرشحين في التمويل العمومي.
- 15 - تقديم مقتراحات لتطوير المنظومة الانتخابية.
- 16 - إبداء الرأي في جميع مشاريع النصوص ذات العلاقة بالانتخابات والاستفتاءات،
- 17 - إعداد تقرير خاص حول سير كل عملية انتخابية أو استفتائية في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ الإعلان عن النتائج النهائية يعرض على رئيس الجمهورية ورئيس المجلس التشريعي ورئيس الحكومة وينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني الخاص بالهيئة.

القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012
والمتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات¹ كما تم تبنيه و إتمامه
بمقتضى القانون الأساسي عدد 44 لسنة 2013² المؤرخ في 1 نوفمبر 2013
والقانون الأساسي عدد 52 لسنة 2013 المؤرخ في 28 ديسمبر 2013³ (إدخال التحبيبات على هذا القانون ليس رسميا)

باسم الشعب،

وبعد مصادقة المجلس الوطني التأسيسي،

يصدر رئيس الجمهورية القانون الأساسي الآتي نصه :

الفصل الأول - تحدث هيئة عمومية مستقلة ودائمة تسمى «الهيئة العليا المستقلة للانتخابات» تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال الإداري والمالي مقرها تونس العاصمة.

الفصل 2 - تسهر الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على ضمان انتخابات واستفتاءات ديمقراطية وحرة ومتعددة ونزيهة وشفافة.

الفصل 3 - تتولى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات القيام بجميع العمليات المرتبطة بتنظيم الانتخابات والاستفتاءات وإدارتها والإشراف عليها طبقا لهذا القانون وللتشريع الانتخابي وتقوم في هذا الإطار خاصة بما يلي :

- 1 - مسک سجل الناخبين وتحبيبه بصفة مستمرة.
- 2 - ضبط قائمات الناخبين الخاصة بكل انتخاب أو استفتاء و مراجعتها عند الاقتراع وإشهارها خاصة على الموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة وفي آجال يحددها القانون الانتخابي.
- 3 - السهر على ضمان حق الاقتراع لكل ناخب.

4 - ضمان المعاملة المتساوية بين جميع الناخبين وجميع المرشحين و جميع المتدخلين خلال العمليات الانتخابية والاستفتائية.

¹ الرائد الرسمي عدد 101 المؤرخ في 21 ديسمبر 2012.

² الرائد الرسمي عدد 87 المؤرخ في 01 نوفمبر 2013.

³ الرائد الرسمي عدد 104 المؤرخ في 30 ديسمبر 2013.

قوانين

- قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 25 لسنة 2014 بتاريخ 8 سبتمبر 2014 يتعلق بضبط القواعد والشروط العامة التي يتعين على وسائل الإعلام التقيد بها خلال الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء 218.....
- قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 26 لسنة 2014 بتاريخ 8 سبتمبر 2014 يتعلق بضبط قواعد الحملة الخاصة بوسائل الإعلام المكتوبة والالكترونية 225.....
- قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 27 لسنة 2014 بتاريخ 10 سبتمبر 2014 يتعلق بضبط القواعد الخاصة باستعمال القائمات المرشحة عن الدوائر الانتخابية في الخارج لوسائل الإعلام الأجنبية 231.....
- قرار الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي و البصري عدد 6 مؤرخ في 22 أكتوبر 2014 يتعلق بضبط القواعد الخاصة بفترة الصمت الانتخابي للانتخابات التشريعية 2014 234.....
- الاقتراع والفرز واحتساب النتائج**
- قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 19 لسنة 2014 مؤرخ في 5 أوت 2014 يتعلق بضبط شروط وضيغ تعين أعضاء مكاتب الاقتراع وطرق تعويضهم 237.....
- قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 30 لسنة 2014 مؤرخ في 8 سبتمبر 2014 يتعلق بقواعد وإجراءات الاقتراع والفرز 242.....
- قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 32 لسنة 2014 مؤرخ في 14 أكتوبر 2014 يتعلق بقواعد وإجراءات احتساب النتائج والإعلان عنها كما تم تقييمه و إتمامه بالقرار عدد 33 لسنة 2014 المؤرخ في 6 نوفمبر 2014 256.....

أمر عدد 3038 لسنة 2014 مُؤرخ في 29 أكتوبر 2014 يتعلّق بتحديد السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية وسقف التمويل الخاص وبتحديد سقف التمويل العمومي وضبط شروطه وإجراءاته بالنسبة إلى الانتخابات الرئاسية لسنة 2014 82.....
أمر عدد 3272 لسنة 2014 مُؤرخ في 7 أكتوبر 2014 يتعلّق بوضع الأعوان العموميين على ذمة الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بمناسبة الانتخابات والاستفتاء 86.....
قرارات الهيئة العليا المستقلة للانتخابات والهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري 88.....
تنظيم وتسخير الهيئة العليا المستقلة للانتخابات وهياكلها 89.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 5 لسنة 2014 مُؤرخ في 24 أبريل 2014 يتعلّق بضبط النظام الداخلي للهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تبنّيه بالقرار عدد 12 لسنة 2014 المُؤرخ في 16 جويلية 2014 90.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 8 مُؤرخ في 3 جوان 2014 يتعلّق بإحداث هيئات فرعية للانتخابات وبضبط مشمولاتها وطرق سير عملها 102.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 23 لسنة 2014 مُؤرخ في 29 أكتوبر 2014 يتعلّق بتنظيم اجتماعات الهيئات الفرعية وأدوات اتخاذ قراراتها 108.....
الروزنامة الانتخابية 110.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 14 لسنة 2014 مُؤرخ في 18 جويلية 2014 يتعلّق بروزنامة الانتخابات التشريعية والرئاسية لسنة 2014 كما تم تبنّيه و إتمامه بالقرار عدد 17 لسنة 2014 المُؤرخ في 01 أكتوبر 2014 111.....
تسجيل الناخبين 116.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 7 لسنة 2014 مُؤرخ في 3 جوان 2014 يتعلّق بقواعد وإجراءات تسجيل الناخبين للانتخابات والاستفتاء كما تم تبنّيه بالقرار عدد 11 لسنة 2014 المُؤرخ في 03 جوان 2014 117.....
الترشح للانتخابات 133.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 28 لسنة 2014 بتاريخ 15 سبتمبر 2014 يتعلّق بضبط قواعد تنظيم الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء وإجراءاتها 206.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 16 لسنة 2014 مُؤرخ في 1 أكتوبر 2014 يتعلّق بقواعد وإجراءات الترشح للانتخابات التشريعية كما وقع إتمامه بالقرار عدد 22 لسنة 2014 المُؤرخ في 13 أكتوبر 2014 134.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 18 لسنة 2014 مُؤرخ في 4 أكتوبر 2014 يتعلّق بقواعد وإجراءات الترشح للانتخابات الرئاسية 147.....
الاعتماد 156.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 9 لسنة 2014 مُؤرخ في 9 جوان 2014 يتعلّق بضبط شروط وإجراءات اعتماد الملاحظين المحليين والأجانب للانتخابات والاستفتاء 157.....
مدونة سلوك الملاحظين المحليين والأجانب للانتخابات والاستفتاء 161.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 10 لسنة 2014 مُؤرخ في 9 جوان 2014 يتعلّق بضبط شروط وإجراءات اعتماد الصحفيين المحليين والأجانب للانتخابات والاستفتاء 164.....
مدونة سلوك الصحفيين المحليين والأجانب للانتخابات والاستفتاء 168.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 29 لسنة 2014 مُؤرخ في 13 سبتمبر 2014 يتعلّق باعتماد ضيوف الهيئة بمناسبة الانتخابات والاستفتاء 170.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 31 لسنة 2014 مُؤرخ في 6 أكتوبر 2014 يتعلّق بضبط شروط وإجراءات اعتماد ممثلي القائمات المرشحة والمترشحين والأحزاب 172.....
مدونة سلوك القائمات المرشحة والمترشحين والأحزاب وممثليهم في الانتخابات والاستفتاء 176.....
الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء 180.....
قرار مشترك بين الهيئة العليا المستقلة للانتخابات والهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري مُؤرخ في 5 جويلية 2014 يتعلّق بضبط القواعد الخاصة للحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء بوسائل الإعلام والاتصال السمعي والبصري وإجراءاتها 181.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 20 لسنة 2014 مُؤرخ في 8 أكتوبر 2014 يتعلّق بضبط قواعد تمويل الحملة الانتخابية وإجراءاته وطريقه 188.....
قرار الهيئة العليا المستقلة للانتخابات عدد 28 لسنة 2014 بتاريخ 15 سبتمبر 2014 يتعلّق بضبط قواعد تنظيم الحملة الانتخابية وحملة الاستفتاء وإجراءاتها 206.....

الفهرس

7	قوانين
القانون الأساسي عدد 23 لسنة 2012 المؤرخ في 20 ديسمبر 2012 والتعلق بالهيئة العليا المستقلة للانتخابات كما تم تناقيحه و إتمامه بمقتضى القانون الأساسي عدد 44 لسنة 2013 المؤرخ في 1 نوفمبر 2013 والقانون الأساسي عدد 52 لسنة 2013 المؤرخ في 28 ديسمبر 2013	9
القانون الأساسي عدد 16 لسنة 2014 المؤرخ في 26 مايو 2014 و المتعلق بالانتخابات والاستفتاء.....	24
القانون عدد 36 لسنة 2014 المؤرخ في 8 جويلية 2014 و المتعلق بتحديد مواعيد أول انتخابات تشريعية ورئيسية بعد الصادقة على الدستور.....	69
قرارات جمهورية، أوامر وقرارات رئيس المجلس الوطني التأسيسي 70	
أمر عدد 1088 لسنة 2011 مؤرخ في 3 أوت 2011 يتعلق بتقسيم الدوائر الانتخابية وبضبط عدد المقاعد المخصصة لها لانتخابات أعضاء المجلس الوطني التأسيسي.....	71
قرار من رئيس المجلس الوطني التأسيسي مؤرخ في 31 جانفي 2014 يتعلق بنشر مقررات الجلسة العامة المعقودة يومي 8 و 9 جانفي 2014 لانتخاب مجلس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات	73
قرار جمهوري عدد 163 لسنة 2014 مؤرخ في 24 جويلية 2014 يتعلق بدعة الناخبين لانتخاب رئيس الجمهورية.....	75
قرار جمهوري عدد 164 لسنة 2014 مؤرخ في 24 جويلية 2014 يتعلق بدعة الناخبين لانتخاب أعضاء مجلس نواب الشعب	76
أمر عدد 2761 لسنة 2014 مؤرخ في 1 أوت 2014 يتعلق بتحديد السقف الجملي للإنفاق على الحملة الانتخابية وسقف التمويل الخاص وبحديد سقف التمويل العمومي وضبط شروطه وإجراءاته بالنسبة إلى الانتخابات التشريعية لسنة 2014	77

تنبيه

كل النصوص باللغة العربية واردة في صيغتها الرسمية كما تم نشرها في الرائد الرسمي للجمهورية التونسية. أما التعديلات التي أدخلت على البعض من النصوص فإن إدراجها صلبها تم بصفة غير رسمية سواء في صيغتها العربية أو الفرنسية. ترجمة هذه النصوص إلى اللغة الفرنسية ليست رسمية باستثناء ما نشرت ترجمته في الرائد الرسمي للجمهورية التونسية. التحينات المدرجة بالنصوص القانونية وضعت بين م عقوفين.

مجموعة الاصوات القانونية



**المتعلقة بانتخابات
التشريعية والرئاسية
انتخابات تونس 2014**

برنامج الاتحاد الأوروبي للدعم الفني للانتخابات بتونس

